



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

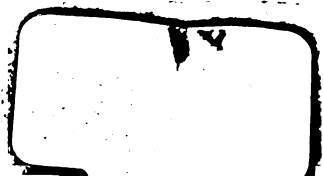
About Google Book Search

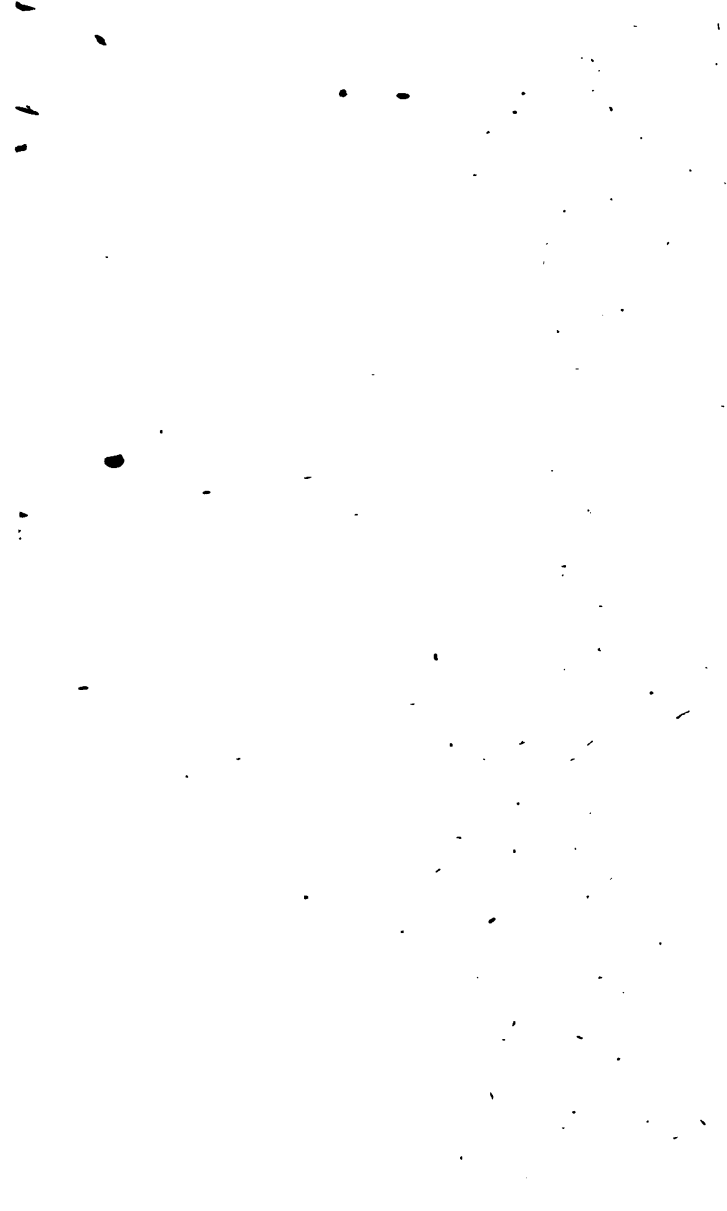
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

~~76. a. 10~~



Vet. Fr. II A. 513







HISTOIRE

GENERALE

DE

L'EUROPE

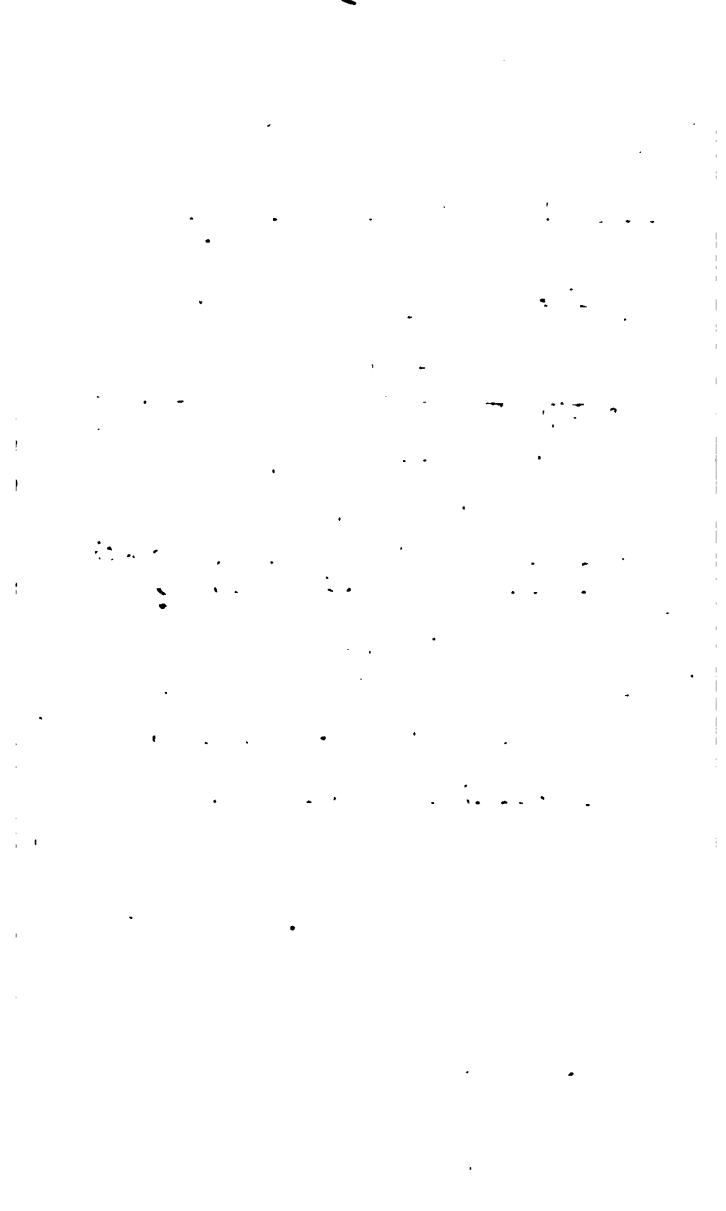
SOUS

LE REGNE

DE

LOUIS XIII.

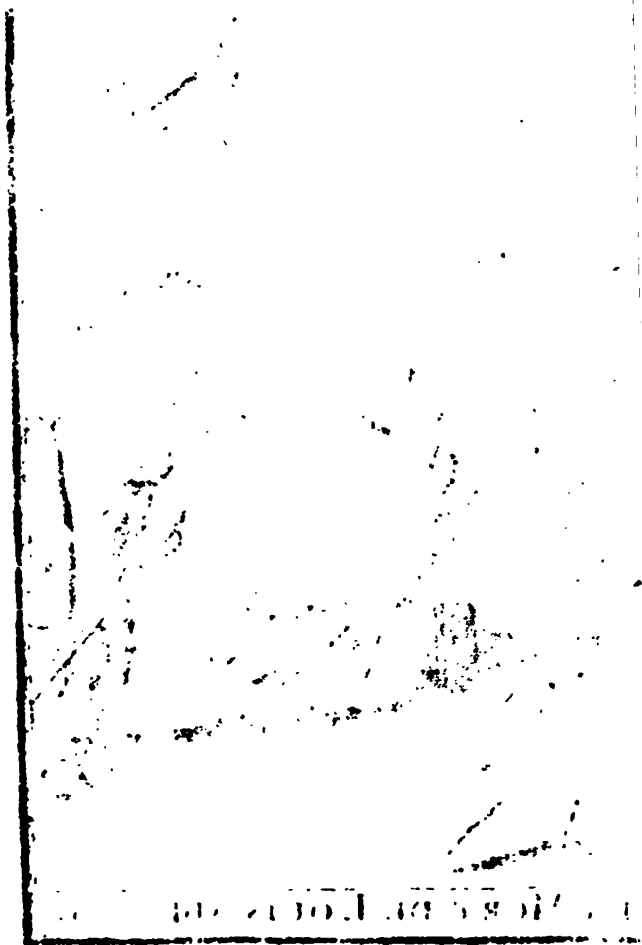
TOME DIXIEME.





LA MORT DE LOUIS XIII. Tome 10.

W. Schenkman del. Schulp



HISTOIRE DU REGNE DE LOUIS XIII.

ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE!

TOME DIXIÈME,

Contenant ce qui est arrivé de plus remarquable en France,
& dans l'Europe, depuis la révolution de Catalogne,
jusques à la mort de ce Prince.

Par Mr. MICHEL LE VASSOR.

*Opus veritatem professum nunquam, ut arbitror, scientiæ
silentio ausus corrumpere, vel mendacio. Scribant reli-
qua potiores, atate, doctrinisque florentes.*

Ammianus Marcellinus, Lib. XXXI.

Nouvelle Edition revue & corrigée.

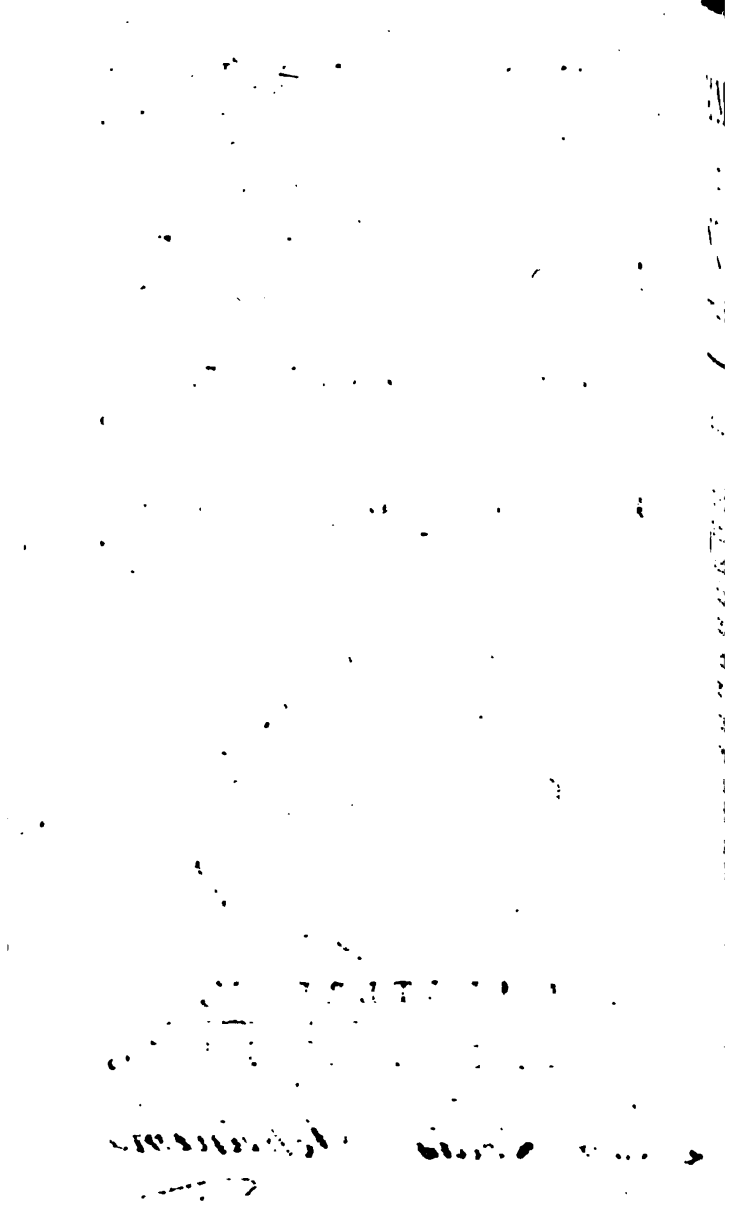


A AMSTERDAM,

Chez ZACHARIE CHATELAIN,

M D C C L L

Jean Louis Scheinmann



SOMMAIRE

D E S

CINQ LIVRES

contenus dans ce Volume.

SOMMAIRE DU LIVRE XLVI.

O Rigueur du mécontentement des Catalans. Il augmente à l'occasion de la nécessité de reprendre la ville de Salces emportée par les François. Les violences commises par les soldats, & l'emprisonnement de quelques Magistrats achèvent d'irriter les Catalans. Soulèvement général à Barcelone & dans toute la Catalogne. Emprisonnement & exil de quelques Magistrats à Paris. Situation des affaires en Italie. Le Marquis de Léganez assiège Casal. Le Marquis d'Harcourt marche au secours de cette place. Défaite de l'armée Espagnole devant Casal. Effort du Cardinal de Richelieu pour empêcher que la Duchesse de Savoie ne s'accorde avec ses beaux-frères. Le Comte d'Harcourt assiège la ville de Turin. Le Marquis de Léganez tente inutilement de forcer les retranchemens des François. Le Prince

Cazi-

S O M M A I R E

Cazimir de Pologne, & l'Electeur Palatin prisonniers en France sont mis en liberté. Commencemens malheureux de la campagne dans les Païs-Bas. Siège mis devant Arras par trois Maréchaux de France. Le Cardinal Infant marche au secours d'Arras. Le Cardinal de Richelieu rejette des propositions de paix faites secrètement par le Comte Duc d'Olivarez. Négociation avec les Catalans. Flotes de France sur l'Océan & la Méditerranée. Du Hallier conduit un grand convoi au camp devant Arras. Le Cardinal Infant attaque les lignes des François. Les François repoussent les Espagnols. Prise d'Arras. Naissance du Duc d'Anjou. Continuation du siège de Turin. Le Prince Thomas rend Turin au Comte d'Harcourt. Négociation de Mazarin avec le Prince Thomas de Savoie. Le Comte Philippe d'Aglié Confident de la Duchesse de Savoie, est arrêté à Turin par ordre du Roi de France, & conduit à Vincennes. Le Duc de Longueville engage la Landgrave de Hesse à se déclarer en faveur de la France & de la Suède. Jonction des armées de France, de Suède, & de quelques Princes conféderez à Erfört en Thuringe. Les Officiers & les soldats du feu Duc Bernard de Saxe-Weymar font serment de fidélité au Roi de France. Les Conféderez & les Impériaux se trouvent encore plus d'une fois en présence sans rien faire. Les
Con-

DES LIVRES.

Conféderez d'Ecosse s'opiniâtrent à soutenir leurs premières démarches. Déclaration ou manifeste du Roi d'Angleterre contre les Conféderez d'Ecosse. Ouverture du Parlement d'Angleterre. La Chambre des Communes s'opiniâtre à examiner avant toutes choses les entreprises sur la liberté des Parlemens & du peuple, & les innovations faites dans la Religion. Différend entre les deux Chambres du Parlement d'Angleterre. Le Parlement est congédié. Soulèvement de la populace de Londres contre l'Archevêque de Cantorberi. Impudence de ce Prélat. Le Roi d'Angleterre & les Conféderez d'Ecosse se préparent à la guerre. Les Conféderez d'Ecosse font irruption en Angleterre, & prennent Niewcastle. Convocation extraordinaire des Seigneurs d'Angleterre à York. Négociation entre les Commissaires du Roi d'Angleterre & ceux des Conféderez d'Ecosse.

SOMMAIRE DU LIVRE XLVII.

PRémières circonstances de la révolution arrivée en Portugal. Premières démarches des Conjurez de Portugal autrement racontées. Les Conjurez de Portugal offrent la Couronne au Duc de Bragance. La Duchesse de Bragance anime le Duc son Epoux à recevoir l'offre des Conjurez. Le Comte Duc d'Olivarez tâche d'attirer le Duc de Bragance

S O M M A I R E

à Madrid. Les Conjurez font de nouvelles instances au Duc de Bragance qui donne enfin sa parole. Assemblées des Conjurez pour concerter les moïens de l'exécution de leur projet. Divers embarras du Duc de Bragance ou des Conjurez un peu avant l'exécution de leur projet. Le Duc de Bragance est proclamé Roi de Portugal à Lisbonne & dans tout le Roïaume. Arrivée du nouveau Roi de Portugal à Lisbonne. Le Roi de Portugal reçoit les hommages de ses sujets, & s'unit aux Catalans. Assemblée des États Généraux du Roïaume de Portugal. Manifeste des États Généraux de Portugal. Ambassadeurs du Roi de Portugal en France & ailleurs. L'Empereur fait arrêter le Prince Edouard frère du Roi de Portugal. Entrée & progrès de l'armée Espagnole en Catalogne. Les Espagnols sont battus devant Barcelone, & les Catalans se donnent au Roi de France. Le Maréchal Bannier & le Comte de Guébriant tentent de surprendre l'Empereur qui tenoit une Diète à Ratisbone. Echec donné à l'armée Suédoise par Piccolomini. Celle de France la rejoint. Mort de Bannier. Mort du Duc George de Brunswick. Soulèvement prêt à éclater dans l'armée de Suède. Le Duc d'Enghien épouse la nièce du Cardinal de Richelieu. Le Cardinal de Richelieu fait accuser fausement le Comte de Soissons de tramer un soulèvement en France. Retraite du Duc de Guise

à Sedan. Le Duc de Bouillon engage le Comte de Soissons à lever enfin le masque. Le Cardinal de Richelieu tâche d'engager Gassion à se faire son espion auprès du Comte de Soissons. Sentimens généreux du Colonel. Le Duc de Vendôme accusé d'avoir attenté à la vie du Cardinal de Richelieu se retire en Angleterre. Le Duc de Lorraine va en France, & signe un nouveau traité avec le Roi. Affaires & campagne de Piémont. Mariage du jeune Prince Guillaume d'Orange avec la fille aînée de Charles Roi d'Angleterre. Ouverture du Parlement d'Angleterre. La Chambre des Communes retentit de plaintes & de cris contre le Gouvernement. Le Comte de Strafford est accusé du crime de léze-majesté par la Chambre des Communes. La Chambre des Communes se rend formidable. Finch Garde du grand sceau & Windebank Secrétaire d'État sortent d'Angleterre pour éviter ses poursuites. L'Evêque de Lincoln & quelques autres gens que Laud Archevêque de Cantorberi avoit fait condamner ou flétrir, sont rétablis. La Chambre des Communes prend la résolution d'exclure les Evêques du Parlement. L'Archevêque de Cantorberi est accusé du crime de léze-majesté, & mis en prison. Les deux Chambres du Parlement réglent certains Préliminaires sur la manière de juger le Comte de Strafford. Le Comte de Strafford est accusé & se

S O M M A I R E

défend devant les Pairs solennellement assembles. Les Communes changent de procédure contre le Comte de Strafford. L'acte de condamnation contre le Comte de Strafford passe à la Chambre des Seigneurs. Le Roi d'Angleterre passe l'acte par lequel le Comte de Strafford est condamné à la mort. Actes du Parlement d'Angleterre fort préjudiciables à l'autorité du Roi. Mort du Comte de Strafford. Marie de Médicis sort d'Angleterre & se retire à Cologne.

SOMMAIRE DU LIVRE XLVIII

LE Maréchal de Châtillon s'avance avec une armée vers Sedan contre le Comte de Soissons & le Duc de Bouillon. Déclaration du Roi contre le Comte de Soissons & les Ducs de Guise & de Bouillon. Procédures du Parlement contre les deux derniers. Le Duc d'Epéron est rélégué à Loches. Manifeste du Comte de Soissons & des Ducs de Guise & de Bouillon. L'armée du Maréchal de Châtillon se laisse battre par chagrin contre le Cardinal de Richelieu. Relation de la bataille de Sedan par les partisans du Duc de Bouillon. Le Comte de Soissons est tué ou se tue malheureusement lui-même. Négociation de l'acommodement du Duc de Bouillon. Il fait sa paix avec le Roi. Le Duc de Guise ne se met pas en peine d'être compris dans l'acommodement. On le condamne par contumace à la mort. Nou-

DES LIVRES

**Nouvelle conspiration contre le Cardinal de Richelieu. Campagne dans les Pais-Bas. S. Preuil Gouverneur d'Arras est injustement accusé de divers crimes & condamné à la mort. Victoire remportée sur les Impériaux & les Bava-
rois à Wolfembutel, par les Couronnes de France & de Suède, & par les Princes Conféderez d'Allemagne. Le Comte de Guébriant se sépare de l'armée de Suède, & obtient le commandement général des troupes de France en Allemagne. Nouveau traité d'Alliance entre les Couronnes de France & de Suède. Règlement des Préliminaires de la paix générale. Le Prince de Condé commande les troupes de Rouffillon; le Comte de la Motte-Hodancourt celles de Catalogne; l'Archevêque de Bourdeaux l'armée navale de la Méditerranée. Progrès du Prince de Condé dans le Rouffillon. Le Comte de la Motte-Hodancourt assiège mal-à-propos Tarragone. Combat naval entre les François & les Espagnols devant Tarragone. Le Duc de Medina Sidonia envoie un défi au Roi de Portugal. Conspiration tramée par l'Archevêque de Brague contre le Roi de Portugal. Punition de cet Archevêque & de ses complices. La Cour de France engage le Roi de Portugal à envoyer un Ambassadeur à Rome. Brouilleries des Barberins avec le Duc de Parme. Jules Mazarini est fait Cardinal à la nomination du Roi de France. Le Prince de
Mona-**

S O M M A I R E

Monaco renonce à la protection du Roi d'Espagne, & se met sous celle du Roi de France. Procédures du Parlement d'Angleterre. Le Roi d'Angleterre part pour l'Ecosse. Entreprises du Parlement d'Angleterre durant l'absence de Sa Majesté Britannique. Le Roi d'Angleterre se dépouille de toute son autorité en Ecosse. Révolte des Catholiques Romains en Irlande. Retour du Roi d'Angleterre à Londres. Remontrance & requête de la Chambre des Communes au Roi. Les Evêques d'Angleterre se retirent du Parlement & protestent contre toutes les résolutions qui s'y prendront en leur absence.

SOMMAIRE DU LIVRE XLIX.

Mort du Duc d'Epemon. Le Cardinal de Richelieu persuade au Roi d'aller en personne à la conquête du Rouffillon, & même jusques à Barcelone. Cinq-Mars propose au Roi d'assassiner le Cardinal de Richelieu, & s'offre lui-même à faire le coup. Intrigue renouée entre les Ducs d'Orleans & de Bouillon, & Cinq-Mars. Le Duc de Bouillon se lie avec la Reine, & accepte le commandement de l'armée d'Italie. Les Ducs d'Orleans & de Bouillon conviennent avec Cinq-Mars d'envoyer Fontrailles à Madrid pour traiter avec le Roi d'Espagne. Le Comte de Guébriant obtient le bâton de Maréchal de France par une belle

belle victoire remportée sur Lamboi Général de l'Empereur. Diminution du crédit de Richelieu durant le voiage du Roi en Catalogne. Le Maréchal de Brezé est reçu à Barcelone en qualité de Viceroy de Catalogne. Fontrailles arrive en Espagne, & traite au nom du Duc d'Orleans avec le Comte Duc d'Olivarez. La Reine Anne d'Autriche a connoissance du traité avec l'Espagne, en fait confidence à de Thou, & samente sous main la cabale. Prise de Collioure & défaite de Don Pedro d'Aragon Marquis de Pour. Siège de Perpignan. Le Cardinal de Richelieu se retire à Tarascon en Provence, & le Roi pense à faire la paix sans lui. Les Espagnols prennent Lens & la Bassée. Défaite du Maréchal de Guiche à Honnebourg. Mauvaise conduite du Comte Duc d'Olivarez durant son Ministère. Le Roi d'Espagne prend la résolution d'aller en Catalogne. Un accident ridicule déconcerte un grand projet du Roi d'Espagne. Violences faites en Espagne à la Princesse de Carignan. Accommodement de Maurice Cardinal & de Thomas Prince de Savoie avec la Duchesse Christine & avec le Roi de France. Le Pape excommunie le Duc de Parme. Ligue de quelques Princes d'Italie pour la défense du Duc de Parme. L'armée Barberine se dissipe, & le Duc de Parme pénètre jusques dans l'Etat Ecclésiastique. Le Pape excommunie le Duc de Lorraine & sa Cante-croix.

S O M M A I R E

croix. Les Espagnols insultent à Rome l'Evêque de Lamégo Ambassadeur de Portugal, & les François le défendent. Les brouilleries entre le Roi & le Parlement d'Angleterre augmentent. Le Roi d'Angleterre fait accuser de léze-majesté un Pair de son Roiaume & cinq Gentilshommes de la Chambre des Communes. Après avoir inutilement demandé au Maire & au Conseil de la ville de Londres que Kimbolton & les autres soient remis entre ses mains, le Roi d'Angleterre abandonne sa capitale. On ramène en triomphe au Parlement Kimbolton & les cinq Gentilshommes de la Chambre des Communes, & le Roi se désiste de l'accusation intentée contr'eux. Les Evêques d'Angleterre sont enfin exclus du Parlement. Artifices employez pour mettre les places fortes & les milices d'Angleterre à la disposition du Parlement. Contestation entre le Roi & le Parlement d'Angleterre sur la levée & le commandement des milices. Le Parlement s'affaire de la flotte. Le Chevalier Hotham se saisit de la ville & des magasins d'Hull pour le Parlement d'Angleterre, & refuse d'y recevoir le Roi qui se présente lui-même à la porte. Extrait de quelques écrits publiez de la part du Roi & de celle du Parlement d'Angleterre. Plusieurs Pairs d'Angleterre se déclarent pour le Roi, & le vont joindre à York. Les deux Chambres du Parlement d'Angleterre

DES LIVRES

terre levent des troupes & en nomment les Officiers Généraux. Le Roi d'Angleterre fait mettre sa bannière Roiale à Nottingham.

SOMMAIRE DU LIVRE

LE Cardinal de Richelieu est averti du traité négocié à Madrid par Fontrailles. Le Duc d'Orleans & Cinq-Mars concertent de se retirer à Sedan. Le Duc de Bouillon, Cinq-Mars, & de Thou sont arrêtez. Le Roi va visiter le Cardinal de Richelieu malade à Tarascon. Mort de Marie de Médicis. Bassefles du Duc d'Orleans qui tâche de faire la paix avec le Roi, & avec le Cardinal de Richelieu. Le Duc d'Orleans demande pardon au Roi & au Cardinal de Richelieu, & leur envoie des indignes déclarations. Cinq-Mars & de Thou sont condamnez à mort. Exécution de l'arrêt rendu contre Cinq-Mars & de Thou. Le Duc de Bouillon sauve sa vie en cédant Sedan au Roi. Prise de Perpignan & de Salçes. Le Marquis de Léganez marche pour assiéger Lerida, & le Maréchal de la Motte-Houdancour l'oblige à se retirer. Prise de Tortone & de quelques autres places en Italie. Progrès de Torstenfon Général de Suède en Allemagne. Le Maréchal de Guébriant s'approche de lui. Le Cardinal de Richelieu

SOMMAIRE DES LIVRES.

chellieu cherche à faire de nouvelles créatures. Il oblige le Roi à chasser de sa maison certains Officiers suspects au Cardinal. Mort du Cardinal de Richelieu. Déclaration du Roi contre le Duc d'Orleans: Le Cardinal Mazarin est fait Ministre d'Etat. Conduite des nouveaux Ministres de Louis XIII. Disgrace du Comte Duc d'Olivarez. Retour du Duc d'Orleans à la Cour. Elargissement de quelques Seigneurs prisonniers. Rappel des exiléz. Anne d'Autriche tâche d'obtenir la régence du Roiaume après la mort de Louis XIII. & se fait des amis & des créatures. Des-Noiers l'un des trois Ministres d'Etat, se retire de la Cour. Déclaration de Louis XIII. pour le gouvernement du Roiaume durant la minorité de son Fils. Le Roi ordonne qu'on fasse les cérémonies omises au batême du Dauphin, & se prépare à la mort. Mouvemens & intrigues à la Cour de France dans les derniers jours de la Vie de Louis XIII. Mort de Louis XIII.

HIS-



HISTOIRE

DU REGNE

DE

LOUIS XIII.

Roi de France & de Navarre.

LIVRE XLVI.

LA face des affaires change. Louis 1640.
 devient supérieur, moins par Origine du
 l'habileté de son Ministre, que mécontentement des
 par l'imprudence d'Olivarez, Catalans.
 dont l'humeur hautaine & opiniâtre pousse enfin à bout la patience des
 Portugais & des Catalans. Quelle au-
 roit été la joie de Richelieu, en voyant
 son rival plus embarrassé que jamais, si
 deux nouvelles conspirations formées
 contre lui ne l'avoient étrangement trou-
 blée ! Tel fut le sort constant du Cardi-
 nal. Attaqué presque chaque année par
 Tome X A de

1640. de puissans ennemis, dont il eut le bonheur, ou l'adresse de renverser les projets, Richelieu se désoit encore de son Maître, lors qu'ils étoient l'un & l'autre sur le point de mourir, & ne se croioit pas même en seureté dans le Louvre. J'ai déjà touché quelque chose des causes du mécontentement des Portugais. Recherchons maintenant celles de la révolution que nous allons voir en Catalogne.

Mercurio di Vittorio Siri. Tom. I. Lib. I. Rom. II. Lib. I. Nani, Historia Veneta. Lib. X.
 1640. *Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery. Liv. VI. Chap. 45.*

S'il est vrai que l'Empereur Maximilien I. ait jamais dit, qu'il y avoit cette différence entre le Roi d'Espagne & celui de France, que l'un commandoit à des hommes, & l'autre à des âmes, Sa Majesté Impériale désignoit plutôt Ferdinand Roi d'Aragon, qu'Isabelle Reine de Castille Epouse de celui-ci, qui régnoit par elle-même. Car enfin, à l'exemple de ses prédécesseurs, cette habile Princesse n'étoit pas moins absolue dans ses Etats, que les Rois de France dans leur Roiaume. Les Aragonois & les Catalans jaloux de leurs anciens privilèges, ou **seurs*, comme on disoit encore dans le Bearn au commencement du Règne dont j'écris l'Histoire, maintinrent leur liberté plus long-temps que les Castillans. Philippe II. Roi des Espagnes, attentif à toutes les occasions d'établir son pouvoir arbitraire dans tous les pais de sa domination, ne manqua pas de profiter du prétexte, que la protection acordée par les Aragonois au fameux Antonio Perez, sembloit

** Fueros.*

bloit lui donner, de réduire un peuple trop libre au gré d'un Tiran. Que fait-on même si selon la maxime politique des disciples de Machiavel, Philippe ne porta pas sous main les Aragonois à une apparence de révolte, afin de se délivrer de la contrainte que lui caufoient les anciennes loix ou coûtumes du Roiaume d'Aragon? Quoi qu'il en soit des motifs secrets de la conduite de Philippe dans l'affaire de son Secrétaire d'Etat, content de dépouiller les Aragonois, il épargna les Catalans, autant, ou plus libres que les autres. Envelopper les innocens dans la même punition que les prétendus coupables, la chose parut trop criante. Bien que la Catalogne fût une Principauté annexée depuis plusieurs siècles à la Couronne d'Aragon, elle avoit ses loix & ses prérogatives particulières. On crut donc devoir attendre que les habitans fiers & jaloux de leur liberté, fournissent à Philippe, ou à quelqu'un de ses successeurs, une occasion de les assujettir autant que les autres.

Il ne s'en présenta point sous le règne de Philippe III. Mais son Fils témoigna dès les premiers jours de son avènement à la Monarchie d'Espagne, qu'il n'étoit pas d'humeur à ménager plus long-temps la délicatesse des Catalans sur la conservation de leurs privilèges. Cela sembloit trop gênant au Comte-Duc d'Olivarez. Un seul fait raconté par les Historiens du pais, marque assez quels étoient les nobles

1640. & généreux sentimens des Catalans. Ils retinrent plus constamment que tous les autres , les principes de l'ancien *Droit Gothique* , apporté du Nord par les divers peuples qui démembrent l'Empire Romain , & établirent plusieurs Roiaumes en Italie , en Espagne , en Afrique , dans les Gaules & dans la Grande-Bretagne , vers le milieu du cinquième siècle après la naissance de Jésus-Christ. Ferdinand surnommé *le Catholique* , Roi d'Aragon , accoutumé à la soumission aveugle des Castillans , trouva mauvais que les Officiers de Barcelone entreprissent de l'obliger à paier aussi bien que ses sujets , les impôts établis dans la ville. Indigné de la hardiesse des gens du grand Conseil de la Province , il les mande un jour , & leur parle de la sorte. *Ces manières respectueuses & soumises que vous affectez lors que vous paroissez devant moi , s'accordent-elles bien avec votre prétension que je suis obligé à paier les impôts de même que le dernier de mes sujets ? Si elle est bien fondée , je ne suis plus votre Roi... Le sceptre & la couronne vous appartiennent. En un mot , vous êtes les maîtres & les souverains du païs. C'est une chose monstrueuse : vous me l'avouerez sans peine. D'où vient donc cette arrogance , de soutenir qu'un Prince doit paier le tribut à ses sujets ? Sur quoi l'appuiez-vous ? Je voudrais bien l'apprendre. Que le plus habile d'entre vous parle. On vous en fera sentir incontinent le ridicule.*

Sire,

Sire, répondit Fivalguiero Chef du Conseil avec un courage égal à celui des grans hommes tant vantez dans l'Histoire Grecque & Romaine, nous n'avons qu'une seule chose à vous représenter : mais elle est d'une extrême importance. A l'exemple de ses Prédécesseurs, Votre Altesse a juré la conservation entière de nos privilèges. Vous avez solennellement promis de n'en violer aucun. Le titre d'Altesse devenu maintenant si commun, que les moindres Princes le dédaignent à moins qu'on y ajoute l'épithète de *Royale* ou de *Sérénissime*, les Rois de Castille, d'Aragon, de Portugal, & d'Angleterre s'en contenoient alors. Ceux-ci en prirent longtemps un moins fastueux & qui convenoit admirablement à des Rois Chrétiens. On leur donnoit, non de l'Altesse & de la Majesté : mais on leur disoit * *Votre Clémence*. Titre que les bons Empereurs Romains ont souvent pris avec plaisir. Oserois-je le dire ? C'est dommage que le faste des autres Rois ait obligé ceux d'Angleterre à le quitter, & à l'abandonner aux Ducs de leur Roiaume. Que les Souverains aiment le titre de *Sérénissime*, à la bonne heure ; pourvû qu'ils en connoissent la véritable signification. Dans le stile du bas Empire Romain, les mots de *Tranquillité*, de *Sérénité*, & de *Clémence*, signifient la même chose. Je reviens à notre bon & courageux Catalan.

1640.

Nous sommes surpris, & sensiblement affligés pour V^{otre} Altesse & pour nous, ajouta-t-il, de ce qu'elle se met si peu en peine de suivre les louables exemples que nos Princes précédens lui ont laissez. Les impôts ordonnez pour le bien public, ne vous appartiennent point, Sire. Ils sont à l'Etat. S'il est bien-séant que le Souverain les paie, c'est une question que V^{otre} Altesse peut agiter dans son Conseil. Je lui dirai seulement au nom de mes collègues, que nous sacrifions tous volontiers & nos biens & nos vies pour la conservation de n^{otre} liberté. Pouvons-nous mourir plus glorieusement qu'en la défendant ? Nos ancêtres nous l'ont appris par leurs paroles & par leurs exemples. J'ose dire plus. Nous suivrons les traces des Martyrs révérez dans l'Eglise. Pourquoi sont-ils morts avec tant de courage & de fermeté ? Vous le savez, Sire ; pour la défense de la justice & de la vérité. Nous sommes dans les mêmes circonstances.

Ferdinand enflammé de colère, ordonne que Fivalguiero & ses collègues se retirent dans une chambre voisine, pendant qu'il délibère avec ses Ministres sur la punition qu'il croit dûe à ce qu'il regarde comme une révolte manifeste. Garao Cerbellon, Raimond de Moncade, & Bernard Cabrera remontrèrent prudemment au Roi les suites fâcheuses qu'une sévérité mal entendue pouroit avoir, & l'appaisèrent. Ne craignez rien, dit Ferdinand à Fivalguiero & aux autres gens du Conseil de Barcelone, quand on les

les eut fait rentrer ; vos privilèges seront conservés. Je veux bien céder dans la contestation présente , & vous laisser l'honneur de la victoire. Il confirma en effet dans les Etats tenus ensuite à Barcelone, toutes les saintes loix du pais , & déclara authentiquement que les Rois & les Reines , & tous leurs Enfans étoient obligez comme les autres , à paier les taxes & les impôts. Aveu d'un Monarque dont la droiture , la justice , & la clémence , ne sont pas autrement louées dans l'Histoire, extrêmement avantageux aux prétensions des Catalans , sur l'obligation de leurs Princes à maintenir inviolablement les anciens privilèges du pais.

C'en étoit un des principaux que le Souverain ne fit aucun acte de juridiction , avant que d'avoir prêté le serment ordinaire à ses sujets. Philippe IV. Roi d'Espagne ne voulut pas s'assujettir à suivre l'exemple de ses prédécesseurs. Soit que ce fût un effet de l'humeur hautaine des Castillans : soit que dès les premiers jours du règne de ce Monarque , on eût pris la résolution d'abolir tout de bon les privilèges des Catalans , & de réduire tous les différens Etats de la domination d'Espagne , à recevoir aveuglément les ordres envoyez de la Cour , le nouveau Roi nomma des Officiers , convoqua les Etats de Catalogne à Lerida , & fit plusieurs autres actes de juridiction , sans avoir prêté le serment exigé de ses prédécesseurs à leur avènement à la Princesse.

1640. pauté. Les Catalans souffrirent avec peine l'infraction d'une coutume observée de temps immémorial par les Souverains précédens. Avertis du projet formé dans le cabinet de Philippe, ils regardèrent cette première démarche comme une suite du conseil donné par un Favori impérieux & sans expérience, à son Maître aussi jeune & aussi imprudent que lui, d'étendre par tout indifféremment le pouvoir arbitraire que Philippe II. avoit déjà établi dans le Roiaume d'Aragon. Ceux qui commencent de se plaindre du gouvernement présent, ménagent ordinairement la personne du Prince. On se contente d'attaquer le Favori, ou le Ministère. Les Catalans eurent les mêmes égards. Ils envoient immédiatement à Philippe des plaintes respectueuses sur leurs privilèges violez, ne s'adressent point à Olivarez, & affectent de mépriser un Favori, devant qui toute l'Espagne plie. Non contents de cela, ils répandent divers écrits, & y débitent cette maxime si odieuse à ceux qui se trouvent élevez au timon des affaires, qu'une nation libre ne doit jamais souffrir que la distribution des récompenses, la décision des affaires les plus importantes, en un mot toute l'autorité du Souverain, soit entre les mains d'un Ministre, ou d'un Favori arrogant, ou capricieux. Hardiesse, dont Olivarez résolut de se venger à quelque prix que ce fût.

Le

Le succès malheureux des Etats que Philippe alla tenir l'an 1626. à Barcelone, acheva d'enflammer le Comte Duc. Les Catalans se plaignirent avec tant d'aigreur, des atteintes données à plusieurs de leurs privilèges, que le Comte de Sainte Colome indigné de la hauteur qu'Olivarez affectoit au regard des Députés de la Province, tira l'épée contre lui en pleine assemblée. On dit même qu'il auroit poussé les choses plus loin, si quelques gens plus modérez que lui, ne l'avoient retenu. Quoi qu'il en soit, le Favori effraié va promptement se plaindre à son Maître, & l'irrite tellement contre les Catalans, qu'il se retire aussi-tôt de Barcelone. Le départ précipité de Philippe parut plutôt une fuite devant un ennemi imprévu, que la séparation d'un Prince, qui est venu recevoir les hommages de ses sujets, & traiter avec eux de quelques affaires politiques. Les Catalans envoient des Députés au Roi, & leur ordonnent de protester à Sa Majesté, que le chagrin que leur cause l'humeur impérieuse d'Olivarez, ne diminue en aucune manière le respect & la soumission qu'ils doivent à leur Souverain. Pour l'en convaincre mieux, la Province offre un don de quatre cens mille écus, en reconnoissance de ce que Philippe a bien voulu l'honorer de sa présence Roiale durant quelque temps. On accepte le présent. Mais le ressentiment du Prince & du Favori n'en est pas moins vif.

1640. Olivarez met si avant dans l'esprit de Philippe, d'abolir les privilèges d'une nation fière & mutine, qu'au temps de la révolution arrivée en 1640. les Catalans soutenoient que les anciennes coutumes du pais avoient été violées en 24. articles principaux.

Philippe va tenir les Etats une seconde fois à Barcelone l'an 1632, & les gens du pais encore plus indignez de la hauteur du Comte Duc, qui ne veut pas permettre aux Députez de la Province de se couvrir en sa présence, remontrent vivement à Sa Majesté que ce Ministre les traite avec plus de fierté que s'il étoit leur Souverain. Quelques-uns des principaux du pais mécontents de la Cour, travailloient sourdement à soulever le peuple contre Olivarez, & faisoient courir le bruit qu'il avoit juré l'abolition entière des anciennes loix de la Catalogne. Le Comte Duc qui ne se croit pas en sûreté à Barcelone, persuade à Philippe d'en sortir avant la conclusion des Etats, & d'y laisser Ferdinand son frère Cardinal Infant, avec le pouvoir de finir les affaires au nom de Sa Majesté. Celui-ci d'un naturel doux & modéré tâcha d'apaiser les esprits extrêmement aigris de part & d'autre. Mais ses soins furent inutiles. Les Catalans encore plus chagrins contre Olivarez, continuent de s'adresser immédiatement au Roi, & de ne rien communiquer au Favori. Mépris qui l'anime tellement contre eux qu'il ne garde

garde plus de mesures, & ne laisse échapper aucune occasion de les mortifier dans l'endroit qui leur est le plus sensible; je veux dire par l'infraction ouverte des privilèges les plus anciens & les plus sacrés de leur Province.

Qu'il me soit permis d'appuier d'une remarque judicieuse de l'Historien de la République de Venise, ce que je viens de rapporter de la disposition des Catalans, & de l'humeur du Ministre de Philippe. Olivarez, dit le Procureur Nani à propos de la révolution que je dois raconter, gouvernoit *le Roi & toute l'Espagne avec un pouvoir absolu: homme d'un esprit altier, rempli de maximes sévères, & naturellement porté aux conseils violens. Comme il avoit insinué à son Maître de prendre le surnom de Grand, il cherchoit tous les moyens d'augmenter la puissance & la gloire de Philippe. Mais la fortune seconda si mal les projets du Comte Duc, que durant son administration, la Monarchie d'Espagne perdit son ancienne splendeur. Les forces du Roi Catholique ne furent plus si redoutables aux Etrangers, & les sujets qui auparavant étoient éblouis de la grande réputation que les prédécesseurs de Philippe lui avoient laissée, s'imaginoient que c'étoit un effet de la supériorité du génie de leurs Princes, & de l'habileté du Conseil de Madrid, se détrompèrent peu à peu, & commencèrent de mépriser le Roi & son Favori. Tout le monde s'appercevoit du projet formé par Oliva-*

1640. rez, d'étendre non seulement les bornes de la domination de Philippe, mais encore de la rendre arbitraire dans les Provinces, où elle se trouvoit restreinte par les loix, par les privilèges acordez, par les traitez faits entre le Prince & ses sujets. Le besoin de l'argent nécessaire à soutenir en même temps plusieurs guerres étrangères, porta le Comte Duc à une entreprise si dangereuse. Où le consentement du peuple est requis à l'imposition des subsides, il ne se lève ni en si grande abondance, ni si promptement que la situation des affaires semble l'exiger.

Olivarez crut qu'il falloit abolir la trop grande liberté que certaines Provinces s'attribuoient, & sur tout la Catalogne, dont les habitans n'ont pas moins à cœur la conservation de leurs privilèges, que celle de la Religion. Dans les Etats tenus les années précédentes à Barcelone, les Catalans résistèrent aux volontez du Ministre. Cela l'irrita si fort qu'il forma dès-lors & ne perdit jamais de vue, le projet de réprimer & d'abaisser même des gens dont la fermeté le choquoit. Les prédécesseurs de Philippe avoient eu soin de ménager les Catalans, nation fière, & considérable par la situation du país. Il est inaccessible du côté de la mer. Les ports y sont mauvais, & les vaisseaux y abordent difficilement. Du côté de la terre, il est fermé par des montagnes qui pénètrent assez avant, & se partagent comme en diverses branches. De manière qu'elles servent de tranchées &

de remparts à plusieurs endroits , où il y 1640.
 a encore beaucoup de places fortes. En un
 mot , la Catalogne ressemble assez à un bon
 bastion , où l'on a ménagé des endroits pro-
 pres à se retrancher , après que les dehors
 seront pris. Le voisinage de la France , les
 passages ouverts dans les Pyrénées , l'éten-
 due de la Province , le nombre de ses habi-
 tans , & leur naturel guerrier , la rendoit
 formidable. Olivarez s'appliquoit à cher-
 cher les moyens de la brider. Et quand il
 s'imagina que la fortune lui présentoit une
 occasion favorable , il exposa imprudem-
 ment toute la Monarchie d'Espagne à une
 ruine presque inévitable. Richelieu l'atta-
 quoit du côté de la Catalogne , dans l'espé-
 rance d'y causer quelques mouvemens , d'ir-
 riter un peuple qui souffroit impatiemment
 les incommoditez de la guerre , & de le
 soulever contre l'administration du Comte
 Duc. Si tel fut en effet le dessein du Car-
 dinal , il fit un coup d'habile Politique.
 Mais quelque grande que soit ma défen-
 ce aux lumières & à la pénétration du Pro-
 cureur Nani , il me paroît plus vraisem-
 blable qu'en attaquant l'Espagne dans le
 Roussillon , le Ministre de Louis pensa
 uniquement à se venger de l'irruption fai-
 te par les Espagnols dans la Guienne &
 dans le Languedoc à la sollicitation d'O-
 livarez. Il en est de la révolution de la
 Catalogne , comme de celle du Portugal.
 Richelieu n'y eut aucune part. Les Ca-
 talans recoururent à la France , quand
 ils s'apperçurent de l'impossibilité de ré-
 sister

1640. lister à leur Souverain irrité, sans le puissant secours d'une Couronne voisine. Cela paroîtra dans la suite de cette Histoire.

Le mécontentement des Catalans augmente à l'occasion de la nécessité de reprendre la ville de Salces emportée par les François.

Les seules milices de Catalogne n'étant pas capables de repousser les François hors du Comté de Roussillon, & de les obliger à lever le siège mis devant Salces, le Roi Catholique envoya une partie considérable de ses troupes dans la Province. La mesintelligence se mit incontinent entr'elles & les habitans. Ceux-ci chagrins, disoient-ils, de ce que les étrangers ne secondent pas la bravoure des gens du pais, se retirent la plupart chez eux. Olivarez ne manque pas de remontrer au Roi que les Catalans sont mal-intentionnez, & de crier que leur retraite met l'armée Espagnole hors d'état d'empêcher la prise de Salces, & d'arrêter le progrès des ennemis. Prévenu depuis long-temps contr'eux, Philippe consent que sans avoir égard aux prétendues immunités d'une Province, qui lui paroît témoigner peu de zèle & d'affection dans une occasion pressante, on oblige les hommes & les femmes à des courvées extraordinaires, & à fournir, ou à porter du moins au camp des assiégeans les fourrages & les provisions nécessaires pour reprendre la ville de Salces emportée par les François, comme je l'ai raconté ci-dessus. L'ennemi n'ayant pû être chassé de sa nouvelle conquête avant le commencement de l'hiver, il fut question de donner ensuite de bons quar-

Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery.

Liv. VI.

Chap. 50.

51. &c.

Mémoires pour servir à l'Histoire du même.

Tom. II.

Nani, Historia Veneta.

Lib. XI.

1640.

Mercurio di Vittorio Siri. Tom. I.

quartiers à l'armée extrêmement fatiguée. 1640.
 S. Aunais Officier François qui mécon- *Lib. I.*
 tent de ce que ses services étoient mal ré- *Tom. II.*
 compensez , prit le parti de se retirer en *Lib. II.*
 Espagne , où le Comte Duc lui donna *Memorie*
 volontiers de l'emploi , conseille au Mi- *Recondite*
 nistre de laisser les troupes dans le Rouf- *del medef-*
 sillon & dans la Catalogne , & d'envoyer *mo. Tom.*
 servir en Italie ou ailleurs celles du pais *VIII.*
 incompatibles avec les Castillans & les *Pag. 814.*
 autres étrangers. Un avis conforme au *815.*
 dessein conçu de mortifier & de brider
 même les Catalans , est bien reçu à la
 Cour. On donne des quartiers d'hiver
 en Catalogne à l'armée , sous prétexte
 qu'elle a besoin d'un prompt rafraichisse-
 ment , & que sa conservation est d'une si
 grande importance , que le salut de la
 Monarchie Espagnole en dépend. Les
 Catalans se récrient sur leurs privilèges
 violez, envoient des plaintes à la Cour, &
 obligent le Comte de Sainte Colome Vi-
 ceroy , d'écrire en leur faveur. Mais le
 Roi & son Ministre ne veulent rien écou-
 ter. Bien loin de rappeler l'armée, on fer-
 me les yeux à la licence des Officiers & du
 soldat , qui commettent non seulement
 les plus grandes violences , mais encore
 plusieurs excès que les Catholiques Ro-
 mains regardent comme d'énormes sacri-
 lèges. De manière que certains Prélats
 excommunièrent solennellement quel-
 ques-uns des plus coupables.

Le Tribunal souverain de la Catalogne
 se nomme la *Députation*. Il réside à Bar-
 celone,

1640. celone , & représente les Etats Généraux du pais. Un Député du Clergé , un autre de la Noblesse , & le troisiéme de l'ordre du peuple , le composent. A ceux-ci sont adjoints trois Auditeurs des comptes tirez pareillement du Clergé , de la Noblesse , & du peuple : leur fonction principale , c'est l'administration des finances. Comme les Députés sont particulièrement obligez de veiller à la conservation des *seurs* ou priviléges de la Province , ils crurent se devoir plaindre de l'infraction faite par le logement de gens de guerre , & des violences commises en plusieurs endroits. On s'adresse d'abord au Comte de Sainte Colome Viceroi. Si c'est celui qui tira l'épée en pleine assemblée des Etats contre Olivarez , je ne le puis dire positivement. En cas que ce soit le même , la Cour fut le gagner depuis. Que si c'est son Fils , nous devons dire qu'il dégénéra beaucoup du courage & de la fermeté de son Père , quoique d'ailleurs il tâchât d'inspirer au Roi & au Comte Duc des conseils moins violens & plus modérez. Sainte Colome n'ayant aucun égard aux remontrances & aux plaintes de ses compatriotes , à cause des ordres positifs que la Cour lui envoieoit , les gens de la *Députation* dressent un mémoire adressé à Philippe même , & le mettent entre les mains du Viceroi. Donnons en l'extrait , afin qu'on puisse mieux juger des raisons que les Catalans crurent avoir de secouer le joug de la domination Espagnole.

Sire ,

Sire, les Députés Généraux de la Catalogne remontrent à Votre Majesté, que la résistance des habitans du païs, lorsque les armes de France entrèrent l'année précédente dans le Comté de Roussillon, pourroit passer pour impossible, ou du moins pour incroyable, dans l'esprit de ceux qui savent combien la Province est épuisée par les logemens d'un si grand nombre de gens de guerre depuis treize ans, & par les dépenses excessives à leur fournir des vivres, du bagage, & les autres choses nécessaires. On peut dire que la plus grande partie de l'avantage remporté devant Fontarabie, est dû au soin que la Catalogne prit d'assister les troupes durant leur marche. Sa fidélité ne s'est pas bornée aux choses possibles.

Elle a fait des prodiges inouis, en mettant une armée considérable sur pied. La plaine de Perpignan se vit couverte de douze mille Catalans & plus, tous armés & payés aux dépens de la Province, sans y comprendre la Noblesse qui alla volontairement servir. Elle signala son courage à la surprise de Rivesaltes, à l'attaque des retranchemens des ennemis, & dans toutes les autres occasions qui se présentèrent. Nos Gentilshommes pouvoient mériter les louanges dues à des guerriers expérimentez. Mais bien loin de leur rendre justice, les Généraux de Votre Majesté les traitèrent de novices & de mal-habiles. Pendant trois mois & demi employez à chasser les François de la ville de Salces, la Catalogne n'a pas eu un seul jour de repos. Elle a fourni

1640. fourni une infinité de pionniers, de charrettes, de bœufs, de mules, & pour le bagage & pour l'artillerie. Outre la dépense extraordinaire & continuelle à lever des soldats & à entretenir les compagnies toujours complètes, nous avons envoyé jusques à sept fois un renfort considérable au camp. Don François Tamarit Député de la Noblesse y est allé lui-même, afin d'animer les troupes & de donner un bon exemple à toute la Province.

Après avoir triomphé de l'orgueil des François en toutes rencontres, la valeur des Catalans fut enfin contrainte de céder aux injures du temps & aux maladies contagieuses. L'armée en fut tellement affligée, que de vingt mille hommes qui se trouvèrent à l'ouverture de la campagne le 14. Septembre, il n'en resta pas huit mille sur la fin de Décembre. Perte qui donna autant d'espérance aux Généraux François de secourir Salces, qu'elle causa de surprise à ceux de Votre Majesté, qui n'avoient plus assez de gens pour fournir aux attaques & à la défense de leur grande circonvallation. La Province informée de la nécessité pressante, fit des levées extraordinaires, & les envoya si à propos, & avec tant de diligence, que ces gros & formidables bataillons, qui surprirent les ennemis le jour de la réduction de la place, furent formez de soldats Catalans. Ce service considérable mérite que Votre Majesté y fasse quelque attention. Il déconcerta non
seule-

seulement le projet de tenter le secours de
Salces, formé par les ennemis; mais il
les convainquit encore pleinement de l'af-
fection & de la fidélité des Catalans en ce
qui regarde le service de V^{otre} Majesté.

De manière qu'il y a sujet d'espérer que les
Français punis de la témérité de leur entre-
prise, ne penseront plus si facilement à une
autre irruption dans la Province. Du-
rant cette longue campagne, la fureur de
la guerre, & la violence de la peste, ont
moissonné tant de monde, que dans la Ca-
talogne & dans les Comtez de Roussillon
& de Cerdagne, il n'y a pas une famille
exempte de deuil. Tous les villages désolés
méritent la compassion de V^{otre} Majesté,
& doivent fléchir la malice & la dureté
de nos plus grans ennemis.

Ces services signalez d'une Province qui
s'est entièrement épuisée, semblent lui don-
ner sujet d'attendre quelque soulagement à
ses misères. Cependant, au préjudice de
ses anciens privilèges, elle se voit encore
réduite à loger des gens de guerre, qui non
contents d'une subsistance bonte, veulent
être magnifiquement régalez, & que rien
ne soit épargné pour la nourriture de leurs
chevaux. Nous pouvons ajoûter à ceci les
oppressions, les vols, les incendies, les
meurtres, les femmes & les filles violées,
les sacrilèges & les crimes les plus atroces.
Excès qui ont tellement aigri les habitans
de la Province, que quand même ils n'au-
roient pas le prétexte de leur propre con-
servation, il est à craindre qu'ils n'en trou-
vent

1640. *vent plusieurs autres d'en venir aux mains avec les soldats. . Une extrémité si fâcheuse causeroit d'étranges malheurs à la Catalogne , & la ruïne entière de l'armée de Vòtre Majesté. Les Députez Généraux de la Province zélés pour le service de leur Souverain, jaloux de la conservation de ses troupes , & obligés par le devoir de leurs charges à maintenir les privilèges du païs , ont fait informer de la vérité de ces désordres , & en ont averti le Viceroy. Puisqu'il ne s'est pas mis en peine de punir de si grans excès ; pour en prévenir les inconvéniens & les suites , nous nous jettons aux pieds de Vòtre Majesté ; nous implorons sa clémence, & nous la supplions très-humblement d'apporter un prompt remède à nos maux. En accordant cette grâce à nòtre fidélité , elle nous encouragera fortement à ne rien négliger pour en mériter de plus grandes.*

La sincérité dont nous faisons profession dans cette Histoire, ne nous permet pas d'y omettre ce qu'Olivarez répondoit aux plaintes des Catalans sur l'infraction de leurs privilèges dans le logement des gens de guerre. Autun Prince de l'Europe , dit-il dans sa lettre du 29. Février 1640. au Comte de Sainte Colombe, *n'a des sujets tels que les Catalans. Ils veulent bien avoir un Roi , & prétendent n'être pas obligés à le servir , lors même qu'il s'agit de leur propre conservation. Quoi ? le Souverain n'aura pas le pouvoir de faire quoi que ce soit dans la Province ?*

Non

Non pas même ce qui est important & nécessaire au bien de ses sujets ? Si elle est attaquée par les ennemis, ce sera au Roi de la défendre sans que les habitans s'en mêlent, ou qu'ils s'exposent à la moindre incommodité. On a fait venir pour leur conservation des troupes du dehors, faut-il que Sa Majesté les fasse subsister, qu'elle reprenne les places perduës, & qu'après avoir chassé les ennemis, son armée fatiguée ne soit pas logée dans la Province, lors même qu'il est impossible de camper ? Non seulement il n'y a point de loi, mais encore il n'y en peut avoir : que dis-je ? Dieu même n'en pourroit pas naturellement faire une telle que les Catalans prétendent l'avoir. La première & la souveraine loi, c'est celle du bien public, & de la conservation de l'Etat. Toutes les autres lui cèdent. Dans les Universitez de l'Espagne, on ne trouvera ni Théologien ni Jurisconsulte, qui sachant le fait dont il est question, ne dise qu'il n'y a point de loi, & qu'il n'y en peut pas même avoir, qui autorise la conduite des Catalans. La Castille, la Navarre, l'Aragon, les Roiaumes de Valence, de Naples, de Sicile, le Portugal qui prétend avoir de plus grans privilèges que tous les autres ; le Duché de Milan, les Pais-Bas, la Franche-Comté qui n'a pas sa semblable en immunitez, ne répugnent point au logement des soldats, lors qu'il s'agit de la conservation du pais, ni même lors que Sa Majesté l'ordonne. Faut-il que tous les Roiaumes & toutes les Provinces reçoivent

1640. *la loi de la Catalogne, ou que celle-ci la reçoive des autres? En vérité les Catalans ont besoin de voir d'autres païs que le leur. Il y a dans ces dernières paroles une ironie maligne que la suite développera.*

L'ordre de lever en Catalogne deux ou trois régimens de deux mille hommes chacun, afin de les envoyer en Italie, n'avoit pas moins aigri les habitans, que les quartiers d'hiver donnez à l'armée. Olivarez propose ainsi son projet au Viceroy dans une lettre du 14. janvier de cette année. Sur ce qui s'est passé en Catalogne, on a pris une résolution aussi ferme que nécessaire, d'envoyer un certain nombre de Catalans hors de leur païs. Ils s'y instruiront mieux de l'obligation qu'ils ont de travailler aussi bien que les autres sujets de Sa Majesté, à leur propre défense & à celle de la Monarchie. C'est ma pensée qu'en voiant le païs, ils apprendront mieux leur devoir. Les Catalans vivent d'une telle manière, qu'ils ne sont d'aucune utilité à la Monarchie. Ils ne servent le Roi ni de leurs personnes, ni de leurs biens. Leur Province est la seule qui en use de la sorte. Son mauvais exemple scandalise non seulement les autres; mais il les chagrine encore & les irrite. Si vous entendiez les plaintes que ceux des Roiaumes d'Aragon & de Valence qui ont les mêmes privilèges que les Catalans, font sur ce sujet, vous en seriez tout étonné. C'est ainsi qu'un Ministre vindicatif joignoit la

la raillerie & l'insulte à l'infraction des privilèges d'une nation, dont le plus grand crime, c'étoit de ne vouloir pas ramper devant lui. 1642

Ce nouvel ordre acheva de persuader les Catalans, que l'abolition entière de leurs immunités étoit jurée. Une des principales consistoit dans l'exception de porter les armes ailleurs que dans leur pays, quand il seroit question de le défendre : le Roi ne pouvoit les envoyer servir malgré eux dans les autres Provinces. Quelques-uns des principaux Magistrats de Barcelone, ou chagrins contre le Gouvernement, ou emportés par l'ardeur de leur zèle pour la conservation de leurs privilèges, proposèrent de défendre les illuminations & les divertissemens ordinaires du Carnaval. Certains ajoutèrent que les cent membres qui composent le grand Conseil de la ville, devoient prendre des habits de deuil, comme un témoignage public de l'affliction générale de la Province. Tous les ordres de la capitale s'assembloient le dernier jour du Carnaval dans l'endroit où se rendent les gens qui se masquent alors. Ils y publient des ordonnances où l'on insinue au peuple, que ce n'est plus le temps de penser aux plaisirs & aux divertissemens, & qu'il faut pleurer désormais le malheur de la patrie & la perte de la liberté. Cela fut suivi de la publication d'un libelle qui fut comme le premier signal du soulèvement général que

1640.

que nous allons voir. Le Viceroy incapable d'arrêter ces nouveautez, écrit en Cour, & demande des ordres précis sur ce qu'il doit faire dans la conjoncture présente. On peut bien juger que la réponse ne fut pas favorable aux remontrances & aux plaintes des Catalans. Philippe & son Ministre étoient trop fortement déterminés à ne rien relâcher de leurs prétensions.

Ceux qui lisent l'Histoire dans le dessein de s'instruire, seront bien-aisés de savoir sur quoi elles furent fondées. *Comme il est nécessaire de renforcer mon armée d'Italie*, dit le Roi dans une dépêche du 4. Mars au Comte de Sainte Colombe, *j'ai résolu de lever six mille Catalans, & de les envoyer dans le Milanois. Le Roi de France y trouvant plus de résistance que les années précédentes, sera contraint à y faire passer une plus grande partie de ses troupes, & ne pourra continuer avec tant d'effort les hostilités commencées en Catalogne. Convaincu que je suis par la négligence des Catalans à défendre leur pays, qu'ils n'aiment pas la guerre, je ne doute point que vous ne trouviez de la difficulté dans l'exécution de cet ordre. Ils allégueront leur privilège qui les exempte de sortir de la Province contre leur gré. Mais outre que je suis engagé à la conservation du corps universel de la Monarchie, dont leur Province est un membre considérable, j'espère que sans avoir égard à leurs immunités, ils m'obéiront dans cette conjoncture, comme leur devoir*

& la bonne correspondance qui doit être en-
 tre eux & mes autres sujets ; le demandent.
 Je les ai si puissamment assistez , qu'il leur
 seroit honteux de ne prendre aucune part
 au progrès de mes armes, & à la gloire de
 la Monarchie , lors que toutes mes autres
 Provinces leur en donnent l'exemple , &
 celles-là même qui ont la guerre à soutenir
 dans leur propre païs. Le Portugal est à
 la veille par les grans efforts des Etats Gé-
 néraux des Provinces - Unies de ce côté-là,
 de perdre les Indes. Cependant il fournit
 six mille hommes pour la frontière de Cata-
 logne , & la Flandre quatre mille Walons
 pour la défense de l'Espagne. Les loix que
 les Catalans allèguent pour s'exempter de
 sortir de leur Province ont été faites , lors
 qu'elle n'étoit pas unie aux autres Roia-
 umes qui composent aujourd'hui la Monar-
 chie. Puisque son intérêt se trouve commun,
 il n'y auroit ni liaison , ni correspondance ,
 si les Provinces ne s'assistoient pas récipro-
 quement les unes les autres. Car enfin , s'il
 s'en perd une , tout le corps de l'Etat affoi-
 bli en souffre. Le monde parla si différem-
 ment des plaintes des Catalans , & des
 entreprises de Philippe sur leur liberté,
 qu'il étoit raisonnable de rapporter ce que
 chacun disoit de plus plausible , pour la
 défense de sa cause. Si nous en voulons
 croire le Roi d'Espagne & son Ministre,
 la leur paroît assez juste. Je suspendrois
 mon jugement , & ferois scrupule de les
 condamner , si presque tous les Histo-
 riens ne convenoient , qu'en cette affaire

1640. Olivarez surprit son maître par des raisons spécieuses, & qu'il pensa plus à contenter son ressentiment particulier contre les Catalans, qu'à suivre les règles de la justice & de la bonne Politique.

Les violences commises par les soldats, & l'emprisonnement de quelques Magistrats achèvent d'irriter les Catalans.

Les raisons de l'infraction du privilège, dont les Catalans jouissoient, de ne pouvoir contre leur volonté être soumis à aucune *nouvelle imposition*, & par conséquent aux logemens extraordinaires des gens de guerre, se trouvent assez bien déduites dans une ordonnance du Roi d'Espagne, concertée entre le Comte de Sainte Colome Viceroy, & les Marquis de Los Balbazez & de Villafrauca Officiers Généraux des troupes laissées dans la Catalogne. J'en donnerai encore l'extrait. *Nom Don Philippe par la grace de Dieu Roi de Castille &c. crimes en conséquence des divers avis que nous recevions l'année précédente, de l'irruption projetée par les François dans nos Comtez de Roussillon &c de Cerdagne, ne devoir rien omettre de tout ce qui seroit capable de prévenir les maux qu'elle y pourroit causer. C'est-pourquoi nous envoiâmes dans notre Principauté de Catalogne un nombre considérable de troupes, tant d'infanterie que de cavalerie. Cela ne se peut exécuter sans y employer des sommes extraordinaires d'argent. Les ennemis étant entrez cependant avec une puissante armée dans le Roussillon, où ils se rendirent maîtres des châteaux d'Opol, de Salces, de Tartoull,*

Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery.

Liv. VI.

Chap. 53.

54. 55.

Mémoires pour servir à l'Histoire du même.

Tom. II.

Narr. Hist. Veneta.

Lib. XI.

1640.

& de quelques autres endroits, nous y en- 1640.
 voïâmes de nouvelles troupes, qui jointes à *Histoire de*
 celles que la Province fit lever à ses dépens, *Gualdo Pri-
 rato. L. XI.*
 déconcertèrent les desseins de l'ennemi, ar- 1640.
 rêtèrent ses progrès, & après un long & *Mercurio di*
 pénible siège reprirent le château de Salces. *Vittorio St-
 ri. Tom. I.*
 Il est certain que la Catalogne est redeva- *Lib. I.*
 ble de sa conservation aux sommes employées *Tom. II.*
 à cette expédition. Nos troupes fatiguées *Lib. I.*
 par les travaux d'une longue campagne, *Memorie*
 devant être incessamment mises en quartiers *Recondite*
 d'hiver, on ne leur en put donner hors de *del medes-
 mo. Tom.*
 la Province. Il étoit même nécessaire qu'el- *VIII.*
 les y demeuraissent, afin de reprendre les *Pag. 215.*
 châteaux dont les ennemis ne furent pas
 chassés, & de s'opposer à la nouvelle irrup-
 tion qu'ils menaçoient de faire. La seure-
 té de la Catalogne dépend de la présence des
 troupes tellement postées, qu'elles se puissent
 assembler, dès que le besoin de repousser les
 François l'exigera.

Outre que les revenus de notre patrimoi-
 ne dans la Province, ne fussent pas aux
 dépenses nécessaires à la défendre, les finan-
 ces de nos autres Roiaumes se trouvent épuî-
 sées par la levée & par l'entretien des trou-
 pes nombreuses, que nous n'avons pu nous
 dispenser de mettre sur pied pour le main-
 tien de la Religion Catholique & de la Mo-
 narchie. Puisque la prudence ne nous permet
 pas de rappeler celles qui sont maintenant
 en Catalogne, il est juste que dans une né-
 cessité si pressante, chaque particulier con-
 tribue à leur nourriture & à leur entretien,
 nonobstant les loix, les privilèges, & les

1640. *traitez qui se peuvent alléguer. Poussiez par ces justes motifs de conserver n^ôtre armée, de reprendre les châteaux d'Opol & de Tartaul, enfin de chasser entièrement l'ennemi hors du Comté de Roussillon, nous déclarons comme Père & Seigneur des Provinces soumises à n^ôtre domination, & commandons par la présente ordonnance, faite de n^ôtre propre mouvement, & après une m^{eu}re délibération prise dans n^ôtre Conseil Souverain d'Aragon, que n^ôtre armée soit logée & entretenue dans les villes, terres, & lieux de la Principauté de Catalogne, & des Comtez de Roussillon & de Cerdagne, aux dépens des habitans.*

Quelque spécieuses que fussent ces raisons, les Députés Généraux de la Province ne s'y rendirent pas. Ils continuent de s'opposer à l'infraction de leurs privilèges & de remontrer l'impuissance de la Catalogne entièrement épuisée. Certains endroits des lettres du Comte de Sainte Colome au Roi, ou à son Ministre; & des réponses de ceux-ci, prouvent la justice des plaintes des habitans, & l'excessive dureté de Philippe & d'Olivarez. *La pauvreté des villages est si grande, dit le Viceroi à son maître, qu'il leur est absolument impossible de fournir long-temps des vivres aux soldats. Les Marquis de Los Balbazez & de Villafrauca l'ont reconnu. De manière qu'il est non seulement à craindre que l'armée ne souffre; mais encore que les soldats ne désertent, & particulièrement la cavalerie. Les*
Capi-

Capitaines rapportent que quand les villages auroient la meilleure volonté du monde, et le demeureroit sans effet. Les troupes se trouveront ainsi dans la nécessité de ruiner & de désoler la campagne. Bien loin d'avoir égard à cette remontrance, on envoie des ordres réitérés, que les soldats logez dans les villages, soient en plus grand nombre que les habitants; que les revenus des communautéz & des particuliers qui refuseront d'obéir, soient saisis, & que les plus opiniâtres soient même punis de mort. Comme Barcelone, dit le Roi à Sainte Colome, est la source de tous les désordres, & la ville qui donne les plus mauvais exemples aux autres, on a pensé ici qu'il seroit à propos d'y loger un bon nombre de cavalerie & d'infanterie. Mais avant que d'exécuter un tel dessein, il faut prendre toutes les précautions nécessaires, de peur qu'il n'échoué. S'il vient à réussir, il produira de bons effets, & les gens mal-intentionnez setrouveront déconcertez. La justice sera autorisée, & les affaires publiques en iront mieux. Le projet mérite d'être pesé avec grande attention. Vous le communiquerez aux Marquis de Los Balbases & de Villafranca. Je vous le dis encore: le logement des gens de guerre doit être préféré à toute autre chose. Le Viceroy & les Officiers Généraux de l'armée de Philippe, jugèrent, qu'introduire des gens de guerre dans Barcelone, c'étoit une entreprise extrêmement difficile, & sujette à de trop grans inconvéniens.

1640.

Si nous en croions les Catalans qui souffrirent toujours impatiemment des soldats étrangers dans leurs maisons, ils ne se plaignoient pas d'une infraction faite aux privilèges de la Province durant deux ou trois ans, mais pendant treize ou quatorze années entières. Peut-être qu'ils auroient encore eu patience jusques à ce que les François fussent entièrement repoussez dans leur país, si les Officiers & les soldats de l'armée Espagnole n'eussent pas commis dans leurs quartiers des violences inouïes. Le détail que j'en trouve dans une plainte des habitans, adressée en forme de manifeste au Roi Catholique, fait horreur. On a de la peine à se persuader, que des Chrétiens aient été capables d'une pareille barbarie non seulement contre des gens de la même Religion, mais encore contre les sujets du Prince à la solde duquel les auteurs des désordres étoient. C'est ce qui fit penser à quelques-uns que la Cour de Madrid donna sous main aux Officiers & aux soldats une entière liberté de maltraiter les Catalans. Car enfin, il paroît incroyable que des gens responsables des violences qu'ils peuvent exercer contre ceux qui ne sont pas du nombre des ennemis, aient commis de si étranges excès, sans en avoir reçu la permission secrète; ou du moins sans être assurez d'une entière connivence. Quoiqu'il en soit, les Evêques d'Elne, d'Urgel & de Gironne indignez de voir profaner

ner dans leurs Diocèses , tout ce qu'il y a de plus saint & de plus sacré parmi les Catholiques Romains , se plaignent à la Cour de Madrid. Le Roi fremit au récit de tant de meurtres & de sacrilèges. Il ordonne que les coupables soient punis, rappelle l'Officier qui commandoit en ces quartiers-là , & en met un autre à sa place. Rien loin d'apporter quelque remède au mal, celui-ci & plus avare & plus cruel que son prédécesseur , désole encore plus le pais, continue de profaner les Eglises & de les dépouiller de ce qu'elles ont de plus précieux. De manière que l'Eveque de Girone crut que sa conscience l'obligeoit à porter ses plaintes au Pape. Après avoir obtenu ce qu'on appelle un *bref Apostolique* , il fait des informations juridiques, & excommunie le 12. Mai dans toutes les formes , les auteurs des violences & des sacrilèges. Procédure qui acheva d'irriter les Catalans contre les soldats & les Officiers logez chez eux. Emportez par un zèle non moins ardent , & qui leur paroît aussi juste, aussi religieux que celui des anciens Macabées , ils s'imaginent que le plus grand service qu'on peut rendre à Dieu , c'est d'exterminer des impies & des excommuniés. De quoi la haine & la vengeance d'un peuple superstitieux soulevées par un motif de religion , ne sont-elles pas capables?

La ville de Barcelone avoit vû avec chagrin deux de ses Magistrats empri-

1640. sonnez, un pour avoir proposé de ne faire point les illuminations ordinaires durant le Carnaval & l'autre que les gens du *Conseil des cent*, prissent des habits de deuil. La Cour de Madrid les vouloit faire punir comme des séditieux. Mais nonobstant les soins & les diligences de ceux qui vouloient plaire au Roi & à son Ministre, on ne put trouver des preuves suffisantes pour condamner juridiquement les deux prisonniers. Philippe & Olivarez se flattèrent d'intimider les principaux des mécontents de Barcelone & d'ailleurs, en ordonnant au Viceroi de faire arrêter au-plûtôt & le plus secrètement qu'il seroit possible, Paul Claris Chanoine de l'Eglise Cathédrale d'Urgel, & Francois Tamarit Gentilhomme de grande distinction dans la Province. Le premier étoit Député Général pour le Clergé, & l'autre pour la Noblesse. Claris, dit-on, étoit un homme vif, éloquent, habile dans le maniment des affaires, & grand ennemi des Castillans. Tamarit avoit acquis beaucoup de crédit par sa prudence & par son zèle pour le bien de la patrie. *Il est certain que le Chanoine d'Urgel, dit Sa Majesté Catholique au Viceroi, fomente les assemblées & qu'au préjudice de mes ordres, il empêche que le peuple ne contribue aux logements de l'armée.* Quant au Député Tamarit, vous le remettrez entre les mains du *Marquis de Villafranca*, poursuit Philippe, qui sans perdre du temps, le fera conduire à la

la citadelle de Perpignan. Je veux qu'il y soit bien traité, sans lui permettre cependant aucune communication, afin que sa prison lui soit plus sensible, & lui cause plus de fraieur. Vous empêcherez aussi toute la correspondance qu'il pourroit avoir avec les gens de la Députation, & vous leur ferez dénoncer sous peine de la vie, qu'ils n'aient à l'assister ni d'argent, ni d'aucune autre chose.

Sainte Colome n'osa exécuter cet ordre, & remontra au Roi que le transport de Tamarit, étant contraire aux privilèges de la Province, il pouroit produire quelque nouveauté, & que les peuples qui murmurèrent beaucoup lors qu'il fut arrêté, ne manqueroient pas de l'assister. Pour ce qui est d'entreprendre de lui faire son procès, ajoute le Viceroi, je ne puis pas promettre à Votre Majesté, d'avoir des preuves suffisantes pour le convaincre de crime. Quoique sa mauvaise volonté soit assez connue, on n'en pourra tirer aucune conviction considérable. Votre Majesté ne le sauroit mieux punir que par une longue & fâcheuse prison. Car enfin, l'adjoindre dans les formes, c'est obliger toute la Province à s'intéresser pour lui. Le témoignage de Philippe & de Sainte Colome justifie clairement que le seul crime de Claris & de Tamarit, c'étoit un zèle ardent & courageux pour la conservation des privilèges & de la liberté de leur patrie. Crime qui dans les sentimens modérez du Comte de Sainte Colome, ne pouvoit être

1640. *mieux puni que par une longue & fâcheuse prison.* Etrange & bizarre conclusion d'un Courtisan flatteur, qui veut plaire à un Prince entêté d'établir son pouvoir arbitraire & tyrannique!

Soulèvement général à Barcelone & dans toute la Catalogne.

Un grand nombre de païsans s'étant rendu près de Barcelone vers la fin du mois de Mai selon la coutume du païs, afin de se louer aux habitans pour la coupe de leurs blés, il arriva que certains soldats qui alloient à la ville pour leurs affaires particulières, passèrent au milieu de ses païsans atroupez le jour que l'Eglise de Rome célèbre la fête qu'elle nomme *du Saint Sacrement*. Quel-

Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery.

Liv. VI.

Chap. 55.

Nani, Historia Veneta.

Lib. XI.

1640.

Historia di

Guinaldo

Priorato.

Part. I.

Lib. VIII.

Mercurio di

Vittorio Si-

ri. Tom. I.

Lib. I.

Tom. II.

Lib. I.

ques - uns de ceux - ci reconnoissent des soldats complices des excès & des sacrilèges commis dans le bourg de *Rio d'Arcenas*, où les hosties consacrées furent consumées par le feu que des Officiers & des soldats mirent à la grande Eglise. Animez par la solennité du jour, les païsans crient les uns aux autres, *Tuë, tuë les impies qui ont brûlé le Saint Sacrement*, se jettent au nombre de trois ou quatre mille sur les soldats éperdus, les poursuivent jusques dans la ville pleins de fureur & de rage. La plus grande partie de la populace irritée de l'emprisonnement des deux Députés Généraux de la Noblesse & du Clergé se joint aux païsans. Tous se mettent à crier unanimement, *Vive la Foi Catholique, vive le Roi, & périsse le mauvais gouvernement.* La mort d'un païsan tué, & les blessures de quel-

quelques autres par les coups de mousquet, que les domestiques du Viceroy tirent, achève de soulever la multitude. On s'avance dans le dessein de mettre le feu au palais du Comte de Sainte Colombe.

Dès que les Conseillers de la ville assembles dans l'Eglise Cathédrale pour assister au sermon & à la messe Pontificale, furent avertis du désordre, ils allèrent promptement à la maison du Viceroy & trouvèrent qu'on mettoit déjà des fagots à la porte. Soutenus par quelques membres *de la Députation*, les Magistrats arrêtent la fureur du peuple mutiné, & persuadent aux paisans de se retirer dans l'endroit, où ils avoient coutume d'attendre qu'on les allât chercher pour la moisson. Les Conseillers vont ensuite dans la maison de ville, prendre des mesures sur la conjoncture présente des affaires, & les Députés Généraux entrent au logis du Comte de Sainte Colombe tellement effrayé, qu'ils n'eurent pas de peine à lui persuader de se retirer dans l'Arsenal. La pensée lui en étoit déjà venue, & il le proposa lui-même. On l'y conduit; on tâche de le rassurer. Mais sa peur étoit si grande, qu'il résolut incontinent de se jeter dans une galère & de s'enfuir de Barcelone. Il sort donc de l'Arsenal accompagné seulement d'un de ses domestiques, & croiant gagner plus sûrement le bord de la mer, il grimpe sur le mont de S. Bertrand lieu difficile & escarpé. Comme il étoit fort gros

1640. & tout éperdu , le pied lui glisse en descendant de là, si nous en croions le manifeste des Catalans ; il tombe sur des rochers & se tue. La plupart des Historiens disent qu'il fut assassiné par quelques-uns des séditieux qui le poursuivirent. On trouva en effet son corps percé de deux coups d'épée. Mais les Catalans soutiennent qu'ils ne furent donnez qu'après sa mort , pour faire accroire qu'il avoit été massacré. Aucune goutte de sang ne sortit des blessures , dit-on dans le manifeste, & nul des deux coups qui parurent , n'étoit mortel.

La sédition augmente depuis la fuite du Viceroy. On ouvre les prisons. Claris & Tamarit sortent au bruit des acclamations du peuple. Toute la Province suit incontinent l'exemple de la capitale. Les milices & les paysans se joignent , & marchent dans le dessein de faire main basse sur les soldats logez dans les villes , ou dans les villages. Quelques Officiers s'imaginant qu'avec peu de troupes réglées ils dissiperont une multitude assemblée tumultuairement & mal disciplinée , forment un petit corps d'armée. Mais il leur parut trop foible pour résister au grand nombre des Catalans , parmi lesquels il y avoit des gens aguerris. On conduit donc les régimens à l'extrémité du Roussillon , & ils se postent près de Roses , de Colioure , & de Salces , dont les habitans incapables de résister à la garnison , n'avoient osé prendre les armes contre elle,

tr'elle , à l'exemple des autres villes de la Catalogne & du Rouffillon. De toute l'armée logée dans ces deux Provinces , il resta sept mille hommes de pied , tant Espagnols que Napolitains , & mille chevaux , tellement assiégés , que sans les ports de Roses & de Colioure ouverts , ils n'auroient eu aucune communication avec l'Espagne. Tous les autres chemins étoient fermés par le soulèvement général de la Catalogne & des Comtez de Rouffillon & de Cerdagne.

En recevant une si fâcheuse nouvelle , Olivarez s'apperçut , mais un peu trop tard , qu'il est extrêmement dangereux d'irriter une nation acoutumée à un gouvernement modéré , & non encore faite à l'esclavage. Il insinua d'abord au Roi son maître que ce n'est qu'une émotion populaire , qui se dissipera facilement par la force , & que Sa Majesté Catholique en tirera du moins cet avantage , qu'elle aura un prétexte spécieux de punir les Catalans par l'abolition entière de leurs privilèges. Mais venant ensuite à réfléchir sur la force de la Province révoltée ; sur la facilité qu'elle trouvera d'obtenir de la France un prompt & puissant secours ; sur les raisons qu'il y avoit de craindre que le Roiaume d'Aragon ne fâse de même , & ne préne cette occasion de recouvrer sa liberté perdue , le Comte Duc conclut que le meilleur parti qu'il puisse prendre , c'est d'appaiser les Catalans , & de les ramener doucement

1640. à leur devoir. On employa pour cet effet la Duchesse Douairière de Cardone qui avoit beaucoup de crédit à Barcelone. & un Ministre du Pape résidant dans cette capitale. Ceux que les Députés Généraux de la Province & le Grand Conseil de Barcelone avoient envoyez pour disculper les Catalans auprès du Roi, & pour lui faire de nouvelles protestations de fidélité, ne sont plus si fièrement rejetez; on les écoute favorablement en apparence; Philippe & son Ministre font semblant de croire une partie des raisons alléguées par les Catalans; une manière de négociation s'entame enfin.

Le Duc de Cardone, Seigneur pour lequel ils avoient de l'estime & de la déférence, fut nommé Viceroy, & se rendit à Barcelone avec ordre de leur donner quelque satisfaction. Une des principales demandes du peuple soulevé, c'étoit la punition exemplaire des Officiers & des soldats excommuniés pour leurs violences & pour leurs sacrilèges. Le nouveau Viceroy promet de rendre justice, & va en Roussillon, où les troupes s'étoient retirées comme je l'ai dit. Il reçoit en chemin un ordre précis du Roi de ne faire aucune procédure criminelle contre les coupables. Olivarez craignoit-il qu'on ne découvrit ses ordres secrets de maltraiter les Catalans, que les Officiers n'auroient pas manqué de produire pour leur justification? Ne fut-ce point aussi une précaution que le Conseil de Madrid

did crut devoir prendre, de peur d'irriter 1640.
 par une trop grande sévérité les gens de
 guerre, dont Philippe embarrassé de tous
 côtez, avoit alors un extrême besoin ?
 Quoi qu'il en soit, Cardone persuadé
 qu'on lui ôte le moien le plus propre à
 contenter les Catalans, & à sauver la ré-
 putation du Roi, engagée dans les excès
 commis par les troupes qu'il a voulu abso-
 lument loger dans une Province exempt-
 te & privilégiée; Cardone, dis-je, se
 chagrine, tombe malade, & meurt peu de
 jours après. Il fut question de lui don-
 ner un successeur. Le Comte Duc fait
 nommer l'Evêque de Barcelone, Espa-
 gnol de nation, & d'un crédit plus que
 médiocre dans le pais. Quand on se ré-
 crie sur un pareil choix, *que voulez-vous
 que nous fassions ?* répond gravement Oli-
 varez. *Nous ne savons sur qui jeter les
 yeux. Je ne trouve personne qui se veuil-
 le charger de l'administration d'une Pro-
 vince, dont un Viceroy vient d'être assassi-
 né, & l'autre de mourir du chagrin que
 l'honneur altière & difficile des Catalans lui
 a causé.* Les moins clairvoians s'apper-
 curent fort bien que la Cour affectoit de
 prendre un Prélat, à qui son caractère
 ne permettoit pas d'entrer en connoissan-
 ce des crimes punissables du dernier sup-
 plice. Les Catalans persistant à deman-
 der instamment qu'on fasse le procès aux
 Officiers & aux soldats excommuniés,
 on tâche de les amuser, en disant qu'il
 faut avoir patience jusques à ce que le
 Pape

1640. Pape ait envoié à l'Evêque de Barcelone Viceroy la dispense de l'*irrégularité* qu'il contracteroit, en jugeant par lui-même une affaire criminelle. Mais on agissoit sous main à Rome de la part du Roi d'Espagne, pour empêcher que le Saint Père n'accordât ce que Philippe lui demandoit seulement par façon. La révolte de la Catalogne demeura ainsi comme suspendue jusques au mois d'Août.

Emprisonnement & exil de quelques Magistrats à Paris.

Journal de
Bussyompierre.
Tom. II.
Grotius,
Epist. 1310.

Richelieu se tiroit mieux d'affaire avec les François plus accoutumés à l'esclavage que les Catalans. Pour subvenir aux frais de la guerre allumée par son ambition, le Cardinal fit lever cette année soixante & dix millions. Seize nouveaux Maîtres des Requêtes créés en devoient fournir deux. Comme le prix des anciennes charges diminué, à mesure que le nombre des Magistrats augmente, les Maîtres des Requêtes s'intriguèrent dans le Parlement de Paris, à qui tous les Edits qui créent de nouvelles charges, sont odieux, afin d'empêcher que celui-ci ne fût vérifié. Je suis surpris de ce que les gens du Parlement de Paris oubliant l'utilité de leurs efforts, lors qu'ils entreprirent de s'opposer à l'augmentation du nombre des membres de leur compagnie, pensent à s'intéresser en faveur des Maîtres des Requêtes. Cependant ils refusent d'enrégistrer l'Edit, soit que le crédit des Maîtres des Requêtes l'emporte dans le Parlement; soit que la plupart de ceux qui le composent, en nequis déclarez,

ou

ou secrets du Ministre, embrassent avidement toutes les occasions de le chagriner. Scaron & Laisné Conseillers qui avoient parlé plus fortement que les autres, reçoivent bien-tôt des lettres de cachet qui les relèguent loin de Paris. Gaulmin ancien Maître des Requêtes n'en est pas quitte à si bon marché. Richelieu incapable de souffrir la moindre résistance à ses volontez les plus injustes, le fait enfermer à la Bastille. L'affaire s'accommoda peu de temps après. Le nombre des nouveaux Maîtres des Requêtes aiant été réduit à douze, l'Edit est enregistré. Afin de contenter les gens du Parlement, le Roi rétablit la troisième Chambre des Enquêtes interdite depuis long-temps. Mais c'est à condition que Sevin & Bitaut Conseillers plus désagréables au Ministre que les autres, se déferont de leurs charges, & que le Président Perrot n'exercera point la sienne jusques à nouvel ordre.

L'heureux succès des diverses entreprises de cette année dans le Monferrat, en Piémont, du côté des Pais-Bas & au delà du Rhin, appaisa les cris du peuple contre les nouveaux impôts. Tel est le génie des François. Soit que chacun d'eux s'imagine ridiculement avoir je ne sai quelle part à la gloire de la conquête pour laquelle il a donné malgré lui de l'argent, soit que les avantages de la campagne présente fassent espérer une paix prochaine, & la fin des misères inséparables

1640.

Situation
des affaires
en Italie.

Mémoires
pour servir
à l'Histoire
du Cardinal

1640.
de Richelieu.
Tom. II.
Nani, Historia Veneta.
Lib. XI.
 1640.
Vittorio Speri, Memorie Riccardi.
Tom. VIII.
 Pag. 835.
 836. 837.
 &c.

séparables de la guerre ; un *Te Deum* chanté, un feu de joie allumé, les font oublier. Les plaintes & les imprécations contre le Roi, ou du moins contre le Ministère, se changent en louanges & en applaudissemens. Sa Majesté Catholique parloit sincèrement, quand pour couvrir l'infraction des privilèges des Catalans, elle disoit que la conjoncture présente de ses affaires, demandoit que son armée d'Italie fût considérablement renforcée. Rempli des grandes espérances que lui donnoient, la foiblesse des François au delà des Alpes ; l'attachement de la Princesse Marie de Mantouë, Régente durant la minorité du jeune Duc son fils, aux intérêts de la Maison d'Autriche ; & la haine irréconciliable en apparence entre la Duchesse Douairière de Savoie & les Princes ses beaux-frères ; Philippe se reposoit volontiers sur la promesse que le Marquis de Léganez Gouverneur de Milan lui faisoit de chasser les François du Monferrat & du Piémont, avant que les recrues destinées à leurs troupes inférieures à celles d'Espagne, eussent passé les monts. Mais la bravoure, ou plutôt l'heureuse témérité du Comte d'Harcourt déconcerta les projets de la Cour de Madrid. Léganez eut le chagrin de voir son armée défaite devant Casal qu'il avoit assiégé, & la ville de Turin reprise par les François, malgré ses puissans efforts pour la conserver. J'entre dans le détail d'un événement si avan-

avantageux au Monarque dont j'écris l'histoire. 1640.

L'affaire du Piémont étoit une des plus difficiles que le Pape & le Sénat de Venise Médiateurs agréés de part & d'autre pour la paix générale, eussent à ménager. La France prétendoit que dans les passeports de l'Empereur & du Roi d'Espagne pour les Plénipotentiaires de Savoie, Christine fût nommée tutrice du jeune Duc & Régente de ses Etats. Demande que la Maison d'Autriche rejettoit absolument à cause du décret Impérial qui ajugeoit à Maurice Cardinal de Savoie, la tutelle de Charles Emmanuel & la régence de ses Provinces. Cet obsta-

cle & plusieurs autres que les deux Couronnes apportoit à l'ouverture des conférences pour la paix générale, firent qu'en attendant une conjoncture plus favorable, on proposa une trêve entr'elles. Mais outre que Louis ne vouloit pas abandonner ses Alliez, l'Empereur qui craignoit d'avoir lui seul à soutenir tous les efforts des armes de la Couronne de Suède & des Princes Conféderez d'Allemagne que la France continueroit d'assister sous main, traversa cette nouvelle négociation. D'une trêve générale, on vint donc à une suspension d'armes en Italie; affaire dont le Pape & les Vénitiens ne s'empresrent pas autrement d'avancer la conclusion. Les Italiens n'aïmoient pas que le Monferrat & le Piémont demeurassent comme partages entre

1640. tre les deux Couronnes. Que favoit-on si Louis & Philippe ne penseroient point à s'accommoder à condition que chacun demeureroit en possession de ce qu'il occupoit en Italie? Celui-ci demandoit que la Franche-Comté fût comprise dans la suspension d'armes, & l'autre refusoit d'y consentir. Le Comte Duc prêtoit d'autant plus volontiers l'oreille aux promesses de Léganez, qu'il se flattoit que son Maître se dédommageroit en Italie des pertes faites ailleurs. La Cour de Madrid ne savoit pas non plus à quoi employer après la suspension d'armes conclue, les troupes destinées contre le Monferrat & le Piémont. Attaquer la France par le Dauphiné? Les passages en paroissent trop bien fermez. Envoyer les troupes ailleurs? Une marche trop longue les auroit entièrement ruinées. Louis avoit cet avantage sur son ennemi, que les armées Françaises pouvoient passer comme de plain pied sur les terres de la domination d'Espagne; au lieu que les Etats de Philippe se trouvant séparés en différentes parties de l'Europe, il falloit que ses forces marchassent continuellement selon les divers besoins, d'Espagne en Italie, du Roiaume de Naples, ou de la Lombardie dans la Franche-Comté, en Allemagne, dans les Pais-Bas.

Les Ministres du Roi Catholique n'ayant point fait façon de dire tout publiquement à Venise & ailleurs, que leur

Maître

Maître emporteroit bien-tôt Casal & tout le reste du Piémont, les Princes d'Italie témoins de la foiblesse de la France au delà des Alpes, eurent peur de demeurer exposez à l'invasion des Espagnols. La République de Venise attentive à sa seureté & à celle de ses voisins, presse le Pape de lever des troupes, & promet d'en faire autant. Le dessein du Sénat, c'étoit de donner de la jalousie à Philippe, & de lui insinuer que s'il pensoit à s'emparer du Monferrat & du Piémont, il trouveroit les Princes d'Italie en son chemin. Mais quoiqu'Urbain prévît aussi bien qu'aucun autre, les suites dangereuses de l'entière supériorité des Espagnols en Italie, il répondit froidement aux instances des Vénitiens. *Je dois craindre, disoit-il, de me rendre trop suspect à la Maison d'Autriche. Irai-je témérairement exposer l'Etat Ecclesiastique à ses insultes?* On tâche de rassurer le Pape : on lui promet l'assistance de toutes les forces de la République, en cas que les Espagnols le menacent. Urbain se découvre alors, & fait comprendre qu'il amenera, pourvu que les Vénitiens & les autres Princes d'Italie se liguent avec lui. Mais il traïtoit avec des politiques autant & plus raffinez que les Barberins. Le Sénat s'aperçut fort bien que le Pape cherchoit à se rendre plus respectable par le moien d'une ligue dont il seroit le chef, & à procurer un plus grand appui à ses neveux. C'étoit même un remède trop lent

1640. lent au danger présent dont Casal se trouvoit menacé. Il auroit peut-être irrité les Espagnols puissamment armez en Italie. Au lieu que chaque Prince levant seulement des troupes pour sa propre sûreté, Philippe n'avoit aucun prétexte de rompre, & devoit craindre que tous ne se réunissent contre lui, dès qu'il paroitroit penser tout de bon à envahir le Monferrat & le Piémont.

Pendant ces diverses négociations entamées à la fin de l'année précédente & au commencement de celle-ci, la Cour de France en lioit secrètement d'autres avec le Cardinal de Savoie & avec le Prince Thomas son frère. On prétendoit les détacher tous deux de la Maison d'Autriche. Le gouvernement d'une partie du Piémont avec une autorité presque souveraine, fut offert à celui-ci. Quoique le Prince s'apperçoive de l'amarce qu'on lui présente afin de le surprendre, il fait semblant d'écouter la proposition. Cela lui paroïssoit propre à donner de la jalousie au Gouverneur de Milan, & à tirer des Espagnols l'argent & les autres secours dont Thomas avoit besoin pour se maintenir dans Turin, & pour en prendre la citadelle qui restoit entre les mains des François. Maurice Cardinal de Savoie plus considéré que son frère, depuis qu'il s'est rendu maître de Nice & de Villefranche, témoigne de son côté n'être pas éloigné d'accepter l'offre que Christine sa belle-sœur

leur lui fait d'un mariage avec la fille
 aînée du feu Duc Victor-Amedée. C'est,
 disoit-on à Maurice, *un moien infailible*
de vous assurer la succession des États de
vôtre Maison, en cas que le jeune Duc
vôtre neveu vienne à mourir. Cette dis-
 position du Cardinal causa beaucoup d'in-
 quiétude aux Espagnols, & au Prince
 Thomas. Flatté de l'espérance de succé-
 der lui-même à Charles Emmanuel, ou
 du moins de rendre son fils héritier in-
 contestable de la Savoie & du Piémont
 après la mort du Duc, Thomas projet-
 toit que Maurice demeurât Cardinal, &
 que l'aînée des Princesses de Savoie épou-
 sât plutôt son cousin germain que son
 oncle. Dans le même temps que Richelieu s'efforce de leurrer ainsi les deux
 frères, ils agissent par l'entremise de
 leurs créatures auprès de Christine, la
 pressent de s'acommoder avec eux indé-
 pendamment de la France, & lui offrent
 des conditions assez avantageuses.

Dès que Louis est averti de l'intrigue,
 Lacour Ambassadeur de France auprès de
 la Duchesse de Savoie, & Argenson In-
 tendant de l'armée, reçoivent des ordres
 tétiérez de traverser le traité de Christine
 avec ses beaux-frères. Non content de
 leur envoyer d'amples instructions sur ce
 qu'ils doivent remonter à la Duchesse,
 afin de la détourner, Richelieu lui écrit
 une lettre étudiée. Les plus noires ca-
 lomnies contre les deux Princes de Sa-
 voie, n'y sont pas épargnées. C'étoit
 l'ar-

1640. l'artifice ordinaire du scélérat qui jugeoit des autres par lui-même. *Madame*, dit-il, quoique je vous aie écrit depuis huit ou dix jours sur le mauvais état de vos affaires, la nouvelle dépêche de V^{otre} Altesse que je viens de recevoir, & le commandement qu'elle me fait de lui donner mon avis sur les dernières propositions qui lui ont été apportées, m'obligent de reprendre la plume. Je vous puis assurer que le Roi ne désire rien tant, que de vous voir bien rétablie dans vos Etats, & en bonne intelligence avec Messieurs vos beaux-frères. Sa Majesté sera toujours prête à vous remettre les places qu'elle tient dans le Piémont, toutes les fois que les Espagnols voudront sincèrement, faire le même de celles qu'ils y occupent : de manière que vous en demeuriez véritablement la maîtresse. Mais comme la sûreté de votre personne & celle de M. le Duc de Savoie votre fils, sont la principale chose qu'il faut considérer, jamais Sa Majesté ne consentira que l'un & l'autre tombent entre les mains de ceux, dont tout l'intérêt consiste dans votre perte & dans celle de vos enfans. Vous êtes trop prudente pour ne pas voir que toutes les propositions qui vous seront faites sans cette précaution, quelque spécieuses qu'elles puissent être, ne seront jamais autre chose que des pièges tendus pour vous perdre.

Je ne suis pas surpris que M. le Prince Thomas vous propose d'aller en Piémont, & d'y mener M. votre fils. Mais je ne puis ni ima-

n'imaginer qu'il se trouve quelqu'un au-
 près de V^{otre} Altesse, qui le lui conseille.
 sans ajoûter premièrement, qu'avant d'y
 penser, elle doit être également maîtresse
 de la ville & de la citadelle de Turin. En
 ce cas, je croi que vous pourriez passer les
 monts, sans y conduire M. v^{otre} fils. Vous
 ne sauriez prendre trop de précautions
 pour le garantir du mal qu'on lui peut
 faire. Vous savez mieux que nous, Ma-
 dame, les bruits qui courent sur la mort
 du Commandeur de * Sales, puisque nous
 les aprenons de vos quartiers. Cela vous
 doit d'autant plus faire craindre la perte
 de M. v^{otre} fils par la même voie, qu'il y a
 une extrême différence entre la possession
 d'un Etat souverain, & celle d'un simple
 gouvernement. Il faudroit être insensible
 pour n'appréhender pas que ceux qui ont
 attaqué v^{otre} honneur par diverses calom-
 nies, ne soient capables d'attenter aussi à
 v^{otre} vie, qui vous est moins chère que v^{otre}
 réputation. En un mot, Madame,
 puisque Dieu a voulu que vous fussiez mère
 d'un Prince successeur légitime des Etats de
 feu M. le Duc de Savoie son père, vous ne
 devez rien omettre pour la conservation de
 sa personne & de son patrimoine. La
 force ne vous manquera pas. Le Roi vous
 offre celle de ses armes. Il m'a commandé
 de vous écrire particulièrement, que pour v^{ous}
 que vous veuillez faire ce qui dépendra de

Tome X.

C

vous,

*Gouverneur de Nice, qu'on disoit sans aucun
 fondement avoir été empoisonné par ordre du Car-
 dinal de Savoie.

1640. vous, il n'épargnera rien pour vous maintenir & pour vous rétablir dans ce que vous avez perdu. Mais comme il est certain que sa puissance sera inutile à votre salut, à moins que vous ne la secondiez par votre esprit & par votre prudence, c'est à Votre Altesse de ne se laisser pas surprendre par de mauvais conseils, & de se fortifier contre la foiblesse de son sexe, sujet quelquefois à se désister de la constance nécessaire dans les grandes affaires.

On ne trouve pas à redire que Richelieu ait exhorté Christine à veiller attentivement à la conservation de la personne & des Etats de son fils. Mais ne pouvoit-il donner ce conseil salutaire, sans l'appuyer de la plus noire calomnie? Les plus grans crimes ne coûtent rien à certaines gens, quand il est question de s'ouvrir le chemin à la souveraine puissance. L'Histoire nous l'apprend. Le Cardinal étoit de cette humeur. S'ensuit-il que tout le monde lui ressemble? Les deux Princes de Savoie ne donnèrent jamais occasion de les soupçonner d'une si détestable pensée. Le prétendu empoisonnement du Commandeur de Sales étoit un faux bruit répandu par les créatures de la Duchesse de Savoie. On vouloit faire accroire aux gens que le service rendu à Maurice par un Officier dévot & scrupuleux, fut récompensé d'une doze de poison. Et quel intérêt avoit le Prince Cardinal de se défaire d'un Gouverneur qui lui ouvroit bonnement les portes de

de la ville de Nice , & la remettoit entre les mains de celui qu'il croioit être le tuteur légitime des Enfans de son Maître, & le véritable Régent de la Savoie & du Piémont durant leur minorité? Si Richelieu avoit de justes raisons de regarder Maurice & Thomas comme des scélérats qui cherchoient à se défaire de leur neveu ; pourquoi conseilloit-il à Christine de s'accommoder avec eux à certaines conditions ? Pourquoi leur en offroit-il lui-même d'assez avantageuses , qui les auroient mis en état de suborner facilement quelques domestiques de Charles Emmanuel & de sa mère ? Les empoisonneurs doivent être écartez à quelques prix que ce soit , de la personne de ceux dont ils ont intérêt de souhaiter la mort. Mais il est visible que le Cardinal pense uniquement à rompre une négociation , qui finissant la guerre en Italie , auroit délivré le Roi d'Espagne d'une diversion incommode , & à faire en sorte que Christine effrayée prène enfin le parti de remettre son Fils entre les mains du Roi de France , & qu'elle s'imagine que c'est le seul moien de conserver la personne & les Etats de Charles Emmanuel.

L'envie de traverser les instances du Sénat de Venise à la Cour de Rome , ^{Le Marquis de Léganez} contribua beaucoup à la résolution que ^{assiége Ca-} le Marquis de Léganez prit d'ouvrir la ^{zal.} campagne de bonne heure en Italie par le siège de Casal. Les intelligences de

1640.

la Princesse Marie de Mantouë avec certains Moines & avec quelques habitans de la ville, donnoient de grandes espérances au Gouverneur de Milan que les portes lui seroient ouvertes, dès qu'il se présenteroit à la tête de l'armée Es-

*Nani, Histoire
ria Veneta.*

Lib. XI.

1640.

Histoire

di Gualdo

Priorato.

Part. II.

Lib. VIII.

Vittorio Si-

ri, Memorie

Recondite.

Tom. VIII.

Pag. 845.

846. &c.

881. 882.

pagnole. Voilà donc la place investie le Mercredi de la Semaine Sainte au commencement du mois d'Avril. Léganez arrive le Vendredi suivant avec le reste de ses troupes qui montoient à vingt mille hommes & plus. Le Cardinal de Savoie & le Prince Thomas son frère avoient tâché de le détourner d'une entreprise qui devoit causer trop d'inquiétude & de jalousie au Pape, aux Vénitiens, & aux autres Princes d'Italie.

On lui remontra qu'il seroit beaucoup meilleur d'employer les forces du Roi Catholique à réduire la citadelle de Turin, & qu'après cette conquête, les Princes de Savoie se trouveroient incontinent maîtres de tout le Piémont. Pour cette même raison, le Gouverneur de Milan préféroit la prise de Casal à la réduction de l'autre place. La Cour de Madrid étoit bien - aise de tenir les deux frères dans un besoin continuel de la protection du Roi d'Espagne. On craignoit que s'ils se voioient une fois en possession de la meilleure partie des États de leur maison, ils ne prissent des mesures pour les conserver indépendamment des deux Couronnes, ou qu'ils ne s'accommodassent avec celle de France, dont

dont le principal intérêt, c'étoit d'empêcher l'agrandissement du Roi d'Espagne. Les conquêtes faites en Piémont, il les falloit rendre tôt ou tard à la conclusion de la paix générale, & Philippe ne vouloit pas employer inutilement pour lui & son argent & ses troupes. Casal & le Monferrat mettoient le Milanois à couvert des efforts des François. En donnant un équivalent au jeune Duc de Mantouë, Sa Majesté Catholique ne desespéroit pas d'obtenir une place & une Province importantes à la conservation de ce qu'elle possédoit dans la Lombardie.

Pour sauver les apparences, Léganetz écrit au Sénat de Venise, que l'unique fin du siège de Casal, c'est l'établissement d'une paix solide & durable en Italie. Qu'on ne la doit point attendre tant que les François y occuperont Casal & Pignerol. Que le Roi son maître pense seulement à les chasser de ces deux postes, & qu'il ne prétend nullement employer la puissance de ses armes à usurper le bien d'autrui. L'artifice parut plus grossier dans l'envoi du Comte Mandelli à Mantouë, pour assurer la Princesse Marie qui étoit d'intelligence avec la Cour de Madrid sur la prise de Casal, que le Roi Catholique auroit tous les regards imaginables aux intérêts du Duc de Mantouë, & que la conquête de Casal ne causeroit aucun préjudice à ce Prince pupille. Marie dépêche de son

1640. côté le Président Gabionetta & le Comte Natta comme pour répondre à la civilité de Léganez, & empêcher que les habitans du Monferrat ne soient tourmentez par les soldats Espagnols. Mais le véritable dessein de la dissimulée Princesse, c'étoit d'avoir des émissaires près de la ville, qui détournassent les paisans de prendre les armes en faveur des François; & exhortassent sous main les assiégés à se rendre plutôt de bonne heure, que d'exposer leur ville à une entière destruction. Elle tâcha encore de couvrir son jeu, en priant le Sénat de Venise de lui donner ses bons avis sur ce qu'elle devoit faire dans la conjoncture présente. *Le Roi Très-Christien*, disoit-on de sa part à la Seigneurie, *est désormais trop foible en Italie pour sauver Casal assiégué par une armée nombreuse. Ne seroit-il point à propos de le presser de consentir que la place soit remise entre les mains du Pape, qui de concert avec la République voudra bien la conserver à son Souverain légitime?* Pure grimace dont le Sénat s'aperçut fort bien. Quelle apparence y avoit-il de faire une pareille proposition à Louis, nullement disposé à confesser son impuissance de résister aux entreprises de Philippe.

La Princesse de Mantouë n'avançoit pas sans fondement que le premier sembloit hors d'état de conserver Casal. La garnison Françoisse n'étoit que de quinze

20 cens hommes commandez par la Tour
 Officier aussi prudent que brave. Mais
 que pouvoit-on attendre avec un nom-
 bre si modique de soldats ? Il y avoit
 à la vérité quelques gens du pais capa-
 bles de seconder les siens , s'il eût pu
 se fier aux sujets d'une Princesse, vive-
 ment sollicitée par ses émissaires, d'ou-
 vrir incessamment leurs portes. Dans
 un si grand embarras, la Tour ne se dé-
 concerta point. Il laisse approcher Lé-
 ganez, qui forme son camp, & fait
 semblant de préparer ses attaques sans
 autre opposition que celle des pluies ex-
 traordinaires. Les travaux en furent
 retardez durant quelques jours. Préve-
 nu mal à propos que les gens gagnent
 par la Princesse de Mantoue, lui livre-
 ront incontinent la ville & le château,
 & que l'armée Françoisé, dont les re-
 crues sont encore bien loin au delà des
 Alpes, n'aura ni le temps ni la har-
 dieuse de s'avancer au secours de Casal,
 le Général Espagnol néglige de faire une
 bonne circonvallation, & de se retran-
 cher avantageusement. Tel fut son pro-
 jet. Il prétendoit bloquer la citadelle,
 dès que les gens seroient introduits dans
 la ville & dans le château, marcher
 ensuite vers le Piémont, & arrêter les
 François, en cas qu'ils fissent quelque
 mouvement pour secourir les assiégés.
 Mais Léganez comptoit inutilement sur
 la bonne disposition des habitans de
 Casal en sa faveur. Bien loin de pen-

1640. ser à se rendre, ils secondent la Tour autant qu'il leur est possible, soit que la haine conçue depuis long-temps contre la domination Espagnole, ferme leurs oreilles aux insinuations de la Princesse de Mantouë: soit que la Tour ait eu l'habileté de découvrir & de déconcerter l'intrigue qu'elle croioit avoir bien liée dans Casal.

Cependant Léganez reçoit avis de la part de l'Ambassadeur du Roi son maître à Venise, que le Sénat se plaint hautement, & proteste qu'il n'épargnera rien pour empêcher que le jeune Duc de Mantouë à qui la République a solennellement promis sa protection, ne soit dépouillé de son patrimoine, & pour maintenir selon sa maxime inviolable tous les Souverains d'Italie en possession de ce qui leur appartient. *Cela est fort bien*, répond gravement Léganez quand on lui rapporte la déclaration des Vénitiens aux Ministres de Philippe. *D'où vient que ces Messieurs n'ont pas témoigné le même zèle, lors que le Duché de Milan a été attaqué depuis peu par le Roi de France & par les Ducs de Savoie & de Parme?* Le Roi mon maître tient un rang assez considérable parmi les Princes d'Italie. *Prétend-on que ses Etats doivent être plutôt envahis que ceux des autres?* Sa Majesté ne pense nullement à dépouiller le Duc de Mantouë. Si elle fait attaquer Casal, c'est pour avancer la paix de l'Italie. *Dès que nous la verrons bien établie,*

établie , la place sera renduë à son ancien maître. Que le Sénat engage les François à sortir de Casal & de ce qu'ils occupent dans le Monferrat , on se retirera incontinent. Ferragalli Secrétaire du Nonce du Pape en Piémont , reçoit ordre en même temps d'aller au camp de Léganez ; de lui remontrer qu'en qualité de Père commun des Souverains de sa Communion , Urbain ne doit pas souffrir l'usurpation violente des Etats d'un Prince pupille ; de presser le Général Espagnol de se retirer au-plûtôt du Monferrat , & de lui déclarer qu'en cas de refus , le Pape ne se pourra dispenser de prendre des mesures qui ne plairont pas au Roi Catholique. Léganez entendit fort bien qu'on le menaçoit d'une prompte conclusion de la ligue proposée entre le Pape & les Vénitiens. Mais au lieu de découvrir sa pensée , il tourne en raillerie les instances du Ministre d'Urbain. Mon bon Monsieur, dit-il à Ferragalli en souriant , le Marquis de Sainte-Croix n'est plus. Prétendez-vous être un autre Mazarin ? Vous n'avez ni moins d'éloquence , ni moins de dextérité ; je le sai. Cependant vous ne nous persuaderez pas si facilement d'abandonner le siège de Casal.

Quelques Officiers de l'armée Espagnole , ne voyant aucun effet des prétendues intelligences de la Princesse de Mantoue , représentèrent au Gouverneur de Milan que l'entreprise seroit plus diffi-

1640.

cile qu'il ne l'avoit cru. Que les gens de Cazal paroissent disposez à une vigoureuse résistance. Que la citadelle pouvoit tenir six mois après la ville prise. Que si le Pape, la République de Venise, & le Duc de Parme venoient à se liguier ensemble, ils feroient une puissante diversion dans le Milanois. Que l'armée de France renforcée s'avanceroit au secours de Cazal. Qu'en cas que le Pape déclaré contre l'Espagne reçoive la flotte de France dans le port de Civita-Vecchia, elle y débarquera des troupes assez nombreuses pour soutenir les mécontents du Roiaume de Naples, qui n'attendent qu'une occasion favorable pour se soulever ouvertement. Qu'après avoir secouru Cazal, le Comte d'Harcourt ira infailliblement assiéger la ville de Turin & la prendra. Que le Cardinal & le Prince Thomas de Savoie incapables de résister à leur belle-sœur soutenue par le Roi de France, s'accommoderont avec elle, abandonneront les intérêts de la Maison d'Autriche, & accepteront les conditions que le Cardinal de Richelieu leur offre. Quelque spécieuses que fussent ces remontrances, elles n'ébranlèrent point Léganez. Séduit par son ambition, il se flatte d'immortaliser son nom par la conquête d'une place devant laquelle Ambroise Spinola l'un des plus grands Capitaines de son temps a échoué. *La ligue dont le Pape & les Vénitiens nous menacent, dit-il, ne m'épou-*
vante

tante point. Cazal sera emporté avant 1640. que des gens jaloux les uns des autres, & dont les intérêts sont si différens, aient pu convenir des premiers articles de leur traité. Celui du choix d'un Général, est seul capable de les arrêter long-temps. Le Pape proposera le Préfet de Rome son neveu, & le Sénat ne voudra point d'un Barberin. Ces sortes de négociations se rompent plus facilement, qu'elles ne se concluent. Où sont les forces dont le Pape prétend nous faire peur ? La République en a fort peu. Au premier mouvement des uns ou des autres, on donnera de l'occupation au S. Père du côté du Royaume de Naples, & à ses nouveaux alliez dans le Erioul & ailleurs. Urbain y pensera plus d'une fois. Il se peut souvenir de la manière dont le Duc d'Albe réduisit Paul IV. & les Caraffes ses neveux liguez avec la France contre l'Espagne. Après un si terrible exemple, le Pape déjà vieux oseroit-il exposer ses neveux au ressentiment du Roi ? Et les Barberins tellement intéressés à conserver la vie de leur Oncle, auroient-ils l'imprudence de l'embarquer dans une affaire capable de le faire mourir de chagrin ?

Soit qu'Urbain & le Sénat voulussent amuser le Cardinal de Richelieu, qui les menaçoit que Louis abandonneroit les Princes d'Italie à la discrétion de Philippe, à moins qu'ils ne s'aidassent un peu, & qu'ils n'opposassent une ligue à ses entreprises sur leur liberté ; soit

1640. que l'opiniâtreté de Léganez causât véritablement de l'indignation & de l'épouvante à Rome & à Venise, on mit tout de bon sur le tapis l'affaire de la ligue proposée par Urbain, lors qu'il voulut éluder les instances que le Sénat lui faisoit, d'armer incessamment. Contarini reçoit ordre d'aller à Rome en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire. On lui donne un plein pouvoir de négocier & de conclure. Après d'assez longues contestations, les Ministres du Pape & celui de Venise conviennent, que le S. Père & la République lèveront pour leur commune défense une armée de douze mille hommes de pied & de trois mille chevaux. Que les Vénitiens fourniront sept mille fantassins, les deux tiers de la cavalerie, & de l'artillerie à proportion. Que les deux Puissances confédérées seront obligées à se défendre mutuellement, si les Etats de l'une ou de l'autre sont attaqués. Qu'en ce cas, on fera par mer les diversions nécessaires. Quand on en vint à l'article de celui qui auroit le commandement général des troupes de la Ligue, Urbain proposa Don Thadée Barberin son neveu Préfet de Rome. Après quelques difficultés, le Sénat en défera la nomination au Pape.

Cazal fut secouru, & la ville de Turin assiégée, avant que les négociateurs fussent convenus de ces conditions. Le Pape délivré de sa crainte propose alors d'in-

d'insérer dans un article une clause qu'il prévoyoit bien devoir être rejetée, & les Vénitiens aussi aises que lui de ne s'embarasser point dans une affaire capable de donner de la jalousie au Roi d'Espagne, ne manquent pas de répondre, qu'ils ne peuvent consentir à la demande incivile & exorbitante d'Urbain. Le traité se rompt là-dessus, & chacun s'en applaudit secrètement. Voici ce que c'est. Le Pape s'avisa d'insister que les siefs relevant de ce qu'on nomme le S. Siège, fussent compris dans l'article, où les Vénitiens s'engageoient à défendre l'Etat Ecclésiastique, en cas qu'il fût attaqué. Richelieu s'aperçut fort bien qu'on avoit joué le Roi son maître. *Les François, dit le Cardinal irrité, ne seront pas toujours les * braves de la Cour de Rome & de la République de Venise. Il n'est ni de l'honneur, ni de l'intérêt du Roi, d'envoyer tous les ans de nombreuses armées, & d'épuiser ses finances pour défendre des gens qui demeurent chez eux les bras croisez. Sa Majesté peut employer plus utilement ailleurs & son argent & ses troupes.* Richelieu eut beau faire le mauvais, on ne s'en remua pas davantage. Persuadez que Louis ne peut abandonner la défense des Princes d'Italie, sans s'exposer lui-même à une perte inévitable, le Pape & les Vénitiens ne parlent plus de ligue, dès qu'ils voient le

C 7

Monfer-

* *Bravo* en Italie signifie quelquefois un Bretteur toujours prêt à tirer l'épée pour défendre celui ou celle qui l'ont pris à leurs gages.

1640. Monferrat en feureté, & les Espagnols sur le point d'être chassés du Piémont.

Le Comte d'Harcourt marche au secours de Casal.

Journal de Bassompierre. Tom. II. Mémoires du Maréchal du Plessy. Nani, Histoire Veneta. Lib. XI.

1640. *Histoire de Gualdo Priorato. Part. II. Lib. VIII. Vittorio. Si. ri, Memoria Recandite. Tom. VIII. Pag. 343.*

343.

Dès que le Comte d'Harcourt apprit de l'Express dépêché par la Tour Commandant de la garnison François de Casal, pour lui donner avis de l'arrivée de Léganez, & de la difficulté qu'il y auroit de conserver sans un prompt secours, une place attaquée au dehors par une armée nombreuse, & au dedans, pour ainsi dire, par les intrigues & les insinuations artificieuses de la Princesse de Mantoue, le Général François toujours empressé de courir aux occasions de se signaler, ramassa promptement ce que le Roi son maître & la Duchesse de Savoie ont de troupes dans le Piémont. De peur d'affoiblir trop les garnisons nécessaires à la défense de la citadelle de Turin, & à la feureté de Pignerol & de quelques autres places, il forma seulement une armée de sept mille hommes de pied, & d'environ trois mille chevaux. Quel avantage devoit-il raisonnablement espérer avec des forces tellement inférieures à celles de l'Espagnol? Un pareil embarras ne déconcerte point Harcourt. Soit qu'exactement averti de la négligence du Gouverneur de Milan, qui comptant sur une conquête certaine, ne prend pas les précautions ordinaires pour se mettre à couvert des insultes de l'ennemi, le Général François se flattât de surprendre les Espagnols par les endroits foibles de leurs retranchemens; soit que connoissant le gé-

me

nie de Richelieu , qui dans les occasions pressantes , le portoit à ne s'attacher pas trop scrupuleusement aux règles de la prudence , & à pousser même la hardiesse jusques à la témérité , Harcourt pensât que la sienne ne déplairoit pas au Ministre , il lui demande instamment du secours , & l'assure que cependant , il va tout hazarder pour la conservation de Casal.

Son Eminence étoit , dit-on , à la comédie , où elle s'entretenoit familièrement avec Correro Ambassadeur de Venise , dont l'esprit & les manières lui plaisoient extrêmement , lors que Chavigni Secrétaire d'Etat envoya au Cardinal la lettre du Comte d'Harcourt. Il la lit , & la donne ensuite au Ministre Vénitien.

Vous voyez , lui dit alors Richelieu , qu'il n'est plus temps de consulter , ni d'avertir notre Général , de ne hazarder pas témérairement la réputation des armes du Roi , la fortune de la France , la sûreté de nos Alliez , & la liberté de l'Italie. L'affaire doit être finie maintenant. Deux choses me rassurent un peu ; la bravoure du Comte d'Harcourt , & le bonheur qui l'a toujours accompagné dans ses entreprises hardies. Cependant il ne s'étoit point tant précipité. L'ordre que Richelieu lui envoya de la part du Roi , de sauver Casal à quelque prix que ce fût , le trouva encore à Pignerol. Content d'une réponse si conforme à son humeur , il va incessamment à Poirin. C'étoit le rendez-vous gé-
néral

1640. néral de son armée. Les Officiers subalternes parurent - ils étonnez du projet ? Crut-on devoir leur en exposer les raisons , & les animer à l'exécution des ordres précis de Sa Majesté , en leur montrant que l'entreprise n'étoit ni téméraire, ni trop périlleuse ? Quoi qu'il en soit , Harcourt assemble son Conseil de guerre & parle de la sorte.

Le Roi nous commande , Messieurs , de risquer tout pour la délivrance de Casal. Il est inutile de vous expliquer les motifs de sa résolution : vous les pénétrez aussi bien que moi. La perte de l'Italie suivroit de près celle du Monferrat. Si les Espagnols en font une fois les maîtres , Sa Majesté aura inutilement épuisé son trésor Royal, & perdu une infinité d'hommes, pour arrêter les entreprises de la Maison d'Autriche sur la liberté de nos allies. Ne seroit-ce pas une flétrissure éternelle à la réputation des armes du Roi , & à la gloire de la nation Française , si nous souffrions qu'un assez petit nombre d'Espagnols , emportât à nos yeux , une place que les François défendirent si courageusement contre eux, il y a quelques années ? Qu'on ne s'imagine pas que j'affecte de diminuer les forces des ennemis que nous avons à combattre. Je parle à des Officiers d'une valeur & d'une expérience connus. Un nombre supérieur d'Espagnols ne les effraiera jamais. Le Marquis de Léganez a treize mille hommes de pied & cinq mille chevaux. Cela pourroit nous arrêter , s'il étoit question d'une
bataille

*bataille rangée. Mais nous voulons seule-
 ment attaquer une grande circonvallation
 mal commencée ; & des quartiers séparer
 les uns des autres , forcer des retranche-
 mens imparfaits , & combattre des enne-
 mis qui ridiculement prévenus qu'on alloit
 leur ouvrir les portes de la ville & du châ-
 teau de Carat, & que nous n'oserions ja-
 mais marcher à eux , ont négligé de pour-
 voir à leur propre sûreté. Supposons , si
 vous le voulez , que l'entreprise est plus
 difficile que je ne la représente. Le salut
 de toute l'Italie dépend d'une place prête à
 tomber. Devons-nous espérer que le temps
 apportera quelque remède à un danger si
 pressant ? La trop grande circonspection
 du Médecin est souvent fatale au malade.
 Si nous témoignons de l'incertitude , l'en-
 nemi s'imaginera que nous le craignons.
 Le moindre délai de notre part lui enflera
 le courage. L'expérience nous apprend
 que s'il y a des malheurs imprévus , on
 trouve aussi souvent un bonheur qu'on
 n'auroit jamais osé se promettre. Il suf-
 fit de forcer un seul endroit pour jeter
 du secours dans la ville , & pour obli-
 ger les ennemis à lever le siège. Je n'ap-
 préhende point que le Marquis de Léga-
 nez sorte de ses lignes & nous vienne
 combattre. Abandonnera-t-il ses travaux ?
 Et les peut-il garder sans y laisser presque
 la moitié de ses gens ? Quand il s'avance-
 roit avec des troupes supérieures aux nô-
 tres : ne fut-il pas battu l'année dernière au
 passage de la Rota , quoiqu'il eût une fois
 plus*

1642. *plus de monde que nous ? Deux mille Espagnols n'ont pas encore emporté le château de Rossignano. Cependant on l'attaque depuis que Casal est investi.*

Harcourt part de Poirin le 25. Avril, & marche vers Asti qu'il espéroit de surprendre par le moien de quelqu'intelligence. Mais l'intrigue fut découverte. Il va donc à Casal en bonne résolution de forcer les retranchemens de Léganez. Gafarelli Nonce du Pape en Piémont, arrive à l'armée Françoisse, presse Harcourt de ne rien précipiter, & l'assure qu'on ne desespère pas d'obtenir du Gouverneur de Milan une suspension d'armes pour un mois. Le Comte ne veut rien écouter. Ferragalli Secrétaire du Ministre d'Urbain étoit chargé d'en faire la proposition à Léganez. Elle fut rejetée avec autant de hauteur que d'indignation. *Le Pape, dit le Marquis, ne cherche qu'à nous amuser, pour donner aux François le temps de secourir Casal.* Convaincu par la diligence d'Harcourt que le projet d'attaquer ses retranchemens est formé, il se prépare à les défendre. Don Jean Vasquez Mestre de Camp général de l'armée d'Espagne, eut ordre de mettre l'infanterie derrière. Le Marquis de Caracène Général de la cavalerie devoit poster tellement ses escadrons, qu'ils pussent soutenir l'infanterie quand il seroit nécessaire.

Quelques Officiers Espagnols avoient conseillé à Léganez de sortir de ses lignes,

ges, & d'aller au devant de l'ennemi, Treize mille hommes de pied, dispersez en différens quartiers, disoient-ils, auront bien de la peine à défendre une si longue circonvallation, tant de forts, tant de redoutes. Dès qu'un quartier sera forcé, les assiégés sont infailliblement secourus. Au lieu qu'en s'avancant vers le Comte d'Harcourt, Votre Excellence fort supérieure en troupes, est assurée de le battre. D'autres furent d'avis de ne rien risquer, de se retrancher dans un seul endroit de la circonvallation, avec la cavalerie, le bagage, & l'artillerie, de préférer au qu'en dira-t-on, la conservation d'une armée nécessaire au Roi Catholique dans la situation présente de ses affaires, & de mépriser les réflexions & les murmures du peuple ignorant, pour s'attacher aux règles de la prudence. Telle a été la maxime constante de la Monarchie d'Espagne, représentoient ceux-ci. En la suivant, on a beaucoup gagné, & perdu fort peu. Hasarder un combat contre des gens qui n'ont point d'autre ressource, que celle de nous attaquer en désespérés, c'est exposer trop facilement les troupes du Roi. La réputation de ses armes ne dépend pas d'une apparence de timidité que la prudence rend excusable; mais d'une conduite si bien concertée, que les François se voient enfin chassés du Monserrat & du Piémont. Entêté de sa valeur & de l'heureux succès de quelques-unes de ses entreprises, le Général Espagnol demeure ferme dans le pire des trois partis qu'il avoit à prendre. Ce.

1640.

Cependant Harcourt paroît à la vûe des lignes des assiégans. Après les avoir reconnues, il résolut de les attaquer d'un côté qui lui paroissoit le plus foible. Mais il falloit pour cela s'avancer durant l'obscurité de la nuit jusques sur le bord de la rivière du Pô. La bonne fortune du Comte voulut qu'aucun de ses guides n'osa entreprendre de le conduire. Au lieu de l'endroit le plus foible, il alloit s'attacher au plus fort. On en fut convaincu après la victoire remportée. Harcourt attend donc jusques au lendemain 29. Avril, change de dessein, & attaque du côté du château Saint George. L'action est ainsi racontée dans les Mémoires du Comte du Plessy - Pralin, depuis Maréchal de France. *Les ennemis, y dit-on, ne donnèrent pas le temps à nos recrues de passer les monts. Ils assiégèrent Cazal avant qu'elles fussent arrivées. On marcha promptement au secours, & nous parîmes devant leurs circonvallations avec sept mille hommes de pied & près de trois mille chevaux. Il fut résolu de les attaquer, bien que les assiégeans eussent deux fois autant de troupes que nous. La vigueur étoit la seule précaution que nous cherchions en cette occasion. Sur le haut du jour on se jeta dans leurs retranchemens. Le Comte du Plessy mena trois fois l'infanterie, & trois fois il fut repoussé. Après l'avoir remise en bataille à cinquante pas de la circonvallation, il la reconduisit à une quatrième attaque. Plus*
heureux





LE MARÉCHAL DE LA
MOTTE HODANCOURT

G. Schouten Sculp.

heureux qu'aux trois autres, il fait bien-tôt passage au reste de notre armée, qui achève en peu de temps de battre celle des ennemis. De manière que le Comte du Plessy eut beaucoup de part à tout ce qui se passa dans une des plus grandes & des plus vigoureuses actions. Cela est constant : les Historiens lui rendent unanimement ce témoignage avantageux. Mais puisque ce Seigneur semble n'avoir écrit que pour conserver la mémoire de ses actions particulières, sans se mettre en peine de rendre justice aux autres, il est raisonnable de donner un plus grand détail de l'heureux succès d'une entreprise, auquel le Comte d'Harcourt, le Vicomte de Turenne, & le Comte de la Motte Hodancourt ne contribuèrent pas moins que du Plessy.

Il y avoit près des lignes tirées par les Espagnols, certaines hauteurs que Lé-ganez content d'y élever de petits forts, n'enferma pas dans sa circonvallation; soit qu'il craignît de la faire trop grande; soit qu'il crût qu'à cause des boués extraordinaires, les ennemis ne passeroient jamais par cet endroit avec leur artillerie. Cependant Harcourt l'ayant bien examiné, résolut d'attaquer par là même les retranchemens des Espagnols. Turenne commandoit la cavalerie, du Plessy une partie de l'infanterie, la Motte Hodancourt l'autre; les Marquis de Ville & de Pianezze les troupes de la Duchesse de Savoie. Ces Officiers de l'aveu de tout

Défaite de l'armée Espagnole devant Casal.

Journal de Bassompierre. Tom II. Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery. Liv. VI. Chap. 60.

1640.
*Mémoires
 pour servir
 à l'Histoire
 du même.
 Nani, Hi-
 storia Ve-
 neta. Lib.
 XI. 1640.
 Histoire di
 Gualdo
 Priorato.
 Part. II.
 Lib. VIII.
 Vittorio Si-
 ri, Memorie
 Recondite.
 Tom. VIII.
 Pag. 249.
 850. &c.*

tout le monde donnèrent si vigoureu-
 sement , & à plusieurs reprises , chacun
 de leur côté , que les Espagnols furent
 enfin forcez. Ceux-ci ne firent pas d'a-
 bord grande résistance. Leur cavalerie
 fut la première à reculer. Elle tenta inu-
 tilement de faire tête dans la suite. Les
 Allemans tâchèrent plus que les autres de
 repousser l'ennemi. Léganez remplis-
 sant les devoirs de soldat & de Général
 en même temps , combattoit bravement,
 & couroit de tous côtez , tantôt pour ra-
 mener les fuiards , tantôt pour rallier
 ses troupes mises en désordre. Mais ses
 efforts furent vains. Il ramasse un petit
 nombre de ses gens , & plein de rage &
 de desespoir , il se retire à Brême avec
 quelques Officiers à la faveur de la nuit.
 Harcourt signala encore plus sa valeur,
 que le Général Espagnol. Il saute pres-
 que le premier dans le camp des enne-
 mis , criant à ses gens de le suivre. Son
 cheval aiant été tué , il prend celui d'un
 de ceux qui tâchoient de le seconder , &
 continué de renverser tout ce qui lui fait
 obstacle. Le nouveau cheyal s'embour-
 be. Harcourt se débarasse le mieux
 qu'il lui est possible , & monte sur un
 troisième sans chapeau & sans pistolet.
 Il avoit perdu l'un & l'autre dans ce
 dernier accident. Les François animez
 de la sorte par l'exemple de leur Génér-
 al , obtiennent enfin une victoire com-
 plette.

Voici ce qu'un des Ministres de la
 Prin-

Princesse de Mantouë lui en écrivit le jour même du combat. *Les François se sont rompez avec tant de furie, que non seulement ils ont secouru Casal, mais encore occupé la hauteur où se trouvoit Monsieur le Marquis de Léganez, défait son armée, & tué un grand nombre de gens. La fuite de Son Excellence a été plus que précipitée. La plupart des Officiers subalternes sont morts, ou dissipez. Beaucoup de gens se sont noiez dans le Pd. Le bagage, l'artillerie, les munitions; tout est perdu, ou abandonné. En un mot, la déroute est telle, que le Ciel semble avoir frappé les Espagnols d'un coup de foudre, auquel il ne leur a pas été possible de résister. L'affaire est si mauvaise, & l'événement paroît si extraordinaire qu'on ne s'imaginera jamais, comment quatre ou cinq mille hommes de pied & deux mille chevaux ont pu défaire une armée nombreuse, puissante, avantageusement retranchée, & bien préparée à repousser l'ennemi. Certainement cela n'est point arrivé sans un miracle du Ciel.*

L'Historien de la République rapporte que les Espagnols ne refusèrent pas au Comte d'Harcourt les justes louanges qu'il méritoit. Ils n'eurent que trois mille hommes tuez sur la place, au rapport du même Auteur, & le Roi de France ne fait pas leur perte beaucoup plus grande. *Mon Cousin le Comte d'Harcourt, dit-il dans sa lettre du 15. Mai aux Maréchaux de Chaunes & de Châtillon,*

1640. tillon , étant allé au secours de Cazal , a
 défait l'armée du Roi d'Espagne , qui avoit
 entrepris le siège de cette ville. Les ennemis
 y ont perdu six mille hommes , tant prison-
 niers , que tuez , ou noiez , douze piéces
 de canon , l'équipage de leur artillerie , &
 leur bagage. Par cette victoire considéra-
 ble , mes armées ont délivré pour la troisié-
 me fois de l'ambition des Espagnols , une
 des principales places de la Chrétienté. La
 gloire en est d'autant plus grande , qu'ayant
 voulu mesurer leurs forces avec les miennes ,
 ç'a été à leur confusion , quoi qu'ils se trou-
 vassent supérieurs en nombre par leur dili-
 gence à se mettre en campagne avant la sai-
 son , & à se préparer au siège qu'ils pro-
 jettoient. Il ne seroit pas honnête d'o-
 mettre ici un endroit de la lettre que Louis
 écrivit au Comte d'Harcourt après une si
 belle victoire. Je voi par toutes les cir-
 constances de l'action , lui dit le Roi , que
 vous avez fait marcher mon armée avec
 tant de diligence , que vous y avez combat-
 tu avec tant de prudence & de valeur , que
 vous avez si vigoureusement & si utilement
 agi en toutes choses & en tous lieux , qu'a-
 près l'assistance divine , cette victoire est
 due à votre conduite , & à l'exemple que
 vous avez donné à toute mon armée. On
 ne peut avoir pour personne plus d'estime
 & plus d'affection , que j'en ai pour vous.
 Je souhaite extrêmement de reconnoître di-
 gnement le grand & signalé service que
 vous m'avez rendu en cette occasion. Le
 Roi ordonne ensuite au Comte de témoi-
 guer

guer de la part de Sa Majesté aux Offi- 1640.
ciers subalternes de l'armée Françoisse & à
ceux des troupes de Savoie, qu'elle est
fort contente d'eux. La Tour Comman-
dant de la garnison de Casal, & S. Ange
qui avoit si bravement défendu Rossigna-
no, ne sont pas oubliez dans la lettre de
Louis.

Je me promets, ajoûte-t'il à la fin, *que les suites de la campagne ne seront ni moins belles, ni moins heureuses, que le commencement. Vos résolutions ni'ont paru si bonnes, que je me remets sur vous de toutes les choses que vous jugerez plus à propos d'entreprendre & d'exécuter.* Sa Majesté par-
le du siège de Turin. Le Comte du Plessy qui savoit que Richelieu souhaitoit passionnément de voir le Prince Thomas chassé de la capitale du Piémont, proposa l'entreprise au Comte d'Harcourt, en cas que Casal fût secouru. Après la victoire, on délibère là-dessus dans le Conseil de guerre; on conteste long-temps; on suit enfin l'avis du Comte du Plessy, *comme le meilleur*, dit-il lui-même, *qui se puisse prendre pour sauver l'Italie, & pour y maintenir la réputation des armes du Roi.* Le Cardinal qui dans le voiage du Roi à Grenoble, approuva la pensée du Comte du Plessy, ne manque pas de confirmer la résolution prise dans le Conseil de guerre. L'unique but de Richelieu étoit de rendre Louis maître absolu de Turin, & de tout le Piémont. Mais l'accommodement de Christine avec ses
Efforts du Cardinal de Richelieu pour empêcher que la Duchesse de Savoie ne s'accommodât avec ses beaux-frères.
Mémoires du Maréchal du Plessy. Mémoires pour servir à l'Histoire du Cardinal de Richelieu. Tom. II. Vistorio Siro, Memorie Recondite. Tom. VIII. Pag. 855. 856. &c.
 Tome X. D beaux-

1640.

beaux-frères auroit tout déconcerté. Pour la détourner d'y consentir, & ses Ministres de le lui conseiller, le Cardinal n'épargna ni menaces, ni promesses. *Je vous ordonne de déclarer à ma Sœur,* dit le Roi, dans une lettre du 17. Mai à Lacour son Ambassadeur auprès de la Duchesse, *que je ne puis plus souffrir qu'elle se laisse tromper par l'espérance de quelques traitez avec ceux qui ne lui en veulent donner que les apparences, pour la perdre. Vous ajouterez que je la prie de rompre toute négociation avec le Prince Thomas, & de suivre plutôt ses propres sentimens, que de mauvais conseils, suggérez par des gens qui craignent plus ses ennemis, qu'ils n'aiment sa personne.*

Le Comte Philippe d'Aglié est un de ceux que Louis désigne. Ce Seigneur souhaitoit ardemment la paix & la réunion de la Maison de Savoie, parce qu'il préféroit le salut & la liberté de sa patrie à tous les avantages du monde. *Comme j'apprends de divers endroits, poursuit Sa Majesté, que les Princes de Savoie se promettent beaucoup de la foiblesse qu'ils croient remarquer dans le Comte Philippe, vous l'en avertirez de ma part, & lui insinuerez, que je veux bien faire tout pour lui & pour sa Maison, en cas qu'il serve ma Sœur comme son devoir l'y oblige; il n'y a rien aussi qu'il ne doive craindre s'il ne s'en acquitte pas, & s'il manque à ce que j'attens de lui en cette occasion. Je croi qu'il considérera que je puis*
faire

faire plus de bien & plus de mal que des Princes particuliers. S'il se trouve quelques personnes qui n'aient pas cette opinion de moi, mes actions les détromperont à leur avantage, ou à leur dommage. Cela signifoit en bon François, que les Ministres & les confidens de Christine pouvoient tout espérer en se dévouant aveuglément aux volontez de Louis, ou de son Ministre, & qu'ils devoient tout craindre s'ils refusoient de consentir à ce qui leur paroîtroit contraire aux véritables intérêts d'un Prince pupille leur Souverain. L'infortuné Philippe sentira vers la fin de cette année les effets d'une si terrible menace. Triste situation d'un sujet qui veut servir utilement & selon les lumières de sa conscience, une Régente que l'envie de maintenir son autorité, porte à se rendre dépendante d'un Frère intéressé à la continuation d'une guerre capable de ruiner le Piémont & la Savoie ! Louis écrit en même temps à Christine, & l'amuse de l'espérance qu'elle recueillira le principal fruit de la victoire obtenuë devant Casal. Mon intention, dit-il, c'est de ne donner aucun relâche aux ennemis, & de me servir de cette conjoncture pour rétablir votre autorité & celle du Duc mon neveu. Il auroit parlé plus sincèrement s'il eût dû, pour me rendre maître absolu des Etats de votre Fils.

De peur qu'on ne nous soupçonne de donner une interprétation maligne & si-

1640. nistre aux offres obligeantes du Roi à sa Sœur, rapportons un endroit de l'instruction envoyée peu de jours après au Comte d'Harcourt. Il découvre admirablement bien les vûes secrètes de Richelieu. *Toute composition, y dit-on, qui exclura les armes du Roi de Turin, ou qui bornera sa puissance dans la ville, doit être rejetée, quelque instance que le Prince Thomas puisse faire sur ce sujet. Le progrès du Roi dans le Piémont, n'étant que pour Madame & pour Mr. son Fils, la moindre chose que Sa Majesté doit obtenir, c'est l'honneur dû à ses armes. Elle ne s'en privera pour rien du monde Que si Madame témoigne souhaiter qu'il n'y ait que ses troupes dans Turin, il le faut éviter absolument. Le Roi n'oubliera rien pour avoir entièrement la ville de Turin en sa puissance. Il a fait de si grandes dépenses pour la retirer des mains des ennemis, qu'il est bien raisonnable que Madame la reçoive ensuite de lui. Pouvoit-on s'expliquer plus nettement? Louis veut chasser les Espagnols de Turin & du Piémont. Le projet seroit louable, si son intérêt particulier y avoit moins de part. Mais le Cardinal prétend que la Province & la capitale demeurent sous la puissance de son Maître, afin qu'il en tire pour dédommagement certains endroits voisins de Pignerol si souvent demandez au feu Duc de Savoie, lors que son fils voudra rentrer en possession de Turin. Ce dessein honteux de profiter de la foiblesse d'une Régente, & du bas*
 âge

âgé de Charles Emmanuel, on le couvroit du prétexte d'empêcher que le Prince Thomas ne se rendit une seconde fois maître de Turin, & peut-être de la citadelle.

Malheureuse condition de ceux qui croient faire leur devoir, encouroient la disgrâce de Richelieu ! Il ne cessa jamais de les persécuter, jusques à ce qu'il les eût entièrement perdus. Nous en avons une preuve dans la personne du Père Monod. La Duchesse de Savoie qui l'estimoit, fut réduite à la nécessité de l'enfermer malgré elle à Montmelian. Le Cardinal mécontent d'une punition trop douce à son gré, s'avise de dire maintenant que la place ne peut être en sûreté, tant que l'infortuné Jésuite y demeurera prisonnier. Pour contenter la haine implacable de Richelieu, Monod est envoyé à Miolans, & Christine offre de le faire transférer ailleurs, si le Cardinal n'est pas encore satisfait. On répond froidement de la part de Son Eminence, qu'il vaudroit mieux envoyer le Jésuite en France, & que si la Duchesse n'y veut pas consentir, on le peut laisser à Miolans, pourvu qu'il y soit étroitement enfermé, sans avoir la liberté de parler à personne. Monod demanda de voir du moins le Supérieur Provincial de la Savoie, un de ses confrères François qui ne devoit pas être suspect. Cela lui fut durement refusé. On ne vouloit point qu'il pût exposer aux Supérieurs de sa Compagnie.

1640. l'injustice de la cruelle & opiniâtre persécution qu'il souffroit, ni se disculper auprès d'eux des crimes frivoles qu'on lui imputoit. Ne sachant plus comment fléchir sa pénitente qui n'ose déplaire à un Ministre vindicatif, le bon Père prend la résolution d'écrire à Christine, & de lui remontrer qu'en se rendant l'exécutrice de la passion de Richelieu, elle encourt la peine de l'excommunication. Soit que la Duchesse sente véritablement quelques remords de conscience; soit qu'elle feigne seulement d'avoir du scrupule, de maltraiter ainsi son Directeur, elle montre la lettre de Monod à l'Ambassadeur de France. Celui-ci offre incontinent d'amener d'habiles Casuistes qui calmeront les inquiétudes que la remontrance du Jésuite a pu causer. Si cela ne suffit pas, on se fait fort d'obtenir un bref du Pape qui achèvera de mettre la conscience de Christine en repos. Manège ridicule! La superstition véritable ou affectée de la Duchesse me divertit autant, que la violence du Cardinal m'irrite.

Le Comte
d'Harcourt
assiège la
ville de Turin.

Après la victoire de Casal, le Comte d'Harcourt aiant renforcé son armée de quelques régimens arrivez de France, dit le Maréchal de Bassompierre, alla mettre le siège devant Turin, quoique le Prince Thomas de Savoie s'y fût jetté avec cinq mille hommes de pied & quinze cens chevaux, & que le Marquis de Léganèz supérieur en nombre aux François nonobstant sa déroute, attendit encore un puissant

fait renfort que le Cardinal Trivulce lui 1640.
 avenoit du Milanois. Ces considérations Journal de
 capables d'arrêter un autre, animèrent Bassompier-
 davantage notre Général victorieux à for- re. Tom. II.
 mer ce grand siège. Il le presse d'abord si Mémoires
 vivement, qu'il chasse les ennemis d'un du Maréchal
 fauxbourg fortifié, & s'en rend maître. du Plessy.
 L'entreprise parut long-temps impossible. Vie du Car-
 Elle l'auroit été en effet, si Harcourt ne dinal de Ri-
 l'eût pour suivie avec autant de valeur chelieu par
 que de constance. D'assiégeant devenu Aubery.
 assiégé, il triompha, lorsque tout le Liv. VI.
 monde le croioit vaincu. Le Maréchal Chap. 60.
 du Plessy raconte plusieurs circonstances Grotii Epi-
 de ce fameux événement, où il acquit stola passim.
 beaucoup de gloire. Selon la règle que 1640.
 je me suis prescrite dans cette Histoire, Nani, Histo-
 de rapporter les relations mêmes des ria Veneta.
 gens du métier présens aux grandes Lib. XI.
 actions, je transcrirai le récit de ce 1640.
 Seigneur. On commence le siège, dit-il. Historie de
 Le Comte du Plessy qui connoissoit mieux Gualdo
 le pays que les autres, fut chargé d'investir le Priorato.
 place, & d'attaquer le fauxbourg du Pô. Part. II.
 Il s'y loge heureusement, & se retranche Lib. VIII.
 dans une partie de l'endroit. Aiant ainsi IX.
 séparé de la ville le fort des Capucins, sans Vittorio Si-
 qu'il pût être secouru, le Vicomte de Tu- ri, Memorie
 renne le prit bien-tôt. Recondite.
 La garde en fut Tom. VIII.
 donnée à du Plessy, qui en éleva un autre Pag. 261.
 au dessus. Le fauxbourg & les deux forts 262. &c.
 composoient son quartier, étendu depuis la
 Douère jusques au Valentin. Le siège du-
 ra quatre mois & demi. On combattit
 plus d'une fois, & diverses choses importan-

1640. *tes furent agitées dans le Conseil. De manière que pendant cet intervalle du Plessy eut besoin d'agir, non seulement avec beaucoup de valeur, mais encore avec une extrême application d'esprit.* Il mérita ces éloges; on en demeure d'accord : mais n'auroit-il pas mieux fait de laisser aux autres le soin de les lui donner ?

Dans l'espérance de profiter du désordre où se trouvoient les ennemis, Harcourt, comme je l'apprens d'ailleurs, va le 9. Mai, accompagné de ses Maréchaux de Camp, reconnoître le couvent des Capucins, & le fort de S. François, bâtis sur une éminence voisine de Turin. Il se présente le lendemain devant la ville avec sept mille hommes de pied & trois mille chevaux. Après la prise du fort de Saint François, ou des Capucins, le Général distribue les quartiers, & commence une circonvallation de quatre milles de tour. Cependant le Marquis de Léganez informé que les François arrivent à Turin, se prépare à l'assiéger dans les formes, assemble douze mille hommes de pied & quatre mille chevaux, s'avance à leur tête, paroît le 26. Mai sur les hauteurs voisines de la ville assiégée, s'y retranche & dresse le jour suivant une batterie contre le fauxbourg & les forts occupez par les ennemis. Le voisinage d'une armée plus forte que la leur n'empêche point les François de continuer leurs travaux avec toute l'ardeur possible. *Les troupes Espagnoles battues à*
Cazal

*Cazal s'étant raccommodées , poursuit le 1640:
 Maréchal du Plessy , parurent inconti-
 nent aux collines , & attaquèrent le nou-
 veau fort élevé sur celui des Capucins. On
 les repousse vigoureusement. Postées en-
 suite sur les hauteurs voisines du fort , elles
 donnent une jalousie continuelle au Comte
 du Plessy , obligé à soutenir encore les fré-
 quentes sorties de cinq ou six mille hommes
 sur le fauxbourg dont les retranchemens
 n'étoient pas finis. Embarras qui lui cau-
 sa de mortelles inquiétudes durant trois se-
 maines. Il avoit environ deux mille hom-
 mes de pied pour garder le fauxbourg ,
 les redoutes au bout du pont , les forts &
 la circonvallation depuis la Douère jusques
 au Valentin. On aura peine à croire qu'a-
 vec si peu de gens , il ait pu résister en
 même temps à la garnison de la ville , & à
 l'armée ennemie qu'il avoit sur les épaules
 au delà du Pô.*

Le Gouverneur de Milan déconcerté
 par la brave résistance des François , de-
 sespère alors de les contraindre par la
 force à se désister de leur entreprise. Quel
 dut être son chagrin de ne pouvoir for-
 cer avec seize mille hommes les retran-
 chemens imparfaits d'Harcourt, qui avec
 dix mille François venoit de forcer & de
 battre plus de vingt mille Espagnols re-
 tranchez à loisir devant Cazal ? Parfai-
 tement guéri de l'aveugle confiance qu'il
 témoignoit au commencement de la cam-
 pagne , il prend maintenant le parti de
 temporiser, & d'assiéger les ennemis dans
 leur

1640. leur propre camp. Projet assez bien conçu, si l'inquiétude véritable, ou affectée, du Prince Thomas de Savoie, lui eût permis de poursuivre son dessein. L'exécution en devoit commencer par le passage de l'armée Espagnole au delà du Pô. Léganez commande à Don Carlo de la Gatta de refaire un pont abattu par les François. On fut surpris qu'il donnât cette peine à ses gens. La rivière étoit guaiable un peu plus haut. Les François s'opposent vigoureusement à l'entreprise, & le Vicomte de Turenne est blessé à l'épaule dans le combat donné à cette occasion. Les Espagnols aiant passé le Pô peu de jours après malgré la résistance de l'ennemi, le Gouverneur de Milan & Gatta se postèrent, l'un à Moncallier & l'autre à Colleigne. Mouvement qui coupa entièrement les vivres aux assiégés. On ne leur pouvoit rien apporter de Pignerol & de Suze que par ces deux chemins. Les voilà donc réduits à une si extrême disette qu'Harcourt commence de prêter l'oreille à ceux qui lui conseillent de lever le siège le moins honteusement qu'il sera possible. Il l'auroit fait, si du Plessy n'eût pas remontré fort à propos certaines choses dans le Conseil de guerre. Revenons à son récit.

Les ennemis, dit-il, séparèrent leur armée en deux corps, afin de nous couper les vivres. L'un fut logé à Moncallier, & l'autre à Colleigne. Pendant qu'ils pro-
noient

noient ce dernier poste, ceux de la ville firent une grande sortie vers le fauxbourg du Pô, où étoit le Comte du Plessy; & les gens de Moncallier vinrent avec un grand corps de cavalerie, pousser rudement celle qu'il tenoit en garde hors de la circonvallation. De bonne fortune il s'y rencontra encore. Cherchant le Comte d'Harcourt après l'action il le trouva résolu à envoyer la Motte Hodancourt avec un nombre de troupes, attaquer le quartier de Colleigne. Mais parce qu'il falloit prendre une partie d'infanterie commandée par du Plessy, & que la Motte y vouloit aller seul, il y eut contestation entr'eux. Le Comte d'Harcourt jugea qu'ils iroient ensemble; que du Plessy conduiroit l'infanterie, & l'autre la cavalerie. Le Général change de pensée, & prie du Plessy de demeurer dans son quartier. La Motte alla donc seul & revint sans avoir attaqué les ennemis.

Deux ou trois jours ensuite, on tint conseil de guerre. Le Comte du Plessy n'étant arrivé que sur la fin, trouva la résolution prise d'aller une autre fois forcer la moitié de l'armée ennemie à Colleigne. Il demanda alors à la Motte auteur de la proposition, comment il pensoit que cela se dût exécuter. Il faut, ajouta du Plessy, que la plus grande partie de l'armée, & de l'artillerie placée en divers endroits, marche. Outre les deux jours déjà passez, nous en emploierons autant à tirer les canons & les bagages des quartiers où ils sont, à mettre les troupes en état

1640.

de s'avancer, & à pourvoir aux autres choses nécessaires à l'attaque. Aiez aussi la bonté de me dire, Monsieur, si vous croiez qu'il y ait grande différence entre votre proposition, & la levée du siège. Non, *avoua de bonne foi la Motte*. Mais il vaut mieux se retirer de la sorte, que d'y être contraint par la disette des vivres. Après les deux jours employez à nous préparer, *reprend du Plessy*, le quartier de Colleigne naturellement demi retranché, ne sera-t'il pas autant en état de soutenir un grand effort? *La Motte en étant demeuré d'accord, l'avis du Comte du Plessy fut suivi*. C'étoit d'envoyer diligemment en France, savoir si les six mille hommes de pied & les douze cens chevaux promis par le Cardinal de Richelieu, venoient effectivement. Abandonner le siège, *disoit du Plessy*, sans être assuré que ces troupes doivent manquer, la résolution paroîtroit fort étrange. Nous aurons toujours le même prétexte d'attaquer Colleigne. Il ne sera pas plus difficile à forcer dans huit jours. On aura réponse alors. *Ce sentiment fut approuvé*. Le Comte d'Harcourt & les Officiers du Duc de Savoie présens au Conseil, furent si contents du changement de résolution, qu'ils remercièrent solennellement du Plessy. Nestier député à Pignerol, écrit que le renfort nous joindroit avant les huit jours. On s'occupiâta donc au siège de Turin, malgré les souffrances causées par la disette des vivres, & par la désertion de plusieurs soldats.

Je

Je trouve ailleurs une description assez naïve de l'extrême embarras du Comte d'Harcourt qui ne savoit quel parti prendre. Fuir devant l'ennemi, son grand courage n'en pouvoit soutenir la honte. C'étoit pourtant le moindre des maux dont il sembloit menacé. Pour suivre son entreprise malgré tant obstacles insurmontables en apparence, cela ne pouvoit passer que pour une résolution opiniâtre de se perdre soi-même & toute l'armée, plutôt que de céder à la nécessité imprévue & presque inévitable de mourir de faim. Après avoir dégarni de vivres la citadelle de Turin & Chivas, pour nourrir ses soldats, quelle ressource devoit-il espérer? Abandonnera-t'il tout à la discrétion des Espagnols par une fuite précipitée? Leur livrera-t'il dans un accord forcé les deux clefs du Piémont? Lors qu'il roule ces choses dans son esprit, sa bonne fortune veut que les ennemis lui fournissent eux-mêmes les moyens de se débarasser & de les vaincre. Le Prince Thomas de Savoie & le Marquis de Léganez se défièrent toujours l'un de l'autre. Mais depuis le siège de Casal, leur mesintelligence augmenta considérablement. Le premier n'approuva point cette entreprise. S'il tâcha d'en faciliter le succès, ce ne fut que par bienfaisance & par politique. L'humeur, les maximes, & les intérêts différens de ces Généraux, les empêchoient presque toujours de convenir d'aucun projet, ou

1640.
Le Marquis de Léganez tente inutilement de forcer les retranchemens des François.

Mémoires pour servir à l'Histoire du Cardinal de Richelieu. Tom. II.

Mémoires du Maréchal du Plessy. Grotii Epistole passim. 1640. Nani, Historia Veneta. Lib. XI.

1640.
Historie di
Gualdo
Priorato.
Part. II.
Lib. IX.
Vittorio Si-
ri, Memo-
rie Recondi-
te. Tom.
VIII. Pag.
 262. 263.
 &c.

du moins de le concerter si bien, que le succès en parût certain. Semblables à l'ancien Dictateur Romain, & au Général de sa cavalerie, l'Espagnol plus prudent & plus modéré vouloit matter l'ennemi, & le ruïner avec le temps; au lieu que le Savoïard plus ardent & plus inquiet, pressoit de tenter le fort d'un assaut général. Joignant les protestations & les menaces à ses instances, à-moins qu'on ne force au-plûtôt les retranchemens des ennemis, dit-il, je leur ouvrirai les portes de Turin, & m'accommoderai avec la France.

Avoit-on averti Thomas, ou soupçonnoit-il seulement qu'une des vûes principales de Richelieu dans le siège de Turin, c'étoit de prendre le Prince & de l'avoir entre ses mains? Si le Sieur Comte d'Harcourt, dit-on dans l'instruction qui lui fut envoyée le 28. Mai de la part de Louis, espère de se rendre maître de Turin & de la personne du Prince Thomas, sans que l'armée du Roi coure fortune de se perdre, une telle prise doit être préférée à toutes les propositions qui se pourroient faire Qu'on n'oublie rien pour avoir le Prince Thomas avec la ville. Et dans une autre à l'Ambassadeur de France auprès de la Duchesse de Savoie: La prise de Turin, si Dieu permet que le siège ait ce succès, sera un grand coup & fort avantageux. Mais si elle est accompagnée de celle du Prince Thomas, un pareil événement finira les affaires de Madame, établira

blira son autorité , & la mettra en repos 1640.
& en seureté pour jamais , aussi bien que
le Duc son fils. C'est ce qu'il faut lui faire
entendre , à propos de ce qu'on a dit que
le Prince avoit envie de sortir de Turin ,
& de se retirer par le quartier du Mar-
quis de Pianesse. Si Thomas espéroit que
ce Seigneur Piémontois favoriseroit son
évasion , il se trompoit beaucoup , ou la
diffimulation de Pianezze étoit bien pro-
fonde. Prendre Turin sans le Prince , ce
n'est que la moitié du projet formé , dit-il
conjointement avec un autre Officier
Général des troupes de Savoie , lors qu'on
commença de négocier la reddition de
Turin. Cela marque assez clairement
que Thomas avoit raison de craindre
pour sa personne. Autrement sa condui-
te donne à penser que las des Espagnols ,
dont la foiblesse étoit connue , il voulut
servir la France sous main , dans l'espé-
rance d'obtenir un acommodement a-
vantageux. Car enfin , on reconnut
bien-tôt que Léganez prenoit le parti le
plus sûr.

Quoi qu'il en soit des motifs secrets de l'impatience du Prince de Savoie , le Gouverneur de Milan trop crédule , parce qu'il craint que l'autre n'abandonne le parti Espagnol , résout enfin de concert avec lui , de donner un assaut général , aux retranchemens de l'ennemi. Entreprise dont le succès paroissoit infaillible ; dit-on , si l'exécution eût répondu au projet. Mais des principaux Officiers
 Espa-

1640. Espagnols qui devoient tous attaquer en même temps, les uns vinrent trop tard, & les autres agirent foiblement. Il y en eut même, qui ne jugèrent pas à propos de se remuer. Le Marquis de Léganez qui devoit attaquer d'un côté le quartier du Comte d'Harcourt, pendant que le Prince Thomas donneroit de l'autre, n'étant arrivé qu'après la tentative de celui-ci, s'arrête & ne fait rien. Don Carlo de la Gatta force seulement un quartier, & entre dans la ville avec deux mille chevaux. Renfort qui fit plus de mal que de bien. Outre que l'armée Espagnole fut inutilement affoiblie d'une partie considérable de sa cavalerie, les soldats & les chevaux de la Gatta consumèrent les vivres & les fourages nécessaires aux assiégés. Tel est à peu près le détail que l'Historien de la République de Venise donne de cette fameuse action. Mais il ne s'accorde ni avec les autres Ecrivains, ni avec les Mémoires du Maréchal du Plessy. Bien loin de représenter le Gouverneur de Milan dans l'inaction, le Seigneur François le fait agir assez vigoureusement, rend justice à sa valeur & à son application; rejette enfin le mauvais succès de l'attaque sur l'imprudence de son Officier subalterne.

Les ennemis informez de nôtre mauvais état, dit le Maréchal, résolurent de nous attaquer avant que le renfort fût arrivé. Ils élevèrent sur une colline au delà du Pd, une batterie de neuf pièces, qui voioit à travers

travers toute la circonvallation que le Comte du Plessy avoit à défendre. On la fit en une nuit, & à la pointe du jour elle commença de tirer. Le Comte fit de son côté des traverses, afin d'empêcher autant qu'il se pourroit le mal que la batterie lui causoit. En moins de trois heures, il en eut une capable de couvrir sa cavalerie; mais non pas assez à l'épreuve pour la mettre en sécurité. Les ennemis retardent leur effort jusques à l'après-dinée. Le Marquis de Léganez avec ce qu'il avoit de gens à Moncallier, fait le sien contre le Comte du Plessy qui eut son cheval tué à la première attaque, en faisant combattre l'infanterie sur le bord du retranchement. Celle des ennemis montée sur le haut du parapet, en fut bravement repoussée. Les nôtres la suivent, se jettent hors du retranchement, vont jusques à la tête du corps des ennemis, & ramènent les bœufs & les mulets qui avoient apporté les échelles & les pontons pour passer notre circonvallation. Cette première attaque fut assez vigoureuse & difficile à soutenir. Les ennemis avoient tout le côté au deçà du Pd plein de mousquetaires qui nous voioient en flanc, & les neuf pièces d'artillerie ne nous permettoient pas de tenir un corps en bataille derrière les lignes, sans l'exposer à être accablé de coups de canon & de mousquet. Le Comte du Plessy fut ainsi obligé à n'avoir jamais plus de vingt matres ensemble. Il les faisoit passer continuellement derrière les soldats qui défendoient

1640. *doient la ligne. Cela leur donnoit assez de cœur, parce qu'ils voioient toujours un petit corps de cavalerie près d'eux, en état de battre ceux des ennemis qui passeroient les premiers.*

En ce temps, on vint dire au Comte du Plessy que la Motte Hodancourt avoit été forcé dans son quartier par ceux de Colleigne. La nouvelle se répand par tout. Au lieu d'en être étonnez, les soldats redoublent leur courage. Animez de nouveau par le Comte du Plessy, ils se préparent à une seconde attaque. Elle fut moins vigoureuse que la première, & par conséquent plus facilement soutenue, bien que les ennemis fussent plus de quatre contre un, qu'ils eussent tant d'avantages au delà du Pô, & qu'ils sçussent fort bien que la ligne étoit forcée d'un autre côté. Si Don Carlo de la Gatta qui avoit passé la circonvallation, l'eût suivie à la droite au lieu d'entrer dans la ville, la Motte n'auroit pu se rallier, & le Comte du Plessy auroit eu en même temps cet Officier à sa droite, le Marquis de Léganez en tête, les canons & les mousquetaires de la colline à sa gauche, & cinq ou six mille hommes sortis de la ville à ses épaules. Trop foible pour soutenir une pareille attaque, il auroit été accablé sous le nombre. Mais Don Carlo de la Gatta ne s'étant pas servi de son avantage, du Plessy repoussa pour une seconde fois le Gouverneur de Milan, qui ne se résolut au dernier effort que sur les cris de victoire des gens de la colline & sur le

le rapport de ceux qui allèrent lui donner avis de ce qui se passoit dans la circonvallation. Le Prince Thomas sort de Turin avec le nombre d'hommes que je viens de marquer & s'avance jusques au Valentin. Le Comte du Plessy lui oppose toute sa cavalerie, & ne garde que trois petits escadrons parce que la circonvallation étoit attaquée pour la troisième fois. Le Comte d'Harcourt lui ayant envoié cent mousquetaires, il les fit marcher pour chasser ceux qui s'étoient logez dans le Valentin. Le combat dura de toutes parts jusques assez près de la nuit. Les ennemis se retirèrent dans la ville, & à Moncallier, & nous dans nos quartiers.

Tel fut le succès de l'attaque générale du 11. Juillet. Thomas & Léganez plus mécontents l'un de l'autre, se firent réciproquement de grans reproches. Celui-ci accusoit le Prince d'être sorti trop tard de la ville, & le Savoïard se plaignoit de ce que l'Espagnol ne lui avoit pas donné le signal du commencement de l'attaque des lignes. Excuse frivole & ridicule. Car enfin, le bruit du canon & de la mousquetterie avertissoit assez Thomas que le Gouverneur de Milan étoit en action. Le jour suivant, le Vicomte de Turenne guéri de sa blessure à Pignerol, & le Comte de Tonnerre arrivèrent au camp avec le renfort de six mille hommes de pied & de huit ou douze cens chevaux. Léganez ayant abandonné Moncallier & Colleigne pour retourner à son premier poste

1640. poste sur les hauteurs voisines de Turin, le Comte d'Harcourt reçut facilement ses convois. D'assiégé il redevient assiégeant redoutable, & serre plus étroitement la ville. Don Carlo de la Gatta voyant que le fourage y manque à ses deux mille chevaux, tente inutilement deux fois d'en sortir à la fin de Juillet, quoique le Prince Thomas & le Marquis de Léganex tâchent de faciliter son évasion par de fausses attaques. Toujours repoussé avec perte, il est forcé à y demeurer, & à souffrir les incommoditez d'une disette, que ses gens augmentent d'autant plus que les moulins sont détruits par le canon des assiégeans, & qu'il faut moudre désormais à force de bras.

Le Prince Laissons le siège de Turin qui dura
Cazimir de long-temps, & voions ce qui se passoit à
Pologne & Paris & ailleurs. Le Prince Cazimir de
l'Electeur Pologne, & Charles Louis Electeur Pa-
Palatin pri- latin, arrêtez l'année précédente, lors
sonniers qu'ils passaient par la France, sans la per-
sont mis mission du Roi, étoient, comme je l'ai
en liberté. dit, enfermez dans le château de Vincen-
nes. L'Ambassadeur envoyé par Ladislas
Journal de Roi de Pologne pour demander la liberté
Bassom- de son frère, fit au mois de Février une
pierre. entrée magnifique à Paris. Après quel-
Tom. II. ques conférences entre le Ministre Polo-
Grotii Epi- nois & Chavigni Secrétaire d'Etat, on
stola passim. convint de part & d'autre que Cazimir
1640. sortiroit de prison, à condition qu'il pro-
Puffendorf, mettroit de ne rien faire durant toute la
Commentar. guerre contre les intérêts du Roi de Fran-
Rerum ce.
Succicarum.
Lib. XII.

α. Ladislas & quelques Sénateurs de Pologne se rendoient garants de la fidélité du Prince à tenir sa parole. Mais Louis ne trouvant pas la caution suffisante, exigea que Cazimir & l'Ambassadeur s'obligeassent d'obtenir la garantie de la République de Pologne dans la première Diète générale qui se tiendrait. A cette condition, la liberté du Prince fut accordée. Le Polonois va incontinent prendre Cazimir à Vincennes, & l'amène à Paris. On lui rendit, ou du moins on prétendit lui rendre les honneurs dûs à sa naissance. Il mangea couvert à la table du Roi. Les Princes & les premiers Seigneurs de la Cour eurent ordre de l'aller voir. Le Duc d'Orleans demanda que Cazimir fit la première démarche. Celui-ci n'y ayant pas voulu consentir, les deux Princes ne se virent point. Le Cardinal Infant frère du Roi d'Espagne en usa plus honnêtement à Bruxelles. Non content d'aller assez loin hors de la ville au devant de Cazimir, il lui céda sans difficulté le pas & la place la plus honorable. L'arrogant Richelieu porta ses prétensions aussi haut que le frère du Roi son maître. Je ne sais comment la contestation sur le cérémoniel fut ajustée. Grotius marque dans une de ses lettres que le Prince de Pologne alla loger chez le Cardinal. Etoit-ce un expédient pour acommoder le différend ?

La liberté du Palatin fut beaucoup plus difficile à ménager. Charles Roi d'Angleterre.

1640.

gleterre la demandoit absolument , & Louis ne la vouloit acorder qu'à certaines conditions. La principale , c'étoit que Sa Majesté Britannique se liguât avec les Couronnes de France & de Suède contre l'Empereur , & que les Conféderez s'engageassent à ne faire aucune paix , à moins que Charles Louis ne fût rétabli dans les Etats & dans la dignité de ses ancêtres. Chrifine témoignoît d'affez bonnes intentions pour la Maison Palatine. Mais je ne fai si du côté de la France , il n'y avoit point plus de dissimulation que de réalité , afin d'obliger Maximilien Duc de Bavière à continuer certaine intelligence secrète qui subsistoit toujours entre Louis & lui. Car enfin , les Ministres du Bavarois se vantoient cette année , que la France l'aideroit à conserver dans sa famille , le haut Palatinat & la dignité Electorale. Quoi qu'il en soit , le Roi d'Angleterre demeura ferme dans sa résolution de n'entrer en aucune négociation avec la France , avant que son neveu fût mis en pleine liberté. S'imaginait-il que son armement par terre & par mer , intimideroit Louis & son Ministre , & qu'on lui acorderoit tout de peur de l'irriter & de l'obliger à se déclarer en faveur de la Maison d'Autriche ? Bien avertis l'un & l'autre , que les préparatifs de Charles , regardoient plutôt ses sujets mécontents d'Ecosse que les Etrangers , ils ne se mirent pas autrement en peine des menaces tacites de Sa Majesté Britannique.

Ce-

Cependant la Cour de France fouhaitoit d'avoir un prétexte honnête de finir la prison du Palatin; soit qu'elle craignît de desobliger diverses Puissances qui ne s'intéressoient guères moins pour lui, que le Roi de la Grande-Bretagne; soit que Richelieu voiant la convocation prochaine du Parlement d'Angleterre, voulût contenter les Presbytériens, avec lesquels il entretenoit une correspondance secrète. Ceux-ci, quoique chagrins contre le Roi, paroissoient mieux intentionnez que les autres pour la Maison Palatine, & le Cardinal avoit ses raisons secrètes de les ménager. Outre qu'il s'étoit mis en tête de donner de l'occupation à Charles en Angleterre & en Ecosse, il vouloit engager un parti puissant dans la Chambre des Communes, à demander que Marie de Médicis & la Duchesse de Chevreuse fussent renvoyées d'Angleterre. Leur long séjour à Londres l'inquiétoit. La Reine Mère étoit sortie d'une telle manière des Etats du Roi d'Espagne, qu'elle ne pouvoit plus y retourner honnêtement. Le Cardinal se flattoit que s'il la faisoit chasser d'Angleterre, elle n'auroit plus d'autre parti à prendre, que celui d'aller à Florence. Il commença par la Duchesse de Chevreuse. Avant que de soulever le Parlement d'Angleterre contre elle, Richelieu tente de l'obliger à revenir en France par le moien du Duc son époux, qui reçoit cette année un ordre secret de l'aller demander à Sa Majesté.

Bri-

1640.

Britannique. Mais la Dame, dit agréablement Grotius, *à qui tout homme du monde fut toujours moins indifférent que son Mari*, s'enfuit d'Angleterre, dès qu'elle apprend le départ du Duc pour Londres, & se retire à Bruxelles. Le Cardinal Infant l'y reçut fort bien. Etoit-il autant touché de la beauté de cette aventurière, que le Roi son frère le fut, lors qu'elle se retira de France à Madrid? Fut-ce seulement un effet de sa politesse & de sa générosité?

Richelieu donc chagrin de ce que le Roi d'Angleterre ne veut point entrer en négociation, avant que son neveu sorte de Vincennes sans aucune condition, ordonne à Chavigni d'insinuer à Grotius Ambassadeur de Suède, que si la Reine sa maîtresse veut demander l'élargissement de Charles Louis, on aura plus d'égard aux instances de Christine qu'à celles du Roi d'Angleterre. Sensiblement affligé des malheurs continuels de la Maison Palatine, Grotius promet de s'employer, & d'écrire à Stokholm. Il parle d'abord au Comte de Leycester Ambassadeur d'Angleterre à Paris, & lui dit seulement que Louis est disposé à tirer le Palatin de Vincennes & à lui permettre de venir demeurer au Louvre sur sa parole, & sur celle de Leycester, pourvu que l'Electeur déclare par écrit, que dans l'affaire des troupes du feu Duc Bernard de Saxe-Weymar, il n'a rien voulu faire que de concert avec les Couronnes de Suède & de

de France, & qu'il promette de ne sortir point du Roiaume sans la permission de Sa Majesté. *Les affaires, ajoûtoit l'Ambassadeur de Suède, ne se concluent pas d'abord. Voilà un premier pas pour la liberté de M. l'Electeur. On obtiendra le reste dans la suite.* La proposition ne déplait pas à Leycester. Mais il ne pouvoit rien faire sans un ordre précis du Roi son maître. Il lui écrit pour savoir son intention. Charles persista dans sa première demande que le Palatin fût mis en pleine liberté, & ne voulut accepter aucune condition. Christine moins scrupuleuse sur les difficultez que son Ambassadeur trouve dans certains mémoires envoyez par Chavigni sur l'élargissement de l'Electeur, écrit au Roi de France, & ordonne à Grotius de demander solennellement de sa part la liberté de Charles Louis.

Le savant Ambassadeur prend incontinent la plume, & prépare une harangue pathétique. Il y emploia, dit-il lui-même, toutes les figures qu'il jugea les plus propres à exciter la compassion du Roi. L'extrait de ce discours étudié se trouve dans une lettre du 3. Mars à la Reine de Suède. Que la clémence est le vertu par laquelle un Souverain approche le plus près de la Divinité. Que celui qui prend le surnom de Très-Chrétien, s'en doit piquer plus qu'aucun autre, puis que l'instituteur de la sainte Religion, dont il se déclare le défenseur,

1640. a été un modèle parfait de clémence. Que ç'avoit été la vertu favorite des Rois prédécesseurs de Louis, & principalement d'Henri son Père. Que Sa Majesté a témoigné en plusieurs occasions être dans les mêmes sentimens. Que si quelqu'un dans le monde mérite de sentir les effets de la clémence de Louis, c'étoit l'héritier de la première Maison Electorale de l'Empire, autrefois si puissante, & alors dépouillée de tous ses biens, & réduite à chercher divers aziles dans les pais étrangers. Que cette même Maison fut toujours attachée particulièrement aux intérêts de la France. Qu'elle soutint le droit d'Henri IV. à la Couronne que la Maison d'Autriche s'efforçoit de lui enlever. Que les secours donnez à ce Prince, achevèrent de rendre la Maison Palatine odieuse à Vienne & à Madrid. Que l'Empereur & le Roi d'Espagne ne souhaitoient rien plus que de voir les malheurs du Fils de l'infortuné Roi de Bohême, comblez par une longue prison. Qu'immédiatement après la mort de son père, Charles Louis entra dans la confédération des Princes d'Allemagne avec la Couronne de Suède, & que dans leurs assemblées à Heilbron, à Francfort, à Wormes, son oncle Administrateur du Palatinat durant la minorité de l'Electeur, appuya constamment les demandes & les propositions des Ambassadeurs de France. Que si Sa Majesté vouloit rendre la liberté à Charles Louis, la Reine de

de Suède, & plusieurs autres Souverains, lui en feroient obligez, & regarderoient cette grace comme accordée à eux-mêmes.

1640.

Louis parut touché de la harangue de Grotius, & se découvrit toutes les fois que l'Ambassadeur nomma la Reine de Bohême: c'étoit un témoignage qu'il la regardoit comme une Souveraine injustement dépouillée. *Vous n'ignorez pas,* répondit le Roi, *quelles raisons j'ai eues de faire arrêter le Prince en faveur de qui la Reine votre maîtresse s'intéresse. Le bien commun de la confédération, en est la principale. J'ai souvent exhorté le Roi d'Angleterre, qui doit souhaiter plus qu'aucun autre le rétablissement de la Maison Palatine, à prendre les mesures nécessaires pour cela. Vous savez les propositions que j'ai faites au Comte de Leycester son Ambassadeur. Sire, reprit Grotius, il ne m'appartient pas d'entrer dans les raisons que Votre Majesté a pu avoir de faire arrêter M. l'Electeur. Si elle veut bien me permettre de lui expliquer ma pensée, je lui dirai avec tout le respect possible, que le meilleur parti qu'on puisse prendre maintenant, c'est d'oublier de part & d'autre tout ce qui s'est passé, & de pourvoir à ce qui regarde l'intérêt commun des Puissances confédérées. Si M. l'Electeur a fait quelque faute, il la faut pardonner à son âge, & à son peu d'expérience. La triste situation de ses affaires ne lui permet pas d'attirer à son service, les gens les plus ca-*

1640. *pables de lui donner de bons conseils.*
 Louis aiant dit à Grotius qu'il réfléchiroit sur les remontrances de l'Ambassadeur, & qu'il verroit ce que contenoit la lettre présentée de la part de Christine, l'audience finit par les nouvelles instances de Grotius, que dans cette affaire, il plût au Roi de suivre les sentimens que sa clémence lui inspireroit.

Il y avoit eu déjà, & il y eut encore après, quelques conférences à Vincennes, entre le Palatin & Chavigni Secrétaire d'Etat. On en tint long-temps le résultat fort secret. Ce fut apparemment de peur que le Roi d'Angleterre qui insistoit toujours sur la pleine liberté de son neveu, ne lui défendit expressément d'accepter les conditions que Louis exigeoit. Les voici : que le Palatin donneroit par écrit la déclaration proposée touchant le dessein d'obtenir les troupes du feu Duc de Weymar ; qu'il ne sortiroit point de France sans la permission du Roi, & qu'il promettroit de ne rien faire durant la guerre contre les intérêts de Sa Majesté. Charles Louis ennuié de sa prison, y aiant consenti, le Secrétaire va sur la fin du mois de Mars le prendre à Vincennes, & le conduit chez le Comte de Leycester. Il y demeura *incognito* jusques à ce que l'hôtel des Ambassadeurs Extraordinaires, où il devoit être logé & défraié, fût vuide par le départ du Prince de Pologne. Sa Majesté Britannique trouva mauvais que
 l'Elec-

L'Electeur eût subi les loix qu'on lui avoit imposées. Mais outre que sa santé s'altéroit à Vincennes, il avoit une extrême impatience de tenter les moiens d'engager le Roi de France à s'intéresser pour son rétablissement. On lui fit de plus grans honneurs qu'à Cazimir. Il les auroit reçus avec plus de joie si on ne lui eût pas refusé la qualité d'Electeur. Ce ne fut pas la seule mortification qu'il essuia sans rien dire. L'insolence de Richelieu fut encore plus sensible. Les Officiers de Sa Majesté servoient le Prince. On lui donna quatre-vingt domestiques & quinze cens livres à dépenser par jour. Dans la visite rendue au Roi, il se couvrit & s'assit après les premiers complimens. Lors qu'il fut invité à dîner avec Sa Majesté, il eut un siège du même côté qu'elle, avec une seule place d'intervalle entre le Roi & lui. La Reine & les premiers Seigneurs de la Cour en usèrent à son égard de la manière du monde la plus obligeante. Le Cardinal content de s'avancer jusques dans son anti-chambre & de le reconduire au carrosse, ne lui donna pas la droite chez lui. Ne croioit-il point s'abaisser encore trop, en recevant ainsi le chef de la première Maison Electorale de l'Empire ? On avoit si grand besoin de lui qu'il fallut souffrir une pareille arrogance. Pour se rendre plus agréable à la Cour, on rendit visite à tous les Ministres d'Etat.

1640.

1640.

Charles Roi d'Angleterre malcontent ; je dirois *avec raison* , si en agissant foiblement pour son neveu , il ne l'avoit pas mis dans la nécessité de tout faire pour chercher un meilleur appui que le sien ; Charles , dis-je , ne remercia point Louis de la liberté accordée au Palatin. Quand le Prince toujours infortuné , fit des propositions pour son rétablissement , Louis répondit en termes généraux qu'il falloit savoir premièrement les intentions de Sa Majesté Britannique. Et lui & son Ministre n'ignoroient pas que l'Electeur n'avoit pas grande chose à espérer de ce côté-là. Outre que les mouvemens de l'Ecosse embarassoient Charles de plus en plus , il avoit résolu de préférer aux intérêts de ses plus proches parens , la paix avec la Maison d'Autriche. Le Comte de Leycester le déclara nettement à Grotius. De manière que les conseils de celui-ci à Charles Louis , de ménager le Cardinal de Richelieu en France , l'Archevêque de Cantorberi en Angleterre , & le Chancelier Oxenstiern en Suède , furent fort inutiles. Ennuïé d'un si long séjour à Paris , & de ce que ses espérances reculent , au lieu d'avancer , le Prince demande la permission de sortir de France. On lui accorde seulement de venir à Amiens vers la fin de Juillet. Louis y étoit allé dans le dessein de s'approcher du siège d'Arras formé par ses troupes. A la recommandation de Richelieu , le Palatin

on obtient enfin sa demande , à condition que conformément à sa parole donnée par écrit à Vincennes , il ne feroit rien contre les intérêts de Sa Majesté Très-Chrétienne. 1640.

Le Cardinal toujours occupé du projet d'enlever les Pais-Bas aux Espagnols, avoit pris de nouvelles mesures avec les Etats Généraux des Provinces-Unies. Moiençant deux millions que Louis leur donnoit, Frederic Henri Prince d'Orange devoit entrer dans la Flandre avec une puissante armée, & y assiéger Dam & Bruges, pendant qu'une seconde armée des Etats agiroit d'un autre côté.

Le Roi de France promettoit d'attaquer en même temps les Pais-Bas par deux endroits, sur la Meuse, & dans l'Artois ou le Hainant, selon que l'occasion paroitroit plus favorable. Le Maréchal de la Meilleraie eut le commandement de la première armée, & les Maréchaux de Chaunes & de Châtillon celui de la seconde. Pour animer davantage les membres des Etats Généraux, dont la lenteur véritable, ou affectée, causoit de l'inquiétude & des soupçons à la Cour de France, Louis fit des présens considérables au Prince d'Orange & à ceux qui avoient les premiers emplois dans la République. On dit que Frederic Henri reçut jusques à deux cens mille écus. Grotius content de ces grans préparatifs contre l'Espagne, se flattoit de voir des choses extraordinaires. Le Cardinal In-

Commence-
mens mal-
heureux de
campagne
dans les
Pais-Bas.

*Journal de
Bassompier-
re. Tom. II.
Mémoires
de Puysegur-
Vie du Car-
dinal de Ri-
chelieu par
Aubery.
Liv. VI.
Chap. 62.
Mémoires
pour servir
à l'Histoire
du même.
Tom. II.
Vie du
Maréchal de
Gassion.
Tom. II.
Grotii Epi-
stola passim.
1640.
Historia
di Gualdo
fant,*

1640. *Priorato. Part. II. Lib. VIII. Vittorio Si. ri, Memorie Ricordite. Tom. VIII. Pag. 301. 302.* *font, disoit-il, sera fort embarrassé, & ne saura de quel côté tourner. L'ouverture de la campagne nous promet d'heureux succès.* Ils ne répondirent pas tout-à-fait aux espérances de l'Ambassadeur de Suède. Le Prince d'Orange ne fit, peut-être ne voulut rien faire, avec la plus belle armée qu'il eût jamais commandée. Le Maréchal de la Meilleraie fut d'abord concerté sur la Meuse & dans de Hainaut. De manière que si les soins de l'Infant pour obliger les François à lever le siège mis devant Arras, eussent été ou mieux secondez, ou plus heureux, il auroit fait une aussi belle campagne que celle de l'an 1638. où il repoussa Frederic Henri en Flandre, pendant que le Prince Thomas forçoit les retranchemens du Maréchal de Châtillon devant S. Omer. Trois grandes entreprises de Louis réussirent cette année: on ne fait pas comment. Elles devoient échouer selon toutes les apparences. Je parle du secours de Casal, du siège de la ville de Turin, & de celui d'Arras.

L'avantage remporté à Casal, dit l'infortuné Bassompierre toujours prisonnier à la Bastille, anima nos autres Généraux à se mettre de bonne heure en campagne, pour faire de leur côté quelque exploit signalé. Le Maréchal de la Meilleraie part de Paris le 22. Avril avec un grand équipage d'artillerie, & tire vers Mezières, où s'assembloit la puissante armée qu'il devoit commander. Afin d'obliger tous nos braves

braves de quitter Paris, M. le Cardinal en sortit le 2. Mai. Déjà le Roi s'étoit avancé du côté de la Picardie, dont le Maréchal de Châtillon avoit ordre de défendre la frontière, & de tenir les ennemis en échec, pendant que le Maréchal de la Meilleraie assiégeroit une place importante. Celui-ci eut une petite disgrâce en rassemblant ses troupes. Les ennemis défirent quelques régimens de sa cavalerie, & lui enlevèrent plusieurs chevaux d'artillerie. Cela ne l'empêcha pas d'investir Charlemont place forte sur la Meuse. Elle auroit été prise apparemment, si le ciel ne s'y fût opposé par les pluies continuelles, qui obligèrent le Maréchal d'abandonner ce premier siège. Il change de dessein, & marche vers Mariembourg. Les ennemis aiant rompu des écluses & inondé le païs, le contraignirent à se désister encore de cette entreprise. Le Roi lui ordonne de ramener ses troupes fatiguées, & diminuées par le mauvais temps, de les joindre à celles de M. de Châtillon, & de tâcher avec lui d'emporter quelque ville considérable dans l'Artois. On voulut couvrir la disgrâce de Charlemont, en disant que ce n'étoit qu'une feinte; que Richelieu pensoit seulement à surprendre Sedan par le moien d'une intelligence dans la place, & que l'arrivée imprévue du Duc de Bouillon avoit déconcerté le projet. J'avoué que le séjour du Comte de Soissons à Sedan, inquiétoit assez le Cardinal, pour le porter à chercher les moiens de se rendre maître de cette ville. Mais

1640.

deux lettres de la Meilleraie & de Gassion, prouvent que le premier pensa sérieusement à emporter Charlemont & Mariembourg.

Nôtre voiage a été malencontreux, écrit-il naïvement au Maréchal de Châtillon. Le temps parut si beau lorsque l'armée s'assembloit, que j'espérai que le ciel nous seroit aussi favorable, qu'il nous a été contraire. Justement à la sortie de France, les pluies & les orages nous ont tellement accueillis, qu'après avoir tenté durant trois jours de tirer mon canon, j'ai été obligé de marcher seulement avec un petit corps de troupes pour soutenir M. le Comte de Guiche qui s'est avancé dans le païs ennemi, où il peut trouver l'armée Espagnole, qui s'assembloit entre Fleury & Gemblours. J'ai laissé la conduite de l'armée au Marquis de Gesvres, au Colonel Gassion, & à la Ferté-Senneterre. Après avoir perdu par les pluies tout le pain que nous menions, ces Messieurs ont été obligés à faire une route dans la forêt, pour renvoyer nos grosses pièces d'artillerie à Hirson. Ils me sont venus joindre avec le reste. Le temps est si fâcheux, & le païs tellement désolé, qu'il est absolument impossible de subsister ici. Je laisse une partie de mon infanterie entre Mariembourg & la Meuse, & prenant du pain pour huit jours, je m'avance avec le reste, & avec le plus grand nombre de ma cavalerie vers Namur, tant pour incommoder les ennemis si je les puis joindre, que pour ruiner leur païs, en y faisant entrer ma

sa cavalerie, jusques à ce qu'il plaise à Dieu de nous donner du beau temps, & que la saison plus avancée fournisse de l'herbe aux chevaux. Voilà le parti que la nécessité m'a fait prendre malgré moi. On voit assez par là que conformément au projet concerté avec le Prince d'Orange, les François devoient agir sérieusement sur la Meuse, pendant qu'il entreroit dans la Flandre. Mais d'où vient que le Maréchal ne dit rien de sa tentative sur Charlemont ? A-t-il honte d'avoir échoué ? Peut-être croioit-il que Châtillon en favoit assez.

Je lis ailleurs que la Meilleraie ayant déjà commencé sa circonvallation devant cette place, fut si fort embarrassé, qu'il assembla ses Maréchaux de Camp. Le Duc d'Enguien fils aîné du Prince de Condé, qui après avoir achevé ses études sous les Jésuites à Bourges, fit cette année sa première campagne, étoit le premier. Le Général leur représenta les grans obstacles qui se rencontreroient dans la poursuite de l'entreprise. Que Charlemont fort par sa situation, & parce que l'art ajoûtoit à la nature, avoit une garnison renforcée de mille hommes deux ou trois jours avant l'arrivée des François. Que dans le seul endroit propre à être attaqué, le terrain étoit si dur, qu'il faudroit employer beaucoup de temps à faire les tranchées. Que cet inconvénient exposeroit l'armée à des dangers considérables. Que dans un pays

1640. stérile & ruiné, on manqueroit de fourage pour les chevaux. Que du côté du Hainaut, on auroit à dos la cavalerie de Lamboi, & de celui de Liège, celle de Beck. Que cette ville entièrement dévouée à l'Electeur de Cologne son Evêque, & frère du Duc de Bavière, ne devoit plus être regardée comme neutre, depuis la mort de Ruelle son Bourgmestre favorable aux François. Enfin, que le Cardinal Infant s'avanceroit peut-être lui-même au secours de Charlemont. Ces raisons aiant été approuvées par le Duc d'Enguien, par le Comte de Guiche, & par les Marquis de Gesvres, de Coislin, & de la Ferté-Senneterre, qui servoient tous en qualité de Maréchaux de camp, on résolut de lever le siège, en cas que le Roi l'approuvât. La Cour étoit à Soissons, lorsque Richelieu reçut la délibération. Il eut un extrême chagrin du mauvais succès de son premier projet, & du malheureux début de la Meilleraie son parent. Mais il fallut essuier la mortification & envoyer ordre de lever le siège.

Jaloux des applaudissemens qui se donnent par tout au Comte d'Harcourt, le Maréchal pense à se dédommager par la prise d'une autre place. Il n'y fut pas plus heureux. *J'avois investi Mariembourg avec de la cavalerie soutenue d'un grand corps d'infanterie, dit Gassion au Maréchal de Châtillon; & déjà mes logemens étoient assez proches. Mais faute de canon,*

mon, il a fallu tout quitter. Nous marchons vers la Sambre près de Namur, pour y trouver des quartiers de rafraichissement, jusques à ce que la saison soit plus favorable. Je ne puis vous exprimer la douleur de M. le Maréchal de la Meilleraie. Dès l'entrée de la campagne, il voit son armée à demi délabrée, sans avoir rien fait, parce que la résolution prise l'hiver passé, n'a pas été bien digérée, & qu'on ne s'est pas exactement informé de l'état du pais, & de la situation des places qu'on vouloit attaquer. Telle fut la sage prévoyance de Richelieu, & de son cher cousin la Meilleraie.

Le Prince d'Orange ne réussit pas mieux en Flandre. Lors que son armée long-temps arrêtée par les vents contraires, tenta de passer le canal de Bruges, le Comte de Fuentes lui tua plus de huit cens hommes, & l'obligea de se retirer. Après cette disgrâce, Frederic Henri se tint dans son camp de Maldeghem. On cria fort contre lui en France. Bien des gens surpris de ce qu'il demeurait en repos avec la plus belle armée que les Etats Généraux eussent mis sur pied, disoient qu'il y avoit de la collusion entre lui & les Espagnols. Ils rappelloient la mémoire de son indolence au siège de Louvain. Je croirois plus volontiers que voiant le mauvais succès de la Meilleraie sur la Meuse, il craignit d'avoir sur les bras toutes les forces du Cardinal Infant. Le vieux & habile Général se tenoit sur

1640. les gardes contre la diligence & l'activité du jeune Prince Espagnol. *Après avoir mis pied à terre avec l'armée de l'Etat en Flandre*, dit le Prince d'Orange dans une lettre du 1. Juin au Maréchal de Châtillon, écrite à Maldeghem, *j'ai fait tenter le passage du canal de Bruges par les troupes que j'y envoie sous la conduite de M. le Comte de Nassau Gouverneur de Frise. Mais cela n'ayant pu réussir à cause de l'embaras qui s'y est rencontré, on a jugé à propos de camper en ce quartier, où nous sommes logez assez au milieu entre Bruges & Gand.*

Averti dans la suite que la plus grande partie des forces Espagnoles marche au secours d'Arras assiégé par les François, le Prince d'Orange forme le dessein d'emporter Hulst. Le Comte Cazimir de Nassau s'étant rendu maître d'un fort, Frederic Henri s'avança lui-même fort près de la place avec une grande partie de son armée. Là il y eut une sanglante escarmouche entre lui & le Comte de Fuentes, où les Espagnols perdirent beaucoup de monde. Animé par cet heureux commencement, Frederic Henri envoie le Comte Cazimir investir un autre fort, par où le secours pouvoit entrer dans la place. Mais il fut si bravement défendu que les assiégés repoussés à toutes leurs attaques, se rebutèrent. Cazimir y fut tué d'un coup de mousquet. *Le Prince désespérant alors de faire quelque chose en Flandre*, dit le Maréchal de

de Bassompierre, va mettre le siège devant la ville de Guelâres. C'étoit pour la troisième fois. Les grandes pluies qui survinrent, les écluses rompues par les ennemis, & l'arrivée de Don Philippe de Sylva, de Don André Cantelmo, & du Comte de Fuentes avec dix mille hommes, l'obligèrent à lever le siège, & à se retirer à Gennev. Cela ne suffit-il point pour montrer la fausseté du bruit répandu à Paris, de la collusion de Frederic Henri avec les Espagnols ? Auroit-il exposé ses meilleures troupes & ses plus proches parens, s'il avoit seulement attaqué par façon ? C'est la remarque du savant Gro-
tius.

Un Historien flatteur prétend que dès la fin de l'année précédente, le Cardinal de Richelieu conçut le dessein d'assiéger Arras, & que tout ce qui se fit sur la Meuse, ne fut qu'une feinte pour mieux courir le jeu. Si cet Auteur avoit voulu réfléchir un peu sur les Mémoires qu'il a publiez à la fin de son ouvrage, ou dire sincèrement la vérité, il seroit demeuré d'accord que son Héros, chagrin de voir les projets déconcertez sur la Meuse, résolut de tenter ailleurs quelque entreprise éclatante, & de la poursuivre à quelque prix que ce fût, de peur que Louis ne se dégoûtât enfin de son Ministre, & ne prêtât tout de bon l'oreille à certaines gens qui n'attendoient que l'occasion de lui insinuer que l'entêtement de Richelieu, qui vouloit donner les premiers em-
plois

1640-

Siège mis
devant Ar-
ras par trois
Maréchaux
de France.Journal de
Bassompier-
re. Tom. II.
Mémoires
de Puysegur
& de Pon-
tis.

1640.
Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery.
 Liv. VI.
 Chap. 61.
 & 62.
Mémoires pour servir à l'Histoire du même.
 Tom. II.
Vie du Maréchal de Gassion.
 Tom. II.
Histoire de Gualdo Priorato.
 Part. II.
 Lib. VIII.

plais à ses parens & à ses créatures , étoit la seule cause du succès malheureux des entreprises. Habile à prévenir les mauvais offices que ses ennemis cherchent à lui rendre , le Cardinal laisse là , pour ainsi dire , son cousin la Meilleraie , & se tourne tout d'un coup vers un autre Général. Cela paroît manifestement dans le mémoire qu'il envoya le 22. Mai aux Maréchaux de Chaunes & de Châtillon. *Il faut savoir de ces Messieurs , y dit-on, ce qu'ils peuvent faire avec ce qu'ils ont de troupes. Nous pensons ici que cela doit aboutir à la prise de Lillers. Mais n'en pourroient-ils point faire autant de Béthune ? On doit leur demander encore , si renforcez de huit ou de neuf bons régimens, & de plus de deux mille chevaux, ils se croient en état d'entreprendre le siège d'Arras , ou de Cambrai , ou d'Aire. En cas que cela soit possible, comment ils croient devoir faire pour être devant la place, avant que les ennemis y pensent. On tâchera de leur donner encore quatre cens chevaux d'artillerie & autant pour leurs vivres. Le Roi marchera vers Amiens dès qu'il aura de leurs nouvelles sur cette proposition.* A la fin du mois de Mai , on ne favoit donc pas encore quelle place on attaqueroit ailleurs que sur la Meuse. Louis déclare plus nettement que l'entreprise de ce côté-là fut sérieusement concertée , & qu'il l'abandonna seulement de peur que son armée ne se perdit dans un pais stérile & désolé. *Pour favoriser l'exécution des des-*
seins

Jeus projettez avec mon Cousin le Prince d'Orange, dit Sa Majesté aux Maréchaux de Chaunes & de Châtillon dans une lettre du 28. Mai, j'ai été obligé d'envoyer la plus forte de mes armées sur la Meuse. Comme il est impossible de l'y tenir plus long-temps, sans l'exposer au danger d'être entièrement ruinée, je dépêche le Sieur de S. Aoiit qui a vu les difficultez sur les lieux, pour vous dire que je suis absolument résolu de m'attacher à l'entreprise d'Arras.

Deux jours auparavant, Châtillon qui faisoit toutes les dépêches, & avoit la principale direction des affaires, Chaunes ne lui ayant été adjoint que par bienséance, comme Gouverneur de la Province dont il falloit défendre la frontière, Châtillon, dis-je, avoit répondu au mémoire envoyé par le Cardinal, que Lillers place incapable d'être défendue, ou du moins d'une longue résistance, s'emporteroit facilement. Que Béthune, quoiqu'éloignée des endroits d'où venoient les vivres, se pourroit prendre avec les seules troupes des Maréchaux, si celles des ennemis se trouvoient occupées ailleurs, & si on avoit soin de prévenir l'inconvénient touchant les vivres. Qu'il ne falloit point penser alors à Cambrai. Que le siège d'Arras ou d'Aire réussiroit avec une armée de vingt mille hommes de pied & de six mille chevaux, en cas que le Prince d'Orange occupât une partie des forces des Pais-Bas, & que Louis eût

1640. eût un corps d'armée sur la frontière de Champagne, contre les troupes du Roi d'Espagne dans le Luxembourg, & contre celles du Duc de Lorraine. Que cela étoit absolument nécessaire afin d'arrêter les ennemis ailleurs, & de les empêcher de venir traverser une entreprise de cette importance. Que l'armée des deux Maréchaux n'étant que de douze mille hommes de pied & trois mille deux cens de cavalerie, elle devoit être renforcée de neuf ou dix bons régimens qui fissent huit mille hommes de pied, & de deux mille cinq cens chevaux.

Sa Majesté, dit Puyfégur dans ses Mémoires, écrivit de Soissons à M. le Maréchal de Châtillon, qu'elle souhaitoit de savoir, s'il pouvoit entreprendre quelque chose dans l'Artois, ou du côté de la mer. Je fus dépêché à la Cour avec une lettre de créance de la part de M. de Châtillon, afin de proposer au Roi le siège d'Arras. J'étois chargé de dire qu'il falloit que l'armée de Monsieur de la Meilleraie y vint. Qu'elle tiendrait le côté de deçà la rivière de Scarpe, & celle de M. de Châtillon l'autre. Qu'il pensoit que Sa Majesté devoit encore avoir une petite armée du côté de Douvrens, afin de favoriser le passage des convois. On me donna aussi une lettre de créance pour Monsieur le Cardinal de Richelieu. J'ai conçu le même dessein que M. le Maréchal, me dit-il, mais je crains le grand nombre des habitans de la ville. Ils sont tous ennemis jurez des François,
&

& plus Espagnols que les Castillans. La garnison n'est-elle point encore trop nombreuse? Il n'y a que deux mille cinq cens hommes, *répondis-je*. Monsieur le Maréchal en est assuré. Il prétend marcher vers Aire, ou vers Béthune, afin de donner de la jalousie à ces deux places, & d'y attirer une partie de la garnison d'Arras. Prévenus que sont les habitants de notre impuissance de les assiéger, & de la vérité de ce quolibet qu'ils ont sans cesse à la bouche, *quand les François prendront Arras, les sours prendront les chats*, ils ne penseront point à eux-mêmes. *Le Conseil se tint à Soissons dans le cabinet de l'Evêché. Il n'y avoit que le Roi, M. le Cardinal, & M. Des-Noiers. J'étois dans la chambre auprès de la porte. Un quart d'heure après qu'ils furent entrez, M. Des-Noiers m'appella, & me fit passer dans le cabinet.* Nous venons de résoudre le siège d'Arras, *me dit le Roi*. Il faut tenir la chose secrète. Dites seulement à M. de Châtillon d'en faire autant. Je vas dépêcher un courier au Maréchal de la Meilleraie, afin qu'il préne le temps qu'il faut pour s'y rendre du côté de deçà la Scarpe. Le Maréchal de Châtillon saura aussi le jour qu'il doit passer la Somme, pour entrer dans le pais ennemi, & pour donner de la jalousie aux autres places. J'irai à Amiens, & ferai venir les troupes que du Hallier commande vers la frontière de Champagne. *M. le Cardinal m'ordonna de dire à M. de Châtillon, que*
le

1640. *le projet étoit digne d'un aussi grand Capitaine que lui.* S'il y a quelque chose dans le récit de Puyfégur qui ne s'accorde pas tout-à-fait avec ce que j'ai rapporté des Mémoires originaux, cela vient apparemment de ce qu'il ne savoit pas ce qui s'étoit déjà passé entre Richelieu & Châtillon.

Le Cardinal commence incontinent de donner tous ses soins & toute son application au succès de l'entreprise. Il écrit à Bouthillier & à Bullion Surintendans des Finances, d'envoyer à Amiens le plus d'argent qu'ils pourront; au Duc de Monbazon Gouverneur de Paris, au Chancelier Seguier, & à le Jai premier Président du Parlement, de faire sortir tous les Officiers, tous les soldats, tous les vagabonds qui se trouveroient dans la ville & de les envoyer au camp; à Montmarin Lieutenant de l'Arsenal, d'en tirer les plus grosses pièces d'artillerie, & de les faire conduire à l'armée, avec les munitions & toutes les autres choses nécessaires à un grand siège. Des-Noiers & Chavigni Secrétaires d'Etat, prirent soin de remplir de grain les magasins de Peronne, de Corbie, d'Amiens & d'Abbeville. La marche des deux armées fut si bien concertée, qu'elles arrivèrent en même temps devant Arras. Le nombre des assiégeans montoit à vingt-cinq mille hommes de pied & neuf mille de cavalerie, selon la relation publiée par ordre du Roi après la prise de la ville. On dit que
cette

cette pièce est de la façon du Cardinal. Je le croi d'autant plus volontiers, qu'il n'y est point parlé de Son Eminence. Un autre auroit-il osé manquer à lui donner la plus grande partie de l'honneur d'une si belle conquête? Mais en attribuant tout au Roi, Richelieu n'a-t'il point pensé à se dédommager finement de sa feinte modestie? *Les soins de Sa Majesté*, dit-il, *ont été tels pendant le siège, qu'ils ne peuvent être comparez qu'à ceux qu'elle a pris depuis tant d'années en ses hautes & glorieuses entreprises.* Un jour, elle écrivoit à Mrs. les Généraux ce qu'ils avoient à faire. Un autre, elle commandoit à son Conseil ce qu'elle jugeoit à propos pour préparer & pour assurer les convois. Un autre elle donnoit les ordres nécessaires pour rassembler de nouvelles forces, pour rafraichir son armée, pour en avoir une de réserve. Elle pourvoioit ensuite à la sûreté de toutes les places que les ennemis eussent pu attaquer, pour faire diversion. Enfin, elle a passé tout le temps du siège en perpétuelle action, qui n'avoit d'autre but que l'heureux succès de cette haute entreprise. Louis lisoit avec plaisir la relation flatteuse de son Ministre. Mais les gens un peu pénétrants s'appercurent fort bien, que Richelieu prétendoit que les louanges données à son foible Maître sous le nom duquel il gouvernoit, retomberoient sur lui. Jamais le Cardinal n'eut tant à cœur le succès d'une entreprise: Cela saute aux yeux dans les lettres qu'il écrivit, & dans les

1640. les différens mémoires qu'il envoioit presque tous les jours à Châtillon & à ses collègues. L'Évêque d'Auxerre l'un de ses Prélats *d'armée*, alla de sa part au camp, faire les fonctions d'Intendant & de Paieur des troupes.

Châtillon raconte ainsi dans ses lettres du 22. & 23. Juin, la manière dont le siège d'Arras se forma. *Le 13. de ce mois, écrit-il à son ami le Comte de Charroft Gouverneur de Calais, M. de Chaumes & moi sommes venus ici du côté de Béthune, pour investir Arras. M. de la Meilleraie aiant passé entre Cambrai & Bapaume, est arrivé le même jour & a investi la ville de l'autre côté. De manière que les habitans & la garnison se trouvent environnez de deux grandes armées en même jour & presque à la même heure. Nous avons employé les deux premiers jours à faire butter nos gens de guerre, & le troisième on a commencé à jouer de la pelle. Les travaux sont tellement avancez, que demain au soir les deux tiers de la circonvallation seront faits, ou du moins en bonne défense. Il n'y a que quinze cens hommes de-pied & quatre cens chevaux dans la place. C'est peu de chose par rapport à sa grandeur. Le Roi & Son Eminence sont à Amiens. Cela s'appelle que rien de ce qui nous est nécessaire, ne nous manquera. Dans la lettre au Prince d'Orange. L'armée que M. de la Meilleraie commande, & celle qui est sous nôtre conduite, font ensemble un corps de vingt-trois mille hommes de*

de pied & de neuf mille chevaux effectifs.. 1642.

Nous ne perdons aucun moment de temps à finir notre circonvallation. Les convois nous viennent assez librement. On travaille par ordre de la Cour à l'établissement de nos magasins, & notre projet a toute l'apparence d'un bon succès. Enfin dans la dépêche à Des-Noiers Secrétaire d'Etat. Notre quartier général est à Bruy, à la portée du canon de la ville sur le bord de la Scarpe. Celui de M. de la Meilleraie est au dessous de cette rivière, plus près de Douai & des villages de Sailli & de Vitri. Le troisième de M. de Rantzau, est à un village nommé Vailli entre celui de M. de la Meilleraie & le nôtre. Il y a six régimens d'infanterie, un de fuzilliers, & deux de cavalerie.

J'entre dans le détail d'une entreprise si fameuse, que je ne puis me dispenser de nommer les principaux Officiers qui contribuèrent sous les trois Maréchaux de France à son heureux succès. Le Duc d'Enguien s'y trouva comme volontaire avec les Ducs de Nemours, de Luines, & quelques autres Seigneurs distinguez. Les Marquis de Gesvres, de Coislin, & de Prashin, les Comtes de Guiche, de Grancey, & Gassion servoient en qualité de Maréchaux de camp. Un Officier Irlandois, nommé Eugène O-Neal commandoit la garnison d'Arras. On lui avoit confié la défense de cette place importante, parce que le Cardinal Infant crut en devoir tirer également le Comte d'Issem-

1640. d'Issembourg Gouverneur de la Province d'Artois & le Baron de Termes, qui vivoient dans une trop grande mesintelligence. Bermelt Officier Flamand étoit Sergent Major sous O-Neal. Les Historiens conviennent assez avec Châtillon que la garnison n'étoit que d'environ deux mille hommes, Espagnols, Neapolitains, Walons, & Allemands, dont la plus grande partie entra dans la ville un jour avant l'arrivée des deux armées Françaises. *Le siège d'Arras commencé le 13. Juin, dit le Maréchal de Bassompierre, causa de l'inquiétude aux deux partis. Les uns craignoient que leur ville ne fût emportée, & les autres que leur entreprise n'échouât. Les assiégés se préparèrent donc à une brave défense; les assiégeans à de vigoureuses attaques, & les Espagnols à un prompt secours de la place.*

On demeure d'accord que les travaux, dont le Maréchal de Châtillon, qui fit autrefois son apprentissage sous Maurice & Frederic Henri Princes d'Orange, grans maîtres dans l'art de prendre les villes, avoit la principale direction, furent extraordinairement beaux. *En vingt-trois jours, la circonvallation, qui étoit de cinq lieues de tour, fut entièrement fermée, dit Richelieu dans sa Relation, & en quinze autres les travaux furent finis à tel point, qu'on n'en a jamais vus de semblables. Les fosses des lignes avoient douze pieds de largeur & dix de profon-*

profondeur. La vuidange faisoit un rempart si élevé, qu'en le défendant, on en rendoit l'accès impossible. Les lignes étoient accompagnées d'un grand nombre de redoutes, & de forts bâtis sur des éminences & en des endroits avantageux. Tous leurs fossés avoient dix-huit pieds de largeur & douze de profondeur. Dans la lettre du 1. Juillet au Maréchal de Châtillon. J'ai une extrême joie de ce que les François qu'on n'a pas cru jusques ici autrement propres à bien remuer la terre, ont du moins égalé les Hollandois en cette occasion. Ceux-ci ne firent jamais en si peu de temps une circonvallation d'une pareille étendue. On ouvrit la tranchée la nuit du 4. Juillet. Les approches se firent ensuite avec tant de diligence & de bonheur, que Châtillon écrivoit ainsi au Cardinal l'11. du même mois. Je n'ai jamais vu de siège plus assuré que celui-ci. Je le dis à tout le monde & à toute heure. Il y a des incrédules. L'issue prouvera que je ne me trompe pas. Ce n'est ni présomption, ni opinion particulière qui me fait parler de la sorte. C'est la vérité même que les effets confirmeront. Le bon Maréchal ne devoit pas être surpris de trouver des incrédules. N'avoit-il pas donné des assurances aussi positives de la prise infaillible de Saint Omer? Cependant il fallut lever le siège.

Des que la nouvelle de celui d'Arras se répand dans les Pais-Bas, le peuple fait de grandes instances au Cardinal

Le Cardinal Infant marche au secours d'Arras.

1640. pour la conservation de cette ville importante, & promet de l'aider d'hommes & d'argent. Jusques à ce qu'il puisse marcher en personne, il commande au Baron de Lamboi Général des troupes Impériales, de s'avancer incessamment vers Arras, de harceler les assiégeans, de jetter, s'il est possible, quelque secours dans la place, & ordonne à la cavalerie des garnisons de Cambrai, de Béthune & de Bapaume, de faire des courses continuelles entre Arras & Doullens, pour empêcher qu'on ne porte des vivres aux François; de manière que renfermez dans leurs lignes, ils n'en pussent recevoir qu'avec une extrême difficulté. Le premier des Chefs ennemis qui vint troubler nos travaux, dit Bassompierre, ce fut Lamboi. Monfieur le Maréchal de la Meilleraie l'ayant voulu lasser, s'approcha de ses retranchemens avec un corps de cavalerie & poussa quelques Allemans sortis pour escarmoucher. Les nôtres poursuivans les fuyards donnèrent inconsidérément si près du camp de Lamboi, que plusieurs volontaires de qualité, & quelques principaux Officiers y perdirent la vie. Le Marquis de Gefvres Maréchal de camp demeura prisonnier, & Breauté Sergent de bataille & Maître de camp du régiment de Piémont, fut tué. Perte considérable. C'étoit un homme à parvenir un jour aux grandes charges. Cela se passa vers la fin de Juin à Samli.

Journal de Bassompierre. Tom. II. Mémoires de Puysegur. Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery.

Liv. VI. Chap. 61. Mémoires pour servir à l'Histoire du même.

Tom. II. Grotii Epistola passim. an. 1640.

Historie di Gualdo Priorato. Part. II. Lib. VIII. IX.

Vittorio Siri, Memorie. Recondite. Tam. VIII. Pag. 803. 804.

Riche-

Richelieu parle de cette action d'un air triomphant. *Les armes du Roi commandées par le Maréchal de la Meilleraie, dit-il dans sa Relation, eurent un tel avantage, qu'outre cinq cens chevaux demeurés sur la place, & un grand nombre de prisonniers, toutes les troupes de Lamboi y furent mises en désordre. Des Officiers & des volontaires entrèrent pêle-mêle dans le quartier des ennemis. Les Marquis de Gesvres & de Breauté s'y signalèrent. L'un perdit la liberté & l'autre la vie. L'avantage ne paroît point si grand dans le récit de Bassompierre. Qui en croirons-nous? Grotius nous marque du moins ce que portoient les nouvelles de Paris. Il y a eu un combat près d'Arras, dit-il dans sa lettre du dernier Juin. Les François y ont perdu de braves gens. Comme ils ont poussé l'ennemi, & pris cinq enseignes, ils prétendent avoir remporté la victoire. Le Duc d'Enguien étoit à la tête des volontaires qui allèrent à cette action. Les Ducs de Nemours & de Luines, les Marquis de Nangis, de Piennet & de Tury, sont nommez entre les autres.*

Le Cardinal Infant vint à Lille vers la fin du mois de Juin. Les Généraux Lamboi & Beck, Don Philippe de Sylva & le Duc Charles de Lorraine, le joignirent avec leurs troupes. Cela fit d'abord un corps de vingt mille hommes, tant d'infanterie que de cavalerie. Mais dans la suite l'armée Espagnole fut augmentée jusques à trente-deux mille hom-

1640. mes. Le dessein du Prince, c'étoit, dit-on, de tenter tout pour secourir les assiégés. Il n'épargna en effet ni ses soins, ni sa peine en cette occasion. Richelieu a cru lui devoir rendre justice. N'est-ce point un effet du plaisir secret que le vainqueur trouve ordinairement à louer l'ennemi vaincu? Quoi qu'il en soit, *on ne sauroit*, dit le Ministre de Louis dans sa Relation, *assez louer le courage & l'activité du Cardinal Infant. Durant six semaines, il a toujours été en campagne, exposé aux injures du temps, aux incommoditez & aux fatigues de la guerre.* Dès qu'on scût à la Cour de France, qu'il s'avançoit près du camp des assiégeans, Des-Noiers Secrétaire d'Etat envoya le mémoire suivant aux trois Maréchaux de France. Que comme leur fin principale, c'étoit de prendre Arras, celle du Prince Espagnol seroit de le secourir, ou du moins de faire tous ses efforts pour cela; son propre intérêt l'obligeant à prévenir les murmures du peuple des Pais-Bas, & à témoigner qu'il n'oublioit rien de tout ce qui pouvoit contribuer à la conservation de la capitale de l'Artois. Que puisqu'il seroit *du desespoir* de l'Infant de hazarder tout afin de la sauver, il étoit de la prudence des Généraux François de ne rien risquer, s'il se pouvoit, pour la prendre. Que cependant le Roi laissoit la liberté de donner bataille, s'ils croioient le devoir faire, & le pouvoir avec avantage.

Mais

Mais que Sa Majesté désiroit qu'ils eussent principalement en vûe la prise de la ville. 1640.

On se trompoit en quelque chose à la Cour de France. Le Cardinal Infant vouloit bien secourir Arras: mais il fut long-temps incertain sur la manière dont il s'y prendroit pour exécuter son dessein. Dans un grand Conseil de guerre, où se trouvèrent le Duc Charles de Loraine, Don Philippe de Sylva Général de l'armée Espagnole, le Comte de Buquoi Général de la cavalerie, Don André Cantelmo Mestre de camp général, Lamboi Général des troupes Impériales, & Rose Président du Conseil d'Etat, on délibéra sur les mesures les plus propres à obliger les François de lever le siège. Le Duc Charles, Cantelmo, & Lamboi insistèrent vivement sur l'attaque des lignes, avant qu'elles fussent en meilleur état de défense. Mais Sylva, Rose, & quelques autres, furent d'avis de ne risquer point une armée, de laquelle dépendoit entièrement la conservation des Pais - Bas Catholiques, & dirent qu'il seroit plus sûr d'affamer les François dans leur camp, en leur coupant tous leurs convois. Le Cardinal Infant incertain du parti qu'il doit prendre, ne décide rien, & s'avance seulement au Mont S. Eloi à deux lieues d'Arras. Il y demeura quelque temps sans attaquer les retranchemens des assiégeans. D'où Richelieu conclut fort bien que le Prince

1640. Espagnol ne pensoit qu'à couper les convois, & ne vouloit rien hazarder. *Il faudroit être aveugle*, dit-il dans un mémoire envoyé le 14. Juillet aux trois Maréchaux de France, *pour ne pas voir, que si les ennemis eussent formé le dessein d'attaquer la circonvallation, ils l'auroient fait d'abord. Ils n'y peuvent penser maintenant, sans une extravagance inconcevable, qui ne convient ni à l'humeur Espagnole, ni à l'état présent des Pays-Bas, dont la perte suivroit infailliblement celle d'un combat général. Cela supposé, qui ne voit pas que le projet des ennemis, c'est de traverser nos convois? Outre cette raison générale, s'ils se sont postez, comme on dit, à la tête de la Canche, ce mouvement est une preuve certaine de leur résolution. Donc le principal but que Mrs. les Généraux doivent avoir, & nom de notre côté, c'est de faire passer un grand convoi qui assure la prise d'Arras.*

Richelieu ne faisoit-il point ces réflexions à propos d'une contestation survenue entre les Maréchaux de Châtillon & de la Meilleraie, lorsque les assiégeans crurent que le Cardinal Infant venoit au Mont Saint Eloi dans le dessein d'attaquer leurs lignes? Voici comment Puysegur raconte cette affaire. *On assembla le Conseil dans la tente de Monsieur de Châtillon, où Monsieur de Chaunes étoit aussi logé. Monsieur de la Meilleraie y proposa de sortir des lignes & d'aller au devant des ennemis pour les combattre. Monsieur de Châtill-*

Châtillon fut d'un avis contraire. Leur armée, disoit-il, est du moins aussi forte que la nôtre. Pour aller à eux, il faudroit lever tous les quartiers. Après cela il leur seroit facile de jeter du secours dans la place, & de se retirer sans que nous les pussions combattre. En ce cas, nous voilà dans la nécessité de lever le siège. Pour moi, je ne sortirai point sans un ordre exprès du Roi. Monsieur, reprit le Maréchal de la Meilleraie, vous êtes d'un avis, & moi d'un autre. Cela doit aller à la pluralité des voix. Il faut faire opiner M. de Chaunes, & Mrs. les Maréchaux de camp. Pour M. de Chaunes, repliqua le Maréchal de Châtillon, je suis assuré qu'il sera de votre sentiment, & que tous ces Messieurs le suivront. Ils n'osent contredire celui qui est en faveur. Je vous le répète : je ne partirai point sans un commandement précis de Sa Majesté. On trouva un expédient. Monsieur de Faber fut dépêché promptement à Doullens où étoit M. le Cardinal, afin de lui dire le différend survenu entre les Généraux. Son Eminence le renvoie avec un billet conçu en ces termes. Je ne suis ni homme de guerre, ni capable de donner mon avis sur ce sujet. Il est vrai que j'ai beaucoup lu. Mais je n'ai jamais trouvé qu'on soit sorti de ses lignes pour combattre les ennemis après avoir demeuré si long-temps à les faire. Lorsque le Roi vous donne à tous trois le commandement de ses armées, il vous en juge capables.

1640.

Richelieu raconte un peu autrement cette action, qu'il relève comme une victoire signalée. *Mr. le Maréchal de la Meilleraie, sorti du camp avec deux mille cinq cens chevaux pour assurer un convoi qui venoit de Peronne aux assiégeans, dit-il dans sa Relation, rencontra le Comte de Buquoi qui s'avançoit vers Cambrai avec des forces égales, pour recevoir un autre convoi destiné à l'armée du Cardinal Infant. Cela se fit fortuitement sans qu'aucun d'eux fût la marche ni le dessein de l'autre. Les deux corps se choquèrent avec tant de chaleur, qu'après un combat d'une heure & demie, la victoire demeura entière aux François. Outre plusieurs personnes de qualité tuées, six cens chevaux des ennemis demeurèrent sur la place, on fit un grand nombre de prisonniers, & tout le reste des gens du Comte de Buquoi fut mis en déroute. Puysegur & Grotius parlent froidement de cet avantage prétendu. Ils insinuent même que le convoi aiant été intercepté, les Espagnols gagnèrent plus que les François. Celui que S. Preuil conduisit avec quatre mille hommes d'escorte, selon l'Ambassadeur de Suède, n'étoit que de cent chariots chargez de vivres & de munitions, de cinquante bœufs & d'environ mille moutons.*

Cela fut bien-tôt consumé. La disette de vivres, & de poudre sur tout, devint si grande que les assiégeans passoient quelquefois cinq ou six jours sans tirer.

L'espé-

L'espérance d'un plus grand convoi promis incessamment par la Cour, faisoit supporter ces incommoditez avec patience. Le Cardinal Infant, dont l'armée montoit à vingt mille hommes de pied & douze mille chevaux, avoit envoyé six mille des uns & trois mille des autres à Aubigni près de Dourlens, où étoit le grand magasin des François. Il rompit encore & rendit impraticables autant qu'il pouvoit, les chemins par où les vivres venoient au camp des assiégeans. De manière que Louis & son Ministre déterminerez à emporter Arras à quelque prix que ce fût, se virent réduits à former une armée entière pour escorter leur grand convoi. *On souffroit au siège, dit Puysegur. Les vivres ne pouvoient y arriver, parce que les ennemis étoient campez sur le chemin. Les soldats & les cavaliers qui manquoient de pain, prenoient des épis de blé, les passoient par le feu pour en brûler le bout, & mangeoient le grain ensuite. D'autres l'écrasient avec des tuiles, & faisoient des galettes. On tenta de faire venir un convoi conduit par son nommé l'Echelle. Il y avoit quelques munitions. Les ennemis le désirent & le Marquis de Pisani fut tué en cette occasion. Est-ce le même à qui le fameux Voiture a écrit plusieurs lettres enjouées & galantes?*

Lors que la Cour étoit à Soissons avant le siège d'Arras, Richelieu alla sous quel-
 que prétexte à Blérancour maison d'un
 cadet

Le Cardinal
 de Richelieu
 rejette des
 propositions

1640.
de paix fai-
tes secrète-
ment par
le Comte
Duc d'Oli-
varex.

*Vittorio Si-
ri, Memorie
Recondite.*

Tom. VIII.

Pag. 326.

887. &c.

*Nani, Histo-
ria Veneta.*

Lib. XI.

1640.

*Lotichius ,
Rerum Ger-
manicarum*

ab Excessu

Ferdinandi

II. Lib.

XVI.

Cap. 1.

Grotius,

Epist. 1415.

que , &c

cadet du Marquis de Tresme, conférer avec Breth Agent des Provinces Catholiques des Pais-Bas à la Cour de Madrid, chargé secrètement de la part du Comte Duc d'Olivarez, de faire quelques propositions de paix entre les deux Couronnes. Le nouveau Négociateur demanda premièrement trois choses ; que le Duc de Lorraine fût rétabli dans ses Duchez ; que Louis rendit à l'Empereur la ville de Brisac, & tout ce que les François occupoient dans l'Alsace ; enfin que les Etats Généraux des Provinces-Unies restituassent tout ce qu'ils avoient pris dans le Bresil moiennant une certaine somme d'argent que Philippe leur donneroit pour les dédommager de leurs dépenses. *Je serois surpris, Monsieur,* répondit le Cardinal après de grandes protestations de son desir ardent & sincère de finir au-plûtôt une guerre sanglante, *que vous eussiez pris la peine de nous venir réitérer des offres faites il y a trois ans par Don Michel de Salamanque, &c* rejetées en même temps, quoiqu'elles fussent conçues d'une manière plus avantageuse au Roi, si je ne croiois que vous avez commission de nous proposer quelque autre chose. Je suis tellement convaincu de la droiture & de la sincérité de Mr. le Comte Duc, que je ne puis m'imaginer qu'il vous envoie malignement, pour donner de la jalousie à nos Alliez, s'ils viennent à découvrir que nous négocions avec lui, sans leur participation.

Breth

Breth aiant protesté que ses pouvoirs étoient assez limitez, Richelieu reprit ainsi. *Les prétensions du Roi sur la Lorraine sont si justes, si bien fondées, que je ne croi pas, Monsieur, qu'aucune personne de bon sens & desintéressée, les puisse condamner. Le Duc Charles a fait plusieurs traitez avec Sa Majesté, & n'en a observé aucun. Il a engagé Monsieur à épouser la Princesse Marguerite de Lorraine, nonobstant la parole donnée solennellement au Roi de ne consentir jamais à ce mariage, & les protestations faites que s'il l'approuvoit jamais, il ne trouveroit pas étrange que Sa Majesté le dépouillât de ses Etats. Les fautes du Duc Charles sont d'autant plus énormes qu'il est vassal de la Couronne de France, en qualité de Duc de Bar. Lorsque Sa Majesté prit la Lorraine, il n'y avoit aucun traité d'alliance entre le Roi Catholique & le Duc. La Cour de Madrid n'a donc aucune raison de trouver à redire à cette conquête. L'intérêt du Roi votre maître demande même qu'il appuie ce que Sa Majesté a fait. Il doit être bien-aise que la punition exemplaire du Duc Charles aprêne aux petits Princes, qu'on ne choque pas impunément une puissante Couronne.*

Sans examiner en cet endroit l'énormité prétendue des fautes de Charles contre le Roi, ni la solidité de cette maxime, qu'il faut apprendre aux petits Princes à ne choquer pas si facilement un grand Monarque; demandons seulement, si Louis

1640. pouvoit légitimement enlever deux Duchez qui n'appartenoient point à celui qu'il croioit devoir punir. La Cour de France le supposa ainsi, quand on refusa de recevoir l'hommage du Duché de Bar, que Charles offroit de rendre en son nom. Elle demandoit qu'il le fit seulement comme époux de la Duchesse Nicole, héritière légitime d'Henri son père Duc de Lorraine & de Bar, mort sans enfans mâles. Cette Princesse n'ayant aucune part aux infidélitez imputées à Charles, quel droit avoit-on de lui enlever ses Etats ? Telles sont les manières de ceux qu'on nomme grans Politiques. Ils changent & de principes & de langage selon le temps & les personnes. Quand on voulut chagriner d'abord le Duc de Lorraine, on lui soutint, & avec justice, qu'il n'étoit point Souverain par lui-même, & que les Duchez de Lorraine & de Bar appartenoient à son Epouse. Depuis que Louis eut pris deux Provinces qu'il trouvoit fort à sa bienséance, on supposa qu'elles appartenoient à Charles, & qu'on avoit eu raison de l'en dépouiller pour le punir de ses infidélitez.

Je pourrois ajoûter, Monsieur, pour suivre Richelieu, que les Rois d'Espagne ont donné les premiers l'exemple de profiter de certaines occasions de s'agrandir. Combien de païs ont-ils enlevés aux prédécesseurs de Sa Majesté, ou à leurs alliez ? A quels titres le Roi Catholique possède-t'il la Navarre, le Roussillon, le Duché de Milan, le

le Royaume de Naples, la Flandre, l'Artois? Mais je ne veux pas embarrasser la négociation présente de la discussion des droits du Roi votre maître sur tant de païs enlevez à la Couronne de France ou à ses allies. Grande modération du Cardinal! A quoi pensoit-il encore d'alléguer une raison si pitoiable? Est-il donc permis d'usurper le bien d'autrui, parce qu'un autre nous a volez, ou nos amis? Cependant Richelieu pouvoit la presser autant que celles qu'il alléguoit premièrement. Quelqu'extravagante qu'elle soit, les gens de bon sens la trouveront du moins aussi supportable que les autres sur lesquelles il lui plut d'insister.

Quant à votre seconde proposition, dit encore le Cardinal, il est juste d'en user plus honnêtement au regard de l'Empereur. On lui rendra Brisac & l'Alsace. Mais que veut-il donner en échange? Quel dédommagement offrez-vous? Je n'ai qu'une chose à repartir au dernier article de vos demandes. Vous n'ignorez pas que Don Michel de Salamanque l'ayant déjà proposé, les Etats Généraux des Provinces-Unies répondirent qu'ils ne se déferoient jamais du Bresil, & que le Roi n'a pas droit de disposer des conquêtes de ses allies. Mr. le Comte Duc est trop équitable pour exiger que nous leur manquions de parole. Après une pareille infidélité, se voudroit-il reposer sur le traité qui se feroit entre les deux Couronnes? Enfin, Monsieur, la Cour de Madrid doit considérer, s'il lui plaît, que
la

1640. *la face des affaires est changée depuis trois ans. Bien loin de nous en tenir à ce que nous aurions accepté pour lors, nous croions être en droit de demander quelque chose de plus. Elle changera peut-être encore; Et s'il plaît à Dieu de continuer sa bénédiction sur les armées de Sa Majesté, il faudra bien dans quelques années régler le traité de paix sur les nouveaux avantages que nous espérons de remporter auparavant.*

L'Agent d'Olivarez aiant témoigné son déplaisir de voir la paix si éloignée, parce que le Roi d'Espagne avoit pris une ferme résolution de ne conclure aucun traité à moins qu'on ne lui restituât le Bresil, moiennant le dédommagement offert aux Etats Généraux, cet article, repliqua Richelieu, regarde uniquement les alliez du Roi. Ils protestent de leur côté qu'ils sont déterminez à ne céder point ce que le Roi Catholique leur demande. On est fort surpris, Monsieur, que vous ne soiez venu que pour nous déclarer que cela seul est capable de déconcerter tous les projets d'accommodement. C'est nous donner à penser que la fin principale de votre voiage, n'est pas de proposer des expédiens pour ajuster les affaires des alliez des deux Couronnes, mais de semer la jalousie Et la défiance entre la France Et les siens. Breth se met alors à protester qu'il est seulement venu dans le dessein d'applanir quelques difficultez, de lever certains obstacles à la conclusion de la paix qui se négocioit à Cologne, & insinué dans la suite de son discours, que
si

Si Louis veut promettre de n'assister point les États Généraux, en cas qu'ils s'opiniâtrent à ne restituer pas le Bresil, Ferdinand & Philippe consentiront que durant la trêve proposée, le Roi de France garde certaines places de la Lorraine ou de l'Alsace, jusques à la conclusion de la paix générale. Il est inutile, Monsieur, dit alors le Cardinal, de nous faire de pareilles propositions. Nous ne nous séparerons jamais de nos Alliez. Et quelle offre faites-vous ? de laisser Sa Majesté en possession de ce que l'Empereur & le Roi d'Espagne ne lui peuvent enlever. C'est une grace extraordinaire qu'ils veulent bien accorder.

1640.

Dans une autre conférence entre Breth & Chavigni, le premier parla d'une trêve, & dit que si Louis vouloit rendre la Lorraine, on consentiroit que les fortifications de la nouvelle ville de Nanci fussent démolies ; que le Duc Charles demeureroit seulement dans l'ancienne avec la garnison nécessaire à la seureté de sa personne, & que Sa Majesté Très-Chrétienne garderoit quelques places du Duché de Bar, ou de celui de Lorraine jusques à la conclusion de la paix générale, comme un gage de la fidélité de Charles à tenir sa parole. Monsieur, répondit Chavigni en rejetant la nouvelle proposition avec une extrême hauteur, les affaires du Roi mon maître sont, grâces à Dieu, en telle situation que rien ne l'oblige à changer la nature des trêves. Vous sa-
vez

1640. vez qu'elles se font toujours à condition que chacun gardera ce qu'il occupe. On accorde tout au plus une pension à celui qui se croit dépouillé, afin qu'il ait de quoi vivre, jusques à la décision du différend. Mr. le Comte Duc rendroit un service signalé à la Couronne d'Espagne, s'il pouvoit persuader à Mr. le Cardinal, que pour obtenir une trêve, Sa Majesté se doit défaire de ce qu'on ne peut l'obliger de rendre dans un traité de paix. Elle seroit aussi bien fondée à demander la restitution de l'Electeur Palatin dans ses Etats & dans sa dignité, avec la liberté de demeurer à Heidelberg jusques à la conclusion de la paix générale. En vérité M. le Comte Duc a mauvaise opinion de l'habileté de M. le Cardinal, s'il le croit capable de porter le Roi à se dépouiller volontairement de ce qu'on ne peut lui ôter par force. Quand Sa Majesté n'auroit pas des prétensions légitimes sur la Lorraine, qui l'empêchera de la garder durant la guerre, afin d'obtenir de meilleures conditions en cas qu'il la faille rendre dans le traité de paix? Croit-on à Madrid que l'Espagne est supérieure & en état de donner la loi? Nous pensons autrement ici. Les forces des deux Couronnes nous paroissent du moins égales.

M. le Comte Duc, ajouta le Secrétaire d'Etat, parle peut-être d'une trêve, parce que prévenu de la légèreté qu'il croit naturelle aux François, il espère que la face des affaires changera durant ce temps-là, ou que du moins il y aura un autre Ministère.

Si

*Si cela est , on prie M. le Comte Duc de se mettre dans l'esprit , que le Roi saura toujours gouverner son Etat avec la même prudence , & que quand mêmes il jugeroit à propos d'appeller auprès de lui d'autres Ministres que ceux qui ont l'honneur de le servir maintenant , il suivra inviolablement les mêmes maximes. Au reste, Monsieur , on est bien fâché de ce que vous avez fait un voyage inutile. En mon particulier j'aurai la consolation d'avoir eu l'honneur de conférer avec une personne de votre mérite, envoyée par M. le Comte Duc que j'honore parfaitement. Telle fut la fin des conférences secrètes de Blérancour. Richelieu n'avoit garde d'accepter alors aucune proposition de trêve ou de paix. Exactement informé de la disposition des Catalans & des Portugais, il se flattoit que son rival embarrassé du soulèvement d'un des plus beaux Roiaumes & d'une des meilleures Principautez de la Monarchie d'Espagne , seroit obligé de porter le Roi son maître à recevoir les conditions que Louis voudroit offrir. Le Pape convaincu par les diverses démarches de la Cour de France, qu'elle ne veut aucun accommodement , rapelle au mois de Septembre le Cardinal Ginetti son Légat à Cologne. L'Empereur se récria fort contre cet ordre d'Urbain , & s'en plaignit dans une lettre qui fut rendue publique. Mais le Pontife ne se mit pas autrement en peine de la colére feinte, ou véritable de Ferdinand. On envoya seulement par fa-
çon*

1640. con à Cologne, Machiavelli Patriarche titulaire de Constantinople avec la qualité de Nonce Extraordinaire. Rossetti lui fut substitué quelque temps après.

Négociations avec les Catalans.

Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery. Liv. VI. Chap. 52. & 58. Mémoires pour servir à l'Histoire du même. Tom. II. Vittorio Siri, Memorie Recondite. Tom. VIII. Pag. 315. 316. &c.

Si Richelieu ne s'aperçut pas dès-lors que la crainte des suites fâcheuses du soulèvement prochain de la Catalogne, étoit le motif principal des avances du Comte Duc, pour obtenir un traité de trêve, ou de paix, les lettres que le Cardinal reçut presqu'en même temps de la part d'Espenan Maréchal de camp & Gouverneur de Leucate en Languedoc, l'en dûrent convaincre pleinement. Dans une des assemblées que les Députés Généraux de la Catalogne tinrent pour prendre les mesures nécessaires à la sûreté de leur Province, depuis la mort du Duc de Cardoné leur Viceroy, Paul Claris Chanoine d'Urgel & Député du Clergé, représenta vivement que le seul moyen de se mettre à couvert du ressentiment de leur Souverain irrité de plus en plus par les insinuations malignes d'Olivarez ennemi juré des Catalans, c'étoit de recourir incessamment à la protection de la Couronne de France. Le Chanoine intrigant ménagea si bien les esprits des autres Députés de la Noblesse & du peuple, qu'ils convinrent avec lui, d'envoyer un nommé Aleïs Séminat Sergent Major de la ville de Barcelone à Leucate, avec ordre de demander à Espenan, si en cas que les Catalans en vinssent à une rupture ouverte avec Philippe, ils pouvoient espérer de

de la part de Louis un puissant secours, d'hommes, d'argent, d'armes, & des autres choses nécessaires à leur défense. Séminat fut aussi chargé de prier Espenan, d'écrire là-dessus à la Cour de France, & de concerter ensemble les moïens d'entretenir une secrète correspondance. L'Officier François qui ne manquoit pas d'esprit, s'informa exactement de la disposition des Catalans, & de l'état de la Province, en dressa une ample rélation, l'envoia promptement à la Cour, & la fit présenter par un de ses parens au Ministre. On dit que Richelieu reçut cette nouvelle avec assez d'indifférence, & qu'il parut ne compter pas beaucoup sur les Catalans; soit qu'il ne pût s'imaginer que le Comte Duc négligeât d'arrêter au plutôt des mouvemens capables de porter un coup fatal à la Monarchie d'Espagne; soit qu'il craignît que si la France s'engageoit une fois à protéger des sujets révoltez, cette démarche n'apportât un nouvel obstacle à la conclusion de la paix générale. Mais la suite prouvera qu'il y avoit plus de dissimulation que de réalité dans la froideur d'un si profond Politique.

Charmé de l'agréable nouvelle, il dépêche incontinent à Leucate du Plessis-Bezançon Sergent de Bataille dans les armées de Guienne & de Languedoc, avec un pouvoir signé du Roi à Amiens le 29. Août, *de traiter, au nom de Sa Majesté, avec les Députés des Etats, peuples,*

1640.

1640. *ples, & pais de la Catalogne, qui en auroient la commission suffisante, pour l'établissement de la République qu'ils prétendoient former sous la protection du Roi, dont la ville de Barcelone seroit la capitale.* Tel fut le premier projet des mécontents de Catalogne. Un peuple las de la tyrannie, se forme d'abord la belle idée d'une République. Mais la difficulté, c'est de la maintenir. On ne le peut guères sans le secours d'une Puissance voisine. En seignant de vous protéger, elle pense à vous subjuguier. Que si le nouvel Etat obligé à se défendre donne un peu de pouvoir à un Grand du pais, ou à quelqu'étranger, bien-tôt il s'applique autant à trouver les moiens de se faire Souverain, qu'à conserver la liberté de ceux qui l'ont mis à leur tête. Un Brutus, un Publicola, un Timoleon se trouvent rarement. L'Histoire des premiers commencemens de la puissante République des Provinces-Unies, & des tentatives faites dans le siècle précédent d'établir quelque chose de semblable en Catalogne, en Angleterre, & à Naples, fournit des preuves convaincantes de la vérité de cette réflexion. Louis ou plutôt son Ministre, fait ici semblant de vouloir aider les Catalans à se mettre en République : & dans peu de jours on saura les amener au dessein que Richelieu forma d'abord d'ajouter une belle Province aux Etats du Roi son maître. On promettra de bonne grace aux Catalans que leurs pri-
vilèges

1640.
 vilèges feront inviolablement conservez, & à l'heure même les émissaires du Cardinal publieront des livres pour prouver que la Catalogne est un ancien fief de la France, qui n'en a point été légitimement aliéné, & que Louis a droit de reprendre. Que dûrent juger ces nouveaux sujets d'une pareille prétension? Qu'avec le temps ils ne feroient pas mieux traitez que ceux du Languedoc, du Dauphiné, de la Brétagne, & des autres Provinces réunies à la Couronne. Leurs privilèges sont entièrement abolis.

Du Plessis fut chargé pareillement de promettre de la part du Roi aux Catalans, toute l'assistance dont ils pourroient avoir besoin, de convenir de la sûreté des troupes que Sa Majesté leur voudroit envoyer, & de toutes les choses qui concerneroient l'accomplissement de leur dessein sous la faveur & la protection du Roi, d'en passer tous les traitez qu'il jugeroit à propos, & en la meilleure forme qu'il se pourroit: Sa Majesté promettant en foi & parole de Roi, d'avoir pour agréable & de tenir ferme & stable, tout ce qui seroit négocié & conclu en son nom sur ce sujet, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y fût contrevenu en quelque manière. Le Plénipotentiaire de Louis arrivé à Leucate, trouve que Séminat, qui par sottise ou par une vaine confiance s'imagina que son intrigue étoit si secrète que la Cour de Madrid n'en pouvoit rien savoir, a été arrêté par les Espagnols à Perpignan: Acci-

1640. Accident qui auroit tout déconcerté, si Claris & ses collègues n'y avoient habilement remédié, en donnant à François de Villaplana parent du Chanoine d'Urgel, & Commandant pour les mécontents à Conflans dans le Roussillon, un pouvoir de reprendre la négociation commencée. Villaplana en aiant averti Espenan, du Plessis s'abouche avec le nouvel Agent, & apprend beaucoup de choses importantes dans les conférences qu'ils eurent ensemble. Il envoie promptement à Richelieu un ample détail de tout ce qui s'est passé. Les Députez Généraux de Catalogne informez de leur côté par Villaplana, du plein pouvoir apporté par du Plessis, lui dépêchent le Comte Don Raimond de Guimera, l'autorisent suffisamment pour ébaucher en leur nom un traité avec l'Agent de France, & ajoutent quelques nouvelles demandes à celles de Séminat. L'entrevûe de Guimera & de du Plessis se fit dans le couvent des Capucins de Ceret sur la frontière du Roussillon.

Les Catalans affûrez du secours de France, parlent plus fièrement à Philippe. Cela paroît dans la lettre qu'ils lui écrivirent le 18. Septembre. En feignant de le reconnoître toujours comme Souverain, on déclare sans façon que tous les habitans ont pris les armes contre lui, *Sire, disoit-on, Par nôtre lettre du 8. de ce mois, nous avons donné avis à Votre Majesté, que les Etats Généraux de cette Province, étoient convoquez, afin de chercher*

cher les moiens d'y rétablir la justice & la tranquillité publique, si nécessaires au service de V^{re} Majesté. Nous l'avertissons maintenant que de l'avis des Etats Généraux, le Député Militaire est allé du côté de Gironne & du Lampourdan, afin de s'opposer aux soldats prophanes & excommuniés pour avoir brûlé deux fois le S. Sacrement, qui veulent entrer dans la Catalogne. Le Député Roial a été envoyé pareillement vers Tortose & Balaguer, avec ordre de disputer l'entrée de la Province aux soldats logez dans le Roiaume d'Aragon. Ils s'approchent de notre frontière, menacent de tout mettre à feu & à sang, & commencent déjà des actes d'hostilité & entreprise contraire à la loi de Dieu & au service de V^{re} Majesté, préjudiciable à la Catalogne & à ses habitans, dont les privilèges sont directement violez. Nous informons enfin V^{re} Majesté que tous les habitans ont pris les armes, déterminés à repousser la violence dont ils sont menacés, & à défendre au péril de leurs vies l'intérêt de Dieu, leur propre honneur, leurs biens, les immunités & les constitutions stipulées de nos premiers Princes, & que V^{re} Majesté a juré de nous conserver, comme aians été sellées du sang de nos pères & du nôtre, si courageusement répandu pour le service de vos glorieux ancêtres, & pour celui de V^{re} Majesté. Les seuls désordres de gens de guerre ont tellement affligé le peuple, qu'il s'est cru obligé de se plaindre du mauvais gouvernement. Nous convenons qu'ils

1640. ont été commis à l'insçu de V^{otre} Majesté, & nous sommes persuadés qu'elle nous aime, comme un père doit aimer ses enfans, & qu'elle ne veut pas la ruine d'une Province qui lui a rendu tant de signalez services. Nos malheurs ne doivent être attribuez qu'à la haine que nous portent le Comte Duc, & Don Jerôme de Villanueva Secrétaire d'Etat, à qui V^{otre} Majesté a commis la direction des affaires de cette Province. L'un & l'autre en ont juré la désolation. C'est leur mauvaise conduite qui a causé les révolutions qu'on a vûes, qui fait gémir toute la Monarchie, & qui l'expose au danger de se perdre. On finissoit la lettre, en suppliant Philippe de rappeler les soldats laissez dans le Roussillon, & de contremander ceux qu'il envoioit vers la Catalogne.

Depuis la prise de Séminat, Olivarez assuré de l'intrigue liée entre les Catalans & la Cour de France, ordonne aux Officiers des troupes du Roi son maître postées dans le voisinage du Languedoc, de se saisir de quelques postes avancés de cette Province, afin de couper la communication des Catalans avec le Gouverneur de Leucate. Les Espagnols forment donc un petit corps d'armée, & témoignent par leurs mouvemens, projeter le siège de quelque place ennemie. Le Maréchal de Schomberg Gouverneur de Languedoc, d'autant plus actif à ne donner aucun sujet de plainte à la Cour, qu'il fait bien que le Prince de Condé

... avec

avec lequel il se brouilla d'une étrange manière à l'occasion du siège de Salces, 1642.
 cherche toutes les occasions de lui rendre de mauvais offices, & de le dépouiller de son gouvernement; Schomberg, dis-je, écrit à Richelieu, que les Espagnols semblent vouloir assiéger Narbonne. *Votre avis*, répondit froidement le Cardinal dans une lettre datée de Chauxnes le 21. Septembre, sans rien témoigner de la négociation entamée à Ceret, *ne doit pas être négligé, quoique je ne le tiennne pas autrement assuré. Quelle apparence y a-t-il que les Espagnols entreprennent un siège tel que celui de Narbonne? La saison est avancée: il n'y a ni bois, ni fourage dans le pays. Cependant, il se faut préparer comme si la chose devoit être, de peur de se trouver surpris.* Le Maréchal ramasse incontinent quelques troupes, monte à cheval, suivi d'un nombre de Gentilshommes, & oblige les Espagnols à lever le siège mis devant deux châteaux importans qui auroient coupé la communication de la France avec le Roussillon.

Pendant que Guimera retourne à Barcelone rendre compte de ce qui s'est passé dans les conférences de Ceret, du Pleffis-Bezancen court en poste à la Cour, avertir Richelieu de ce qu'il a reconnu de la disposition des Catalans à secouer le joug de la domination Castillane. On le renvoie incessamment. Il va joindre Villaplana & se rend avec lui à Barcelone.

1640. Les Députés Généraux l'y reçurent avec joie, & lui donnèrent une audience publique. *Messieurs*, leur dit-il en Espagnol, parce qu'aucun d'eux n'entendoit le François, *le Roi mon maître ayant appris de M. d'Espeñan que vous lui demandez son assistance, m'a ordonné de venir ici reconnoître l'état de vos affaires, & vous offrir tous les secours dont vous aurez besoin. Sa Majesté n'ignore pas ce que Charlemagne & ses successeurs, dont je vois ici les portraits à la tête de vos anciens Souverains, ont fait pour la Catalogne. Non moins généreuse & aussi bienfaisante que ses prédécesseurs, elle vous prévient aujourd'hui, & n'attend pas que vous imploriez son assistance par une Ambassade solennelle. C'est à vous de répondre à des avances si obligeantes.* Le Député Claris prit la parole au nom de ses confrères. Après d'amples protestations de reconnoître éternellement la bonté de Louis, après de vives plaintes de la tyrannie des Castillans, après un long détail des raisons que les Catalans ont de recourir à la protection de Sa Majesté Très-Chrétienne, il finit en disant à du Plessis qu'on nommeroit des Commissaires, qui lui exposeroient les desseins de la Province, ses besoins, & les conditions de l'alliance perpétuelle & inviolable qu'elle prétendoit contracter avec la Couronne de France.

Dans les conférences suivantes, du Plessis & les Commissaires convinrent que la Province donneroit neuf étages au Roi, trois

trois Ecclésiastiques , trois Gentilshommes , & trois du Tiers Etat. Que six demeureroient à Toulouse , & que trois iroient à la Cour en qualité d'Ambassadeurs. Que deux portes de la ville seroient mises entre les mains des François , l'une du côté de la France , & l'autre du côté de Tarragone , tant pour la seureté des troupes du Roi , que pour celle de la flotte qu'il enverroit. Moiençant quoi , on prioit Sa Majesté d'assister les Catalans d'hommes & d'argent , à certaines conditions. Rien ne fut signé. Outre que les affaires pressoient extrêmement , il y avoit encore des contestations à terminer sur quelques articles. Cependant du Pleffis averti qu'on négocie sous main l'acommodement des Catalans avec le Roi d'Espagne , s'en plaint aux Députez Généraux de la Province , & leur remontre , que s'ils peuvent obtenir des conditions avantageuses , Louis sera bien-aise d'y avoir contribué en quelque manière. *Du moins , ajouta-t'il , l'affaire ne se doit pas conclure sans ma participation. Ce seroit reconnoître fort mal la générosité du Roi mon maître , & une pareille infidélité m'obligeroit à prendre le parti de me retirer présentement.* Les Députez Généraux protestèrent qu'ils ne savoient rien de l'intrigue. On découvrit qu'elle avoit été liée par la Duchesse de Cardone & par deux de ses fils qui demeuroient à Barcelone. Elle auroit été abandonnée au ressentiment & à la fureur du peuple , si du Pleffis n'eût

1640. représenté qu'une pareille inhumanité seroit détestée à la Cour de France, & qu'il étoit plus à propos de s'assurer de sa personne & de celle de ses fils, afin que le Comte Duc craignant qu'on n'usât de représailles sur eux, n'osât maltraiter des gens envoyez par la Province au Roi Catholique, & arrêtez par ordre de Sa Majesté. Du Pleffis & Villaplana partirent alors, l'un pour aller rendre compte de tout au Cardinal de Richelieu, & l'autre pour conférer avec le Prince de Condé à Toulouse. Il étoit venu en Languedoc tenir les Etats du pais. Du Pleffis revint à Barcelone vers la fin de l'année, & y signa au nom du Roi le 17. ou 18. Décembre, le premier traité entre Sa Majesté & les Catalans. Il seroit inutile d'en rapporter les articles changez, ou abrogez peu de jours après dans un second, où les Catalans se donnent à la Couronne de France.

Flotes de France sur l'Océan & sur la Méditerranée.

Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery. Liv. VI. Chap. 63.

La déroute de la flotte d'Espagne qui partoît de Cadiz pour les Indes Occidentales, n'encouragea-t'elle point les Catalans à soutenir leurs premières démarches ? Dès le commencement de cette année, Richelieu avoit équipé une puissante flotte. On crut d'abord que Sourdis Archevêque de Bordeaux, son Général de mer, la commanderoit tout entière. Mais le Cardinal la partagea & résolut d'agir en même temps sur les deux mers. Il eut toujours une extrême passion de mettre ses neveux à la tête des armées

armées navales. Son pouvoir y étoit 1640
 plus absolu, que dans celles de terre, *Grotii Epl.
 sola an.*
 où les Maréchaux de France, & les au-
 tres Généraux, n'auroient pas voulu
 servir sous les jeunes parens. C'est pour-
 quoi Pontcourlai fut fait Général des Ga-
 lères. L'indigne sujet se conduisit si mal,
 & donna tant de mécontentement à son
 Oncle, qu'on fut obligé de l'éloigner
 des emplois. Armand de Maillé fils du
 Maréchal de Brezé & d'une seconde
 sœur de Richelieu, promettoit beaucoup.
 Le Cardinal le destina cette année à
 commander la flotte du *Penant*, ou de
 l'Océan. Ne projettoit-il point de le fai-
 re un jour Amiral de France ? Quoi
 qu'il en soit, on donna au Marquis de
 Brezé le Commandeur de Gouttes pour
 Lieutenant Général, & ils ont ordre
 d'aller vers les côtes du Portugal & de
 l'Andalousie. Peut-être que Richelieu
 informé de la disposition des Portugais
 à secouer le joug de la domination Cas-
 tillane, vouloit leur insinuer que s'ils y
 pensoient sérieusement, ils trouveroient
 bien-tôt une armée navale prête à les
 secourir. Mais l'incertitude véritable,
 ou affectée du Duc de Bragance, mo-
 déroît l'ardeur, & refroidissoit même
 ceux qui lui offroient de se déclarer en
 sa faveur. Le Cardinal se consola un
 peu de l'indolence apparente des Portu-
 gais, quand il apprit que son neveu aiant
 rencontré entre le Cap de S. Vincent &
 Cadix, la flotte Espagnole des Indes por-
 mandée

1640. mandée par le Marquis de Castignosa de la Maison de Zapata, l'avoit attaquée, & contrainte à se retirer dans la baie de Cadiz, après avoir perdu six galions brûlez, ou coulez à fonds, avec un grand nombre de marchandises & d'hommes tuez, ou noiez, entre lesquels on compte Castignosa. Plein d'ardeur & de courage, Brezé vouloit poursuivre sa victoire, & entrer dans la baie. Mais les plus habiles Officiers le retinrent, & lui remontrèrent que ce seroit exposer la flotte à un trop grand danger, & qu'il falloit se contenter d'avoir tellement incommodé l'ennemi, qu'il ne pût envoyer cette année aux Indes, ni par conséquent recevoir le secours d'argent qu'il en attendoit.

Le Roiaume de Naples avoit ses mécontents aussi bien que plusieurs autres pais de la Monarchie d'Espagne. On dit que le Cardinal Antoine Barberin les ménageoit sous main, lurré de l'espérance d'y obtenir une belle Souveraineté pour sa Maison, si les Espagnols en étoient une fois chassés. Un Seigneur Neapolitain, nommé le Prince de Sanzo, jeune homme hardi & entreprenant, mais fort imprudent, offrit l'année précédente au Maréchal d'Etrées Ambassadeur de France à Rome, d'introduire les François dans Naples, si la flotte de Louis se présentoit devant la ville. On ne compta pas autrement sur les promesses d'un homme, qui n'avoit ni crédit, ni places,

places, ni gens à sa dévotion. Cependant Etrées croit devoir tenter ce que Sanzo pourra faire, & lie une correspondance entre lui & l'Archevêque de Bourdeaux, qui commandoit la flotte de France. L'intrigue aiant été découverte par le Duc de Medina-las-Torrès de la Maison des Guzmans, Viceroi de Naples, Sanzo fut poursuivi criminellement. Le dernier endroit qu'il devoit choisir pour sa retraite, c'étoit Rome. Les Espagnols y ont trop de pouvoir. Il y va étourdimement, & la veille de Noël Don Emmanuel de Moura Marquis de Castel-Rodrigo, & Ambassadeur du Roi Catholique à Rome, le fait enlever par un fameux bandit, mandé du Roiaume de Naples, sous je ne sai quel prétexte. Ce fut en vain que le Pape se plaignit, ou fit semblant de se plaindre d'une entreprise criante contre son autorité souveraine, & qu'il réclama Sanzo. On le conduit à Naples, & peu de jours après on lui coupe la tête. Soit qu'il eût donné des assurances bien positives à l'Archevêque de Bourdeaux, qu'il y avoit dans le Roiaume un grand nombre de Seigneurs & de Gentilshommes prêts à lever le masque, dès que la flotte de France paroïtroit sur les côtes, soit qu'impatient de se signaler, Sourdis donnât aveuglément dans la chimère, il pressa si vivement Richelieu, qu'il obtint la permission de faire une tentative, quand l'occasion s'en présenteroit.

1640.

Aiant donc reçu ordre cette année d'aller sur la côte de Gènes avec les galères de France, soutenues de plusieurs vaisseaux, où Richelieu se flattoit de surprendre celles d'Espagne, commandées par le Duc de Ferrandina, & voyant qu'au bruit de l'embarquement des François, elles s'étoient séparées en deux escadres, dont l'une tira vers Carthagène, & l'autre du côté de Naples, l'Archevêque proposa à ses Officiers subalternes, d'aller brûler ce qu'on trouvera de galères dans le port de Naples, & jeter l'épouvante dans tout le Roiaume. Le Commandeur de Fourbin Lieutenant Général des galères, & plusieurs autres représentèrent qu'il seroit imprudent d'aller si loin, & sur des côtes, où leurs galères ne trouveroient aucune retraite, s'il arrivoit quelque fâcheux accident. Sourd à cette sage remontrance, le Prélat s'opiniâtre à vouloir avancer. Les galères l'abandonnent alors, & se retirent à Marseille. Sourdis fait voile avec ses vaisseaux vers Naples, & arrive vers le milieu de Septembre à la vue de la ville. On en fut quitte pour la peur. Le Duc de Medina-Torrès Viceroy, & Don Francisco de Melo, qui rappelle de la Viceroiauté de Sicile pour aller en qualité d'Ambassadeur à la Diète Impériale convoquée cette année à Ratisbone, se trouvoit alors dans Naples, donnèrent de si bons ordres, & assemblèrent tant de Noblesse & de milices que les mécontents sur qui l'Archevêque

vêque complotoit, n'osèrent branler. De 1643.
manière qu'il fut obligé de se retirer
honteux & chagrin, de voir sa belle ex-
pédition terminée à la prise de trois vais-
seaux marchands Anglois dans le port de
Baie. La moitié des marchandises étoit
déjà déchargée, & Sourdis ne se put ren-
dre maître de ce qui restoit qu'en perdant
de braves gens.

La joie de l'heureux succès des deux Du Hallier
sièges d'Arras & de Turin, dont je dois conduit un
parler maintenant, fut si grande, que la grand con-
Cour ne fit presque aucune attention à l'en- voi au Camp
treprise inutile de Sourdis. L'épouvan- devant Ar-
te jetée dans la ville & dans le Roiaume ras.
de Naples, fut mêmes mise au nombre
des avantages remportez cette année?

Tant on étoit d'humeur à crier victoire Mémoires
sur la moindre chose. Quoique les travaux pour servir
du siège d'Arras fussent au premier jour à l'Histoire
d'Août, poussez jusques au bastion de la du Cardinal
ville, dit Bassompierre, la famine & la de Richelieu.
difficulté d'amener des vivres au camp, Tom. II.
étoient si grandes, que le Roi fut obligé de Mémoires
mander en diligence l'armée que M. du de Perséus,
Hallier commandoit en Lorraine, & de tirer de Pontis,
les garnisons des places de Picardie. On la & de Sirot.
fit monter de la sorte à vingt-cinq mille Tom. I.
hommes. Elle devoit conduire un grand Grotii Epi-
convoy de six mille charrettes. Mrs. de Chau- stola passim.
nes & de Châtillon demeurèrent au camp. 1640.
Le Maréchal de la Meilleraie en partit le Histoire de
1. Août avec douze mille hommes, pour Gualdo
venir rencontrer M. du Hallier. Il le fit Priorato.
à point nommé. Bassompierre manque- Part. II.
ici Lib. IX.
Vittorio St-
ri, Memorie
Recondita.

1649.
Tom. VIII.
Pag. 804.
805.

d'exactitude. Cela lui arrive quelquefois dans ce qu'il a écrit durant sa prison, sur le bruit commun, ou sur les nouvelles que ses amis lui disoient. Les troupes amenées par du Hallier, jointes à celles qu'il trouva en Picardie, ne faisoient que seize mille hommes. Le convoi fut de huit mille charettes selon un Officier présent à la marche; mais le Cardinal de Richelieu n'en compte que quatre mille. Chaunés accompagna la Meilleraie selon l'ordre exprès du Roi. Ils sortirent l'un & l'autre avec trois mille hommes de pied & trois mille chevaux seulement. Cela se voit dans une relation du Maréchal de Châtillon. Il garda pour la défense des lignes deux mille cinq cens chevaux, & environ onze mille hommes d'infanterie. Si l'armée Françoisé fut au commencement du siège, de vingt-trois mille hommes de pied & de neuf mille chevaux effectifs, comme celui-ci l'écrivit le 23. Juin au Prince d'Orange; en cinq semaines de temps, on perdit devant Arras deux mille cinq cens chevaux & environ sept mille hommes de pied. Preuve certaine que dans ce qu'on appelle une grande conquête, le prétendu Conquerant perd souvent beaucoup plus qu'il ne gagne! Une ville emportée nonobstant sa longue & vigoureuse résistance, c'est à proprement parler, une sanglante bataille perdue. Cela saute aux yeux. Après je ne sai quel avantage imaginaire, l'armée qui se vante d'être

d'être victorieuse, est réduite à la nécessité de se retrancher, & de se tenir sur la défensive contre celle de l'ennemi qui n'a pû venir à bout de secourir la place assiégée.

Le Baron de Sirot qui servoit sous du Hallier, raconte dans ses Mémoires la marche & l'arrivée du secours, & du convoi conduit par ce Général. Lorsque nous étions à Fleville en Lorraine, dit-il, du Hallier reçut ordre de passer avec ses troupes du côté d'Arras, pour appuyer les Marchaux de Chaumes, de Châtillon, & de la Meilleraie, qui l'assiégeoient, & manquoient de vivres & de munitions de guerre dans leur camp. Il est surprenant qu'on ait commencé un siège de cette conséquence, sans avoir précédemment pourvu aux choses nécessaires à une entreprise si difficile. Le Cardinal Infant accouru au secours des assiégés, s'étoit avantageusement posté avec une puissante armée. Il coupoit tous les convois menez au camp. On pressa si fort du Hallier de faire diligence, qu'il laissa derrière lui une partie de son bagage, afin que sa marche fût & plus prompte, & moins embarrassée. Il arriva fort à propos. S'il eût encore tardé quatre jours à se rendre devant la place, on auroit été forcé à lever le siège. Il n'y avoit du pain que pour ce temps-là, & fort peu de poudre. Etant arrivé à Doullens entre Amiens & Arras, du Hallier trouva la Ferté-Imbaux qui commandoit un camp volant de quatre mille hommes. Celui-ci avoit un convoi prêt à mar-

1640. cher, dès que l'autre l'auroit joint. Notre armée renforcée de toute la maison du Roi, qui faisoit environ quatre mille hommes, & des troupes de la Ferté-Imbaud, monta jusques à seize mille. L'artillerie étoit de douze pièces de canon, & le convoi de huit mille charrettes chargées de vivres & de provisions. Nous gagnâmes le haut de la montagne voisine de Dourlens. Il y a là une plaine. L'armée y fut mise en bataille & en ordre de combat. L'artillerie & les charrettes marchèrent au milieu, les troupes sur les côtes, & une partie à la tête du convoi. On arriva enfin au camp de Lazar assez près d'Arras, sans voir l'ennemi. Du Hallier croioit que les Espagnols le chargeroient avant qu'il y fût, & qu'ils s'achèroient d'empêcher son passage. Cela leur auroit été beaucoup plus avantageux que d'attaquer les lignes. Par ce moyen, ils auroient pu jeter du secours dans la ville. Mais quoi que du Hallier fût extrêmement heureuse, d'arriver au camp pendant qu'ils étoient aux mains avec les François, ce fut un bonheur encore plus grand, de ne trouver personne qui disputât la marche, ni qui traversât le convoi que nous conduisions.

Je trouve une particularité fort remarquable dans un Auteur Italien. Donnons la sur sa bonne foi. Louis, dit-il, eut peur que si le Cardinal Infant marchoit au devant du convoi, il ne défit les meilleures troupes de Sa Majesté commandées par la Meilleraie & par du Hallier, & que la France ne demeurât ainsi égale-
ment

ment exposée à l'invasion des Espagnols, & au soulèvement du peuple mécontent. Car enfin, il se révolta cette année à Moulins, à Clermont en Auvergne, & dans quelques autres endroits. De manière que Sa Majesté aimoit mieux courir risque de perdre les treize ou quatorze mille hommes gardez par le Maréchal de Châtillon pour la défense des lignes, que l'élite de ses forces. Elle fit dire sous main, & à l'insçu de son Ministre à du Hallier, qu'il cherchât divers prétextes pour se dispenser de joindre la Meilleraie. Richelieu impatient de ce que le secours & le convoi ne marchent pas, charge Chouppes d'un ordre précis à du Hallier, de faire plus de diligence. *Vous aurez bien de la peine à persuader M. du Hallier d'exécuter l'ordre que vous lui portez*, dit Cinq-Mars Grand Ecuier qui favoit le secret de son Maître, en s'approchant de l'oreille de Chouppes, après que le Cardinal l'eût dépêché. Le jeune Favori ennemi du Ministre, n'avoit-il point inspiré cette crainte au Roi, dans l'espérance que si l'entreprise d'Arras échouoit une fois, tout le monde se déchaineroit contre Richelieu, & que le Roi se déferoit enfin de lui? Quoi qu'il en soit, du Hallier forme tant de difficultez, que Chouppes lui déclare nettement, que si le siège d'Arras se lève faute d'hommes, de vivres, & de munitions, le Cardinal s'en prendra uniquement à lui, & saura le punir de sa désobéissance. On marche donc enfin, mais si lente-

1640. lentement, que la Meilleraie impatient de ne voir ni secours, ni convoi, fut sur le point de s'en retourner au camp. C'étoit le plus grand plaisir qu'il pût faire aux ennemis de son Cousin, & au Roi même, chagrin de ce que son Ministre ne se mettoit pas en peine d'exposer la France aux plus grans dangers, pour emporter une ville trop témérairement assiégée. En quelles trances étoit alors le bon Maréchal de Châtillon? S'il ne reçut pas devant Arras le même affront qu'à Saint Omer, il en eut du moins la peur tout entière.

On rapporte encore que Richelieu aiant découvert dans la suite, pourquoi du Hallier avoit exécuté avec tant de répugnance l'ordre porté par Chouppes, il détourna Louis de donner le bâton de Maréchal de France à un Officier qui l'avoit justement mérité. Rien de plus dangereux en ce temps-là que d'obéir plutôt au Roi, qu'à son Ministre. *L'Evêque d'Auxerre, dit Pontis à propos d'une affaire qu'il eut au siège d'Arras avec un Officier parent de ce Prélat, avoit insinué entr'autres choses au Cardinal que j'étois si attaché au Roi, que rien ne seroit jamais capable de me détourner de faire ce que Sa Majesté me commanderoit. C'étoit le plus mauvais office qu'on me pût rendre auprès de Son Eminence, qui craignoit tout. Elle ne baissoit rien davantage dans un serviteur du Roi, que cette disposition à tout faire pour le service du Roi.* Tant Richelieu

lieu appréhendoit que son Maître souvent
 irrité contre lui, n'ordonnât enfin à quel-
 que personne aveuglément dévouée au
 Roi, de le défaire d'un Ministre impérieux
 & arrogant. Les Maréchaux de Chau-
 nes, & de la Meilleraie sortirent des lignes
 pour aller au devant du secours & du con-
 voi, accompagnés des Marquis de Pras-
 lin, & de Coislin, de Gassion Maréchaux
 de camp, des Ducs d'Enguien, de Ne-
 mours, de Luines, & d'un grand nombre
 de Seigneurs & de Gentilshommes distin-
 gués. Du Hallier amenoit avec lui la Fer-
 té-Imbaut, Troisvilles, S. Preuil, Hoc-
 quincour, Lénoncour & Schmidberg Ma-
 réchaux de camp, les Ducs de Mercœur
 & de Beaufort, Cinq-Mars Grand Ecuier
 qui commandoit les volontaires, entre
 lesquels on compte les Marquis de Mon-
 tespan & de Vervins, l'un premier Gen-
 tilhomme de la chambre & l'autre pré-
 mier Maître d'hôtel du Roi, le Comte
 de Noailles, Brion premier Ecuier du
 Duc d'Orléans, enfin un si grand nombre
 de Noblesse, que Louis demeura seul dans
 Amiens avec son frère & son Ministre.
 Le Duc d'Orléans y étoit venu vers le
 commencement du siège d'Arras. Le
 bruit courut dans le monde qu'il iroit y
 commander. Mais Richelieu quoiqu'ab-
 sent, prétendoit régler tout lui-même
 par les ordres absolus qu'il enverroit aux
 Généraux. Cinq-Mars n'avoit-il point
 secrètement engagé Gaston à se rendre
 auprès du Roi, afin de lier avec Son Al-
 tesse

HISTOIRE DE

1640. tesse Royale, & avec le Comte de Soiffons une nouvelle intrigue contre le Cardinal?

Le Cardinal Infant attaque les lignes des François.

Dès que le Prince Gouverneur des Pais-Bas apprend que Channes & la Meilleraie sont sortis du camp avec une partie des troupes employées au siège, il assemble son Conseil de guerre, & consulte, s'il attaquera les lignes dégarnies, ou si marchant vers le convoi & le secours amené aux assiégeans, il se mettra en état de combattre les deux Maréchaux de France & du Hallier. Il lui étoit fort facile d'exécuter l'un ou l'autre projet, avec une armée de dix-huit mille hommes de pied, & de neuf mille chevaux. Le Duc Charles de Lorraine & les autres de son humeur; disons si vous l'aimez mieux, de son expérience & de son habileté, insistèrent sur la nécessité de marcher au convoi. Don Philippe de Sylva & le Président Rose confidens du Comte Duc d'Olivarez, qui leur recommandoit de modérer l'ardeur du Cardinal Infant, & qui craignoit peut-être que ce jeune Prince qui ne l'aimoit pas, n'acquît trop de réputation & d'autorité, remontrèrent que le parti le plus sûr, & le moins dangereux, c'étoit d'attaquer les lignes; que le Maréchal de Châtillon auroit beaucoup de peine à défendre durant l'absence de ses collègues. Avec deux mille cinq cents chevaux, & dix à onze mille hommes de pied, avouë-t-il lui-même de bonne foi, je devois non-seulement garder quatre lieues de

Mémoires pour servir à l'Histoire du Cardinal de Richelieu. Tom. II. Journal de Bassompierre. Tom. II. Mémoires de Puysegur & de Pontis. Nani, Historia Veneta. Lib. XI. 1640. Historia di Gualdo Priorato. Part. II. Lib. IX.

de circonvallation & deux tranchées, mais encore opposer des troupes aux grandes sorties que les assiégés pouvoient faire contre les tranchées & contre nos quartiers. Un si grand embarras du Général ennemi promettoit un bon succès.

Le Cardinal Infant l'auroit obtenu selon toutes les apparences, si lors qu'il se fut approché des assiégeans, Sylva & Rose par un flegme naturel ou affecté, ne se fussent encore opposés au Duc de Lorraine, à Cantelmo, & à Lamboi, qui pressoient d'attaquer incessamment la circonvallation, par deux endroits différens, & crioient que la victoire étoit certaine, si on savoit profiter de l'éloignement des troupes emmenées hors du camp des assiégeans. *Il ne se faut pas tant précipiter dans une affaire de cette importance, disoient Sylva & Rose. Nous ne voulons point nous rendre responsables des suites fâcheuses que peut avoir la ruine d'une armée, dont la conservation des Pays-Bas dépend uniquement. Qu'on attaque les lignes, à la bonne heure. Mais voyons premièrement par où, & comment cela se peut faire plus sûrement & avec moins de danger.* Le temps employé à cette nouvelle délibération, donna le loisir aux deux Maréchaux de France qui avoient heureusement rencontré & assuré le convoi, de racourir au secours de Châtillon attaqué enfin par le Cardinal Infant, & à du Hallier même d'arriver fort à propos avec son puissant renfort, pour chasser les Espagnols du quar-

1640. quartier de Rantzau, qu'ils avoient emporté. Tel fut le malheur du Cardinal Infant, à qui ses ennemis n'ont pû refuser les justes louanges dûes à son courage, à sa vigilance, à sa fermeté, parmi tant de traverses & de contradictions. Les Conseillers, ou Inspecteurs, donnez par Olivarez, firent perdre à ce Prince plusieurs occasions favorables, & l'empêchèrent du moins de suivre librement les bons avis que de plus habiles gens qu'eux, lui donnoient. Si quelque chose peut disculper Richelieu de s'être témérairement opiniâtré au siège d'Arras, c'est la connoissance certaine qu'il avoit de la timide circonspection des Espagnols, qui ne leur permettroit pas de hazarder un combat dans la situation présente des affaires des Pais-Bas.

Lors qu'on en étoit aux embrassades de l'heureuse rencontre des troupes & du convoi, la nouvelle arriva que les ennemis étant venus attaquer notre circonvallation, ils avoient emporté le fort de Rantzau, & taillé en pièces le régiment de Roncherolles qui étoit dedans, dit Bassompierre. Gaston court incontinent au camp avec mille chevaux, & le Maréchal de la Meilleraie ramène ses troupes au plus vite. Mais Monsieur de Châtillon lui ayant mandé que les ennemis avoient tenté vainement l'attaque des lignes, & que se voyant repoussez, ils se retiroient sur la gauche, par où le convoi devoit arriver, il retourna en pareille diligence pour le rassurer. N'est-ce point
ici

ici une adresse de Châtillon, qui ne vouloit pas que le parent du Ministre eût part à l'honneur de la défense des lignes, & qu'il le lui enlevât peut-être tout entier? Car enfin, je ne voi point que le Cardinal Infant se fût encore désisté de son attaque, & Bassompierre insinué lui-même le contraire. *Les ennemis continuèrent d'attaquer, ajouta-t-il, & repoussèrent plusieurs de nos troupes. Messieurs* de Vendôme firent ce jour-là des merveilles. Ils demeurèrent toujours à la merci de mille coups au milieu des ennemis, tuant ce qu'ils rencontroient & animant nos gens durant quatre heures. Le combat dura autant. Monsieur de Châtillon fit tout ce qui se pouvoit humainement faire. Il eut un cheval tué sous lui. Mais enfin le convoi étant arrivé au camp sans opposition, avec l'armée de Monsieur du Hallier & avec les troupes que ramenoit le Maréchal de la Meillerie, la partie ne fut plus tenable aux ennemis. Ils quittent donc volontairement le fort de Rantzau, & se retirent en bel ordre, quand ils voient les régimens de Navarre & de Champagne, qui s'avançoient pour les attaquer. Ce récit succinct demande quelques éclaircissemens. Nous les tirerons d'une Relation du Maréchal de Châtillon même, & des Mémoires de trois Officiers présens à l'action. Qu'il me soit permis de rapporter auparavant une circonstance glorieuse à ce Général.*

* Les Ducs de Mercœur & de Beaufort, fils de César Duc de Vendôme.

1640. néral. Puyfégur la raconte. *Le combat dura trois heures, dit-il. Les ennemis se rendirent maîtres du fort. Le cheval de Monsieur de Châtillon fut tué d'un coup de canon, & son baudrier se trouva coupé d'une mousquetade. On lui vient dire alors que son fils a été tué. Il est bien heureux, répondit-il froidement, d'être mort dans une si belle occasion pour le service du Roi. Mais il avoit seulement reçu une blessure.* Je louerois la réponse du Maréchal comme un sentiment héroïque, si je ne craignois que le plaisir secret d'un glorieux avantage remporté, ne l'ait rendu plus que toute autre chose, insensible à la perte de son fils. Ne fut-ce point aussi un effet de son indolence naturelle?

Je trouve dans les Mémoires de Pontis une contestation curieuse & divertissante entre Châtillon & le Marquis de Grammont. Il faut lire le Comte de Guiche à mon avis, aîné de la Maison de Grammont. Car enfin, dans toutes les relations du siège d'Arras, aucun des premiers Officiers n'est appelé *Marquis de Grammont*. C'est apparemment une méprise de celui qui a prêté sa plume à Pontis, trompé par le récit du Gentilhomme, qui racontant cette particularité disoit, *Monsieur de Grammont*, comme on parle ordinairement des personnes encore vivantes. L'Auteur des Mémoires s'est imaginé que le Maréchal de Grammont s'appelloit le *Marquis de Grammont*, avant sa promotion à cette dignité. La faute

est

est assez grossière. Mais il y en a beaucoup d'autres dans l'ouvrage. Je reviens au fait, qui nonobstant cette hevue peut être véritable, puisque Pontis étoit présent à l'entretien. Monsieur, dit le Comte de Guiche à Châtillon, dès que l'armée du Cardinal Infant parut de loin, les ennemis s'avancent. Il faudroit aller au devant d'eux avec quelques escadrons de cavalerie. Cela rompra leur premier effort, & nous les empêcherons de forcer nos retranchemens. Il n'est pas question, Monsieur, d'aller combattre les ennemis, répondit le Maréchal. Il faut défendre nos lignes. C'est pour cela même, reprit le Comte, que je propose d'aller au devant d'eux. Celui qui attaque est ordinairement le plus fort. Et si vous êtes repoussé, repartit Châtillon, qui défendra nos retranchemens ? Voyez-vous cette ville ? ajouta-t-il en montrant Arras. C'est notre maîtresse. Il la faut enlever à quelque prix que ce soit, & répandre jusqu'à la dernière goutte de notre sang, s'il en est besoin. N'allons point chercher l'ennemi. Attendons-le de pied ferme, & voyons ce qu'il nous dira. Voici, Monsieur, une pure jalousie, dit le Comte de Guiche fort en colère. M'arrêter en cette occasion, c'est vouloir me faire un affront. Je m'en plaindrai au Roi. Vous le pouvez, Monsieur, repliqua le Maréchal. Ayez seulement la bonté de m'avertir auparavant, afin que je m'y trouve lorsque vous ferez vos plaintes. Cependant, retournez à votre poste, & n'en sortez pas. Il faut bien obéir

1640. *obéir à un Général*, reprit le Comte que l'alliance & l'appui de Richelieu rendoient plus fier qu'il ne falloit. *Mais je me plaindrai hautement de ce que la jalousie fait ainsi rejeter un bon avis.* L'attaque commença peu de temps après. Quand les ennemis eurent remporté le quartier de Rantzau, quelqu'un vint dire au Maréchal que tout étoit perdu, & que les retranchemens seroient bien-tôt forcez. *Attendez,* répondit-il gravement, *attendez qu'ils aient tout fait.* Châtillon commande à la cavalerie de donner sur les Espagnols. *Aussi-tôt dit, aussi-tôt fait,* ajoute Pontis. *Elle les chargea si vertement, qu'ils firent chasser des retranchemens; & repousser encore fort au delà du camp.* On reconnut alors, & le Comte de Guiche l'avoua lui-même, que le Maréchal avoit fait un coup d'habile & sage Général, en ne permettant pas à la cavalerie de sortir des retranchemens. *Ce fut elle qui sauva tout.*

Les François repoussent les Espagnols.

Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery.

Liv. VI.

Chap. 61.

Mémoires pour servir à l'Histoire du même.

Tom. II.

Dans l'attaque de la circonvallation, porte la Relation de Richelieu, le Cardinal Infant aiant cru qu'un grand convoi préparé à Douvres, n'en pouvoit partir le même jour que l'armée commandée par M. du Hallier, y étoit arrivée, résolut de forcer les retranchemens, sur l'avis qu'il reçut, de la sortie des Maréchaux de Chaumes & de la Meilleraie avec une partie de leurs forces, pour aller au devant du convoi, qu'il s'imaginait venir d'Hesdin. Bien que ce Prince & ceux qui commandoient sous lui, fissent tous les efforts possibles pour for-
cer

cer les lignes, la défense fut si vive, le jeu de l'artillerie si extraordinaire, & la surprise des ennemis si grande, lors que durant la plus grande chaleur du combat, ils virent le camp renforcé non seulement des troupes sorties auparavant, mais encore de l'armée de Monsieur du Hallier arrivée dans le même instant, que le Cardinal Infant fut obligé de se retirer après avoir perdu près de trois mille hommes, & un grand nombre d'Officiers morts ou blessez. Puisque le Maréchal de Châtillon s'est donné la peine de dicter un récit plus exact de cette action succinctement racontée par tous les autres, il est juste de le rapporter ici. Nous avons déjà vu qu'assisté des Comtes de Guiche & de Grancey, & du Marquis de Praslin Maréchaux de camp, il demeurera pour la garde des lignes avec treize à quatorze mille hommes, tant d'infanterie que de cavalerie. Quand il eut distribué les quartiers que chaque Maréchal de camp devoit défendre avec un certain nombre de troupes, il ne lui resta qu'un bataillon du régiment des gardes, quatre régimens d'infanterie, & trois de cavalerie, dont il se fit comme un corps de reserve, pour secourir les quartiers qui seroient attaquez.

Au lever du soleil, dit Châtillon, le Comte de Guiche avertit le Maréchal, qu'il avoit les ennemis en présence, & qu'ils se préparoient à une grande attaque. Ils s'étoient coulez à la faveur d'un rideau, & approchez des lignes & des redoutes que le Comte de-

1640. fendoit. Châtillon y acourut promptement, & envoya ordre à l'infanterie & à la cavalerie réservée, d'avancer le long des lignes, vers l'endroit où les ennemis paroissoient. Le Maréchal arrive sur les cinq heures du matin, & trouve le Comte de Guiche & ses troupes en fort bon état. Celles que Châtillon avoit mandées s'y rendirent incontinent après. Il les met en ordre à la vue des ennemis. Chacun témoignoit beaucoup de gaieté, & une grande disposition à bien faire. Le Cardinal Infant étonné de notre contenance, s'arrête trois ou quatre heures derrière les masures d'un village ruiné, sans oser avancer. Il étoit apparemment occupé à cette délibération, qui lui fit perdre l'occasion du monde la plus favorable, comme je l'ai remarqué. On tira cent coups de canon de cinq grosses pièces, qui percèrent aisément les masures du village, & donnèrent dans les bataillons ennemis, poursuit le Maréchal. Le Prince Espagnol se lasse enfin, quitte ce poste, & fait semblant de retourner vers son quartier de Bailleul-le-Mont, ou de Rivière. Ne fut-ce point alors que Châtillon aiant appris que la Meilleraie revenoit au camp avec ses troupes, sur le bruit de l'attaque des lignes, envoya dire à celui-ci qu'il n'y avoit rien à craindre pour elles, & que le Cardinal Infant sembloit vouloir aller au-devant du convoi ?

Vis-à-vis du quartier de Rantzau, dit encore Châtillon, les ennemis tournent tout court à leur droite, & font marcher cinq

cinq gros escadrons, & quatre bataillons avec six pièces de canon. Le Maréchal voyant cela, commande au régiment de Grancey qui se trouvoit plus près de lui, d'avancer en diligence. Son dessein, c'étoit de le jeter dans le fort de Rantzau. Il marche en même temps avec le régiment de Guiche, & mande au Comte de s'approcher incessamment de lui avec les troupes de reserve, pour soutenir le quartier de Rantzau, qui alloit être attaqué, & de laisser à Gassion qui s'étoit avancé à toutes brides, le commandement des troupes qu'il avoit ramenées. Deux régimens, l'un Espagnol, & l'autre Walon, aiant détaché des gens de leurs bataillons, attaquèrent avec grande hardiesse le fort de Rantzau, où commandoit Ronche-rolles. Les nôtres repoussèrent deux ou trois assauts. Mais ils furent contraints de céder au nombre, & d'abandonner le fort. Une partie du régiment de Grancey fut renversée par le désordre de ceux qui en sortoient. Le Comte de Grancey arrive sur ces entre-faites avec Dandelot, partie de son régiment, & cent hommes des gardes, commandez par Amfreville & Saugeon. Ceux-ci repré-
nent le fort. Mais les ennemis aiant redoublé leurs efforts, l'emportèrent une seconde fois. Joieux de l'avoir regagné, ils viennent donner hardiment dans les barrières du quartier de Rantzau. Grancey & d'Aumont sortent à droite & à gauche avec deux régimens, & repoussent les ennemis jusques derrière le fort, qu'ils avoient gagné. Les Ducs de Mercœur, de Beaufort & de Ne-

1640. *mours se signalèrent en cette occasion, & se servirent bravement de leurs épées. Mais ne pouvant aller plus avant, ils furent obligez de se retirer dans nos lignes, après avoir laissé quatre cens hommes des ennemis sur la place, & poussa le reste en grand désordre derrière le fort. Monsieur le * Grand arriva un moment après avec un grand nombre de volontaires distinguez. Il vouloit aller donner avec la bonne compagnie qu'il amenoit, dans le fort que les ennemis venoient de regagner. Mais le Maréchal de Châtillon le retint par ses prières, & par son autorité même qu'il fut obligé d'employer.*

*Vie du Prince de Condé.
Liv. I.*

Je ne trouve point ici le Duc d'Enghien. Cela me surprend. Il n'étoit pas d'humeur à s'absenter des belles occasions. L'Auteur de sa vie assure qu'il se distingua dans celle-ci. Les Mémoires des Officiers présens à l'action ne font aucune mention de lui. Ne l'empêcha-t-on point d'y aller, de peur qu'il n'exposât trop librement sa vie? Peut-être qu'il revint au camp plus tard que les autres volontaires qui suivirent avec lui les Maréchaux de Chaunes & de la Meilleraie, quand ils allèrent au devant du convoi. J'ai lu quelque part, & je croi l'avoir remarqué ci-dessus que Richelieu reprocha un jour à Cinq-Mars d'avoir manqué de bravoure au siège d'Arras. Si Châtillon n'a pas voulu flatter un jeune Favori dont le crédit étoit déjà redoutable, ou peut-être plaire au Roi qui l'aimoit tendrement, on eut fort

* Cinq-Mars Grand-Ecuier.

fort mauvaise grace d'insinuer à Sa Majesté que Cinq-Mars fut interdit, & qu'il témoigna craindre le feu dans l'action que je raconte. Le Cardinal qui avoit lu la relation de Châtillon, devoit encore moins parler defavantageusement du courage de Cinq-Mars. La manière dont il souffrit la mort, est une preuve certaine qu'il n'en manquoit pas. Je me défie ici de l'Auteur qui rapporte cette circonstance. Il prétend que le Grand-Ecuier n'avoit point encore *vu de feu*. Or il est certain qu'il alla l'année précédente au siège d'Heldin. Et si je ne me trompe pas, il s'étoit déjà trouvé en d'autres occasions.

Les Marquis de Coislin & de Varennes, poursuit Châtillon; arrivèrent fort à propos avec les régimens de Champagne, de Navarre, de Piémont & de la Marine pour arrêter le redoublement des efforts des ennemis qui nous attaquoient par le seul quartier de notre circonvallation, où l'infanterie ne pouvoit être soutenue par la cavalerie. Monsieur de Charnes & de la Meilleraie vinrent aussi à l'instant. M. du Hallier une demi-heure après avec l'armée de secours. Les ennemis étonnez de ce grand & inopiné renfort, retirèrent leur canon, & abandonnèrent le fort qu'ils avoient gagné. Mille ou douze cens de leurs gens sont demeurez sur la place, sans ceux qu'ils ont emporté sur des chariots, entre lesquels étoient le Comte de Willerval, & plusieurs autres Officiers distinguez. Leur perte

1640. *n'est que de deux mille hommes tant tuez que bleffez.* Le Maréchal ne marque point celle des François. Je trouve ailleurs qu'ils eurent mille soldats tuez, & que quatre cens de leurs Officiers demeurèrent sur la place, ou furent bleffez. On compte parmi les premiers le Marquis de Fors & le Comte de la Rochepot, l'un de la Maison du Vigean, & l'autre fils du Comte du Fargis. Châtillon relève la prudence & la bravoure de ses trois Maréchaux de camp. Si ce que j'ai rapporté des Mémoires de Pontis est véritable, il y a quelque chose de noble & de généreux dans les louanges particulières que le Maréchal donne au premier d'entr'eux, nonobstant leur différend avant le combat. *Le Comte de Guiche a fort bien fait selon ses bonnes coûtumes,* dit l'honnête Général. *Il n'a épargné ni sa personne ni ses soins, & dans sa conduite il a témoigné beaucoup de jugement & d'adresse.* Le Marquis de Praslin & le Comte de Grancey se sont employez avec autant de vigueur que de zèle. En relevant ainsi au dessus de ses collègues, un Seigneur allié & confident du Ministre, n'a-t-on point voulu faire sa cour à Richelieu? Après avoir loué le Vidame d'Amiens fils du Maréchal de Chaunes, Châtillon n'oublie pas le sien. *Dandelot, ajoute-t'il, entrant des premiers dans le fort regagné tua un Officier Espagnol. Il fut bleffé légèrement à la main & reçut un grand coup de mousquet sur ses armes.* Voilà sur quoi on vint dire au Maréchal que son fils étoit tué.

Ajou-

Ajoutons à cette relation une ou deux particularitez que les Mémoires de Sirot nous aprénent. Il s'y fit d'aussi vigoureuses actions, qu'il s'en étoit fait depuis le commencement de la guerre, dit cet Officier à propos du fort de Rantzau pris & repris. Les ennemis s'en étant emparez, nos gens y rentrèrent à coups de canon & de main. Le Duc de Lorraine qui commandoit à l'attaque, acquit beaucoup de gloire par son adresse, par sa bravoure, par son intrépidité. Cela ne se put faire sans perdre un grand nombre d'hommes. Convaincu après sa retraite que les Généraux Espagnols ménageoient leurs soldats, & qu'on ne se mettoit pas auement en peine de conserver les siens, il ne fit plus de si grands efforts en pareilles rencontres. Le choc qu'il donna pour se saisir du fort, fut rude & vigoureux. Il dura jusques à la nuit. Afin de rendre justice à ceux qui le méritoient, on ne doit pas omettre ici l'adresse d'un Canonier. Il pointa si bien trois canons sur une hauteur, qu'il prit l'armée Espagnole en flanc. De manière qu'ayant tiré l'espace de deux heures, sans que les ennemis fussent ébranlez de leurs pertes, ils furent enfin obligez de se retirer. L'arrivée du secours amené par du Hallier leur servit de prétexte. On aime mieux attribuer sa retraite au bonheur des François, qu'à l'habileté du Canonier. Le Cardinal Infant partit donc avec assez de confusion & de honte. Tant il est vrai qu'on est quelquesfois plus redevable du gain entier d'une victoire, à l'adresse d'un inconnu,

1640. qu'à l'expérience & aux soins des premiers Officiers. Le Général profita de l'obscurité des personnes intelligentes dans leur métier, & s'attribua tout l'honneur de plusieurs choses, auxquelles il n'a pas souvent la moindre part. Charles Duc de Lorraine alla l'année suivante à Paris, faire un nouveau traité avec le Roi, comme je le rapporterai en son lieu. Gaston Duc d'Orleans lui parla du fort de Rantzau que Charles avoit emporté, & d'où il fut repoussé faute de secours. Après que Son Altesse Royale eut loué la bravoure & l'intrépidité du Duc de Lorraine, Chaudebonne présent à l'entretien, lui demanda qui l'avoit soutenu dans une entreprise si hardie. *La terre*, repartit-il brusquement. Charles vouloit insinuer que les Espagnols l'avoient abandonné.

Le second jour d'Août, dirai-je, si heureux, ou si glorieux aux François? finit par une brutalité du Maréchal de la Meilleraie. Sirot la raconte de la sorte. *Si on eût cru du Hallier, qui conseilloit de faire sortir des lignes quatre mille chevaux & deux mille mousquetaires pour les appuyer, toutes les troupes qui attaquèrent le camp & le fort de Rantzau, se seroient retirées avec une extrême peine. Dans leur embarras, elles courroient risque d'être défaites. Le Duc de Lorraine fut bien heureux de conserver ses troupes par la jalousie que la Meilleraie conçut contre du Hallier. Voulant s'attribuer tout l'honneur du siège, le Maréchal détour-*

détourna cette entreprise, & craignit de donner trop d'avantage à celui qui la proposoit. Il témoigna mêmes quelque regret de ce que le secours & le convoi amenez à propos, sembloient obliger l'ennemi à se retirer. Je me passerois mon épée au travers du corps, dit la Meilleraie à du Hallier, si je croiois que vos troupes ont empêché que nos retranchemens ne fussent forcez. Du Hallier voiant l'animosité de ce Général contre lui, résolut de partir le lendemain, & de remettre toutes choses entre les mains des Maréchaux de Chaumes & de Châtillon, qui en usèrent plus honnêtement avec lui. Ils le remercièrent du secours amené, & avouèrent que sans sa diligence, la ville courroit risque d'être secourüe & perdue pour le Roi. Mais la Meilleraie n'étoit pas de cet avis. Du Hallier partit pour Douvrens, de peur de lui causer de l'inquiétude, & afin de favoriser les convois amenez au camp d'Arras.

Sa retraite lui fut glorieuse. Lorsque la ville étoit aux abois, le Maréchal de la Meilleraie eut avis que les ennemis se préparoient à une nouvelle tentative pour secourir les assiégés. Il écrivit alors à du Hallier une lettre de civilité, & le pria de revenir au camp avec toutes ses troupes le 8. Août à quatre heures du matin, jour que les ennemis avoient marqué pour l'exécution de leur projet. Une lettre si contraire aux discours du Maréchal, surprit d'autant plus du Hallier qu'on y reconnoissoit de bonne foi, que la place ne se pouvoit emporter sans lui.

1640. Comme il y alloit du service du Roi, du Hallier marcha toute la nuit, & se rendit dans les lignes au point du jour. Il trouva que les ennemis se dispoient à une seconde attaque. Mais ayant appris qu'il les avoit devancez, ils se retirèrent à Douai sans rien entreprendre. Le Favori de Louis avoit tenté de faire encore plus de mal à du Hallier, que le parent de Richelieu. Impatient d'obtenir un emploi éclatant, Cinq-Mars s'avise de presser le Roi de lui donner le commandement de l'armée que du Hallier avoit amenée de Lorraine à Dourlens, & la commission de conduire le convoi au camp. Louis indigné d'une pareille demande, répondit à son Favori, qu'il étoit ridicule de proposer seulement de faire un pareil affront à un ancien & bon Officier, dans le temps même qu'il servoit utilement. Le Roi n'ayant pu s'empêcher de dire à Richelieu la prétension impertinente de Cinq-Mars, le Cardinal ne laissa pas échapper cette occasion de parler contre lui.

Prise d'Arras.

Avant que de se retirer à Dourlens, du Hallier signa conjointement avec les trois Maréchaux de France, la sommation envoyée le 3. Août aux habitans d'Arras.

Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery. Liv. VI. Chap. 61. Mémoires pour servir à l'Histoire

Elle étoit conçue en ces termes. Puisque votre secours fut repoussé hier à votre ville, que l'armée venue pour vous délivrer, s'est retirée, que vous avez fait toute la résistance qui se pouvoit attendre, & que vous vous trouvez en état d'être bien-tôt réduits à l'extrémité, tout prétexte cesse maintenant, &

l'obsti-

l'obstination des gens de guerre qui n'ont rien à perdre, est seule capable de vous retenir. Ce trompette du Roi a ordre de vous déclarer de notre part, que si vous ne voulez envoyer des Députés pour traiter de la capitulation, vous n'y serez plus reçus, & qu'on exercera contre vos personnes & contre vos familles, tous les actes d'hostilité, dont la rigueur des armes est ordinairement accompagnée. Ces menaces n'ébranlèrent point encore les habitans. Ils espéroient que le Cardinal Infant feroit un nouvel effort pour la conservation de leur ville. Le 7. du même mois, la Meilleraie fait jouer une mine du côté de son attaque. L'effort en fut plus grand qu'on n'auroit osé l'espérer. Chaunes & Châtillon maîtres du fossé, se préparent du leur, à faire entrer le mineur dans un ravelin attaché au grand portail de la ville. Nonobstant ces grans avantages, les trois Maréchaux de France craignoient toujours que le Cardinal Infant, dont l'armée se trouvoit renforcée des troupes détachées du corps opposé au Prince d'Orange, & de celles que le Général Beck avoit tirées des places de la Meuse, & amenées ensuite, ne vint forcer leurs lignes par quelque endroit. Il ne reste aux ennemis que ce seul coup de désespoir, dit Châtillon dans sa lettre du 7. Août à Des-Noiers.

Le Prince Espagnol s'avança en effet le jour suivant, après que les habitans eurent promis de se rendre, s'ils n'étoient

1640.
du même.
Tom. II.
Journal de
Bassompier.
re. Tom. II.
Mémoires
de Puysegur,
de Pontis,
& de Siret.
Tom. I.
Vie du Ma-
réchal de
Gassion.
Tom. II.
Nani, Hi-
storia Vene-
ta. Lib. XI.
1640.
Histoire de
Gualdo
Priorato.
Part. II.
Lib. IX.
Vittorio Si-
ri, Memoria
Recondite.
Tom. VIII.
Pag. 207.
208.

1640. pas secourus le 9^e. avant midi. Mais son projet fut déconcerté par du Hallier venu fort à propos de Dourlens. On dit encore que Gassion trompa le Cardinal Infant par un mensonge, que Richelieu aussi peu scrupuleux sur cet article, que sur plusieurs autres, appella *une ingénieuse gabatine*, & *un coup d'esprit qui méritoit l'estime des gens du métier*. Voici ce que c'est. Gassion parti avec vingt ou vingt-cinq maîtres, pour reconnoître la marche des ennemis, rencontre quelques coureurs Allemans & leur parle de la sorte après une légère escarmouche. *Que je plains le malheur de tant de braves gens qui se vont exposer à la boucherie, pour une ville rendue dès hier!* Ce discours rapporté au Cardinal Infant, parut d'autant plus vraisemblable, que des espions, ou des traitres, l'avertirent que les otages de la ville étoient déjà dans le camp, & qu'on ne tiroit plus de part & d'autre. Les larmes lui vinrent alors aux yeux, ajoute-t-on, & il prit la résolution de se retirer. Quel surcroît de chagrin à ce Prince désolé! Les assiégés battent à sa vûe la chamade le 8. Août, obtiennent une trêve qui fut continuée jusques au 9, & envoient ce jour-là même à une heure après minuit, des Députés au Maréchal de la Meilleraie, pour convenir des *articles* de la capitulation, *signez* ensuite, dit Richelieu d'un air insultant, *en présence de l'armée ennemie rangée en bataille à une portée de canon*

canon du camp des assiégeans. Châtillon marque en peu de mots dans sa lettre du 9. Août à Des-Noiers, quels ils furent. Que les gens de guerre sortiroient de la manière la plus honorable. Que les habitans Ecclesiastiques ou laïques seroient tous maintenus dans leurs privilèges. Que la garnison que le Roi mettroit dans la ville, seroit païée des deniers de Sa Majesté, sans être à la charge du peuple. S. Preuil déjà pourvu du gouvernement de Dourlens, à qui le Roi avoit promis celui d'Arras dès les premiers jours du siège, l'obtint avec applaudissement : honneur funeste à ce Gentilhomme brave & déterminé ; mais imprudent & déréglé au dernier point ! Ce qu'il avoit ardemment désiré, comme un chemin aux premières dignitez militaires, le conduisit à l'échaffaut en moins de deux ans.

Depuis la prise d'Arras, les François & les Espagnols ne firent que s'observer les uns les autres. Dans une lettre au Prince d'Orange, le Maréchal de Châtillon rend ainsi compte de ce qui se passa jusques au 21. Septembre. *Je suis demeuré seul Général des armées du Roi dans l'Artois. Après trois semaines du séjour à Aubigni bourg situé sur la Scarpe, je suis venu depuis deux jours loger à Habar, maison du Comte d'Egmont, une lieue plus près d'Arras. Le Cardinal Infant & le Duc Charles de Lorraine sont postez à deux lieues de moi, au pied des montagnes de Béthune. C'est pour courir cette ville, & pour*

1640. m'empêcher de fourager plus avant dans le païs ennemi. J'espère de demeurer sur la frontière de l'Artois jusques à la fin d'Octobre. M. du Hallier commande un petit corps de six mille hommes de pied, & de deux mille cinq cens chevaux, à trois lieues de moi, entre Dourlenis & mon quartier général. Il a ordre de se joindre à moi lors que je le jugerai à propos. Des deux armées que nous avions devant Arras, il me reste quatorze mille hommes de pied & six mille chevaux, sans y comprendre cinq mille des uns & huit cens des autres laissez par ordre du Roi dans la ville conquise. L'armée Espagnole est de seize mille hommes de pied & de sept mille chevaux, en y comprenant les troupes du Duc de Lorraine, de Lamboi, & de Beck. Avec toutes ces forces, ils n'ont osé attaquer le moindre de nos convois conduits à Arras, où Sa Majesté fait de puissans magazins. Ils entreprirent sur nos fourageurs, il y a quelques jours, avec quatre mille chevaux & deux mille hommes de pied commandez par Cantelmo. L'embuscade étoit à une lieue & demie de nôtre quartier, pour couper nos fourageurs. Mille chevaux vinrent attaquer Gassion, qui avoit avec lui sept cens chevaux & autant de mousquetaires, pour l'escorte du fourage. Il charge les ennemis sans marchander, les rompt & les mène battant une demi-lieue durant jusques auprès de l'embuscade. Ses gens auroient été défaits, si je n'eusse envoyé mille chevaux sous la conduite des Marquis de Coislin

Coislin & de Praslin, qui obligèrent la cavalerie ennemie à se retirer en désordre. Je montai moi-même à cheval, & fis sonner la retraite, voyant qu'il n'y avoit aucune apparence de les suivre plus loin. J'espère de recevoir dans un mois l'ordre d'aller en quartiers d'hiver. Cependant nous tâcherons de vivre aux dépens du païs ennemi. 1640.

On sera peut-être bien-aîsé de trouver ici une chose arrivée à Puyfégur peu de jours après la prise d'Arras. Il la rapporte dans ses Mémoires. C'est une nouvelle preuve de ce que j'ai déjà plus d'une fois remarqué, du génie de Richelieu, & de la manière dont il éloignoit des emplois, ceux qui ne se vouloient pas dévouer aveuglément à lui. Puyfégur étoit du nombre de ces honnêtes gens. Aiant obtenu la permission d'aller à sa maison, il rencontra le Roi qui n'étoit pas encore parti d'Amiens. Comme Sa Majesté connoissoit le mérite de cet Officier, elle lui donna de bonne grace & de son propre mouvement, une compagnie vacante dans le régiment des gardes, que le Cardinal & Cinq-Mars demandoient pour deux personnes différentes. Puyfégur informé du refus fait au Ministre & au Favori, croioit déjà tenir la compagnie, dit-il. Mais quel fut son étonnement, quand s'approchant du Roi ce jour-là même, il voit qu'au lieu de le regarder, son Maître confus se tourne vers une fenêtre. Il devina facilement que Louis avoit honte de

1640. de la foiblesse que sa conscience lui reprochoit, & qu'il n'osoit regarder un fidèle serviteur, à qui un Ministre artificieux l'obligeoit de manquer de parole. Puy-ségur ne se déconcerte point & s'approche du Roi, dès qu'il se retourne. Sire, lui dit-il, *quoique je n'aie pas la compagnie, je suis autant obligé à Votre Majesté, que si elle me l'avoit donnée.* Puy-ségur, repartit Louis, *la raison pourquoi je ne vous la donne pas, c'est que vous m'êtes tellement nécessaire dans mes armées, & dans mon régiment de Piémont, qu'il faut que vous y demeuriez encore quelque temps. Je vous promets qu'après cela, je serai pour vous tout ce qu'un Gentilhomme peut espérer.* L'Officier connut fort bien que ce refus honnête étoit de l'invention du Cardinal, qui ne vouloit, ajoute-t-il, *soiffrir dans le régiment des gardes & dans les gouvernemens que des gens qui lui eussent promis fidélité.* Il fit le même tour à Troisvilles. Le Roi lui avoit donné de la même sorte, le gouvernement de Mets vacant par la mort du Cardinal de la Valette. Quoi, Sire, dit alors Richelieu, *tirer Troisvilles d'auprès de vous & de la tête des mousquetaires? Votre Majesté n'y pense pas.* Il est jeune, vous saurez lui faire d'autres gratifications qui ne l'empêcheront pas de demeurer auprès de vous. Le dessein du Cardinal, c'étoit de tirer, moiennant une récompense, le gouvernement de Mets des mains de Lambert qui l'obtint à sa recommandation,

tion, & de le prendre pour lui-même. 1640.

Les Ministres se servent encore aujourd'hui de cet artifice usé, quand ils veulent éloigner de quelque emploi, un homme de mérite qu'ils n'aiment pas, & dont ils n'ont point de mal à dire. Je serois surpris que les Princes ne s'en aperçussent pas, si l'Histoire & l'usage du monde n'apprennent, que ce sont les gens les plus faciles à surprendre. Ils donnent dans les panneaux les plus grossiers.

Deux ou trois semaines après le retour de Louis à Paris, la Reine son épouse *Naissance du Duc* acoucha le 21. Septembre d'un second fils. *d'Anjou.*

On lui donna le titre de Duc d'Anjou, & le nom de Philippe au batême. Le Roi son frère lui ayant accordé depuis la plus grande partie de l'apanage de Gaston leur Oncle mort sans enfans mâles, il fut *Journal de Bassompierre. Tom. II. Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery. Liv. VI. Chap. 63. Mémoires pour servir à l'Histoire du même. Tom. II.* appelé Duc d'Orléans. Le peuple ignorant admira le mois de Novembre suivant le desintéressement généreux du Prince de Condé. Quoique cette naissance lui dût être d'autant moins agréable, qu'elle le reculoit encore plus de la Couronne, il l'exalta dans sa harangue aux Etats de Languedoc, comme le plus grand bonheur qui fût arrivé cette année à la France. Mais ce même discours est rempli de flatteries si outrées, si ridicules, que les gens d'esprit se moquèrent du Prince qui ne pensoit qu'à faire sa cour au Roi, & encore plus à Richelieu, dont il demandoit fort basement alors la nièce en mariage pour le Duc d'Enguien son

1640. son fils aîné. *Le bonheur de la prise d'Arras & de Turin, n'égale pas, dit Condé, celui de la naissance d'un second fils à notre Roi. Elle assure l'Etat comme une colonne de seureté perpétuelle, contre tous les mauvais événemens. Il ne faut point douter du bon succès des affaires publiques. Dieu, la fortune & la valeur du Roi, la conduite miraculeuse de M. le Cardinal, nous donnent des arrhes continuées, que rien n'est impossible sous cette divine, heureuse, prudente & courageuse direction. C'est une chose assez particulière que le premier Prince du sang Roial semble avoir affecté d'en dire encore plus que tous les impertinens flatteurs du Ministre.*

Continuation
du siège
de Turin.

Après les grans efforts du Marquis de Léganez Gouverneur de Milan, mais autant inutiles que ceux du Cardinal Infant pour le secours d'Arras, le Comte d'Harcourt entre enfin triomphant dans Turin, le lendemain de la naissance du Duc d'Anjou. Depuis l'arrivée du puissant renfort amené de Pignerol par le Vicomte de Turenne, le Général François en reçut un autre de deux mille hommes de pied & de quatre cens chevaux, conduit par le Marquis de Villeroi. Quatre cens Gentilshommes Dauphinois se joignirent à lui, & l'accompagnèrent jusques au camp. Mais immédiatement après, ils demandèrent que selon l'ancien usage de leur Province, le Comte de Tonnerre de la Maison de Clermont, les commandât en qualité de Connétable & de

*Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery.
Liv. VI.
Chap. 73.
Mémoires pour servir à l'Histoire du même.
Tom. II.
Mémoires du Maréchal du Plessy.
Journal de Bassen-*

de premier Baron du Dauphiné. Les assiégés plus serrez qu'auparavant comment alors de manquer de poudre. Zignoni de Bergame Ingénieur entreprit de remédier à cet inconvénient par des boulets creux. Il y mettoit de la poudre, & des lettres même, quand on vouloit donner quelqu'avis aux assiégés, & par le moyen de trois gros mortiers, il les jettoit continuellement dans la ville. Le Prince Thomas se servit de la même invention pour concerter certaines choses avec Léganez. De là vient que ces boulets creux furent communément appelez des *Couriers volans*. Quelqu'un dit que Gallo valet de chambre du Prince Thomas, fut le premier qui s'avisa de l'expédient, & que Zignoni le perfectionna seulement. Quoi qu'il en soit, le secret parut plus beau, qu'il ne fut utile aux assiégés. Les boulets creux ne purent leur fournir assez de poudre.

Désespérant d'être secouru par les Espagnols repoussez plus d'une fois, Thomas avoit déjà parlé d'entrer en négociation. Le Comte du Plessy fut chargé de traiter avec ceux qui vinrent de sa part. Je ne sai pourquoi il n'a rien dit du détail de cette affaire. On nous a conservé un mémoire envoyé dans le mois d'Août au Comte d'Harcourt sur les propositions du Prince. Ellés y sont toutes marquées avec les réponses de Richelieu, qui paroît l'avoir dressé, ou du moins dicté. Voici la substance de cette pièce subtilement con-

1640.

pierre.

Tom. II.

Nani, *Historia Veneta*.

Lib. XI.

1640.

Historie

di Gualdo

Priorato.

Part. II.

Lib. X.

Vittorio S-

ri, *Memorie*

Recondite.

Tom. VIII.

Pag. 865.

866. &c.

conquë. Qu'il étoit assez difficile de prendre des mesures justes sur les avances de Thomas. Que s'il est réduit à l'extrémité, il n'en fera que pour se tirer d'embarras, & pour tromper. Qu'il ne peut offrir aucun avantage, qui vaille celui de se rendre maître de sa personne, aussi bien que de la ville. Qu'il ne demande la liberté de demeurer à Turin avec Christine sa belle-sœur, que dans le dessein de la surprendre, & d'obtenir sous prétexte d'accord, la même autorité dans les Etats du jeune Duc de Savoie, qu'il a prétendu emporter à force ouverte. Que tout traité qui supposera la demeure de Thomas & de la Duchesse Régente en même lieu, doit être non seulement suspect, mais encore absolument rejeté. Que si les intentions du Prince sont sincères, l'extrémité où il se voit réduit, & l'impuissance des Espagnols à le secourir, le dégageront assez devant Dieu & devant les hommes, sans qu'il ait besoin de chercher un autre prétexte de quitter leur parti. Que Charles Emmanuel son père, & Victor Amédée son frère, firent autrefois la même chose par raison & par prudence, quoi qu'ils n'en eussent pas un si grand sujet. Que s'il témoigne chercher seulement une cause apparente de changer de parti, c'est pour couvrir sa mauvaise volonté. Qu'elle se montre assez, en ce qu'il ne veut pas croire avoir une raison légitime d'abandonner les Espagnols, à moins qu'il ne rétablisse
les

ses affaires au préjudice de celles de son 1640.
neveu & de sa belle-sœur.

Après l'inutilité des tentatives du Gouverneur de Milan pour le secours du Turin, le Prince Thomas peut prendre avec honneur le parti de la France, ajoûtoit-on dans le mémoire. C'est celui du chef de sa Maison. Le Roi déclare qu'il ne garde les places qui sont entre ses mains, que pour le jeune Duc, & pour ses deux Oncles, s'ils viennent un jour à lui succéder légitimement. Sa Majesté les remettra dès qu'il sera en âge & en état de les conserver. Que s'il vient à mourir, elle les rendra au Prince Thomas, ou bien au Cardinal de Savoie. N'ont-ils pas sujet d'être contents l'un & l'autre ? En cas que le Roi trouve bon encore de rétablir le premier dans ses pensions, d'en donner une à son fils, d'accorder la même gratification à Madame la Princesse de Carignan, de procurer au Prince Thomas l'augmentation de son apanage, & de l'employer dans quelque une des armées de France ; choses qu'on lui peut promettre, ne trouve-t'il pas avec le Roi, non seulement les moiens de se tirer honnêtement des engagements qu'il a pris, mais encore tous les avantages qu'il peut raisonnablement souhaiter ? Si on demande que dès l'heure présente, le Roi fasse proposer aux Espagnols de rendre toutes les places qu'ils ont occupées dans le Piémont, depuis cette dernière guerre, à condition que Sa Majesté fera de même, il faut répondre que le Roi demeure d'accord de cet article, &

1640. *Et qu'il en donnera sa déclaration après le traité. Son plus ardent desir, c'est de trouver les moïens d'assurer si bien les places à M. le Duc de Savoie, qu'il n'y ait plus d'inconvénient à craindre. Mais comme le Prince Thomas proteste, qu'il aime mieux mourir, que de faire un traité qui puisse blesser son honneur, le Roi ne peut consentir en aucune façon que cet article soit mis dans celui de la reddition de Turin. Elle sembleroit plutôt dûë à cette considération, qu'à la force des armes du Roi.*

La déclaration que Sa Majesté fera sur ce sujet, ajoûtoit-on enfin, sera une secreté suffisante aux Princes, sans qu'il soit besoin de recourir à l'intervention du Pape & des Vénitiens. Cependant le Roi peut faire une chose équivalente. Il leur écrira qu'il s'engage à la restitution des places aux conditions ci-dessus marquées. Sa Majesté trouvera même bon que le Pape & la République interviennent au traité après qu'il sera fait, s'ils veulent promettre de prendre les armes pour le parti du Roi, en cas que les Princes de Savoie, ou l'un d'eux manquant à leur parole, retournent du côté des Espagnols. S'il est mêmes question de laisser Nice entre les mains du Cardinal de Savoie pour six mois, durant lesquels on pourra ménager l'intervention du Pape & des Vénitiens, le Roi y consentira, pourvu que dès l'heure du traité les Princes de Savoie remettent Comi à Madame, & que le Prince Thomas se déclarant pour la France, y vienne servir actuellement, aux conditions

ditions qui lui sont offertes, & avec toutes les seuretez qu'il pourra désirer de la part du Roi. Que si le Prince répond, qu'avant que de venir en France, il doit adroitement retirer d'Espagne sa femme & ses enfans ; c'est un prétexte qu'il veut prendre pour couvrir le desir qu'il a de demeurer dans les intérêts de la Maison d'Autriche. En un mot, s'il n'abandonne pas les Espagnols qui lui en donnent de si légitimes sujets, il faut être aveugle pour ne voir pas que la résolution qu'il a prise de perdre son neveu, ne meurt point en lui, & que son animosité contre la France qui seule peut maintenir le jeune Duc, est inconcevable. Si le Prince Thomas est capable de souffrir le règne de son neveu, il a trop de raisons de quitter le parti des Espagnols qui le traitent fort mal, & de prendre celui de France qui le veut sauver, en lui offrant de grans avantages.

Que d'artifice, que de dissimulation de part & d'autre ! Thomas qui de son côté cherchoit apparemment à surprendre Richelieu, pour éviter de tomber entre ses mains avec la ville de Turin, ne donna pas dans les pièges que le Cardinal lui tendoit. Il ne conclut rien encore avec le Comte d'Harcourt, & témoigne d'être résolu à se défendre jusques à la dernière extrémité. Cependant la saison s'avançoit, & Richelieu devoit craindre qu'en s'opiniâtrant trop à devenir maître de la ville & de la personne du Prince, il ne manquât & l'une & l'autre. Mazarin étoit

1640. étoit venu depuis quelque temps à la Cour de France. Soit qu'ardent à chercher toutes les occasions de se rendre agréable & nécessaire au Cardinal, il s'offrit de lui-même à ménager les deux Princes de Savoie, qui avoient peut-être quelques égards pour lui ; soit que Richelieu crût que cet esprit souple & délié seroit plus propre qu'aucun autre, à négocier avec ceux de la nation, & à engager adroitement Thomas à sortir de Turin, & à s'accommoder avec la France, il persuada au Roi de l'envoyer en Piémont avec la qualité d'Ambassadeur Extraordinaire. Résolution qui causa de l'inquiétude & du chagrin au Comte d'Harcourt. De peur qu'un Négociateur plus habile ne lui enlève l'honneur d'une conquête éclatante, il s'efforce incontinent de finir l'affaire, s'il est possible, avant l'arrivée de Mazarin.

Le Prince
Thomas
rend Turin
au Comte
d'Harcourt.

L'occasion fut favorable au Général François. Par le moien d'un *Courier volant*, Thomas avoit concerté avec Léganez une nouvelle attaque des lignes des assiégeans. Le Prince devoit faire une nombreuse sortie d'un certain côté. Le Gouverneur de Milan promettoit de s'approcher de grand matin le même jour huitième Septembre, & d'agir vigoureusement d'un autre. Thomas ne manque pas à sa parole. Il pousse si vertement les François qu'ils sont chassés de trois redoutes. Harcourt se rend promptement à cet endroit, afin de repousser l'ennemi.

Le

Le combat y fut rude & opiniâtre. Le Comte reçut un coup de mousquet dans son chapeau. Les assiégeans animez par les exhortations, & par l'exemple de leur Général, le secondèrent si bien, que Thomas eut le chagrin de se retirer dans la ville, après avoir perdu trois cens hommes : quelques-uns disent cinq cens. Léganez arrêté par l'incommodité des défilés, ne peut arriver à l'heure marquée, & ne paroît qu'après la retraite du Prince. De manière qu'il s'en retourne sans rien entreprendre, & donne à penser qu'il désespère entièrement de secourir les assiégés. Thomas envoie alors faire de nouvelles propositions au Général de France, offre de rendre Turin, pourvu qu'on lui permette de se retirer à Ivree, & donne de grandes espérances que dès qu'il se verra en liberté, il pensera tout de bon à s'accommoder avec Louis & avec Christine. Harcourt répond d'une manière favorable, dépêche un Gentilhomme à la Cour, prie le Roi & son Ministre de lui permettre de profiter de la bonne disposition du Prince, & leur remontre que Thomas aiant encore quatre à cinq mille hommes, & des vivres pour un mois & plus, on s'expose au danger de ne pouvoir prendre la ville, si le Prince désespéré s'opiniâtre à la défendre jusqu'à la dernière extrémité. Je ne sai si Harcourt attendit le retour de son Ex-près, ou s'il commença dès-lors à négocier avec Thomas. Quoi qu'il en soit,

1640.

Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery. Liv. VI. Chap. 60.

Mémoires pour servir à l'Histoire du même. Tom. II. Mémoires du Maréchal de Plessy. Grotii Epistole passim. 1640.

Nani, Historia Veneta. Lib. X. 1640.

Historie di Gualdo Priorato. Part. II. Lib. X. Vittorio Siri, Memorie Recondite. Tom. VIII. Pag. 370. 371. &c.

1640. on se donne *rendez-vous* de part & d'autre au Valentin. Le Général de l'armée François & le Comte du Pleffy-Praslin traitèrent pour le Roi ; les Marquis de Pianezze & de Ville pour le Duc de Savoie & Christine sa mère ; Gonteré & Muffan pour Maurice Cardinal de Savoie ; le Comte de Druent & deux autres pour le Prince Thomas. Enfin Graves Ecuier de Richelieu parut au nom de son maître. Chose ridicule & impertinente. Le Cardinal avoit-il un intérêt séparé de celui du Roi ? Mais telle étoit la manière du Ministre arrogant. A toutes les grandes entreprises , il dépêchoit un de ses confidens qui lui rendoit compte de ce qui se passoit , & sans participation duquel on n'osoit rien faire d'important.

Je trouve un mémoire que Lacour Ambassadeur de France auprès du jeune Charles Emmanuel & de la Duchesse Régente, envoya pour avertir Richelieu que Pianezze & Ville n'étoient point d'avis que les propositions de Thomas fussent acceptées. *Remontrez vivement à M. le Cardinal*, dirent-ils à Lacour, *que prendre Turin sans le Prince, c'est se contenter de la moitié de l'entreprise. Il ne s'accommodera jamais dès qu'il se verra une fois en liberté. N'a-t'il pas refusé toutes les conditions qui lui ont été offertes, quoiqu'elles fussent fort avantageuses ? Ceux qui connoissent son humeur & ses engagements avec l'Espagne, conviennent qu'il ne se réconciliera point sincèrement, ni avec le*

le Roi, ni avec Madame. Sa conduite en Piémont le montre trop clairement. Depuis qu'il est à Turin, combien de choses offensantes a-t'il dites contre l'honneur de Madame? Le bon sens ne permet pas d'espérer qu'après cela, il pense à se racommoder de bonne foi avec une belle-sœur outragée de la sorte. Les assiégés n'ont du blé que pour le reste de ce mois. L'empressement du Prince Thomas à lier une négociation, & la retraite du Marquis de Léganez confirment la vérité des avis que nous recevons de tous côtez. Quel sujet n'avons-nous pas de croire que le Roi sera bien-tôt maître de Turin & de la personne du Prince? Le Gouverneur de Milan se retire avec son armée. Les forces de Sa Majesté augmentent tous les jours. Elles sont en possession de battre les ennemis, qui jusques à présent n'ont pas eu le moindre avantage. Le Roi acquerra une gloire immortelle dans toute l'Europe, & particulièrement en Italie. Le nom de M. le Cardinal y sera respecté, comme ses éminentes vertus le méritent, quand on verra Madame & M. le Duc son fils, rétablis avec tant de générosité, de bonheur & de prudence. Que si le Prince Thomas demeure en liberté, on aura grande raison d'appréhender que son animosité ne redouble, au lieu de finir. Le Roi sera obligé de continuer des dépenses immenses, dont il se peut exempter par la prise d'une seule personne. Ou les remontrances des Officiers de la Duchesse de Savoie vinrent trop tard; ou Richelieu prévenu par les insi-

1640. nuations du Comté d'Harcourt n'y eut pas égard.

On convint dans les conférences du Valentin, que le 22. Septembre Thomas remettroit Turin entre les mains du Général des troupes de Louis ; que Christine demeureroit Régente des Etats du Duc son fils ; que tous les actes d'hostilité cesseroient de part & d'autre ; que le Prince auroit la liberté de se retirer à Ivree ; que ses troupes qui montoient encore à plus de quatre mille hommes, sortiroient avec armes & bagage , en un mot avec toutes les marques d'honneur. Harcourt s'avance au devant de Thomas, dès qu'il l'aperçoit au delà du fossé de la ville. *Je ne desespère pas, Monsieur, de vous voir bientôt à la Cour de France*, dit le Comte au Prince après les complimens ordinaires. *Si nous sommes jamais ensemble, il sera facile de battre les ennemis du Roi. Dieu a béni les armes de Sa Majesté, & maintenu le bon droit de Madame. Quand vous tirerez l'épée pour une cause si juste, il secondera de même votre valeur.* Thomas évita de répondre à cette invitation. *Le soleil baisse*, dit-il, *& j'ai beaucoup de chemin à faire. Trouvez bon, Monsieur, que je ne perde pas de temps.* Le 22. ou le 24. de Septembre selon quelques-uns, le Comte entra triomphant à Turin après un siège de quatre mois & demi, pénible & glorieux. Une si belle conquête mit le dernier comble à sa réputation dans toute l'Europe. Le Comte du Plessy-Praslin fut fait Gouverneur de

de la ville. Le Général victorieux ne se repentit-il point dans la suite de son em-
 preffement à remporter seul tout l'hon-
 neur d'avoir remis Christine en possession
 de la capitale du Piémont ? Mazarin qui
 acouroit le plus vite qu'il pouvoit, eut si
 grand dépit d'être venu trop tard, qu'il ne
 pardonna jamais au Comte. Quoique
 durant son Ministère il eût de grandes oc-
 casions de se servir avantageusement &
 pour lui, & pour le Roi son maître, d'un
 Général universellement estimé, Har-
 court fut éloigné des emplois qu'il méri-
 toit autant & plus qu'aucun autre.

La nouvelle de la réduction de Turin fut
 d'autant plus agréable à Christine, qu'elle
 s'ennuioit fort à Chamberi. L'impatien-
 ce la prend incontinent de retourner à son
 séjour ordinaire. Mais elle n'osoit faire
 la moindre démarche sans la permission
 de Louis, ou plutôt de Richelieu. Maza-
 rin, Lacour, & le Comte de Morette Am-
 bassadeur de Savoie en France furent
 chargez de la demander instamment de sa
 part. On n'eut pas beaucoup de peine à lui
 accorder une chose qui la tiendrait enco-
 re dans une plus grande dépendance du
 Roi son frère, puis qu'elle feroit comme
 investie par une garnison Françoisé de
 quatre ou cinq mille hommes. *Ma sœur,*
 lui dit Louis dans une lettre écrite à Mon-
 ceaux le 15. Octobre, *Puisque vous sou-*
haitez de retourner à Turin, j'y consens
volontiers pour votre contentement. Je
charge en même temps mon Cousin le Comte

1640. *d'Harcourt Général de mes armées delà les Monts, de vous rendre tous les honneurs possibles, & le Comte du Plessy-Praslin, à qui je commets la garde de la place de recevoir tous les jours l'ordre de vous. La Duchesse s'apercevra bien-tôt que ces honneurs qu'on lui rend au dehors, ne sont que de pures grimaces. L'affront sanglant que Mazarin & du Plessy lui feront avant la fin de l'année par ordre de Richelieu, la convaincra pleinement qu'elle auroit aussi bien fait d'aller à Paris se mettre avec tous ses serviteurs, à la discrétion du Cardinal.*

Négociation de Mazarin avec le Prince Thomas de Savoie,

Le nouvel Ambassadeur de France chagrin d'avoir manqué l'occasion de se faire un mérite auprès de Richelieu son patron, espéra de se dédommager en travaillant à l'accommodement des deux Princes de Savoie. Le Cardinal souhaitoit ardemment de les détacher des intérêts de la Maison d'Autriche, & ne les croioit pas de si dangereux empoisonneurs, qu'il le disoit à la Duchesse leur belle-sœur, quand il étoit question de la détourner de se réconcilier avec eux indépendamment de lui. On expédia le 2. Novembre un plein pouvoir au Comte d'Harcourt & à Mazarin, de négocier & de conclure un traité avec Maurice & Thomas. Le Général de l'armée du Roi ne fut nommé que par bienfaisance, de peur de choquer un Officier qui avoit si bien fait, & qu'on ne pouvoit se dispenser d'employer l'année prochaine au delà des Monts, du moins contre les Espagnols, en cas que la négociation

Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery. Liv. VI. Chap. 74. Mémoires pour servir à l'Histoire du même. Tom. II. Vie du Cardinal

siation proposée réüssit avec les deux frères, & particulièrement avec Thomas plus recherché que son Aîné, à cause de sa valeur, de sa réputation, & de son habileté. On connut en cette occasion qu'il n'étoit pas si facile à surprendre. Le Prince se donna subtilement des divers pièges que Richelieu & Mazarin lui tendirent. Également caressé par les deux Couronnes, il obtint du Marquis de Léganez, quoiqu'ils ne fussent pas en fort bonne intelligence, tout ce qu'il jugea nécessaire à la sûreté de sa personne dans Ivrée. Cependant il amusoit si bien Mazarin, que les Espagnols craignant de perdre un Prince capable de les servir utilement, ne lui refusèrent rien de ce qu'il demandoit : jusques là même que le gouvernement de Milan fut ôté l'année suivante à Léganez, & donné au Comte de Sirvella, d'un mérite fort inférieur, mais intime ami de Thomas. Tant la Cour de Madrid avoit entrepris de contenter le Prince à quelque prix que ce fut.

Marie de Bourbon Princesse de Carignan son épouse, & sœur du Comte de Soissons, étoit à Madrid avec ses enfans. Comme elle haïssoit également Christine & Richelieu, l'une à cause de sa hauteur au regard d'une Princesse du sang Royal de France, aussi jalouse de son rang, que la Duchesse de Savoie l'étoit du sien ; & l'autre à cause des sujets de chagrin que Thomas & Soissons prétendoient avoir reçus de la part du Cardinal ; de son pro-

1640.

*Mazarin.**Liv. I.**Chap. 3.**Nani, Historia Veneta.**Lib. XI.*

1640.

*Historie di**Gualdo**Priorato.**Part. II.**Lib. X.**Vittorio Si-**ri, Memorie**Recondite.**Tom. VIII.**Pag. 874.*875. *Ec.**Mercurio**del medef-**mo. Tom. I.**Lib. II.*

1640. pre mouvement , ou par l'ordre de son Époux, elle conclut pour lui un nouveau traité avec le Roi d'Espagne, dans lequel il se mettoit lui & toute sa famille sous la protection de Sa Majesté Catholique. Thomas le ratifia sans difficulté, & fit accroire à Mazarin que ce n'étoit qu'une feinte, afin de retirer plus facilement sa femme & ses enfans des mains des Espagnols. Pour mieux tromper l'Italien que l'envie de réussir dans sa négociation, rend crédule & moins pénétrant, le Prince offre de conclure incessamment un traité secret avec le Roi. Nous avons l'instruction que Richelieu envoya là-dessus le 25. Novembre. Elle est de sa façon. Je la rapporterai comme une preuve des artifices ordinaires & de la dissimulation du Cardinal.

Après avoir reçu vos dépêches, & considéré ce que vous écrivez du traité avec les Princes de Savoie, & particulièrement sur l'article de la restitution des places, dit-il à Mazarin, j'ai cru vous devoir répondre que je demeure d'accord avec vous, qu'il faut toucher fort délicatement cet endroit. Les termes en doivent être si bien concertez, que d'un côté ils ne donnent point d'ombrage aux Princes, & que de l'autre, ils ne nous embarquent pas insensiblement à une chose qui seroit avantageuse aux Espagnols, & préjudiciable à la France. On pourra remédier à cet inconvénient, en disant que la France est prête à restituer les places qu'elle occupe dans le Piémont depuis la mort de Victor

Victor Amédée, pourvu que les *Espagnols* fassent de même ; qu'ils renvoient *Madame la Princesse de Carignan* & ses enfans à *M. le Prince Thomas*, & que toutes les places restituées de part & d'autre, soient assicrées à *M. le Duc de Savoie* par les garnisons non suspectes que *Madame sa Mère* y mettra, & par une bonne ligue de tous les Princes d'Italie, qui s'obligeront à joindre leurs armes à celles de France ou d'Espagne, en cas que l'une des deux Couronnes contrevienne à l'article, par la surprise de quelqu'une des places restituées, ou des autres qui appartiennent à *M. le Duc de Savoie*. Si les *Espagnols* y consentent, la restitution promise au temps présent, avec cette addition que les garnisons qu'on y mettra, ne seront point suspectes, ôtera tout sujet d'ombrage aux Princes ; & la seureté stipulée dans l'article par les garnisons & par une bonne ligue, écarte tout sujet de craindre une tromperie manifeste. Car enfin, on n'en viendra point à l'exécution, sans bien prendre toutes ses précautions. Nous éviterons ainsi le piège dans lequel nous tomberions infailliblement, si on mettoit dans l'article, que la France restituera toutes les places qu'elle occupe depuis la mort du Duc *Victor Amédée*, toutes les fois que les *Espagnols* en voudront faire autant.

Je ne croi pas que le Prince *Thomas* puisse pénétrer qu'on n'a pas intension de restituer les places quand même les *Espagnols* rendroient celles qu'ils tiennent. *Richelieu* avoit trop mauvaise opinion de l'esprit,

1640. d'un Fils élevé sous un Père aussi pénétrant & aussi délié qu'il y en eut jamais : je parle de Charles Emmanuel Duc de Savoie. Le dessein du Cardinal saute aux yeux. Qui ne voit pas que son but unique, c'est d'engager Thomas à quitter le parti Espagnol & à se déclarer pour la France, sans qu'elle restitué les places occupées dans le Piémont ? Richelieu veut bien que Mazarin le promette, mais sous deux ou trois conditions moralement impossibles. Quelle apparence y avoit-il que le Roi d'Espagne abandonné par le Prince de Savoie, lui renvoiât sa femme & ses enfans ? *La bonne ligue de tous les Princes d'Italie*, c'étoit une chimère. Aucun d'eux n'en vouloit entendre parler. Enfin ces garnisons non suspectes que Christine mettroit dans les places restituées, le Cardinal prétendoit, & il le déclare sans façon dans la suite, qu'elles seroient de soldats & d'Officiers François. S'imaginait-il que Thomas & les Espagnols dont Richelieu estimoit lui-même la pénétration & l'habileté, ne découvroient pas ses artifices ? Comme le Cardinal cherchoit à les surprendre, ils lui tendoient aussi un piège de leur côté, en demandant qu'on mît cette clause dans l'article de la restitution des places, que Louis rendroit celles qu'il occupoit, *toutes les fois* que Philippe en voudroit faire autant. Richelieu l'aperçut fort bien, & montre évidemment les suites fâcheuses que la clause pourroit avoir. C'est ainsi que la bonne foi est la chose du monde la plus

plus inconnus à la plupart des Princes & à leurs Ministres. Si deux Puissances ambitieuses entrent en négociation & en traité, ce n'est ordinairement que pour se tromper l'une l'autre. Revenons à la suite de l'instruction.

Quand mêmes le Prince Thomas, ajoute le Cardinal, s'appercevroit qu'on n'a pas intention de restituer les places; parole fort remarquable; vous devez lui insinuer que cela ne se doit pas faire pour son propre avantage. On donneroit lieu aux Espagnols de se dispenser de rendre celles qu'ils tiennent, & nous serions obligés à recevoir leur restitution, lors même qu'ils n'auroient plus qu'une place. Par ce moyen ils continueroient la guerre sans aucun péril pour eux. Elle se feroit aux dépens des places du Piémont. A la dernière extrémité, ils seroient reçus à nous faire sortir d'Italie en rendant la seule place qui leur resteroit, & nous restituerions non seulement celles que nous tenons à présent; mais encore les autres que nous aurions conquises sur eux. Si vous jugez qu'il soit plus facile de faire agréer l'article au Prince Thomas, en disant simplement comme vous l'avez projeté, que le Roi n'ayant point d'autre dessein, que de voir les places en Piémont assiégées de telle manière au Duc de Savoie, que durant sa minorité, Madame sa mère ne puisse courir aucun risque de les perdre, Sa Majesté ratifie par le présent traité, tout ce qu'elle a déclaré dans ses lettres au Pape & à la République de Venise touchant la restitution des places, on y con-

1640. *sont, pourvu que l'article soit toujours conçu de telle sorte, que nous évitions * l'ogni volta. Pour moi dont la maxime, c'est de dire franchement ce qu'on veut, & de ne vouloir que la raison : l'en croirons-nous sur sa parole? je pense qu'en promettant la restitution présente aux conditions marquées dans cette dépêche, on peut faire voir nettement au Prince Thomas qu'il n'est pas expédient pour lui-même de tomber dans l'inconvénient de l'ogni volta. Les raisons alléguées ci-dessus, l'en doivent convaincre. Après tout, si vous voulez savoir ce que je pense de votre négociation, je vous dirai franchement, que je ne la tiens pas désespérée; mais que je n'en ai pas grande espérance.*

Richelieu a raison. S'il découvre bien les panneaux qu'on lui peut tendre; les siens sont si visibles & si grossiers, qu'il ne doit pas se flatter qu'une personne tant soit peu éclairée y donne. Mazarin s'applaudit d'avoir réussi dans son entreprise. Le traité est signé le 2. Décembre, & l'inconvénient de l'ogni volta y est soigneusement évité. Thomas paroît acorder tout ce que la Cour de France souhaite de lui. Mais la suite fit voir que le Cardinal connoissoit mieux que Mazarin & le génie & la disposition présente de Thomas. A la faveur de sa signature celui-ci obtient une trêve jusques au mois de Février de l'année suivante. Durant cet intervalle il prend les mesures qui lui paroissent les plus

* C'est-à-dire cette clause; toutes les fois que les Espagnols en voudront fuir autant.

plus convenables à ses intérêts , & quand le temps est expiré , il ne manque pas de prétextes , pour s'excuser de l'observation d'un traité que deux habiles Politiques ont concerté pour le surprendre, & par lequel, non moins délié, & aussi peu esclave de sa parole que le Duc Charles Emmanuel son père, il a seulement voulu amuser la Cour de France. Peut-être que le Prince y alla d'abord d'assez bonne foi, & que détourné ensuite par le Comte de Soissons son beau-frère, qui leva le masque peu de temps après, il résolut d'attendre quel seroit le succès de la nouvelle ligue des Princes réfugiés à Sedan, qui se nommèrent *les Princes de la paix*. Voici les principaux articles du traité dont je parle, & qui demeura sans effet. Que Thomas iroit à Paris au commencement de l'année suivante. Qu'il demanderoit aux Espagnols de lui renvoyer sa femme & ses enfans, & de restituer les places enlevées au Duc de Savoie. Qu'en cas de refus il serviroit le Roi dans ses armées pour en obtenir la restitution. Que Louis rendra ce qu'il occupe dans le Piémont, pourvu que Philippe en fasse autant. Que Sa Majesté Très-Chrétienne appuiera le droit des deux Princes à la succession du Duc leur neveu, s'il meurt sans enfans, pourvu qu'ils demeurent dans le parti de la France. Qu'elle s'emploiera auprès de Christine pour obtenir des conditions raisonnables & avantageuses aux deux Princes. Que le

1640. Roi donnera des pensions à Thomas, à la Princesse son épouse & à leurs fils. Qu'il tâchera de procurer le mariage d'un d'eux avec la fille du Duc de Longueville leur cousine germaine. C'est la Duchesse de Nemours morte depuis peu.

La Comte Philippe d'Aglié confident de la Duchesse de Savoie est arrêté à Turin par ordre du Roi de France & conduit à Vincennes. Thomas n'eut-il point peur que s'il se rendoit à Paris le 15. Janvier, comme il s'y engageoit par le traité, Richelieu à la discrétion duquel il s'alloit mettre, ne lui jouât le même tour que Mazarin venoit de jouer au Comte Philippe d'Aglié à Turin, par ordre du Cardinal. J'ai déjà remarqué plus d'une fois que ce confident de Christine eut le malheur d'encourir la disgrâce de Richelieu en donnant de bons conseils à la Duchesse de Savoie, & en l'avertissant des pièges que le Cardinal tenoit à une mère embarrassée entre son frère & les oncles de son fils, ou plutôt à conserver les Etats dont l'administration lui étoit confiée, entre deux puissans Rois qui prétendoient l'un & l'autre, les avoir à leur disposition, du moins durant le bas âge du Souverain. Dès le temps de l'entrevue de Louis & de Christine à Grenoble, Richelieu toujours prêt à user de voies de fait contre ceux qui osoient le contredire, ou le traverser, insinua au Roi qu'il seroit à propos de s'assurer de la personne du Comte Philippe. Certaines considérations empêchèrent que cela ne s'exécutât pour lors. On craignit que la Duchesse irritée, ne s'accommodât avec ses beaux-frères indépendamment de la France.

Mémoires du Maréchal du Plessy-Praslin.

Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery.

Liv. VI.

Chap. 75.

Grotius,

Epist. 1469.

Vittorio Si-

ri, Memorie

Recondite.

Tom. VIII.

Pag. 877.

878. Sc.

Mercurio

del medef-

mo. Tom. I.

Lib. I.

France. Mais depuis qu'elle fut allée à Turin avec son Conseil, le Cardinal maître de la ville, de la citadelle, de la garnison, & par conséquent de la personne de Christine même, & de celle de tous ses Ministres, résolut de ne manquer pas son coup cette fois, & de se venger avec éclat d'un Seigneur qui avoit souvent déconcerté ses projets. Celui de l'arrêter fut un des principaux motifs de l'ambassade donnée à Mazarin. On lui recommanda de ménager cette affaire avec autant d'adresse que celle de l'accommodement des Princes de Savoie, & Richelieu lui écrivit aussi souvent de l'une que de l'autre.

L'Auteur qui raconte cette anecdote, dit l'avoir apprise de la bouche même de Mazarin. Ne suffit-elle pas pour réfuter les bruits répandus par les émissaires du Cardinal qui cherchoit à couvrir sa violence? *Philippe*, disoient-ils, *traversoit la réconciliation des Princes de Savoie avec le Roi, & donnoit de mauvais conseils à la Duchesse.* Le traité entre Louis & le Prince Thomas fut signé plus de trois semaines avant la détention du Comte, & le dessein de l'arrêter étoit formé avant la reddition de Turin, & l'arrivée de Mazarin en Piémont avec la qualité d'Ambassadeur Extraordinaire. On ne nie pas que Philippe n'ait pu donner à Christine des conseils contraires aux intentions du Cardinal. S'enfuit-il de là qu'ils fussent mauvais? Et quand même ils auroient été

1640. été dans le fonds peu avantageux à la Duchesse, cela donnoit-il droit à Louis d'enlever avec violence un Seigneur qui n'étoit point son sujet, d'entreprendre sur la souveraineté de Christine dans le lieu même de sa résidence, de n'avoir aucun égard aux instances d'une mère qui réclame le sujet de son fils, & d'enfermer dans une étroite prison un homme de la conduite duquel son Souverain légitime est content ? Y eut-il jamais une injustice plus criante ? Cependant le Roi qui l'ordonna, se faisoit appeller *Louis le Juste*. Tant il est vrai qu'il ne faut pas juger du mérite des Princes par les éloges & par les surnoms que l'adulation leur donne. Louis XIII. ne paroît souvent rien moins que juste, quand on examine sans préoccupation le détail de sa conduite. Il en est de même de Louis XIV. Les personnes équitables & désintéressées le trouveront *petit*, quand elles réfléchiront sur les motifs & sur les circonstances des actions mêmes, par lesquelles il se flatte d'avoir acquis le fastueux surnom de *Grand*. Voions comment l'Ambassadeur Extraordinaire de France s'y prit pour exécuter l'ordre secret que Richelieu lui donna.

Comme Christine & toute sa Cour également contentes de se revoir dans la capitale du Piémont, ne pensoient qu'aux divertissemens ordinaires de l'hiver, Mazarin s'avisa de proposer aux principaux Officiers François & Savoiards, de s'in-
viter

viter les uns les autres à souper certains jours de la semaine. Le régal étoit précédé , ou suivi , de jeu , de musique , & des autres choses capables de faire passer agréablement une soirée. Le tour du Comte du Pleffy-Praslin qui en qualité de Gouverneur de Turin , logeoit près de la citadelle , & y étoit le maître , échut le 30. Décembre. Mazarin parle seulement le soir de l'exécution aux Comtes d'Harcourt & du Pleffy, selon l'ordre précis qu'il en avoit , & leur déclare que le Roi veut absolument s'assurer de la personne du Comte Philippe. Les deux Officiers ne repliquent pas , & concertent tout avec l'Ambassadeur. Quelle fut la surprise du confident de Christine , qui croiant aller à une fête , se voit tout d'un coup enveloppé de soldats & arrêté ! Mazarin s'approche alors , l'exhorte à ne s'effraier pas , & lui dit que Louis à qui la conduite du Comte est suspecte , le veut seulement éloigner de la Cour de Savoie. Mais quand il se vid conduit incontinent à la citadelle de Turin & de là transféré à Pignerol , il jugea que sa disgrâce ne se termineroit pas à un simple exil. Je ne m'étonnerois pas qu'un homme qui connoissoit l'humeur vindicative de son ennemi , ait appréhendé pour sa vie dans une pareille conjoncture. Mais je ne puis lire sans indignation les lettres que Philippe écrivit de sa prison à Mazarin & à Christine. Il y paroît trop abattu & trop déconcerté. La manière
dont

1640. dont il demande les bons offices de l'Ambassadeur auprès de l'auteur de sa disgrâce, est extrêmement basse & rampante.

La Duchesse entra dans une furieuse colère, quand on lui rapporta l'entreprise faite sur son autorité. Ce fut alors qu'elle connut que ceux qui venoient par grimace recevoir ses ordres, étoient ses maîtres & ses tirans. Le coup lui fut si sensible, qu'elle ne le pardonna jamais à Mazarin. Mais venant à réfléchir ensuite, que son honneur & sa propre inclination l'engageoient à ne rien omettre de ce qui seroit capable de sauver un fidèle serviteur, & si nous en voulons croire les bruits malignement répandus dans le monde, un courtisan plus que favori, elle se radoucit un peu. Le Comte de Morette son Ambassadeur à la Cour de France eut ordre de se plaindre à Richelieu, & de lui remontrer, que l'emprisonnement du Comte Philippe seroit non seulement regardé comme une violence injuste; mais encore comme une preuve certaine de quelque grande mesintelligence entre le Roi & elle. Que si Louis ne trouvoit pas bon que Philippe fût à Turin, elle ne vouloit pas s'opposer à la volonté de son Frère, & qu'elle le supplioit de permettre que le Comte fût envoyé à Rome avec défense d'en sortir, ou du moins de lui donner la ville de Paris pour prison. *Si le Roi a fait arrêter le Comte Philippe,* répondit gravement le Cardinal, *c'est pour*

pour l'avantage de Madame. Nous attendons ici dans peu de jours, Mr. le Prince Thomas. Quand il sera venu, le Roi ne manquera pas de lui parler de ce que vous remontrez de la part de Madame. 1640.

Richelieu ne s'imaginoit-il point déjà, que le traitement fait au confident de la Duchesse de Savoie, ne donneroit pas envie au Prince de s'exposer au danger d'en recevoir un pareil? Je le croirois presque, si je ne vois que depuis cet éclat, le Cardinal ne cessa pas de témoigner une forte passion d'attirer le Prince à Paris. Un intérêt secret portoit Richelieu à engager Thomas à tenir la parole qu'il avoit donnée dans le traité conclu avec Mazarin. On se défioit plus que jamais du Comte de Soissons à la Cour de France; & le Cardinal connoissoit déjà ou par sa pénétration naturelle, ou par les avis de ses espions auprès des Princes & des grands Seigneurs, qu'il se tramoit quelque chose entre le Comte de Soissons & les Ducs de Guise & de Bouillon. Or il étoit de la dernière importance à Richelieu de rompre la correspondance que Soissons pouvoit entretenir avec Thomas son beau-frère, & avec la Princesse de Carignan sa sœur qui étoit à Madrid. Si le Cardinal souhaitoit passionnément de voir le Prince de Savoie à la Cour de France, pourquoi fit-il donc à Turin une chose capable de lui donner de fort grands soupçons? Voici ma conjecture.

1640.

jecture. Le Comte Philippe paroît avoir été plus étroitement lié avec le Cardinal Maurice de Savoie, qu'avec le Prince Thomas. Les deux frères quoiqu'unis contre Christine leur belle-sœur, avoient des intérêts différens. Maurice vouloit épouser la Princesse fille aînée de Victor Amédée. Thomas souhaitoit que son frère demeurât dans l'Eglise, & traitoit secrètement du mariage de leur nièce commune avec son fils. De manière qu'il est assez vraisemblable que Richelieu s'imagina que l'emprisonnement d'un confident de Christine suspect au Prince de Savoie, ne lui déplairoit pas, & qu'il seroit bien-aîsé de le voir éloigné de la Duchesse. Quoi qu'il en soit, le Comte Philippe est bien-tôt transféré de Pignerol au château de Vincennes. A cela près qu'il eut la liberté de se promener dans le parc, sa prison fut si rigoureuse, que personne n'avoit la permission de lui parler.

Le Duc de Longueville engage le Landgrave de Hesse à se déclarer en faveur de la France & de la Suède.

La jonction des armées de France & de Suède commandées, l'une par le Duc de Longueville, & l'autre par le Maréchal Banier, sembla promettre quelque chose d'extraordinaire en Allemagne, aussi bien qu'en Italie & dans les Pais-Bas. Mais le Général Piccolomini, qui depuis la retraite, ou le rappel de Galas, commandoit les troupes Impériales sous l'Archiduc Leopold Guillaume frère de l'Empereur Ferdinand III, sut se conduire si habilement, que sans rien hazarder, il concerta les projets des Généraux de France



HENRI D'ORLEANS DUC
DE LONGUEVILLE

G. Schouten Sculp.



France & de Suède, & ruïna, ou du moins 1640.
 affoiblit extrêmement les armées des deux
 Couronnes, fortifiées par les troupes con-
 fédérées de Lunebourg & de Hesse. A- *Mémoires*
 vantage considérable en un país ouvert *pour servir*
 à celui qui se peut rendre maître de la *à l'Histoire*
 campagne, & où toute la science de la *du Cardinal*
 guerre consiste à ruïner l'armée ennemie *de Richelieu.*
 par une bataille, ou autrement, & à *Tom. II.*
 conserver la sienne. Le détail de la mar- *Vie du Ma-*
 che & des divers campemens de deux ar- *réchal de*
 mées qui se trouvent plus d'une fois en *Guébriant.*
 présence, sans rien faire d'éclatant, seroit *Liv. III.*
 long & ennuyeux. Si quelqu'un veut en *Chap. 12. 13.*
 être plus particulièrement instruit, il *Vittorio St-*
 trouvera dans l'exact & savant Historien *ri, Memorie*
 de Suède, & dans l'Auteur de la vie du *Recondite.*
 Maréchal de Guébriant, de quoi conten- *Tom. VIII.*
 ter sa curiosité. Il suffira de marquer ici *Pag. 309.*
 ce qu'on y lit de principal, & de décou- *810.*
 vrir les desseins & les intérêts particuliers
 des deux Couronnes unies contre l'Em-
 pereur. Nonobstant leur étroite alliance,
 elles se traversoient l'une l'autre en diver-
 ses occasions, & se faisoient une manière
 de guerre sourde.

Après le passage du Rhin, dit un Offi-
cier de l'armée de France en Allemagne,
nous prîmes des quartiers d'hiver dans la
haute Hesse. Le Duc de Longueville, dont la
santé fut toujours foible & délicate, y eut
une grande maladie de six semaines. Le
Comte de Guébriant prenoit à son ordinaire,
tout le soin de l'armée. De manière que le
Duc n'avoit qu'à donner ses ordres. Le
Comte

1640. *Comte secourut Binguen, assiégé par le Gouverneur Espagnol de Frankendal, à la sollicitation de l'Electeur de Maience dont cette place incommodoit beaucoup le pais, & empêcha que les Directeurs de l'armée du feu Duc Bernard de Saxe-Weymar, qui marchaient avec leur cavalerie & leur bagage, à l'insçu du Duc de Longueville, n'allassent joindre Banier. Guébriant les ramena par ses remontrances. Voici une des grandes traverses que ce Général suscita secrètement aux François. Chargé de ce qu'à force d'argent, ils étoient venus à bout de gagner des troupes que la Suède prétendoit lui devoir appartenir, il tenta plus d'une fois de les débaucher & de les attirer à lui. L'Historien de Guébriant raconte ainsi cette particularité. *During la maladie du Duc de Longueville à Weter, dit-il, les Directeurs s'attribuèrent une autorité absolue. A peine déféroient-ils aux sentimens du Comte de Guébriant, sur qui le Duc s'étoit déchargé du soin de l'armée. Le voisinage du Maréchal Banier, & le commerce de lettres qu'il entretenoit avec eux, rendoient ces Messieurs moins traitables & moins soumis. Le Général Suédois s'efforçoit de les gagner avec leurs soldats, & leur offroit de son chef & sans l'ordre de ses Supérieurs des conditions avantageuses. Jaloux de nous voir si avant dans l'Allemagne, & en état d'y être plus considérez que la Suède ne vouloit, il essaya d'exécuter son projet, en priant les Directeurs de le venir secourir dans la Thuringe.**

Ils

Ils s'assemblerent à Marburg le 14. Avril, & partirent le lendemain de leurs quartiers pour l'aller joindre avec toutes leurs troupes, excepté un seul régiment. Le Duc de Longueville averti d'un si étrange procédé, fait demander au Colonel Ohem l'un des Directeurs, pourquoi il a donné un pareil ordre. Cet Officier s'excuse sur Rose & sur Nassau : ceux-ci rejettent la faute sur lui. Tous étoient véritablement de l'intrigue. On la leur pardonna pourvu qu'ils promissent d'être plus religieux, & de retourner dans leurs quartiers. 1640.

Le même Auteur explique plus au long les desseins secrets de Banier, qui selon lui n'avoit pas moins d'adresse & de dextérité, que de valeur & d'habileté dans la guerre. A l'exemple de quelques autres Historiens, je me contenterai de transcrire ce que celui-ci raconte. Outre qu'il ne manque ni d'exactitude, ni de jugement, nous tenons de lui seul ces particularitez, & plusieurs autres de la guerre d'Allemagne sous le Comte de Guébriant. Comme l'intérêt particulier, dit-il, est le principal motif des Princes, il n'y a point d'occasion où ils le fassent éclater avec moins de scrupule, que dans la guerre. Les alliances & les plus étroites liaisons s'y trouvent toujours accompagnées de quelque jalousie secrète. Banier & certains Ministres de Suède n'avoient en vûe que leur avantage dans la correspondance qu'ils entretenoient avec nous. Richelieu & les Généraux de Louis avoient-ils des motifs plus nobles,

1640. nobles, plus desintéressés? L'une & l'autre Couronne se proposoit l'abaissement de la Maison d'Autriche; bien entendu que chacune chercheroit à profiter des dépouilles de l'ennemi autant qu'elle pourroit. L'Auteur croioit-il que les Suédois devoient travailler autant & plus pour l'agrandissement de la France, que pour celui de leur nation? Si les François avoient témoigné une pareille générosité, ils auroient pu en attendre autant de la part des Suédois. *Ceux-ci, poursuit l'Auteur, s'imaginoient que nous ne devions passer que pour auxiliaires, sans dessein & sans prétension en Allemagne, ou que si nous y voulions gagner quelque chose, ce ne devoit être que sur le Duc de Bavière, afin de l'occuper chez lui, & de faire une diversion qui leur fût utile. Ils eussent bien voulu qu'on leur eût abandonné le reste, & qu'on ne se fût point trop mêlé des affaires du parti en général, dont ils se vouloient réserver la direction.* Avoient-ils si grand tort? Elle fut accordée au Chancelier Oxenstiern; & le Roi de France la reconnut dans l'assemblée d'Heilbron & dans les suivantes. A la vérité, depuis la funeste bataille de Norlingue, Louis prit plus de part aux affaires d'Allemagne, & la Couronne de Suède à qui le secours de la France devint plus nécessaire, se vid obligée de céder plusieurs choses que Gustave & son Chancelier auroient hautement maintenues; l'un si la mort ne l'eût pas enlevé au milieu de ses victoires, & l'autre si le

le Duc de Weymar & le Maréchal Horn eussent été moins malheureux à Norlingue. Mais nonobstant cette disgrâce, les Suédois demeurèrent fermes dans leur prétension, & la Couronne de France y consentit, que son armée occuperoit le Duc de Bavière chez lui. L'Auteur l'avoué de bonne foi.

Nôtre passage du Rhin, dit-il encore, surprit fort le Maréchal Banier. Il prévoyoit que le voisinage de nôtre armée obligeroit la Landgrave de Hesse & les Ducs de Brunswick & de Lunebourg qui avoient embrassé la neutralité, à rentrer dans la confédération; que nous en aurions tout l'honneur, & que nous serions en état de balancer son autorité, & d'acquiescer du moins autant de crédit que les Suédois. Une autre chose lui donnoit de l'inquiétude. Nous devions occuper les quartiers de Franconie, de Hesse, & du Westerwalt, dont il tiroit de grandes contributions, & qu'il prétendoit lui appartenir. Le voilà donc qui pense sérieusement à rompre nos mesures. Afin que sa présence, sa réputation, & la puissance de son armée deux ou trois fois plus forte que la nôtre, soient comme un nouveau contrepoids en faveur de la Couronne de Suède, il sort de la Bohême & vient dans la Thuringe. Sa vûe principale, c'étoit de prévenir le progrès dont nôtre passage au delà du Rhin, pouvoit être suivi, de nous débaucher les troupes du feu Duc Bernard, ou du moins de nous engager à une jonction, dont tout le fruit lui demeureroit. Il est vrai qu'on peut

1640. *dire pour excuser Banier, que notre marche vers la Hesse, étoit contraire au traité fait avec la Suède. Il portoit que nous agirions seulement dans le Wirtemberg, & contre le Duc de Bavière, non moins odieux aux Suédois que l'Electeur de Saxe. Leur Général avoit sujet de trouver mauvais, que pour des intérêts particuliers qui ne regardoient point la cause commune, nous épargnassions un Prince qui fomentoit la guerre d'Allemagne. C'est ainsi qu'après avoir déclamé contre Banier, un Historien d'ailleurs sincère, en revient à conclure, que dans le fonds il avoit raison. Cela est si vrai, que le Comte de Guébriant qui se picquoit de droiture & de sincérité, conseilloit que pour satisfaire au traité fait avec la Couronne de Suède, on entretint la diversion de Bavière avec un corps de troupes, qu'on agit avec un autre dans le bas Palatinat, & qu'on se contentât d'avoir par la marche de l'armée Française vers la Hesse, rompu la neutralité de la Landgrave & des Ducs de Brunswick & de Lunebourg; chose fort avantageuse aux Conféderez, & d'un grand éclat dans l'Empire.*

Emilie Elizabeth de Hanaw veuve de Guillaume Landgrave de Hesse, & Administratrice des Etats de leur fils commun, avoit dès le 22. Août de l'année précédente, conclu à Dorsten un traité avec d'Amontot Envoyé du Roi de France, dans lequel à certaines conditions stipulées de sa part, elle promettoit d'entre-

-tretenir

trétenir une armée de sept mille hommes de pied & de trois mille chevaux, de l'employer à la continuation de la guerre contre les ennemis communs en Allemagne, & d'agir de concert avec les Couronnes de France & de Suède. Soit que cette Princeſſe craignit d'attirer dans les Etats de ſon fils une grande partie des forces de l'Empereur, avant que Banier & le Duc de Longueville fuſſent en état de les ſecourir : ſoit qu'elle trouvât en effet quelques difficultez dans l'exécution de ſes promeſſes, l'acord demeura ſans effet. Mais dès que la Landgrave vid les troupes de France dans ſon voiſinage, on parla de reprendre la négociation, & de rectifier le traité ſigné. Choïſi Intendant de l'armée d'Allemagne, envoyé par le Duc de Longueville à Lipſtat, conclut le 1. Février de cette année un traité proviſionnel, en attendant qu'on pût convenir des difficultez qu'Emilie formoit ſur l'exécution du précédent, où elle & le Général de France faiſoient pour deux mois & demi une ligue offenſive & défenſive envers tous & contre tous, ſans aucune exception, en cas que l'une ou l'autre de leurs armées vint à être attaquée par les ennemis communs. Moiennant une ſomme d'argent, la Landgrave promit de fournir trois mille hommes de pied & deux mille chevaux, qui joindroient l'armée de France, & agiroient de concert avec elle. On reconnut en cette occaſion la ſolidité de certaines maximes du Maréchal Ba-

1640. nier; qu'il ne faut point souffrir qu'un Prince neutre demeure armé, parce qu'on ne se peut assurer de lui, & qu'il est toujours en état de changer de résolution selon le succès du vainqueur. Qu'on doit l'aller chercher chez lui, pour le contraindre à se déclarer. Qu'il est important de traiter les armes à la main avec les Princes d'Allemagne, & de les réduire à la nécessité de s'accommoder à leur désavantage. Ce que le Duc de Longueville fit avec Emilie, Banier ne manqua pas de le pratiquer au regard des Ducs de Brunswick & de Lunebourg.

Le Général de France étant relevé de sa maladie, alla voir la Landgrave à Cassel, dit un Officier qui servoit sous lui. Là il résolut avec cette Princesse de joindre le Maréchal Banier à Erfort en Thuringe. Lorsque le Comte de Guébriant apprit ce dessein à Weter, il remontra au Duc que c'étoit engager l'armée de France dans une jonction, dont il ne seroit pas facile de se séparer quand on le voudroit. Cependant la chose étant conclue, & n'y aiant pas moien de se rétracter, le Comte fit travailler en diligence pour mettre l'armée en état de marcher. Le Duc étoit revenu le 29. Avril à Weter. Il y reçut incontinent des lettres encore plus pressantes de la part du Général Suédois, qui demandoit d'être promptement secouru à Erfort, où il avoit en tête toutes les armées de l'Empire. Incapable de résister à tant de forces unies qui lui avoient déjà battu son aile droite, & tué plus

plus de mille chevaux, Banier représentoit qu'il seroit bien-tôt forcé à quitter le pais, faute de fourage, & à risquer tout par une retraite mal assurée. *Le Comte de Guébriant*, ajoûte l'Officier François, voiant qu'il étoit impossible de se dispenser de secourir nos Alliez, proposa d'aller lui-même les joindre avec cinq ou six mille hommes, puisque Banier se contentoit d'un pareil renfort. Le Colonel Rose arrive le lendemain, & rapporte que l'armée de Bavière postée près de Schensturt, est partie de ses quartiers pour aller joindre Picolomini. On change là-dessus de résolution. Il faut que nous marchions tous, disoient unanimement le Duc de Longueville & les Directeurs de l'armée du feu Duc Bernard, puisque toutes les troupes Bavaeroises s'avancent vers les Impériaux. Cependant le Comte de Guébriant demeura ferme dans son premier sentiment. On se repentit bien-tôt de ne l'avoir pas suivi.

Picolomini nouveau Maréchal de camp de l'Empire à la place de Galas, étant venu des Pais-Bas à la tête de douze mille hommes en Franconie, vers la fin de l'année précédente, Banier fut obligé d'abandonner la Bohême. Le dégât qu'il fit auparavant, empêcha qu'Hatzfeld qui commandoit un autre corps de troupes, n'y pût joindre Picolomini. On se donne rendez-vous dans le haut Palatinat. L'armée Impériale s'y trouva forte de dix-huit mille hommes, & bien-tôt après de trente mille, par les nouveaux renforts

Jonction
des armées
de France,
de Suède &
de quelques
Princes confédérés à
Erfort en
Thuringe-

1640. arivez. Banier n'en avoit que seize mille, sans y comprendre quatre mille destinez à la garde des passages de l'Elbe. Les Impériaux ayant assiégé Konigrai, le Général Suédois fit venir cinq mille hommes que le Colonel Konigsmark commandoit dans la Thuringe, afin de sauver une place importante. Ses soins furent inutiles. Il la perdit par la faute, ou par la trahison du Gouverneur qui négligea de rompre les glaces. Renforcé des troupes venues de Thuringe, Banier marche vers Picolomini éloigné de dix lieues. Après avoir fait la moitié du chemin, il envoie dire au Général de l'Empereur, d'en faire autant. C'étoit défier au combat un homme, qui fier de la victoire remportée sur les François à Thionville, se vantoit qu'avec son armée qu'on nommoit *la pucelle*, parce qu'elle n'avoit point encore été battuë, il repousseroit les Suédois jusques sur les bords de la Mer Baltique. Trop sage pour hazarder contre un Général plus habile que Feuquières, & contre des troupes plus aguerries que celles qui furent employées au siège de Thionville, une bataille dont la perte auroit été suivie de celle des pais héréditaires de l'Empereur, ou peut-être arrêté par des ordres contraires, Picolomini ne branle point, & ne se croit nullement engagé d'honneur à combattre au gré de l'ennemi. Banier quitte alors ses passages sur l'Elbe, n'en reserve qu'un en cas de besoin, prend le chemin d'Anneberg,

Vie du Maréchal de Guebriant.
Liv. IV.
Chap. 1.2.4.
Puffendorf,
Commentar.
Rerum Suecicarum.
Lib. XII.
Histoire de Gualdo Priorato.
Part. II.
Lib. VII.
VIII.
Vittorio Siri, Memorie Raccontate.
Tom. VIII.
Pag. 311.
 312.

neberg, & y arrive le 3. Mars de cette année. 1640.

Aiant appris là que les Impériaux marchoient vers Egra pour être à la gauche des Bavares, & pour les joindre si la nécessité des affaires le demandoit, Banier ne laisse pas échapper cette occasion de proposer au Duc de Longueville la jonction des armées des deux Couronnes, & menace Beauregard Envoïé de France, qu'en cas de refus, il pensera désormais à sa propre sûreté, & qu'il n'agira plus de concert avec les François. Beauregard écrit donc à Longueville, que Banier a reçu des avis certains de quelques pratiques des Ducs de Brunswick & de Lunebourg avec la Cour de Vienne, pour un traité où la Landgrave de Hesse seroit contrainte d'entrer. Qu'il fait encore d'ailleurs que les mêmes Princes sont en négociation avec le Roi de Dannemark & les Etats de la Basse-Saxe, pour une ligue défensive de leur Cercle contre les deux Couronnes, & contre l'Empereur même : affaire qui susciteroit de nouveaux ennemis à la Suède, & ôteroit à ses troupes la liberté de leur retraite. Que ces raisons ont obligé le Maréchal à quitter la Bohême, & qu'il juge plus important à l'utilité commune des deux Couronnes, de veiller sur les actions des ennemis au regard des Ducs de Brunswick & de Lunebourg, qui pourroient de gré ou de force, conclure un traité préjudiciable aux Conféderez, & donner lieu à l'armement

1640. général du Cercle de la Basse - Saxe proposé par le Roi de Dannemark. Qu'après la retraite des Suédois hors de la Bohême, Piccolomini aiant fait un mouvement pour se joindre aux Bava-rois, il étoit nécessaire que les armées des deux Couronnes s'unissent, afin d'agir de concert, & de se rendre plus formidables dans l'Empire.

Sur les avis reçus ensuite que les Bava-rois s'étoient avancés jusques aux frontières de la Franconie & du Woitland pour s'approcher des Impériaux, Banier résolut d'aller à Erfort, & d'obliger les Ducs de Brunswick & de Lunebourg à quitter une neutralité, qui ne s'acommodoit point avec sa grande maxime, de ne souffrir jamais qu'un Prince neutre demeure armé. Il dépêche donc un Colonel à ceux-ci, & lui ordonne de leur déclarer, que le seul moien d'éloigner les Impériaux du voisinage de leurs Etats, c'est de suivre l'exemple de la Landgrave de Hesse, & de se joindre aux deux Couronnes. De peur d'attirer la guerre chez eux, le Duc George qui agissoit au nom de toute la Maison de Brunswick, traite avec le Général de Suède, comme Emilie avoit fait avec celui de France, & promet d'envoyer trois mille hommes de pied & quinze cens chevaux. Ces nouvelles troupes & celles de Hesse qui montoient à deux mille hommes de pied & à deux mille cinq cens chevaux, joignirent le Duc de Longueville qui marchoit à la tête

tête de trois mille hommes de pied & de quatre mille chevaux, tant des troupes de France, que de celles du feu Duc Bernard de Saxe-Weymar. 1640.

Etant arrivés à Exfort avec les gens de Hesse & de Lunebourg, nous joignîmes les Suédois, dit Roqueservières Officier François dont je rapporte les mémoires sur l'extrait qu'en donne l'Historien de Guébriant. Les deux armées étoient égales en nombre tant de cavalerie que d'infanterie : C'est-à-dire qu'elles faisoient trente-deux mille hommes en tout. Nous marchâmes droit à Picolomini posté à Salzfeld. Nous y demeurâmes six semaines campez, en présence les uns des autres. Ce fut là que le Duc de Longueville eut grand besoin de l'assistance du Comte de Guébriant. Le Maréchal Bannier ayant gagné ceux de Lunebourg & de Hesse, qui ne cherchoient qu'à pousser hors de leurs pais les François & les Suédois, vouloit que nous marchassions tous ensemble vers la Bohême. Son dessein, c'étoit de nous éloigner de telle manière, que nous ne pussions plus le quitter, & d'incorporer notre armée avec la sienne. Il avoit déjà commencé d'y travailler par ses insinuations aux Directeurs des troupes de Weymar. Le Duc de Longueville n'eût pu résister seul. Mais le Comte de Guébriant tint bon, & témoigna tant de vigueur & de fermeté au Général de Suède & aux autres, qu'il les amena tous à son opinion. L'armée de France fut ainsi sauvée du danger évident, auquel on s'alloit exposer. Ceci demande quelque éclaircissement.

1640.

Picolomini s'étoit si avantageusement posté à Salzfild avec quinze mille hommes, qu'il parut impossible de le forcer, à cause des montagnes qui l'environnoient. Dix mille Bavarois logez à une lieue de son camp, lui affuroient les vivres du côté de la Franconie. Longueville & Banier prirent inutilement des mesures pour l'attaquer. Les passages étoient d'un trop difficile & trop dangereux abord. Quand on tenta de le chasser à coups de canon, il se retrancha plus haut, & se mit en partie à couvert de la ville de Salzfild. Cependant les vivres manquent aux Conféderez, & les Impériaux reçoivent de grans convois & du canon. Après quelques escarmouches, où il y eut assez de gens tuez de part & d'autre, les Conféderez décampent & défont l'ennemi au combat, en tirant deux coups de canon. C'est le signal ordinaire en Allemagne. Avant que de partir, ils avoient délibéré sur la route qu'il falloit prendre. A l'instigation de Banier, les Agens que le Duc de Lunebourg & la Landgrave de Hesse avoient dans l'armée, proposèrent que toutes les troupes confédérées marchassent vers le Marquisat de Culembak & le pais de Woitlant, pour avoir des vivres jusques à la maturité des blés; que cette diversion obligeroit Picolomini à déloger, & à hazarder une bataille pour empêcher les Conféderez d'entrer dans la Bohême. Quoique le Duc de Longueville se fût opposé d'abord à une ouverture qui mettoit

les

les ennemis entre l'armée François & le Rhin, d'où elle devoit tirer toutes les choses nécessaires à sa conservation; cependant flatté de l'espérance d'un combat général, qu'il souhaita toujours depuis la jonction des deux armées, il commença de se rendre.

L'affaire auroit été conclüe, si le Comte de Guébriant n'eût allégué de si puissantes raisons contre cette marche, que le Duc convaincu le chargea de répondre par écrit à la proposition de Banier, & à la demande des Agens de Hesse & de Lunebourg. Voici ce que Guébriant remontra en peu de mots. Que le Duc de Longueville avoit seulement consenti à la jonction des deux armées, pour contenter Banier qui faisoit entendre qu'on pourroit attirer Piccolomini au combat, ou entreprendre quelque chose d'important à la cause commune. Qu'afin de convaincre les Suédois de l'affection & des bonnes intentions du Roi, son armée s'étoit mise en chemin sans l'équipage nécessaire, & sans avoir reçu les recrues & l'argent, dont elle avoit besoin. Que de l'aveu même du Maréchal, il n'y avoit plus d'espérance d'engager l'ennemi à une bataille. Que les François attendoient la maturité des blés plus commodément dans leurs quartiers de la haute Hesse, que dans le Woitland. Que Longueville étoit déterminé à y aller dans peu de jours, s'il n'y avoit plus rien à faire pour la cause commune. Les Députés de Lunebourg

1640. & de Hesse aiant refusé de porter cette réponse à Banier, le Comte de Guébriant l'alla trouver, & lui parla si fortement, que donnant le démenti à ces Messieurs, il nia d'avoir jamais agréé leur proposition, & déclara que l'avis de Guébriant lui paroissoit beaucoup meilleur. C'étoit d'entrer en Franconie par la main droite, & de s'avancer vers Smalcalde.

Les foibleffes domestiques des grans hommes sont souvent plus instructives que leurs actions éclatantes. Banier avoit épousé une Dame de la maison des Comtes d'Erbach, qui le suivoit dans ses expéditions. Prudente & adroite au dernier point, elle avoit acquis une grande autorité sur son esprit, & savoit admirablement bien modérer les passions de débauche & de colére, auxquelles il étoit naturellement sujet. Le Maréchal pleura fort amèrement la mort d'une si bonne épouse, arrivée lorsque les Conféderez étoient en présence des Impériaux près de Salzfeld. Il parut dans une véritable désolation. *En m'étant ma femme*, dit-il à Beauregard Envoié de France, *Dieu semble m'avoir ôté tout mon esprit. Ce n'est point une vaine imagination d'un homme affligé. Je le sens véritablement. Il ne faut plus rien attendre de moi.* Banier disoit plus vrai qu'il ne pensoit peut-être. Sa raison parut depuis si chancelante, & il négligea tellement le soin des affaires, que les Officiers & les soldats perdirent beaucoup

coup de l'estime qu'ils avoient pour lui. 1640.
On auroit pardonné bien des choses à l'extrême douleur dont il fut d'abord comme accablé, s'il n'eût pas oublié en moins de dix jours une épouse si violemment regrettée. En conduisant son corps à Erfort, il voit par hazard une Princesse de Bade accompagnée de la Comtesse de Waldeck, & en devient si éperdûment amoureux, qu'il attend avec la dernière impatience la fin des trois premiers mois de son deuil, pour épouser sa nouvelle maîtresse.

*De Salzfelf, dit Roqueservières, nous Les Offi-
passâmes dans la Franconie, & vinsmes à ciets & les
Neustat. L'ennemi arrivé devant nous soldats du
sauva la place, que nous n'osâmes attaquer. feu Duc
Bernard de
Saxe-Wey-
mar font à
serment de
fidélité au
Roi de
France.*
Nous voilà donc obligez à retourner sur nos pas, & à nous poster près de la rivière de Werra dans le pais de la Landgrave de Hesse. Le Duc de Longueville & le Maréchal Banier voulurent tenter de forcer Picolomini à Neustat. Mais outre que fortifié des troupes de Bavière, il étoit plus avantageusement retranché qu'à Salzfelf, celles des Conféderez se trouvoient en fort mauvais état. Dans cette contremarche, les soldats furent huit jours sans pain, & ne mangèrent que des herbes. Un grand nombre de François incapables de marcher attendirent la mort dans les champs, & la moitié de ceux de Lunebourg & de Hesse se débanda. Banier pressa George Duc de Lunebourg & Emilie, d'en fournir incessamment d'au-

*Vie du
Maréchal de
Gulbriant.
Liv. IV.
Chap. 4. 5.
tires &c.*

1640. *Mémoires pour servir à l'Histoire du Cardinal de Richelieu. Tom. II. Paffendorf, Commentar. Rerum • Succicarum. Lib. XII. Historie di Gualdo Priorato. Part. II. Lib. VII. Fattorio Sivi, Memoire Recondite. Tom. VIII. Pag. 312.* tres à la place de ceux qui avoient deserté. Le Duc & la Landgrave faisant difficulté d'accorder tout ce que le Général Suédois leur demandoit, cet homme altier les menaça de laisser leurs Etats à la discrétion des Impériaux, & marcha en effet comme s'il eût voulu se retirer dans la Westphalie. Mais Longueville l'arrêta en lui envoyant dire que les François ne le suivroient point, & qu'ils périroient plutôt que d'abandonner le pais de leurs Alliez à l'ennemi, qui s'étoit avancé à Waka dans le dessein d'y entrer. Qu'en s'éloignant du Rhin, les places occupées par la France sur cette rivière se perdroient, & que le Duc en seroit responsable au Roi, aussi-bien que de la désolation de la haute Hesse & des Duchez de Brunswick & de Lunebourg, Sa Majesté n'ayant pas moins à cœur les affaires de ses Alliez que les siennes propres. Qu'en tout cas, il joindroit les forces de Louis à celles de George & d'Emilie, afin de repousser les Impériaux.

Ces deux Princes trouvant le Général de France plus traitable que celui de Suède, promettoient d'envoyer à Longueville en dépit de Banier, deux puissans renforts, de cinq mille hommes chacun, tant d'infanterie que de cavalerie. Ils offroient volontiers tout ce qu'ils avoient de forces, persuadés qu'ils étoient que leur jonction aux deux Couronnes, les ayant rendus irréconciliables avec l'Empereur, Piccolomini désoleroit impitoyablement

blement leurs Etats, si les Suédois & les François en abandonnoient également la défense. • Danier surpris de la déclaration du Duc de Longueville se radoucit incontinent, fait semblant d'avoir pensé seulement à s'approcher de Waldeck, pour y aller voir la Princesse de Bade sa maîtresse, se rend à Cassel, & puis à Gottingen. Là il s'abouche avec Emilie & avec George, leur donne de nouvelles assurances de sa bonne volonté, & prend avec eux la résolution d'aller droit aux ennemis qui s'approchoient de Cassel.

Si la guerre d'Allemagne; dit l'Auteur de l'Histoire du Maréchal de Guébriant, étoit la plus importante, elle fut aussi la plus difficile & la plus pénible, non seulement aux soldats, mais encore aux Généraux & aux premiers Officiers à cause des diverses inclinations de ceux qui portoient les armes pour le service de la France. Ces gens de mœurs & de nations différentes, ne convenoient qu'en une seule chose. Tous également soupçonneux & incertains dans les négociations, n'acordoient rien qu'ils ne l'eussent premièrement refusé avec hauteur, & sans être quelque temps sur le point de rompre. Soit qu'ils se défiasent de la sincérité des François, soit que ce fût un effet de leur jalousie naturelle pour la conservation de leur indépendance & de leur liberté. On peut dire à la gloire du Maréchal de Guébriant que s'il a été un autre Germanicus par ses victoires en Allemagne, ajoute son Historien avec beaucoup

1640. coup de raison, il ne ressembloit pas moins au petit-fils de l'Empereur Auguste par la dextérité à maintenir dans l'obéissance des troupes extrêmement nécessaires à la France, & fort souvent prêtes à lui échapper par les intrigues de quelques mauvais amis qui surprenoient leur crédulité. Que Guébriant mérite un si bel éloge, la manière dont il ménagea le traité de Brisac avec les Directeurs des troupes du feu Duc Bernard de Saxe-Weymar en est une preuve convaincante. Son habileté parut encore cette année, quand il fut question d'engager les mêmes Officiers & leurs subalternes à prêter serment de fidélité au Roi de France, & il ne surmontera pas moins heureusement dans la suite les obstacles qui se présenteront, quand après la mort du Maréchal Bannier, il faudra retenir au service de la Couronne de Suède les Officiers & les soldats Allemans tentez de prendre parti ailleurs.

Pendant le séjour que nous fîmes sur la Werra près d'Alendorf, rapporte Roqueservières, les Directeurs des troupes de Weymar refusèrent au Duc de Longueville de prêter le serment de fidélité suivant le traité de Brisac, en recevant la montre. Ils firent & dirent alors des insolences étranges contre les Officiers du Roi, auxquels ils s'en vouloient prendre. Le Comte de Guébriant les ramena insensiblement à la raison. Le serment fut prêté, & la montre reçue. Soit que la Cour de France ne crût

crût pas devoir trop presser l'exécution d'une condition adroitement inferée à la fin du dernier article du traité de Brisac, & presque sans que les Officiers du feu Duc Bernard s'en apperçussent ; soit qu'on jugeât plus à propos de la différer jusques à ce que l'argent que Louis devoit donner, mît les Directeurs & leurs Officiers subalternes en bonne humeur & les rendit plus traitables, on ne parla point jusques à présent d'exiger d'eux un serment de fidélité à Louis. On s'étoit contenté d'abord de le demander aux Gouverneurs des places conquises par Bernard. Mais enfin Choisi Intendant de l'armée ayant apporté de France une somme considérable pour contenter les Officiers & les soldats qui vouloient de l'argent, on en offrit, pourvu que les uns & les autres conformément au traité de Brisac prêtassent serment de fidélité à Louis, & que les Directeurs consentissent que le Roi ou ses Généraux nommassent désormais les Colonels des régimens. Ce dernier article n'étoit pas dans le traité de Brisac. Mais la Cour de France le croioit si raisonnable & si juste, qu'il devoit passer sans aucune difficulté. Qu'il y eut de l'artifice & de la supercherie en ce qui regarde le serment de fidélité, cela paroît dans la protestation que firent les Colonels & les autres Officiers, de ne s'être jamais engagés à prêter serment au Roi de France, & dans leur réponse après la lecture du traité faite par ordre de Guébriant,

1640. brian , que les Directeurs de l'armée les avoient donc surpris.

Le 28. Juillet , dit Roqueservières , le Comte de Guébriant & Choisy Intendant de l'armée allèrent par ordre du Duc de Longueville , trouver les Directeurs à Helingestat. Ils tenoient là une assemblée de tous leurs Officiers , pour conclure ce qu'ils avoient à faire touchant le serment de fidélité suivant le traité de Brisac. Le Comte fit des merveilles en cette occasion , & l'Intendant le seconda bien. Mais ils avoient à traiter avec des gens qui ne se paioient pas de raison. Rien ne fut conclu. Les Officiers répondirent qu'ils enverroient leur résolution au Duc de Longueville. Ils le firent deux jours après , & déclarèrent dans un écrit signé d'eux tous , qu'ils ne prêteront point le serment , & qu'ils vouloient avoir le pouvoir d'élire des Colonels de leurs régimens. Pourquoi dire que ces Messieurs ne se paioient pas de raison ? Voici la réponse portée de leur part au Duc de Longueville. Est-elle si déraisonnable ? Les Officiers du corps Allemand assemblez , ont entendu ce que M. le Comte de Guébriant & M. de Choisy leur ont dit de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne , sur certains articles du traité de Brisac , sur le choix & l'établissement des Officiers dans les régimens , lors qu'il y aura quelque charge vacante , & sur la prestation du serment. Les mêmes Officiers déclarent unanimement là-dessus , qu'ils sont disposez à servir sincèrement , fidèlement , & honorablement

1640
*rablement Sa Majesté, comme ils ont fait
 ai-devant sans qu'on puisse leur reprocher
 quelque chose de contraire. Ils demandent
 seulement qu'on laisse les affaires comme
 elles ont été jusques à présent, sans contes-
 ter par des traitez; qu'ils aient leur justi-
 ce particulière; qu'ils demeurent dans leurs
 anciennes coutumes, & dans le pouvoir de
 choisir leurs Officiers depuis le plus haut jus-
 ques au moindre. Ils sont néanmoins con-
 dens que M. le Duc de Longueville prene
 connoissance de la condition & des qualitez
 de celui qui aura été choisi, avant qu'il soit
 établi. Quant à ce qui regarde la presta-
 tion du serment, si on les veut presser da-
 vantage sur cet article, ils protestent qua
 jamais aucun d'eux n'y entendra. Elle
 seroit contraire à d'autres devoirs dont ils
 ne sont pas encore déchargés, & préjudi-
 ciable aux prétensions qu'ils ont au regard
 de certains États qui ne leur ont pas encoré
 entièrement payé ce qui leur est dû. Les
 Officiers ont protesté là-dessus devant Brisac
 & à Colmar, & même le Colonel Rose à
 Creutzenac. Mrs. de Guebriant, de Choi-
 si, & d'Oysonville s'en peuvent souvenir.
 A ces choses près les Officiers du corps Al-
 leman demeurent dans la même disposition
 de servir Sa Majesté contre ses ennemis pour
 le rétablissement de la liberté Germani-
 que, pour la délivrance des États oppres-
 sez, & pour parvenir à une bonne & seu-
 re paix.*

Je rapporte ceci pour faire voir qu'il ne
 faut pas si facilement croire les François
 quand

1640. quand ils parlent, de leurs contestations avec les Etrangers. A les entendre dire, ils ont toujours raison, & les autres ne connoissent pas même les premiers principes du bon sens. Cependant les Officiers du corps Alleman n'avoient point si grand tort, de refuser de prêter le serment qu'on exigeoit d'eux. Le traité de Brisac fut conclu avec les Directeurs gagnez à force d'argent. La plupart des Officiers subalternes ne furent pas bien à quoi on les engageoit, & quelques-uns protestèrent contre. Ils soutinrent si bien au Comte de Guébriant qu'on les avoit surpris, qu'il n'eut pas d'autre réplique à faire aux Directeurs que celle-ci : *N'avez-vous pas signé le traité ? N'en avez-vous pas juré l'observation au nom de toute l'armée ? Si vous l'avez fait sans son consentement, c'est une faute qui ne vous regarde pas. Le traité est en bonne forme. Vous étiez bien avouez, & vous êtes tous garants de ce qui fut accordé.* Quoi qu'il en soit du fonds de cette véhémence contestation, le Duc de Lunebourg & le Maréchal Banier, qui pensoient, dit-on, à partager entr'eux les troupes du feu Duc Bernard, détournoient les Directeurs & les autres Officiers de se donner ainsi à la France, & leur remontoient qu'ils s'étoient trop témérairement engagés, & que leur faute seroit impardonnable, s'ils exécutoient ce qui restoit à faire. Persuadez du besoin que la France avoit d'eux, les Allemans demeurent quelque

quelque temps assez fermes dans leur résolution. Mais enfin gagnez par les insinuations de Guébriant, & peut-être éblouis de l'argent que Choisi leur montre, ils se rendent à tout ce qu'on exige d'eux. Le 17. Août ils se mettent tous en bataille, & le Duc de Longueville à leur tête fait lire une formule de serment par lequel & les Officiers & les soldats promettoient de bien, fidèlement, & honorablement servir Sa Majesté Très-Chrétienne envers tous, & contre tous ses ennemis, & en tous lieux, comme en Allemagne, en France, en Lorraine, en Flandre, en Bourgogne, sous le commandement du Duc de Longueville, & s'il se passoit quelque chose contre le service du Roi, de l'en avertir, le tout pour le bien, & l'avancement de la cause commune, pour le rétablissement des Princes, Villes, & Etats oppressez, & pour parvenir à une bonne & sûre paix.

Roqueservières raconte ainsi en peu de mots la fin de la campagne en Allemagne. *Picolomini entra dans le país de la Landgrave de Hesse, & vient camper à Frislaer. Nôtre armée jointe à celle de Banier étoit alors à Eschenwege sur la Werra. Quand nous eûmes reçu quelque renfort des troupes du Duc de Lunebourg, nous marchâmes aux Impériaux. On les trouva encore si bien retranchez, qu'il parut impossible de les forcer. Cependant les Conféderez se vont poster près d'eux, & Picolomini dont l'armée est extrêmement affoi-*

Les Conféderez & les Impériaux se trouvent encore plus d'une fois en présence sans rien faire.

1640. affoiblie , craignant de ne se pouvoir re-
Histoire du tirer sans être battu , fait venir du secours
Maréchal de de toute l'Allemagne pour se dégager. Du-
Guebriant. rant ce campement , le Duc de Longueville
Liv. IV. fut attaqué d'une violente maladie. Il se
Chap. 6. 7. fit porter à Cassel & ne revint plus à l'ar-
Esc. mée. Le Comte de Guébriant en prit le
Puffendorf, commandement , & nous nous retirâmes du
Commentar. voisinage de l'ennemi. Alors il marcha
Rerum Sue- droit à Hoker sur le Weser. Nous le sui-
cicarum. vîmes de l'autre côté de la même rivière.
Lib. XII. Cela le contraignit à s'en retourner d'où il
Historie étoit venu. Ses troupes prirent des quar-
di Gualdo tiers d'hiver dans la Franconie & sur le
Priorato. Danube. Piccolomini décampa ainsi de
Part. II. Frislaer , renforcé de six mille hommes
Lib. VIII. amenez par Gonzague , & de trois mille
Vittorio Si- sous la conduite d'Hatzfeld. Bien lui en
ri, Memorie prit de ce que Banier étoit uniquement
Recondite. occupé de ses amours , & de l'impatience
Tom. VIII. de devenir amant heureux , comme on
Pag. 312. dit dans le monde. Sans cela , on auroit
813. donné sur son arrière-garde , & elle au-
 roit été défaite. Du moins Guébriant le
 croioit de la sorte. Ce ne fut pas la seule
 faute du Général amoureux. Il laisse
 prendre un ou deux jours de marche de-
 vant lui : retardement qui cause la perte
 d'Hoker , & expose les Etats de la Maison
 de Brunswick au danger d'une entière
 désolation.

Les amours & le mariage de Banier
commirent également & sa personne & sa
réputation en diverses rencontres, dit l'His-
torien de Guébriant. Il ne pensoit qu'à
 sa

sa maîtresse, & sembloit ne se mettre nullement en peine, ni du secours arrivé aux ennemis, ni des desseins du Duc de Lunebourg & de la Landgrave, qui craignoient d'irriter davantage l'Empereur, méditoient de nous quitter aux frontières de la Hesse, & d'excuser auprès de Ferdinand leur jonction aux deux Coronnes, sur la nécessité où ils s'étoient vus réduits de prévenir la ruine de leurs Etats. Le Général Suédois exposoit témérairement sa personne dans ses fréquens voïages au château d'Arolt pour voir sa maîtresse. S'il en revenoit, ce n'étoit que pour tenir table, & pour boire à la santé de la belle dont il étoit épris. Le jour qu'il reçut le consentement du Marquis de Bade son futur beau-père, il donna un repas magnifique, & fit tirer deux cens volées de canon, dont le bruit retentit jusques à Cassel. On y crut si certainement que les Conféderez & les Impériaux étoient aux mains, que les Ministres & le peuple coururent aux Eglises & se mirent en prières. Après cela, il part acompagné seulement de quatorze personnes, passe à demi-lieu du camp des ennemis, & va voir sa maîtresse. Le Comte de Guébriant eut beaucoup de peine à l'empêcher de décamper devant Piccolomini, afin de s'approcher du château d'Arolt & de se marier. On ne put jamais lui persuader d'attaquer les Impériaux durant leur retraite le 24. Septembre. M. le Duc de Lunebourg m'a prié de ne rien hazarder, répondit-il froidement à celui qui vint
lui

1640. *lui proposer l'action de la part du Comte de Guébriant. Mais sans ses amours, il ne se seroit pas mis autrement en peine des instances d'un Prince qu'il gourmandoit & brutalizoit même, quand son humeur altière & fougueuse le prenoit. Banier décampe le même jour que Picolomini, mène l'armée à Waldeck, prend trois cens chevaux avec lui, prie Guébriant de l'accompagner, se marie deux heures après, part incontinent avec son Epouse, & vient consommer son mariage au quartier de l'armée Suédoise.*

C'est tout ce qu'il put faire. On lui rapporte que les ennemis marchent vers la Westphalie. Il s'apperçoit alors, mais trop tard, que Picolomini a dessein sur Hoker, place de nulle fortification, qui fut emportée avant qu'on y pût jetter du secours. Le dessein du Général de l'Empereur, c'étoit de faire un pont sur le Weser, & d'entrer dans les Etats de la Maison de Brunswick. La diligence de Banier & de Guébriant déconcerta le projet. Ce fut pour la quatrième fois que les armées confédérées de France, de Suède, de Brunswick, & de Hesse, se trouvèrent en présence de toutes les forces de l'Empire, sans donner un combat général, dit encore l'Historien de Guébriant. Je le copie d'autant plus volontiers, qu'il écrit sur les mémoires que Beauregard Envoié de France, & témoin de tout ce qui se passa dans cette campagne, lui avoit fournis. Cependant, ajoute-t-il, les deux partis n'en furent

furent pas moins affoiblis. La disette des vivres & les incommoditez des marches & des campemens, causèrent de si grandes pertes aux uns & aux autres, que les armées périssoient à vue d'œil. Après un calcul exact, les Impériaux trouvèrent que leur nombre étoit diminué de neuf mille hommes, depuis qu'ils se furent postez à Frislaer, jusques à la prise d'Hoker. L'armée Suédoise forte de dix-huit mille hommes à la joncture des Conféderez près d'Erfort, fut réduite à douze mille. Les troupes Françoises se maintinrent assez bien. Mais celles de Luiebourg & de Hesse furent deux fois dissipées. De manière que le Duc & la Landgrave se virent contraints à remettre de nouvelles armées sur pied. Quoi qu'il en soit de ce que les uns & les autres souffrirent durant cette campagne, on ne peut nier qu'elle n'ait été fort glorieuse à Piccolomini. Après avoir obligé Banier à sortir des pais héréditaires de la Maison d'Autriche, il chasse les Conféderez de la Franconie, & réduit les François & les Suédois à la nécessité de défendre les Etats de leurs Alliez, sans oser l'attaquer, ni former la moindre entreprise.

Avant que le Duc de Longueville retournât en France pour le rétablissement de sa santé, que l'air d'Allemagne & les fatigues avoient extrêmement altérée, il termina la difficulté formée par Guébriant, sur une plus longue jonction des François avec les Suédois. Le Comte ne

1640. la jugeoit pas nécessaire, en cas que les premiers pussent faire quelque chose indépendamment des autres, & il n'en desespéroit pas, si la Landgrave de Hesse vouloit aider la France d'un corps d'infanterie. Mais Emilie l'ayant refusé, il fallut recevoir les excuses d'une Princesse qu'on n'étoit pas en état de contraindre. La jonction fut donc résolue pour l'année suivante, à condition que Guébriant pouroit retirer l'armée Francoise toutes les fois que le Roi le lui ordonneroit, & que le Général de Suède aideroit Guébriant, quand il seroit question d'aller joindre le secours que Louis promettoit d'envoyer bien-tôt. Quoique par le départ du Duc de Longueville, le commandement des troupes du feu Duc Bernard fût dévolu à leurs Directeurs, conformément à l'article de Brisac, qui portoit qu'elles n'obéiroient qu'au Général nommé par le Roi. Cependant ils le déférèrent volontiers au Comte de Guébriant. De son côté il usa de toute la prudence imaginable pour ménager la délicatesse de ces Officiers, en ne faisant rien que de concert avec eux. Banier avoit conçu tant d'estime pour Guébriant, qu'il lui offrit sa recommandation à la Cour de France; afin d'obtenir le commandement de l'armée d'Allemagne en chef. Le Comte la refusa honnêtement; soit qu'il craignît de choquer le Duc de Longueville qui partoît dans le dessein de revenir, soit que

que connoissant l'humeur impérieuse & jalousie de Richelieu, il voulût lui être uniquement redevable de son élévation. *Je louë la modestie de M. de Guébriant*, dit Banier à Beauregard qui lui rapportoit la réponse du Comte. *Mais cela ne m'empêchera pas d'agir. Il y va du service du Roi & du bien de la cause commune. Sa Majesté ne peut faire un meilleur choix.* 1640.

La prospérité des armes de Louis dans cette campagne, & le rétablissement des affaires de la Couronne de Suède en Allemagne, causèrent une grande jalousie aux Rois d'Angleterre & de Dannemark. La Maison d'Autriche attentive à profiter de tout, ne perd pas cette occasion de proposer une ligue à Charles & à Christian. La Cour de Vienne avoit gagné celui-ci par la concession de l'Archevêché de Brême à un de ses fils, & d'un impôt sur l'Elbe en faveur de la Couronne de Dannemark. Mais quelque grand que fût l'empressement de Christian à traverser l'agrandissement d'une Puissance voisine & rivale, il ne trouva pas la même disposition dans le Sénat de Dannemark. On s'y opposa aux desseins du Roi, dont le pouvoir n'étoit pas encore absolu. Philippe Roi d'Espagne envia cette année deux Ministres à Londres avec ordre de leur Charles de l'espérance d'un double mariage; l'un de la Princesse d'Angleterre avec Balthazar Prince d'Espagne, & l'autre

Les Confé-
derez d'E-
cosse s'opi-
niâtrent à
soutenir
leurs pré-
mières dé-
marches.

*Nani, Histo-
ria Veneta.
Lib. XI.
1640.*

*Burnet's
Memoirs of
the Duke
Hamilton.
III. Book.
Rushworth's
Historical
Collections.
III. Vol.
Sir Philip
Warwick's
Memoirs.*

1640. tre du Prince de Galles avec l'Infante , pourvû que Sa Majesté Britannique se voulût déclarer contre la France. Est-il possible que Charles eût tellement oublié le chagrin & la peine que lui causa la négociation de son mariage avec la sœur de Philippe, qu'il ait encore voulu écouter la proposition de deux autres pour son fils & pour sa fille aînée? Y auroit-il trouvé des obstacles moins insurmontables? Peut-être qu'Henriette son épouse, & Marie de Médicis sa belle-mère lui mirent cette fantaisie dans la tête. Quoi qu'il en soit, le bon Roi plus embarrassé que jamais dans ses propres Etats, se vid bien-tôt également négligé par les deux Couronnes. *Le bruit courut, dit l'Historien de la République de Venise, que Richelieu fomentoit le soulèvement de l'Ecosse; soit que le Cardinal ait véritablement tenté d'occuper Charles chez lui, afin de rompre ces négociations: soit que le monde prévenu de l'habileté du Ministre, le regardât comme une Intelligence supérieure qui remuoit l'Univers, & sans l'influence de laquelle rien ne se pouvoit faire.* Ce bruit n'étoit pas sans fondement, comme je l'ai remarqué plus d'une fois. De manière qu'il est assez vraisemblable que Richelieu craignant que le traité de Berwick ne fût suivi de l'entière pacification des troubles d'Ecosse, travailla sous main pour les rendre plus violens & plus longs. Voici comment la chose réussit à son gré.

Bien

Bien loin de relâcher la moindre de leurs prétentions , & dans l'Assemblée Ecclésiastique, tenue l'année précédente à Edimbourg, & dans le Parlement convoqué ensuite , les Conféderez d'Ecosse soutinrent tout ce qu'ils avoient fait auparavant , & donnèrent de si grandes atteintes à l'autorité Roiale , que Charles commanda au Comte de Traquair son Commissaire, de proroger le Parlement. Les Conféderez protestent incontinent , prétendent n'avoir rien fait que de conforme aux anciennes loix du Royaume , aux procédures des Parlemens précédens , aux articles du traité conclu depuis peu à Berwick , & déclarent que nonobstant la prorogation , ils sont en droit de continuer la séance du Parlement. Pour garder quelques mesures au dehors , ils cessent de s'assembler , députent quatre membres de leur corps au Roi , avec ordre de défendre en sa présence la validité de tout ce qu'ils ont fait , & nomment un certain nombre de Commissaires qui doivent demeurer à Edimbourg , & agir au nom du Parlement , selon que les affaires le demanderont , jusques à ce que le Roi ait répondu aux remontrances que les Députés sont chargez de lui faire. Charles refusa d'abord de leur donner audience. S'il y consentit enfin , ce ne fut qu'après avoir commandé au Comte de Traquair revenu d'Edimbourg à Londres , d'exposer dans le Conseil privé d'Angleterre ,

1640.

ce que le Parlement d'Ecoſſe avoit fait , & demandé à ſes Conſeillers d'Etat Anglois , ſ'il n'étoit pas en droit de réduire par la force , des ſujets qui lui faiſoient des propoſitions ſi insolentes , & ſi préjudiciables à ſon honneur , & à ſa propre ſeureté. Les gens du Conſeil aiant unanimement approuvé le ſentiment de Charles , on réſolut de convoquer le Parlement d'Angleterre , & cependant d'écouter ce que le Comte de Dumferling , le Lord Lowdon qui fut depuis enfermé dans la Tour de Londres à l'occaſion de la lettre au Roi de France , dont j'ai parlé , le Chevalier Douglas , & un Gentilhomme nommé Berkeley Député du Parlement d'Ecoſſe , avoient à repréſenter.

Ils demandoient premièrement qu'il plût au Roi de les entendre lui-même dans un Conſeil compoſé d'Anglois & d'Ecoſſois. Charles en fit quelque difficulté & voulut nommer ſeulement des Commiſſaires pour écouter les moiens de déſenſe allégués par le Parlement d'Ecoſſe & ſes demandes. Mais les Députés aiant répondu , qu'ils avoient un ordre précis de ne reconnoître point d'autre Juge que le Roi , & de ne parler qu'à lui ſeul , Sa Maieſté conſentit à leur donner audience devant un certain nombre de membres choiſis du Conſeil privé d'Angleterre. Le Marquis d'Hamilton & le Comte de Traquair Ecoſſois furent appelez , & le Roi nomma le 2. jour de Mars.

Mars. Lowdon lui fit une harangue étudiée. J'en rapporterai ce qui peut servir à éclaircir l'état de la question, & à faire voir le génie & le but des Conféderez d'Ecosse. Avec de feintes protestations de soumission & de fidélité, ils méditoient d'anéantir l'autorité Royale, & prétendoient tenir un Parlement, & faire des loix indépendamment d'elle, sous prétexte qu'à la paix de Berwick, Charles leur avoit promis une assemblée Ecclésiastique & un Parlement libres. 1640.

Sire, dit l'artificieux Lowdon, c'est une chose extrêmement sensible aux bons sujets de Votre Majesté assemblez par son autorité dans le Parlement d'Ecosse, d'entendre les interprétations sinistres qui se donnent à leurs procédures, & de voir leur fidélité rendue suspecte, par certaines gens qui s'efforcent de vous persuader que nous n'avons plus la même déférence pour l'autorité légitime de notre Souverain, & que ce tendre attachement que nous lui avons témoigné jusques à présent, est entièrement évanoui. La seule consolation qui nous reste dans cette disgrâce, c'est la clémence & la justice de Votre Majesté, qui veut bien écouter aujourd'hui notre justification, & permettre que dans une audience publique & solennelle, nous lui exposions les raisons de notre conduite, & les justes demandes que nous avons à lui faire. Comme le Parlement de votre patrie & ancien Royaume d'Ecosse est indé-

1640. pendant, & ne reconnoit point de Tribunal supérieur, nous espérons que Votre Majesté ne trouvera pas mauvais que nous ayions refusé de paroître & de répondre devant ceux de son Conseil qui n'ont aucun pouvoir de juger des loix, des actions, & des procédures du Parlement d'Ecosse. Dès que vous avez eu la bonté de mettre son indépendance & notre liberté à couvert, nous avons été bien-aisés de justifier non seulement en présence des Seigneurs choisis de votre Conseil d'Angleterre, mais encore devant tout le monde, la droiture de nos sentimens & la justice de nos procédures.

Nous avons une extrême joie de ce que Votre Majesté a convoqué le Parlement d'Angleterre, & nous espérons qu'il prendra les mesures nécessaires à la seureté de la Religion, & au rétablissement de la paix dans les Roiaumes de Votre Majesté. Quoique cette assemblée n'ait pas droit d'entrer en connoissance de nos affaires, cependant comme bons sujets de Votre Majesté, nous ne ferons pas difficulté de rendre un compte exact de ce que nous avons fait, afin que nos voisins voient l'injustice & la malignité de ceux qui nous accusent de donner atteinte à votre autorité & de vouloir nous soustraire de l'obéissance que nous vous devons. Avant que d'entrer dans aucun détail, nous professons devant Dieu & devant les hommes, tant en notre particulier, qu'au nom du Parlement qui nous a députés, que bien loin d'avoir la moindre pensée de se soulever contre le

gou-

gouvernement de V^{otre} Majesté, ou de diminuer son autorité souveraine, tous vos sujets d'Ecosse reconnoissent que leur bonheur & leur repos dépendent de vous, à qui Dieu a mis le sceptre entre les mains pour le maintien de la Religion, & pour l'administration de la justice. Nous avons tous juré solennellement de défendre v^{otre} personne & v^{otre} autorité non seulement en ce qui regarde la conservation de n^{otre} Religion, de n^{otre} liberté, & des loix de l'Eglise & du Roiaume, mais encore en tout ce qui peut concerner v^{otre} honneur. Quand il en sera question, nous seconderons avec plaisir nos voisins & nos amis. L'Ecosse joindra ses armes à celles de l'Angleterre pour une cause si juste, dès que l'occasion s'en présentera. Que s'il se trouve des gens assez méchans pour semer la division entre V^{otre} Majesté & ses bons Sujets, & pour sacrifier à leurs intérêts particuliers, la pureté de la Religion & les loix du Roiaume; à l'exemple du feu Roi v^{otre} Père de glorieuse mémoire, qui les nommoit ainsi, nous dirons que ce sont des vipères dont le poison est également dangereux au Roi & à son peuple. A Dieu ne plaise que nous soyions jamais réduits à cette triste nécessité. Mais enfin, si pour le châtim^{ent} de nos péchez, Dieu permet que sous le nom respectable & sacré de v^{otre} autorité, quelques mal-intentionnez entreprennent d'exécuter leurs desseins pernicieux, en ce cas on ne doit pas trouver étrange que nous nous souvenions du serment

1640. *fait pour la seureté de nôtre Religion, & que nous ayions recours au Dieu de Jacob, au Roi des Rois, au Seigneur des Seigneurs, à celui par qui les Souverains régnerent, & les Princes rendent la justice. Dans cette protestation que le zèle de la Religion, l'amour de la patrie, & le devoir de la commission dont nous sommes chargés, nous obligent de faire, nous n'avons pas d'autre intention que d'exprimer sincèrement à Votre Majesté les véritables sentimens de nôtre cœur. Que si contre nôtre volonté, il nous est échappé quelque chose de contraire au respect qui lui est dû, nous nous jettons à ses pieds, pour lui en demander très-humblement pardon. Dans ce qui vient de la part des Conféderez d'Ecosse, on trouve toujours certaines faillies qui sentent l'enthousiasme & le fanatisme.*

Après une préface si soûmise, si religieuse en apparence, Lowdon demanda principalement au Roi la confirmation de trois actes du Parlement d'Ecosse. L'un approuvoit les décrets de l'Assemblée Ecclésiastique d'Edimbourg, qui abolit derechef l'Episcopat: l'Evêque d'Orkney s'y dégrada solennellement lui-même, & reconnut que son ordination étoit contraire à l'Evangile. Le second donnoit une nouvelle forme au Parlement d'Ecosse, dont les Ecclésiastiques étoient exclus pour toujours; de manière que dans cette assemblée autrefois composée des trois Etats du Roiaume,

me,

me, du Clergé, de la Noblesse, & du peuple, on ne devoit plus admettre que les Pairs du Roiaume & les Députez des Provinces & des Villes. Le troisiéme cassoit tout ce qui avoit été fait auparavant pour donner aux Ecclésiastiques le pouvoir de se mêler de ce qui concerne le gouvernement civil. Il ne s'agit plus maintenant ni de la Liturgie, ni du livre des Canons, ni du Tribunal des Commissaires nommez pour les affaires de la Religion. Le Roi consentoit qu'on ne parlât plus de ces trois choses si odieuses aux Conféderez. Il est seulement question de l'abolition entière de l'Episcopat, du gouvernement de l'Eglise par un certain nombre de Ministres & d'Anciens laïques, enfin d'une nouvelle forme donnée au Parlement d'Ecosse. Les Conféderez prétendoient qu'en conséquence du traité de Berwick, l'Assemblée Ecclésiastique & le Parlement avoient une entière liberté de faire de pareils réglemens, & que Charles obligé de les confirmer, n'avoit pû proroger le Parlement, avant que ces actes fussent passez dans toutes les formes, prétension dont le Roi ne convenoit pas. Il soutenoit que la promesse d'accorder un Parlement libre, ne lui lioit pas tellement les mains, qu'il n'eût le pouvoir de le proroger, de le dissoudre, & de refuser son consentement aux actes qu'il jugeroit contraires aux loix, ou au bien public.

1640.

Sa Majesté contesta d'abord sur la validité du pouvoir & des instructions que les Députés d'Ecosse produisoient. On répondoit qu'ils n'étoient pas suffisamment autorisés pour traiter avec le Roi, ni pour lui donner la juste satisfaction qu'il demandoit sur les brèches faites à son autorité, & que le Parlement les avoit tout au plus chargés de lui présenter une justification des procédures de cette assemblée. Quoique les gens du Conseil privé choisis pour être présents à l'audience, & tout le Conseil d'Angleterre ensuite, approuvassent unanimement la prétention de Charles, il voulut bien se relâcher encore sur cet article & entendre tout ce que les Députés lui voudroient remontrer par écrit, ou autrement. Après une ou deux audiences, le Roi & le Conseil d'Angleterre trouvèrent les demandes des Confédérés si déraisonnables, qu'elles ne méritoient pas d'être écoutées. On renvoie donc leurs Députés sans aucune réponse, & chacun pense tout de bon à une nouvelle guerre. Les Confédérés convaincus que Charles ne manquera pas de demander de l'argent au Parlement d'Angleterre, afin de les réduire par la force, se préparent à une vigoureuse défense. On raconte qu'un Seigneur de grande distinction en Angleterre, alla trouver les Députés d'Ecosse, qu'il les exhorta vivement à presser ceux de leur nation de prendre les armes, & que pour les y ani-

mer

mer plus efficacement, il leur mit entre les mains des papiers, où plusieurs Seigneurs Anglois dont le feing avoit été contrefait, promettoient de seconder les Conféderez d'Ecosse, & de se joindre à eux. L'imposture découverte trop tard dans la suite, fit une grande impression sur l'esprit des Ecoissois. Quoi qu'il en soit de la vérité de ce fait qu'un fameux Historien rapporte comme constant, en supprimant le nom de l'Auteur d'une action si noire, les Ministres d'Edimbourg & des autres villes d'Ecosse exhortent tout le monde à prêter de l'argent pour la guerre, & préviennent tellement les femmes, qu'elles portent à l'envi leurs pierreries, leurs bagues, & leur vaisselle. Les Seigneurs, les Gentilshommes, & les bourgeois conféderez contribuoient de leur côté. Les Comtes de Rothes & de Cassils, & un riche Marchand d'Edimbourg nommé Dick, se signalèrent en cette occasion. Chacun d'eux avança une somme considérable d'argent.

A l'instigation du Comte de Traquair, *Déclaration ou Manifeste du Roi d'Angleterre contre les Conféderez d'Ecosse.* qui lui remontoit vivement que la force étoit le seul moien de réduire les Conféderez d'Ecosse, Charles ne se préparoit pas moins de son côté à la guerre. Persuadé qu'il seroit impossible de réussir dans cette entreprise sans les subsides que le Parlement d'Angleterre voudroit bien lui accorder, il publie une déclaration en forme de manifeste, afin de prévenir les Anglois en sa faveur, & de les disposer à

1640. lui donner volontiers l'argent qu'il prétend demander au Parlement convoqué à Westminster, pour le mois d'Avril suivant. Nous avions espéré, dit le Roi, dans sa déclaration, que les conditions acordées l'année précédente au camp près de Berwick à nos sujets d'Ecosse, dans le temps même qu'ils étoient en armes contre nous, les convaincroient de nôtre inclination à la paix, & de nôtre desir sincère d'épargner le sang de nos peuples. Une si grande condescendance devoit ramener les rebelles à l'obéissance qu'ils nous ont jurée, & dissiper de leur côté les sujets de défiance & de division, comme ils l'étoient du nôtre, pourvu que conformément à leur devoir & à leurs promesses, ils exécutassent de bonne foi les articles du traité. Mais nous avons reconnu dans la suite avec regret, que nôtre clémence & nôtre facilité à pardonner une offense si atroce, n'ont produit qu'une extrême ingratitude, & de plus furieux emportemens contre nôtre autorité. Plusieurs libelles séditieux envoyez d'Ecosse ont été répandus dans nôtre Roiaume d'Angleterre, & particulièrement dans nôtre ville de Londres, dont les Auteurs s'efforcent de disculper les rebelles des désordres présens, & d'en rejeter la faute uniquement sur nous. La Religion & l'amour de la vérité ne nous permettant pas de souffrir que nôtre honneur soit flétri de la sorte par des gens mal-intentionnez, nous avons résolu de réfuter leurs calomnies en exposant simplement la conduite que nous avons gardée, & ce qui s'est

*Rushworth's
Historical
Collections.
III. Vol.*

s'est passé depuis l'accord conclu près de Berwick, afin que les personnes équitables & desintéressées connoissent, que ceux qui sous un faux prétexte de Religion s'efforcent de sapper les fondemens du gouvernement Monarchique, & de le renverser entièrement, sont les seuls & véritables infracteurs de la paix. 1640.

Après un récit circonstancié de la manière dont les troubles de l'année précédente furent pacifiés en apparence sur les frontières de l'Angleterre & de l'Ecosse, le Roi reproche aux Conféderez qu'au temps même que le traité se publioit solennellement dans leur camp, ils avoient protesté contre d'une manière injurieuse à l'autorité du Souverain, & répandu ensuite un libelle, dont l'Auteur avançoit faussement que Sa Majesté avoit accordé en présence de quelques Seigneurs Anglois, d'autres conditions aux Conféderez d'Ecosse. Ecrit rempli de si grandes impostures & de tant de choses séditieuses que le Conseil privé d'Angleterre, & quelques-uns des Seigneurs Anglois, au témoignage desquels on en appelloit dans le libelle, prièrent le Roi de le faire brûler par la main du boudreau. Sa Majesté se plaint ensuite de ce que les Conféderez gardèrent long-temps leurs troupes, & de ce qu'ils continuoient encore de paier les appointemens de la plupart des Officiers de leur armée, quoique dans un article du traité, ils eussent promis de la congédier entièrement deux jours après la publi-

1640. publication de la paix. De ce qu'ils n'avoient pas remis entre les mains du Roi les forts, ou châteaux dont ils s'étoient emparez. De ce que Sa Majesté aiant stipulé d'en user comme il lui plairoit au regard des fortifications de Leith, les gens envoieez pour les démolir, n'avoient pas eu la liberté d'exécuter ses ordres. De ce que les Conféderez n'avoient point cessé de tenir leurs assemblées, & leurs * bureaux, ou conseils, touchant les affaires civiles & Ecclésiastiques, quoiqu'ils dussent s'en abstenir dès la fin du mois de Juillet passé. De ce que les biens des Ecoissois fidèles au Roi, ne leur étoient pas restitués, conformément au traité. De ce que par des écrits menaçans, & par des sermons séditieux, on les effraioit tellement qu'ils n'osoient retourner chez eux. De ce que les Conféderez continuoient de presser tous leurs compatriotes de jurer l'observation des décrets de l'Assemblée Ecclésiastique de Glasgow, quoique le Roi eût toujours constamment refusé de les approuver. De ce que dans celle d'Edimbourg tenue depuis peu, on avoit fait plusieurs choses contraires aux loix du Roiaume & à l'autorité du Souverain. De ce qu'on affectoit de décrier les Ecoissois fidèles au Roi comme traitres, & ennemis de Dieu & de la patrie. Enfin, de ce que les Conféderez avoient empêché les Magistrats du Roiaume de rendre justice aux sujets déclarez pour le Roi, & de pro-

prononcer aucun jugement contre ceux qui étoient entrez dans la confédération. 1640.

De là Sa Majesté passe à ce qui s'étoit fait dans le dernier Parlement d'Ecosse. Le détail en seroit long, & ennuyeux aux Etrangers qui ne savent pas les loix & les coutumes du pais. L'article sur lequel Charles insiste le plus, c'est la protestation contre la prorogation du Parlement faite par ordre exprès de Sa Majesté. Non contents d'y avancer cette proposition contraire aux loix fondamentales de l'Etat, que toute prorogation que le Commissaire du Roi feroit sans le consentement du Parlement, seroit nulle & sans effet, les Conféderez ajoûtoient d'un air menaçant, que désormais on ne pourroit pas les traiter de criminels d'Etat, s'ils prenoient les mesures nécessaires pour prévenir les désordres & les malheurs, où le Roiaume & l'Eglise d'Ecosse leur paroissent prêts à tomber. Après avoir encore rapporté ce qui s'est passé dans les audiences données aux quatre Députés d'Ecosse, quoique selon la rigueur des loix, ils fussent gens sans caractère, aiant seulement reçu leurs instructions par un certain nombre de membres du Parlement, demeurez à Edimbourg depuis la prorogation de cette assemblée, Charles se plaint de ce que le gouvernement de la capitale d'Ecosse a été ôté aux Magistrats légitimes, & donné par les Conféderez à un certain nombre

1640. bre choisi de leurs gens. Pour achever enfin de les convaincre d'avoir formé le projet d'une rebellion ouverte, Sa Majesté rapporte en François & en Anglois la lettre écrite au Roi de France, afin de lui demander du secours, & signée de quelques-uns des principaux Conféderez.

De si grandes injures faites à nôtre autorité, & le danger dont nôtre Roiaume d'Ecosse est menacé, conclut Charles, nous réduisent à la nécessité de mettre les forces de celui d'Angleterre en état de marcher avec nous, & de nous disposer nous-même à défendre nôtre honneur & la seureté de nôtre personne, contre ceux qui se sont déjà révoltez, ou qui se révolteront peut-être encore sous le faux prétexte de maintenir leur Religion & leur liberté, & à empêcher que cet esprit de rebellion ne passe dans nôtre Roiaume d'Angleterre. Cependant nous protestons devant Dieu & devant le monde, que nous n'avons point eu dessein de les troubler, & que nous ne les troublerons jamais dans l'exercice de leur Religion, ni dans la jouissance de leur liberté, conformément aux loix Ecclesiastiques & civiles du païs. Nous les gouvernerons en Prince juste & religieux selon la demande qu'ils en ont faite, & la parole que nous leur avons donnée. Pour les en convaincre pleinement nous déclarons, que s'ils veulent reconnoître leurs excès & leurs crimes passez, nous en demander humblement pardon, & rentrer dans l'obéissance
qui

qui nous est dûë, ils nous trouveront plus sensiblement touchez de leur conversion, que nous ne l'avons été de leur révolte, & plus ardens à leur réformation qu'à la juste punition de leurs fautes. Que si toujours opiniâtres dans leur rebellion, ils font consister le libre exercice de leur Religion, & la jouissance de leur liberté, dans la licence de fouler aux pieds nôtre Couronne & dans le renversement des loix, comme les procédures du dernier Parlement le donnent à penser : En ce cas, nous croions que nôtre devoir envers Dieu, & l'obligation de maintenir l'autorité qu'il nous a confiée, nous engagent indispensablement à user du pouvoir mis en nos mains, & à prévenir les malheurs dont nos Etats sont menacez. Dieu nous est témoin que si nous en venons à cette extrémité, c'est à regret & avec répugnance. Puisque nous y sommes forcez, nous espérons que Dieu, qui a établi les Rois, & par l'autorité duquel nous régnons, étant le Dieu de vérité, & le juste vengeur de l'imposture & de la calomnie, ne souffrira pas plus long-temps que son adorable Majesté soit deshonorée & méprisée dans nôtre personne, sous un faux prétexte de Religion, mais qu'il s'élèvera & dissipera ses ennemis & les nôtres.

Charles finit en invitant finement les Anglois à le secourir dans son entreprise, & en leur proposant l'exemple du Parlement d'Irlande, qui déjà lui avoit acor-
dé un subside considérable pour réduire les Conféderez d'Ecosse. - Je donne l'ex-
trait

1640. trait de cette déclaration ; car enfin l'équité ne permet pas de rien omettre de ce qui peut servir à la justification du Prince le plus infortuné qui fut jamais. On ne peut nier que trompé par de mauvais conseils, il n'ait donné d'assez grans sujets de mécontentement aux Ecoffois, & qu'il n'ait entrepris certaines choses contre les règles de la prudence & de la bonne politique. Mais nous devons reconnoître aussi que les Ecoffois séduits par des Prédicateurs fanatiques & par des gens qui cherchoient à profiter des brouilleries de l'Etat pour l'avancement de leur fortune, ou pour la ruine de ceux dont l'élévation les chagrinoit, se rendirent coupables d'une révolte manifeste & inexcusable, sur tout depuis la paix de Berwick. La même chose arriva en Angleterre. Charles mécontente ses sujets par la dissolution mal concertée de tous les Parlemens convoquez jusques à la fin de l'an 1640, & par un refus trop opiniâtre d'avoir égard aux remontrances de son peuple qui se plaint de plusieurs entreprises sur ses privilèges & sur sa liberté. Les esprits s'aigrissent de part & d'autre, on en vient aux armes ; des gens ambitieux & mal-intentionnez profitent de l'occasion ; & quand le Roi veut trop tard donner une satisfaction raisonnable à ses sujets, il les trouve tellement prévenus & animez, que ses ennemis commettent sans aucune opposition, un attentat inoui jusques à ce temps-là. Tant il est dangereux à un Prince

Prince d'irriter trop un peuple jaloux de 1640.
la conservation de sa liberté.

Le 13. Avril selon le stile d'Angleter-
re , jour marqué pour l'ouverture d'un
Parlement après onze ans d'interruption,
Charles se rendit à la Chambre des Sei-
gneurs à Westminster , & y aiant fait ap-
peller selon la coutume celle des Commu-
nes , il dit en peu de mots, que jamais au-
cun de ses prédécesseurs n'eut de plus
grans sujets de convoquer un Parlement,
& ordonne d'écouter avec attention ce
que le Garde du grand sceau d'Angleterre
va dire de la part de Sa Majesté. C'étoit
le Chevalier Jean Finch mis à la place
de Coventry mort depuis peu. La part
que ce nouveau Magistrat eut à l'impôt
* *de la Marine* , l'avoit rendu odieux au
peuple. Les mêmes murmures duroient,
parce qu'on continuoit de le lever avec
rigueur , pour témoigner que si le Roi
assembloit son Parlement , c'étoit par
pure grace , & par sa propre inclination,
& non par aucun besoin pressant de con-
tenter le peuple & d'arrêter ses plaintes.
Telle fut la fausse maxime de Charles, qui
lui causa un extrême préjudice dans l'es-
prit des Anglois. Quand il avoit fait quel-
que démarche désagréable à ses sujets , il
la soutenoit d'abord avec assez de ferme-
té , & paroissoit ne se soucier pas autre-
ment des murmures & des cris. Mais
dès que ses Ministres craignoient d'être sa-
crifiés au ressentiment du peuple , il se re-
lâchoit

Ouverture
du Parle-
ment d'An-
gleterre.

*Rushworth's
Historical
Collections:
III. Vol.
Clarendon's
History.
I. Vol.
2. Book*

* *Ship-Money.*

1640. lâchoit incontinent à la sollicitation de ceux-là mêmes qui l'avoient engagé dans un mauvais pas, & devenoit aussi facile & aussi mou, qu'il avoit semblé ferme & sévère. De manière que les mécontents fiers d'avoir intimidé & le Roi & son Conseil, portoient encore plus loin leurs prétensions. Le peuple persuadé que Charles ne se désistoit qu'à la dernière extrémité, ne lui savoit aucun gré de sa condescendance, & s'en croioit uniquement redevable à ceux qui l'avoient extorquée par leur crédit dans le Parlement & dans le Roiaume. Le Comte de Clarendon successeur de Finch, nous le représente comme un Magistrat d'un mérite & d'une réputation médiocre, peu propre à servir utilement son maître dans les affaires du Parlement. Sa harangue à l'ouverture de celui-ci, convenoit mieux à une assemblée de gens de Collège & d'Université, qu'à celle de ce qu'il y a de plus auguste & de plus choisi dans un grand Roiaume.

Les Ecoissois n'y sont pas épargnez. Les Chefs des Conféderez, on les traite d'*Enfans de Belial*, de nouveaux *Sébas* & d'autres *Achitophels*. Le Garde du grand sceau déclare hautement que le Roi a résolu de lever une puissante armée pour les réduire. Qu'encore que Sa Majesté soit disposée à leur pardonner, en cas qu'ils rentrent dans leur devoir, elle ne recevra la médiation de qui que ce soit entr'elle & ses sujets. Que si quelqu'un
offre

offre la sienne , Charles regardera cette avance comme une présomption injurieuse à l'honneur & à la dignité du Souverain. Pour donner quelque satisfaction au peuple , qui se plaignoit de ce que depuis le commencement du règne présent, on avoit toujours levé l'impôt de la * *Douane* sans le consentement du Parlement , Finch dit de la part du Roi que si Sa Majesté en a usé de la sorte , ç'a été à l'exemple de ses prédécesseurs, qui ont levé ce même impôt dès le premier jour de leur avènement à la Couronne , en attendant que le Parlement le leur accordât selon l'usage ordinaire. Que Charles ne prétendoit pas autre chose , & qu'il consentoit que le Parlement en passât un acte dans la même forme que celui qui avoit été passé sous le règne du feu Roi son père. Mais l'impôt de la Marine chagrinait plus les Anglois. Le Garde du grand sceau n'en parle point. Il promet seulement en termes généraux de la part du Roi , qu'après la campagne prochaine le Roi leur donnera le temps de lui présenter les requêtes qu'ils jugeront nécessaires au bien public ; la saison déjà fort avancée, ne permettant pas de penser alors à aucune autre affaire , qu'à celle des subsides dont il a besoin pour la réduction des Conféderez d'Ecosse.

Charles reprend la parole : Et après avoir confirmé en peu de mots ce que Finch a promis , Sa Majesté parle de la
lettre

* *Tonnage & pondage.*

1640.

lettre des Conféderez au Roi de France. Pour garder quelques mesures avec Louis son beau-frère & son voisin, Charles ajoute qu'il ne peut pas assurer que le Roi de France ait reçu la lettre, ni même qu'elle lui ait été envoyée, parce qu'elle a été peut-être interceptée auparavant. Le Garde du grand sceau la lut en François & en Anglois, fit de grandes réflexions sur cette adresse *au Roi* simplement, & ajouta que les Conféderez se conformant de la sorte au stile des François, quand ils écrivent à leur Roi, sembloient reconnoître Louis pour leur Souverain. Charles parlant pour la troisième fois, dit qu'un des Seigneurs Ecois qui avoient signé la lettre, étoit enfermé dans la Tour de Londres par ordre de Sa Majesté, & qu'elle croioit connoître celui qui devoit porter la lettre en France. Finch finit selon l'usage ordinaire, en renvoyant les Communes dans leur chambre, pour choisir un Orateur. Glanvil homme d'esprit, éloquent, habile Jurisconsulte, versé dans les affaires du Parlement, & agréable au peuple eut la pluralité des suffrages.

Deux jours après, il fut présenté suivant la coutume au Roi seant dans la Chambre des Pairs. Il pria modestement Sa Majesté de le dispenser d'un emploi, dont il ne se croioit pas capable. C'est la formule ordinaire. Le Garde du grand sceau aiant répondu que la personne de Glanvil étoit agréable au Roi, le nouvel Ora-

Orateur fit une harangue à Sa Majesté. J'y trouve un endroit digne d'être remarqué. Il donnera une juste idée du gouvernement d'Angleterre, qui fut malheureusement renversé quelques années après. * *La prérogative du Roi est aussi nécessaire, qu'elle est grande, dit l'Orateur. Sans elle, il manqueroit du pouvoir qui doit être inséparablement attaché à la couronne & au sceptre. Tant que les droits du Souverain s'exercent selon les loix & les règles de la justice, la liberté des sujets est dans une entière sécurité. Votre Majesté sera éternellement louée d'avoir connu cette vérité, & d'avoir pris pour maxime de son gouvernement, que la liberté du peuple assure la prérogative du Roi, & que celle-ci doit défendre l'autre. Nous disons que le Roi comme Roi ne fait point de fautes. Il peut être seulement surpris par de fausses insinuations. Sa grande prérogative, c'est de ne pouvoir faire tort à ses sujets. Que si trompé par de mauvais conseils, il commande quelque chose de contraire aux loix : en ce cas l'ordre qu'il donne est nul ; & en vertu de sa prérogative, la personne du Souverain est innocente. Mais les auteurs des mauvais conseils, & les exécuteurs des ordres injustement donnés sont responsables au peuple, & la prérogative du Roi ne les met pas à couvert d'avoir violé les loix fondamentales de l'Etat. Ils sont aussi coupables que s'ils avoient agi sans l'ordre du Roi. Car enfin, quelle dis-*

Tome X. . . . M. . . . férence

* C'est-à-dire, les droits attachés à la Royauté.

1640/ *férence y a-t-il selon le droit, entre agir sans ordre, & agir en vertu d'un ordre nul par lui-même ?* La distinction paroît subtile ; mais elle est d'une merveilleuse utilité pour maintenir les loix & la liberté du peuple, sans blesser le respect dû à la majesté du Souverain. Telle est la jurisprudence communément reçue dans le Parlement d'Angleterre.

Glanvil passe ensuite aux louanges du Roi. Il exalte sur tout la piété, la justice, & la clémence de Charles. Avouons de bonne foi qu'il possédoit ces trois vertus d'un Prince Chrétien. L'Orateur en rapporte des preuves. Que si en certaines occasions, Charles a péché contre les règles de la justice & de la clémence, en vertu de sa prérogative, ces fautes ne lui ont pu être imputées par ses sujets ; mais seulement à ceux qui avoient surpris sa religion. Et que s'ensuit-il de là ? Que quand mêmes ce Prince infortuné auroit été aussi coupable que ses ennemis l'ont prétendu, il a été condamné le plus injustement du monde par des gens sans caractère & sans autorité. Sa personne étoit innocente selon les loix fondamentales de l'Angleterre. Les mauvais Conseillers devoient tout au plus être punis. Glanvil finit par les quatre demandes que les Orateurs de la Chambre des Communes font à l'ouverture de chaque Parlement ; que les biens & les domestiques des membres de cette Assemblée, soient à couvert de toutes for-
tes

tes de poursuites. Que chacun ait la liberté de proposer & de parler. Que ceux de la Chambre Basse aient un libre accès auprès du Roi, en tel nombre & au temps que Sa Majesté voudra prescrire. Qu'il lui plaise enfin de ne donner aucune interprétation sinistre à ce que les membres de la Chambre des Communes & leur Orateur croiront devoir dire ou faire pour le bien public. 1649.

C'est une chose assez surprenante que le récit du Comte de Clarendon l'un des membres de la Chambre Basse de ce Parlement, aux affaires duquel il prit grande part, soit imparfait, & paroisse ne s'accorder pas bien avec le détail que le Roi en donne lui-même dans sa déclaration publiée après la dissolution de cette assemblée, ni avec un ample recueil que nous avons des actes publics du temps. La Chambre des Communes s'opiniâtre à examiner avant toutes choses les entreprises sur la liberté des Parlements & du peuple, & les innovations faites dans la Religion. On avoit cru d'abord qu'il suffiroit de traduire ici un endroit de l'Histoire du Chancelier d'Angleterre, mais en le comparant avec les pièces authentiques, il a paru si défectueux, qu'on n'a pu se dispenser d'y suppléer beaucoup de choses omises par cet illustre Magistrat, & de rectifier son récit. Le Roi espéroit que l'affaire du subside qu'il demandoit pour la guerre contre les Conféderez d'Ecosse, seroit mise la première sur le tapis, comme la plus pressante. Mais ce n'étoit pas l'intention du plus grand nombre des gens de la Chambre Basse, où les actes

M 2

pécun-

* Money-Bills.

Clarendon's
History.
I. Vol.
2. Book.
Rushworth's
Historical
Collections.
III. Vol.

1640. pécuniaires doivent passer avant que d'être portez à la Haute, qui a seulement droit de les accepter, ou de les rejeter, sans y faire le moindre changement. Plusieurs Gentilshommes des Communes, ou zélés pour la conservation des droits & de la liberté du peuple, ou mécontents du Ministère & ennemis particuliers du Comte de Strafford & de Laud Archevêque de Cantorberi, proposèrent d'examiner premièrement les abus * introduits dans le Gouvernement, & les innovations faites dans la Religion, de peur que le Parlement ne fût congédié, ou du moins prorogé immédiatement après la concession du subside, & qu'on ne laissât pas le temps aux Communes d'entret dans la discussion de ces grandes affaires, & de poursuivre ceux qu'on croioit auteurs des mauvais conseils donnez au Roi. D'autres regardant la guerre d'Ecosse d'un œil indifférent, & peut-être avec chagrin, la croioient inutile & même dangereuse à l'Angleterre. Un de ceux-ci déclara sans façon que s'agissant d'une guerre *Episcopale*, c'est-à-dire entreprise pour établir la domination des Evêques & du Clergé, c'étoit à ces Messieurs de fournir l'argent nécessaire pour la soutenir; & non pas au peuple. Le Comte de Clarendon dit que cette réflexion *maligne* d'un Gentilhomme de campagne ne fut appuyée de personne. Cela peut être. Mais puisqu'il y avoit dans le Par-

lement

* *Grievances.*

lement un fort grand nombre de Puritains & de Presbytériens , il est fort vraisemblable, pour ne pas dire certain, qu'ils pensoient la même chose de la guerre d'Ecosse allumée par le zèle impétueux de l'Archevêque de Cantorberi , & qu'ils fouhaitoient même que les résolutions prises dans les Assemblées Ecclésiastiques & dans le Parlement d'Ecosse subsistassent : les atteintes données à l'autorité du Roi pouvant être facilement redressées dans un accord.

Pym ennemi juré du Comte de Strafford, homme d'esprit & d'une grande expérience dans les affaires civiles , qui s'étoit fort signalé dans les Parlemens précédens, *rompit la glace* , selon le Comte de Clarendon , lorsque les membres de la Chambre Basse se regardoient les uns les autres¹, & attendoient que quelqu'un leur donnât occasion de l'appuyer. Mais le recueil des pièces du temps marque positivement que ce fut Grimston , & Ruddyard ensuite, quand on eut achevé la lecture de la requête des habitans de la Province d'Herfort , présentée par Arthur Capel , où l'on se plaignoit de l'impôt *de la Marine* , de divers jugemens rendus dans la *Chambre de l'Etoile* , & de plusieurs autres choses contraires aux loix. Pym ne parla que le lendemain, & exposa plus au long ce que les deux autres avoient remontré en termes généraux. Quoi qu'il en soit de la manière dont ces affaires furent entamées, après avoir mis

1640. à couvert la *prérogative* du Roi, & pria quelques précautions de peur de perdre le respect dû à la majesté du Souverain, Pym fait le 17. Avril un grand détail des atteintes données aux privilèges & à la liberté des Parlemens, des nouveautez introduites dans le culte public, & des entreprises faites sur le * droit que chacun a de jouir librement de son bien. Dans l'examen du premier article, Pym se plaignit de ce que dans les Parlemens précédens, on avoit ôté aux Députés la liberté de parler : de ce que ces Assemblées furent congédiées avant qu'elles pussent exposer au Roi les divers torts faits à ses sujets : de l'emprisonnement de quelques-uns pour avoir dit librement leurs pensées dans la Chambre des Communes : des jugemens rendus & des peines ordonnées contr'eux par les Magistrats, sur ce qui s'étoit dit ou fait dans le Parlement : de ce que le Roi sembloit avoir voulu punir tout le corps du dernier Parlement, en le cassant, avant que de lui donner le temps de prouver la régularité de ses procédures.

Le zélé, ou malin Pym passe ensuite aux innovations dans la Religion, & remontre que les Papistes sont ouvertement appuiez ; que les loix faites contr'eux ne s'exécutent nullement. Qu'on prétend recevoir un Nonce du Pape en Angleterre. Que les livres de controverse composés par les Papistes se vendent publiquement

* *Property of our goods.*

mient par tout. Qu'on prêché dans les chaires de l'Eglise Anglicane plusieurs dogmes particuliers à celle de Rome. Que les autels, les images, & quelques autres cérémonies superstitieuses du Papisme sont rétablies en divers endroits. Qu'on affecte de chagriner & de décourager ceux qui témoignent un zèle plus ardent & plus sincère pour la pureté de la Religion Protestante. Que le Clergé usurpe une autorité contraire aux loix. Que bien loin d'en user avec la modération qu'un Parlement tenu sous la Reine Elizabeth leur recommande, les Evêques exercent une domination insupportable, au regard des Ecclésiastiques inférieurs qui n'approuvent pas les innovations. Que le Clergé a fait des entreprises manifestes sur l'autorité du Roi, & sur la juridiction civile.

Pour ce qui regarde les choses préjudiciables au droit que chaque particulier a de jouir librement de son bien, Pym insista principalement sur celles-ci; la levée de l'impôt de la *Douane*, & de celui de la *Marine*; plusieurs droits mis sur ce qui se fait en Angleterre, comme le sel, le savon, la bière; l'obligation imposée aux sujets de se rédimer de diverses vexations en donnant de l'argent; les impositions mises dans les Provinces pour la subsistance & pour l'entretien des troupes levées; divers jugemens rendus contre les loix par les Magistrats, & sur tout dans la *Chambre de l'Étoile*; la négligence des Conseillers d'Etat à remplir les de-

1640. voirs de leur charge ; la promotion de Roger Manwaring à l'Evêché de S. Davids, comme pour le récompenser d'avoir avancé dans un Sermon, que *le Roi est le maître de tous les biens de ses sujets* ; proposition, dont il fut condamné à se rétracter, & à demander humblement pardon à la Chambre des Communes ; enfin la longue intermission des Parlemens, quoique selon deux loix qui subsistoient encore, il y en dût avoir un chaque année. Pym finit en proposant de demander la concurrence des Seigneurs pour la réformation de ces abus, & pour supplier conjointement le Roi au nom des deux Chambres d'y remédier efficacement.

Quand Grimston parla de l'impôt de *la Marine* dans sa harangue, il se contenta de dire qu'il étoit persuadé que les Juges d'Angleterre trahirent les lumières de leur conscience, en signant que le Roi avoit droit de le lever. Un Avocat nommé Peard homme hardi, alla beaucoup plus loin, & dit qu'il étoit étrange qu'on eût conseillé une si grande *abomination* au Roi. Herbert Procureur * Général de Sa Majesté, prit alors la parole pour montrer la droiture & la justice de Charles dans cette affaire. Rapportons l'extrait de son discours. La sincérité nous oblige à ne rien omettre de ce qui peut servir à la justification de ce Prince. Herbert remontra donc que le Roi en avoit usé avec toute la candeur possible. Qu'en-

* *King's Solicitor.*

Qu'encore qu'il fût convaincu de la justice de l'impôt & de la nécessité de le lever, il n'avoit rien voulu faire, sans consulter premièrement les Juges d'Angleterre, qui signèrent tous que ce droit appartenoit au Roi en certaines nécessitez pressantes. Qu'Hambden dont le Procureur Général loua la modération dans une conjoncture si délicate, n'ayant pas cru devoir paier un impôt qui ne lui paroissoit pas legitime, sans y avoir été juridiquement condamné; le Roi trouva bon que la cause fût plaidée dans les formes. Qu'Hambden ou ses Avocats eurent une entière liberté d'alléguer tout ce qui paroissloit favorable à la prétension d'un particulier contre le Roi. Que les anciens régîtres du Roiaume furent consultez. Qu'après un long & sérieux examen, les Juges prononcèrent en faveur du Roi. Qu'il étoit étrange, qu'on osât après cela traiter d'*abomination* un droit si solennellement ajugé au Roi. Le Comte de Clarendon rapporte que peu s'en fallut que Peard ne reçût publiquement une sévère réprimande. Mais si plusieurs condamnèrent l'expression outrée & la hardiesse de l'Avocat, le plus grand nombre ne demeura pas convaincu de la solidité des réflexions du Procureur Général. On croioit communément que les Juges se vendirent à la Cour dans cette occasion. Le même Chancelier d'Angleterre loué extrêmement la modération de la Chambre des Communes. Cela me sur-

1640. prend. Car enfin le Roi n'étoit point de ce sentiment. Nous verrons qu'il se plaindra fort amèrement de l'emportement & de l'opiniâtreté, non de quelques particuliers tels qu'on nous représente Peard, mais de la plus grande partie des membres de la Chambre Basse.

Embarassé de ce qu'elle persiste dans le refus de travailler à l'affaire du subside, à moins qu'il ne fasse préalablement justice sur les griefs proposez, Charles appelle les deux Chambres dans la *Salle des banquets* à Whithall, le 22. Avril. Là Finch Garde du grand sceau leur remontre de la part du Roi, que la situation des affaires est telle, que si on ne donne incessamment de l'argent au Roi, les subsides venus trop tard, seront entièrement inutiles. Que Sa Majesté n'a jamais eu intention que l'impôt de la *Marine* devînt un de ses revenus ordinaires. Qu'elle l'a seulement ordonné à cause des nécessitez pressantes de l'Etat. Que bien loin de l'avoir employé à ses besoins particuliers, elle y a même ajouté des sommes considérables de ses propres deniers. Que le Roi n'a jamais profité des levées faites sur ses sujets. Qu'il ne cherche qu'à vivre dans le lustre & avec la dignité convenables à un Roi d'Angleterre, qui doit être en état de défendre glorieusement ses Etats, quand la nécessité l'y oblige. Qu'après le subside acordé, Sa Majesté écouterá volontiers toutes les demandes du Parlement pour la conservation de sa liberté, & pour la

la feureté des biens de son peuple. Que son plus ardent désir, c'est de rendre les Anglois, la nation la plus heureuse du monde. Si les promesses de Charles firent quelque impression sur l'esprit des Communes, elle fut effacée dès le lendemain par la harangue étudiée d'Edmond Waller, où sans blesser le respect dû à la personne du Roi, quoiqu'il donne un furieux coup de dent aux Ministres & au Conseil de Sa Majesté, il s'efforce de prouver qu'avant que d'en venir à l'affaire du subside, il est de la dernière importance au bien de la Nation que le Parlement travaille au rétablissement des anciennes loix & des privilèges de l'Angleterre. Le sentiment de Waller l'emporte, & la Chambre des Communes laissant à part les demandes du Roi, se met à examiner les articles proposez dans la harangue de Pym.

Charles & ses Ministres fort embarrassés d'une si grande, dirai-je? fermeté, ou opiniâtreté, s'avisent d'un expédient qui achève de gâter les affaires du Roi, & donne aux ennemis secrets & déclarez du Ministère un prétexte spécieux de soulever entièrement la Chambre Basse. Si nous en croions le Comte de Clarendon témoin oculaire de ce qui s'y passoit, elle en avoit usé jusques alors avec beaucoup de modération, & le plus grand nombre de ses membres bien intentionnés dans le fonds pour le Roi, lui auroient accordé volontiers & assez promptement

Différend entre les deux Chambres du Parlement d'Angleterre.

Clarendon's History. I. Vol. 2. Book.

1640. les subsides qu'il demandoit. Mais une
Rushworth's fausse mesure excita un si grand mouve-
Historical ment parmi les Communes, qu'elles n'eus-
Collections. rent plus ni les mêmes égards, ni les mê-
III. Vol. mes ménagemens pour Sa Majesté. Voici
ce que c'est. *La Cour*, selon la remarque
du Chancelier d'Angleterre, *dispose plus*
facilement de la Chambre Haute que de la
Basse, soit que les Seigneurs plus polis &
plus modérez, ne croient pas devoir
s'opposer directement aux volontez du
Roi, quand elles ne paroissent pas dé-
raisonnables; soit que la reconnoissance,
la crainte, l'espérance, en retiennent
plusieurs, lorsqu'il est question de déplai-
re à l'auteur de leur élévation, à celui
dont ils attendent des graces, ou dont
ils craignent le ressentiment; soit enfin
qu'ils soient persuadéz que par leur nais-
sance & par leur rang, ils doivent être
médiateurs entre le Roi & le peuple, lors-
que le bien de l'Etat le demande. Ainsi
la plupart des Seigneurs souhaitoient que
les Communes contentassent Charles sur
l'article du subside. Je dis *la plupart*;
car enfin il y en avoit quelques-uns & en
assez grand nombre, qui chagrins & ja-
loux du crédit de l'Archevêque de Can-
torberi, du Comte de Strafford, & de la
charge de Grand Thésorier du Roiaume
donnée à l'Evêque de Londres, étoient
bien-aîsés de voir la Chambre des Communes
animée contre le Ministère. Peut-être que
ceux-ci affectèrent de crier plus fort que
les autres, qu'il étoit juste de seconder le
Roi,

Roi, dont quelques mal-intentionnez de la Chambre des Communes vouloient déconcerter les mesures prises contre les Conféderez d'Ecosse. Le Comte de Clarendon assure qu'on cherchoit dès-lors les moiens de perdre le Comte de Strafford, & ajoûte que plusieurs d'entre les Pairs du Roiaume, dont il approuve le sentiment, & qu'il croioit par conséquent plus attachez au Roi, ne furent pas d'avis que la Chambre Haute fit la démarche que Sa Majesté lui vint proposer.

Quoi qu'il en soit des différens motifs que les Seigneurs d'Angleterre purent avoir secrètement dans l'affaire que je vas raconter, on conseille à Charles d'engager la Chambre Haute à presser les Communes conjointement avec lui, de laisser pour un temps toutes les autres affaires, & de s'appliquer premièrement à celle du subside demandé par Sa Majesté. La chose étoit extrêmement délicate : car enfin, selon l'ancien & constant usage du Roiaume, les *actes pécuniaires* doivent venir originairement de la Chambre Basse, sans aucune concurrence de la Haute, qui a seulement droit de les approuver, ou de les rejeter. Il y avoit grand sujet de craindre que les Communes extraordinairement jalouses de la conservation de leurs privilèges, ne trouvassent fort mauvais que les Pairs du Roiaume entreprissent de leur prescrire en quelque manière, par où elles devoient commencer, ou finir. Cela

1640. ne manqua pas d'arriver en effet.

Le Roi va donc à la Chambre Haute le 24. Avril. Après une répétition succincte de ce que le Garde du grand sceau a déclaré de la part de Sa Majesté à l'ouverture du Parlement, & depuis dans la Sale des banquets à Whithall, Charles se plaint de ce que les Communes laissant à part l'affaire du subside, la plus pressante de toutes, s'occupent à délibérer sur diverses choses qui concernent la Religion, la liberté du Parlement, & celle de chaque particulier dans la jouissance de son bien. *La situation des affaires est telle, ajoûta le Roi, que je ne puis attendre plus long-temps. J'accomplirai sûrement tout ce que j'ai promis, pourvu que la Chambre Basse se fie à moi. Et ma conscience & mon inclination m'attachent inviolablement à la Religion de l'Eglise Anglicane. Bien loin d'y souffrir aucun changement considérable, j'ordonnerai aux Archevêques & aux Evêques, de s'opposer vigoureusement aux moindres innovations qu'on y voudroit causer. Pour ce qui est de l'impôt de la Marine, on l'a déclaré de ma part; que je ne prétens point me l'approprier comme un de mes revenus ordinaires. Si je l'ai levé, ce n'a été que pour maintenir la souveraineté des mers qui nous environnent, sans quoi ce Roiaume ne peut subsister. S'il faut la conserver par l'impôt de la Marine, ou par quelque autre moyen, j'en laisse la décision à la Chambre des Communes. C'a toujours été mon intention,*
que

que les Parlemens fussent libres, & que mon peuple jouît paisiblement de ses biens; persuadé que je suis, que la plus grande puissance d'un Roi, consiste dans l'opulence & dans la liberté de ses sujets. Peuvent-ils être riches & libres, quand on leur ôte la propriété de leurs biens, & la liberté de leurs personnes? De quelque manière que les affaires tournent, il faut que la Chambre des Communes se repose sur ma parole, & que je me fie à ses bonnes intentions. Il est seulement question, si elle se fiera premièrement à moi, ou si je commencerai par me fier à elle. Selon les règles ordinaires, & dans la situation présente des affaires, n'est-ce pas à la Chambre des Communes de faire les premières avances, & de se reposer sur la sincérité de mes promesses?

Immédiatement après que Charles fut sorti de la Chambre Haute, les Seigneurs délibérèrent sur ce que Sa Majesté leur avoit proposé, & prirent la résolution suivante, que l'affaire du subside demandé par le Roi devoit être terminée avant toute autre, & que pour disposer les Communes à contenter Sa Majesté, on les inviteroit à une conférence. Certains membres choisis des deux Chambres s'assembloient le lendemain 25. Avril. Pour ménager la délicatesse de la Basse sur la conservation de ses privilèges, on lui déclare de la part des Seigneurs, qu'ils auroient bien voulu ne se mêler en aucune manière de ce qui regarde les subsides, dont la connoissance appartient proprement

1640. ment aux Communes. Que la Chambre Haute a eu de la peine à se charger de leur en parler même, par manière d'avis & de remontrance. Mais que les Seigneurs venant à considérer qu'eux & les Communes sont membres du même corps, & sujets du même Roi, tous également intéressés au repos & à la seureté de l'Angleterre, ils ont cru qu'en cette occasion, & la fidélité due au Roi, & l'amour de la patrie, exigeoient qu'ils prissent la résolution, qui seroit communiquée aux Communes. On finit par une protestation de la Chambre Haute, que si la Basse vouloit donner satisfaction au Roi sur l'affaire du subside, les Seigneurs se joindroient à elle en tout ce qui regarderoit la seureté de la Religion établie, la liberté des Parlemens, & la *propriété* que chacun doit avoir de son bien.

Herbert Procureur Général du Roi aiant rapporté dans la Chambre Basse avec de grandes précautions & avec tous les adouciffemens possibles, ce qui s'étoit passé dans la conférence, les Communes se récrient unanimement sur l'infraction de leurs privilèges, en demandant une réparation convenable, & prient les Seigneurs que pour prévenir de pareils inconvéniens, ils diffèrent désormais de prendre connoissance des affaires qui seront sur le tapis de la Chambre Basse, jusques à ce qu'elle les ait finies, & envoié ses résolutions à la Haute. Cependant les Communes fermes dans leur dessein, de
n'en-

n'entamer point si-tôt l'affaire du subside, continuent de délibérer sur les articles que Pym proposa dans son premier discours. Les Seigneurs demandèrent alors une autre conférence sur la plainte que la Chambre Basse faisoit de l'infraktion de ses privilèges. Les Commissaires nommez de part & d'autre s'assemblent le 1. jour de Mai. Finch Garde du grand sceau déclare nettement de la part des Seigneurs aux Communes, que ceux-ci ne croient point avoir donné atteinte aux droits légitimes de la Chambre Basse ni entrepris quelque chose au delà de ce qui leur appartient. Qu'ils demeurent d'accord que les *actes pécuniaires* doivent être premièrement dressez par les Communes, & portez ensuite à la Chambre Haute. Mais que les Seigneurs étant mieux informez que les autres de la situation des affaires & des besoins de l'Etat, on ne doit pas trouver étrange, qu'ils aient simplement conseillé aux Communes, de commencer par les choses les plus pressantes, & de remettre pour quelque temps l'examen de celles qui se peuvent différer sans apporter aucun préjudice au bien public. Que la procédure de la Chambre Haute n'est nullement contraire à un ancien statut allégué par la Basse. Qu'il porte seulement qu'en l'absence du Roi, les Seigneurs & les Communes ont droit d'examiner l'état présent du Roiaume, & de délibérer sur les remèdes convenables aux abus introduits; mais qu'on ne pour-
ra

1640. ra porter à Sa Majesté les affaires décidées dans l'une des deux Chambres, à moins que l'autre n'y ait consenti. Que n'y ayant rien de semblable dans la procédure des Seigneurs, ils persistent dans leur sentiment, que le bien de l'Etat demande, que les Communes travaillent d'abord à l'affaire du subside extraordinairement pressante.

Le Parlement est congédié.

Clarendon's History. I. Vol. 2. Book. Rushworth's Historical Collections. III. Vol. Sir Philip Warwick's Memoirs.

Le lendemain 2. Mai, le Chevalier Vane dit de la part du Roi à la Chambre des Communes, que Sa Majesté avoit déjà employé plusieurs moïens pour leur faire sentir le danger évident, auquel l'Etat, l'honneur du Roi, & celui de toute la nation se trouveroient exposés, si on perdoit plus de temps. Que Charles n'avoit reçu aucune réponse, quoiqu'il eût averti la Chambre Basse qu'un plus long délai seroit aussi préjudiciable au bien public, qu'un refus absolu. Que le Roi demandoit une réponse positive à sa demande d'un subside. Qu'il étoit dans la résolution d'accomplir tout ce qu'il avoit promis lui-même, ou par la bouche du Garde du grand sceau. Les Communes délibèrent incontinent sur la nouvelle instance de Sa Majesté, emploient beaucoup de temps à contester, ne prennent aucune résolution, & remettent la décision de l'affaire au quatrième du même mois. Vane se rend à la Chambre Basse avec une nouvelle commission du Roi, qui lui enjoint de déclarer de la part de Sa Majesté, que pour lever les difficultés formées

mées à la concession du subside demandé, elle offre de consentir à l'entière & perpétuelle abolition de *l'impôt de la Mariage*, pourvu qu'on lui accorde une certaine somme payable en différens termes dans l'espace de trois ans. Que le Roi confirme encore sa parole donnée, de laisser aux Communes le temps de lui remontrer leurs griefs, & d'y remédier. Qu'il attend seulement une réponse positive, la situation présente des affaires publiques ne lui permettant pas de souffrir un plus long délai.

1641.

Cette proposition sembloit devoir faciliter l'accommodement des différends élevés entre le Roi & son Parlement. Mais ceux qui avoient envie de les augmenter plutôt que de les terminer, & d'embrouiller davantage les affaires, les uns pour favoriser les Conféderez d'Ecosse, & les autres pour exécuter le projet formé de ruiner l'Archevêque de Cantorberi & le Comte de Strafford, firent diverses remontrances, & empêchèrent que les Communes ne prissent la résolution de contenter le Roi, du moins en partie. *Vent-on nous forcer, disent quelques-uns, à racheter un impôt mis contre les loix du Royaume, & contre toutes les règles de la justice? Donner de l'argent pour s'en délivrer, n'est-ce pas avouer que le Roi a eu droit de le lever? Examinons premièrement la validité du jugement rendu en faveur de Sa Majesté contre M. Hambden. Quand nous l'aurons déclaré nul, nous pourons ac-*
corder

1640. *corder un subside au Roi, non comme un dédommagement d'un droit imaginaire, mais comme un don purement gratuit. Il y en eut qui se récrièrent que la somme demandée par le Roi étoit exorbitante. Glanvil Orateur de la Chambre Basse ferma la bouche à ceux-ci, en faisant voir qu'après une supputation exacte de ce que chacun paieroit à proportion de son bien, il se trouvoit que les plus riches du Roiaume seroient taxez à une somme plus que modique. Après d'assez longues contestations, les Communes parurent disposées à donner un subside; mais non pas si grand que le Roi le demandoit. La chose auroit passé sans difficulté, dit-on, si le Chevalier Vane ennemi mortel du Comte de Strafford dont il avoit juré la perte, & bien-aïse que les Communes plus animées, se soulevassent contr'un Ministre odieux à Pym, à Hambden, & à tous ceux de leur parti; si Vane, dis-je, n'avoit déclaré comme de la part de Sa Majesté, quoi qu'elle ne le lui eût pas ordonné, que Charles n'accepteroit point un subside, qui ne seroit pas tel à peu près qu'il le demandoit. Là-dessus on se sépare, sans prendre aucune résolution, & Charles irrité se détermine à congédier le Parlement dès le lendemain.*

Le voilà donc à la Chambre des Seigneurs le 5. Mai. Après y avoir fait appeller les Communes, il fait un discours, remercie les Pairs des bonnes intentions qu'ils

qu'ils lui ont témoignées, se plaint de la malignité de quelques membres de la Chambre Basse, mal affectionnez au gouvernement, avoué que le peuple a raison de se plaindre de certaines choses; mais que le mal n'est pas si grand que les factieux le publient, promet d'y remédier aussi efficacement que dans l'assemblée d'un Parlement, proteste de son attachement à la Religion Anglicane, déclare qu'il ne donnera jamais atteinte à la liberté de ses sujets; & qu'il les maintiendra dans la jouissance entière & paisible de ce qui leur appartient. Le Roi commande ensuite au Garde du grand sceau d'exécuter l'ordre qui lui a été donné, & le Magistrat s'adressant aux Seigneurs & aux Communes, dit que le Roi congédie le Parlement. Le Comte de Clarendon assure que lui & tous les gens sincèrement attachez au bien de la patrie; furent sensiblement affligez d'un si fâcheux contretems; mais que ceux qui cherchoient à brouiller, en furent fort aises. *Une heure après la dissolution du Parlement, Hyde, rapporte-t-il en parlant de lui-même, rencontra S. Jean. C'est le fameux Avocat qui plaida pour Hambden contre le Roi. Cet homme d'un visage naturellement sombre, & qui ne sourioit presque jamais, paroissoit le plus gai, le plus content du monde. Quel sujet de chagrin avez-vous? dit-il à Hyde extrêmement mélancholique. Le même que tous les gens de bien, reprit celui-ci. Que*
dans

1640. dans ce temps de trouble & de confusion, un Parlement seul capable de remédier à tout, soit congédié fort mal à propos. Tout va bien, *repliqua S. Jean avec un peu de chaleur.* Il faut que les affaires deviennent encore plus mauvaises. Sans cela, on ne les peut remettre dans une bonne situation. Ce Parlement n'auroit jamais fait ce que le bien de l'Angleterre demande. *Oui, sans doute,* ajoûte Clarendon, *jamais on n'auroit fait ce que S. Jean & ses amis avoient en tête.*

Charles publie incontinent une déclaration en forme de manifeste sur la dissolution du Parlement. Il y a un détail assez circonstancié, & elle finit de la sorte. *Les Parlemens ont été originairement établis pour entretenir une bonne correspondance entre le Roi & ses sujets, dit-on. L'un écoute les justes plaintes du peuple, & y apporte des remèdes convenables. Les autres donnent de leur côté au Roi, de quoi maintenir la gloire & la sûreté de la nation dans les occasions importantes. Au lieu de présenter humblement leurs griefs à Sa Majesté, les gens mal-intentionnez de la Chambre des Communes, ont entrepris de se rendre arbitres & directeurs de tout ce qui regarde le gouvernement civil & Ecclésiastique. Comme si les Rois étoient obligez de rendre compte de leurs actions au Parlement, ceux-ci ont eu la hardiesse & l'insolence d'examiner, de censurer, de décrier la conduite de Sa Majesté, & de rendre autant qu'il leur a été possible, odieux au*
peuple,

peuple, non seulement les Ministres d'Etat, mais encore le Roi même, quoique l'Angleterre n'ait jamais été plus riche, plus florissante, que depuis son avènement à la Couronne. Le revenu annuel des Rois ne suffisant pas pour les besoins extraordinaires qui peuvent survenir, les Parlemens les ont toujours assistés, quand il a été question de soutenir des guerres nécessaires, & de former des entreprises utiles & glorieuses. Dans celui-ci, les esprits factieux de la Chambre des Communes, oubliant leur devoir, ont voulu introduire une nouvelle manière de marchander & de contracter avec le Roi, comme si on ne lui devoit rien accorder, à moins que de son côté, il ne relâche quelque chose de ses droits, & qu'il ne l'achète par la diminution de ses revenus. Je ne sai si cette plainte est bien fondée. Car enfin, il ne paroît, ni dans les actes publics, ni dans le réoit du Comte de Clarendon, que les Communes aient voulu marchander avec Charles. Il proposa le premier de céder, moyennant une somme d'argent, ses prétensions à la levée de l'impôt de la Marine. Quoi qu'il en soit, on ajoûte de la part du Roi, dans la déclaration, que tous les Anglois qui croient avoir quelque sujet de plainte légitime, se peuvent adresser librement à Sa Majesté, qu'elle écouterà leurs requêtes, qu'elle y aura égard, & qu'elle leur accordera tout ce que des sujets peuvent raisonnablement attendre de la clémence & de la justice d'un Roi qui

1640. qui ne cherche qu'à les rendre heureux & contents.

Soulèvement de la populace de Londres contre l'Archevêque de Cantorberi. Imprudence de ce Prélat. Soit que Laud Archevêque de Cantorberi ait été véritablement l'auteur principal du conseil donné au Roi, de congédier le Parlement, comme on lui en fit un crime l'année suivante ; soit que ce fût seulement un faux bruit répandu par ses ennemis , qui cherchoient à le rendre plus odieux au peuple, on publia incontinent divers libelles contre lui, & la dissolution du Parlement lui fut particulièrement imputée. La populace animée s'atroupe, & marche la nuit du onzième Mai vers Lambeth, palais des Archevêques de Cantorberi de l'autre côté de la Tamise, dans le dessein de piller, & de mettre Laud en pièces. Averti du complot, le Prélat pourvoit si bien à la sécurité de sa personne & de sa maison, qu'on ne peut lui faire du mal. La multitude fut bien-tôt dissipée, & quelques-uns des Chefs aiant été pris, les Magistrats en condamnent un à être pendu & mis en quartiers, comme criminel de léze-majesté. Leur sévérité n'appaisa pas entièrement la sédition, & anima davantage le peuple contre l'Archevêque. Nonobstant la punition exemplaire d'un misérable matelot, qui s'étoit mis à la tête de la populace, elle s'assemble de nouveau, & va forcer les prisons, où quelques-uns des complices étoient enfermez.

Le Comte de Clarendon grand ami de Laud,

Laud, avoué que ce Prélat fit alors une démarche qui auroit été même condamnée dans un temps plus paisible & plus favorable. Selon l'ancienne coutume du Roiaume, le Clergé s'assemble & se sépare en même temps que le Parlement. Cela s'appelle la *Convocation*. Les Prélats en font comme la Chambre Haute. Les Doiens des Eglises Cathédrales, & d'autres Ecclésiastiques du second ordre, en composent la Basse, qui a son * *Orateur* à l'exemple des Communes du Parlement. Sous prétexte de prévenir les innovations dans la Religion, contre lesquelles Pym & ceux de son parti, avoient tant crié, mais plus vraisemblablement pour obtenir du Clergé une somme d'argent dans ses besoins pressans, le Roi permet au Clergé de continuer de s'assembler en manière de Synode. Laud rempli de ses idées hiérarchiques, & ravi de présider à un Concile National, y fait publier dix-sept canons, & dresser la formule d'un nouveau serment enjoint à tous les Ecclésiastiques. Après y avoir juré de s'opposer à l'introduction de la doctrine & des superstitions du Papisme, on y promettoit de ne consentir jamais que le gouvernement de l'Eglise Anglicane par les Archevêques, Evêques, Doiens, Archidiacres & autres, fût changé. Goodman Evêque de Norwich opina seul contre l'injonction du serment, & refusa de le prêter. Le Primat d'Angleterre irrité, le suspend des

Tome X.

N

fong-

* On le nomme *Prolocutor*.

1640. fonctions de son ordre, & le décrit comme un Papiste déguisé. De manière que le pauvre Prélat craignant de se perdre sans ressource, se soumet enfin & jure comme les autres. En reconnaissance du don gratuit accordé libéralement par le Clergé, Charles confirma solennellement les ordonnances du Synode. Cela n'empêcha pas qu'en quelques Provinces d'Angleterre, on ne se récriât contre le serment exigé, & qu'on ne présentât des requêtes au Conseil privé du Roi, dont les auteurs soutenoient que le Clergé n'avoit pu faire une pareille ordonnance, sans entreprendre sur l'autorité souveraine de Sa Majesté dans les affaires Ecclésiastiques. Le Concile de Laud causa un grand bruit dans le Parlement suivant. On en fera même un des chefs de l'accusation intentée par la Chambre des Communes contre lui.

Le Roi
d'Angleterre
& les
Conféderez
d'Ecosse se
préparent à
la guerre.

Le Conseil privé du Roi & quelques riches particuliers ne témoignèrent pas moins de zèle & d'affection, que le Clergé, pour aider Sa Majesté à réduire par la force les Conféderez d'Ecosse. En trois semaines, elle trouva trois cent mille livres sterling, que diverses personnes avancoèrent par forme de prêt. Preuve manifeste de la richesse de l'Angleterre en ce temps-là, & des bonnes intentions du plus grand nombre des sujets, qui contribuèrent si volontiers, quand il fut question de soutenir l'honneur & l'autorité de leur Roi; dit le Comte de Clarendon. Les plus

Clarendon's
History. I.
Vol. 2. Book.
Burnet's
Memoirs of
the Duke of
Hamilton.
III. Book.

plus puissans Princes de l'Europe auroient 1640.
eu beaucoup de peine à trouver une pareille Sir Philip
somme en si peu de temps. Charles nom- Warwick's
 ma de nouveaux Officiers généraux: *Memoirs.*
 changement qui chagrina extrêmement
 les Comtes d'Arondel, d'Essex & de Hol-
 land, qui ne croioient pas qu'on dût leur
 imputer les fautes commises dans la cam-
 pagne précédente. Pym, Hambden, &
 les autres gens du même parti, ne man-
 quèrent pas de profiter du mécontente-
 ment donné à ces trois Seigneurs. On
 leur insinua que la Cour les éloignoit des
 emplois, parce qu'ils n'étoient agréables,
 ni au Comte de Strafford, ni à l'Arche-
 vêque de Cantorberi.

Le Comte de Northumberland Grand
 Amiral, eut le commandement général
 de l'armée, & le Lord Conway fils d'un
 autre du même nom que nous avons vu
 Secrétaire d'Etat, celui de la cavalerie.
 On nous donne un portrait assez parti-
 culier de cet Officier. Elevé dans les
 exercices militaires sous son père Gou-
 verneur de la Brille en Hollande, avant
 que les Etats Généraux des Provinces-
 Unies eussent retiré cette place des mains
 des Anglois qui l'avoient en dépôt, Con-
 way servit en différens emplois sous le
 Lord Vere son oncle, qui acquit une
 grande réputation dans les guerres des
 Provinces-Unies contre le Roi d'Espagne.
 Tant que son père fut Secrétaire d'Etat,
 Conway fut employé dans toutes les ex-
 péditions par mer & par terre. Quoiqu'il

1642. fût extrêmement voluptueux, & qu'il remplît assez exactement les devoirs de sa profession, il donnoit tous les jours un temps considérable à l'étude. L'agrément de sa conversation & son zèle véritable, ou affecté pour l'Eglise Anglicane, lui gagnèrent l'amitié de l'Archevêque de Cantorberi, qui contribua beaucoup à lui obtenir le commandement de la cavalerie de l'armée qui se levoit contre les Conféderez d'Ecosse. Le Comte de Strafford Viceroy d'Irlande les devoit attaquer par un autre endroit avec les troupes de son gouvernement destinées à une puissante diversion. Mais la maladie survenue au Comte de Northumberland, ne lui permettant pas de servir cette année, Strafford fut mis à sa place. Par modestie, ou pour ménager un Seigneur fier & nécessaire au Roi dans la conjoncture présente, Strafford prit seulement la qualité de Lieutenant Général sous Northumberland, & laissa au Comte d'Ormond le commandement des troupes d'Irlande.

Les Conféderez d'Ecosse ni moins actifs, ni moins vigilans faisoient des préparatifs de leur côté. Ils ne manquoient pas d'habiles Officiers. Lesly leur Général & plusieurs autres avoient, comme je l'ai déjà dit, appris leur métier dans les guerres d'Allemagne sous Gustave Roi de Suède. Les Ecossois prévenus & animés par de malins enthousiastes qui leur crioient sans cesse qu'il s'agissoit de défendre

dre la Religion & leur liberté, donnent volontiers la dixième partie de leur revenu pour en soutenir la dépense. Inflexibles dans la résolution d'achever ce que leur Parlement avoit commencé, ils en reprérent les séances le 2. Juin. Charles l'avoit prorogé jusques à ce jour-là, & pris certaines mesures pour en continuer la prorogation, en l'absence du Comte de Traquair Commissaire de Sa Majesté, qui étoit toujours à Londres auprès d'elle. Mais quelqu'un aiant formé des difficultez sur la validité de l'ordre du Roi pour proroger le Parlement, les Conféderez prétendirent que le terme de la première prorogation étant expiré, & n'y en aiant point de nouvelle dans les formes ordinaires, le Parlement se pouvoit rassembler. Il le fait, & les Conféderez à qui personne n'oppose l'autorité du Souverain, passent tous les actes qu'ils avoient déjà dressez & mis en délibération, les envoient au Comte de Lanerick frère du Marquis d'Hamilton & Secrétaire d'Etat pour l'Ecosse, le prient d'en demander la confirmation au Roi, & s'engagent mutuellement à soutenir la validité de leurs actes, & à poursuivre juridiquement ceux qu'ils soupçonnoient d'avoir conseillé à Sa Majesté de rejeter leurs demandes. On les nommoit *les Incendiaires*, comme s'ils avoient allumé le feu de la guerre dans le Roiaume. Nouvelle entreprise sur l'autorité du Roi, dont il fut tellement irrité qu'il déclara

1640.

1640. publiquement son deſſein d'employer toute ſa puiſſance, afin d'en punir les auteurs. Mais le bon Prince prenoit des réſolutions vigoureuſes, & peu de temps après il ſe trouvoit hors d'état de les exécuter. Par ſa facilité naturelle, ou par les mauvais conſeils qu'on lui donnoit, il devenoit auſſi mou & auſſi foible, qu'il avoit paru ferme & courageux, comme je l'ai déjà remarqué.

Soit que le Marquis d'Hamilton y allât de bonne foi, & qu'il crût que ſi le Roi pouvoit gagner Lowdon Seigneur d'un grand crédit parmi les Conféderez d'Ecoſſe, toſjours priſonnier à la Tour de Londres, il ſeroit en état de ſervir utilement Sa Majeſté, ſoit que ce fût un effet de la correſpondance ſécrite qu'Hamilton fut ſoupeçonné d'entretenir avec les Conféderez, de peur qu'ils ne s'opiniâtreaſſent trop à le perdre, il y eut en ce temps-ci une négociation entre le Marquis & Lowdon. Voici à quoi elle aboutit. Celui-ci aiant promis de travailler de toute ſa force à la pacification des troubles d'Ecoſſe, Charles lui acorda ſon élargiſſement. Le Comte de Clarendon prétend tenir d'un bon endroit une circonſtance qui rend certainement la droiture d'Hamilton fort ſuſpecte, quoi qu'en diſe ſon Hiſtorien, qui manque de ſincérité en certaines rencontres. Je rapporte le fait ſur la bonne foi du Chancelier d'Angleterre. Lorsque le Roi eut convoqué cette année un Conſeil extraordinaire à York, comme je le

raconterai incontinent, le Marquis vint d'un air triste demander à Sa Majesté la permission d'aller passer quelque temps dans les pais étrangers. *Pourquoi cela ?* dit le Roi surpris. Sire, répondit Hamilton, je prévoi un furieux orage qui se forme contre moi. J'aurai de la peine à me sauver. Cela n'est pas que je n'aie servi Votre Majesté avec toute la fidélité possible. Mais je n'ai pas aussi toute l'expérience requise dans les grans emplois dont il vous a plu m'honorer. Je crains d'avoir imprudemment commis quelque faute, dont mes ennemis sauront se prévaloir contre moi. Permettez moi, s'il vous plait, de me dérober à leur malignité. La résolution que j'ai prise d'avoir de l'indulgence pour mes Sujets rebelles, ou mécontents, repartit Charles, ne m'empêchera pas de protéger mes fideles serviteurs. Il n'y a rien à craindre pour vous. Je sai, Sire, que vous ne voudrez pas m'abandonner, répliqua le Marquis. Et cette bonté particulière m'oblige à vous demander la permission de me ravir. J'aime mieux courir tous les dangers imaginables, que de causer le moindre embarras à Votre Majesté. Dès que l'orage sera dissipé, je reviendrai la servir avec le même zèle. Je ne fais pas le seul qu'il menace. On a juré la perte de l'Archevêque de Cantorberi & de Mylord Strafford. Je les en ai avertis, & leur ai conseillé de se mettre à couvert. Mais le Comte a trop de courage pour craindre, & l'Archevêque est trop hardi pour fuir.

1640

Hamilton bien-aïse d'avoir jetté le Roi dans une grande perplexité, tâcha d'en profiter. *Il y a, Sire, ajouta-t-il, un moyen de me garantir du danger, en demeurant auprès de V^{otre} Majesté. Il me donneroit mêmes occasion de vous servir utilement. Mais la chose me paroît si contraire à mon bonneur, que j'aime mieux me retirer. Et quel est cet expédient ?* dit Charles qui souhaitoit de garder Hamilton. *C'est, Sire,* répondit le Marquis après s'être fait beaucoup presser, *que je tâche d'entrer dans la confiance des Conféderez d'Ecosse & de leurs d'amis d'Angleterre. Cela ne sera pas difficile. Et quels services ne rendrois-je pas à V^{otre} Majesté, si je savois leurs projets & leurs intrigues ? Mais je crains encore une chose. Certaines gens qui ne connoîtront pas mes intentions, ne manqueront pas de me décrier auprès de V^{otre} Majesté. Que sai-je si par leurs artificieuses insinuations ils ne me rendront pas enfin suspect ? Tout bien considéré, j'en reviens à mon premier dessein de me retirer pour quelque temps. Je supplie très-humblement V^{otre} Majesté de m'en acorder la permission.* Le Roi trouva l'expédient si bon, qu'il pressa le Marquis d'en user, & promit de n'écouter point ce qu'on lui pourroit dire contre Hamilton. Plusieurs Historiens prétendent qu'il se lia en effet avec les Conféderez, & avec les Anglois mécontents. Artifice indigne d'un Seigneur de son rang & de sa réputation. La question, c'est de savoir encore s'il ne sacrifia jamais

aux

aux uns & aux autres les intérêts de son Maître. Et qui le pourra croire, quand on voit ce Marquis non moins haï en Ecosse & en Angleterre, que Laud & Strafford, épargné par le Parlement qui fit couper la tête à l'un & à l'autre ?

Les Conféderez d'Ecosse aiant réduit Ruthwen brave Officier que Charles avoit fait Gouverneur du château d'Edimbourg, à la nécessité de se rendre, faute de vivres & de munitions, Lesly leur Général s'avance avec une armée, dit-on, de vingt mille hommes de pied & de deux mille cinq cens chevaux, au commencement d'Août, vers les frontières d'Angleterre. Charles arrêté par la maladie du Comte de Northumberland, ne sort de sa capitale que le 20. du même mois, & arrive trois jours après à York. Là, il apprend que les Conféderez ont pénétré assez avant dans la Province de Northumberland. A son départ de Londres, le Roi les avoit déclarez rebelles & criminels de léze-majesté. Il enjoignoit à tous ses autres sujets, sous les peines ordonnées contre le même crime, de n'assister les Conféderez en quelque manière que ce pût être. Nullement effraiez de Charles, ils publient de leur côté un manifeste, où ils soutiennent que leur prise d'armes est nécessaire & juste; protestent qu'ils pensent uniquement à prévenir les mauvais desseins de leurs ennemis, & qu'ils n'en veulent ni à la personne du Roi, ni à son autorité légitime. La pièce

Les Conféderez d'Ecosse font irruption en Angleterre, & prennent Newcastle.

Clarendon's History. I. Vol. 2. Book. Rushworth's Historical Collections. III. Vol. Burnet's Memoirs of the Duke of Hamilton.

1640. étoit de la façon de quelque Ministre fanatique.

Si nous l'en voulons croire, les gens de son parti n'avoient rien *entrepris témérairement dans le grand ouvrage de leur nouvelle Réformation.* La main de Dieu les conduisoit visiblement. Leur irruption en Angleterre étoit la plus belle & la plus éclatante partie de l'œuvre merveilleuse du Seigneur, qui déployoit sa puissance en leur faveur. Par une providence & par une vocation particulière de Dieu, ils venoient combattre le parti de l'Archevêque de Cantorberi, composé de Papistes, d'Arminiens, d'Athées, & demander la punition des mauvais Conseillers du Roi, & des ennemis des deux Roiaumes d'Angleterre & d'Ecosse. On prioit Dieu de donner aux Anglois la sagesse de cette femme d'Abela, qui fit jeter par dessus les murailles la tête de Sébaï Chef de la révolte contre David, lors que Joab Général de ce Prince assiégeoit la ville. Ces Enthousiastes prétendoient-ils que Dieu devoit inspirer aux Anglois de leur envoyer la tête de Laud, de Strafford, & de quelques autres? Je ne sai si l'épouvante véritable, ou feinte, du Marquis d'Hamilton, ne fut point un effet de cette pièce. Il vint peu de temps après demander au Roi la permission d'aller dans les pais étrangers, mettre sa tête en feureté. Quoi qu'il en soit, un autre Ecrit publié en même temps, pour justifier la droiture des intentions des Conféderez dans leur irruption en Angleterre, est à peu près

près du même stile. L'enthousiasme n'y est guères moins fréquent. Ils exhortoient leurs frères d'Angleterre, à s'unir aux Ecoissois pour la défense de leur Religion & de leur liberté. On protestoit que l'armée des Conféderez ne causeroit pas le moindre dommage aux Anglois, & qu'elle se retireroit dès que le Roi auroit efficacement remédié aux innovations & aux abus, dont les deux nations se plaignoient, & fait punir les auteurs des désordres présens.

Après avoir passé la Tueda, Lesly fit marcher ses troupes vers la Tyne, & campa près d'un endroit nommé Niewborn. Conway Général de la cavalerie du Roi étoit retranché au delà de cette rivière avec trois mille hommes de pied & quinze cens chevaux. Le reste de l'armée Angloise demouroit aux environs de Newcastle sous le commandement du Chevalier Ashley. Le 27. Août le Général des Conféderez sut si bien profiter de la négligence, ou de la foiblesse de l'ennemi, qu'après avoir battu quelque temps avec du canon les Anglois mal retranchés, il les met en désordre, passe la rivière, les défait, & les épouvante de telle manière, qu'ils abandonnent Newcastle, & se retirent à Durham. Les Conféderez entrent paisiblement le 29. du même mois dans la première de ces deux villes. Cela paroît si extraordinaire, qu'on est tenté de croire qu'il en fut de Charles, comme de Jacques son fils en

1640. nos jours. Ses troupes mécontentes ne vouloient pas le servir contre les Ecoſſois. Lors qu'il alloit à ſon armée, il apprit ces tristes nouvelles en chemin, & retourna ſur ſes pas à York. Le Comte de Strafford plus avancé que lui, penſe incontinent aux moiens de rallier les troupes diſperſées. Il ordonne de les ramener en corps dans la Province d'York. Les Conféderez demeurèrent ainſi maitres de celle de Northumberland.

Soit qu'ils vouluſſent ſeulement obliger Charles à conſentir aux actes de leur Parlement; ſoit que ce fût une feinte pour en impoſer aux Anglois qu'on avoit envie de gagner; les Chefs des Conféderez envoient depuis l'avantage remporté à Niewborn & la priſe de Niewcaſtle, une requête ſoumiſe & reſpectueuſe en apparence au Roi. Ils l'y prioient d'avoir égard aux griefs de ſes ſujets d'Ecoſſe, & de remédier à leurs pertes & à leurs malheurs. Charles qui craint que cette expédition ne réuſſiſſe encore plus mal que celle de l'année précédente, ne paroît pas éloigné d'entrer dans une nouvelle négociation avec les Conféderez. Le Comte de Lanerick Secrétaire d'Etat pour l'Ecoſſe, répond de la part de Sa Majeſté, que leur requête eſt conçue en termes ſi généraux, que le Roi n'y peut donner aucune répoſe poſitive. *Si vous voulez expoſer plus particulièrement vos demandes, ajoûtoit Lanerick, vous trouverez toujours Sa Majeſté diſpoſée à vous rendre juſtice.*

Convoca-

Un peu avant la défaite de ſes troupes

à Niewborn, Charles avoit ordonné aux Evêques & aux Seigneurs d'Angleterre, de se rendre auprès de lui le 20. Septembre à Niewcastle, ou dans tout autre endroit, où il seroit à la tête de son armée, pour le servir dans son expédition contre les Conféderez d'Ecosse. Sinon, de paier au thrésor Roial la somme d'argent dont ils conviendroient avec le Grand Thrésorier du Roiaume. Tel est l'ancien usage de l'Angleterre, aussi bien que des Monarchies formées des débris de l'Empire Romain, où ce qu'on nomme le *droit féodal* apporté du Nord, se trouve établi. En vertu des fiefs que les Prélats & les Seigneurs tiennent de la Couronne, les uns & les autres sont obligez d'aller servir le Roi avec un certain nombre de gens, lors qu'il les appelle dans les occasions pressantes, pour la défense de l'Etat; ou de lui paier une somme d'argent par manière d'amende, s'ils croient avoir une raison légitime de se dispenser d'obéir à l'ordre qui leur est envoyé. Depuis la prise de Niewcastle & les avances des Conféderez afin de le fléchir, Charles changea de sentiment. Il enjoignit aux Evêques & aux Seigneurs d'Angleterre, de se rendre seulement à York le 24. Septembre. Sa Majesté vouloit conférer avec eux, & prendre leurs avis sur l'état présent des affaires du Roiaume. Le Comte de Clarendon blâme cette démarche, & dit que la manière de convoquer ainsi tous les Seigneurs pour un conseil extraordinaire, étoit si inouïe, ou

tion extra-
ordinaire
des Sei-
gneurs
d'Angle-
terre à
York.

*Clarendon's
History.
I. Vol.
2. Book.
Rushworth's
Historical
Collections.
III. Vol.
Burnet's
Memoirs of
the Duke of
Hamilton.
III. Book.*

1640. plutôt tellement oubliée depuis plusieurs siècles, qu'à peine se trouvoit-il quelqu'un qui s'en souvint.

Il est certain que cela fit plus de mal que de bien aux affaires du Roi. Les Pairs qui se picquoient de soutenir les intérêts du peuple, ou pour parler plus sincèrement, les Seigneurs mécontents de la Cour & du Ministère crurent trouver une occasion favorable de demander & d'obtenir mêmes la convocation d'un nouveau Parlement. Les Comtes de Bedford, d'Effex, d'Hartford, de Warwick, & huit autres Seigneurs, concertent incessamment une requête à Sa Majesté. Après y avoir représenté le danger auquel la personne de Charles se trouve exposée dans la guerre entreprise contre les Conféderez d'Ecosse; les grans dommages qu'une pareille expédition cause au Roi & à ses sujets; les nouveautez introduites dans la Religion, les Canons publiés & le serment enjoint aux Ecclésiastiques dans le Synode tenu depuis peu; l'accroissement du Papisme, les emplois importants confiés à des gens de cette Communion, ou du moins mal-intentionnez pour la Religion établie par les loix; le mal que peut causer à l'Angleterre, le projet formé d'y faire passer des troupes Irlandoises; la continuation d'exiger l'impôt *de la Marine*, & de poursuivre en justice les *Sherifs* des Provinces qui refusent de le lever; les impôts mis sur les marchandises; l'établissement de
divers

divers monopoles ; la longue intermission des Parlemens ; la soudaine dissolution de ceux que Sa Majesté a convoquez. Après avoir remontré , dis-je , ces différens griefs, les douze Seigneurs supplient humblement le Roi d'assembler un nouveau Parlement où tous les abus puissent être réformez, les auteurs des mauvais conseils donnez à Sa Majesté, poursuivis & punis selon les loix , & la guerre présente apaisée sans une plus grande effusion de sang. Ce dernier article ne contribua-t-il point encore à la résolution que le Marquis d'Hamilton prit, ou fit semblant de prendre , de se retirer au-plûtôt dans les pais étrangers ? Il n'ignoroit pas qu'on vouloit parler de lui , aussi-bien que de l'Archevêque de Cantorberi & du Comte de Strafford.

Quoi qu'il en soit, Pym, Hambden, S. Jean , & les autres de leur parti, s'intriguèrent fortement à Londres, afin d'engager les habitans à présenter une requête semblable. Les Seigneurs du Conseil privé du Roi écrivirent inutilement au Maire & aux Aldermans de la ville, pour les exhorter à ne se laisser pas surprendre par les insinuations de quelques gens mal-intentionnez. La requête fut dressée presque dans les mêmes termes que celle des douze Seigneurs , & envoyée au Roi à York. Persuadé que les Pairs qui se rendront auprès de lui, ne manqueront pas d'appuyer les deux requêtes, Charles prend de lui-même , & avant que

1640. que de leur parler , la résolution de convoquer un Parlement ; de peur qu'on ne s'imagine qu'il a été forcé à faire une chose qu'il ne pouvoit refuser à des instances si pressantes des Seigneurs & de la ville capitale d'Angleterre. *Quand j'ai convoqué le dernier Parlement*, dit-il lui-même en parlant de celui-ci dans un livre publié sous son nom, *je n'y ai pas été moins porté par ma propre inclination, que par l'avis de mon Conseil & par la nécessité de mes affaires. J'ai toujours cru qu'un bon Parlement seroit la chose la plus utile à ma Couronne, & la plus agréable à mes sujets. Quoique je me souvinsse du feu allumé dans les Parlemens précédens par des esprits malins & factieux, je crus qu'il se seroit presque entièrement éteint durant la longue intermission de ces assemblées. En prenant de moi-même la résolution de donner une juste satisfaction aux gens moins emportez, & de réformer les abus introduits dans l'Eglise & dans l'Etat, je me flattai que ma franchise & la modération des principaux membres du Parlement, préviendroient toute sorte de mésintelligence & de trouble. Je prévoiois à la vérité que les passions & les préjugés de quelques personnes apporteroient des obstacles à mes bonnes intentions. Mais il me sembloit aussi que par une conduite droite & raisonnable, je pourrois donner un contrepoids à toutes les factions qui se formeroient & en rendre les efforts inutiles.*

Le 24. Septembre, Charles assemble
les

les Seigneurs qui se sont rendus auprès de lui à York, déclare sa résolution de convoquer un Parlement au troisième Novembre suivant, & demande le sentiment des Pairs sur la réponse qu'il doit faire aux propositions des Conféderez d'Ecosse, & sur la manière de pourvoir à la subsistance de son armée, jusques à ce que le Parlement ait accordé les subsides nécessaires; la prudence ne lui permettant pas de congédier ses troupes, pendant que celles des Conféderez demeurent en Angleterre. Dans cette séance, on parla seulement du premier article du discours de Sa Majesté. Au Comte de Strafford près, qui soutint constamment la nécessité de réduire les Conféderez par la force des armes, tous les Seigneurs d'Angleterre, & le Marquis d'Hamilton entr'autres, conclurent à un accommodement avec eux. On résolut ainsi que le Roi nommeroit des Commissaires, auxquels il donneroit le pouvoir d'écouter les demandes des Conféderez, & de négocier la paix. Charles en choisit seize; huit Comtes, un Vicomte, & sept Barons. Le Comte de Dumferling, le Lord Lowdon & six autres Ecossois, eurent commission de traiter avec les Seigneurs Anglois. On trouve parmi les Plénipotentiaires des Conféderez, le Ministre Henderson, que le Comte de Clarendon nomme le *Métropolitain* des Presbytériens d'Ecosse; c'est-à-dire, celui de sa profession, qui avoit le plus de crédit & d'autorité parmi eux.

Con-

1640.
Négociation
entre les
Commis-
saires du Roi
d'Angleter-
re & ceux
des Confé-
derez d'E-
cosse.

*Clarendon's
History.
I. Vol.
2. Book.
Rushworth's
Historical
Collections.
III. Vol.
Burnet's
Memoirs
of the Duke
of Hamil-
ton. III.
Book.*

Conformément à la réponse du Comte de Lanerick Secrétaire d'Etat pour l'Ecosse aux Conféderez, que Charles souhaitoit d'être plus particulièrement informé de leurs prétensions, ils les comprirent en sept articles dans leur lettre du 8. Septembre au même Seigneur. En voici les trois principaux. Que les actes passez dans leur Parlement d'Edimbourg seroient confirmez par le Roi, & publiez en son nom. Que les Ecoissois établis en Angleterre, ou en Irlande, eussent la liberté de signer la ligue conclue en Ecosse, & qu'on n'exigeât d'eux aucun serment contraire. Que les *Incendiaires* qui avoient, disoit-on, allumé la guerre présente par les mauvais conseils donnez à Sa Majesté, fussent punis. Dans l'instruction dressée pour les Seigneurs Anglois, avant qu'ils allassent à Rippon, quinze milles au delà d'York, lieu marqué pour les conférences entr'eux & les Députés des Conféderez, Charles déclare à ses Commissaires, qu'il ne veut pas confirmer les actes d'une Assemblée tenue sans son autorité, & leur enjoint de promettre seulement la convocation d'un nouveau Parlement. Pour ce qui regarde les deux autres articles, Sa Majesté répond que les Ecoissois établis en Angleterre & en Irlande, se doivent conformer aux loix du pais, où ils vivent, & qu'au lieu de poursuivre quelques particuliers, il est plus à propos d'ensevelir toutes les animositez passées; les recherches qui se feroient,

seroient, étant capables de revivifier les premières aigreurs, & de produire des effets pernicieux. 1640

Les prétentions du Roi & des Conféderez paroissent si opposées, qu'il étoit difficile de conclure un traité au gré des parties intéressées. Les Ecoissois persuadent que le moien le plus sûr de parvenir à leur but, c'est de gagner les Seigneurs Anglois, dont de grandes civilités aux seize Commissaires, & sur tout aux Comtes de Bedford, d'Essex, de Holland, & au Vicomte de Mandevile, qui se déclaroient presque ouvertement pour eux. *A Dieu ne plaise*, disoient les Ecoissois, que nous formions jamais aucun mauvais dessein contre l'Angleterre. Les obligations que nous lui avons, sont trop profondément gravées dans nos cœurs. La parole de l'Evangile que nous professons, est venue chez nous par les soins des premiers Réformateurs d'Angleterre. Nous n'avons point pris les armes dans le dessein de causer le moindre préjudice à nos voisins. Si nous sommes entrez dans leur pays, c'est que nous n'avions pas d'autre ressource, pour prévenir la ruine entière de nos loix & de notre liberté. La requête présentée de notre part au Roi, est une preuve manifeste de la droiture de nos intentions. Bien loin de vouloir causer le moindre changement dans le gouvernement d'Angleterre, nous espérons que notre démarche sera une occasion favorable aux Anglois de pourvoir à la conservation de leurs loix & de leur liberté.

1640. *On n'y a pas encore donné de si grandes atteintes qu'en Ecosse. Mais que ne doivent-ils pas craindre, si nous sommes une fois réduits à l'esclavage?* Ces insinuations furent si bien reçues des Seigneurs Commissaires du Roi, dit le Comte de Clarendon, que Sa Majesté commença de se défier d'eux.

N'est-ce point ce qui lui inspira la pensée de transférer la négociation, de Rippon à York, afin d'examiner de plus près ce qui se passoit dans les conférences? Quoi qu'il en soit, les Conféderez rejetèrent hautement la proposition, & dirent qu'ils n'iroient jamais se mettre à la discrétion d'une armée commandée par le Comte de Strafford leur ennemi mortel Chef des *Incendiaires* dont ils pressioient la punition, & qui dans le Parlement d'Irlande, les avoit tout publiquement *traitez de traitres & de rebelles*. Quand on rapporta dans l'assemblée des Pairs d'Angleterre qui demeuroient à York auprès du Roi, que les Ecossois demandoient pour préliminaire du traité, qu'on leur donnât quarante mille livres sterling par mois, pour la subsistance de leur armée, jusques à la conclusion du traité; le Lord Herbert remontra de fort bon sens, que les Conféderez la pouvant différer autant qu'il leur plairoit, sous divers prétextes, jamais Souverain n'auroit acheté si cher la paix avec ses sujets. Que dans les
pays

païs étrangers, le Roi & les Anglois seroient extrêmement blâmez, d'avoir accepté une condition si honteuse & si dure. Qu'on pouvoit désarmer de part & d'autre, congédier des troupes onéreuses aux deux nations, & laisser jusqu'à la fin de la négociation, les choses sur le pied où elles se trouvoient alors. Que si les Ecoissois refusoient d'y consentir, c'étoit un témoignage qu'ils ne vouloient pas sincèrement la paix. Qu'en ce cas, il valoit mieux employer l'argent d'Angleterre à l'entretien de l'armée du Roi, qu'à celui des troupes Ecoissoises. Nonobstant cette sage remontrance, Charles accorde huit cens cinquante livres sterling par jour aux Conféderez. On convient ensuite d'une suspension d'armes, & la négociation du traité est transférée de Rippon à Londres, le Roi & les Seigneurs s'y devoient rendre au-plûtôt pour l'ouverture du Parlement indiqué le 3. Novembre. Accord non moins pernicieux aux affaires de Sa Majesté, qu'avantageux aux Conféderez, dont les Agens eurent le moien de s'intriguer dans la ville & dans le Parlement; de concerter plusieurs choses avec les Seigneurs Anglois mécontents de la Cour & ennemis du Ministère; en un mot de jetter les premiers fondemens de la plus surprenante conspiration qui se soit jamais formée dans le monde. On les décou-

1640. découvrira dans la fuite. Racontons auparavant le commencement d'une autre moins funeste que celle d'Angleterre , mieux concertée & plus heureuse que celle de Catalogne. J'entens la révolution arrivée à Lisbonne dans les derniers jours de cette année.





HISTOIRE DU REGNE

DE

LOUIS XIII.

Roi de France & de Navarre.

LIVRE XLVII.

IL est de ce grand événement comme 1640.
de la plupart des autres. Nous en Premières
savons la vérité. Mais les circon- circonstan-
stances sont si différemment rap- ces de la ré-
portées par les Historiens, que je ne volution ar-
puis déterminer quel est le plus exact & rivée en
le plus croiable. La vraisemblance paroît Portugal.
égale de tous côtez. Prévenu que je trou- *Histoire de*
verois plus de lumière, plus de certitu- *la Conjura-*
de dans l'Histoire du Comte d'Ericeyra *tion de Por-*
Grand de Portugal, j'ai long-temps tâché *tugal.*
de l'avoir, ou du moins quelques extraits
des endroits principaux. Il me sembloit
qu'un

1640. qu'un Auteur si distingué par son rang & par son mérite, devoit être & plus exact & mieux informé. Puisqu'il ne nous a pas été permis de contenter nôtre juste curiosité, suivons la méthode que nous sommes prescrite. Le François qui a donné l'Histoire de *la Conjuratiôn de Portugal*, assure qu'il a lu le * livre du Comte d'Ericeyra, & quelques autres que je n'ai pas vûs. Rapportons ce qu'il raconte, comparons le avec ce que deux ou trois Italiens ont écrit sur le même sujet, & laissons à chacun la liberté de choisir ce qu'il croira plus vraisemblable. Un de ceux-ci a son mérite. C'est un † Vénitien qui écrivit en France trois ou quatre ans après cet événement extraordinaire. Un Religieux Dominicain revit ensuite l'ouvrage à Lisbonne, & y fit des additions considérables.

Les partisans du Duc de Bragance n'oublioient rien pour établir sa réputation, dit l'Historien François en parlant de ce qui se passoit en Portugal vers la fin de 1640. Pinto Ribeyro Intendant de ce Prince, étoit celui qui travailloit le plus efficacement à donner le branle aux affaires, & à réduire dans un plan exact les vûes qu'il avoit pour la grandeur de son Maître. C'étoit un homme actif, vigilant, habile à lier une intrigue, zélé pour l'élévation du Duc.

Ne

* *Portugal Restaurado.* † *Historia della Rimissione del Regno di Portogallo alla Corona di Castiglia da Giovanni Batista Birago, colle aggiunte di Fra Ferdinando Helicevo, ann. 1647.*

Ne se flattoit-il point que s'il pourroit venir à bout de le faire régner, ce service signalé seroit récompensé d'un brevet de Ministre d'Etat ? Bragance lui avoit avoué plus d'une fois, qu'il profiteroit volontiers d'une occasion de monter sur le thrône. Mais, ajoutoit le Duc, je ne puis me résoudre à tenter cette entreprise comme un simple aventurier qui n'a rien à perdre. Vous pouvez ménager les esprits, & m'acquérir de nouveaux partisans. Evitez seulement de m'engager à rien, & témoignez que je n'ai aucune part à ce que vous négociez. 1640.

Pinto s'appliquoit depuis long-temps à connoître les mécontens de Lisbonne, & à en faire de nouveaux. Il répandoit secrètement des plaintes contre le gouvernement présent; tantôt avec chaleur, tantôt avec quelque retenue, selon le caractère & la qualité de ceux qu'il vouloit gagner. Il faisoit souvenir les gens de qualité des emplois honorables donnez à leurs pères, lors que le Portugal étoit gouverné par ses Princes naturels. La convocation de la Noblesse pour aller servir en Catalogne, chagrinoit les Gentilshommes & les Grands du Roiaume plus que toute autre chose. On vous condamne à un véritable exil, disoit Pinto aux uns & aux autres. Quelle peine n'aurez-vous pas à en revenir ? Outre la dépense excessive, il faudra esfuier encore les hauteurs des Castillans. La politique du Conseil de Madrid tend depuis long-temps à perdre les braves de

1640 notre nation. Vous ferez exposer aux plus périlleuses occasions, & vous n'aurez pas grande part à la gloire de la réduction des Catalans. *Lorsque Pinto se trouvoit avec des bourgeois & des Marchands, il exaggeroit l'injustice des Espagnols, & la ruine de Lisbonne par la translation du commerce des Indes à Cadix.* A quelle misère ne sommes-nous pas réduits? *ajoutoit-il.* Heureux les peuples qui ont eu le courage de secouer le joug d'une domination si tyrannique! Les Provinces-Unies sont la plus puissante République de l'Europe sur l'Océan. Nous verrons bien-tôt la Catalogne, & peut-être les Roiaumes d'Aragon & de Valence faire quelque chose de semblable sur la Méditerranée. *Cet homme adroit ne s'insinuoit pas moins dans l'esprit des Ecclésiastiques.* Voilà les privilèges du Clergé entièrement abolis, *crioit-il.* On viole hautement les immunités de l'Eglise. Les Evêchez & les riches bénéfices, destinés à récompenser le mérite & l'habileté des enfans de leurs Fondateurs, deviennent la proie des étrangers ambitieux & ignorans. L'Archevêché d'Evora qui fut si long-temps dans la Maison de Bragance, est indignement refusé à Don Alexandre frère du Duc, sous prétexte qu'il n'étoit pas Docteur en Théologie, & l'Evêché de Viseo se donne à un enfant de trois ans fils de l'Archiduc Leopold. Infraction criante des loix du Roiaume & des traités faits avec les Rois de Castille, qui ont

ont solennellement promis de n'accorder point ces grandes places aux étrangers. 1640.

Avec ceux dont Pinto connoissoit le mécontentement, il tournoit habilement le discours sur les qualitez de son Maître pour sonder leurs inclinations. Quel malheur! disoit-il. Monsieur le Duc s'enfvelit dans sa maison de Villaviciosa, & s'y occupe uniquement de la chasse & des autres divertissemens de la campagne. Le seul homme capable de remédier aux désordres de la patrie, y paroît insensible, & témoigne de l'indifférence pour sa propre grandeur. Est-il possible que dans un si grand nombre de Seigneurs issus de nos anciens Rois, aucun ne soit sensible au titre glorieux de Libérateur de la patrie, ni à la noble ambition de monter sur le thrône de ses Ancêtres? Les Grands de Portugal souffrent patiemment l'arrogance des Castillans, & ne voient pas ce qu'il y auroit à gagner pour eux dans une révolution. La dextérité de Pinto à ménager les esprits fut si grande, qu'après s'être assuré de plusieurs, il assemble enfin un nombre considérable de Noblesse, à la tête de laquelle se trouve Don Roderic d'Acugna Archevêque de Lisbonne, Prélat d'une des meilleures Maisons du Roïaume, savant, habile dans les affaires, aimé du peuple, & haï des Espagnols. Il les haïssoit réciproquement, parce qu'on lui préféroit Don Sébastien de Matos de Norognia Archevêque de Brague. Celui-

1640. ci avoit obtenu une charge & quelque part dans le gouvernement.

Don Miguel d'Almeida se distingua parmi les gens de qualité dont cette première assemblée fut composée. Ce vénérable vieillard avoit acquis une grande considération par son mérite. Indigné de l'usurpation des Castillans & de l'esclavage de sa patrie, il faisoit gloire de l'aimer plus que sa fortune. Il se soutint toute sa vie dans ce noble sentiment avec beaucoup de courage & de fermeté, sans que les prières de sa famille & les conseils de ses amis le pussent obliger d'aller au Palais, & de faire sa cour aux Ministres Castillans : fermeté qui le leur rendit suspect. Pinto se découvrit plus ouvertement à lui, persuadé qu'il étoit, qu'on ne couroit aucun risque avec un homme de ce caractère, & que son exemple seroit capable d'attirer un grand nombre de Gentilshommes dans le parti du Duc de Bragance. Don Antoine d'Almada & Don Louis son fils furent encore invitez à l'assemblée ; Don Louis d'Acugna neveu de l'Archevêque & beau-fils d'Almada, François de Melo Grand Veneur & Don George son frère, Don Pierre Mendoca, Don Roderic de Saa Grand Chambellan, & plusieurs Officiers de la Maison Royale, dont les charges étoient devenues des titres inutiles depuis que le Portugal avoit perdu ses Rois naturels.

Dans cette assemblée, l'Archevêque de Lisbonne fit une vive peinture de l'état malheureux du Royaume, depuis que les Castillans

tilans en étoient maitres. Pour assurer sa conquête, Philippe II, dit le Prélat, fit mourir une infinité de Noblesse. Les Ecclésiastiques ne furent pas épargnez. Le bref d'absolution que le Tiran obtint du Pape, pour la mort violente de deux mille Prêtres, ou Religieux, sacrifiez à l'affermissement de son usurpation, en est une preuve convaincante. Depuis ce temps malheureux, la Cour de Madrid a-t-elle changé de maximes? On a fait périr sous divers prétextes, une infinité de gens distinguez par leur naissance, par leur mérite. Et quel a été leur crime? D'aimer trop la patrie. Vos biens & vos personnes ne sont pas plus en seureté, Messieurs. La Noblesse souffre tous les jours de nouvelles injustices. Les Grands éloignez du gouvernement, demeurent sans emploi, sans crédit. Depuis que les bénéfices sont destinez à récompenser les créatures de Vasconsellos, qui dispose de tout sous le nom d'une Vice-Reine sans autorité, & obligée de suivre aveuglément les conseils d'un misérable Secrétaire d'Etat, les plus indignes sujets remplissent les premières dignitez de l'Eglise. Le peuple est accablé d'impôts; les campagnes demeurent incultes, & les villes désertes par ce grand nombre de soldats pris par force & envoyez en Catalogne. L'ordre donné à la Noblesse de se rendre à l'armée, & de se préparer à suivre le Roi qui veut, ou fait semblant de vouloir marcher, c'est, Messieurs, le

1640. dernier coup de la politique de son Ministre notre implacable ennemi. Le Comte Duc persuadé que le courage de la Noblesse Portugaise est le plus grand obstacle à ses pernicieux desseins contre nous, veut se défaire de vous. Un long exil fera le moindre de vos maux. Préparez vous à vieillir dans le fonds de la Castille, ou dans quelque'autre Province encore plus éloignée, pendant que de nouvelles colonies envoyées ici comme dans un pais de conquête s'empareront de vos biens. Je frémis à la vûe des malheurs dont un Roiaume autrefois si florissant, si glorieux est encore menacé. Si les personnes courageuses & prudentes que je vois ici, se sont inutilement assemblées, grand Dieu, avancez mes jours: ne permettez pas que je survive à la désolation entière de ma patrie. Une seule chose me console. Votre bras n'est pas raccourci. Après nous avoir châtiés de nos péchez, vous aurez pitié d'une nation qui a porté l'Evangile jusques aux extrémités de la terre.

Qu'attendons-nous, Messieurs? Les maux présens sont infiniment plus grans que ceux qu'une prudence mal entendue nous voudroit faire éviter. Il est venu, ce temps que nos pères ont ardemment souhaité, & que nous avons jugé nous-mêmes n'être pas fort éloigné. Pourquoi différons-nous de secouer le joug? Les Portugais négligeront-ils l'occasion favorable de recouvrer leur liberté, pendant que

que les Castillans savent si bien profiter de celles d'établir leur tyrannie ? Après la réduction des Catalans , la Cour de Madrid emploiera le fer & les supplices les plus honteux , pour nous punir de ce que nous avons osé penser à nous délivrer de l'oppression. Si vous ne voulez pas , Messieurs , former tous ensemble un noble & juste projet , que chacun craigne du moins pour lui en particulier la proscription ou la mort. Ne nous effraions point par de vains phantômes. Les places fortes du Roiaume sont dégarnies d'hommes & de munitions. Il y a fort peu de Castillans en Portugal. Combien sommes-nous contre une poignée de gens ? La Cour de Madrid occupée contre la France, les Provinces-Unies , la Catalogne , n'aura pas beaucoup de troupes à nous opposer , & les ennemis déclarés ou secrets de la Maison d'Autriche , nous offriront du secours, sans qu'on leur en demande. Connoissons nos propres forces & soions persuadés que dès que la Noblesse agira , le peuple la suivra incontinent. Qu'y a-t-il à faire pour rétablir le Portugal dans sa première liberté , & dans son ancienne splendeur ? Vouloir une bonne fois lui procurer un si grand avantage. J'espère, Messieurs , que vous la prendrez aujourd'hui , cette résolution digne de vous.

Le discours du Prélat renouvella dans l'assemblée le triste souvenir des maux qu'on
 O 4 *souff-*

1640. souffroit depuis long-temps. Chacun s'empressoit à donner des exemples de la cruauté de Vasconsellos. Les uns avoient perdu leurs biens par ses injustices. D'autres se plaignoient des charges & des gouvernemens héréditaires enlevés à leur Maison, pour en revêtir les créatures de ce Ministre ; quelques-uns d'une longue & dure prison soufferte , à cause des soupçons inspirés contr'eux au Conseil d'Espagne ; ceux-ci de leurs pères ou de leurs frères, & ceux-là de leurs amis retenus à Madrid , ou envoyés en Catalogne , comme de malheureux otages de la fidélité de leurs compatriotes. Enfin , il n'y en avoit aucun qui dans l'intérêt général , ne trouvât une injure particulière à venger. L'ordre de marcher en Catalogne excitoit sur tout leur colère & leur indignation. Ils voioient que ce n'étoit point tant le besoin de leur service, que l'envie de les ruiner , qui portoit la Cour de Madrid à les envoyer si loin. Ces considérations jointes à l'espérance de se venger des outrages reçus , achevèrent de les déterminer à prendre des mesures pour se couer un joug insupportable. Ne prévoyant aucun adoucissement à leurs maux, ils se reprochent leur longue patience comme une lâcheté , & animez par les remontrances de l'Archevêque de Lisbonne, ils conviennent de la nécessité pressante de chasser les Castillans ; mais ils se partagent sur la manière de gouvernement la plus avantageuse au Portugal dans la conjoncture présente.

Cer-

Certains propofoient une République telle à peu près que celle des Provinces - Unies. D'autres foubaitoient un Roi. Quand on pria ces derniers de dire celui qui leur paroiffoit le plus propre à porter la Couronne ; les uns nommèrent le Duc de Bragance ; ceux-ci le Marquis de Villa-Real , ceux-là le Duc d'Aveiro , tous trois Princes du fang Roial de Portugal. Chacun prenant parti fclon fes préjugez , ou fclon fes intérêts : le choix du gouvernement n'eft point arbitraire , dit l'Archevêque de Liſbone. Nous ne pouvons en conſcience rompre le ferment fait au Roi d'Eſpagne , ſi ce n'eft pour rendre juſtice à l'héritier légitime de la Couronne de Portugal. Puis qu'elle appartient incontestablement au Duc de Bragance , il faut ſe déterminer à le reconnoître pour Roi , ou à ſouffrir patiemment les rigueurs de la domination Caſtillane. Quand il ſeroit vrai même que les deux autres ſujets propoſez , n'auroient pas moins de droit à la Couronne que lui , pourrions-nous ſeulement jeter les yeux ſur le Duc d'Aveiro , ou ſur le Marquis de Villa-Real ? Ont-ils d'auffi grans biens , & un nombre auffi conſidérable de vaffaux ? Le tiers du Roiaume relève du Duc de Bragance. A moins qu'il ne ſe mette à notre tête , le projet de chaffer les Caſtillans , n'eft qu'une vaine chimère. Offrons lui donc de l'aider à monter ſur le Trône de ſes Ancêtres , & engageons le par ce moien à lever le maſque. Il

1640. souffre plus impatiemment qu'un autre l'injuste usurpation des Castillans. Mais la prudence l'oblige à cacher ses véritables sentimens. *L'Archevêque parla ensuite des bonnes qualitez du Duc, fit valoir sa douceur, sa bonté, sa justice, fut enfin tourner si bien les esprits, qu'il les ramena tous au point de souhaiter Bragançe pour Roi. Avant que de se séparer, on convint de n'oublier rien de ce qui seroit capable de le porter à ne s'opposer pas plus long-temps aux bonnes intentions des partisans de sa Maison.*

Premières démarches des conjurez de Portugal autrement racontées.

Birago, Historia della Divisione del Regno di Portogallo, &c. Lib. II.

Tous les Hiltoriens conviennent que la convocation de la Noblesse de Portugal pour aller servir en Catalogne, fut une des causes principales de la révolution que je décris. L'Auteur François dont je rapporte des extraits, omet une des grandes raisons que les Gentilshommes Portugais eurent de se plaindre de l'exécution de l'ordre envoyé de la Cour de Madrid, & certaines circonstances de l'origine de leur mécontentement & des premières démarches des conjurez. Il ajoute encore des choses que je ne lis pas ailleurs. Puisque je n'ai pas entre les mains quelques livres, sur lesquels il a composé son ouvrage, j'aurois tort de le blâmer absolument. Il suffit de marquer ce que je trouve dans Birago, Auteur qui mérite certainement qu'on ait égard à son témoignage. Le Comte Duc d'Olivarez, dit-il, persuadé que la révolte des Catalans étoit une occasion favorable de suivre

vre le conseil que Diego Soarez Secrétaire d'Etat pour les affaires du Portugal, résidant à Madrid, & beau-frère de Vascosellos, avoit donné; d'affoiblir ce Roiaume, en obligeant la Noblesse d'en sortir pour aller à la guerre; Olivarez, dis-je, fit publier un ordre précis du Roi son maître aux Gentilshommes les plus distinguez de Portugal, de se rendre incessamment à l'armée destinée contre la Catalogne, pour y servir Sa Majesté Catholique, sous peine de perdre leurs fiefs relevans de la Couronne, & d'être déclarez infames & traitres. Cela s'exécuta si rigoureusement que certains Grands du Roiaume furent enfermez en des places fortes pour avoir refusé de marcher, & plusieurs Gentilshommes dans les prisons publiques: sévérité mal entendue dont Olivarez se dut repentir dans la suite.

Les Portugais prévenus que ce Ministre pensoit sérieusement à les envoyer mourir loin de leur pais, s'opiniâtrèrent à n'en sortir point. *Le serment de fidélité fait au Souverain, disoient-ils dans leurs entretiens ordinaires, ne nous engage pas à souffrir bassement toutes sortes de fatigues & d'indignitez. S'il faut mourir, mourons plutôt en gens d'honneur, pour la défense de nos privilèges & de notre liberté, que d'aller en Catalogne, servir aux dépens de notre vie de violens usurpateurs. Bien loin de nous en savoir bon gré, ils seront jaloux de la gloire que nous pour-*

1640. rons acquérir, & chercheront les moïens de nous rendre encore plus malheureux. Veulent-ils nous donner occasion de faire paroître que nous n'avons pas dégénéré de la valeur & de la vertu de nos ancêtres ? Il falloit nous envoyer à la défense des païs & des ports qu'ils avoient conquis, les Castillans les ont lâchement perdus. Avant l'usurpation de Philippe II. nous étions maîtres du commerce dans les Indes Orientales. Les Hollandois y sont maintenant plus puissans que nous. Tel a été le premier avantage que nous avons tiré de l'union de la Couronne de Portugal à celle de Castille. Si nous n'avions pas eu ce Prince & ses descendans pour Rois, leurs ennemis n'auroient jamais pensé à nous enlever nos ports, ni à nous troubler dans nôtre commerce. En tout cas, on auroit bien su se défendre.

Quoique les Gentilshommes Portugais convinssent presque tous de la nécessité de travailler incessamment au recouvrement de leur liberté, ils ne s'accordoient pas sur les moïens les plus propres à l'exécution du projet. Quelques-uns proposoient d'élever le Duc de Bragance sur le thrône, & de le proclamer Roi à son insçu. En achevant ainsi de le rendre odieux aux Castillans, disoit-on, nous le réduirons à la nécessité de s'abandonner à sa bonne fortune, qui lui présente la couronne usurpée sur sa Maison. Osera-t-il par un lâche refus se donner un grand ridicule dans le monde, & se rendre méprisable aux Castillans mêmes ? Ne craindra-t-il pas plutôt qu'au

qu'au lieu de récompenser sa prétendue fidélité, ces gens soupçonneux & prévoians ne s'assurent de sa personne, de peur qu'il ne se repente un jour d'une prudence hors de saison? D'autres indignez de l'indolence véritable, ou affectée du Duc, proposent d'appeller le Prince Edouard son frère, qui ser voit alors l'Empereur dans les guerres d'Allemagne contre les Couronnes de France & de Suède. Celui-ci, disoient-ils, n'a pas de si grans biens à perdre. Plus ambitieux, ou plus courageux que son aîné, il ne refusera pas ce que nous lui offrirons. Plus propre encore au commandement d'une armée, il saura mieux se maintenir sur le thrône, où son aîné plus ardent pour la chasse que pour la guerre, semble n'oser monter. Il y en eut aussi qui choquez de se voir comme abandonnez par tous les descendans des anciens Rois de Portugal, parlèrent de se mettre en République. Tous les Historiens le rapportent.

Cependant le nombre des conjurez augmentoit chaque jour, & ils ne prenoient aucune résolution. Quelques-uns ennuiez d'un si long délai, ou effraiez de la rigueur exercée contre ceux qui ne se pressoient pas d'aller en Catalogne, se mirent en chemin. Les chefs de la conspiration craignirent alors que la Duchesse Douairière de Mantouë, Princesse habile, & d'autant plus vigilante, qu'elle avoit intérêt de faire sentir à Philippe qu'il avoit tort de négliger les avis qu'elle

1640.

lui donnoit de la nécessité de prévenir les desseins secrets du Duc de Bragançe & des mécontents, ne découvrit le complot, ou que quelqu'un de ceux qui passeroient par Madrid en allant à l'armée, ne fût tenté de se faire un mérite auprès du Comte Duc, en révélant ce qui se tra-
moit à Lisbonne. Une chose redoubla l'inquiétude des conjurez. Certaines paroles échappées au Comte de Villanova dans ses entretiens avec des gens du Conseil de Madrid, pouvoient augmenter leurs soupçons. Poussé par le Comte de Baignette qui se devoit à la Vice-Reine, Villanova partit pour l'armée nonobstant les remontrances de ses autres amis qui s'efforçoient de lui persuader, de n'être ni moins courageux, ni moins constant que ceux qui refusoient de se soumettre à un ordre injuste & contraire aux privilèges de la Noblesse Portugaise. Je ne sais quelles gens de la Cour de Madrid aient fait semblant de compatir à la peine qu'un si long voiage causoit à Villanova; *ce n'est rien*, repartit-il, *en comparaison de celle que j'ai eue à me débarrasser de ceux qui m'ont sollicité de demeurer chez moi.* Les conjurez craignirent que cette réponse imprudente ne confirmât la vérité de ce que la Vice-Reine écrivoit à la Cour, & n'excitât les Ministres à presser Villanova de s'expliquer davantage.

On s'allarme à cette nouvelle. On s'assemble promptement à Lisbonne dans le jardin de Don Antoine d'Almada. Ceux dont

dont j'ai marqué les noms ci-dessus s'y
 rendirent. Birago ne fait point mention
 de l'Archevêque de la capitale. Pinto
 Ribeiro, si nous en croions cet Auteur,
 parla plus qu'aucun autre dans l'assem-
 blée, & dit sans façon qu'il falloit pro-
 clamer incessamment le Duc de Bragan-
 ce. *Il ne pourra jamais s'en défendre,*
 ajouta Pinto. *Qu'y auroit-il à gagner*
pour lui ? De se mettre une bonne fois à
couvert de la jalousie des Castillans ? Ce se-
roit vouloir se tromper à plaisir, que de
s'imaginer qu'après une pareille déclara-
tion de la bonne volonté des Portugais pour
le petit-fils de l'Héritier légitime du Roi
Don Henri, le Conseil de Madrid ne pen-
sera pas à s'assurer, & peut-être à se dé-
faire de la personne du Duc. Qui peut
s'imaginer qu'un Prince qui ne manque ni
de lumière, ni de prévoyance, ne jugera
pas qu'en refusant une Couronne offerte,
il risque beaucoup plus qu'en l'acceptant ?
 Si cela est vrai, le rôle donné à Pinto
 dans l'Histoire Françoisse de la *Conjura-*
tion de Portugal, convient mieux à une
 pièce de théâtre, qu'à un récit exact &
 sincère. Quoi qu'il en soit, les conjurez
 résolurent qu'on prieroit premièrement
 le Duc de Bragance de s'expliquer nette-
 ment, & de déclarer son intention. Pinto
 paroissoit le plus propre à lui porter cette
 parole, mais il s'en excusa sur ce qu'il
 sembloit plus à propos que l'affaire fût
 ménagée par un autre, que par un do-
 mestique du Prince. On jeta donc les
 yeux

1640. yeux sur Pierre Mendocá. Sans donner aucun soupçon, celui-ci pouvoit aller à Villaviciosa maison peu éloignée du château de Mouron, dont il étoit Gouverneur.

Les conjurez de Portugal offrirent la Couronne au Duc de Bragance.

Histoire de la Conjuration de Portugal.

Birago, Historia della Disumione del Regno di Portogallo. Lib. II.

L'Historien François raconte deux députations des conjurez au Duc de Bragance. M'inscrire en faux contre ce fait, je ne l'ose pas pour la raison alléguée ci-dessus. Tout ce que je puis dire, c'est que l'assemblée dans le jardin de Don Antoine d'Almada s'étant tenue à Lisbonne, environ cinq ou six semaines avant la révolution, il n'y a guères d'apparence qu'en si peu de temps Bragance vienne au château d'Almada, comme y arrivant par hasard dans le cours de sa visite des places fortes du Roiaume; qu'il aille saluer la Vice-Reine à Lisbonne; qu'il donne audience à trois Gentilshommes chargés de lui offrir la Couronne; qu'il affecte ensuite de persister dans sa première indifférence; qu'il reçoive des ordres pressans & réitérés de la part du Roi qui lui enjoint de se rendre auprès de lui, afin d'informer Sa Majesté de l'état des forces du Portugal; qu'il envoie un Gentilhomme de sa maison pour assurer Olivarez, que Bragance se dispose à partir; que le domestique gagne du temps sous divers prétextes; qu'il allégué une maladie survenue à son maître; qu'il lui fasse préparer un hôtel à Madrid; que les conjurez extrêmement alarmés des ordres donnés au Duc, lui députent encore
Men-

Mendoça ; que celui-ci achève de le dé-terminer ; qu'on préne des mesures pour se défaire de Vasconfellos , & pour proclamer Roi l'Héritier légitime de la Couronne. Outre que Birago , & Helevo qui a revû & augmenté l'ouvrage du premier , ne disent rien d'un si grand nombre de circonstances remarquables , que l'Historien François met avant la députation de Mendoça , j'ai peine à me persuader que tant de choses aient pû se faire depuis la première ou seconde semaine d'Octobre jusques au premier jour de Décembre. Je les donne sur la bonne foi de l'Auteur François. Peut-être qu'il ne suit pas assez régulièrement l'ordre du temps , & qu'il place après l'assemblée des conjurez dans le jardin de Don Antoine d'Almada ce qui étoit arrivé devant. Cela supposé , il ne sera pas impossible de le concilier avec Birago. Laissons en le soin à ceux qui aiment une exactitude scrupuleuse , & contentons nous de rapporter ce que nous trouvons dans l'un & dans l'autre.

Pinto , dit le François , voiant les esprits disposez en faveur de son Maître , lui écrit secrètement de s'approcher de Lisbonne , afin d'encourager les conjurez par sa présence , & de prendre avec eux des mesures précises pour l'exécution du projet. Cet homme habile en remuoit tous les ressorts , & ne paroissoit pas y avoir plus de part qu'un simple particulier uniquement animé par le zèle du bien public. Il faisoit semblant de

1640. *de douter que le Duc y voulût entrer à cause de sa répugnance naturelle aux entreprises bazardeuses & qui demandent beaucoup d'application. Certaines difficultez que l'Intendant affectoit de faire naître, servoient à éloigner le soupçon de quelque collusion entre lui & son maître. Mais comme elles n'étoient jamais assez grandes pour déconrager les conjurez, elles redoubloient leur ardeur, & les engageoient davantage. Sur l'avis de Pinto, le Duc part de Villaviciosa peu de jours après, & se rend au château d'Almada voisin de Lisbonne, comme s'il y fût tombé dans la visite qu'il faisoit de toutes les places fortes du Royaume. Ceci m'embarasse. Car enfin, il paroît que Bragance avoit obéi quelque temps auparavant à l'ordre de Philippe, qui lui enjoignit de visiter les places du Portugal, & heureusement évité les diverses embûches qu'Olivarez lui fit tendre durant son voiage. Si ce fait est certain, il faut que la première assemblée des conjurez dans un jardin à Lisbonne, ait beaucoup précédé le mois d'Octobre de cette année. Or les Historiens que j'ai lus, disent que l'éclat de la conjuration suivit de près l'assemblée, où la députation au Duc fut résolue: Et cela paroît plus vraisemblable.*

Bragance, ajoute le François, avoit un équipage si magnifique, & un cortège si nombreux de gens de qualité & d'Officiers de guerre, qu'il ressembloit plus à un Roi qui va prendre possession de son Royaume, qu'à

qu'à un sujet qui marche pour exécuter les ordres de son maître. Se trouvant fort près de Lisbonne, il ne se put dispenser d'aller rendre ses devoirs à la Vice-Reine. Quand il entra dans le palais, la grande cour & les avenues furent remplies d'une infinité de peuple acouru pour le voir passer. Toute la Noblesse se rendit auprès de lui, & l'accompagna chez la Vice-Reine. Ce fut une fête publique, & les esprits parurent tellement transportez de joie, que deux choses semblèrent manquer seulement à ce jour de triomphe, un héraut pour le proclamer Roi, & à lui assez de résolution pour se mettre la Couronne sur la tête. Mais le Prince étoit trop habile pour commettre un si grand dessein aux saillies d'un peuple léger. Il savoit trop bien quelle différence il y a entre les vains applaudissemens d'une multitude échauffée, & les mouvemens uniformes & constans, seuls capables de soutenir une affaire de cette nature. Après avoir pris congé de la Vice-Reine, il se retire au château d'Almada sans vouloir descendre à l'hôtel de Bragance, ni passer par la ville, de peur d'augmenter la jalousie des Castillans déjà trop allarmez des empressements du peuple.

Où se trouvent ces rares particularitez, l'Auteur ne le marque pas. Mais elles semblent difficiles à concilier avec ce que Birago rapporte des circonstances de la visite que Bragance alla rendre à la Duchesse Douairière de Mantouë, lors qu'il se trouva au château d'Almada
près

1640.

près de Lisbonne. ~ Outre que cet Historien insinuë que ce fut avant l'ordre envoié à la Noblesse Portugaise de se rendre à l'armée en Catalogne, il dit que Philippe recommanda expressément à la Vice-Reine de traiter Bragance avec si peu de distinction, qu'elle lui fit sentir sa qualité de sujet, & qu'il enjoignit au Duc de rendre certains devoirs à la Vice-Reine, qui le mortifièrent extrêmement, quoiqu'il s'efforçât de dissimuler son chagrin de n'être pas reçu avec les honneurs dûs à son rang. On pourroit ajuster cette contrariété apparente, ou réelle, en disant que Bragance alla deux fois d'Almada rendre visite à la Vice-Reine. Mais j'ai peine à me persuader qu'après avoir essuié une si rude mortification, il se soit exposé de lui-même à une seconde.

Pinto, dit encore l'Historien François, *ne manqua pas de faire observer à ses amis la timide précaution de son maître. Il faut, ajouta-t-il, profiter du séjour du Duc à Almada. Pressons le de s'expliquer, & par une violence dont il nous saura bon gré, obligeons le d'accepter la Couronne & d'assurer ainsi le salut du Royaume. Les conjurez aiant approuvé cet avis, on chargea Pinto d'obtenir du Duc une audience pour lui en faire la proposition. Il n'eut pas de peine à le promettre. Bragance consent à l'entrevüe; mais il demande que tout au plus, trois des conjurez viennent conférer avec lui; ne jugeant pas*

à propos de s'ouvrir devant un plus grand nombre de témoins. Ainsi Miguel d'Almeida, Antoine d'Almada, & Pierre Mendocça se rendirent la nuit chez lui. Aiant été introduits dans le cabinet du Duc, Almada, qui portoit la parole, lui représente vivement l'état déplorable du Roiaume, dont tous les ordres gémissent également sous l'injuste tyrannie des Castillans. Votre grande naissance, ajouta-t-il, ne vous met pas à couvert de leurs attentats, & Votre Altesse a trop de lumière pour ne s'appercevoir pas de l'application du Conseil de Madrid à la perdre. Le seul asyle qui lui reste contre leurs mauvais desseins, c'est le Trône de Portugal. Je viens vous offrir, Monseigneur, les services d'un nombre considérable de gens de qualité, disposez à sacrifier avec plaisir leurs biens & leurs vies, pour vous y porter, & pour délivrer la patrie de l'oppression des violens usurpateurs de votre patrimoine. On n'est plus au temps de Charles-Quint & de Philippe II. Bien loin d'être redoutable à toute l'Europe, l'Espagne attaquée & souvent battue par les François & par les Hollandois, dénuée de troupes & d'argent, gouvernée par un Prince foible, & gouverné lui-même par un Ministre odieux à tous les sujets de son Roi, est fort embarrassée à conserver ce qui lui reste de son ancien domaine. La seule Catalogne occupera désormais la plus grande partie de ses forces. La France devenue supérieure,

1640

rieure , & les Provinces-Unies plus puissantes que jamais , offriront leur alliance & du secours à V^{otre} Altesse , afin de la maintenir sur le trône. Elle y sera bien établie avant que les troupes Castillanes tirées de Portugal pour réduire les Catalans, aient le temps d'y revenir. Voici la conjoncture la plus favorable du monde , Monseigneur , de faire valoir vos justes prétensions à la Couronne , de mettre vos biens & v^{otre} vie en seureté , de délivrer la patrie d'un dur esclavage. L'élite de la Noblesse Portugaise vous conjure de venir vous mettre à sa tête.

La proposition ne déplut pas au Duc de Bragance. Mais se renfermant dans son caractère froid & modéré , il concerta si bien sa réponse aux Députés , qu'il sembla ni diminuer , ni augmenter leurs espérances.

Je conviens avec vous, Messieurs, repartit-il , que la violence des Castillans nous a tous réduits à une triste condition. Je plains le malheur de mes compatriotes , & prévois les nouveaux orages dont je suis autant & plus menacé qu'aucun autre. Le zèle que vous témoignez pour le bien de la patrie , est digne de vous , & part d'un cœur vraiment Portugais. Je vous en fais bon gré , & vous suis fort obligé de vos bonnes intentions pour moi & pour ma maison. Si je n'y répons pas encore avec l'empressement que vous désirez , c'est que je ne sais pas bien , s'il est temps d'employer un remède aussi vio-

violent, que celui dont vous me faites l'ouverture. Le mauvais succès d'une pareille entreprise auroit de terribles suites pour tout le Roiaume & pour moi. Prenons un peu de temps pour y penser sérieusement. *A cette réponse que le Duc ne voulut pas rendre plus positive, il ajouta des manières si caressantes, & des remerciemens si honnêtes à chacun d'eux en particulier, qu'ils jugèrent bien que leur députation étoit agréablement reçue. Mais après tout, on ne devoit pas attendre que ce Prince promît autre chose que d'appuyer l'entreprise lors que les conjurez, l'auroient si bien concertée, que le succès en seroit presque infailible. Il prend ensuite de nouvelles mesures avec Pinto, s'en retourne à Villaviciosa plein d'inquiétude, & devient insensible aux plaisirs accoutumés de sa vie privée. On ne peut souhaiter un détail plus curieux. Est-il tiré d'une Histoire imprimée, ou de quelque manuscrit rare & précieux ? L'Auteur assure qu'on ne lui en a communiqué aucun. Il n'auroit pas mal fait de citer ses garants en certains endroits particuliers. Une omission qui paroît affectée, donne à penser que l'Historien a peut-être plus d'égard à l'embellissement qu'à l'exakte vérité de son récit. Ce que celui-ci ajoute, n'est pas moins curieux.*

Dès que Bragance, si nous l'en croions, La Duchesse arrive à Villaviciosa, il communique le projet des conjurez à Louise de Guzman de Bragan- ce anime le Duc son épouse, Dame Castillane née avec son époux à re-
une

1640.
avoir l'of-
fre des con-
jurez.

*Histoire de
la Conjura-
tion de Por-
tugal.
Birago,
Historia
della Dis-
missione del
Regno di
Portogallo
Sc. Lib. II.
Nani, Histo-
ria Veneta.
Lib. XI.
1640.*

une forte inclination pour la grandeur ,
ou plutôt avec une ambition demesurée ,
comme l'Auteur est obligé de l'avouer. Le
Duc de Medina Sidonia Grand d'Espagne,
charmé des qualitez de l'esprit & du cœur
de sa fille , dit-on , s'appliqua particu-
lièrement à cultiver ce qu'il admiroit
comme un beau naturel. Des personnes
choisies avec soin & mises auprès de la
jeune Guzman , avoient ordre de lui
inspirer les sentimens de cette passion
que la corruption du monde regarde com-
me noble , & comme la première vertu
des Princes. Louise apprit plusieurs lan-
gues avec facilité , & parloit la sienne
avec tout l'agrément possible. Il y avoit
dans le son de sa voix & dans toutes ses
paroles , ajoute l'Auteur François , un
charme secret qui enchantoit les gens. Ses
manières étoient nobles , grandes , aisées ,
& pleines d'une douceur majestueuse qui
inspiroit de l'amour & du respect à tous
ceux qui l'approchoient. Elle fut si bien
prendre celles du Portugal, qu'elle sembloit
élevée à Lisbonne. Qui ne croiroit que
l'Auteur a eu le bonheur de voir cette
Princesse , & qu'il fut touché de ses rares
qualitez ? Le premier soin de Louise, dit-il
encore , ce fut de gagner l'estime du Duc
son époux. Elle y réussit parfaitement par
l'austérité de sa conduite , par une dévotion
solide , & par une complaisance entière
pour tout ce qu'il aimoit. Peu sensible à ce
qui fait l'amusement des personnes de son
sexe & de son rang, elle s'occupoit unique-
ment

ment des choses capables d'embellir son esprit, & de rendre son jugement plus juste. Le Duc de Bragance étoit charmé de posséder une personne si accomplie. Il avoit pour elle une estime infinie, & une confiance si parfaite, qu'il n'entreprendoit jamais rien sans la consulter. Voilà pourquoi il ne voulut donner aucune parole positive aux conjurez, qu'après avoir demandé l'avis de son Epouse. 1640.

Je me défie ordinairement de ces portraits travaillez dont les Historiens tâchent d'orner leurs ouvrages. Ceux qui peignent d'après nature, emploient moins d'art. Ils représentent également les vertus & les vices. L'Auteur n'en donne qu'un à Louise Guzman; c'est celui d'une vaste ambition. Encore tâche-t-il de le déguiser le mieux qu'il peut. Tous les Historiens conviennent que c'étoit la passion dominante de cette Castillane, qu'elle devint habile en politique, & que selon ses divers intérêts, elle employa sans scrupule les maximes criminelles de l'art de régner, aussi bien que celles que la justice & la Religion permettent: défaut contraire à la *dévotion solide* que son panégyriste lui donne. Elle savoit encore connoître le génie de ceux avec qui elle traitoit, pénétrer leurs desseins, & manier leurs esprits avec une extrême dextérité. Enfin elle fit paroître en plusieurs occasions un courage mâle & surprenant. Tel fut le caractère de Louise Guzman au rapport de tous les Histo-

1640.

riens ; Princesse qui mérite d'être mise en parallèle avec la fameuse Isabelle Reine de Castille. Quand il a été question de monter sur le trône & de s'y maintenir, toutes deux ont témoigné une élévation d'esprit & une habileté rares dans les personnes de leur sexe. Pour ce qui est des autres traits dont l'auteur embellit le portrait de la Duchesse de Bragance, les personnes mieux informées que nous, en jugeront. Suivons le.

Le Duc, dit-il, découvrit à son Epouse de projet, le nom des conjurez, leur empressément à le faire réussir. Il ajouta que sur la nouvelle du voiage de Catalogne, il avoit pressenti que la Noblesse étoit résolue d'éclater plutôt que de sortir du Roiaume, & qu'il devoit craindre qu'à son refus, les Gentils-hommes ne portassent leurs vûes d'un autre côté, & qu'ils ne pensassent à lui autre Chef. Cependant, ajouta-t-il, je vous avouerai ingénûment que la grandeur du péril m'épouvante. Quand j'envisageois le trône dans un point de vûe assez éloigné, son éclat flattoit ma juste ambition. Maintenant qu'il faut essaiier la fortune, & avancer dans un chemin difficile, où le moindre obstacle imprévu est capable de me jeter dans un précipice affreux, je crains de me perdre, & d'y entraîner toute ma maison après moi. Dois-je compter sur l'humeur du peuple ? Toujours inconstant & timide, à la première résistance, il se rebutera, & se dissipera. Quel fonds puis-je faire sur les Gentils-hommes ?

hommes? Tous leurs efforts seront inutiles, dès que les Grands du Roiaume refuseront de les seconder. Espérerai-je que ceux-ci entrent dans mes intérêts? Bien loin de me favoriser, ils se déclareront ouvertement contre moi, ou du moins ils me traverseront sous main. Ambitieux & jaloux de mon élévation, ils ne voudront pas souffrir que celui qu'ils regardent comme leur égal devienne leur maître. Philippe II. enleva un Roiaume à ma Grand' Mère. Suis-je plus capable qu'elle de résister aux forces d'une Monarchie redoutable encore à toute l'Europe? Elles sont beaucoup moindres qu'au temps de l'usurpateur; je l'avoue. Les miennes ne seront-elles pas toujours inférieures à celles de son Petit-Fils? On me flatte du secours infailible de la France & des autres Puissances ennemies de la Maison d'Autriche. Mais enfin il faudra le solliciter, & l'acheter peut-être bien cher. Qui me répondra que nous ne serons pas accablés avant que de le recevoir?

La Duchesse dont l'ame étoit plus ferme & l'ambition plus vive, entre parfaitement dans le projet des conjurez. La grandeur de l'entreprise ne sert qu'à exciter son courage, & à reveiller sa passion de régner. Vos droits à la Couronne sont incontestables, dit-elle à son Epoux. Tout le Portugal en convient. Des sujets opprimés imploront votre protection, & offrent de vous reconnoître pour leur Souverain

1640. légitime : demeurerez-vous dans l'indifférence ? Profitez d'une occasion si favorable , autrement & vos enfans & la postérité vous reprocheront à jamais une lâcheté indigne de votre rang. Qui ne peut obéir désormais qu'avec crainte , ne doit pas refuser de régner , lorsque la couronne s'offre d'elle-même à lui. Mettez la sur votre tête ; & l'affaire est finie. Le peuple , la Noblesse , les Grands , tous sont dégoûtés d'un Roi gouverné par un Ministre arrogant. Quand le secours des Puissances ennemies de la Maison d'Autriche ou jalouses de son agrandissement , seroit moins certain , le Portugal bien uni , est capable de vous maintenir sur le trône , tant que la Catalogne occupera votre ennemi. Vous y serez si bien affermi , qu'il ne pourra pas vous en renverser aussi facilement , que son Grand-Père empêcha votre Grand' Mère d'y monter. *La Duchesse sut le montrer à son Epoux par de si beaux endroits , & lui en faire le chemin si aisé , qu'il se détermina entièrement. Elle approuva seulement le dessein de laisser grossir le nombre des conjurez , & de ne paroître ouvertement , qu'au moment de l'exécution du projet.*

Birago rapporte plus simplement , & peut-être avec plus de vraisemblance , que le Duc résolu à ne rejeter pas les offres des conjurez , crut que la bienséance demandoit qu'il découvrit l'affaire à son Epouse , & que Louise à qui sa grande
naissan-

naissance inspiroit du courage & de l'ambition , lui remontra qu'Olivarez aiant juré la ruine de la Maison de Bragance, il seroit plus glorieux au Duc d'essayer de se mettre sur la tête une couronne dont il étoit l'héritier légitime , que de mourir entre les mains de ses ennemis, sans avoir osé tenter une entreprise si juste. Le Procureur Nani dit quelque chose de plus. La Duchesse indignée de ce que son Epoux hésitoit, raconte cet Historien, lui reprocha comme une bassesse, de préférer quelques années de vie, à l'honneur de s'être du moins efforcé de monter sur le trône de ses ancêtres. Cela revient à ce que j'ai ouï dire que Louise finit ainsi l'exhortation qu'elle eut devoir faire à son timide Epoux. *Acceptez, Monsieur, acceptez. Il est beau de mourir Roi, quand on ne l'auroit été qu'un quart d'heure.* Sentiment que l'ambition des Princes & des Grands regarde comme héroïque. En est-il plus raisonnable ?

Cependant la Cour de Madrid n'étoit pas sans inquiétude, poursuit l'Historien François. La joie extraordinaire du peuple de Lisbonne à la vûe du Duc de Bragance, donnoit des soupçons au premier Ministre. Il commençoit de craindre qu'on ne fit des assemblées secrètes en Portugal, & certains bruits sours qui sont ordinairement les avantcoureurs des grans événemens, augmentoient sa défiance. Le Roi tint sur cela plusieurs conseils : Es pour ôter aux Portu-

Le Comte Duc d'Olivarez tâche d'attirer le Duc de Bragance à Madrid. Histoire de la Conjurati^{on} de Portugal.

1640. *Birago, Historia della Disfusione del Regno di Portogallo, Lib. II. Mercurio di Vittorio Siri. Tom. I. Lib. I.* gais tout espoir de réussir dans la révolte qu'ils pouvoient méditer, on résolut d'appeler incessamment Bragance à Madrid. C'étoit le seul des Grands de Portugal qui donnoit de l'ombrage. Olivarez lui dépêche donc un courrier, & lui mande que Sa Majesté veut apprendre de lui-même l'état des troupes & des places du Roiaume, que tous ses amis le soubaient à la Cour, & qu'il y sera reçu avec la distinction due à sa naissance & à son mérite. La lettre fut un coup de foudre au Duc. Tant d'empressement, tant de prétextes recherchez, pour le tirer du Portugal, le confirment dans la pensée qu'on en veut à sa personne & que sa perte est résolue. On ne l'attaque plus en lui offrant des emplois, ni par de feintes caresses. Il reçoit des ordres précis, & ne sait s'ils ne seront point suivis de force & de violence, dès qu'il refusera d'obéir. La crainte s'empare de son esprit. Et comme ceux qui roulent de grands desseins dans leur tête, s'imaginent que le monde appliqué à leurs démarches, devinera leur secret, le Duc timide & défiant, se croit précipité dans les plus grands malheurs.

L'Auteur François distingue ainsi deux invitations faites à Bragance de venir à la Cour; l'une au mois de Mai, & l'autre le 20. Octobre de cette année. Le Duc s'excusa de la première, dit-on, sur ce qu'il ne se trouvoit pas en état de soutenir la grande dépense, que son rang & sa naissance l'obligeroient de faire à la suite du Roi, qui vouloit marcher en

Catalogne. Vittorio Siri marque cette invitation antérieure à la première assemblée des conjurez à Lisbonne, & Birago la suppose, quoi qu'il n'en donne aucune particularité. Mais ces deux Italiens ne disent rien des fréquens conseils tenus à Madrid, ni de la seconde invitation vers la fin du mois d'Octobre de cette année. Puisque l'Auteur François en marque si précisément la date, il faut supposer qu'il l'a trouvée dans un Auteur considérable. Donnons en le détail sur sa bonne foi. Pour gagner du temps, ajoutez-il, & pour avoir le loisir d'avertir les conjurez du danger où il se trouve, le Duc dépêche à Madrid par l'avis de son Epouse, un Gentilhomme de leur maison, sur l'esprit & sur la fidélité duquel ils se reposoient, & lui ordonne d'affirmer Olivarez que Bragance se rendra incessamment auprès du Roi. Dans une instruction secrète, on enjoignoit à l'Esprès de prendre du temps en temps divers prétextes, pour couvrir son retardement affecté. Il prétendoit prévenir ainsi l'orage, en avançant le projet de la conspiration. Le Gentilhomme n'est pas plutôt à Madrid qu'il assure Philippe & Olivarez, que Bragance le suit de près. On prend incontinent un grand hôtel, on le meuble magnifiquement, on attire un nombre considérable de domestiques, on leur donne des livrées; chaque jour on fait une nouvelle dépense. Après cela les gens n'ont pas de peine à croire que le Duc arrivera bien-tôt, & qu'il veut paroi-

1640. *tre à la Cour avec un éclat convenable à sa naissance.*

*Quelques jours après, cet homme bien instruit, fait courir le bruit que son Maître est tombé malade, & quand ce nouveau prétexte ne peut plus subsister, on présente un mémoire au Ministre, où Bragance demande qu'avant son arrivée, il plaise au Roi de régler le rang que le Duc doit avoir à la Cour. On espéroit que cette difficulté dureroit long-temps par l'opposition des Grands d'Espagne, qui pourroient intervenir pour soutenir leurs droits. Mais Olivarez, à qui ces délais devenoient suspects, applanit toutes les difficultés, & persuade au Roi de prononcer en faveur de la Maison de Bragance, & d'une manière fort honorable à son Chef. Tant le Ministre a d'empressement de tirer le Duc hors de son pays & de le voir à Madrid. Il est surprenant que ces curieuses particularités aient échappé à Birago, & à celui qui a revû & augmenté son ouvrage si peu de temps après l'événement dont je parle. Vittorio Siri rapporte qu'une des prétensions du Duc de Bragance, c'étoit d'être assis sous le dais du Roi, dans les actions publiques où Sa Majesté se trouvoit. Privilège dont la Maison de Bragance avoit joui depuis long-temps, & sans contestation. Mais le même Historien ajoute que le Duc ne pressa pas une si haute prétension. Je n'ai pas de peine à le croire. Les Grands d'Espagne extrêmement jaloux de leurs droits, auroient-ils ja-
mais*

mais souffert cette distinction au Duc de Bragance en Castille, quand mêmes elle lui auroit été autrefois accordée en Portugal ?

Que si Olivarez promet véritablement des honneurs extraordinaires au Duc, ce ne fut que l'envie de l'attirer dans le piège, qui porta Philippe & son Ministre à se désister, ou à faire semblant de se désister des atteintes déjà données aux privilèges de la Maison de Bragance. Avant la mortification que le Duc essuia dans la visite renduë à la Vice-Reine, on n'avoit pas voulu permettre aux Princes Edouard & Alexandre ses frères de prendre place dans les cérémonies publiques sur le banc destiné aux Grands d'Espagne, quoique ce fût un ancien droit des cadets de la Maison de Bragance, tant de fois alliée à la Couronne de Castille & aux premiers Souverains de l'Europe, & que les ancêtres de quelques-uns de ceux qui ne vouloient pas souffrir les deux Princes auprès d'eux, se crussent autrefois honorez d'être domestiques des Ducs de Bragance. Edouard aiant pris la résolution d'aller servir l'Empereur dans les guerres d'Allemagne, Philippe lui refusa une lettre de recommandation à Sa Majesté Impériale, & lors qu'elle voulut traiter avec quelque distinction un Prince son parent assez proche, l'Ambassadeur d'Espagne non content de s'y opposer, rendit de mauvais offices à Edouard. Injustices auxquelles le frère aîné des deux

1640. Princes fut extrêmement sensible, & qui augmentèrent beaucoup son mécontentement. La manière dont la Cour de Madrid qui a toujours affecté une fort grande uniformité dans ses démarches, se relâche maintenant selon l'Auteur, me paroîtroit peu croiable, si je ne savois qu'un Ministre artificieux, & entêté de perdre ceux qu'il regarde comme les plus dangereux ennemis de son maître, est capable des plus étranges irrégularitez.

Les Conjurez font de nouvelles instances au Duc de Bragance, qui donne enfin sa parole.

*Les conjurez n'eurent pas plutôt appris les ordres de la Cour envoyez au Duc, pour-
suis l'Auteur François, que craignant qu'il
n'y déferât trop promptement, ils font par-
tir au-plûtôt Mendoça, pour le détermi-
ner en même temps à prendre courageuse-
ment son parti. On choisit ce Gentilhomme,
parce qu'étant Gouverneur d'une place près
de Villaviciosa, le prétexte d'aller à son gou-
vernement cachoit aux Espagnols l'intention
secrète du voiage. Il prit si bien son temps
qu'il rencontra Bragance à la chasse. On
s'enfonça dans le bois : Et s'étant arrêtez
dans un endroit écarté, Mendoça remon-
tre au Duc combien il risqueroit en allant
à la Cour. Qu'il renverseroit absolument
les espérances de la Noblesse, en se remet-
tant avec trop de confiance entre les mains
de ses ennemis. Qu'un grand nombre de
Gentilshommes se dispoient à sacrifier leurs
biens & leurs vies pour son service, &
qu'ils éclatteroient dès qu'il le voudroit.
Voici, Monseigneur, ajoûta Mendoça r
voici*

*Histoire de
la Conjura-
tion de
Portugal.
Birago,
Historia
della Disu-
nzione del
Regno di
Portogallo,
&c. Lib. II.*

voici le moment fatal. Il s'agit de perdre la vie, ou de gagner une couronne. C'est à vous d'opter. Il n'y a plus de temps à perdre. Une affaire de cette importance répandue parmi tant de gens, viendra bien-tôt à la connoissance des Castillans. J'entre dans votre pensée, *repartit Bragance*. Assurez vos amis que je suis résolu à me mettre à leur tête. *Mendoça retourne en poste à Lisbonne, rapporte à ses amis le succès de son voyage, & dit que Bragance demande Pinto*. N'allons pas si vite que l'Auteur. Voions comment Birago raconte le fait. Ces deux Historiens s'accordent rarement.

J'ai déjà insinué que l'Italien prétend que Mendoça fut le seul député des conjurez au Duc, & que ce Gentilhomme alla seulement une fois le trouver après l'assemblée tenue à Lisbonne le 20. Octobre dans le jardin de Don Antoine d'Almada. Sous prétexte d'aller à son gouvernement de Mouron, il se rend à Villaviciosa. On lui dit là que Bragance prenoit le divertissement de la chasse aux environs d'une maison voisine, nommée *la Tapada*. Le Député y va, & dans la première partie de chasse, il prie le Duc de vouloir bien s'écarter un peu de la compagnie, & lui parle en ces termes. *Je viens, Monseigneur, de la part de cent cinquante Gentilshommes résolus à exposer leurs biens & leurs vies pour aider Vostre Altesse à monter sur le trône de ses Ancêtres. Le peuple est tellement disposé à les*

1642. *seconder, qu'on a peine à le retenir. Il attend avec impatience le signal pour faire main basse sur les Castillans. Les Gentils-hommes de leur côté veulent à quelque prix que ce soit, & sans attendre votre consentement, vous proclamer Roi. Mais les plus sages d'entre nous persuadent qu'une affaire de cette importance doit être premièrement concertée avec Votre Altesse, arrêtent l'ardeur des autres. Tous m'ont chargé de vous offrir la Couronne de Portugal. Ils vous supplient instamment de l'accepter, & de vous mettre à leur tête pour délivrer la patrie. La justice de votre droit est connu de tout le monde. Votre Altesse seroit inexcusable devant Dieu & devant les hommes, si elle s'opiniâtroit à rejeter des sujets opprimés qui ont recours à la protection de leur Souverain légitime. Que si vous refusez, Monseigneur, d'écouter nos justes prières, j'ai ordre de vous déclarer que les Gentils-hommes se croiront désormais disculpés devant vous, & devant Dieu, si dans une pareille extrémité, ils tentent quelque autre moyen de prévenir la ruine entière du Portugal. Les Castillans ont engagé la meilleure partie des revenus de la Couronne. L'inconvénient est grand : nous en demeurons d'accord. Mais doit-il vous arrêter ? La Noblesse n'est point si absolument ruinée, qu'elle n'ait encore quelque chose à sacrifier pour la délivrance de son pays. J'ai un ordre positif de vous offrir tous ses biens sans aucune réserve, & de vous rendre de sa*

sa part les hommages dûs au véritable Roi de Portugal. 1640.

Mendoça finit en suppliant Bragance de ne rien communiquer de cette affaire à Antonio Paëz Viégas son Secrétaire. On craignoit, je ne sai sur quel fondement, que ce domestique à qui le Duc témoignoit une extrême confiance, ne le détournât d'accepter les offres des conjurez. Le Duc ne le voulut point promettre; persuadé qu'il étoit de l'affection & de la fidélité de Paëz; qui bien loin de vouloir dissuader son Maître, l'avoit exhorté depuis peu à ne perdre pas une si belle occasion de chasser l'usurpateur de sa Couronne. Bragance bien-aise de prendre quelque temps pour délibérer, rompt la conversation sur ce qu'on venoit l'avertir que Don Emmanuel d'Acugna Evêque d'Elvas demandoit à le saluer. Dès que le Prélat a fini sa visite, le Duc se retire dans son cabinet, & fait de longues & sérieuses réflexions sur la proposition des Gentilshommes. Toujours irrésolu, il appelle Paëz son Secrétaire, & lui déclare le sujet du voiage de Mendoça. *Permettez moi s'il vous plait, Monseigneur,* répondit le fidèle & judicieux domestique, *de vous demander une chose. En cas que les Gentilshommes réduits à la dernière extrémité par vos refus, prennent la résolution de former une République, vous déclarerez-vous pour les Castillans, ou non ?* *A Dieu ne plaise,* reprit Bragance, *que je me sépare jamais des intérêts du Portugal.*

1640.

Je me conformerai à ce qui sera résolu d'un commun consentement. Si vous êtes dans cette disposition, dit alors Paëz, quelle raison Votre Altesse peut-elle avoir d'hésiter sur la réponse qu'elle doit donner au Député de la Noblesse? Jamais vous n'aurez une occasion plus favorable de faire valoir vos droits. Le Ciel paroît vous la présenter. La plus grande difficulté, c'étoit de savoir si vous deviez écouter Don Pierre Mendoza & entrer en négociation avec les Gentilshommes. En refusant de lui donner audience, vous mettiez votre personne en feureté. Du moins, la Cour de Madrid n'auroit rien de plausible à vous reprocher. Mais dès que vous avez semblé prêter l'oreille aux offres des conjurez, vous vous êtes rendu criminel d'Etat dans l'esprit des Castillans. Il n'y a plus d'autre parti à prendre, que d'accorder ce qu'on vous demande, en recommandant à Dieu le succès de l'entreprise. Je l'ai pensé comme vous, répondit le Duc. Mais elle paroît avoir des difficultés presque insurmontables. Monseigneur, reprit brusquement le Secrétaire, en de pareilles affaires, il faut prendre premièrement sa résolution. Vous chercherez ensuite les moyens de l'exécution. Qui voudroit s'arrêter à tous les obstacles qui se peuvent rencontrer, ne se détermineroit jamais. Le temps & la nécessité d'agir, font trouver sur le champ les moyens de parvenir au but qu'on se propose. L'entreprise est juste. Quand elle ne réussiroit pas au gré de Votre Altesse, ne lui sera-t'il pas

pas plus glorieux de mourir l'épée à la main, que de finir tranquillement sa vie dans un lit, sans avoir osé tenter de profiter d'une belle occasion de se faire Roi ? 1640.

Le Duc se rend ; Et après avoir consulté son Epouse *par bienfiance*, il fait appeler le Député de la Noblesse & donne sa parole. Mendoza transporté de joie, se jette aux genoux de Bragance, & lui veut baiser la main. Sans rien perdre de son flegme & de sa modestie, il la retire, relève promptement le Gentilhomme, & le renvoie d'une manière civile & obligeante. De peur que le bruit de l'entrevue n'augmente l'ombrage des Castillans, Mendoza va faire un tour à son gouvernement de Mouron. De là il écrit à Don Miguel d'Almeida, & lui insinue d'une manière enveloppée, le succès de la négociation. *On est allé à la Tapada*, disoit-il. *J'ai tiré quelques coups, les uns ont bien porté & les autres, non. Il faut avouer que Pinto a beaucoup de pénétration.* Cela pouvoit suffire à un homme du complot. Cependant Almeida & ses amis ne devinèrent pas bien l'énigme. L'arrivée de Mendoza suivit de près, & son rapport ne leva pas entièrement leurs doutes. Toujours incertains, les conjurez pressent Pinto d'aller à Villaviciosa & de tirer une parole plus positive. Il s'excuse encore sur ce que cette commission ne convient pas à un domestique du Duc, & l'embaras des conjurez augmente.

Celui

1649.

Celui du Duc n'étoit pas moindre. Surpris de ne recevoir aucune nouvelle de Mendoza depuis leur entrevûe à *la Tapada*, il lui écrit. Le Gentilhomme qui craint que sa lettre ne soit interceptée, use d'un certain jargon que Bragance n'entend pas. Pinto est sur le champ mandé à Villaviciosa. Il s'y rend après avoir conféré avec Almeida, & confirme tout ce que Mendoza avoit dit de la part des conjurez. Quelle fut la joie de Pinto quand il vid le Duc si bien déterminé, qu'il proposoit de tenter la fortune dans la Province d'Alentejo, où il avoit un grand nombre de gens à sa dévotion, en cas que les conjurez trouvassent trop d'obstacles à commencer par Lisbonne, & qu'il ne parloit plus que de se déclarer au-plûtôt! Content au dernier point, Pinto augmente l'ardeur de son Maître, en faisant le nombre des conjurez plus grand qu'il n'étoit véritablement. Peut-être qu'il croioit pouvoir compter sur les parens & sur les amis de ceux qui avoient donné leur parole, ou qu'il étoit persuadé que certaines personnes lassées de la domination Castillane, & bien intentionnées pour la Maison de Bragance, ne manqueroient pas de se joindre aux premiers qui lèveroient le masque. Après avoir concerté toutes choses avec le Duc, Pinto d'un air soumis & respectueux se jette aux genoux de son Maître, lui prend la main pour la baiser, & lui fait ce compliment, où il mêle quelques mots latins. *Sire,*
C'est

*C'est une maxime du Droit que celui qui est sur le point de parvenir à une dignité, en est * censé revêtu. Permettez que je me puisse vanter d'avoir le premier baissé la main au véritable Roi de Portugal. Doucement, repartit le Duc en relevant son Intendant. Ne vendons point la peau de l'ours avant qu'il soit tué. Pensons seulement à bien prendre nos mesures. Je réponds à Votre Majesté, dit Pinto, que le succès sera & plus prompt & plus heureux qu'elle ne se l'imagine.*

Bragance lisoit déjà une lettre qu'on lui avoit rendue. *Voici de quoi rabattre une si grande confiance, répondit-il ensuite à son zélé domestique. On m'avertit que certaines gens qui savent notre secret, ont reçu un ordre précis de partir incessamment pour la Catalogne. On a intercepté des lettres écrites à Vasconsellos, qui donnent à penser que les Castillans projectent de faire main basse sur plusieurs de nos Gentilshommes. Il n'y a plus de temps à perdre. Courez à Lisbonne : dites à mes amis que tout dépend de leur diligence à prévenir les Castillans, & à les étouffer par un coup imprévu. Pinto part sur l'heure, & trouve les conjurez dans la meilleure disposition du monde. Si le récit de Birago est plus croiable, que celui de l'Auteur François, je laisse aux autres à le décider. Je dirai seulement que le témoignage d'un Historien qui a écrit si peu de temps après l'événement, fera toujours*

* Proximè accingendus habetur pro accincto.

1640. jours d'un grand poids. Voici ce que le François raconte du voiage de Pinto à Villaviciosa.

Les conjurez, dit-il, firent partir Pinto avec toutes les instructions nécessaires pour informer Bragance du plan de leur projet & des moïens de l'exécuter. La Court de Lisbonne est furieusement brouillée, dit Pinto au Duc. La Vice-Reine se plaint hautement de l'insolence & de la fierté de Vasconcellos. Elle ne peut souffrir que toutes les dépêches du Conseil de Madrid, soient adressées à un Secrétaire qui règle tout, pendant que revêtue d'un titre imaginaire, elle demeure sans action & sans autorité. Une pareille mesintelligence est la conjoncture du monde la plus favorable. Les Castillans occupés de leurs divisions, seront moins attentifs à nos démarches. Le Duc sentoit la force de ces raisons, & se trouvoit encore pressé par les lettres qu'il recevoit de Madrid. Le Gentilhomme qu'il y avoit dépêché, lui écrivoit qu'il ne pouvoit plus soutenir les retardemens de Bragance auprès du Ministre, qui ne vouloit plus recevoir d'excuses. Persuadé qu'il faut enfin se déclarer, le Duc consent à ne différer pas davantage. Il passe avec Pinto dans l'appartement de la Duchesse. Là tous trois examinent les moïens différens d'exécuter la résolution prise.

Tel fut celui auquel Bragance s'arrêta. Que les conjurez, s'assureroient prémièrement de la capitale qui donneroit le branle à tout le Roïaume. Que le jour même de la
décla-

déclaration de Lisbonne en sa faveur, il se feroit proclamer Roi dans toutes les Villes de sa dépendance. Que ceux de ses amis qui se trouvoient pourvus du gouvernement de quelque place, feroient de même dans les endroits où ils commandoient. Que les conjurez soulèveroient le peuple dans les villages dont ils étoient Seigneurs, afin que dans un embrasement presque général, les Castillans embarrassés ne sçussent où porter leurs armes. Que le Duc feroit entrer son régiment dans la ville d'Elvas, dont le Gouverneur étoit à sa dévotion. Qu'il ne prescrivroit rien de la manière dont les conjurez se rendroient maîtres de Lisbonne. Que cela dépendoit des occasions & du jour de l'entreprise. Qu'il étoit seulement d'avis qu'on attaquât premièrement le palais, afin de s'assurer de la personne de la Vice-Reine, & de tous les Castillans, qui seroient comme autant d'otages pour faire rendre la citadelle qui pourroit incommoder la ville, quand on seroit maître de celle-ci. Bragance donne ensuite deux lettres à Pinto. Elles marquoient à Almeida & à Mendoca, que le Porteur étant chargé des intentions du Duc, il suffisoit de dire que la seule chose que Bragance souhaitoit de ses amis, c'étoit qu'ils ne manquassent ni de fidélité à leurs promesses, ni de courage & de vigueur dans l'exécution. Ces deux récits sont si différens qu'il me paroît impossible de les concilier. Je panche pour Birago, il faut l'avouer de bonne foi. Mais je n'ose pas aussi rejeter absolument l'Auteur François.

Le

1640.
Assemblée
des conjurés pour
concerter
les moyens
de l'exécution
de leur
projet.

*Histoire de
la Conjura-
tion de Por-
tugal.
Birago, His-
toria della
Disiunzione
del Regno
di Portu-
galla, &c.
Lib. II.*

Le dirai-je ? Une des raisons qui me porte à préférer l'Italien, c'est son récit simple, naïf, & moins chargé d'incidens. J'ai encore peine à me persuader que si les circonstances omises dans son ouvrage, étoient bien certaines, elles eussent échappé à la diligence de deux Ecrivains qui semblent exactement informez des particularitez d'un événement arrivé peu d'années auparavant. Quoi qu'il en soit de la solidité de ma conjecture, voici ce que Birago met après le retour de Pinto à Lisbonne. Les Gentilshommes encouragés par ce que l'Intendant de la maison de Bragance, leur avoit dit de la disposition de son Maître, se donnèrent rendez-vous pour la nuit suivante à l'hôtel de Bragance dans l'appartement de Pinto. Ils ne se trouvèrent pas plus de six ou sept à leur première assemblée, & dans les autres ils ne furent jamais plus de quinze ou seize, de peur qu'un trop grand concours de gens ne donnât du soupçon. Les présens se chargeoient d'avertir les absens de la résolution prise. Après quelques délibérations, le Samedi premier jour du mois de Décembre de l'an 1640. est enfin fixé pour l'exécution du projet. On agita ensuite s'il seroit à propos que Bragance allât d'abord se faire proclamer Roi à Evora, & qu'il acourût ensuite à Lisbonne, où sa présence animeroit les conjurez, & attireroit bien-tôt tout le peuple. Mais Pinto aiant remontré que le Duc fouhaitoit que le premier éclat se fit à Lisbonne, son

son intention fut d'autant plus volontiers suivie, que les plus habiles représentèrent que le sentiment de ceux qui proposoient de commencer par Evora, sembloit sujet à de fâcheux inconvéniens. Qu'il étoit à craindre que quelqu'un ne vînt promptement d'Evora, donner avis à la Vice-Reine & aux Castillans de l'entreprise du Duc de Bragance. Que ceux-ci s'assure-roient alors de Lisbonne, & romproient toutes les mesures des conjurez. Enfin que leur parti encore foible seroit facilement dissipé.

On parle ensuite des moïens d'engager le Clergé, les Magistrats, & le Peuple, sans le concours desquels on ne pouvoit rien faire à Lisbonne. Un Religieux nommé Maia déjà gagné, se chargea de parler aux principaux des Juges, des Officiers subalternes, & des maîtres de métier. Il conduisit ceux dont la fidélité paroïssoit moins suspecte chez Don Antoine d'Almade. Tous promirent que le peuple seconderoit les Gentilshommes, dès qu'ils se seroient engagez si avant, qu'une multitude soupçonneuse & timide n'eût aucun sujet de craindre que la Noblesse reculât. Don Roderic d'Acugna Archevêque de Lisbonne eut soin de s'assurer des plus considérables du Clergé de la Ville, & Pinto Pereyra Prieur de S. Nicolas lui fut d'un grand secours. Il n'étoit pas possible d'engager tant de gens de conditions différentes, sans employer leurs amis, ou leurs parens. On résolut donc de s'ouvrir à des
Dames

1640. Dames de qualité, à des Religieuses, à des femmes du commun. Et ce qu'il y a de surprenant & de singulier, aucun de ceux ou de celles qui eurent connoissance de la conjuration, ne trahit le secret.

Quelqu'un proposa encore dans une assemblée des Gentilshommes, que si Bragance ne vouloit pas aller d'abord se faire proclamer Roi à Evora, il se trouvât du moins à Lisbonne, le jour de l'exécution, afin d'animer ceux qui se déclareroient en sa faveur. Mais les plus prudens remontrèrent que le Duc ne pouvoit paroître dans la ville capitale, sans augmenter les soupçons & la défiance des Castillans déjà trop allarmez, & qu'il n'étoit pas à propos d'exposer la personne de Bragance, de peur que l'entreprise ne fût entièrement déconcertée par un accident fatal, tel que fut celui qui arriva au Comte Jean Louis de Fiesque, lors qu'il tenta de se rendre maître de la ville & de la République de Gènes. Il y eut des conjurez qui réfléchissant le soir avant le jour de l'exécution sur leur petit nombre & sur la difficulté de l'entreprise, proposèrent de la différer jusques à ce qu'ils eussent engagé plus de gens. Plusieurs donnèrent dans ce sentiment, & Pinto fut chargé d'écrire sur le champ à Bragance, & de le prier d'attendre à se déclarer, jusques à ce qu'il eût reçu une autre lettre de la part de ses partisans à Lisbonne. Le Duc qui avoit pris ses mesures, & donné les ordres nécessaires pour se faire proclamer Roi dans la Province

vince d'Alentejo , & pour arrêter les courriers de Lisbonne à Madrid , se trouva fort embarrassé. Il ne savoit quelle pouvoit être la cause de ce changement inopiné. Pinto la lui avoit cachée, de peur qu'il ne s'imaginât que l'ardeur de ses amis se refroidissoit , & qu'ils cherchoient un prétexte de retirer leur parole. Mais venant à considérer que les choses étoient tellement avancées , qu'il risqueroit trop en différant d'un seul jour, *telle a toujours été ma grande maxime*, dit-il à Paëz son Secrétaire. *Avant que de prendre une résolution importante, j'y pense plus d'une fois. Mais quand l'affaire est conclue, je ne recule jamais. Si mes amis de Lisbonne chancelent, cela n'empêchera pas que je ne me mette à la tête de mes vassaux, & que je ne me fasse proclamer Roi dans l'Alentejo.* La perplexité du Duc ne fut pas longue. Un second courrier atteignit presque le premier , & rendit à Bragance une autre lettre , où Pinto lui marquoit de suivre le projet concerté.

L'Auteur François raconte ceci tout autrement , & ajoute des circonstances particulières. *Pinto*, dit-il, *ne fut pas plutôt arrivé à Lisbonne, qu'il rendit les lettres du Duc à Almeida, & à Mendoza. Ils envoient incontinent querir Lemos & Corea, que Pinto avoit depuis long-temps mis dans les intérêts de son Maître. Le crédit de ces deux riches bourgeois qui avoient passé par toutes les charges de la ville , & dispoient d'un grand nombre d'artisans qu'ils tenoient*

1640. à leurs gages, étoit considérable. Dans le dessein de fomenter l'aversion du peuple de Lisbonne contre les Castillans, l'un & l'autre répandoient sourdement le bruit de je ne sai quels nouveaux impôts qu'on devoit, disoient-ils, exiger au commencement de l'année suivante. Ils congédièrent plusieurs de leurs ouvriers & les plus mutins entr'autres, sous prétexte que le commerce étant ruiné, ils ne pouvoient plus entretenir tant de gens. La misère & la faim dispoisoient ces malheureux à se soulever plus facilement. Pour les retenir à leur dévotion, Lemos & Corea feignant de compatir à leur pauvreté, les assistoient de temps en temps. Assurez outre cela par le moien de leurs intelligences secrètes, des principaux de chaque quartier, les deux bourgeois promirent aux conjurez de faire soulever la plus grande partie du peuple à telle heure qu'on voudroit, pourvu qu'on eût soin de les avertir la veille de l'exécution. Ce fait n'auroit-il point été ajouté par quelque Espagnol, dans le dessein de persuader que le Duc de Bragance ne fut pas tant redevable de son élévation au zèle des Portugais convaincus de la justice de son droit, qu'à de fausses insinuations, & à des bruits malignement répandus par ses partisans, afin de rendre le Roi d'Espagne odieux ? Si Lemos & Corea ont eu si grande part à la révolution, comment Birago & Helevo n'en ont-ils rien su ? Ont-ils concerté l'un & l'autre de dérober à ces deux Portugais la gloire qui leur seroit justement due, d'avoir contribué

bué beaucoup à la délivrance de leur 1640
patrie ?

Pinto sûr des artisans, poursuit l'Histo-
rien François, tourne ses soins du côté des
autres conjurez. Il les exhorte tous à se te-
nir prêts le jour de l'exécution au premier
avis qu'on leur donnera, & à engager
quelques-uns de leurs amis sous prétexte d'u-
ne querelle particulière, sans leur dire à
quoi on prétend les employer : bien des gens
capables de paier de leur personne dans l'oc-
casion, n'ayant pas la force de soutenir le
poids d'un secret important. Charmé de
les trouver fermes, intrépides, pleins d'ar-
deur & d'impatience de se venger des Cas-
tillans, *Pinto* confère avec *Almeida*, *Mello*,
Mendoça, & *Almada*. Tous cinq convien-
nent de fixer le jour de l'exécution au Sa-
medi premier Décembre. On en avertit in-
continent le Duc de Bragance, afin que
de son côté il se fasse proclamer Roi dans la
Province d'Alentejo qui relevoit presque
toute entière de lui. Avant que de se séparer,
on convint de s'assembler encore le 25. No-
vembre à l'hôtel de Bragance. On reconnut
là qu'on pouvoit compter sur cent cinquante
Gentilshommes, la plupart Chefs de mai-
son, & sur environ deux cens bourgeois
ou artisans, tous gens de main, qui par
leur crédit dans la ville entraineroient ai-
sément le reste du peuple.

La mort de *Vasconcellos* fut résolu. Ces-
te dernière étoit due au ressentiment de tous
le Portugal. Il y en eut qui proposèrent de
n'épargner pas plus l'Archevêque de Brague.

1540. Le génie de cet homme est redoutable, disoient-ils. Peut-on espérer qu'il regarde d'un oeil indifférent l'entreprise projetée ? Assez hardi pour prendre la place du Secrétaire d'Etat, il se mettra sans façon à la tête des Castillans & de leurs créatures. Que savons-nous, si pendant que nous serons occupés à nous rendre maîtres du palais, il ne s'ira pas jeter dans la citadelle, ou s'il ne viendra point au secours de la Vice-Reine à laquelle il est parfaitement dévoué ? Dans une affaire de cette importance on ne laisse point un ennemi derrière soi. Il pourroit nous faire repentir d'une fausse délicatesse de conscience, ou d'une pitié mal entendue & à contretemps. Ces raisons emportoient la plus grande partie de l'Assemblée, & le Prélat courroit le même danger que Vaseconillas, si Don Miguel d'Almeida, ou Don Antonio d'Almada, selon d'autres, n'eussent ramené avec eux, que la mort d'un homme de ce caractère, les rendroit odieux à tout le monde. Qu'elle attireroit sur le nouveau Roi la haine du Clergé & du Tribunal de l'Inquisition, gens redoutables aux Souverains. Que le Duc seroit lui-même au désespoir de voir son gouvernement à la Couronne flétri par une action si noire. Qu'on jeteroit l'entree de quelqu'un des conjurés veilleroit de si près sur la conduite du Prélat, qu'il ne pourroit rien faire au préjudice de l'intérêt public. Enfin, l'un ou l'autre des deux Grands hommes par le système, qui se sont vu l'un l'autre refuser la vice-royauté de Brague.

Il ne restoit plus qu'à régler la marche & l'ordre de l'attaque. On arrêta que les conjurez se partageroient en quatre bandes. Qu'ils attaqueroient le palais par quatre endroits différens en même temps. Qu'ils en occuperoient toutes les avenues, & empêcheroient ainsi les Castillans de communiquer ensemble, & de se secourir mutuellement. Que Miguel d'Almeida attaqueroit la garde Allemande postée à l'entrée du palais. Que le Grand Veneur Mello, son frère, & Estevan d'Acugna à la tête des bourgeois, surprendroient une compagnie de Castillans qui montoit tous les jours la garde devant un endroit du château, nommé le Fort. Que Tello de Menezes, Emmanuel Saa Grand Chambellan, & Pinto se rendroient maîtres de l'appartement de Vasconcellos, & qu'ils seiferoient de lui fir le champ. Qu'Antoine d'Almada, Pedro Mendoca, Carlos de Norogna, & Antoine de Salsagna s'assureroient de tous les Castillans logez dans le palais, qui serviroient comme d'étages en cas de besoin. Que pendant que chacun seroit occupé à se rendre maître de son poste, des Cavaliers & des principaux bourgeois détacheroient dans la ville proclamer Don Juan Duc de Bragance, Roi de Portugal. Qu'ayant assemblé le peuple dans les rues, ils s'en serviroient pour se jeter du côté, où il y auroit encore de la résistance. On se sépara ensuite dans la résolution de se trouver le 1. Décembre, les uns chez Almeida, & les autres chez Almada & Mendoca, où

1640 Le génie de cet homme est redouté
 soient-ils. Peut-on espérer qu'il
 d'un oeil indifférent l'entreprise
 tée? Aller hardi pour prendre
 du Secrétaire d'Etat, il se mettra
 çon à la tête des Castillans & de leu-
 tures. Que savons-nous, si pend-
 nous serons occupés à nous rend-
 tres du palais, il ne s'ira pas jett-
 la citadelle, ou s'il ne viendra poin-
 coura de la Vice-Reine à laquelle il
 faitement dévoué? Dans une af-
 cette importance on ne laisse point
 nemi derrière soi. Il pourroit noi-
 repentir d'une fausse délicatesse
 science, ou d'une pitié mal enten-
 contretemps. Ces raisons importu-
 plus grande partie de l'Assemblée
 lat occuroit la même danger que
 si Don Miguel d'Almeida, ne Don
 se d'Almada, selon d'autres, ne
 montré avec conjurez, que la ma-
 homme de ce caractère, les ver-
 à tout le monde. Qu'elle attireroit
 nouveau Roi la haine du Clergé &
 bernal de l'Inquisition, gens rec-
 Souverains. Que le Duc seroit
 de voir son avènement
 royaume flétri par une action si in-
 jure de l'exécution quelque un
 veilleroit de si près sur la condui-
 qu'il ne pourroit rien faire au
 l'intérêt public. Enfin, l'un ou
 deux Gentilshommes par la si foi-
 ses amis ne lui purent refuser la
 aléviague de Brague.

mier Ministre qu'il sera dans huit jours au plus tard à la Cour. Et afin d'avoir un témoin qui dépose en sa faveur, il intéresse le courrier par une somme d'argent qu'il lui fait donner sous prétexte de paier sa course. On avertit incontinent les conjurez des nouveaux ordres que le Duc a reçus; on leur remontre la nécessité d'agir ouvertement le jour marqué, & de ne se laisser pas prévenir par les Castillans. Mais les conjurez se trouvoient eux-mêmes dans un embarras qui ne leur permettoit guères de rien entreprendre. Birago ne parlant point de ces ordres réitérez & pressans de venir à la Cour, envoyez à Bragance, je suis tenté de croire que cette circonstance peut bien être de la façon des Historiens Espagnols, qui ont voulu justifier la négligence du Comte Duc à prévenir la révolution du Portugal, en exposant qu'il n'a pas tenu au Ministre qu'il ne se soit assuré de la personne du Duc, & que le plus habile Politique auroit été trompé par un homme si dissimulé.

Le silence de Birago me rend encore les particularitez suivantes un peu suspectes. La première est même directement contraire au récit de l'Italien. Il y avoit à Lisbonne un homme de qualité, poursuivit le François, qui dans toutes les occasions faisoit paroître une haine violente contre le gouvernement des Castillans. Il ne les appelloit jamais que des tirans & des usurpateurs. Il se déchainoit tout publiquement contre leurs injustices, & sur tout

1640. contre l'ordre envoié à la Noblesse, d'aller en Catalogne ; voiage dont il tiroit mille prognostiques fâcheux. Almada qui l'avoit entretenu plusieurs fois, crut que c'étoit le meilleur de tous les Portugais, & qu'il seroit ravi d'apprendre qu'on travailloit efficacement à la délivrance de la patrie. Bon Dieu ! quel fut l'étonnement d'Almada, quand aiant conduit ce grand zélateur dans un endroit écarté, pour lui découvrir la conjuration, il le trouva tout autre qu'il ne s'imaginait ! Aussi timide, aussi lâche en effet, que sansfaron & audacieux dans ses discours, le Gentilhomme se défend de prendre aucun engagement avec les conjurez. Votre projet me paroît chimérique, dit-il à Almada. Quelles forces avez-vous pour soutenir un si vaste dessein ? quelle armée opposerez-vous aux troupes Castillanes, dont la Cour de Madrid inondera le pais au premier mouvement que vous ferez ? Quels Grands ont promis de se mettre à votre tête ? Le Duc de Bragance est-il assez puissant pour soutenir seul la dépense d'une guerre civile ? Prenez garde qu'au lieu de vous venger des Castillans, vous ne nous fassiez perdre le peu de liberté qui nous reste. On va leur donner un prétexte qu'ils cherchent depuis longtemps, de ruiner entièrement le Portugal.

Desespéré de s'être si fort trompé, Almada met l'épée à la main, & s'écrie : traître, tu m'arracheras la vie avec mon secret,

cret, ou je te punirai de m'avoir surpris. Le fufareron dont la prudence ne toujours à éloigner le péril le plus preffant, obargo de langage, confent à tout ce qu'Almada veut, offre d'entrer dans la conparation, troicue des raifons pour détruire les premières, jure de garder inviolablement le fecret, n'oublie rien pour perfuader à Almada que fi d'abord il n'a pas goûté la propofition, ce n'eft pas qu'il manque de courage, ou d'aversion pour les Caftillans. Les ferment d'un homme fa faux, ne raffurèrent pas Almada. Sans le perdre de vûe, il avertit les principaux conjurez, de l'accident qui lui vient d'arriver. L'alarme fe répand aufi-tôt parmi eux. On fait plufieurs réflexions fur la légèreté du Confeilhomme: On ne fait fi la crainte du péril, ou l'efpérance d'une ample récompense, ne le rendront point infidèle malgré les précautions prifes. Dans cette incertitude, les conjurez réfolurent de différer l'exécution de leur projet, & contrainquant Pinto, d'écrire au Duc de remettre de fon côté, jufques à ce qu'il ait reçu de leurs nouvelles. Mais Pinto qui fait combien le moindre délai eft dangereux en de pareilles affaires écrivit fecrettement à Bragance, de n'avoir aucun égard à la prémière, que ce n'étoit qu'une terreur panique des conjurez, dont ils reviendront avant que le courier arrive à Villaviciofa.

Birago rapporte à la vérité que les conjurez réfolurent de remettre l'exécution à un autre jour, & que Pinto fut chargé d'en donner avis au Duc, comme je l'ai

1640. remarqué ci-dessus. Mais ce fut sur ce que leur petit nombre les effraioit, & non pas à l'occasion de l'aventure que l'Auteur François nous raconte. Si Pinto écrivit deux fois coup sur coup, ce ne fut point par le même courier. Il en dépêcha un second, lors que les conjurez revenus promptement de leur fraieur, prièrent Pinto d'écrire à son Maître, qu'on s'en tenoit au premier sentiment d'éclatter le Samedi fixé. Tout cela ne s'accorde point avec le récit de l'Historien François. Les conjurez, ajoute-t-il, voyant le lendemain que personne ne branloit, eurent honte d'avoir pris l'alarme si chaudement. Celui qui l'avoit causée, leur donna de nouvelles assurances de sa fidélité: soit qu'il eût pris des sentimens plus nobles, soit qu'il craignit de flétrir sa réputation, en se rendant délateur contr'un si grand nombre de gens de qualité. L'exécution du projet fut donc remise au jour déterminé. Mais à peine est-on sorti de cet embaras, qu'il en survient un autre qui ne donne pas moins d'inquiétude.

Pinto avoit pris la précaution de tenir toujours plusieurs des conjurez répandus dans le palais, pour découvrir ce qui s'y passoit. Ils affectoient de se promener indifféremment comme des Courtisans oisifs, lorsque la veille de l'exécution qui devoit commencer par la mort de Vasconsellos, ils apperçurent ce Ministre qui s'embarquoit sur le Tage. D'autres que les conjurez n'y auroient fait aucune attention. Car enfin, il pouvoit passer

à l'autre bord de la rivière pour plusieurs raisons qui ne les touchoient point. Cependant voilà tous ces Messieurs allarmez. On s'imagine qu'un homme fin & pénétrant qui entretient des espions par tout, a découvert quelque chose de la conspiration, & qu'il a traversé le Tage, pour faire entrer à Lisbonne quelques soldats dispersés dans les villages voisins. La peur les saisit. Quelques-uns qui croient voir leurs maisons environnées de soldats & d'Officiers pour les arrêter, méditent de se retirer en Afrique, ou en Angleterre. Ils avoient passé une partie de la nuit dans ces agitations, lorsque ceux des conjurez qui demeurèrent sur le port, afin d'observer ce qui s'y passeroit, vinrent dire que le Secrétaire d'Etat, convié à une fête au delà de l'eau venoit de rentrer au bruit des hautbois. La joie succède à l'inquiétude, & les conjurez avertis que tout est tranquille au palais, & qu'on n'y pense à rien moins qu'à la tragédie du lendemain, se retirent chez eux.

La nuit étant déjà fort avancée, il ne restoit que peu d'heures jusques à l'ouverture de la scène. Et voici un nouvel incident capable d'arrêter les acteurs. Don George Mello frère du Grand Veneur, logeoit chez un de ses parens dans un fauxbourg éloigné de la ville. Le Seigneur se va mettre dans l'esprit que la conjuration étant sur le point d'éclater, son hôte trouvera mauvais qu'on lui ait caché un secret de cette importance. Il se flatte même d'engager un ancien ami, & de le

2640. mener au rendez-vous des conjurez. Plein de cette espérance, il monte à l'appartement du Gentilhomme, lui découvre le projet, l'exhorte à se joindre à tant d'honnêtes gens, & à montrer en cette occasion qu'il a le cœur véritablement Portugais. L'autre tâche de dissimuler l'étonnement que lui cause une si étrange nouvelle, témoigne être bien-aise de la délivrance prochaine de la patrie, rend graces à Mello de la confiance qu'il lui fait, & promet de partager le péril avec tant de braves gens qui exposent leurs vies pour un dessein juste & glorieux. Sur cela les deux amis se séparent, comme pour se reposer quelques heures avant que d'aller au rendez-vous. A peine Mello est-il dans sa chambre, que réfléchissant sur la précipitation, & sur certaines marques de surprise & de fraieur, qu'il se souvient d'avoir remarquées sur le visage & dans la contenance de son parent, il se repent de s'être trop ouvert, & craint qu'un homme ambitieux, ou avare ne soit tenté de se faire un mérite à la Cour. Occupé de ces réflexions, Mello se promenoit à grands pas dans sa chambre, lors qu'un bruit confus de gens qui parloient assez bas & comme en secret, attire son attention. Il ouvre sa fenêtre pour mieux entendre ce qui se dit, & à la faveur d'une lumière assez sombre, il apperçoit son hôte à la porte du logis prêt à monter à cheval. Plein de rage & de colère, il descend brusquement de sa chambre, & courant l'épée à la main, ou allez-vous ? demande-t-il sériement





JEAN IV ROI DE
PORTUGAL.

G. Schouten Sculp.

ment au Gentilhomme. Quelle raison pouvez-vous avoir de monter à cheval au milieu de la nuit? Quel est votre dessein? L'autre extrêmement surpris cherche de mauvaises excuses, & tâche de justifier sa sortie. Mais le menace de lui passer son épée au travers du corps, le contraint de rentrer, se fait apporter les clefs du logis, le garde à vue jusqu'à l'heure de l'exécution, & le détermine à venir avec lui se joindre aux autres conjurez.

Le Samedi premier Décembre, ils se trouvèrent exactement aux rendez-vous chez Almada & ailleurs. On dit que Donna Philippa de Villena Comtesse d'Ato-guia, donnant elle-même au Comte Don Jérôme & à Don François Coligno ses fils, les armes qu'ils devoient porter dans cette mémorable journée, leur parla de la sorte: *Allez, mes Fils, allez détruire la tyrannie & nous venger de nos ennemis. Montrez que vous ne dégénérez pas de la vertu & du courage de vos ancêtres. Si le succès ne répond pas à nos espérances, votre mère désolée ne survivra pas long-temps au malheur d'un si grand nombre d'illustres Portugais.* A huit heures du matin, Pinto tire un coup de pistolet dans la sale du palais. C'étoit le signal donné. Tous agissent incontinent, comme on avoit concerté. Almeida met l'épée à la main, & crie à haute voix: *Liberté, liberté. Vive Don Jean IV. Roi de Portugal.* Il passe ensuite de la sale dans un corridor qui donne sur la place du palais y¹ & ex-

1640.
Le Duc de Bragance est proclamé Roi de Portugal à Lisbonne & dans tout le Roiaume.

Vie du Cardinal de Richelieu par Aabery. Liv. VI. Chap. 64. Histoire de la Conjurati-on de Portugal. Birago, Historia della Disfunione del Regno di Portogallo, &c. Lib. II. Nani, Historia Veneta. Lib. XL.
horte 1640.

1640. *Historie di*
Gualdo
Priorato.
Part II.
Lib. X.
Mercurio di
Vittorio Si-
ri. Tom. I.
Lib. I.

horte ainsi les conjurez & le peuple acou-
 ru au premier bruit : *braves Portugais,*
voici le moment favorable de recouvrer nô-
tre ancienne réputation. Ne craignons
point de racheter la liberté de la patrie aux
dépens de nôtre vie. Don Jean Duc de
Bragance est nôtre Roi légitime. La Cou-
ronne fut injustement enlevée à la Duchesse
Catherine sa Grand'mère : vous le sçavez.
Il faut la lui rendre aujourd'hui , de peur
que la tyrannie des Castillans n'achève de
ruiner un Roiaume autrefois si puissant , si
renommé dans les quatre parties du mon-
de. Dieu le fait revivre , en lui donnant
son Souverain légitime. Voici , voici l'a-
complissement de ce que le Dieu Toutpui-
sant promet il y a plusieurs siècles , dans la
plaine d'Ourique , au premier Roi de Por-
tugal , qui combattoit contre les infidèles
pour Jesus-Christ , que la postérité de ce reli-
gieux Prince régneroit sur nous jusques à la
fin du monde. Les larmes que le vénéra-
ble vieillard verfoit en continuant de
crier , l'épée à la main , liberté , liberté ,
vive Don Jean IV. Roi de Portugal , ani-
mèrent tellement le peuple assemblé , que
sans attendre le succès de l'entreprise ,
tous les environs du palais retentirent
des mêmes acclamations.

La garde Allemande & Castillane n'a-
 iant pas fait grande résistance , Tello de
 Menesez, Saa Grand Chambellan, Men-
 doça, Saldagna & ses deux frères, les
 fils de la courageuse Comtesse d'Atoguia,
 Antoine d'Acugna neveu de l'Archevê-
 que

que de Lisbonne , & quelques autres Gentilshommes distinguez passent à l'appartement de Vasconcellos. Le * Corregidor Soarez d'Albergaria vil esclave des Castillans , indigné des acclamations qu'il entend de tous côtez, s'avise de crier mal à propos, *Vive Don Philippe Roi d'Espagne & de Portugal.* Deux coups de mousquet lui ferment tout aussi-tôt la bouche , & l'étendent mort par terre. Punition justement due à un imprudent qui bassement dévoué aux Castillans , se moquoit d'un grand nombre de Gentilshommes , sans considérer qu'ils avoient les armes à la main , & que le nom de celui qu'ils vouloient élever sur le trône de ses ancêtres , retentissoit déjà par tout. Antoine Correa premier Commis de Vasconcellos fut percé de deux coups de poignard , & renversé par terre à la porte du bureau de son maître. Ses blessures n'étant pas mortelles , je dirois qu'il eut le bonheur de se sauver par un escalier dérobé , si Dieu ne l'eût réservé à mourir plus honteusement par la main du bourreau six ou sept mois après , avec les autres complices de la conspiration tramée par l'Archevêque de Brague contre le nouveau Roi de Portugal. Les conjurez passent plus avant , & trouvent à la porte de la chambre de Vasconcellos le Capitaine Diego Garzez qui s'étant rendu auprès de lui pour je ne sai-quelle affaire, crut le devoir défendre contre les conjurés.

Q 7.

* Lieutenant Civil.

rez. Mais bien-tôt accablé par leur nombre, il fut réduit à se jeter d'une fenêtre en bas, & à se retirer avec une cuisse cassée dans le magasin des Indes. Heureusement pour lui, aucun des conjurez ne s'avisa de l'y poursuivre.

On conseilloit à Vasconfellos de s'enfuir par la petite porte du fort qui regardait sur la mer. Là il auroit pu monter dans sa barque, & se dérober au delà du Tage. *Il faut, répondit l'imprudent Secrétaire, suivre l'exemple de César & s'abandonner à sa fortune. Jamais il ne voulut écouter ceux qui le pressoient de n'aller point au Sénat, où ses ennemis l'attendoient.* Fausse intrépidité qui ne dura pas long-temps. Effraïé de voir la porte de sa chambre presque enfoncée, Vasconfellos prend un mousquet, & se flatte qu'une armoire pratiquée dans l'épaisseur de la muraille pour mettre des papiers, lui servira d'azyle. Les conjurez surpris de ne le voir point, cherchoient par tout, & emploioient les promesses & les menaces afin d'engager les gens à leur dire, où il s'étoit caché, lors qu'on entendit le bruit des papiers que le Secrétaire mal à son aise dans une armoire fort étroite, remuoit en changeant de posture. On prête l'oreille, & quelqu'un des conjurez ayant découvert d'où venoit le bruit, on enfonce l'armoire, Vasconfellos reçoit aussi-tôt un coup de pistolet à la gorge. Il voulut tirer son mousquet; mais au premier effort, il tombe mort par terre.

On

On le jette par la fenêtre , & la populace atroupée lui fait mille outrages. L'un lui arrache la barbe , l'autre les yeux. Celui-ci lui donne des coups de pied ; celui-là lui marche sur le visage. Tel après qu'on l'eut dépouillé , agaça des chiens contre le corps , pour le faire déchirer en pièces. Il demeura exposé sur la place tout le reste du jour , & une partie du Dimanche suivant , jusques à ce qu'un bon Ecclésiastique persuada aux confrères de la miséricorde , qui selon leur institut s'appliquent à certaines œuvres de charité , qu'ils devoient avoir pitié d'un malheureux , & lui donner la sépulture. On envoie certaines gens pour lever le corps , & la populace dont la haine n'est pas encore assouvie , les repousse à coups de pierres. Don Gaston Coligno l'un des conjurez l'écarte enfin par son autorité , & fait porter le corps à l'Eglise de la Miséricorde. Il y fut inhumé à la manière des pauvres , & les confrères firent toute la dépense du modique enterrement. Telle fut la fin que méritoit un homme qui abusant du pouvoir souverain que le Comte Duc d'Olivarez lui laissa dans tout le Portugal , & poussé par son ambition & par la haine qu'il conçut contre la Noblesse de son pais , aida de toute sa force un Ministre impérieux à renverser les loix & la liberté de la patrie.

Marguerite de Savoie Vice-Reine éperdue au premier tumulte , avoit mis la tête à une fenêtre qui donne sur la porte de la

1640.

la chapelle du palais , & crioit de toute sa force , tantôt pour appeller du secours , tantôt pour appaiser , s'il étoit possible , l'ardeur des conjurez & du peuple. Almada & son Fils , Salsagna Gouverneur de la tour de Belem , & quelques autres , vont à elle & la trouvent prête à descendre en bas & à se montrer au peuple qu'elle vouloit haranguer. Les conjurez la retiennent avec le respect dû à une Princesse du sang de leurs anciens Rois par Beatrix de Portugal Duchesse de Savoie sa bisaieule , & par l'Impératrice Isabelle épouse de Charles-Quint son aieule. On la prie de n'exposer pas inutilement sa personne. *Messieurs* , leur dit-elle , *je crois bien que le Roi n'approuvera pas un pareil emportement. Mais enfin , il le pourra pardonner à des Gentilshommes poussés à bout par l'arrogance d'un indigne Ministre. Que les choses n'aillent pas plus loin. Persuadée que je suis de la clémence du Roi , j'ose vous promettre non seulement la grace de Sa Majesté , mais encore de faire en sorte qu'elle regardera ce que vous avez fait , comme un juste châtimement que Vasconcellos s'est attiré par son insolence.* Don Sébastien de Matos Archevêque de Brague qui s'étoit rendu auprès de la Vice-Reine , voulut appuyer la remontrance & des offres qu'il prétendoit raisonnables & avantageuses. Mais Almeida l'interrompit de la sorte. *Monseigneur , vous êtes redevable de la vie à mes prières*

res & à mes larmes. Sans elles, on ne vous auroit pas plus épargné que Vasconcellos. Retirez vous de grace, & ne vous exposez pas davantage. Peut-être qu'il ne seroit pas en mon pouvoir de vous sauver une seconde fois la vie. Le Prélat profite de l'avertissement & sort plein de rage & de dépit. Pour ce qui est des promesses que V^{otre} Altesse a la bonté de nous faire, reprit Almeida en s'adressant à la Vice-Reine, elles sont désormais inutiles, Madame. Nous ne reconnoissons plus d'autre Roi de Portugal, que Don Jean IV. 1640.

Toujours entêtée de parler au peuple, Marguerite fit de nouveaux efforts pour se débarrasser des conjurez qui l'environnoient. Au nom de Dieu, Madame, lui dit Norogna, demeurez en repos. On ne peut pas vous répondre d'une populace échauffée. Il est à craindre qu'elle ne vous perde le respect. A moi ? repartit la Vice-Reine. Oui, Madame, à vous, reprit Norogna d'un ton plus haut. Et que me peut-on faire ? dit Marguerite. Jetter V^{otre} Altesse par une de ces fenêtres, repliqua brusquement Norogna. La Vice-Reine reconnut alors qu'on la tenoit prisonnière. Elle se radoucit en apparence, & sort comme pour consulter avec le Marquis de la Puebla Castillan, sur ce qu'elle doit faire dans une si fâcheuse conjoncture. Les conjurez la pressoient d'ordonner au Gouverneur de la citadelle de remettre la place entre leurs mains.

1640.

mains. La Puebla autant & plus effraïé pour sa propre vie , que pour celle de Marguerite , lui conseille de commander au Gouverneur & à sa garnison de quatre cens Castillans , de se tenir en repos , & de ne tirer point sur la ville. On espéroit que les conjurez contents d'avoir pourvu à la seureté de Lisbonne , exposée au danger d'être foudroïée par l'artillerie de la citadelle , n'exigeroient rien davantage pour le présent , & que cependant on prendroit des mesures pour appaiser la sédition. Mais les conjurez persistant à demander d'un air menaçant que la citadelle leur fût remise, aussi bien que le palais qu'il falloit préparer, disoit-on , pour recevoir le nouveau Roi, Marguerite fut réduite à remettre non seulement la citadelle , mais encore à se retirer du palais dans une maison particulière , & à souffrir que le Marquis de la Puebla , & quelques autres Castillans , ou Italiens demeurassent comme en otage entre les mains des conjurez. L'Auteur François dit que Marguerite alla loger dans la maison Royale de Xabregas à l'extrémité de la ville , où l'Archevêque de Lisbonne , seul Régent du Royaume , si nous l'en croions , quoique Birago marque précisément que celui de Brague consentit d'être associé à la Régence comme je le rapporterai incontinent , lui avoit fait préparer un magnifique appartement. Circonstance contraire encore au récit de Birago , qui dit

dit positivement que la Vice-Reine se retira dans une maison particulière, où elle fut servie avec les honneurs dûs à sa naissance & à son rang, jusques à ce qu'elle eut la liberté de s'en retourner à Madrid. 1640.

Dès la première attaque du palais, Don Roderic d'Acugna Archevêque de Lisbonne, se mit en prières avec ses Chanoines dans la grande chapelle de l'Eglise Cathédrale. On chantoit les litanies, lors que certains Gentilshommes envoiez par les Chefs des conjurez, le vinrent prier d'aller au palais, & de prendre le gouvernement de l'Etat, jusques à ce que le nouveau Roi fût arrivé de Villaviciosa. Le Prélat y consentit, à condition que Don Sébastien de Matos Archevêque de Brague lui seroit adjoint. Si nous en croions Birago, Acugna se servit de cet expédient pour sauver la vie à son confrère que la populace irritée à cause de l'attachement qu'il témoignoit aux Castillans, menaçoit de déchirer en pièces. L'Historien François ne donne-t-il point une raison plus vraisemblable de la prétendue modération de l'Archevêque de Lisbonne ? Il raconte qu'en partageant ainsi l'autorité avec Matos, Acugna prétendoit le rendre complice de la conspiration dans l'esprit des Castillans, ou le perdre auprès du nouveau Roi, & le décrier encore plus dans tout le Portugal, s'il refusoit d'accepter l'honneur qu'on lui déferoit. *L'Archevêque de Brague,*
pour-

1640. poursuit le même Auteur, sentit le piège qu'on lui tendoit. Entièrement dévoué à la Vice-Reine & aux Castillans, il refusa hautement de prendre part au gouvernement. De manière qu'Acugna s'en trouva seul chargé. On lui donna pour Conseillers d'Etat Almeida, Mendoza & Almada. Je ne trouve rien de semblable dans Birago. Ces circonstances sont même directement contraires au récit de l'Italien. Je l'ai déjà insinué, & je le marquerai plus précisément dans la suite.

Quoi qu'il en soit, Acugna sort de sa Cathédrale pour aller au palais, & fait porter devant lui la croix, selon l'usage des Métropolitains de la Communion de Rome, lors qu'ils marchent en cérémonie, dans leur diocèse. Soit que le clou qui attachoit un des bras du crucifix, se fût détaché par hazard sans que l'Archevêque ou son porte-croix s'en apperçussent d'abord : soit que dans le dessein de profiter habilement de la crédulité d'un peuple ignorant & superstitieux, afin de l'animer davantage en faveur du Duc de Bragance, Acugna eût secrètement ôté le clou & détaché le bras du crucifix ; lors qu'on est devant l'Eglise d'Antoine de Padoue, Saint Portugais de l'ordre des Franciscains, fort révééré à Lisbonne, où plusieurs personnes demandoient à genoux la bénédiction de l'Archevêque, on s'apperçoit ou du moins on fait semblant de s'appercevoir pour la première fois, que le bras du crucifix est détaché. Le

Prélat

Prélat crie, ou fait crier, *miracle*, & remontre au peuple que Jesus-Christ se détache lui-même de la croix, pour donner sa bénédiction aux Portugais soulevez contre la tyrannie des Castillans. On en croit Acugna sur sa parole; plusieurs gens à qui la superstition, ou le zèle pour la liberté de la patrie, échauffent l'imagination, protestent qu'ils ont vû le crucifix donner la bénédiction, d'autres jurent qu'ils le voient encore. Le peuple suit en foule l'Archevêque au palais, en criant, *miracle, miracle, vive le Roi Don Jean IV.* Le bon Birago dévotement indigné de ce que les Castillans, & les Portugais de leur parti; ajoutons, si vous le voulez, les gens un peu clairvoians, autant & plus incrédules que nous sur ce chapitre, soutenoient que le bras du crucifix détaché, étoit un effet du hazard, ou de l'adresse d'un Prélat zélé partisan de la Maison de Bragance; Birago, dis-je, s'efforce de prouver que le miracle est certain, & qu'il n'y eut aucune supercherie de la part d'Acugna. L'en croirons-nous? L'Archevêque étoit donc aussi sotement superstitieux que son peuple. A Dieu ne plaise. Il avoit trop d'esprit & d'habileté. L'Historien François ne dit rien du prétendu miracle. Ne l'a-t-il pas trouvé dans ses bons Auteurs? A-t-il fait scrupule de le rapporter?

Voilà donc Acugna au palais accompagné d'une infinité de gens acourus au spectacle. Il va droit à la porte de ce qu'on nomme

1640. nomme la chambre de Lisbonne, forme le Comte de Cantannéde Président, & les autres Ministres, d'ouvrir la porte à la Noblesse & au peuple, qui demandent unanimement l'étendard de la ville. Un Huissier le remet peu de temps après entre les mains de Don Alvare Abancez, qui monte à cheval & va suivi des Gentilshommes & du peuple, proclamer Don Jean IV. Roi de Portugal. Plusieurs habitans se demandoient l'un à l'autre qui étoit ce *Don Jean IV.* Quand on leur eut nommé le Duc de Bragance; ravis de voir la couronne rendue à l'Héritier légitime après soixante ans d'usurpation, ils joignirent leurs acclamations à celles des auteurs d'un si grand ouvrage. La tranquillité se rétablit incontinent à Lisbonne. Chacun bénit Dieu d'une si prompte, si heureuse révolution, finie avec fort peu de sang répandu. Toutes les villes du Royaume suivirent l'exemple de la capitale. Les Archevêques de Brague & de Lisbonne prirent le gouvernement de l'État jusqu'à l'arrivée du nouveau Roi, plus surpris qu'aucun autre de se voir élevé sur le trône avec une incroyable facilité. L'ancien Intendant de sa maison dépêcha d'abord un courier; Don Pedro Mendega, & Don George Mello frère du Grand Veneur prirent ensuite la poste pour lui en porter l'agréable nouvelle à Villaviciosa.

Arrivée du
nouveau
Roi de Por-
tugal à Lis-
bone.

Cependant, dit l'Historien François après avoir raconté ce qui se passa le 1. Décembre à Lisbonne, le Duc de Bragance incertain

tain de sa destinée souffroit de cruelles agitations. Tout ce que l'espérance la plus flatteuse a d'agréable ; tout ce que la crainte la plus affreuse a de terrible, lui passoit tour à tour dans l'esprit. L'éloignement de Villaviciosa qui est à trente lieues de Lisbonne, l'empêchoit d'en recevoir des nouvelles aussi-tôt qu'il l'eût bien souhaité. Tout ce qu'il savoit, c'est que dans ce moment, on y décideoit de sa fortune & de sa vie. Il résolut d'abord, comme nous avons dit, de faire soulever le même jour toutes les villes de sa dépendance. Mais il trouva plus à propos d'attendre des nouvelles de Lisbonne, afin de prendre son parti conformément à ce qui s'y seroit passé. Il lui restoit le Royaume des Algarves, la ville & la citadelle d'Elvas, si le succès n'étoit pas favorable dans la capitale. Il crut même qu'en un temps où la Cour de Madrid ne seroit pas fâchée, qu'il vouloit être innocent, il pourroit se défendre d'avoir eu part à la conjuration. Plusieurs courriers allèrent de sa part sur la route de Lisbonne pour apprendre ce qu'on ne pouvoit pas manquer de lui faire savoir dès le premier moment que ses amis auroient eu libené de respirer : tant son impatience étoit grande. Mello & Alencoga arrivèrent enfin à Villaviciosa, se jetterent d'abord à ses genoux, & par la joie qui brilla sur leurs visages, le Duc apprend miram quo par leurs paroles & qu'il souhaitoit ardemment de savoir. Les deux Seigneurs voulurent lui rendre un compte exact

1640. exact du succès de l'entreprise. Mais sans leur donner de temps d'entrer dans aucun détail, il les conduisit à l'appartement de son Epouse. Mendoza & Mello la saluèrent avec le même respect que si elle eût été déjà sur le trône. Ils les assurèrent l'un & l'autre des vœux de tous les Portugais, & pour les convaincre qu'ils étoient reconnus comme Souverains à Lisbonne, les deux Seigneurs les traitèrent toujours de Majesté. Chose qui leur dut être d'autant plus agréable, qu'avant l'usurpation de Philippe II. on donnoit seulement de l'Altesse aux Rois de Portugal.

*Vie de Don
Barthelemi
des Martyrs.*

Il n'y a rien là d'extraordinaire. Si un célèbre Auteur eût été plus versé dans l'Histoire d'Espagne, de Portugal, d'Angleterre & d'ailleurs au quinziesme & seiziesme siècles, il n'auroit pas tant relevé la modestie des Rois de Portugal, qui contents du titre d'Altesse, dit-il, reservoient à Dieu celui de Majesté. Sous le règne de Ferdinand & d'Isabelle les Rois de Castille & d'Arragon n'avoient pas d'autre titre. Il en étoit de même en Angleterre du temps d'Henri VIII. Les mots d'Altesse & de Majesté, signifient la même chose dans le fonds. La faste & l'orgueil ont inventé ces titres différens. Les anciens Rois d'Angleterre sont véritablement louables d'avoir préféré celui de
 Tour Grace. Clémence à tous les autres, comme je l'ai déjà remarqué ailleurs. Les choses ont beaucoup changé depuis deux siècles. Les Rois contents de se réserver un titre, ont

ont souffert que des gens d'une distinction assez médiocre, en prissent de synonymes à celui de *Majesté* & d'*Altesse*. Car enfin ceux d'*Excellence*, de *Grandeur*, d'*Eminence*, ne seroient pas fort différens, si l'usage moderne n'en avoit changé la signification. Avant la décadence presque entière de la puissance Impériale en Allemagne, on n'y donnoit de la *Majesté* qu'au seul Empereur. Les Rois n'y étoient traités que de *Dignité Roiale*, ou de *Sérénité*. Chagrins de cette distinction, ils consentirent d'appeler les Electeurs *Frères*, pourvu que ces Princes devenus plus puissans leur dissent *Votre Majesté*. Chose assez mal entendue, si on y réfléchit sérieusement. N'eût-il point été plus à propos de ne dédaigner pas le titre de *Dignité Roiale*, que de traiter de *Frères*, c'est-à-dire d'égaux, si on prend le nom dans sa véritable signification, des Princes, sujets d'un autre, dont ils ont depuis quelque temps diminué l'autorité, parce qu'ils ont le pouvoir de l'élever sur leur tête? Mais les Rois se croient assez distingués par un titre qui leur est commun avec l'Empereur, quoique dans le fonds il ne soit que Chef d'une République, & qu'il y ait assez peu de différence entre lui & un Roi de Pologne. Tant le faste est naturellement bizarre.

Ce que l'Auteur François nous dit des différentes situations de l'esprit du Duc de Bragance, est fort vraisemblable.

1640. Mais ne suit-il point aussi la méthode ordinaire des Historiens, qui mettent dans l'esprit de leur Héros ce qu'ils auroient pensé eux-mêmes en pareille occasion? Quoi qu'il en soit, ce que cet Ecrivain ajoute, est entièrement contraire au récit de Birago. Qu'il nous soit permis de préférer le témoignage de deux Auteurs contemporains, dont l'un, peut-être tous les deux étoient sur les lieux, à celui d'un Etranger qui a écrit quarante ans, ou plus après l'événement. L'opposition qui paroîtra entre le François & l'Italien, servira encore de preuve contre ce que le premier avance de l'ordre précis de venir incessamment à Madrid envoyé au Duc de Bragance, & de l'équipage à qui on fait prendre les devants afin de mieux tromper Olivarez. *Le même jour que le Duc fut proclamé Roi dans toutes les villes de sa dépendance, ajoute l'Historien François, Alphonse de Mello en fait faire autant dans celle d'Elvas. Chacun vient adorer le soleil levant. Peut-être que ces premiers hommages, quoique rendus confusément, ne touchèrent pas moins son ame, que ceux qu'il reçut quelque temps après dans un jour de cérémonie. Le nouveau Roi partit aussi-tôt pour Lisbonne avec l'équipage destiné au voyage d'Espagne. Il étoit accompagné du Marquis de Ferreira son parent, du Comte de Vimiose, & de plusieurs personnes de qualité venues pour le reconnoître. Il laissa la Reine son épouse à Villaviciosa. On crut sa présence nécessaire à contenir tou-*

te la province dans l'obéissance. Les chemins étoient bordés d'un nombre infini de gens que l'impatience de le voir, amenoit. Dans tous les endroits où il passa, le peuple fit des vœux pour sa conservation, & chargea les Castillans de mille malédictions. La Noblesse, les Officiers de la Couronne, & les premiers Magistrats sortirent de Lisbonne pour le recevoir. Il y entra suivi d'une Cour magnifique, au bruit des acclamations & des applaudissemens du peuple. Toutes ces circonstances du voyage du Roi de Portugal sont contraires au récit de Birago.

Les Gentilshommes selon cet Auteur, aiant représenté au Roi que la situation présente des affaires demandoit qu'il se rendit incessamment à Lisbonne, il partit de Villaviciosa le Lundi 3. Décembre, après midi, avec son habit de chasse, sans armes, sans gardes, accompagné seulement du Comte de Redondo, de Mendoça & de Mello. Vous l'auriez plutôt pris pour un particulier qui se va divertir à la promenade, que pour un Prince qui se va mettre en possession d'un Roiaume. Le Marquis de Fereira & le Comte de Vimiose l'aiant joint en chemin, il monte sur un brigantin à Aldea Gaglega, & débarque *incognito* au bureau des Indes, le Jeudi 6. Décembre à neuf heures du matin. On se souvient de tout dans les événemens extraordinaires. Des choses dites autrefois en l'air, se rappellent comme de véritables prédictions. Quelques-

1640. uns s'imaginèrent que cette arrivée du Roi se trouvoit prédite dans je ne sai quelle prophétie à peu près semblable à celles de Nostradamus : *Qu'un Roi de Portugal viendrait inopinément monté sur un cheval de bois.* On crut que l'Oracle de Delphes aiant jadis ordonné aux Athéniens de se défendre contre les Perses avec des murailles de bois, c'est-à-dire avec des vaisseaux, le prétendu Devin avoit bien pu désigner sous le nom de *cheval de bois*, le brigantin qui amena Jean IV. à Lisbonne. L'application de ce que le Poète * Lucain dit de César mettant pied à terre, fut plus ingénieuse, & fort juste à un nouveau Roi de Portugal qui débarquant à Lisbonne prend possession de tout ce qui appartenoit à ses ancêtres dans les quatre parties du monde.

Le peuple fut d'autant plus surpris d'apprendre l'arrivée du Roi, qu'on ne s'y attendoit que le Samedi suivant. Tous les habitans courent avec précipitation, & témoignent tant d'ardeur, tant d'impatience de le voir, qu'il est obligé de se montrer plusieurs fois à la fenêtre. Dès qu'il l'avoit quittée, de nouveaux cris du peuple transporté de joie, l'y rappelloient. L'artillerie tiroit de tous les endroits, les acclamations redoublées ne retentissoient pas moins dans l'air, les feux de joie allumez, & les rues éclairées par les illuminations, dès que la nuit approcha, faisoient

* *Imposuit terra, pariter tot reges, tot urbes, Fortunamque nam tanta tellure recepit.*

soient paroître la ville comme toute embrazée. *Est-il donc possible*, s'écria pour lors un Gentilhomme Castillan, *qu'avec des chandelles mises aux fenêtres & par des cris de joie redoublez, on enlève ainsi un Roiaume au plus puissant Monarque de l'Europe, sans tirer l'épée, ni un seul coup de mousquet ? En vérité, il y a là quelque chose de surnaturel.* L'Auteur François met ces autres paroles à la bouche du Castillan. *Le Duc de Bragance est bien heureux. Un beau Roiaume ne lui coûte qu'un feu de joie.* On a pû dire la même chose & avec plus de raison du feu Roi d'Angleterre Guillaume III. d'immortelle mémoire. Don Ferdinand de la Cueva Gouverneur du château S. Jean à l'embouchure du Tage, fut le seul qui parut vouloir tenir contr'une révolution si rapide. La garnison toute Castillane & les Officiers subalternes firent une vigoureuse résistance aux premières approches des Portugais. La place se feroit défendue assez long-temps, & le Roi d'Espagne auroit eu de loisir d'y envoyer un puissant renfort, si le Gouverneur eût été moins avare, ou plus brave. Ebloui par les offres avantageuses que la Cour de Portugal lui fait, il rend cette place importante malgré les Officiers subalternes, qui choquez d'une pareille lâcheté, refusent de signer la capitulation. Tout ce que les anciens Rois de Portugal avoient conquis en Afrique, en Asie, en Amerique se soumit avec la même facilité à Don Jean IV. leur héritier

1640. légitime. Tant les Portugais haïssoient par tout la domination Castillane. Il ne lui en coûta que la peine de signer des ordres, & d'envoyer des Exprès.

Le 26. Décembre Louïse de Guzman arrive à Lisbonne. Elle amenoit les Infantes Catherine & Jeanne, & le Prince Théodose le seul fils qu'elle eût alors du Roi son époux, & qu'une mort précipitée enleva quelque temps après qu'il eût été solennellement reconnu héritier de la Couronne de Portugal. Jean alla prendre la Reine, le Prince, & les Princesses au delà du Tage. A leur vûe, le peuple redoubla ses acclamations & ses applaudissemens. L'Auteur François cherche toujours à se récrier, quand il parle de Louïse de Guzman. *On remarqua, dit-il, que dans un si grand changement de fortune, le personnage de Reine ne lui coûta rien. Elle soutint sa nouvelle dignité avec tant de grace & de majesté, qu'elle sembloit être née sur le trône.* Qu'y a-t-il donc là de si extraordinaire ? Outre qu'on apprend bien-tôt à faire la Reine, il n'est pas fort surprenant qu'une Dame issue d'une des premières maisons de Castille, & mariée à un Prince qui avoit de grandes & justes prétensions au Roiaume de Portugal, n'ait paru ni accablée, ni embarrassée du poids d'une Couronne qu'elle avoit plus ardemment souhaitée, que le Roi son époux.

Il ne témoigna pas moins de prudence que de modération, & d'équité dans la distri-

distribution des premières charges de l'Etat, dans l'abolition, ou diminution de plusieurs impôts, & dans la résistance aux habitans de Lisbonne qui à son avènement à la Couronne, le vouloient régaler de fêtes somptueuses. *Ménageons notre argent*, leur dit-il. *Nous l'emploierons plus utilement à la défense du Roiaume.* L'impôt du sel fut considérablement diminué; on supprima ceux dont les Castillans accabloient le Portugal. Les charges ôtées aux grandes Maisons, furent rendues aux héritiers de ceux qui les possédoient avant le règne de Philippe II. Que s'ils ne se trouvoient pas en âge de les exercer, leurs plus proches parens eurent commission d'en faire les fonctions jusques à ce que les jeunes Seigneurs eussent atteint l'âge prescrit par les loix. Les sujets charmez d'un si beau commencement, travailloient unanimement & de tout leur pouvoir, à bien affermir un règne, sous lequel chacun espéroit de vivre à son aise. Les Ecclésiastiques, les Laïques, les hommes, les femmes, offrirent tout ce qu'ils ont au nouveau Roi. Les Dames sacrifient sans peine leurs pierreries. Le Clergé donne six cent mille cruzades, la Noblesse quatre cent mille, le peuple un million d'or. Jean les animoit par son exemple. La belle & riche vaisselle d'or & d'argent des Ducs de Bragance, fut envoyée à la monnoie. Enfin, pour achever de mettre Jean en état de soutenir son droit aux dépens même de

1640. celui qui l'en avoit dépouillé, un vaisseau Espagnol arrive des Indes Occidentales à Sétuval, chargé de six cent mille écus en argent. Quelle fut la surprise du Capitaine qui ne savoit rien de la révolution, quand il vid son vaisseau arrêté, & tout l'argent confisqué au profit de celui qui enlevait un beau Roiaume à la Monarchie d'Espagne !

Voions maintenant de quelle manière Philippe apprit cette triste nouvelle. De tous les Historiens que j'ai entre les mains, le François est le seul qui marque cette circonstance. La voici sur sa bonne foi. *La révolution de Portugal, dit-il, fut bien-tôt connue à la Cour de Madrid. Qui pourroit exprimer le dépit qu'eut Olivarez de s'être laissé prévenir ? Le Roi son maître avoit assez d'affaires sur les bras. La révolution des Catalans redoubloit les violentes inquiétudes que lui causoient les armes victorieuses de France & celles des Provinces-Unies qui l'embarassoient du moins par une puissante diversion. Toute la Cour savoit la nouvelle. Philippe seul l'ignoroit, & personne n'osoit la lui annoncer. Chacun craignoit le Ministre qui n'auroit pas aisément pardonné à ceux qui se seroient ingérez d'en parler au Roi. Mais enfin la chose faisant trop de bruit, pour être plus long-temps cachée, & le Comte Duc craignant que ses ennemis n'en fissent le récit à Sa Majesté d'une manière desavantageuse & capable de le perdre dans l'esprit de son maître, il résolut de rompre la glace. Mais ce fut en tour-*
nant

avant la chose d'une manière si fine, que Philippe ne connut pas bien la grandeur de sa disgrâce. Sire, lui dit Olivarez, en l'abordant d'un visage ouvert & plein de confiance, je vous apporte une bonne nouvelle. Votre Majesté vient de gagner un grand Duché & plusieurs belles terres. Comment cela? demande le Roi. La tête a tourné au Duc de Bragance, répond le Ministre. Séduit par des esprits factieux, & ébloui des acclamations tumultueuses d'une populace que des gens mal intentionnez ont soulevée, il s'est fait proclamer Roi de Portugal. Voilà tous ses biens confisquez & réunis à votre domaine. Par une si juste punition de son aveugle témérité, vous régnerez paisiblement en Portugal. Quelque foible que fût le Roi d'Espagne, il ne se laissa pas tellement leurrer de ces belles espérances, qu'il ne comprît fort bien, que l'acquisition dont Olivarez le vouloit flatter, ne feroit pas si aisée. Mais n'osant plus voir que par les yeux de son Ministre, il se contente d'ajouter qu'il faut travailler à éteindre une rebellion, dont les suites peuvent être dangereuses. L'Auteur nous le pardonnera, si nous ne sommes pas de son avis. Le tour que le Comte Duc prend là, n'est point si fin. Philippe IV. ne fut jamais un grand génie. Mais enfin, il doit passer pour le plus simple & le plus aveugle de tous les hommes, si de pareilles espérances l'ont pu consoler d'une perte qu'on lui représentoit comme infaillible &

1640. prochaine, à moins qu'il ne s'assurât au-
plûtôt de la personne du Duc de Bragan-
ca. Aussi l'Auteur est-il obligé de recon-
noître que le *foible* Monarque ne se laissa
pas éblouir, & qu'il apperçut fort bien les
fâcheuses conséquences de la démarche
du Duc de Braganca. Où est donc cette
rare habileté d'Olivarez ? Où est ce *tour*
fi fin, qui cache adroitement à Sa Majesté
Catholique l'importance de ce qu'elle
vient de perdre ?

Le Roi de
Portugal
reçoit les
hommages
de ses su-
jets, &
s'unit aux
Catalans.

Cela est si vrai, qu'une des premières
choses dont elle délibéra dans son Con-
seil, ce fut la manière dont il s'y falloit
prendre pour réduire au-plûtôt les Portu-
gais soulevez. Le Comte d'Ognate de
la Maison de Guévara Grand d'Espagne,
fut d'avis que Philippe contremandat l'ar-
mée qui marchoit déjà vers la Catalogne
sous la conduite du Marquis de Los Velez,
afin de l'envoier contre le Portugal, dont
la conseryation étoit beaucoup plus né-
cessaire, que celle de la Catalogne. *Il*

*Vie du Car-
dinal de Ri-
chelieu par
Aubery.
Liv. VI.
Chap. 64.
Mémoires
pour servir
à l'Histoire
du même.
Tom. II.
Birago,
Historia
della Dis-
tione del
Regno de*

*sera facile d'opprimer le Duc de Braganca,
avant qu'il ait pu recevoir du secours de
France, ou d'ailleurs, disoit Ognate.
Après cela on viendra plus facilement à
bout de réduire les Catalans qui n'ont ni
Prince, ni Chef à leur tête. Quand ils se
donneront même au Roi de France, dans
un traité de paix générale, il les sacrifiera
pour obtenir une ou deux places en Artois.*
La raison étoit spécieuse : cependant le
Comte Duc fut d'un sentiment contrai-
re, & soutint qu'il valoit mieux commen-

cer

cer par la Catalogne, soit que ce Ministre vindicatif & opiniâtre s'abandonnât trop à son ressentiment contre les Catalans; soit que cette affaire lui parût plus pressante à cause du voisinage de la France; soit enfin qu'il espérât que les Grands de Portugal jaloux de l'élévation du Duc de Bragance, & trop fiers pour demeurer long-temps soumis à leur égal, se ligueront bien-tôt contre lui, rendroient d'eux-mêmes la Couronne à Philippe, & se contenteroient tout au plus de stipuler la conservation de quelques privilèges de leur nation. Plusieurs Castillans approuvoient plus l'opinion du Comte d'Ognate, & blâmoient hautement Olivarez. Sans se mettre en peine de ce qu'on dit à son désavantage, il persuade au Roi de ne changer rien aux mesures prises contre la Catalogne, & fait seulement ordonner que les Ducs d'Albe & de Medina Sidonia, le Marquis d'Ayamonte & le Comte de Monterey, harcèlent autant qu'ils pourront les Portugais du côté de la Castille, de l'Andalousie, & de la Galice, jusques à ce que le Roi Catholique, après avoir réduit les Catalans, tourne toutes ses forces d'Espagne, contre le Duc de Bragance. Peu s'en fallut que l'événement ne justifiait qu'Olivarez avoit fort bien raisonné : car enfin la conspiration tramée par l'Archevêque de Brague, mit le nouveau Roi de Portugal en danger d'être perdu sans ressource. Mais le

1640.
Portogallo,
8^o c. Lib.
III. IV.
Historie
di Gualdo
Priorato.
Part. II.
Lib. X.
Mercurio di
Vittorio Si-
ri. Tom. I.
Lib. I.

1640. Comte Duc eut toujours le malheur de voir ses projets déconcertez. Tantôt un contretemps imprévû lui enlevait l'occasion prochaine. Tantôt l'argent, ou les troupes lui manquoient lors qu'il étoit question d'agir.

Le Roi de Portugal l'avoit bien prévû, qu'il seroit en danger d'être accablé, si les troupes destinées contre la Catalogne, venoient tout d'un coup fondre sur lui. C'est-pourquoi il pensa d'abord à lier une étroite correspondance avec les Catalans, & à leur persuader de poursuivre vigoureusement leur entreprise, afin que Philippe embarrassé par une puissante diversion, ne pût attaquer que foiblement le Portugal. Dès le 19. Décembre il envoie à Barcelone Ignace de Mascaregnas son parent, lui donne le pouvoir de traiter avec les Catalans, & leur écrit la lettre suivante en forme de manifeste.

Don Jean par la grace de Dieu Roi de Portugal & des Algarves, Seigneur de la Guinée, &c. Sachent tous ceux qui ces présentes lettres verront, qu'ayant enfin reconnu l'obligation où je suis, de maintenir ces Roiaumes dans leur liberté, & de les délivrer de l'oppression tyrannique des Rois de Castille, qui nonobstant leur serment solennel d'en conserver les loix & les privilèges, les violoient depuis si long-temps, je me suis par une faveur extraordinaire de Dieu mis en possession des Etats qui après la mort du Roi Henri mon Oncle, appartennoient à la Sérénissime

*missime Princesse Madame Catherine ma
 grand' mère, comme fille & héritière légi-
 time de l'Infant Don Edouard mon aieul
 frère du Roi Don Henri, & que Philip-
 pe II. Roi de Castille avoit usurpez. De
 manière que le Duc Théodose mon Seigneur
 & Père, à qui ces Roiaumes étoient dévo-
 lus par droit de succession, en fut exclus &
 dépouillé par le même Philippe II. & ses
 deux successeurs. Le 15. jour du présent
 mois de Décembre, j'ai été reconnu Roi
 par mes sujets dans cette ville de Lisbonne
 avec les cérémonies ordinaires. C'est pour-
 quoi j'ai résolu de conserver & de défendre
 avec l'assistance de Dieu, & par la force
 des armes, ce qui m'a été justement resti-
 tué. Ma cause est si bonne, que j'ai sujet
 d'espérer que les Rois, les Princes, les Ré-
 publiques l'appuieront. Et d'autant que
 la Principauté de Catalogne excitée par sa
 propre valeur a pris les armes, afin de se-
 couer le joug de la domination Castillane &
 de maintenir les privilèges, dont elle jouis-
 soit sous ses Comtes, & sous les Rois d'A-
 ragon, j'ai jugé à propos d'envoyer à Bar-
 celonne Don Ignace de Mascaregnas mon bien
 aimé neveu pour la personne duquel j'ai une
 estime particulière, avec ordre d'assurer
 aux Députez & à tous les ordres de la
 Principauté de Catalogne, que je suis dans
 la disposition d'employer pour eux toutes mes
 forces, & de les assister de tout mon pou-
 voir, à poursuivre ce qu'ils ont heur reuse-
 ment commencé. Avouons qu'après quin-
 ze ou dix huit jours d'un règne qui doit*

1640. trouver de puissantes & longues oppositions , Jean fait encore mieux faire *le personnage de Roi* , que Louise de Guzman ne le fit à son entrée dans la capitale de Portugal. A peine se voit-il sur un trône assez chancelant , qu'il offre déjà toutes ses forces aux autres. Croioit-il donc n'en avoir pas besoin pour se défendre lui-même ? Rendons justice à ce Prince prévoyant. Outre qu'en de pareilles rencontres , on se doit conformer au stile ordinaire des Rois , il étoit à propos de le prendre sur ce ton plein de confiance , afin d'encourager les Catalans.

Ce que Jean dit ici en passant de la manière dont il fut solennellement reconnu Roi le 15. Décembre à Lisbonne , mérite d'être raconté plus particulièrement. Sur un théâtre fait dans la place du Palais , on éleva deux échaffauts , couverts des plus beaux tapis ; l'un fort long pour les Prélats , les Officiers de la Couronne & de la Maison du Roi , les Grands du Roiaume , & les Gentilshommes distingués ; l'autre plus petit & plus haut où étoit le trône du Roi sous un dais magnifique. Jean vint à midi richement habillé , avec le grand collier de l'ordre de Christ tout couvert de diamans encore plus brillans que ceux qui lui servoient de boutons. Il étoit précédé ou suivi des premiers Officiers de la Couronne & de sa maison , qui portoient les marques de leur dignité. Quand chacun eut pris sa place , le Roi se leva de son trône , se mit

mit à genoux sur un prie-Dieu, où l'on avoit préparé un Messel, ou livre des Evangiles & un prétendu morceau de *la vraie Croix*, enchassé dans une riche croix d'or. C'est ce que Sa Majesté devoit toucher en jurant à ses sujets la conservation de leurs privilèges. Don Roderic d'Acugna Archevêque de Lisbonne, Don Sebastien de Matos Archevêque de Brague, & Don François de Castro Evêque & Inquisiteur Général, se tenoient debout vis-à-vis du Roi, comme pour recevoir son serment au nom de tous les Portugais. *Nous jurons & promettons avec la grace de notre Seigneur*, dit-il à haute voix, *de gouverner bien & de rendre justice à chacun autant que la foiblesse humaine nous le permettra, & de maintenir vos bonnes coutumes, vos privilèges, les graces, les concessions, les franchises, & les libertez que les Rois nos prédécesseurs vous ont accordées, ou confirmées. Ainsi Dieu nous soit en aide, & ces saints Evangelles de Dieu.*

Les Archevêques, l'Inquisiteur Général, les Prélats, les autres Ecclesiastiques, les Grands, la Noblesse, & ceux qui représentoient le peuple, firent ensuite serment de fidélité au Roi. Le premier de chaque ordre le prononçoit à haute voix; les suivans touchoient seulement le Messel & la croix. Tous à genoux mettoient l'un après l'autre leurs mains jointes entre celles du Roi qu'il tenoit entre les genoux. Telle fut la formule du serment

1640. ment prêté. *Je jure en touchant les saints Evangiles de Dieu, que je reconnois le Très-haut & Très-puissant Roi Don Jean nôtre Souverain, pour nôtre Roi & Souverain véritable & naturel. En cette qualité, je lui fais hommage selon la coûtume & l'usage de son Roiaume.* Dès que chacun a prêté serment, le Roi monte à cheval, va en grande pompe à la place principale de Lisbonne, y reçoit les clefs de la ville que le Comte de Cantagnède lui présente dans un bassin d'or, & se rend à l'Eglise Cathédrale, où l'Archevêque de Lisbonne en habits Pontificaux le reçoit; fait sa prière devant le grand Autel, & après les cérémonies acoûtumées s'en retourne au Palais dans le même ordre & avec le même éclat qu'il en étoit sorti. Ce Prince âgé pour lors de 37. ans, étoit, dit-on, d'une taille plus que médiocre & bien proportionné, avoit les cheveux noirs, le front grand, les yeux vifs, le nez aquilin, le teint blanc & vermeil, l'air modeste & agréable. Il affectoit beaucoup de simplicité dans ses habits & dans sa table: *Les Grands, disoit-il ordinairement, ne se doivent distinguer que par leur affabilité. En ce qui regarde la nourriture & les habits, contentons nous du nécessaire.* Il dormoit fort peu, & ne croioit point de temps plus mal employé que celui qui se donne au sommeil. La musique & la chasse furent ses deux grandes passions. Il étoit si agile, que peu de gens le pouvoient devancer à la course.

Je

Je le croi, ajoûte plaisamment un Auteur Italien. *Il a si bien couru, qu'il a sçu attrapper un Roiaume.* 1640.

Les Etats Généraux du Portugal que Sa Majesté avoit convoquez à Lisbonne, s'y assemblèrent le 28. Janvier 1641. dans la grande salle du Palais. Non contents de renouveler le serment de fidélité fait au Roi le 15. Décembre précédent, ils

1641.
Assemblée
des Etats
Généraux
du Roiaume
de Portugal.

y ajoûtèrent un acte, par lequel Théodose fils aîné de Jean & de Louise de Guzman, fut reconnu véritable & légitime héritier de la Couronne de Portugal, après la mort du Roi son Père. Les trois ordres du Clergé, de la Noblesse, & du peuple, firent hommage au jeune Prince en cette qualité. Sa Majesté le reçut au nom de Théodose qui n'avoit pas encore atteint l'âge prescrit par les loix. Le lendemain Don Emmanuel d'Acugna Evêque d'Elvas prononça un discours, où après avoir exhorté les trois ordres de la part du Roi, à lui représenter librement ce qu'ils croiront plus convenable au bien public, il ajoûte ce qui suit. Rendons

Histoire de la Conjuration de Portugal. Birago, Historia della Disunione del Regno di Portugal, &c. Lib. III.

graces au Dieu Tout-puissant, de ce qu'il nous a donné un Roi qui veut que nous lui proposons nous-mêmes les loix que nous jugerons les plus propres à un bon & juste gouvernement. Comme Sa Majesté attend après cela une fidèle obéissance de nôtre part, elle espère aussi que nous lui fournirons les moiens nécessaires à la défense du Roiaume. Trop équitable & trop généreuse pour exiger un tribut qui se paie à re-
greß

1641. gret & en pleurant, elle demande seulement ce que des sujets bien intentionnez & reconnoissans lui voudront offrir. C'est-pourquoi le Roi m'a ordonné de vous déclarer de sa part qu'il abolit aujourd'hui tous les impôts mis par les Castillans depuis leur usurpation. Heureuse journée ! Sujets fortuniez & dont le Souverain veut régner uniquement sur leurs cœurs ; non sur leurs biens, sur leurs privilèges, sur leurs vies ! Quelle différence, grand Dieu ! entre lui & les trois derniers usurpateurs ! Pour vous opprimer, ceux-ci ont osé s'arroger un pouvoir purement arbitraire, & le Roi ne cherche qu'à vous faire du bien & vous rendre heureux. Peut-il mieux vous témoigner qu'il veut être autant que la foiblesse humaine la lui permet, une vive image de la divinité ?

La seule chose qu'il prétend, c'est qu'après avoir réfléchi sur la diminution de ses revenus, vous lui donniez suffisamment de quoi vous protéger contre un puissant ennemi qui pense à vous faire rentrer dans l'esclavage dont vous sortez. Sa Majesté emploiera premièrement tout ce qu'elle a de bien. On vous en donnera un compte exact. Travaillez ensuite à votre conservation, & pensez à soutenir l'honneur & la réputation du Portugal. Que toute l'Europe, que les trois autres parties du monde, où la domination Portugaise s'étend, voient que si jamais nation n'eut un si bon Roi, jamais aussi Roi n'eut de meilleurs sujets. Montrons lui, qu'en nous affran-

affranchissant des impôts que nous supportions à regret, il s'enrichit considérablement. Donnons au delà de ce que les Rois de Castille tiroient de leur usurpation. Nous leur fournissions de quoi appesantir encore un joug dont nous fumes accablés d'abord : nous achetions, pour ainsi dire, la servitude au prix de nos biens & de nos vies, sacrifions l'un & l'autre à conserver une liberté si heureusement recouvrée, Que ne devons-nous pas espérer de la bonté d'un père si tendre, des soins d'un Roi si prudent, si magnanime ? Ses vertus héroïques nous répondent d'une entière sûreté, d'un bonheur solide & durable. Il n'est rien tel que de se faire Roi. On devient en un instant comparable : que dis-je ? supérieur à tout ce qu'il y eut jamais d'illustre & de grand. Ce Duc de Bragance dont l'indolence & la timidité désoloient ses plus zélés partisans, le voilà maintenant un Héros accompli. Dieu ne plaie que je donne la moindre atteinte à la gloire qu'il a justement acquise, sa bonne conduite au commencement d'une élévation surprenante, mérite d'être louée.

Dès que le Roi d'armes eut ordonné à toute l'assemblée de se tenir debout, pendant qu'un d'eux parleroit en leur nom à Sa Majesté, François Rebello Homem l'un des Députés de la ville de Lisbonne, remercia le Roi en ces termes. Sire, les faveurs dont Votre Majesté comble aujourd'hui ses sujets, sont si extraordinai-
res,

1641. *res, si merveilleuses, que je ne trouve pas d'expressions assez fortes, pour vous en témoigner leur parfaite reconnoissance. Tout ce que je puis dire de leur part, c'est que nous voudrions de tout nôtre cœur avoir de quoi répondre à une libéralité plus que Roiale. Mais où trouverions-nous rien qui égalât le présent inestimable que Votre Majesté nous fait & de sa personne, & de celle du Sérénissime Prince son fils. Non content de vous engager par un serment solennel à nous protéger, vous dévouez encore à nôtre défense par un serment semblable ce que vous avez de plus cher au monde. Après un sacrifice si obligeant. Votre Majesté prévient les desirs de ses sujets. En montant sur le thrône de ses glorieux ancêtres, elle nous assemble pour aviser à nôtre propre seureté, & à la réformation des abus introduits par les usurpateurs de sa Couronne: Avantages dont le repos & le bonheur des sujets dépend absolument. Afin de nous procurer l'un & l'autre, vous abolissez de vous-même les impôts tyranniques des Castillans: clémence d'autant plus admirable que vous n'avez pas attendu les requêtes que vos sujets se préparoient à vous présenter dans cette assemblée. Donner ainsi tout ce qui se doit demander, que dis-je, tout ce qu'il est possible de souhaiter, n'est-ce pas une double grace? Non: c'est le comble de toutes les faveurs.*

Si l'amour se paie par un amour réciproque, comptez, Sire, sur celui de vôtre peuple.

ple. Dans l'extrême foiblesse où la tyrannie des Castillans l'a réduit, il trouvera encore des forces suffisantes. S'il ne fait ni tout ce qu'il devoit, ni tout ce qu'il voudroit faire, il fera du moins tout ce qu'il pourra. Ceux qui vous ont déjà consacré leurs vies par l'hommage qu'ils vous ont rendu, ne chargent de vous offrir encore tous leurs biens. Ils vous les sacrifient volontiers. Que Votre Majesté en dispose comme elle le jugera convenable à son service. La bonne volonté des sujets suppléera au défaut de votre trésor Royal épuisé. Ils aiment mieux donner beaucoup par amour, que peu par violence. Les revenus de votre Couronne augmenteront bien-tôt considérablement. La cause de leur diminution cesse; je veux dire, la jalousie & la haine des Castillans infatigables à chercher les moyens de ruiner notre commerce. Avec de plus grands subsides que nous serons alors en état de donner, Votre Majesté triomphera sans peine de ses ennemis & de ceux de la Religion de Jesus-Christ. Nous espérons qu'il accordera cette grace aux vœux ardens & continuels que nous ne cesserons point de lui offrir pour vous.

La harangue finie, le Chancelier du Roiaume en prend les sceaux mis sur un carreau de velours rouge, & ordonne de la part du Roi que les trois Ordres s'assembleront désormais séparément & en trois endroits différens; le Clergé dans le couvent de S. Dominique, la Noblesse à S. Eloi, & le peuple à S. François.

1641. çois. Jean sort de l'assemblée son sceptre d'or & de cristal à la main, enlevé autrefois aux Castillans à la bataille d'Alxubarota, & s'en retourne à son appartement le manteau Roial sur les épaules, qu'il avoit pris pour la cérémonie. *Il voulut, dit l'Historien François, que les droits à la couronne fussent examinez par les trois Ordres du Roiaume, afin de ne laisser aucun scrupule aux Portugais, & que par un acte solennel il fût reconnu véritable & légitime Roi de Portugal.* Deux Auteurs Italiens nous ont conservé cette pièce curieuse faite en manière de manifeste. Puisqu'on y déduit avec beaucoup de netteté les raisons fondamentales des prétensions de la Maison de Bragance, & la manière dont la succession à la Couronne de Portugal fut autrefois réglée, il est à propos d'en donner un extrait.

Manifeste
des Etats
Généraux
de Portugal.

Les Auteurs supposent comme une vérité constante que les Rois ne tiennent leur autorité que du peuple qui la leur a donnée avec certaines restrictions justes & raisonnables. Quoiqu'Alphonse premier Roi de Portugal eût été proclamé dans la plaine d'Ourique après une glorieuse victoire remportée sur cinq Rois Mores, il voulut être solennellement reconnu & confirmé dans les Etats Généraux du Roiaume convoquez ensuite à Lamego l'an 1143. *D'où il s'ensuit, ajoute-t-on dans le manifeste ou décret, que s'il survient quelque doute sur la succession à la couronne, ou parce que le Roi*
dernier

Birego, *Historia della Divisione del Regno di Portu-*

dermier mort ne laisse point d'enfans, ou 1641.
 parce que celui qui se trouve sur le thrô- gallo, &c.
 ne, se rend par un mauvais gouverne- Lib. III.
 ment, indigne & incapable de régner Mercurio da
 plus long-temps, il appartient aux États ri. Tom. I.
 Généraux de juger & de déclarer qui Lib. I.
 doit succéder au Roi mort, ou déposé.
 Le peuple se réserve toujours ce droit,
 lors qu'il se dépouille de la souveraine
 puissance en faveur d'un particulier. Les
 sujets ne reconnoissent point de tribunal
 supérieur à celui de leur assemblée gé-
 nérale, où de pareilles questions puissent
 être décidées. Tel est le sentiment com-
 mune des Jurisconsultes qui ont écrit sur
 cette matière. Telle est la pratique con-
 stante de tous les États du monde, comme
 il est facile de le justifier par une infinité
 d'exemples, & sur tout par ceux que l'His-
 toire de Portugal fournit, depuis les Rois
 Alphonse & Jean tous deux premiers de
 leur nom.

Celui-ci suffisamment autorisé par ses
 sujets, déclara dans son testament, qu'E-
 douard son fils aîné & ceux de la ligne,
 hériteroient de la Couronne. Qu'à leur
 défaut, les descendans de l'Infant Don
 Pedro second fils de Jean, y seroient ap-
 pillez. Que si l'une & l'autre ligne ve-
 noit à manquer, celle de l'Infant Don
 Henri troisième frère des deux premiers,
 parviendroit à la Roiauté. Enfin qu'il
 en seroit ainsi des autres enfans de Jean
 selon l'ordre établi. De là on concluoit,
 que lors qu'il s'agissoit du droit de repré-
 senta-

1641. sentation pour succéder à la Couronne, il falloit toujours avoir égard à la prérogative de la ligne; de manière que toute celle de l'ainé manquât, avant qu'aucun de la seconde pût être Roi, & de même que celle-ci fût entièrement éteinte, avant que la troisième peut être appelée à la Couronne. Cela supposé, ajoûtoit-on dans le décret, Emmanuel Roi de Portugal aiant laissé six enfans mâles, Jean, Ferdinand, Louis, Alphonse, Henri, & Edouard, leurs descendans ont dû succéder premièrement, & les enfans ou petits-enfans des filles du même Emmanuel n'ont pu être légitimement appelés à la Couronne, qu'après l'extinction entière des six branches masculines. Celle de Jean finit dans la personne du Roi Sébastien tué en Afrique. Ferdinand, Alphonse, & Henri moururent sans enfans. Louis ne laissa qu'un fils naturel nommé Alphonse qui prétendit sans raison succéder à Henri son Oncle; car enfin s'il eût été légitime, il auroit dû être préféré à Henri son Oncle cadet de Louis. Les cinq premières lignes étant donc éteintes, celle d'Edouard devoit être appelée après la mort d'Henri. Edouard laissa deux filles, Marie épouse du fameux Alexandre Farnèse Duc de Parme, & Catherine mariée à Jean Duc de Bragance grand-père de celui qui fut proclamé Roi l'an 1640. D'où il s'ensuivoit que Philippe II. Roi d'Espagne, n'aiant droit à la Couronne de Portugal que par l'Impératrice

ratrice Isabelle fille d'Emmanuel, sa mère, qui n'y pouvoit parvenir tout au plus qu'après l'extinction des six branches masculines, les Enfans d'Edouard dernier fils d'Emmanuel devoient précéder Philippe. 1641.

Outre ce droit de représentation, la Duchesse de Bragance avoit encore celui d'être appelée à la Couronne de Portugal par le testament du Roi Jean I. son quatrième aieul, préférablement à Philippe Roi d'Espagne. Voici comment les Etats de Lisbonne déduisent ce nouveau droit, qui dans le fonds revient à l'autre. Mais dans une affaire d'une telle conséquence, on tire avantage de tout. Jean I. ordonna que les trois branches d'Edouard, de Pierre, & d'Henri succédroient au défaut l'une de l'autre. Edouard eut deux fils, Alphonse V. Roi de Portugal, & Ferdinand Infant. La ligne de l'ainé finit dans la personne du Roi Jean II. mort sans enfans légitimes. Emmanuel fils de l'Infant Ferdinand monta sur le trône après la mort de Jean II. son oncle. D'où il s'ensuit, dit-on, que Catherine Duchesse de Bragance avoit à la Couronne de Portugal, tout le droit qu'y eurent Emmanuel son grand-père & l'Infant Ferdinand son aieul, en vertu du testament de Jean I. bisaieul d'Emmanuel. Quoique Philippe II. Roi d'Espagne descendit du même Infant Ferdinand son aieul maternel, par l'Impératrice Isabelle fille d'Emmanuel sa mère, il ne pouvoit

1641. devancer Catherine Duchesse de Bragançe sa cousine germaine, qui par le testament de Jean I. avoit le droit d'Edouard son père, fils d'Emmanuel. Il est vrai que Catherine n'étoit que seconde fille d'Edouard. Mais outre que Marie Duchesse de Parme étant morte avant Henri Cardinal & Roi de Portugal, Ranuce Prince de Parme son fils se trouvoit plus reculé d'un degré que Catherine, la première avoit épousé un Prince étranger : mariage qui selon l'ancienne loi faite dans les États de Lamégo l'an 1143. la rendoit incapable de succéder à son oncle, aussi bien que Philippe II. Roi d'Espagne, dont la Mère Isabelle épousa l'Empereur Charles - Quint pareillement étranger.

*Birago, Historia della
Disunione
del Regno
di Portugal-
lo, &c.
Lib. I.*

Telle est cette fameuse ordonnance de Lamégo, décisive dans le différend de la Duchesse de Bragançe avec le Prince Ranuce son neveu, & avec le Roi Philippe son cousin germain. Si le Roi de Portugal n'a point d'enfans mâles, sa fille lui succédera; mais à ces conditions. Qu'elle ne se mariera point hors du Roiaume. Que son mari sera noble. Qu'il ne prendra pas la qualité de Roi avant qu'il ait un fils de la Reine. Qu'il ne portera point la couronne en public. Qu'il ne marchera qu'à la gauche de la Reine. Ce sera une loi perpétuelle & irrévocable en Portugal, que la fille du Roi épouse un Portugais, de peur que le Roiaume ne tombe entre les mains d'un étranger. Si elle en use autrement,

elle

elle ne pourra être Reine. Nous ne voulons point que le Roiaume sorte des mains des Portugais, qui sans le secours des autres nations, par leur seule valeur, & aux dépens de leurs vies, l'ont formé & ont établi un Roi pour les gouverner. L'observation de cette loi se prouve par un fait remarquable. Ferdinand Roi de Portugal n'ayant laissé qu'une fille mariée à Jean Roi de Castille, elle fut exclue de la succession de son père, non pas tant à cause de la contestation formée sur la validité du mariage de Ferdinand avec Leonor mère de la Reine de Castille, que parce qu'elle avoit épousé un Prince étranger. Les Etats Généraux assemblez à Conimbre le déclarèrent ainsi; & en conséquence de leur décret, Jean I. quoique fils naturel du Roi Don Pedro, fut élu Roi de Portugal. D'où ceux de Lisbonne conclurent que Philippe II. Roi d'Espagne descendu d'une fille du Roi Emmanuel, mariée à l'Empereur Charles-Quint Prince étranger, étant incapable de succéder à la Couronne de Portugal, les Etats Généraux du Roiaume pouvoient élire le Duc de Bragance, puisque les Portugais n'avoient jamais renoncé à leur droit d'élection en pareil cas.

Mais voici une autre loi bien plus particulière, faite dans les mêmes Etats de Lamégo, dont ceux de Lisbonne tirent une nouvelle preuve contre le Roi d'Espagne. *Si le Roi meurt sans enfans, porte-t-elle, son frère lui succédera.* Mais

1641. *après la mort de celui-ci son fils ne pourra être Roi, à moins que les Evêques, les Députés des villes, & les Nobles de la Cour du Roi, ne le fassent Roi. S'ils le font, il aura la couronne, s'ils ne le font pas, il en sera exclus.* Loi religieusement observée comme il paroît dans ce fait important. Le Roi Jean II. mourant sans enfans, déclara par son testament Emmanuel fils de l'Infant Don Ferdinand frère du Roi Alphonse V. héritier légitime du Roiaume de Portugal. Cependant il fallut qu'Emmanuel obtint le consentement des Etats Généraux assemblez à Monte-Mayor. D'où ceux de Lisbonne sans convenir du prétendu droit de Philippe II. infèrent que quand mêmes il seroit vrai qu'il auroit pu en qualité de petit-fils d'Emmanuel, succéder à Henri son oncle, ce ne pouvoit être sans le consentement des Etats Généraux du Roiaume, ou du moins avant que cette Assemblée eût décidé les contestations formées alors sur la succession à la Couronne de Portugal. Bien loin de se soumettre à une formalité si raisonnable, à l'exemple d'Emmanuel son grand-père, qui l'observa quoiqu'il n'eût point de compétiteur, Philippe entra en Portugal à la tête d'une puissante armée, & n'eut aucun égard aux remontrances du Légat que le Pape avoit envoyé. Ainsi Philippe & ses deux successeurs, *n'ayant été que des tyrans intrus, tels que sont les usurpateurs d'un Roiaume sans aucun titre légitime,* dit-

dit-on dans le décret de Lisbonne, *les Etats Généraux peuvent maintenant reprendre leur droit d'élire, & proclamer le Roi Jean IV. petit-fils de Catherine Duchesse de Bragance légitime héritière du Roi Henri son oncle.* 1641.

Comme Philippe IV. Roi d'Espagne pouvoit alléguer en sa faveur une possession de 60. ans, non interrompue sous trois régnés consécutifs, & les sermens de fidélité faits à Philippe II. son grand-père dans les Etats Généraux de Tomar en 1581. & à Philippe III. son père dans ceux de Lisbonne en 1619. on prévient ainsi cette objection. Qu'une usurpation violente dans son commencement, ne peut rendre légitime une possession, quelque longue qu'elle 'soit ensuite. Que sans attendre le consentement de ceux que le Roi Henri avoit nommé Régens du Roiaume après sa mort, ni le jugement définitif des Etats Généraux touchant la succession litigieuse, Philippe II. entra dans le Portugal à main armée. Que la décision qu'il parut obtenir ensuite de la part des Régens du Roiaume, étoit nulle, tous n'y aiant pas été présens : formalité absolument requise selon la disposition du testament d'Henri, qui ordonnoit que les Régens ne pourroient rien décider que d'un commun consentement. Qu'il ne leur appartenoit pas même de terminer une affaire réservée à la décision des Etats Généraux. Que quand il seroit vrai que

1641. la juridiction des Régens s'étendit jusques au pouvoir de prononcer sur la succession litigieuse, leur arrêt rendu dans Ayamonte ville de Castille, seroit nul selon le Droit. Que la possession prise à force d'armes en conséquence d'une pareille décision, ne peut devenir légitime avec le temps. Qu'en ce qui regarde les souverainetez, la prescription n'a lieu qu'après un siècle révolu. Qu'elle ne peut valoir contr'une nation, qui avant le temps présent n'a eu ni le moien, ni la liberté de réclamer. Enfin, que des sermens de fidélité violemment extorquez, ne donnent aucun droit légitime à des tirans & à des usurpateurs.

Ce qu'on allégué ensuite contre Philippe IV. ne doit pas être oublié. Après lui avoir reproché le renversement des loix & des privilèges du Roiaume, sa négligence à conserver les conquêtes des anciens Rois de Portugal en Asie & ailleurs, enlevées par les ennemis de la Couronne de Castille, c'est-à-dire par les Hollandois ; l'accablement du peuple par des impôts insupportables ; l'emploi des deniers publics à des guerres & à des choses absolument inutiles au Portugal ; l'anéantissement de la Noblesse Portugaise ; la vénalité des magistratures ; les emplois donnez à des personnes indignes & incapables de les exercer ; l'oppression des Ecclésiastiques par des impôts contraires à leurs privilèges ; les récompenses accordées à de misérables maltotiers qui

qui s'enrichissoient à trouver de nouveaux moyens de ruiner le peuple ; le choix de certains Ministres d'Etat ; ennemis de la patrie , & les plus grands scélérats du Roiaume : Après tous ces reproches personnels à Philippe IV. dis-je , on ajoute ces paroles , sans vouloir demeurer d'accord de la justice de ses prétensions. *Quand le Roi de Castille auroit eu un droit légitime à la Couronne de Portugal : quand ses deux prédécesseurs & lui ne devroient pas être regardez comme des usurpateurs intrus, son gouvernement tyrannique est une raison suffisante du refus que nous faisons de lui obéir plus long-temps ; & sans violer les sermens de fidélité prètez, nous avons pu prendre une pareille résolution. C'est une maxime constante du Droit naturel & civil, que les peuples n'établissent jamais un Roi sur eux, qu'avec cette condition expresse, ou tacite, qu'il gouvernera selon les règles de la justice, & non d'une manière tyrannique. Si un Roi abuse de sa puissance les sujets obligez de pourvoir à leur propre conservation , & à leur défense , le peuvent priver du Roiaume. Peut-on supposer qu'en pareil cas , ils aient voulu se lier les mains par la sainteté du serment ? Vérité aussi certaine , que nécessaire au repos & au bonheur de la société civile ! Avez-vous renoncé , François , au droit que vous donne une maxime authentiquement approuvée par le Père de vôtre Roi , lors qu'il a secouru les Portugais & les Catalans ? que dis-je ? lors qu'il a*

1641. consenti que ceux-ci opprimez par les Castillans, se donnassent à lui, & le reconnussent pour leur Souverain légitime? Que je fai bon gré aux Portugais d'avoir si bien conservé le bon principe du droit de tous les peuples sortis du Nord, apporté chez eux par les anciens Goths! Les habitans de la Grande-Bretagne en font le fondement de leur politique. Si les autres nations vouloient suivre leur exemple, on ne verroit pas tant de tirans dans le monde.

Tous ces faits étant de notoriété publique, concluent les Etats Généraux de Portugal dans leur décret, le Roi de Castille ne pouvant rien alléguer de solide, ni de spécieux pour soutenir son usurpation & son gouvernement arbitraire; les Portugais n'ayant point de tribunal supérieur, à la justice & à la protection duquel ils pussent recourir contre un Prince, qui bien loin d'écouter les remontrances & les plaintes présentées par plusieurs personnes distinguées par leur rang & par leur naissance, d'avoir égard aux derniers mouvemens du peuple d'Evora & d'ailleurs, qui tentoit de se délivrer de l'oppression sous laquelle il gémissoit; d'apporter enfin quelque remède aux maux dont tout le Portugal se plaignoit, n'a pensé depuis, qu'à rendre le joug de sa domination encore plus pesant, plus insupportable; qui peut trouver à redire que les trois ordres de ce Roiaume, usant du pouvoir que le Droit naturel & civil leur donne, de pourvoir à leur propre conservation,
refusent

refusent d'obéir plus long-temps au Roi de Castille, & se soumettent à Don Jean IV. successeur légitime du Roi Henri, en vertu des justes prétensions de la Duchesse Catherine sa grand' mère ? Ni elle, ni le Duc Théodose son fils, n'ont jamais pu tenter de faire valoir leur droit, sans s'exposer à perdre leurs biens & la vie. Il est vrai que dans les derniers Etats Généraux, celui-ci prêta serment de fidélité au Roi de Castille. Mais il protesta secrètement contre la violence & l'injustice qu'on lui faisoit, signa l'acte de sa main, où il prend à témoin tous les Saints du Ciel, puisqu'il n'y a personne sur la terre à qui il se puisse fier, & y apposa son sceau. Le Roi de Portugal aiant si adroitement prévenu ses sujets par l'abolition des impôts exigés sous les régnes précédens, les Etats lui accordèrent trois millions d'or pour les frais de la guerre, dont le Roiaume étoit menacé. Sa dextérité parut grande en cette occasion. Il refusa de consentir à la répartition de la somme, sous prétexte que ce seroit établir de nouveaux impôts, dans le temps même qu'il ôtoit les vieux. Les Portugais charmez de la liberté laissée à chacun de contribuer autant qu'il lui plaira, se picquent de reconnaissance & de générosité. Au lieu de trois millions d'or, l'adroit Monarque en touche quatre.

Conformément à la résolution prise Ambassa- dans l'assemblée, d'envoyer aux Têtes ^{dents du} couronnées & aux autres Puissances de la ^{Roi de Por-} Chré-

1641.
tugal en
France &
ailleurs.

*Vie du Car-
dinal de Ri-
chelieu par
Aubery.
Liv. VI.
Chap. 64.
Mémoires
pour servir
à l'Histoire
du même.
Tom. II.
Birago, His-
toria della
Disensione
del Regno
di Porto-
gallo, &c.
Lib. IV.
Mercurio
di Vittorio
Siri. Tom. I.
Lib. II.
Nani, Histo-
ria Veneta.
Lib. XI.
1641.
Grotii Epi-
stola passim
an. 1641.
Puffendorf,
Commentar.
Rerum Suc-
cicarum.
Lib. XIII.*

Chrétienté, pour faire de nouvelles al-
liances, ou renouveler du moins les an-
ciennes, & pour donner de la réputation
au nouveau Roi, en engageant par ces
avances obligeantes les Cours ennemies
de la Maison d'Autriche, ou jalouses de
sa grandeur, à le reconnoître, Don
François de Mello Grand Veneur, &
Antoine Coello de Caravajal eurent or-
dre d'aller au-plûtôt à Paris, en qualité
d'Ambassadeurs Extraordinaires. Celui-
ci distingué par son habileté dans le
Droit Civil, fut adjoint à Mello, com-
me propre à bien déduire la justice des
prétentions de leur Maître à la Couronne
de Portugal, & à seconder son collègue
dans la négociation du traité qu'ils de-
voient proposer au Roi de France. Bira-
go dit que les Ambassadeurs de Portugal
furent leur entrée à Paris le 25. Mars
1641. J'ai peine à concilier cette circon-
stance avec l'instruction datée de S. Ger-
main en Laie le 16. du même mois, &
donnée à Saint-Pé, que Louis renvoia
en Portugal, comme je l'ai remarqué ail-
leurs, dès que la nouvelle de la révolu-
tion fut apportée à la Cour de France. Il
paroît dans cette pièce, qu'on n'y savoit
pas encore certainement que le Roi de
Portugal envoioit des Ambassadeurs, &
que le bruit couroit seulement, qu'il en
devoit venir un de sa part. Il n'est pas
impossible que Saint-Pé ait été dépêché
avant que Mello & son collègue arriva-
sent dans le Roiaume. Mais s'ils sont
entrez

entrez solennellement à Paris le 25. Mars, 1641.
 après avoir débarqué, comme Birago le
 dit, à la Rochelle, ville fort éloignée de
 la capitale, je ne puis me persuader que
 le 16. Mars, on ne scût rien à Paris de
 leur arrivée. Car enfin, les Magistrats
 de la ville de Poitiers eurent ordre de leur
 rendre de grans honneurs, & ils passè-
 rent quelques jours dans le voisinage
 de Paris, jusques à ce que tout fût prêt
 pour leur entrée publique. Ces choses
 demandent plus de neuf jours de temps.
 Il y a donc de l'erreur dans la date de Bi-
 rago, ou dans celle de l'instruction. Le
 dernier me paroît plus vraisemblable.
 Richelieu fort impatient d'apprendre des
 nouvelles certaines de ce qui s'étoit passé
 en Portugal, comme on le voit dans cet-
 te pièce, auroit-il différé trois mois &
 demi depuis l'élévation du Duc de Bra-
 gance sur le thrône, à dépêcher un
 homme de confiance à Lisbonne? Quoi
 qu'il en soit, voici ce que je trouve dans
 l'instruction donnée à Saint-Pé. Elle
 confirme ce que j'ai remarqué ci-devant,
 que le Cardinal n'eut point une si grande
 part à la révolution de Portugal.

*Le Sieur de Saint-Pé se rendra diligem-
 ment à Lisbonne, pour reconnoître en quelle
 situation les affaires y sont, & pour en don-
 ner ici des avis certains. Il fera entendre
 au nouveau Roi de Portugal, & aux princi-
 paux du païs qui se déclarent pour lui, &
 ont part à ce qui s'y passe maintenant, que
 Sa Majesté a voulu que le Sieur de Saint-*

1641. Pé retourna promptement à Lisbonne, afin de les assister de la bienveillance du Roi & de son entière disposition à les assister, & pour s'informer particulièrement, en quoi ils en peuvent avoir besoin, dont il a charge de rendre au-plûtôt un compte exact à Sa Majesté. A propos de cela, il pourra faire mention de l'amitié que la France a toujours eue pour la Nation Portugaise, & pour leurs derniers Rois. Que Sa Majesté est bien-aise de l'occasion qui se présente de la renouveler, & de leur en donner des preuves, puis qu'ils se sont mis en état de les recevoir. Que s'ils veulent envoyer un Ambassadeur vers Sa Majesté, elle le verra de fort bon ail, l'écouterà favorablement, lui confirmera de vive voix, & par des effets la bonne volonté qu'elle a pour eux; aiant résolu de prendre soin de ce qui les touche, & de lier si étroitement leurs intérêts avec ceux de la France, que le Roi ne fera pas difficulté de s'engager à ne conclure aucun traité avec les Espagnols, sans que les Portugais y soient compris à leur satisfaction. Le Sieur de Saint-Pé fera ensorte que l'Ambassadeur qui viendra ici, demander l'assistance du Roi, ait ordre & pouvoir de traiter avec Sa Majesté, du secours qu'elle donnera aux Portugais, & de la manière dont ils correspondront à l'affection qu'elle veut leur témoigner. Quelqu'un ira pareillement de la part des Etats Généraux des Provinces-Unies en Portugal, faire la même chose que le Sieur de Saint-Pé y fera de

de la part du Roi. Avec la jonction de ces Messieurs, Sa Majesté peut assister les Portugais d'un nombre considérable de vaisseaux. Cette affaire & les autres s'ajusteront quand l'Ambassadeur viendra ici. On assure de divers endroits que le Roi de Portugal a destiné des Ambassadeurs vers Sa Majesté, en Angleterre, & en Hollande. Comme ils ne paroissent point, on est en peine ici des affaires de Portugal. Le Sieur de Saint-Pé représentera vivement au nouveau Roi, qu'il doit penser sérieusement & au-plûtôt, à maintenir puissamment ses affaires par le moien de bonnes armées de terre & de mer. Qu'il n'y a point de temps à perdre. Qu'il auroit tort de s'endormir sur sa prospérité dans ce premier commencement. Que la continuation dépend de la vigueur, de la vigilance, de l'activité qu'il apportera pour se soutenir dans la dignité en laquelle il se trouve établi, se munissant de forces pour cet effet, & de l'appui de ceux qui sont disposez à s'intéresser à sa fortune.

Le Maréchal de Châtillon alla prendre Mello & son collègue dans les carosses du Roi à deux lieues de Paris. Ils furent conduits trois jours après à S. Germain en Laie par le Duc de Chevreuse, où Sa Majesté leur donna audience. Elle les reçut de la manière du monde la plus obligeante. De son appartement, ils passèrent à celui de la Reine. Oserons-nous espérer, Madame, lui dit Mello, que Votre Majesté regardera de bon œil les Mi-

1641. *nistres d'un Prince qui enlève un beau Royaume au Roi vôtre frère? Ne craignez rien, Messieurs, répondit Anne d'Autriche en Castillan. Je suis sœur du Roi d'Espagne. Mais je suis aussi mère du Dauphin de France. L'Ambassadeur aiant demandé à la Reine, pourquoi elle n'avoit pas voulu leur parler d'abord en une langue qu'ils entendoient mieux que laFrançoise. Que savois-je, repliqua-t-elle en souriant, si je ne vous ferois point peur? Une si grande Reine, reprit Mello, peut bien imprimer de la crainte & du respect aux Portugais. Mais ceux qui parlent Castillan, ne leur feront jamais peur.* Richelieu étant venu le lendemain à Paris, les Ambassadeurs lui rendirent visite, & eurent deux heures de conférence avec lui. Après de grandes réflexions politiques de part & d'autre sur l'importance d'affoiblir la Maison d'Autriche, & de renverser son prétendu projet de la Monarchie Universelle, pour l'exécution duquel Philippe II. Roi d'Espagne comptoit principalement sur la conquête du Portugal, le Cardinal promit que le Marquis de Brezé son neveu revêtu de la qualité d'Ambassadeur Extraordinaire de Louis, conduiroit bien-tôt une puissante flotte à Lisbonne. Quelques jours après les Ambassadeurs se rendent chez le Chancelier, & entament leur négociation avec Séguier, Chavigni, & les autres Commissaires nommez par le Roi. La ligue entre les Couronnes de France & de Portugal fut promptement conclue & signée.

An-

Antoine d'Almada, & le Docteur François d'Andrada nommez Ambassadeurs de Portugal en Angleterre, y arrivèrent au mois de Mars. Malgré les oppositions & les intrigues d'Alphonse de Cardenas Ministre du Roi d'Espagne, qui répandit de l'argent dans le Conseil de Sa Majesté Britannique, & tâcha de la leurrer encore de la vaine espérance de la restitution du Palatinat à ses neveux, si elle refusoit de reconnoître le nouveau Roi de Portugal, les Ambassadeurs furent solennellement reçus à Londres, & à la sollicitation des Comtes d'Arondel & de Pembrock hautement déclarez pour eux, aussi bien que les principaux Marchands de la ville, ils eurent audience du Roi & de la Reine, comme Ministres d'une Tête couronnée. Charles demanda seulement d'être auparavant plus particulièrement informé du droit que le Duc de Bragance prétendoit avoir au Roiaume de Portugal. On lui présenta un ample mémoire sur cette matière. Après quoi les Ambassadeurs contens de leur réception, demeurèrent à Londres jusques à la conclusion d'un traité de paix & de commerce entre Charles & Jean.

La négociation la plus délicate & la plus difficile que le Portugal eût alors, c'étoit avec les Etats Généraux des Provinces-Unies. Tristan Hurtado de Mendoza en fut chargé. Il ne s'agissoit pas seulement d'obtenir qu'ils reconnussent le nouveau Roi, & qu'ils s'unissent avec lui
contre

1641. contre leur ennemi commun. Les Etats y étoient fort disposez. Mais il falloit leur demander la restitution des Iles & des places conquises par les anciens Rois de Portugal, en Afrique, dans les Indes Orientales, & au Brésil, que les Etats avoient enlevées aux Rois d'Espagne alors maîtres du Portugal. Outre qu'on prétendoit à la Haie que tout cela étoit de bonne prise sur l'ennemi, on n'étoit point d'humeur de rendre tant d'endroits avantageux au commerce de la République. Les Portugais soutenoient de leur côté que des conquêtes faites sur les Rois d'Espagne, injustes détenteurs du domaine des anciens Rois de Portugal, devoient être restituées au légitime héritier de ces Princes, avec qui les Etats n'avoient jamais rien eu à démêler, & que la République auroit sujet d'être contente de l'offre que Jean lui faisoit de la dédommager en tout, ou en partie, des dépenses faites pour la conservation des villes & des Iles dépendantes de la Couronne de Portugal avant l'usurpation des Castillans. N'ai-je point lu quelque part que les Etats Généraux prévoient cette demande spécieuse des Portugais, doutèrent quelque temps, s'ils reconnoitroient le nouveau Roi ?

Quoi qu'il en soit, la Cour de France aiant apparemment disposé les uns & les autres à un acommodement provisionnel, ou bien les Etats venant à réfléchir que leur union avec le Portugal embarrasseroit telle-

tellement le Roi d'Espagne, qu'il seroit 1641.
 enfin réduit à la nécessité de renoncer
 dans un traité authentique à ses préten-
 sions sur les Sept Provinces-Unies, dans
 l'espérance de reprendre le Portugal, on
 résolut de recevoir Mendoza, de lui ren-
 dre tous les honneurs dûs aux Ambassa-
 deurs des Têtes couronnées, & de cher-
 cher quelque expédient pour terminer à
 l'amiable un différend de fort grande im-
 portance aux Portugais & à la Républi-
 que. Cela n'étant pas si facile à trouver
 sur le champ, on convint d'une trêve de
 dix ans, pendant laquelle chacun demeu-
 reroit en possession de ce qu'il avoit pour
 lors, & travailleroit de son côté à chasser
 les Castillans de ce qu'ils occupoient dans
 les Indes Orientales, ou Occidentales.
 L'éloignement des lieux n'y permettant
 pas une exécution si prompte du traité,
 les Hollandois stipulèrent finement cette
 condition, que dans les endroits situez
 au delà de ce qu'on nomme *la Ligne équi-*
noctiale, il n'auroit lieu que dans un an.
 Toûjours éveillez sur ce qui regarde l'a-
 vantage de leur commerce, ces Messieurs
 profitent de la clause, & écrivent au
 Comte Maurice de Nassau qui comman-
 doit pour eux dans le Nouveau Monde,
 d'étendre promptement leurs conquêtes,
 le plus loin qu'il lui sera possible, & se
 rendent encore maîtres de plusieurs en-
 droits de la domination des anciens Rois
 de Portugal; entreprise qui chagrina ex-
 trêmement la Cour de Lisbonne. Mais
 quoi?

1641. quoi ? Il fallut dissimuler. On avoit trop grand besoin de l'assistance des Etats Généraux, qui pour témoigner qu'ils y alloient de bonne foi, envoièrent cette année vingt vaisseaux pour joindre la flotte de Portugal.

Comme Jean pensoit également & à se faire reconnoître dans toutes les Cours de l'Europe, & à se lier aux ennemis de la Maison d'Autriche, il envia François de Sofa Coutigno l'un de ses Conseillers d'Etat, vers les deux Couronnes du Nord, & lui ordonna de faire en même temps quelque tentative à la Diète Impériale qui se tenoit à Ratisbone, afin d'obtenir l'intervention des Electeurs & des Princes de l'Empire, en faveur d'Edouard frère du Roi de Portugal, que l'Empereur Ferdinand III. avoit fait arrêter à la sollicitation des Ministres de la Cour de Madrid. Outre les grands égards que le Roi de Dannemark avoit pour celle de Vienne, il négocioit encore alors un traité de commerce avec le Roi d'Espagne. Embarassé de l'arrivée de Coutigno, il l'amuse long-temps à Coppenhague, & lorsqu'il ne peut plus éluder honnêtement des instances vivement réitérées, de peur de desobliger Ferdinand & Philippe, il refuse d'autant plus volontiers de recevoir dans les formes l'Ambassadeur Portugais, & la lettre qu'il lui apporte de la part de Jean, que le trône du nouveau Roi lui paroît chancelant & en grand danger d'être bien-tôt renversé par la Maison d'Autriche, dont le Danois ménageoit l'amitié.

tié. Toutes ses civilitez aboutirent à in-
 viter Coutigno comme un particulier
 sans caractère, à diner dans la maison
 Roiale de Frederiksbourg, & à lui porter
 la santé du Roi son maître. Déchu de
 toute espérance de succès, l'Ambassadeur
 Portugais, qui pour être plus agréable-
 ment reçu à Coppenhague, n'a pas voulu
 dire qu'il étoit pareillement envoyé à la
 Reine de Suède, ne fait plus de mystère,
 & déclare au Comte d'Ulfeld premier Mi-
 nistre de Dannemark, l'ordre que Jean
 lui a donné d'aller à Stokholm. *Et bien,*
repartit Ulfeld, vous y trouverez des amis
de vos ennemis.

Coutigno fut en effet mieux reçu à la
 Cour de Suède qu'à celle de Dannemark.
 Mais il n'obtint pas tout ce qu'il deman-
 doit. La jeune Christine accompagnée
 des Régens du Roiaume, lui donne au-
 dience publique, reconnoit le nouveau
 Roi de Portugal, & répond aux lettres
 que Jean & Louise de Guzman lui
 avoient écrites. On conclut un traité
 de commerce entre la Suède & le Portu-
 gal. L'Ambassadeur proposoit outre cela
 une ligue offensive & défensive entre les
 deux Couronnes, & demandoit que celle
 de Suède s'engageât à faire comprendre
 le Portugal dans le traité de la paix géné-
 rale, & à y obtenir la liberté du Prince
 Edouard. Les Régens de Suède ne ju-
 geant pas à propos, que leur Reine se liât
 si étroitement avec une Puissance trop
 éloignée de ses Etats, promirent seule-
 ment

1641. ment les bons offices de Christine, tant au regard du Roi de Portugal, que du Prince son frère, & le dispensèrent d'entrer dans aucun engagement, sous prétexte que les préliminaires du traité de paix, étant déjà réglés, on ne pouvoit honnêtement y proposer une addition si considérable.

L'Empe-
reur fait ar-
rêter le
Prince
Edouard
frère du
Roi de
Portugal.

*Birago ,
Historia
della Dis-
missione del
Regno di
Portogallo.
&c. Lib. V.
Puffendorf.
Commentar.
Rerum
Suecicarum.
Lib. XIII.
Lotichius ,
Rerum Ger-
manicarum
ab Excessu
Ferdinandi
II. Lib.
XXI.
Cap. I.
Mercurio di
Vittorio Si-
ri. Tom. I.
Lib. II.*

J'ai déjà insinué qu'Edouard frère du Roi de Portugal, servoit l'Empereur dans ses armées contre la France & la Suède. Soit que ce Prince eût reçu quelque avis secret que les mécontents de Portugal, indignes de l'indolence affectée, ou véritable, de l'ainé de la Maison de Bragance, jettoient les yeux sur le cadet, & proposoient de l'appeller comme plus hardi & plus propre à en soutenir les droits : soit qu'agissant de concert avec le Duc de Bragance, ils fussent bien-aîsés l'un & l'autre, de tenter ce qu'on pouvoit espérer des ennemis de la Maison d'Autriche, en cas qu'ils prissent la résolution de profiter de la bonne volonté que les mécontents de Portugal leur témoignioient ; Edouard se déguise l'année précédente, & va *incognito* à Hambourg, dans le dessein d'y conférer secrètement avec le Comte d'Avaux & Salvius Plénipotentiaires des Couronnes de France & de Suède. Le Prince leur expose sa généalogie, la justice des prétensions de la Duchesse Catherine sa grand'mère, les décisions de l'Université de Coimbra & des plus habiles Jurisconsultes de Portugal en faveur de la Maison de Bragance, lorsqu'on commen-

ça d'examiner à la fin du règne du Roi 1641.
 Henri , quel étoit l'héritier légitime de *Historia*
 la Couronne de Portugal, après la mort *di Gualdo*
 du seul fils du Roi Emmanuel qui restât *Priorato.*
 en vie. Les deux Plénipotentiaires ex- *Part. III.*
 Lib. I.
 hortèrent Edouard à poursuivre coura-
 geusement de si justes prétensions. Mais
 n'étant pas informez de la disposition des
 Portugais à un soulèvement général , ce-
 pendant, ajoûtèrent-ils, *non ne voions pas*
comment vous pourrez réussir dans la con-
joncture présente.

Content d'avoir reconnu que son frère,
 ou lui, peuvent compter sur le secours des
 Puissances ennemies de la Maison d'Autri-
 che, en cas que l'occasion se présente de le-
 ver le masque, Edouard retourne à son ré-
 giment, & continué de servir dans l'armée
 Impériale, comme il faisoit depuis cinq ou
 six ans. Il est assez surprenant que le Duc
 de Bragance n'ait pas eu soin de l'avertir
 de mettre sa personne en seureté, un peu
 avant l'éclat de la conjuration qui se trama
 dès-lors avec plus de chaleur qu'aupara-
 vant. Fut-ce une jalousie secrète de l'ainé
 contre un cadet qui avoit ses partisans
 parmi les conjurez ? Fut-ce dissimulation,
 afin de tromper mieux les Espagnols , qui
 devoient être moins allarmez, tant qu'ils
 verroient Edouard comme en ôtage au-
 près de l'Empereur ? Quoi qu'il en soit,
 ce Prince paroissoit fort tranquille dans
 son quartier d'hiver à trois lieues d'Ulm
 en Suabe, lorsque le Duc de Bragance fut
 proclamé Roi de Portugal. Un des pré-
 miers

1641. miers soins de celui-ci, ou du moins de Lucéna son Secrétaire d'Etat, ce devoit être d'avertir incessamment Edouard devenu Infant de Portugal par l'élévation de son aîné sur le trône, afin qu'il tâchât de se dérober au ressentiment de la Maison d'Autriche. Cependant on n'en fit rien, soit qu'on n'y pensât pas dans les étranges embarras que causent les premiers commencemens d'une si grande affaire; soit que le nouveau Secrétaire d'Etat ne se mît pas en peine d'appeller à la Cour un Prince avec lequel il s'étoit brouillé. Quelques personnes soupçonnèrent Lucéna de cet oubli malin & infidèle.

J'ai parlé ailleurs d'un Don Francesco de Mello Portugais, différent de celui qui eut grande part à la révolution de Portugal, & que nous venons de voir Ambassadeur en France. Le premier dont il s'agit maintenant, eut des emplois considérables dans les armées du Roi d'Espagne en Italie, & fut nommé Plénipotentiaire de Philippe pour le traité de la paix générale, qui se devoit négocier à Cologne, comme je l'ai rapporté ci-dessus. Les difficultez sur les préliminaires, & les délais affectez de l'Empereur, & des Couronnes de France & d'Espagne, aiant obligé le Cardinal Ginetti Légat du Pape & Médiateur, de s'en retourner à Rome, Mello attendoit à Vienne de nouveaux ordres de la Cour de Madrid. On dit que ce Seigneur né fort pauvre, entra dans la maison de Théodose Duc de Bragança

gance dont il étoit parent , & devint un de ses plus intimes confidens. Olivarez toujours occupé à chercher les moïens de ruiner la Maison de Bragance , appelle Mello à la Cour de Madrid , le gagne , & le renvoie dans son païs avec des ordres secrets d'observer attentivement toutes les alleures de Théodose , ou de Jean son fils , de les décrier sous main , de leur susciter des ennemis , & de faciliter l'exécution du projet formé d'établir de nouveaux impôts en Portugal. La liaison que Mello ne se put dispenser de prendre en conséquence de ce dernier article , avec certains Juifs fermiers de Sa Majesté Catholique , le rendit si odieux en Portugal , qu'il y fut communément regardé comme traître à sa patrie. De manière qu'il prend le parti de se retirer. Le Comte Duc lui donne de l'emploi en Italie , le fait Lieutenant Général d'armée , enfin Plénipotentiaire pour le traité de paix à Cologne. Quand la nouvelle de la révolution de Portugal fut apportée à Vienne , Mello crut avoir une occasion favorable de faire sa Cour à Olivarez , & de chagriner la Maison de Bragance , qu'il haïssoit d'autant plus , qu'au lieu de reconnoître les bienfaits du Duc Théodose , il l'avoit lâchement trahi. Nous n'avons point d'ennemis plus dangereux ni plus opiniâtres , que ceux qui nous ont offensés les premiers. Mello engage donc les Ministres de Philippe auprès de Ferdinand , à demander conjointement avec lui

1641. lui que Sa Majesté Impériale s'affure incessamment de la personne d'Edouard, de peur qu'un Prince brave & bon Officier, n'aille servir le Roi son frère, & l'aider à se maintenir sur le trône.

L'Empereur rejetta d'abord la proposition. *A Dieu ne plaise*, dit-il avec une noble indignation, *qu'on me reproche jamais d'avoir violé les droits d'hospitalité, & maltraité un parent, qui bien loin d'entrer dans la conjuration tramée par son frère, me sert fidèlement depuis sept ans.* L'Archiduc Leopold frère de l'Empereur & ami d'Edouard, confirmoit Ferdinand dans ce généreux sentiment, qu'il auroit conservé, si Mello & les Ministres Espagnols n'avoient pas fait agir le Comte de Trautmansdorf & les autres pensionnaires de la Cour de Madrid, & suborné le Capucin Quiroga Confesseur de l'Impératrice; misérable Casuiste, qui plus versé dans les subtilitez des Auteurs de la Morale corrompue de ces derniers siècles, que dans la lecture de l'Evangile, quoi qu'il fût d'ailleurs ennemi des Jésuites, trouva le moyen de lever les justes scrupules de Ferdinand. On arrête donc Edouard par son ordre. Il fut premièrement conduit à Ratisbone, puis à Passau & à Gratz en Stirie; enfin livré entre les mains du Roi d'Espagne, qui le fit enfermer l'année suivante dans le château de Milan. On dit que les Espagnols le traitèrent avec tant d'inhumanité, que s'abandonnant au desespoir, il fut plus d'une fois tenté de se délivrer par une mort

mort volontaire des rigueurs d'une prison encore plus insupportable qu'injuste. Coutigno avoit communiqué au Chancelier Oxenstiern & aux autres Régens de Suède son dessein, d'aller à la Diète de Ratisbone, solliciter l'élargissement d'Edouard, ou du moins l'intervention des Electeurs & des Princes de l'Empire, obliger à maintenir la liberté de l'Allemagne violée par une entreprise contraire au droit des gens & à la bonne foi publique, sur la personne d'un Prince qui servoit depuis sept ans l'Empereur & les Princes engagez dans la même guerre. Mais les Ministres de Suède n'ayant pas conseillé au Portugais, de s'exposer sans un saufconduit de l'Empereur, il se contenta d'envoyer de Stockholm à Ratisbone un mémoire latin, adressé aux Etats de l'Empire assemblez, où après avoir remontré l'injustice faite à Edouard, il expose le droit incontestable de la Maison de Bragance au Roiaume de Portugal.

1641.

Quand je considère la situation des affaires du Roi d'Espagne, je ne suis pas surpris que son Ministre ait été d'un avis contraire à celui du Comte d'Ognate, & qu'il ait insisté sur la réduction entière des Catalans, avant que de tourner les plus grandes forces de Philippe contre les Portugais. Dès le commencement de l'an 1641. le Marquis de Los Velez à la tête d'une bonne armée, avoit emporté Taragone, où Espenan s'étoit jetté avec quelques François, & marchoit à Barcelone

Entrée & progrès de l'armée Espagnole en Catalogne.

Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery. Liv. VI. Chap. 59.

1641. qui ne paroïſſoit pas devoir faire une lon-
Grotti Epi- gue réſiſtance, à cauſe de la foibleſſe de la
ſola paſſim place, & du petit nombre de troupes Fran-
initio anni çoiſes, envoyées d'abord au ſecours des
 1641. Catalans. De manière qu'afſez bien fon-
Nani, Hiſto- dé dans ſon eſpérance de réduire Barcelo-
ria Veneta. ne, & par conſéquent toute la Catalogne,
Lib. XI. dans le mois de Février, avant que les
 1641. François euſſent le temps d'y paſſer, Oli-
Hiſtorie varez ne raiſonnoit pas mal, lorsqu'il ſou-
di Gualdo tint la néceſſité de finir premièrement l'a-
Priorato. faire des Catalans heureuſement com-
Part. II. mencée: Après quoi le nouveau Roi de
Lib. X. Portugal, qui ne pouvoit recevoir ſi-tôt le
Vittorio Si- ſecours de la France & des Etats Géné-
ri, Memoris raux des Provinces-Unies, ſeroit facile-
Recondite. ment accablé. Mais, comme je l'ai déjà
Tom. VIII. remarqué, les meilleurs projets du Com-
Pag. 820. te Duc ſe déconcoertèrent preſque tou-
 221. *Sc.* jours, lorsqu'ils paroïſſoient fort avancez.
Mercurio L'armée Eſpagnele échouera devant Bar-
del medeſ- celone, les Catalans effraiez reprendront
mo. Tom. I. courage, & ſe donneront au Roi de Fran-
Lib. I. ce, afin de l'engager à les ſecourir plus
Tom. II. puiffamment. C'eſt ce que je dois racon-
Lib. I. ter préſentement.

Soit que Philippe eût véritablement
 conçu le deſſein de s'avancer en perſonne
 vers la Catalogne; ſoit que ce fût une feinte
 pour intimider les mécontens du païs,
 & pour engager la Nobleſſe Eſpagnele, &
 ſur tout celle de Portugal, à exécuter l'or-
 dre envoyé de ſe rendre inceſſamment à
 l'armée, on fit courir le bruit que le Roi
 prétendoit ſe mettre à la tête d'environ
 ſeize

seize ou dix-huit mille hommes de pied, & de quatre ou six mille chevaux, & aller lui-même réduire les rebelles. Quoique la saison fût encore moins propre à tenir la mer, qu'à camper & à former des sièges, une flotte assez nombreuse devoit faire voile en même temps que l'armée de terre commenceroit de marcher, non pas tant pour attaquer les villes maritimes de la Province, qu'afin de porter des vivres & des provisions à des troupes ramassées avec une extrême dépense. Au mois de Novembre de l'année précédente, les Ministres de Philippe dirent qu'ils ne lui conseilloyent pas de s'éloigner de Madrid, où sa présence étoit nécessaire. La nouvelle du soulèvement des Portugais reçue peu de temps ensuite, rendit la chose plus plausible. Après ce changement de résolution feint ou véritable, on ne put donner honnêtement le commandement de l'armée, qu'au Marquis de Los Velez. Sujet d'un mérite plus que médiocre pour un pareil emploi, déjà nommé Vice-Roi de Catalogne, comme le Seigneur qui devoit être le plus agréable aux gens du pais, à cause de la dévotion dont il se piquoit & des grans biens qu'il y possédoit. Mais n'étoit-ce pas vouloir perdre à plaisir l'avantage, qu'on se proposoit de tirer du choix d'un Vice-Roi capable de s'insinuer dans l'esprit des Catalans & de les ramener, que de lui enjoindre de mettre à feu & à sang toutes les villes qui oseroient faire la moindre résistance, & de passer au fil

1641. de l'épée tous les Catalans qu'il rencontre-
roit en armes contre le Roi? Telle fut la
cause ordinaire des plus grandes disgrâces
du Comte Duc. Emporté par son humeur
hautaine & vindicative, il gâta les affaires
du Roi son maître & les siennes propres ,
en voulant mortifier les gens qui l'avoient
desobligé, ou ruiner ceux qu'il regardoit
comme ses ennemis : faute la moins par-
donnable à un Ministre d'Etat. Richelieu
n'en fut pas exempt. Mais il eut plus de
bonheur en certaines occasions , & en
d'autres il sut mieux moderer sa passion.
Comme le bigot Los Velez étoit plus pro-
pre à rouler un chappelet dans ses mains,
qu'à manier le bâton de Général de l'ar-
mée, on donna la Lieutenance Générale
d'armée au Marquis de Torrecuso Nea-
politain , & le Duc de S. George son fils
obtint le commandement de la cavalerie.
A la fin du mois de Novembre de l'année
précédente , l'armée commence de mar-
cher vers la Catalogne. On s'arrête sur la
frontière de la Province jusques à ce que
le Duc de Ferrandine Général des galères
se mette en mer, & cependant on con-
certe l'entrée dans le pais révolté.

Tortose fut d'abord investie & empor-
tée sans aucune résistance. Le Comte de
Rochefort Gouverneur de Cambriel place
d'armes des Catalans, mais nullement
fortifiée, se met en tête d'arrêter l'armée
Espagnole avec deux mille hommes de
garnison, & de donner à ses compatrio-
tes le temps de se reconnoître & de le se-
courir.

courir. Il répond fièrement à la première sommation, qu'il est déterminé à se défendre jusques à la dernière extrémité. L'artillerie des ennemis qui foudroia la ville durant sept jours, ne lui permit pas de soutenir plus long-temps sa bravoure. Il demande à capituler. *Faire quartier à des rebelles, c'est un énorme sacrilège,* répond Los Velez, encore plus animé par sa rage contre les Catalans qui lui confisquèrent ses terres dans leur Province, que par son zèle bigot, & par l'ordre cruel qu'Olivarez lui a donné. Voilà donc Rochefort réduit à la nécessité de se rendre à discrétion. Sans aucun égard à la naissance d'un Seigneur qui prétend descendre des anciens Ducs d'Aquitaine, ou du moins issu d'une des meilleures maisons du pais, on le pend par les pieds aux creneaux de la muraille avec ses Officiers subalternes. La garnison est passée au fil de l'épée, ou envoyée aux galères; la ville est mise à feu & à sang. En un mot, les cruautés de Los Velez furent si grandes, que les Catalans effraiez rappelant dans leur mémoire ce qui s'étoit passé autrefois dans les Pais-Bas crurent qu'on leur envoyoit un nouveau Duc d'Albe. Si Los Velez n'avoit ni la bravoure, ni l'expérience de celui-ci, il témoignoit du moins ne lui vouloir pas céder en inhumanité. Cela faisoit tout son mérite auprès du premier Ministre.

Les habitans de Barcelone qui se
T 3 voient

1641. voioient menacez d'un traitement aussi barbare, s'exhortèrent les uns les autres à défendre courageusement leur liberté, & à s'ensevelir sous les ruines de leur ville qui devoit être assiégée immédiatement après la prise de Tarragone déjà investie par l'armée Espagnole. Mais que pouvoient-ils faire dans une ville dénuée de tout, sans fortifications, sans Ingénieurs, sans troupes réglées? Le secours promis par la France ne venoit point. Espenan Gouverneur de Leucate en Languedoc ayant reçu ordre de conduire trois mille hommes de pied & huit cens chevaux en Catalogne, s'étoit avancé seulement jusques au Col de Pertus. Avec un corps de troupes si modique, Richelieu se flattoit-il de mettre les Catalans en état de repousser une des meilleures armées du Roi d'Espagne? Prétendoit-il les réduire à la nécessité de renoncer à leur projet de République, & de se donner absolument à la France? Quelques Politiques du temps le crurent ainsi. N'y-a-t'il pas plus d'apparence que le Cardinal comptoit peu sur la révolte des Catalans, & qu'ayant assez d'occupation ailleurs, il ne pensoit pas devoir hazarder trop de troupes pour des gens qui rentreroient sous l'obéissance de leur Roi, dès que le Comte Duc qui ne lui paroissoit pas assez imprudent pour porter au desespoir des habitans d'une Province capable de causer un extrême embarras à Philippe, leur feroit accorder des conditions supportables?

Eles? Cela est assez vraisemblable à mon avis. Lorsque du Verger envoié de Barcelone à la Cour par du Plessis Bezançon, avec le traité signé le 17. Décembre de l'année précédente, par lequel la prétendue République de Catalogne se mettoit sous la protection de Louis à certaines conditions, annonça cette nouvelle à Richelieu, *ce que vous me dites, du Verger, est-il bien vrai?* répondit-il surpris d'un succès inespéré. Depuis ce temps-là le Cardinal parut prendre plus à cœur les affaires de Catalogne. Cependant, il n'est pas impossible que content de ce que les Catalans avoient fait une démarche qui les devoit rendre irréconciliables avec la Cour de Madrid, il espéra que dégoûtés bien-tôt de leur projet chimérique de se mettre en République, ils n'auroient plus d'autre ressources que de se donner absolument à la France.

Quoi qu'il en soit des vûes secrètes de Richelieu, les gens de la députation de Barcelone pressent Espenan d'acourir à leur secours, & l'Officier impatient de se signaler encore plus qu'à la défense de Salces contre les Espagnols, s'avance avec sa petite armée, & est reçu avec une joie incroyable. Les habitans de Barcelone persuadés qu'ils seroient encore moins épargnez que ceux de Cambriel, travailloient sans Ingénieur à fortifier leur ville, avant que du Plessis Bezançon y fût revenu de la Cour de France. Un

1641. Capucin peut-être assez intelligent à dresser & à conduire un plan de jardin, entreprit de tracer à sa manière des lignes, des retranchemens, & d'autres ouvrages militaires. Les hommes de tout âge, de toute profession & les femmes remuoient la terre & portoient la hote sous la direction du bon Religieux. Du Pleffis habile Officier réforma le mieux qu'il put les ouvrages irréguliers. Cependant l'armée Espagnole arrive devant Tarragone, où Espenan s'étoit trop légèrement jeté avec la cavalerie François. Surpris de trouver une foible garnison, & une place sans fortifications, il se repent bientôt de sa précipitation, & desespère d'y soutenir la réputation acquise à Salces. On dit que le Marquis de Torrecuso & le Duc de S. George son fils qui avoient conçu de l'estime pour lui dans ce siège où ils servirent, lui aiant fait quelques complimens par un trompette, ils s'avisa de sortir de Tarragone, sous je ne fai quel prétexte, & de les aller voir dans leur camp; qu'ils le retinrent à diner, & que le Marquis de Los Velez s'étant trouvé au repas, Espenan fut si bien convaincu de l'impossibilité de soutenir avec honneur un siège contre une armée nombreuse & aguerrie, qu'il résolut d'accepter la capitulation assez raisonnable par rapport à sa foiblesse, que le Général Espagnol lui offroit.

Le récit de quelques autres me semble plus croiable: que le Marquis de Los Velez

1641.
 lez aiant renvoïé Sainte Colombe Officier François prisonnier, Espenan persuadé sur le rapport de celui-ci, que Tarragone seroit emportée avant qu'il pût être secouru, prit la résolution de l'abandonner & de sauver ses gens. Que les Officiers Catalans avertis de l'ordre donné aux soldats François de se tenir prêts à sortir, le conjurèrent de différer jusques à ce qu'ils pussent prendre quelques mesures pour leur propre seureté. Que n'ayant pas voulu leur acorder cette satisfaction, ils se saisirent des portes de la ville, & protestèrent que les François n'en sortiroient pas, à moins que dans la capitulation, ils ne stipulassent la conservation des biens & de la vie des habitans. Que là-dessus Espenan renvoie Sainte Colombe au camp des assiégeans, & lui ordonne de déclarer positivement au Marquis de Los Velez que les assiégés sont dans la résolution de se défendre jusques à la dernière extrémité, s'il ne veut pas acorder ce qu'on lui demande en faveur des habitans. Que Torrecuso & son fils se souvenant de la peine qu'Espenan leur avoit donnée au siège de Salces, engagèrent Los Velez à tout promettre pourvu que l'Officier François & ses soldats enfermés dans Tarragone, sortissent de la Province, & n'y revinssent plus servir. La capitulation fut concludé à ces conditions. Espenan & les Catalans s'accusèrent alors réciproquement. Ceux-ci crioient contre la timidité des François, & leur

1641. leur Commandant se plaignoit de n'avoir rien trouvé à Tarragone de tout ce qu'on lui avoit fait espérer lors qu'il partit de Barcelone, pour s'y venir enfermer. Mais il eut beau dire. Sa capitulation & sa retraite ne furent pas moins blâmées en France, qu'en Catalogne. Richelieu mécontent de lui au dernier point, l'auroit perdu sans ressource, si Condé que le Cardinal ménageoit à cause du mariage de sa nièce avec le Duc d'Enguien, n'eût intercédé en faveur d'un Officier que le Prince aimoit.

Les Espagnols sont battus devant Barcelone, & les Catalans se donnent au Roi de France.

Quoique la prise de Tarragone eût étourdi les Catalans, qui voioient l'armée Espagnole presqu'aux portes de Barcelone, cependant, animez par l'espérance que du Plessis Bezançon leur donnoit d'un prompt & puissant secours de la part du Roi de France, ils reprérent courage, & se préparèrent à une vigoureuse résistance. La cruauté du Marquis de Los Velez les confirmoit dans cette résolution. Les principaux auteurs de la révolte enfermés dans Barcelone, convaincus que le Général Espagnol les épargneroit encore moins qu'il n'avoit épargné le Comte de Rochefort & les autres gens de Cambriel, exhortoient le peuple à mourir plutôt l'épée à la main pour la défense de ses privilèges & de sa liberté, que de retourner sous le joug de la domination Castillane. Los Velez arrivé à deux lieues de Barcelone, envoie un trompette à l'Evêque de la ville avec les lettres

Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery. Liv. IV. Chap. 49. Grotii Epistolæ passim initio anni 1641.

lettres de Sa Majesté Catholique, & le charge pareillement de celles qu'il écrivit lui-même, en qualité de Vice-Roi de la Province. Les Catalans eurent envie de renvoyer le trompette, sans lui permettre d'entrer dans Barcelone. Mais du Pleffis Bezançon leur aiant remontré, qu'en feignant de vouloir écouter le Prélat, on gagneroit du temps pour se préparer à soutenir le siège en cas que le Général Espagnol entreprit de le former, ils consentirent à recevoir le trompette. L'Evêque demande donc audience à ceux de la députation, & dit qu'il a des lettres de Sa Majesté Catholique à leur rendre. Ils répondent selonc ce qu'ils avoient concerté avec l'Officier François, que l'engagement pris avec le Roi Très-Christien ne leur permet pas d'ouvrir les lettres de Philippe en l'absence du Ministre de France; qu'on délibérera sur la demande du Prélat, & qu'il recevra réponse immédiatement après. Au bout de trois jours, les gens de la députation l'envoient querir, & lui donnent la liberté de s'expliquer sur ce qu'il est chargé de dire. Son discours aboutit à promettre une entière amnistie de tout le passé, pourvu que les Catalans rentrassent dans le devoir, & renonçassent à leurs liaisons avec la France. Que s'ils persistoient dans leur révolte, Sa Majesté Catholique les menaçoit des plus rigoureux châtimens. Monseigneur, répondit au nom de ses collègues,

1641.
Nani, Historia Veneta.
Lib. XI.
1641.
Historie di Gualdo Priorato.
Part. II.
Lib. I.
Vittorio Stori, Memorie Recondite.
Tom. VIII.
Pag. 825.
826. &c.
Mercurio del medesimo.
Tom. I.
Lib. I.
Tom. II.
Lib. I.

1641. gues, Claris Chanoine d'Urgel & Député du Clergé, vous êtes assez bien informé de nos loix & de nos constitutions. Lisez, s'il vous plaît, ce qu'on a jugé à propos d'écrire à M. le Marquis de Los Velez. S'il ne veut pas y avoir égard, je vous déclare au nom de la compagnie, que nous sommes déterminés à nous défendre jusques à la dernière extrémité, & que nous aimons mieux mourir sujets du Roi de France que de renoncer à nos privilèges & à nôtre liberté. Telle étoit la substance de la lettre adressée à Los Velez : que selon les anciennes loix du pais les Etats ne peuvent traiter avec qui que ce soit, pendant qu'il y demeure les armes à la main. & qu'il ne leur est pas permis d'écouter aucune proposition de la part de Philippe, avant que son armée soit sortie de Catalogne. Avertissez, Monsieur, vôtre Général, ajouta-t'on en s'adressant au trompette, que s'il s'approche plus près de la ville, il trouvera des François en bonne disposition de le recevoir. Claris vouloit-il insinuer à Los Velez, le traité avec la France qu'on avoit déjà mis sur le tapis ? Quelqu'un raconte que le Chanoine d'Urgel repartit en deux mots au Prélat : vaincre, ou mourir. Voilà, Monseigneur, tout ce que nous avons à vous dire.

Soit que Los Velez s'imagine qu'il y a plus de rodomontade, que de bravoure dans une réponse si fière ; soit qu'il compte sur ses intelligences dans la ville, sans atten-

attendre son artillerie & ses provisions , il marche droit à Barcelone. Les habitans avertis que les ennemis s'approchent dans le dessein de surprendre la ville , ou du moins de l'investir , & d'emporter premièrement le fort de Monjuich , se montrent sur les murailles en bonne disposition de se défendre. Du Pleffis Bezançon sort à la tête de deux ou trois régimens François & Catalans , afin de repousser le Duc de S. George Général de la cavalerie Espagnole, qui s'avançoit avec quelques escadrons. Emporté par sa valeur, ou peut-être trompé par quelque vaine espérance d'être admis dans la ville s'il peut pénétrer jusques à une porte, le jeune Officier fond sur les ennemis le 26. Janvier, malgré le feu de l'artillerie & de la mousqueterie placée sur les murailles, & se flatte de les pouvoir repousser jusques dans la ville, & y entrer pêle-mêle avec eux. Mais du Pleffis & ses gens le reçoivent si courageusement , que ce Seigneur Neapolitain de la Maison Caraccioli, est blessé mortellement à l'âge de 28. ans. Don Alvare Guignonez Commissaire Général, deux neveux du Marquis de Los Velez , & plusieurs autres furent étendus en même temps sur la place. Les escadrons Espagnols s'étant retirés en désordre après le malheur arrivé à leur Général , du Pleffis Bezançon & ses gens courent promptement au secours du fort Monjuich que les ennemis commençoient d'attaquer. Moins courageux

1641. & moins intrépides que les Anglois & leurs alliez, qui l'emportèrent il y a trois ans sous la conduite du brave Comte de Peterborough, les Espagnols furent bientôt repoussés avec perte de deux mille hommes tant tuez que blessés. On dit que la confusion fut si grande dans l'armée de Los Velez, que du Plessis Bezançon auroit pû la défaire entièrement avec trois ou quatre mille hommes de troupes réglées. Mais il ne les avoit pas. Content d'un si glorieux exploit, il rentre à Barcelone, & va faire chanter le *Te Deum* dans l'Eglise Cathédrale, en présence du Jésuite Mascaregnas Ambassadeur de Portugal, qu'un si grand avantage obtenu peu de jours après son arrivée en Catalogne, transportoit de joie. L'Evêque de Barcelone, dévoué à la Cour de Madrid, ne voulut pas assister à la cérémonie. Prévoioit-il que le célébrant auroit ordre de prier Dieu pour le Roi de France, à qui les Catalans se donnèrent trois jours auparavant, & de ne faire aucune mention de celui d'Espagne ? On en usa de la sorte pour la première fois en Catalogne.

Philippe déchu des grandes espérances que son Ministre lui avoit données, de la réduction de cette Province avant le printemps, commanda que le reste de son armée fût mis en quartiers d'hiver à Tarragone, & dans les autres villes emportées. Il rapella le cruel & mal-habile Los Velez, sous prétexte de l'envoyer Ambassadeur Extraordinaire à Rome, avec ordre
d'em-

d'empêcher que Don Michel de Portugal frère du Comte de Vimioſe, & l'Evêque de Lamégo, qui ſ'y devoit rendre avec le même caractère de la part du nouveau Roi de Portugal, ne fût reçu par le Pape, Frederic Colonne Grand d'Eſpagne, Vice-Roi de Valence & Connétable du Royaume de Naples, obtint le commandement général de l'armée à la place de Los Velez. Du Pleſſis Bezançon ſecondé par le Député Claris, que ſa haine contre les Caſtillans portoit à tout entreprendre pour la France, avoit, comme je l'ai déjà remarqué, admirablement bien profité de la ſituation préſente des affaires à Barcelone. L'un & l'autre inſinuèrent ſi habilement aux Catalans, que le moien le plus efficace d'engager le Roi de France à les ſecourir puiffamment, c'étoit de renoncer à leur chimérique projet d'une République & de ſe donner ſous certaines conditions au Roi de France, que la choſe fut enfin réſolue. Les Etats de la Province ſignérent l'acte de donation le 23. Janvier de cette année, trois jours avant la défaite des Eſpagnols, & ſix jours après la concluſion d'un traité précédent, par lequel ils ſe mettoient ſeulement ſous la protection de Louis. Soit que lui, ou ſon Miniſtre affectaſſent de ne témoigner aucun emprefſement de profiter d'une donation ſi extraordinaire, ſoit qu'on voultût avoir le loifir d'en examiner tous les articles, elle ne fut ſolennellement acceptée que le 18. Septembre. à Peronne

1641. en Picardie. Le Roi promet en même temps d'aller lui-même à Barcelone, jurer l'observation des conditions stipulées par les Catalans, dès que l'état de ses affaires le lui permettroit.

Les voici. Que Sa Majesté observeroit & feroit observer les loix & les coutumes du pais. Qu'elle s'obligerait par serment à ne publier aucune nouvelle ordonnance sans le consentement des Etats Généraux de la Province. Qu'elle promettroit de conserver les privilèges & les libertez des trois Ordres du Clergé, de la Noblesse, du Peuple, de Barcelone, & des autres villes. Que les Conseillers de la capitale seroient maintenus dans leur droit de se couvrir en présence du Roi & de toute la famille Royale. Que les Officiers de Barcelone & des autres villes, jouiroient pareillement de leurs honneurs & privilèges. Que dans la Principauté de Catalogne & dans les Comtez de Roussillon & de Cerdagne, il n'y auroit aucun logement de gens de guerre, que par les ordres des Consuls, ou Jurats des Communautés, conformément aux loix du pais. Que Louis promettroit que la même Principauté & ses deux Comtez annexez, ne seroient jamais, ni en tout, ni en partie, ni pour quelque occasion que ce pût être, démembrés de la Couronne de France. Qu'ils y demeureroient perpétuellement unis; de manière que celui qui seroit Roi de France, seroit toujours pareillement Com-
te de

te de Barcelone, de Rouffillon, & de Cerdagne. Que le *Someten*, qui répond à peu près au ban & arrière-ban de France, ne se feroit plus. Qu'au lieu de cette convocation, la Principauté & les deux Comtez, leveroient & entretiendroient à leurs dépens cinq mille hommes de pied & cinq cens chevaux, pour servir en cas de besoin, dans & non hors la Province.

1647.

Après que les trois Ordres eurent rendu hommage au nouveau Souverain, ils donnèrent suivant le privilège dont ils jouissoient sous les Rois d'Espagne, la qualité d'Ambassadeurs à trois de leurs otages envoie en France, & leur commandèrent de présenter à Louis l'acte de donation expédié dans les formes. Lorsque les Ambassadeurs vinrent à l'audience du Roi, on leur demanda de sa part, s'ils désiroient être reçus comme sujets, ou comme Ministres d'un peuple libre. Ils se jetèrent incontinent à genoux, & répondirent, *comme sujets, Sire, comme sujets*. Si par l'acceptation d'une pareille donation, Louis XIII. n'a point passé condamnation contre lui-même & contre ses Successeurs, en cas que lui, ou eux, viennent à violer les loix & les privilèges de leurs anciens sujets, originaires aussi libres que les Catalans; de manière qu'en pareil cas, les François aient droit de secouer un joug tyrannique, de se donner à un autre Souverain, & d'établir parmi eux la forme de gouvernement, qu'ils jugeront

1641. jugeront la plus convenable à leur repos, & à leur liberté, j'en laisse la décision à toutes les personnes de bon sens. La démarche des Catalans, dit-on, ne plut guères à Richelieu. Elle lui paroissoit un nouvel obstacle à la paix générale. Il auroit mieux aimé que la Catalogne se fût mise en République. Mais considérant d'ailleurs que la Province étoit incapable d'un pareil gouvernement; que par son acceptation, Louis empêcheroit plus certainement les Catalans de retourner sous la domination d'Espagne, & qu'on reprocheroit éternellement à son Ministre, d'avoir fait refuser une acquisition si belle & si fort à la bienveillance du Roi, qui devenoit par là en état de porter ses armes à soixante lieues de Madrid, le Cardinal se crut obligé de consentir à l'affaire. N'eut-il point quelque autre motif secret? Son ambition demeurée put bien lui inspirer le dessein de travailler à un établissement considérable en Catalogne. Le soin qu'il prit d'en faire donner la Vice-Roiauté au Maréchal de Brezé son beau-frère, rend la conjecture assez vraisemblable.

Le Maréchal Bannier & le Comte de Guébriant tentent de surprendre l'Empereur qui tenoit une Diète à Ratisbone.

Le Danube dégelé fort à propos au commencement de cette année, sauva la Maison d'Autriche d'une disgrâce qui lui auroit été infiniment plus fatale que la perte du Portugal & de la Catalogne. Sans cet heureux accident, l'Empereur & tous les Etats de l'Empire assemblez à Ratisbone, tomboient entre les mains du Maréchal

chal Bannier & du Comte de Guébriant. 1641.
 Après avoir concerté leur entreprise, ils *Histoire du*
 sortent l'un & l'autre de leurs quartiers *Maréchal de*
 d'hiver, à la tête des armées de France & *Guébriant.*
 de Suède, & paroissent inopinément *Liv. V.*
 aux portes de Ratisbone, où Ferdinand *Chap. 1. 2. 3.*
 tenoit alors une Diète Impériale. Pour *Puffendorf,*
 mieux expliquer cet événement, il est à *Commentar.*
 propos de reprendre de plus haut les affai- *Rerum Sus-*
 res générales de l'Empire. Les trois or- *cicarum.*
 dres dont ce puissant Corps est composé, *Lib. XII.*
 presqu'entièrement épuisés par une guer- *XIII.*
 re intestine qui duroit depuis tant d'an- *Lotichius,*
 nées, & las de voir l'Allemagne également *Rerum Ger-*
 ravagée par les armées de ses Princes & *manicarum*
 par les étrangères, demandoient forte- *ab Excessu*
 ment la paix. On se plaignoit de ce qu'elle *Ferdinandi*
 reculoit au lieu d'avancer, parce que les *II. Lib.*
 membres de l'Empire les plus intéressés à *XIV. XV.*
 sa conclusion, n'étoient pas appelés aux *XVII.*
 délibérations. L'Empereur & le Duc de *XIX.*
 Bavière régloient tout. L'un & l'autre *Nani, Histo-*
 n'avoient pas grande inclination à finir la *ria Veneta.*
 guerre. Celui-ci pensoit uniquement à se *Lib. XI.*
 maintenir dans sa dignité d'Electeur & *1641.*
 dans le haut Palatinat. Il ne vouloit au- *Historia di*
 cun traité qu'à condition que les dépouil- *Gualdo*
 les de la Maison Palatine dont il jouissoit, *Priorato.*
 demeureroient perpétuellement unies à la *Part. III.*
 sienne. Le petit-fils de ce Prince a si mal *Lib. I.*
 connu ses véritables intérêts, qu'ébloui *Mercurio di*
 de je ne sai quelles espérances chiméri- *Vittorio Si-*
 ques, il a non seulement perdu en nos *ri. Tom. I.*
 jours une acquisition qui coûta des peines *Lib. I.*
 & des dépenses infinies à l'habile Maximi-
 lien,

1641. lien, mais encore tout l'ancien patrimoine de la Maison de Bavière. Trop heureux s'il y peut rentrer au traité de la paix générale, & de premier, devenir dernier Electeur. Ferdinand gouverné par la Cour de Madrid, ne pensoit pas plus à la paix, que le Bavarois. Les pertes de la Monarchie d'Espagne étoient si grandes, qu'Olivarez n'osoit espérer des conditions honorables. Il falloit recevoir celles que Richelieu jugeroit à propos d'accorder. La fierté du Comte Duc ne lui permettoit pas de s'abaisser jusques là. On résolut ainsi au Conseil d'Espagne, & par conséquent à celui de Vienne, de continuer la guerre à quelque prix que ce fût, de ne se laisser point abattre par le revers de la fortune, & d'attendre une conjoncture plus favorable.

Cependant, il falloit sauver les apparences, & amuser les Etats de l'Empire extrêmement dégoûtés de la guerre. Au mois de Février de l'année précédente, on tint une Diète Electorale à Nuremberg. L'Electeur de Mayence & le Commissaire de l'Empereur y proposèrent d'abord de chercher les moyens de parvenir à la paix, ou de continuer la guerre, en cas que les Couronnes de Suède & de France refusassent un accommodement raisonnable. Après quelques délibérations sur les plaintes reçues de la part de plusieurs Princes d'Allemagne, les Electeurs de concert avec l'Empereur, dirent que le meilleur parti qu'ils pussent prendre dans la situation

tion présente des affaires, c'étoit de prier Ferdinand de convoquer une Diète générale. Il ne rejeta pas une demande qu'il avoit lui-même suggérée. Flatté de l'espérance d'y venir à bout de son projet, d'obliger les Princes d'Allemagne alliez de la Suède & de la France, de renoncer à leurs liaisons avec les deux Couronnes, & peut-être d'engager celle de Suède, dont la ligue conclue pour trois ans avec la France expiroit, à faire un traité particulier, l'Empereur indique la Diète pour le mois de Juin de l'année précédente à Ratisbone, & s'y rend presque le premier. Les autres n'ayant pas suivi son exemple, l'ouverture de l'assemblée ne se fit qu'au commencement de Septembre. Tant d'affaires importantes y furent mises sur le tapis; les Ducs de Brunswick & de Lunebourg, la Landgrave de Hesse, la Maison Palatine & les autres Princes, y envoièrent un si grand nombre de mémoires, & les réponses qu'il y fallut faire furent si amples, que ce corps toujours lent dans ses délibérations, n'avoit presque rien avancé à la fin de l'année. Ferdinand ne perdoit point patience; tant il étoit persuadé que s'il ne pouvoit détacher les Princes de l'Empire alliez des deux Couronnes, ni amener celle de Suède à un traité particulier, il obtiendrait du moins de quoi faire de plus puissans efforts.

Bannier Général de l'armée Suédoise n'ignoroit pas combien il étoit important aux affaires de la Reine sa maîtresse, de ren-
 verser

1641. verser les projets de l'Empereur dans la Diète de Ratisbone, & de dissiper une assemblée, dont les résolutions ne pouvoient être que fort avantageuses à la Maison d'Autriche. Il en forme donc le dessein, & concerte si bien toutes choses, que si la gelée eût duré un peu plus long-temps, Ferdinand surpris dans Ratisbone tomboit entre ses mains. On donne communément au Général Suédois tout l'honneur d'un si hardi projet. Cependant l'Auteur de l'Histoire du Maréchal de Guébriant fondé sur les mémoires de Beauregard Agent de Louis auprès de Bannier, prétend que le François en fit la proposition. Comme je trouve dans cet Historien un détail assez net & assez circonstancié de l'entreprise, je le transcris d'autant plus volontiers qu'à certaine prévention près, qui le porte à exalter son Héros en toutes rencontres, & à donner toujours l'avantage à ceux de sa nation, & le tort aux Etrangers, il écrit avec plus de jugement & d'exactitude que les autres.
- La jonction des armées de France & de Suède étant résolue, dit-il, Bannier qui avoit le devant, arriva le premier à Erfort avec quinze mille hommes. Le Comte de Guébriant s'y rendit ensuite à la tête de six ou sept mille. C'étoit toute l'armée du Roi. Les deux Généraux en partirent le 27. Décembre; pour aller à Jona sur la Saal. On y reçut trois que vingt régimens des ennemis étoient entrez dans la Bohême; que l'armée de Bavière prenoit ses quartiers dans la*
- Sua-*

Suabe, & celle de l'Empereur dans le Wirttemberg, la Franconie, & le haut Palatinat. Là-dessus, il fut résolu d'avancer promptement, afin de les surprendre. Les deux armées viennent donc à Hoff le 6. Janvier. Bannier essaie de persuader à Guébriant d'entrer dans la Bohême. Mais celui-ci ne manquoit jamais de réponses prêtes à une proposition suggérée par la passion que le Maréchal eut toujours, de tenir les François dans sa dépendance, en les traînant en des endroits éloignez, où ils n'eussent aucune correspondance avec leur país. Monsieur, lui dit le Comte, n'est-il point plus à propos pour le bien de la cause commune, que nous entrions dans le haut Palatinat, & que de là nous prenions le chemin de Ratisbone, pour dissiper la Diète?

On se contenta donc d'envoyer cinq régimens de cavalerie, trois de Suède, & deux de France jusques à Egra, sous la conduite du Général Major Wittemberg, qui eut ordre de venir rejoindre l'armée à Parem. Elle en partit le 12. Janvier pour Auerbach. Kottsmarck en sortit aussi-tôt, afin d'aller surprendre deux régimens ennemis qui vouloient établir leurs quartiers dans le haut Palatinat. Après avoir marché toute la nuit, il les trouve le lendemain en campagne, & les mène battant jusques à Amberg. Le Maréchal Bannier prit son quartier général à Auerbach, & le Comte de Guébriant à Mischelsfeld. Le 19. Janvier les armées confédérées se rendent à Schwandorf. Le Comte de Nassau & le Major Général Wittemberg

1641. temberg y firent partie d'aller le lendemain reconnoître le pais entre Ratisbone & Straubinghen, où les Généraux prétendoient s'avancer, afin de dissiper la Diète. Ils prennent chacun trois régimens de cavalerie, & trouvant le Danube gelé à Straubinghen, le passent, portent le feu bien loin, & emmènent plus de quinze cens chevaux. L'Empereur même fut en danger de tomber entre leurs mains avec les principaux Seigneurs de sa Cour, qui le devoient suivre à la chafse. S'il fût parti une heure plutôt, il étoit infailliblement pris. On enleva ses oiseaux, sa litière, & deux beaux mulets; de manière que peu s'en fallut qu'un parti ne finît fortuitement une guerre, que tant de batailles gagnées, ou perduës, n'avoient pu terminer. Ce n'auroit pas été le dernier avantage des deux partisans, si la gelée eût duré plus long-temps. L'air s'étant adouci, ils repassent promptement le Danube, & rejoignent l'armée à Regensauf. Elle y étoit arrivée le 25. Janvier.

Comme cette ville n'est qu'à deux lieues de Ratisbone, Bannier & Guébriant ne voulurent pas s'en retourner sans faire une insulte à l'Empereur & à la Diète qu'il tenoit, pour obtenir une puissante levée dans tous les Cercles de l'Empire. Ils s'approchent le 26. Janvier avec quatre régimens de cavalerie, mille mousquetaires choisis, & douze pièces de canon dans le dessein de rompre le pont de la ville. Les Impériaux épouvantés l'avoient déjà brûlé. Guébriant qui commandoit l'avant-garde, place son artillerie sur
le

le bord du Regen , rivière entre les Conféderez & la ville , & tire cinq cens volées de canon à l'Empereur. Picqué d'un pareil affront , il perdit alors la constance qu'il avoit affecté de témoigner dans cet accident imprévu. Le Général Piccolomini qui se trouvoit auprès de lui fit conduire du canon sur la montagne, pour déloger les Conféderez du fauxbourg où ils s'étoient postez à l'extrémité du pont. Sa peine fut inutile. Contens d'avoir fait un si grand affront à l'Empereur, Bannier & Guébriant se retiroient à Regensauf. Ils auroient entièrement dissipé la Diète si la fermeté de l'Empereur & ses protestations de ne sortir point de Ratisbone, quoi qu'il pût arriver, n'eussent arrêté les Députés des Electeurs, des Princes , & des villes Impériales. Effrayez du voisinage de l'armée ennemie, ils plioient déjà tous bagage.

Dès que le Maréchal & le Comte furent de retour à Regensauf , ils tinrent conseil de guerre , sur les quartiers , où leurs armées iroient se reposer le reste de l'hiver. Cela causa une grande contestation entr'eux. Toujours entêté d'emmener les François loin de leur pais, & de débaucher les troupes du feu Duc Bernard de Saxe-Weymar , Bannier s'efforçoit de persuader à Guébriant de l'accompagner dans la Bohême ; & le Comte toujours en garde contre les desseins secrets du Maréchal , demeurait ferme dans sa résolution de prendre ses quartiers dans la Franconie. L'Historien de Guébriant rapporte un en-

1641. droit du Journal manuscrit de Roqueser-vières, où cette affaire est touchée en peu de mots & fort nettement. *Après avoir joint Bannier auprès d'Erfort, dit cet Officier témoin oculaire de ce qui se passoit, nous marchâmes ensemble jusques à Regenslauf près de Ratibone dans le haut Palatinat, d'où nous allâmes canonner l'Empereur qui étoit à Ratibone. En retournant au quartier général, il fut question de prendre les nôtres pour l'hiver. On résolut de s'assembler le lendemain chez M. de Guébriant. Le Maréchal Bannier & tous les Officiers généraux des deux armées s'y trouvèrent. Les quartiers furent proposés, & même partagés. M. Bannier n'ayant aucun besoin de s'arrêter là, parce qu'il prétendoit passer dans la Moravie, avoit tiré parole des Directeurs des troupes du feu Duc de Weymar, qu'ils iroient par tout où il voudroit. Flatté de l'espérance que ces Messieurs le suivront, il marche dès le lendemain. Mais M. de Guébriant averti du complot, rompit toutes les mesures du Général Suédois, & remontra si vivement aux Directeurs le serment qu'ils ont fait au Roi, qu'ils se rendent. M. de Guébriant prit le lendemain sa marche vers Nuremberg, & M. Bannier vers Chamb. Les ennemis surent si bien profiter de cette mésintelligence des deux Généraux Conféderez, qu'elle auroit été fatale, à tout autre moins habile & moins expérimenté que le Suédois. L'Historien de Guébriant s'efforce de prouver par les lettres qu'ils s'écrivirent réciproquement*
après

après leur séparation, que tout le tort étoit du côté de Bannier, & que par son opiniâtreté, il s'exposa au danger d'être entièrement défait, quoi qu'il en voulût rejeter la faute sur le refus que Guébriant fit de l'accompagner, ou de le rejoindre. Ce détail supportable dans le récit de la vie d'un particulier, seroit inutile & ennuyeux dans une Histoire générale.

Puisque l'Historien de Suède fait un récit succinct & confus de l'avantage que les Impériaux tirèrent de la séparation des armées des deux Couronnes & de la mesintelligence de leurs Généraux, & que les Auteurs Italiens qui décrivent le même événement, paroissent mal informez, ou disent trop peu de choses, il est à propos de recourir encore à l'Historien de Guébriant, & aux mémoires qu'il nous a conservés dans son ouvrage. Voici ce que je trouve dans un extrait du même Journal manuscrit de Roqueservières, dont je viens de rapporter un endroit. *Le Maréchal Bannier déchu de son espérance d'incorporer notre armée dans la sienne, y ajouta-t-on, envoya un Officier sur un autre Officier après le Comte de Guébriant, pour l'engager à rejoindre l'armée Suédoise. On lui faisoit des offres avantageuses; on promettoit de meilleurs quartiers, & même de lui céder ceux sur la Nab. Cela l'obligea de s'approcher de Párew. Mais à son arrivée, il trouve le contraire. Le voilà donc dans la nécessité d'aller droit à Bamberg, & d'y établir ses quartiers. Quand tous les fourages des environs*

Echec donné à l'armée Suédoise par Piccolomini. Celle de France la rejoint.

Histoire du Maréchal de Guébriant. Liv. V. Chap. 6. 7. 8. Puffendorf, Commentar. Rerum Suecicarum. Lib. XIII. Lotichius, Rerum Germanicarum ab Excessu Ferdinandi II. Lib. XXIV. Cap. 1.

1641. *Nani, Historia Veneta. Lib. IX.* vironns furent consumez, on alla chercher de meilleurs logemens dans la Franconie près de Newstat & de Gémund, afin d'avoir un passage sur le Mein. Le Comte de Guebriant apprit en chemin, que l'armée Suédoise venoit de recevoir un grand échec, que Piccolomini avoit forcé le Colonel Schlang dans Newbourg, & que le Maréchal Bannier contrainoit à quitter ses quartiers, se retiroit par la Bohême. Guebriant tourne incontinent sa marche, afin de s'approcher de lui. Nous scumes à Hoff que l'armée Suédoise passoit au travers de la Bohême, dans le dessein d'aller à Zuickau. On y arriva le même jour qu'elle : service signalé que le Comte lui rendit. Sans cela, elle étoit perdue. Piccolomini ayant passé les forêts de Bohême après le Maréchal Bannier, l'auroit infailliblement défait. Mais surpris de la jonction des deux armées à Zuickau, il s'arrête & retourne sur ses pas dans la Bohême.

Guebriant donne lui-même un plus grand détail de ceci dans sa lettre à Des-Noiers Secrétaire d'Etat. Le soir même du jour que nous partimes de Bamberg, dit-il, nous apprimes que l'ennemi étoit tombé sur les quartiers de M. Bannier, & qu'avec leur armée, l'Archiduc Leopold & Piccolomini avoient investi le Colonel Schlang dans Newbourg petite ville du haut Palatinat. Cela nous obligea de hâter notre marche, & d'envoyer une partie de nos troupes de ce côté-là. En arrivant le jour suivant au quartier près de Coburg, je reçus une lettre de M. Bannier, où il m'écrivoit que l'en-

nemi

meuni ayant passé par la Nab à trois lieues. 1642
 du quartier général des Suédois, avoit in-
 vesti trois de leurs régimens de cavalerie sous
 le Colonel Schlang dans Newbourg; que cela
 l'obligeoit de partir le lendemain matin, de
 prendre sa marche au delà du bois de Bobé-
 nie, & de passer par Bichoffstein, Caden, &
 Anneberg; qu'enfin il me prioit de m'avanci-
 er avec l'armée, afin que nous pussions nous
 rejoindre le plus près qu'il seroit possible
 d'Agn. Quoiqu'il fut facile à l'ennemi de
 nous couper chemin, & qu'il y eût beaucoup
 d'apparence, que s'étant arrêté quelques
 jours devant Newbourg, afin de forcer
 Schlang, il remonteroit la Nab, & pense-
 rois plutôt à venir s'opposer à notre passage,
 qu'à suivre M. Bannier qui avoit beaucoup
 d'avance sur lui, nous résolûmes cependant
 de marcher afin d'empêcher que l'armée
 Suédoise ne courût aucun risque, & de la se-
 courir quoi qu'il pût arriver. Nous allons
 donc de Oeburg à Cidembach, à Kupferberg,
 & à Hoff par des montagnes où nous avons
 eu trois jours entiers de la neige jusques aux
 genoux. Jamais demi-canon n'y passèrent
 en pareille saison. De Hoff nous vîmes à
 Schlett, ensuite à Grets où nous apprîmes
 que M. Bannier avoit passé le bois de Bobé-
 nie, & qu'il arrivoit le lendemain à Zuic-
 kau. Je m'y rendis quatre heures après lui.
 L'entretien roula principalement sur ses
 plaintes de la séparation des deux armées. A
 quoi je repartis qu'en demeurant plus long-
 temps avec lui, l'armée de Sa Majesté se
 voient exposée au danger inévitable de périr,

1641. *puisque'il prenoit tous les quartiers pour lui, sans nom en vouloir faire une part raisonnable. De plus si l'ennemi eût marché contre nous deux, M. Bannier n'auroit pu nous rejoindre si facilement les uns les autres, puisque'il lui avoit été impossible de réunir ses propres troupes auprès de lui. Nous passâmes ainsi une heure en contestations & en reproches de part & d'autre.*

On juge de cette lettre que le Comte de Guébriant suivoit seulement les ordres que Louis lui avoit envoyez, de ne se laisser pas entraîner trop loin du Rhin, par le Général Suédois. Les Auteurs Italiens affectent toujours de paroître profonds politiques. Un d'eux prétend que la Cour de France, bien-aisé de voir la puissance des Suédois diminuée en Allemagne, afin que les Princes Protestans de l'Empire, & la Couronne de Suède mêmes dépendissent uniquement de Louis, & se contentassent des conditions de paix qu'il jugeroit raisonnables, ordonne secrètement à son Général de laisser affoiblir l'armée Suédoise, & de la secourir tout au plus lorsqu'il seroit question de la sauver d'une ruine entière & irréparable. La conjecture seroit peut-être recevable, si Louis se fût trouvé en état de soutenir lui seul ses allies. Et qu'étoit-il capable de faire en Allemagne ? Occupé en Italie, dans les Pais-Bas, & en Catalogne, à peine pouvoit-il envoyer dix mille hommes au delà du Rhin. Si Ferdinand eût une fois repoussé les Suédois & réduit les Maisons de

de

de Brunswick, de Hesse-Cassel, & quelques autres Princes de l'Empire, il venoit avec toutes ses forces fonder sur la France, & la Maison d'Autriche se voioit supérieure. L'Historien de Guébriant met une fort belle réponse à la bouche de son Héros, lors qu'après la fâcheuse nouvelle de l'échec reçu à Newbourg, & de l'embaras de Bannier obligé de se sauver en diligence par la Bohême, certains Officiers le voulurent détourner de courir au travers du Woitland pais marécageux & le plus difficile de l'Allemagne, au secours d'un Général qui en usoit si mal avec lui. *A Dieu ne plaise, repartit le Comte, que je me venge d'un particulier aux dépens de la cause commune. Où en serions nous, bon Dieu ! si l'armée de Suède étoit perdue ? Quand il ne s'agiroit que de sauver l'honneur que M. Bannier a si justement acquis, je serois prêt à tout entreprendre pour lui. Ma juste indignation de son mauvais procédé à notre égard, sera pleinement satisfaite, si je puis lui donner une marque convaincante de ma générosité. J'ai raison de me plaindre de lui : cela est certain. Mais j'aurois honte de me venger autrement que par de bons offices.* Sentimens d'un cœur noble & grand ! Si Guébriant a parlé de la sorte, comment peut-on dire que la Cour de France, dont il avoit le secret sur les affaires d'Allemagne, souhaitoit l'affoiblissement de l'armée Suédoise ? Il est assez vraisemblable, dira-t-on, que Guébriant ne fut pas fâché dans le fonde

1641. de son ame , que Bannier reçût une mortification capable de rabattre sa fierté , & que tel fut le motif secret de son refus opiniâtre d'aller rejoindre l'armée Suédoise que les Impériaux menaçoient d'attaquer dans ses quartiers. Et qui répondoit au Général François que Piccolomini ne viendrait pas fondre sur lui pendant que Bannier se sauveroit ? A quelle extrémité Louis & ses Alliez en Allemagne étoient-ils réduits , si Bannier eût été moins heureux & moins habile dans sa retraite ? Une seule demi-heure d'avance le tira d'intrigue.

Voilà donc les armées de France & de Suède jointes pour la seconde fois après de longues & pénibles marches. Il est question d'expliquer maintenant de quelle manière l'Archiduc Leopold frère de l'Empereur & Piccolomini profitèrent de la séparation des Conféderez & de la méintelligence de leurs Généraux. On prétend que la retraite de Bannier devant l'ennemi qui vint fondre sur lui , fut une des plus belles actions de ce grand Capitaine , & que le chagrin & les peines qu'elle lui donna , furent cause de sa mort. L'Auteur de l'Histoire de Guébriant développe fort bien cet événement.

Dès que Ferdinand se vit désormais en sécurité à Ratisbone, il ordonne qu'on assemble incessamment un corps considérable de troupes Impériales & Bavaraises, pour prévenir non seulement un pareil accident, mais encore afin de se venger, si l'occa-

L'occasion s'en présente, de l'insulte que Bannier & Guébriant lui ont faite, ou du moins de les déloger du voisinage de la Diète. La séparation des deux armées, & la mesintelligence des Généraux, parut une conjoncture favorable. L'Archiduc Leopold & Piccolomini hâtent tant qu'ils peuvent la jonction des troupes de l'Empereur & du Duc de Bavière dispersées dans les Provinces voisines, où elles avoient leurs quartiers d'hiver, & causent une égale jalousie à Bannier & à Guébriant, incertains lequel des deux on veut attaquer premièrement. Le Suédois presse l'autre de venir incessamment à lui, & proteste que s'il arrive quelque malheur, ce sera la faute du François qui refuse de profiter des avis qu'on lui donne. Guébriant toujours défiant & en garde contre Bannier, s'opiniâtre à demeurer dans ses quartiers de Franconie. Cependant Leopold & Piccolomini supérieurs en nombre s'avancent vers Bannier & s'approchent de Newbourg, où étoit Schlang avec quelques régimens. Le Maréchal l'aimoit extrêmement & auroit bien voulu l'aller dégager. Mais la nécessité de la guerre l'obligea de sacrifier en cette occasion un brave Officier au salut de toute l'armée Suédoise, & à la réparation d'une faute que Bannier avoit faite, en répandant trop son infanterie dans les villes voisines, & en ordonnant à une partie de sa cavalerie d'aller lever des contributions dans la Bohême. La résistance de Schlang

1641. dans Newbourg , étoit le seul moien de favoriser la retraite de l'armée Suédoise. Bannier persuadé que cet Officier y fera bien-tôt investi , lui enjoint de tenir bon , & promet de le secourir au-plûtôt. Trompé par la ruse de son Général , Schlang soutint cinq assauts en quatre jours , & arrête l'Archiduc & Picolomini qui l'attaquent , pendant que Gleen Maréchal de camp aux trouffes de Bannier avec six mille chevaux, le poursuit au travers des bois de la Bohême , & l'oblige à couper les arbres derrière lui , afin de prendre le devant. Schlang déchu de toute espérance de secours , pourvoit à la conservation de ses gens , & se rend prisonnier de guerre avec eux. Les Impériaux exaltèrent fort cet avantage, & les prisonniers au nombre de douze cens chevaux & de trois cens hommes de pied , furent conduits en triomphe à Ratisbone, pour donner un spectacle agréable à l'Empereur & aux membres de la Diète , inquiets jusques alors du voisinage des armées de Suède & de France.

Tout le monde reconnoit que dans sa retraite, Bannier fit paroître toute la valeur & toute la prudence d'un habile & brave guerrier. Picolomini aiant joint Gleen qui poursuivoit les Suédois, l'armée Impériale se trouva forte de vingt mille hommes. Bannier attaqué à droit & à gauche lui tient tête , & l'aiant devancé d'une demi-heure seulement , se rend le 29. Mars à Zuiokau , où le Comte de Gué-

Guébriant le joint. Une conduite si admirable augmenta la réputation de Bannier dans l'Empire. Les applaudissemens de tous ceux de son parti , qui l'avoient cru perdu sans ressource, lui enflèrent tellement le cœur , qu'il seroit , dit-on, devenu encore moins traitable, s'il eût vécu plus long-temps. Les fatigues de sa retraite jointes aux grands excès qu'il fit depuis ses amours & son mariage, altérèrent considérablement sa santé. Il tomba malade en arrivant à Zuiokau , & devint presque incapable d'agir. Piccolomini voulut profiter de la conjoncture que la mort de George Duc de Brunswick & de Lunebourg, l'un des plus fermes appuis des restes de l'Union Protestante en Allemagne, rendoit encore plus favorable. Il revient avec une armée supérieure de dix mille hommes à celle des Conféderez , dans le dessein de les forcer dans leurs quartiers, ou de les engager à un combat général. Mais le Comte de Guébriant qui commandoit les deux armées à cause de la maladie de Bannier désormais desespérée, fut rendre inutiles tous les efforts du Général de l'Empereur.

Ce Seigneur François eut l'honneur Mort de Bannier.
d'hériter des armes des deux plus grands Capitaines de son temps. Le Duc Bernard de Saxe - Weymar lui laissa les siennes. Jean Baner , ou Bannier Général de la Couronne de Suède en Allemagne depuis la prison du Maréchal Horn à la malheureuse bataille de Norlingue , mort à

1641. Halberstat le 20. Mai de cette année , lui légua pareillement son épée. Distinction de la part d'un illustre élève , dont la réputation égala presque celle du Grand Gustave son maître , dont les glorieuses victoires coûtèrent plus de quatre-vingt mille hommes aux ennemis , & qui orna Stockholm de six cens enseignes gagnées sur eux ; distinction, dis-je, non moins glorieuse à Guébriant , que celle qu'il reçut de Bernard mourant. Aussi ne chérit-il pas moins l'une que l'autre. Son Historien a tiré des mémoires de Beauregard Agent de France dans l'armée de Bannier, des choses si particulières de la conduite de ce Général & des maximes si instructives, qu'elles méritent de trouver ici leur place. Sensible à la réputation que ses rares exploits lui acquirent, il en parloit ordinairement avec plaisir. Mais il ne manquoit jamais d'ajouter d'un air modeste : *lui autre en auroit fait autant, & peut-être davantage.* Il se vantoit sur tout de n'avoir jamais rien hasardé, ni même formé aucune entreprise, sans y être obligé par une raison évidente. Ses troupes convaincuës de la prudence de leur Général, & de sa facilité à trouver des expédiens pour les tirer des plus grands dangers, ne craignoient jamais rien sous lui quand elles s'y trouvoient engagées. Cela lui acquit une telle autorité sur les premiers Officiers de son armée, qu'il se mit sur le pied de ne leur communiquer rien de ses desseins. Torstenson qui lui succédera bien-

bien-tôt & quelques autres Suédois en 1641.
murmuroient. Mais Bannier ne s'en
mettoit pas en peine. *Il ne faut pas, di-*
soit-il, que tant de gens aient part au se-
cret des affaires. Cela les rend moins res-
pectueux, & moins soumis au Général.
Je ne m'accommode point de ces volonta-
res de qualité. Ils veulent être trop con-
fidérez. Les exemptions des devoirs de la
discipline militaire qu'on ne se peut dispenser
de leur accorder, sont d'un pernicieux
exemple, & gâtent tous les autres.

Aussi absolu dans son armée que Gus-
tave autrefois dans la sienne, il se rendit
indépendant des ordres du Conseil de
Suède. *Pourquoi croiez-vous, disoit-il*
encore à ses confidens, que Galas & Pi-
colomini n'ont jamais pu rien faire contre
moi ? C'est qu'ils n'osoient rien entrepren-
dre, sans le consentement des Ministres de
l'Empereur. Jaloux de conserver une au-
torité préjudiciable au service du Prince,
ces Messieurs brouillent tout par les ordres
fréquens qu'ils envoient, & par un chan-
gement presque continuel d'Officiers Géné-
raux. Quand un homme sert depuis long-
temps dans un país, on le doit conserver
dans l'emploi. Celui que vous substituez,
ne peut acquérir la même expérience qu'a-
près plusieurs fautes. Il en coûte trop au
Souverain de rendre ainsi ses Généraux
habiles & expérimentez. Ne me répliquez
pas que l'ambition d'un Officier trop puis-
sant, seroit souvent exposée à des tentations
fort délicates. Quand un homme de mé-

1641. *rite ne se voit pas maltraité sans raison, il n'est point tenté de profiter de ses conquêtes & de s'y établir. Sur quoi pourroit-il compter ? Sur le secours d'un ennemi qui à la première occasion tâchera de rentrer dans le bien dont la nécessité l'oblige de souffrir l'usurpation ? Sur l'appui d'un voisin plus puissant, qui pensera bien-tôt à le dépouiller par le droit de bienfaisance ?* A ce compte Bannier vouloit une Dictature presque aussi arbitraire que celle de Valstein. Peut-être s'imaginait-il selon sa maxime, que jamais celui-ci n'auroit pensé à se révolter, si Ferdinand II. ne l'eût pas dépouillé de son emploi par une complaisance mal entendue pour le Duc de Bavière, & que si Valstein fût demeuré à la tête des armées de l'Empereur, Gustave auroit trouvé de plus grans obstacles en Allemagne, & que le cours rapide de ses conquêtes ne l'auroit pas si-tôt emporté jusques sur le haut Rhin.

Bannier dispoisoit des charges militaires, & des gouvernemens de toutes les places conquises par les armes de Suède avant & après la mort du Roi son maître. Mais il usa si bien de son pouvoir, que content d'accorder quelques graces à ses beaux-frères, il établit la succession constante des Officiers subalternes à ceux qui les précédoient, à moins qu'ils ne s'en rendissent tout-à-fait indignes. Outre, disoit-il, *que rien n'anime plus à bien faire, le crédit & les habitudes que les Officiers se font dans leur corps, les rendent capables*
d'y

à servir plus utilement, que de nouveaux Officiers plus habiles. Il vouloit que les Colonels eussent droit de disposer des charges qui dépendoient d'eux ; & pour les rendre plus propres au commandement, il leur faisoit une juridiction entière sur leurs subalternes & sur leurs soldats, avec le pouvoir de faire grace aux criminels. Grave & réservé d'ailleurs, il se familiarisoit peu avec ses Officiers, les souffroit rarement auprès de sa personne, & les aimoit mieux dans leur poste. S'il en careffoit quelqu'un, c'étoit dans la débauche, mais de telle manière qu'il ne s'en pouvoit prévaloir ailleurs qu'à table. Dans le Conseil de guerre, il louoit leurs bons avis ; mais dans l'exécution, il ajoutoit quelque chose du sien pour marquer son indépendance. Également exact à récompenser les belles actions & à punir les mauvaises, il n'épargnoit pas les corps entiers, quand ils se laissoient surprendre, ou quand ils manquoient de courage. Sa grande maxime, c'étoit de ne souffrir point que les soldats s'enrichissent. *Ils se débanderoient incontinent*, disoit-il, *Et je n'aurois plus que de la cunaille.* Leur accorder le pillage des villes, c'est vouloir les perdre à plaisir. On dit que pour cette raison, il négligea de prendre la capitale du Roiaume de Bohême, lors que la conquête en étoit sûre. Il en usoit de même au regard des Officiers. Content de les récompenser en charges & en honneurs, il ne

1641. ne leur donnoit que le nécessaire pour rendre leurs régimens plus forts & plus complets.

Il aimoit la dépense, & n'étoit pas tant attaché à son intérêt particulier, qu'à la subsistance de son armée. Quoiqu'il se défraiât de l'entretien de sa table & de sa maison sur le pais de conquête, & que son gouvernement de Poméranie & ses autres charges, lui valussent cent mille livres par an, il ne mourut riche que de deux cens milles richedales, après dix années de commandement en Allemagne, & dans un temps où elle étoit fort abondante. Humain au regard des vaincus & des habitans des Provinces qu'il quittoit, il aima souvent mieux y laisser des magasins entiers, que de perdre les provisions amassées, & épargna toujours le sang autant qu'il lui fut possible. S'il n'en usa pas ainsi dans sa première irruption en Saxe, ce fut, dit-on, un effet de son indignation & de son ressentiment contre l'Électeur, qui oubliant les bienfaits de Gustave, abandonna les Suédois & leurs Conféderez par le traité de Prague avec l'Empereur. Mais les pauvres gens immolez à sa juste colère, étoient-ils responsables de l'ingratitude & de l'infidélité de leur Souverain? Bannier ménageoit encore plus le sang de ses soldats, & blâmoit hautement les Généraux qui en sacrifient tant à leur réputation dans les sièges. De là vient qu'il ne s'y attachoit pas volontiers, & qu'il les

levoit sans façon , dès qu'il voioit de trop grandes difficultez. Par cette sage conduite , il sçut conserver son armée , & tout ce qui restoit à la Couronne de Suède en Allemagne après la bataille de Norlingue. Sans une pareille précaution, sa patrie auroit été bien-tôt épuisée d'hommes. Il estimoit beaucoup les Allemans formez sous sa discipline , & les croioit les meilleures troupes du monde. Il étoit robuste , patient , laborieux , vigilant & d'une activité continuelle dans les fonctions de son emploi. Sujet à quelques emportemens de colére , mais peu longs , il traita en certaines rencontres des Princes d'Allemagne , & les Généraux , ou les Ministres des Puissances alliées de la Couronne de Suède , avec trop de hauteur & de fierté. Dès que sa première fougue se dissipoit , il savoit rendre ce qui étoit dû au rang , ou au mérite de ceux qui servoient , ou qui négocioient avec lui. Achéons cet éloge par la remarque de l'Historien de Suède, que durant sa maladie de deux mois & plus , Bannier eut soin de se préparer à mourir Chrétiennement , & qu'il donna les marques d'une foi & d'une repentance sincères. Telle fut la fin de la vie un peu au dessus de quarante ans , du Général le plus habile de son âge dans les campemens , dans la manière de bien ranger une armée en bataille , & dans les retraites devant l'ennemi supérieur en forces.

George

1641. George Duc de Brunswick & de Lune-

Mort du Duc George de Brunswick. Son lèvement prêt à éclater dans l'armée de Suède. bourg avoit assiégé Wolfembutel au commencement de cette année, place extrêmement nécessaire à la seureté de ses Etats menacez d'une irruption de l'armée Impériale. Il mourut au mois d'Avril, & cet accident causa de l'inquiétude à Bannier & à Guébriant. On craignoit que l'Electeur de Saxe n'engageât la veuve du Duc à s'accommoder avec l'Empereur. Pour prévenir ce malheur, Choisi Intendant de l'armée de France, eut ordre d'aller traverser les intrigues du Saxon. Il s'acquitta bien de sa commission. Malgré les menaces que Piccolomini faisoit de mettre tout le pais en cendres, la Duchesse Douairière conclut un nouveau traité avec les deux Couronnes, & promit de joindre ses troupes à celles de France & de Suède. Elizabeth Emilie veuve de Guillaume Landgrave de Hesse-Cassel, contribua plus qu'aucun autre à retenir la Maison de Brunswick dans la confédération. Cette Princesse habile & comparable aux plus fameuses Héroïnes, avoit acquis tant de crédit par son jugement exquis, que les Princes Allemands ses alliez la consultoient comme leur oracle. En tout ce qui regardoit les intérêts communs des Maisons de Brunswick & de Hesse, Guébriant ne s'adresoit qu'à Elizabeth Emilie. *Dès qu'on l'avoit gagnée, dit l'Historien du Comte, on pouvoit compter sur les autres. Mais il étoit difficile de l'engager à prêter ses forces.*

*Histoire du
Maréchal de
Guébriant.
Liv. V.
Chap. 9. VI.
1. 2. & 3.
Puffendorf,
Commentar.
Rerum Sue-
cicarum.
Lib. XIII.*

ces.

ces. Elle ne s'y déterminoit qu'à la dernière extrémité. Occupée sur tout à éloigner la guerre de ses Etats, elle en usoit généreusement, quand il s'agissoit de faire diversion. Sa fin principale, c'étoit de tirer autant de profit que d'honneur, d'une guerre entreprise pour le bien public. Si cela est, la Landgrave s'écartoit un peu des nobles maximes de Guillaume son époux. Quoi qu'il en soit de ses vûes secrètes, elle fut se faire craindre & respecter en Allemagne & ailleurs. Voici ce que deux de ses Colonels envoiez à la conférence tenuë à Hildesheim sur les mesures que les Maisons de Brunswick & de Hesse devoient prendre dans la situation présente des affaires, écrivirent à Guébriant. Nonobstant la perte du Duc George, la Maison de Brunswick & de Lunebourg est dans une ferme résolution de suivre les intentions de feu Son Altesse. Avant que de mourir, elle a mis les choses en si bon ordre, & le fils qui lui succède, a tant de mérite, & de passion pour le bien public, que la face des affaires ne changera point. Il y aura toujours la même correspondance entre les Maisons de Brunswick & de Hesse. L'une & l'autre ne se détacheront point de leurs allies.

La mort de Bannier causa de plus grans embarras au Comte, que celle de George. Dans l'armée de Suède on ne comptoit pas cinq cens Suédois. Tous les autres étoient des Allemans, que l'autorité du Général retenoit souvent avec peine. Un peu

1641. peu avant sa mort, les Officiers étrangers mécontents de leurs fatigues extraordinaires, & du peu d'argent qu'ils recevoient, parlèrent assez haut. Le Maréchal accablé de sa longue maladie, ne savoit comment s'y prendre pour les appaiser. Beau-regard arrive heureusement de Hambourg, & promet de l'argent à Bannier de la part du Comte d'Avaux Plénipotentiaire de France, & une diversion sur le Rhin, pour y attirer les Bava-rois, qui autrement devoient agir conjointement avec les Impériaux contre les Suédois. Bannier mande incontinent ses principaux Officiers étrangers, leur fait part de ces bonnes nouvelles, & leur parle si efficacement que les murmures cessent, que les intrigues déjà liées se dissipent. Mais sa mort les fit bien-tôt renaître à l'instigation de l'Électeur de Saxe, qui par le moyen de quelques Officiers gagez, entreprend de débaucher tous les Allemans, & de les attirer par de belles promesses à son service, ou à celui de l'Empereur. Un Colonel nommé Mortagne fut plus dangereux qu'aucun autre. Enflé du crédit que sa dépense, son courage, & la bienveillance de Bannier lui ont acquis dans l'armée de Suède, il pense à former une ligue de tous les autres Colonels, & conduit si bien la trame, qu'ils s'engagent mutuellement à ne recevoir point d'autre Général Suédois, à moins qu'ils ne soient payez de ce qui leur est dû, & que la Couronne de Suède ne fasse un nouveau traité

té avec eux. Mortagne va même offrir à Beauregard, Agent de France dans leur armée, d'entrer au service de Louis, & d'y amener ses conféderez, en cas que le Conseil de Stockholm rejette leurs demandes. Beauregard propose l'affaire à Guébriant. On auroit volontiers accepté l'offre si cette défection générale n'eût paru d'un exemple trop pernicieux, & capable de ruiner la réputation du Prince qui l'auroit autorisée chez ses Alliez. *Es bien*, dit Mortagne irrité de voir sa proposition rejetée, *nous ne serons pas en peine de trouver maître, si la Couronne de Suède refuse de nous contenter. En tout cas, avec les Princes conféderez d'Allemagne, & avec les troupes du feu Duc de Weymar aussi mécontentes de la France, que nous de la Suède, on formera un corps assez puissant pour obtenir une paix honorable & avantageuse à l'Empire. Les deux Couronnes prétendent le ruiner avec ses propres forces. Nous aurons l'honneur de renverser un projet qui ne peut être que funeste à l'Allemagne.*

De ces menaces indiscrettes & hautaines, Guébriant jugea que Mortagne avoit quelque intelligence avec la Maison de Brunswick, qui suivant la vûe du feu Duc George autrefois Général du Cercle de la basse Saxe, songeoit principalement à se faire une armée assez puissante pour le protéger, & pour réduire l'Empereur à lui accorder la neutralité, si les Princes qui le composent, y trouvoient mieux
leur

1641.

leur compte. La conjecture n'étoit que trop bien fondée. Le Comte insinua donc aux Agens de la Maison de Brunswick dans l'armée de Suède, qu'en acceptant les offres de Mortagne, leurs maîtres ruineront les affaires publiques, peut-être celles de leur Maison, & que non moins imprudens que l'Electeur de Saxe dans le traité de Prague, ils s'exposent comme lui au danger d'attirer chez eux toute la guerre, & de voir leurs Etats également désolez par les amis & par les ennemis. Guébriant eut encore l'adresse d'inspirer de la jalousie à la Landgrave de Hesse, & de la prévenir contr'un projet spécieux & capable de la surprendre. Il lui remontra que la Maison de Brunswick trop puissante par l'acquisition de la plus grande partie de l'armée Suédoise, *deviendrait l'arbitre de la paix, & qu'après avoir obtenu de bonnes conditions de l'Empereur, elle obligerait les autres Princes d'Allemagne à se contenter de celles qu'on voudrait bien leur accorder.* Cependant il paroît qu'Elizabeth Emilie ne crut pas aveuglément tout ce que le Comte lui représenta. Toujours d'intelligence avec la Maison de Brunswick, elle eut part au projet de rendre les Conféderez d'Allemagne indépendans de la Suède, en lui débauchant ses meilleures troupes. De manière que si Guébriant réussit en cette occasion, & rendit un service fort important aux deux Couronnes, ce fut moins par l'entremise de
la

la Landgrave, que par sa propre dextérité. Il gagna Mortagne, & ménagea si bien les Officiers de l'armée Suédoise mécontents, qu'il rétablit la bonne intelligence entr'eux & les trois Directeurs que Bannier mourant avoit nommez, & qu'il les disposa doucement à recevoir le Général que Christine enverroit à la place du défunt.

1641.

Voici ce que le Comte écrivit à Des-
Noiers Secrétaire d'Etat. *Tout se prépare à un soulèvement général dans l'armée de Suède. Par la mort de M. Bannier, elle se trouve dépourvue d'un Chef habile & respecté. Le moien de prévenir un malheur capable de ruiner les affaires d'Allemagne, c'est d'envoyer incessamment un Général François avec de l'argent & un bon renfort : ceux de Brunswick & les Hessiens fomentent le mal. Les premiers assez grossièrement, & les autres plus finement. Tous témoignent ouvertement se défier autant des deux Couronnes, que de leurs propres ennemis. C'est un mal auquel on ne peut remédier trop-tôt. Les troupes Allemandes sont encore assez puissantes, si on tâche de les réunir & de les employer à une même fin. Guébriant demandoit instamment d'être rappelé en France. Etoit-il véritablement dégoûté d'un emploi pénible, & sujet à mille difficultez insurmontables à l'Officier le plus habile & le plus patient ? Ne croioit-il point aussi que Richelieu n'en aiant point de plus propre que lui, à ménager les Allemans & les Suédois, le*
Car-

1641. Cardinal seroit enfin obligé de lui donner le commandement en chef de l'armée au delà du Rhin? Emploi qui seroit accompagné, ou bien-tôt suivi du bâton de Maréchal de France. Des-Noiers semble pénétrer les vûes secrètes du Comte. *Je ne vous parle point de vos intérêts*, lui dit-il dans une lettre du 24. Mai. *Soiez persuadé que je ne néglige aucune occasion de les ménager avec avantage. Mais il faut avancer pied à pied. Pour le présent contentez vous de la disposition que je trouve dans l'esprit des Puissances. Les grans coups se feront quand l'occasion s'en présentera. Cependant ne refusez rien de la main du Maître & du Bienfaiteur.*

Le Duc d'Enguien épouse la nièce du Cardinal de Richelieu.

Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery. Liv. VI. Chap. 65. Mémoires pour servir à l'Histoire du même. Tom. II. Vie du

Les nouvelles de la levée du siège de Barcelone, & de l'épouvante donnée à l'Empereur & à la Diète de Ratisbone, augmentèrent la joie de la Cour de France tout occupée de ballets & d'autres divertissemens pour le mariage de Louis de Bourbon Duc d'Enguien fils aîné du Prince de Condé avec Claire Clémence de Maillé, fille du Maréchal de Brezé, & nièce du Cardinal de Richelieu. On disoit dès le mois de Décembre dernier que la dépense du ballet qui se préparoit dans la maison de celui-ci à Paris, monteroit à plus d'un million, & que les machines envoyées d'Italie, coûtoient seules cent mille écus. Tel étoit le luxe d'un Prêtre. *Richelieu*, dit l'Auteur de la Vie du Duc marié l'onzième Février de cette année, *souhaita de lui donner*

une

une de ses nièces , & en fit faire la proposition au Prince de Condé son père. Mais celui-ci qui méprisoit une pareille alliance & qui avoit donné sa parole ailleurs , ne répondit pas comme on le vouloit. Le Cardinal naturellement fier & accoutumé depuis long-temps à voir tout plier sous lui , ne put souffrir ce refus. Dès-lors , il forme le dessein de perdre Condé , & met tout en usage pour en venir à bout. Les prétextes furent faciles à trouver. On avoit déjà soupçonné le Prince d'avoir reçu de l'argent des Espagnols pour lever le siège de Dole , & quelques-uns disoient qu'il auroit pu mieux faire à Fontarabie. Ces discours passèrent jusques au peuple , par l'artifice du Cardinal bien-aise qu'ils se répandissent. Le Prince surpris , & en même temps averti de se garder de Richelieu qui lui veut jouer un mauvais tour , traite l'avis de bagatelle. Mais il en reconnoit bien-tôt l'importance. Etant allé trouver le Cardinal , il en fut fort mal reçu. Richelieu le voyant entrer , parle à l'oreille du Capitaine de ses gardes ; & le Prince se souvient de ce qu'on lui a dit. La crainte le saisit. Il prend congé du Cardinal , apperçoit quelque mouvement parmi les gardes , & s'imagine qu'on va l'arrêter. L'ordre en étoit donné , dit-on. Dans cet embarras Condé rentre dans la chambre de Richelieu & lui fait excuse de ce qu'il n'a pas reçu avec empressement l'honneur qu'il lui faisoit de vouloir donner sa nièce au Duc d'Enguien. Je m'étois engagé ailleurs , dit-il , & j'ai voulu retirer

1641.
Prince de
Condé. L. I.
Grotius,
Epist. 1462.
1463. 1464.
Mercurio di
Vittorio Si-
ri. Tom. I.
Lib. II.

1641. ma parole auparavant. *Le Cardinal content fait meilleur visage à Condé, s'entretient deux heures avec lui, & le reconduit jusques à l'escalier. Tout le monde blâme l'action du Prince. Le soin qu'il prit de stipuler des conditions fort avantageuses, fit juger que dans cette affaire, il agissoit plus par intérêt que par crainte.*

Je me souviens d'avoir ouï dire quelque chose d'approchant. Mais c'est un conte fait à plaisir & fort mal imaginé. On n'arrête point un premier Prince du sang chez un Ministre d'Etat. Quand on en vient à de pareilles extrémités, cela s'exécute au Louvre par un ordre exprès du Roi, & par ses Officiers. C'est ainsi que le même Condé fut autrefois arrêté. Quelqu'impérieux, quelqu'absolu que Richelieu pût être, on ne croira jamais qu'il ait osé concevoir le dessein de faire arrêter chez lui, & par le Capitaine de ses gardes un Prince du sang. Condé savoit trop bien comment les choses se font en pareilles occasions, pour prendre si fortement une terreur panique. Il est ridicule d'avancer que le Cardinal qui témoigne tout au plus certaine froideur, néglige arrogamment de conduire le Prince & de lui rendre les honneurs dûs à son rang. Enfin on met à la bouche d'un homme qui ne manquoit ni d'esprit, ni d'adresse, l'excuse du monde la plus impertinente. Il ne retira pas sa parole donnée ailleurs, dans le temps qui se passa depuis sa sortie de la chambre du Cardinal, jusques

jusques à ce qu'il s'avisa d'y rentrer. Cela devoit être fait avant la visite rendue. Comment Condé s'exposoit-il donc à recevoir cette réponse que Richelieu lui auroit naturellement faite ? *Je vous suis fort obligé, Monsieur. D'où vient que vous n'avez pas voulu me dire d'abord une si agréable nouvelle ? Cet oubli me surprend.* Mais voici de meilleures preuves pour montrer la fausseté du conte. J'ai rapporté ci-dessus une lettre que le Prince écrivit, il y a deux ans, au Cardinal. On y voit que le mariage du Duc d'Enguien avec la fille du Maréchal de Brezé étoit déjà conclu. J'en trouve encore deux autres datées de la fin de l'an 1639. *Vous savez, dit le Prince à Richelieu, dans celle du 4. Décembre, que je n'ai au monde qu'un seul desir. C'est de mettre dans votre maison ce que j'ai de plus cher. J'espère que vous rabattrez auprès du Roi ce qu'on lui a dit du secours de Salces, & que vous continuerez de m'aimer. C'est mon seul bonheur. Quelle bassesse, bon Dieu ! Et dans une autre du 13. du même mois. Je suis sans nul dessein, & je n'ai qu'une seule prétension au monde. C'est d'entrer dans votre alliance. Peut-on lire de pareilles choses sans indignation ?*

Si Condé craignit que Richelieu ne le perdit dans l'esprit du Roi, ce fut donc à cause du mauvais succès de l'entreprise de secourir Salces que les Espagnols vouloient reprendre, comme je l'ai raconté. On ne pensoit plus à la levée du siège de

1641. Dole, ni à la déroute devant Fontarabie. Toute la faute de cette seconde disgrâce fut rejetée sur le Duc de la Valette, pour sauver Condé auprès du Roi. Le Prince est dans le fonds beaucoup moins blâmable, d'avoir pensé aux intérêts de sa Maison en mariant le Duc d'Enguien à la nièce d'un Ministre, Demoiselle bien noble du côté de son père & de sa mère, que d'y avoir mis la fille d'une folle. Il devoit craindre ce qui est arrivé. L'Epoux & le Fils de Claire Clémence de Brezé ont cru ne se pouvoir dispenser de l'enfermer à Château-Roux en Berri. Elle y est morte autant, ou moins folle que sa mère : Dieu le sçait. Pour achever de prouver la fausseté du conte, j'ajouterai que l'année précédente Condé tint à Toulouse les Etats de Languedoc au mois de Novembre. Dans sa harangue à l'ouverture de l'assemblée, il inséra selon sa coutume ce beau trait d'éloquence à la louange de Richelieu. *La conduite miraculeuse de M. le Cardinal, nous donne des arrés continuées, que rien n'est impossible sous cette divine, heureuse, courageuse & prudente direction.* Il ne revint à Paris avec son fils le Duc d'Enguien, qu'au commencement de cette année, lorsque les préparatifs des divertissemens pour le mariage étoient presque finis. Si la peur donnée à Condé en fut la cause, il la faut placer deux ou trois ans plutôt. Et comment accordera-t-on ce fait avec ce que des mémoires indubitables nous apprenent

prérent de l'application servile du Prince durant plusieurs années, à se mettre bien auprès du Ministre? On a reproché à Son Altesse en plein Parlement de s'être jettée aux genoux de Richelieu pour lui demander Mademoiselle de Brezé. Condé donna hautement un démenti à l'Avocat qui avançoit une chose que les parens du Cardinal lui fournirent dans leurs mémoires. Croions en le Prince sur sa parole; je le veux. Cependant la manière dont il s'exprime dans ses lettres à Richelieu, rend le fait assez vraisemblable.

Le Cardinal avoit d'autant plus ardemment désiré ce mariage, qu'il le regardoit comme un grand acheminement à l'exécution de son ambitieux projet de se faire déclarer Régent du Roiaume, en cas que Louis dont la santé paroissoit toujours foible & incertaine, vînt à mourir. Richelieu avoit besoin pour cela d'un puissant appui contre Marie de Médicis qui auroit encore trouvé ses partisans, contre la Reine Anne d'Autriche qui n'en devoit pas manquer, enfin contre Gaston Duc d'Orleans. Quoique chacune de ces trois personnes divisées d'intérêts, eût tâché de faire valoir ses prétensions, elles se seroient du moins réunies pour chasser un Ministre odieux aux Grands & au peuple. Quel autre crédit pouvoit-il leur opposer que celui des deux premiers Princes du Sang? N'ayant aucune raison de demander la Régence au préju-

1641. dice de grand'mère, de la mère, & de l'oncle du jeune Roi, ils devoient être bien-aîsés de la voir entre les mains de leur allié ; sous l'administration duquel ils auroient eu fort grande part aux affaires & aux premiers emplois. L'avare Condé pensoit à s'enrichir, & l'ambitieux Enguien se flattoit d'obtenir bien-tôt le commandement général des armées de terre. Richelieu les laissoit se repaître de leurs vastes espérances, & ménageoit habilement l'avarice insatiable du père, & la noble ambition du fils. Cependant il travailloit sourdement à l'établissement de sa fortune. Le Marquis de Brezé son neveu promettoit beaucoup, & se formoit si bien aux fonctions de la charge d'Amiral : le Duc d'Enguien faisoit paroître tant de valeur & un si beau naturel pour le commandement des armées de terre, que le Roi venant à mourir, les deux beaux-frères étoient plus que capables de maintenir leur oncle commun contre ses ennemis. Soutenus l'un & l'autre par son génie & par son expérience, ils auroient pu se rendre maîtres des plus grandes forces de l'Etat, & se seroient mutuellement appuyés. Tels furent à mon avis les véritables motifs du Prince de Condé, du Duc d'Enguien, & du Cardinal de Richelieu, dans l'alliance qu'ils contractèrent ensemble. Celui-ci plus fin & plus délié sut se faire rechercher par Condé toujours timide & empressé à mettre de grans biens dans sa maison.

Dans

Dans une si grande prospérité des affaires publiques & des siennes propres, la joie du Cardinal étoit mêlée d'amertume & d'inquiétude. Il voioit avec une extrême peine le Comte de Soissons, le jeune Duc de Guise, & le Duc de Bouillon unis ensemble à Sedan. Il avoit raison de craindre qu'on n'y tramât quelque chose contre lui. Les Ducs de Vendôme, d'Epemon, de la Valette, & plusieurs autres mécontents, sembloient être dans la disposition de se joindre aux premiers qui lèveroient le masque. Richelieu chagrin de ce qui se passoit à Sedan, crioit, dit-on, que cette ville devenoit une autre Rochelle, & que tous les esprits brouillons & mal intentionnez s'y retiroient. *Cela ne se doit pas souffrir en bonne politique*, ajoûtoit-il. *Le Roi veut absolument voir la fin de toutes ces menées.* Le Comte de Soissons, & les Ducs de Guise & de Bouillon, n'étant pas capables de faire d'eux-mêmes aucun mal, sans le secours de Philippe alors si occupé contre ses propres sujets révoltez aux deux extrémités de l'Espagne, qu'il ne paroïssoit pas en état de faire aucun effort considérable en faveur des mécontents de France, Richelieu se flatta cette année d'exécuter son projet assez facilement. Le génie de Soissons & de Guise sembloient lui promettre un prompt & heureux succès. *Le Comte Prince foible & glorieux*, dit l'Auteur des mémoires du Duc de Bouillon, *n'avoit auprès de lui aucune personne capable d'affaires.* Inconvé-

1641.
Le Cardinal de Richelieu fait accuser fausement le Comte de Soissons de tramer un soulèvement en France.

Mémoires pour servir à l'Histoire du Cardinal de Richelieu. Tom. II. Vie nouvelle du même. Liv. VI. Mémoires du Duc de Bouillon. Histoire di Gualdo Priorato. Part. III. Lib. I. Memoria di Vittorio Siri. Tom. II. Lib. II.

1641. nient d'autant plus fâcheux que les plus grands hommes sont d'ordinaire moins grands par eux-mêmes, que par l'usage qu'ils savent faire du conseil des autres. Réduit à suivre ses propres mouvemens, Soissons étoit tellement incertain dans ses desseins, qu'il ne vouloit pas deux jours la même chose. Tantôt il pensoit à se raccomoder avec le Roi & avec son Ministre. Le lendemain il ne parloit que de guerre & de porter les choses à la dernière extrémité. Le Duc de Bouillon avec toute sa dextérité ne savoit comment le prendre. Si la défiance & la crainte ne le rendoient pas difficile, il le devenoit incontinent par sa vanité & par les espérances sans fondement qu'il se formoit. Le même Auteur dépeint encore assez bien le Duc de Guise. C'étoit, ajoute-t-il, un Prince bien fait de sa personne, libéral, & magnifique. Il avoit un grand courage, & son esprit sembloit promettre beaucoup. Comme il étoit alors fort jeune, sa grande légèreté & les irrégularitez de sa conduite s'attribuoient à son âge. Mais toutes les actions de sa vie, aiant été d'un jeune homme, on a eu sujet de croire que ses défauts venoient de son naturel & non pas de sa jeunesse. Un Prince du sang & un Duc de Guise liez ensemble & conduits par le Duc de Bouillon, étoient capables de causer un terrible embarras à Richelieu. Mais outre que leurs génies sujets à de grandes foiblesses, les rendoient moins formidables, il y avoit une étrange antipathie entr'eux :
soit

soit que ce fût un effet de la haine héréditaire entre les Maisons de Bourbon & de Guise ; soit que véritablement leurs humeurs fussent incompatibles. De manière que le Cardinal ne devoit pas beaucoup craindre de leur union , que le Duc de Bouillon n'auroit jamais pû rendre solide & durable. 1641.

A la sollicitation d'un Capucin son Confesseur , Soissons fit l'année précédente quelques avances pour se racommoder avec le Roi & avec Richelieu. N'osant se fier à un Ministre fourbe & vindicatif, il cherche premièrement un médiateur , ou plutôt un garant des conditions qui lui seront accordées. Le Pape lui parut plus propre qu'aucun autre à ménager cette réconciliation , & à rendre les mauvais desseins du Cardinal inutiles. On écrit donc à Schotti Nonce d'Urbain en France, on le prie de demander au nom du Comte la protection & l'entremise du S. Père. *Je ne doute pas* , disoit-il dans sa lettre , *que le Roi ne soit disposé à me rendre ses bonnes grâces , quand je l'en supplierai. Mais qui oseroit se fier à son Ministre ? Je ne serai jamais en sûreté à la Cour , ni en France , à moins que le Roi ne donne sa parole au Pape. C'est le seul moyen de me garantir des pièges que le Cardinal me tendra sans cesse. Il n'aura j'amaï l'imprudence d'offenser le Pape dont il recherche la bienveillance.* Avant que de commettre le nom & l'autorité de son maître, le prudent Italien crut qu'il étoit à

1641.

propos de fonder Richelieu, puisque tout le succès de la négociation dépendroit uniquement de sa volonté. Schotti va donc à l'audience du Cardinal, lui découvre la disposition présente de Soissons, & proteste en même temps que le Pape ne s'entremettra point en sa faveur, à moins que Sa Sainteté ne soit assurée, que Richelieu juge que le Roi doit recevoir les avances du Comte. *Je parlerai de cette affaire à Sa Majesté*, répondit le Cardinal sans s'expliquer davantage. Il vouloit donner un refus positif au nom du Roi, de peur d'irriter Urbain déjà mécontent du Ministre. Il auroit pû trouver mauvais que Richelieu l'empêchât de ménager une réconciliation, chose fort convenable à celui que l'ignorance & la superstition des derniers siècles font regarder comme le Père commun des gens de son Eglise, Monsieur, dit le Cardinal au Nonce quelques jours après, *Sa Majesté ne trouve pas bon que ses sujets aient recours aux Princes étrangers. Quelle raison M. le Comte peut-il avoir de ne se fier pas à la parole du Roi? Celle d'un garant lui semble-t'elle plus sûre? Il peut venir à la Cour quand il voudra. Il y sera dans une entière sûreté. Sa Majesté a trouvé fort mauvais qu'il ne soit pas venu lui rendre ses devoirs, lorsqu'elle n'étoit qu'à deux lieues de Sedan, il y a peu de temps. Cependant vous pouvez l'assurer de la part du Roi, qu'il sera le bienvenu à la Cour, & qu'on l'y regardera de fort bon ail.*

Peut-

Peut-être que Soissons auroit relâché quelque chose de sa défiance, si une nouvelle calomnie répandue contre lui, n'eût pas aigri Louis, & irrité le Comte d'une étrange manière. Fut-ce une conspiration véritablement projetée ? Soissons l'a nié avec une telle assurance qu'on ne se peut empêcher de le croire. C'est donc un de ces noirs artifices que Richelieu emploia souvent pour rendre son Maître irréconciliable avec sa mère, son épouse, son frère, en un mot avec tous ceux qui ne pouvoient souffrir le pouvoir énorme d'un Prêtre arrogant. Ce que je raconterai dans la suite, rend la chose presque indubitable. Cependant *sous le Ministère de Richelieu*, remarque judicieusement le dernier des Historiens de sa vie, *il y eut tant de conspirations véritables, & on publia tant de mensonges, qu'il est souvent impossible de distinguer le vrai du faux. Les Juges commis pour examiner les prisonniers, aiant toujours été du nombre des créatures du Cardinal, & les accusez n'ayant pas eu la liberté de se défendre dans les formes ordinaires ; comment démêlerez-vous si la déposition des prisonniers étoit véritable, ou si Richelieu ne les avoit pas subornés ?* Quoi qu'il en soit de la certitude du fait que j'entreprends d'éclaircir, voici ce qui se passa vers la fin de l'année précédente & au commencement de celle-ci. Deux Auteurs Italiens le rapportent différemment. Mais les lettres originales du Comte de Soissons prouvent

1641. que dans le fonds, il y a quelque chose de constant.

Des-Noiers Secrétaire d'Etat alla donner quelques ordres de la part du Cardinal à Richelieu. Là il découvrit que la Richerie Gentilhomme du Duc de Soubize frère du feu Duc de Rohan, étoit venu d'Angleterre en Poitou sous prétexte de certaines affaires particulières. On examine ses allures, on s'informe des visites qu'il rend, enfin les divers mouvemens qu'il se donne, font penser qu'il cherche à lier une intrigue avec certains Seigneurs ou Gentilshommes Protestans, ou mécontents. Là-dessus on l'arrête, & dans ses papiers saisis, on trouve des lettres de Soubize à quelques-uns de ses amis, & d'autres du Duc de la Valette au Duc d'Epéron son père & au Marquis de la Force, pour les exhorter, dit-on, à ménager un soulèvement dans la Guienne. La Richerie interrogé par Des-Noiers, ajoutoit-on, déclara que la Reine Mère, la Duchesse de Chevreuse & le Comte de Soissons étoient de la partie. Que celui-ci entreroit à main armée dans la Champagne, pendant que les amis des Maisons de Rohan & d'Epéron exciteroient un soulèvement en Bretagne & en Guienne. Le récit de cet Auteur me paroît brouillé, & j'y trouve même de la contradiction. Il avance que les lettres de la Valette au Marquis de la Force alors disgracié, furent saisies avec les papiers de la Richerie, & il suppose un peu après, que

que ce Seigneur les reçut & les envoya ensuite à la Cour comme un témoignage de sa fidélité. Cela ne lui servit de rien, ajoute l'Historien. *M. le Marquis s'en avise trop tard*, répondit-on à celui qui les apporta de sa part. Si elles tombèrent entre les mains du Secrétaire d'Etat, comment la Force les peut-il envoyer au Roi ? Il faut donc dire que Richelieu les fit rendre, afin de tenter le Marquis, & que celui-ci ne les aiant envoyées qu'après que l'affaire de la Richerie eût éclaté dans le monde, le Cardinal répondit que c'étoit trop tard. J'ai peine encore à me persuader que le domestique de Soubize eût de pareilles lettres du Duc de la Valette pour le Duc d'Epéron. Outre qu'il est peu vraisemblable qu'un fils ait voulu engager son père accablé d'années & de maladies dans une affaire difficile & sujette à tant de suites fâcheuses, il me semble que depuis cette découverte, Richelieu n'auroit pas laissé Epéron en repos dans sa maison de Plaffac près de la Guienne. Dès que le Comte de Soissons prendra les armes, Epéron recevra promptement un ordre pressant d'aller de Plaffac à Loches en Touraine, de peur que le Vieillard mécontent ne soit d'intelligence avec les autres. S'il fut traité si durement sur un simple soupçon, l'auroit-on épargné après des lettres telles qu'on les suppose ?

L'autre Italien raconte que la Riville Gentilhomme du Duc de Soubize, passa d'Angleterre à la Boulaie en Norman-

1641. die , où étoit le Marquis de la Force exilé de la Cour ; & lui rendit des lettres , où le Duc l'exhortoit à disposer les Réformez à un soulèvement , & l'affuroit que la Valette disposeroit ses amis à faire de même en Guienne. La Force , ajoute-t'on , envoie sa lettre au Roi , & la Riville saisi & conduit à la Bastille , accuse le Comte de Soissons d'être de l'intrigue. Celui-ci s'en défend hautement , crie à la calomnie , & paroît d'autant plus innocent , que son accusateur est élargi peu de temps après : preuve manifeste que pour obtenir sa grace , il dit ce qu'on lui avoit suggéré de la part de Richelieu. Sans cela l'auroit-il épargné ? Tout ce qu'on peut conclure de ces deux récits différens , c'est , à mon avis , que le Duc de Soubize inquiet de son exil en Angleterre , dont le séjour devenoit desagréable à cause des brouilleries du Roi avec ses sujets , dépêcha un Gentilhomme en France vers la fin de l'an 1640. avec des lettres qui furent surprises , ou envoyées après à la Cour ; que le bruit courut qu'on y avoit découvert un projet d'exciter quelque mouvement dans le Roiaume , & que Richelieu fit accuser le Comte de Soissons , d'être de la partie , & peut-être de l'avoir liée. Tout le reste me paroît incertain.

Quoi qu'il en soit , dès que le Comte apprit par son Secrétaire qui se trouvoit à Paris , les rapports faits contre lui au Roi. il dépêcha Campion son confident à la Cour,

Cour, & le chargea de deux lettres, l'une à Louis, & l'autre au Cardinal. *C'est une pure calomnie, où l'on trouvera jamais rien de vrai*, disoit Soissons au Roi. *J'espère que Votre Majesté aura la bonté de ne me refuser pas la permission de pousser à bout l'accusation faite contre moi, afin que la vérité soit connue devant vous & devant tout le monde.* Je suis assuré que plus l'affaire sera éclaircie & approfondie, plus mon innocence sera manifeste. Il fait la même protestation à Richelieu, & lui demande ses bons offices auprès du Roi. N'y a-t-il point quelque insulte secrète, ou une raillerie piquante dans la bien-séance qu'on fait semblant de vouloir garder? Campion trouve le Roi fort prévenu contre le Comte. Pour empêcher que la lettre de celui-ci ne fît impression sur l'esprit de Louis, on avoit eu la maligne précaution de lui insinuer, que Bullion Surintendant des Finances étoit allé d'abord trouver la Comtesse Douairière de Soissons, afin de l'informer de tout ce que l'accusateur disoit contre le Comte, & que depuis ce temps-là, il ne s'étoit pas autrement pressé de se disculper. La Comtesse alors fort malade ne pouvoit agir en faveur de son fils, ni témoigner au Roi, qu'elle n'avoit jamais reçu un pareil avis de la part du Surintendant. Campion aiant rendu la lettre au Roi, & dit quelque chose pour la justification de son Maître; *M. le Comte*, répondit Sa Majesté, *fait fort bien de se disculper*

1641. culper, & de protester de son innocence. Mais il s'y prend un peu tard. D'où vient qu'il ne m'a pas écrit plutôt ? Il y a déjà quelque temps que Bullion a parlé à Madame la Comtesse. Sire, repliqua le Gentilhomme, on ne trouvera jamais que M. de Bullion ait rien dit d'approchant à Madame la Comtesse. J'en répons sur ma tête. Si la chose est exactement rapportée, Campion parla trop brusquement & perdit même le respect. Louis parut pardonner cette vivacité au zèle d'un domestique affectionné à son Maître. Je pense-
 -rai à ce que vous me dites, reprit froidement Louis, j'écrirai à M. le Comte. Avant que Campion pût aller de Versailles trouver le Cardinal à Ruël, Louis eut soin d'avertir son Ministre de tout ce qui s'étoit passé.

Je suis bien fâché, dit celui-ci après avoir lu la lettre & écouté Campion, de ce que M. le Comte est accusé de la sorte. Les dépositions paroissent si claires & si certaines, qu'il aura de la peine à les réfuter. Son Eminence fait appeller Des-Noiers Secrétaire d'Etat, & lui ordonne de raconter tout ce que le domestique du Duc de Soubize a déposé. Eh, Monsieur ! repliqua Campion avec sa même vivacité, ne peut-on pas faire dire tout ce qu'on veut à un misérable enfermé à la Bastille ? Il n'oseroit soutenir devant des Juges intégrés, que M. le Comte est d'intelligence avec Mrs. de Soubize & de la Valette, qu'il a toujours bais. C'est une calomnie manifeste

feſte dont M. le Comte ſaura bien ſe juſtifier. En quel ſiècle ſommes-nous , Grand Dieu ! Le plus honnête homme du monde ne ſera pas déſormais à couvert de la malignité de ſes ennemis. Richelieu écoute froidement ce transport , & reprend avec un ſouris malin : Je ſuis ſerviteur de M. le Comte, & je veux bien le croire innocent. Affurez le qu'il ne tiendra pas à moi que le Roi n'ait le même ſentiment. Louis répondit fort ſèchement à la lettre de Soiſſons , & celui-ci plus irrité qu'auparavant , écrit de-rechef au Roi & à ſon Miniſtre. Nous verrons dans la première des deux autres lettres , ce que contenoit la réponſe de Louis.

*Sire , diſoit le Comte , dans la lettre, qu'il a plu à Votre Majeſté de m'écrire le * 13. de ce mois , vous me mandez que vous avez volontiers écouté Campion , qui vous a parlé d'une manière différente des avis que vous avez reçus d'ailleurs ; que juſques à préſent vous avez cru que mon eſprit ſe contiendrait dans les ſermes que vous pouviez deſirer pour l'amour de moi ; que maintenant vous en priez Dieu de toute votre cœur , & que vous ſouhaitez que je vous donne lieu de me témoigner votre affection. Ce ſont les paroles mêmes de la lettre de Votre Majeſté. A quoi je répondrai avec le reſpect que je lui dois, que puſſe-elle a des avis ſi différens des profeſſions que je lui fais de mon innocence , il lui importe d'en connoître la vérité. Je*
l'en

1641. *J'en ai déjà suppliée ; je l'en supplie encore très-humblement, & d'ordonner que mes accusateurs produisent leurs preuves dans son Parlement. Si je me trouve coupable, il n'y a rigueur que je ne désire souffrir. Que si mon innocence paroît comme j'en suis fort assuré, je supplie V^{otre} Majesté que mes accusateurs soient punis devant tout le monde. C'est un exemple de sa justice & de sa bonté que je lui demande à genoux, afin qu'elle connoisse mon entière fidélité. Cela vous donnera lieu de me témoigner ce qu'il plaît à V^{otre} Majesté de me faire espérer dans sa lettre. Celle au Cardinal fut plus courte, mais aussi ferme. Monsieur, pour répondre à ce que je vous ai écrit & fait dire, vous me mandez qu'il est certain que le Roi a des avis bien différens de ce que Campion lui a dit de ma part. Puisque cela est, il importe à Sa Majesté d'être éclaircie de la vérité. C'est ce qui me porte à vous prier de me vouloir tant obliger que l'accusation soit mise devant le Parlement, afin que si je suis coupable je le paroisse, & que ceux qui m'accusent soient punis. Je suis en cette affaire, & en tout, si assuré de mon innocence, que je ne crains rien.*

Richelieu s'en garda bien, de renvoyer l'examen de l'affaire au Parlement. Il craignoit trop la lumière & l'intégrité de plusieurs Magistrats de cette Compagnie, qui auroient été bien-aisés de trouver une occasion de découvrir à Louis les lâches & noirs artifices que son Ministre em-

emploioit pour le surprendre, & de faire voir à toute l'Europe quelle étoit la malice diabolique du Cardinal. Content d'avoir achevé de prévenir son Maître contre Soissons, il lui insinua qu'il est à propos de laisser là cette affaire, & de témoigner froidement au Comte qu'on veut bien le croire innocent, puisqu'il l'assure si positivement. L'un & l'autre lui écrit donc en ces termes. Voici ses réponses du 11. Janvier de cette année. *Sire, dit-il au Roi, j'ai eu une extrême joie d'apprendre par la lettre qu'il a plu à Vòtre Majesté de m'écrire, qu'elle me croit innocent. Je la supplie très-humblement d'être persuadée qu'en mes actions, elle ne trouvera jamais que netteté & sincérité, avec une fort grande passion pour sa personne & pour son service. Et à Richelieu. Monsieur, Sa Majesté m'ayant témoigné qu'elle me croit innocent, je ne doute pas que je ne vous aie l'obligation de lui avoir fait connaître cette vérité. C'est ce qui m'oblige à vous en remercier & à vous assurer que je suis avec beaucoup d'affection vòtre très-humble serviteur.* Nouvelle ironie piquante, dont le Cardinal persuadé que le Comte s'appercevoit de ses fourberies, sentoit fort bien la malignité. En donnant à Campion la lettre du Roi & la sienne, il lui parla de la sorte. *Sa Majesté est contente de M. le Comte. Pour moi, j'ai toujours souhaité qu'il se trouvât innocent. Il verra dans les lettres que je vous remets, la bonne disposition du Roi & l'affection*

1641. *fection que j'ai à son service. Mais dès que le Gentilhomme est parti pour Sedan, le Cardinal tient tout un autre langage. Pour ne faire pas plus de bruit, dit-il, le Roi a bien voulu recevoir les protestations de M. le Comte. Cependant Sa Majesté sait certainement qu'il est entré dans l'intrigue. Graces à Dieu, il n'est pas en état de faire grand mal à la France.* Paroles qui achevèrent d'irriter Soissons, & de le déterminer à écouter les instances que Bouillon lui fait alors de travailler conjointement à leur commune défense. Avant que de raconter les mesures qu'ils prirent ensemble, disons quelque chose du troisième acteur qui va paroître maintenant avec eux. Je parle d'Henri de Lorraine troisième fils de Charles Duc de Guise mort à Florence au mois d'Octobre de l'année précédente après neuf ans de persécution, de traverses & d'exil.

Retraite du
Duc de Gui-
se à Sedan.

Par la mort de ses deux frères aînez, Henri revêtu de l'Archevêché de Reims & de plusieurs riches bénéfices, se trouve héritier du Duché de Guise & des grands biens de sa maison. Il avoit quitté Florence quelques années auparavant, dans le dessein de venir en France jouir de ses revenus. Mais n'osant se montrer à la Cour, ni à Paris, sans l'agrément du Roi, il pria le Duc de Bouillon de le recevoir à Sedan, ville dont le séjour lui étoit plus commode, à cause du voisinage de la Champagne, où il avoit beau-
coup

*Nani, Histo-
ria Veneta.
Lib. XI.
1640.
Historie di
Gualdo*

coup de bien. De là il écrit à Richelieu, & le prie de lui obtenir la permission d'aller rendre ses devoirs à Louis. On lui acorda celle de venir à Paris : mais on lui défendit de paroître à la Cour. Amoureux à la folie d'Anne de Gonzague seconde fille de Charles Duc de Nevers, & ensuite de Mantouë, Henri qu'on nommoit alors l'Archevêque de Reims, découvre au Cardinal son éloignement de l'Etat Ecclésiastique, & le dessein qu'il a formé de se défaire de ses bénéfices à certaines conditions, & demande qu'on lui laisse la liberté d'épouser la Princesse Anne de Mantouë. *Cette affaire, Monsieur, répondit Richelieu, mérite que vous y pensiez sérieusement. Avez-vous assez réfléchi sur les conséquences de la démarche que vous voulez faire ? Prenez encore du temps. Toujours plus épris de sa maîtresse habile à l'engager, l'Archevêque revient à la charge, & redouble ses instances auprès du Cardinal. Vous nous faites, Monsieur, des offres fort avantageuses, repliqua-t'il. Quoi ? vous jouissez de quatre cent mille livres de rente en bénéfices, & vous renoncez pour une femme à un morceau si friand ? Je vous admire. D'autres sacrifieroient quatre cent mille femmes, s'ils les avoient pour ce que vous prétendez quitter. La Princesse Anne n'est pas riche : où trouverez-vous de quoi vivre ? Votre père irrité de la démarche que vous voulez faire, ne vous donnera rien. On croit, & c'est avec beaucoup de vraisemblance, qu'il y*
avoit

1641.

*Priorato.**Part. III.**Lib. I.**Mercato di**Vittorio Si-**ri. Tom. I.**Lib. II.*

1641. avoit plus de dissimulation & d'artifice, que de sincérité dans les avis de Richelieu à un jeune Etourdi. Il étoit bien-aïse que l'Archevêque en fit la folie. La Maison de Guise perdoit un revenu considérable & devenoit beaucoup moins puissante. Le Cardinal le souhaitoit depuis longtemps. Il espéroit encore d'avoir plusieurs bénéfices pour enrichir ses parens, pour récompenser ses créatures & pour en faire de nouvelles.

Toutes les difficultez formées par le Cardinal, ne servirent qu'à irriter la passion de l'Archevêque. On s'y attendoit bien. La négociation s'entame tout de bon, & l'Archevêque s'apperçoit que l'ennemi mortel de sa maison, ne pense qu'à le dépouiller de ses bénéfices, en ne lui assurant que des pensions assez modiques, & sans en donner aucun à ses frères cadets. Quelqu'un lui ouvrit-il les yeux ? La confiance d'amener un jeune homme imprudent & amoureux à tout ce qu'on voudroit, ne trompa-t'elle point le Cardinal ? Quoi qu'il en soit, l'Archevêque s'enfuit de Paris, se dérobe aux pièges qu'on lui tend, & revient à Sedan. Là il apprend la mort du Prince de Joinville son frère aîné, & se voit héritier de la Maison de Guise. L'envie de se marier redouble, & la Princeesse Anne dont l'amant est devenu un des meilleurs partis du Roiaume ne s'oublie pas dans une si belle occasion. Elle fait de son mieux afin d'engager davantage le nouveau Prince de

ce de Joinville. Le Chevalier Corraro Ambassadeur de la République de Venise en France , fut chargé de ménager l'affaire auprès de Richelieu. Les remontrances du Duc de Guise encore vivant à son fils , modérèrent un peu l'aveugle ardeur du jeune homme. *La face des affaires peut changer en un moment* , lui disoit-on de la part de son père. *La santé du Cardinal n'est pas trop bonne. Il ne paroît pas devoir vivre encore long - temps. En tout cas , on lui voit un assez grand nombre de puissans ennemis. Que sait-on ce qui peut arriver ? C'est un avantage considérable pour vous-même , que vos bénéfices demeurent dans votre maison , & passent à un de vos frères.* Charles de Lorraine meurt sur ces entrefaites , & de Prince de Joinville, Henri devient Duc de Guise : titre que nous lui donnerons désormais.

La négociation du mariage avec Anne de Gonzague & de la renonciation aux bénéfices se renoua incontinent , & fut sur le point d'être conclue par le Ministre Vénitien. Selon toutes les apparences, il en auroit eu l'honneur, si Richelieu n'eût pas tant insisté sur une trop prompt sortie de Sedan , & s'il eût voulu promettre une partie des bénéfices au frère du nouveau Duc, & à la Duchesse leur mère la liberté de revenir en France. Le Duc de Bouillon profite alors de la dureté du Ministre. Il anime tellement Guise contre leur ennemi commun, & lui inspire une si grande

1641. grande défiance, qu'il entre dans le traité entamé avec le Cardinal Infant, & qu'il va lui-même à Bruxelles en presser la conclusion. Richelieu se repentit alors. Il voulut, mais trop tard, gagner le Duc de Guise à quelque prix que ce fût, & ne craignit pas pour cela d'exposer la réputation d'Anne de Gonzague. Son amant plus passionné que jamais, avoit demandé qu'il lui fût permis de la voir en quelque endroit de la Champagne, & paroissoit disposé à faire tout ce qu'elle voudroit. La Princesse témoignoît un aussi grand empressement de parler au Duc. Peu scrupuleuse sur l'article des bienséances & du devoir, elle l'avoit conduit assez loin de Paris, lors qu'il en sortit secrètement. On ne savoit si la fantaisie ne lui prendroit point de l'aller joindre à Sedan, puis qu'il avoit une si violente passion de la voir. C'est-pourquoi Richelieu lui fit défendre cette année de sortir de Nevers, où elle s'étoit retirée. Au mois d'Avril Anne s'échappe déguisée en homme, dit-on. La chose ne fut point si secrète, que le Vicomte de Tavanès Lieutenant de Roi en Bourgogne, lors que la nouvelle Héroïne de Roman passoit par la Province pour aller en Champagne, & enfin à Sedan, n'en eût connoissance. Tavanès l'arrête & écrit en Cour. Quelle fut sa surprise, quand il reçut ordre de la laisser en liberté, & de lui fournir même un carosse & des chevaux ! Le Vicomte dut juger comme nous, qu'elle étoit sortie de Nevers à l'insti-

l'instigation de Richelieu , qui l'envoioit
secrètement à Sedan , afin de détacher
son amant des liaisons prises avec le
Comte de Soissons & le Duc de Bouillon.
Guise vint au devant d'elle à deux jour-
nées de Sedan. Tout le fruit de cette
équipée , ce fut la perte entière de la
réputation d'Anne de Gonzague. Le ma-
riage ne se fit point , & le Duc demeura
uni aux mécontents. Que si elle n'eut pas
alors le bonheur de se faire Duchesse de
Guise , les filles qu'elle eut depuis du
Prince Edouard Palatin son époux , ont
hérité des biens de cette grande Maison,
après la mort des neveux & de la sœur de
celui qu'elle aima si éperdument.

1641.

On ne nous explique point nettement
quel sujet particulier le Duc de Bouillon
eut d'être mécontent de Richelieu.
L'Historien de celui-là voudroit nous per-
suader , que son Héros s'engagea dans
l'affaire du Comte de Soissons par un pur
sentiment de générosité. Du moins il
le fait parler de la manière du monde la
plus desintéressée. Mais qui croira ja-
mais qu'un Seigneur habile & prudent
s'expose à se perdre , & à ruiner sa famil-
le assez nombreuse , pour servir seule-
ment le dernier Prince du sang , incapa-
ble de le dédommager de ce qu'il risque
pour lui ? Si le Duc n'avoit aucun sujet
de se plaindre , il faut dire qu'il forma
de grandes espérances sur la ruine du
Cardinal , & sur le changement de Mi-
nistère qu'il prétendoit causer. Les au-

Le Duc de
Bouillon
engage le
Comte de
Soissons à
lever enfin
le masque.

Mémoires
du Duc de
Bouillon.
Histoire
di Gualdo
Priorato.

1641. tres Auteurs ne le font point agir si noblement. On lui donne des passions & des foibleſſes. Cela paroît plus croiable. *Part. III.* Voici ce que je trouve dans un Italien. *Lib. I.* Que Richelieu qui ſe faiſoit preſque tous *Mercurio di* les ans un nouveau projet de ſouveraineté, tantôt dans un endroit, & tantôt dans *Vittorio Si-* un autre, ſe mit en tête d'en avoir une *ri. Tom. I.* ſur la Meuſe, & que pour cet effet, il *Lib. II.* voulut acheter Sedan. Que cela fut propoſé de ſa part à Bouillon avec des offres avantageuſes. Que le Duc les rejetta. Que pour le réduire à la néceſſité de ſe défaire d'une Principauté qui lui ſeroit déformais onéreuſe, le Cardinal arrêta le paiement de certaine ſomme accordée par le feu Roi Henri IV. au Maréchal de Bouillon pour l'entretien de la garniſon de Sedan. Que le Duc en conçut un extrême chagrin. Que Richelieu irrité de ſon côté réſolut d'enlever Sedan de quelque manière que ce pût être. Que la retraite donnée au Comte de Soiſſons parut un prétexte plauiſible. Qu'ayant gagné le Vicomte de Turenne frère du Duc, le Cardinal lui perſuada de faire paſſer par Sedan certaines troupes levées dans le païs de Liége pour le ſervice de la France, de leur ordonner de ſe faiſir d'une porte, & de ſ'emparer enſuite de la ville. Que Bouillon averti, déconcerta le projet par de bons ordres donnez par tout. Que la brouillerie des deux frères fut le ſeul avantage que Richelieu tira de ſon entrepriſe.

Cet.

Cette dernière circonstance est-elle bien certaine? Je n'ose l'affurer, quoique je la trouve hardiment publiée avant la mort du Duc & du Vicomte. Tout ce que je puis dire, c'est que Turenne n'ayant pris aucune part à l'affaire de son frère, & ayant toujours continué de servir dans l'armée du Roi en Italie, il y a de l'apparence qu'ils ne vivoient pas alors dans une parfaite intelligence. Bouillon dégoûté d'une République, où il ne trouvoit pas des emplois capables de contenter sa vaste ambition, avoit renoncé à la Religion Protestante, dans l'espérance de se faire un grand mérite à la Cour de France, & de s'ouvrir la porte aux premières charges de l'Etat. Le Ministre attendit que le Duc fit certaines avances, & le fier Bouillon crut devoir être recherché. On le laisse à Sedan, on ne lui donne rien. Ce mépris de Richelieu n'auroit-il point irrité le Duc? Ne le porta-t'il point à embrasser l'occasion de se venger & de perdre le Cardinal? Quoi qu'il en soit des raisons secrètes qu'il put avoir d'être mécontent de la Cour de France, on dit, & cela paroît assez vraisemblable, que la Duchesse son épouse née sujette du Roi d'Espagne, & élevée à la Cour de Bruxelles, emploia tout le crédit qu'elle avoit acquis sur l'esprit de Bouillon, qu'elle l'anima contre Louis, & lui persuada enfin de se lier avec les Espagnols.

1641.

Richelieu prévenu que la Maison d'Autriche ne se trouvoit pas en état de secourir assez puissamment le Comte de Soissons & le Duc de Bouillon, incapables de résister sans elle aux forces de la France, résolut cette année de les pousser à bout, & de s'emparer de Sedan, en cas qu'ils refusassent, comme il l'espéroit, de se soumettre aux ordres qu'il leur feroit envoyer. On commande donc au Duc d'abandonner le Comte, & de ne le souffrir pas plus long-temps à Sedan. Bouillon s'excuse & remontre au Cardinal, que Sa Majesté aiant d'abord approuvé que Soissons y demeurât, il a cru pouvoir lui donner parole d'une sûreté entière, sans limiter aucun temps. Qu'après un pareil engagement avec un Prince du sang, il n'a plus la liberté de proposer au Comte de se retirer. Qu'il prie Richelieu d'entrer dans ces raisons, & de s'employer auprès du Roi pour les lui faire approuver. Persuadé que le Cardinal son ennemi ne manquera pas de le perdre, dès qu'il l'aura séparé de Soissons, dont le nom lui étoit d'un merveilleux secours, en cas que la nécessité d'une juste défense le portât à opposer la force à la violence d'un Ministre hautain & opiniâtre, le Duc profite habilement du nouveau chagrin donné au Comte dans l'affaire que je viens de raconter, & tâche de fixer enfin les continuelles irrésolutions de ce Prince. *Monsieur*, lui dit-il, *en l'état où sont vos affaires il n'y a*
plus

plus de temps à perdre. Si vous voulez vous acommoder avec le Cardinal, il ne faut pas attendre le commencement de la campagne. Une négociation sera pour lors plus difficile, & vous obtiendrez des conditions d'autant moins avantageuses, que vous paroîtrez forcé à vous contenter de celles qu'on voudra bien vous accorder. Que si les choses sont sans retour entre vous & le Cardinal, il se faut résoudre à une guerre ouverte, & prendre les mesures nécessaires pour la soutenir. Pour moi, Monsieur, je ne vous donnerai aucun conseil. A Dieu ne plaise que dans une affaire de cette importance, je me rende responsable des événemens. Je n'ai pas sujet d'être mécontent de la Cour, je n'en attends point aussi présentement aucune faveur. Mais puisque je veux bien hazarder tout pour votre service, il est à propos que nous nous expliquions sur l'avenir, en cas qu'il faille prendre les armes. Bien loin d'avoir changé de sentiment, je vous réitère les paroles que je vous ai données, & vous prie de croire que rien ne sera jamais capable de m'ébranler. Mais je ne puis me résoudre à me laisser assiéger dans Sedan. On fait filer beaucoup de troupes sur la frontière. Si vous ne prenez pas le parti de vous acommoder avec le Cardinal, il se faut mettre en état de sortir en campagne, aussi-tôt que la saison le permettra.

Plus disposé que jamais à une rupture ouverte, depuis le voiage de Campion à la Cour, Soissons se rend sans peine

1641. aux remontrances de Bouillon, renouvelle ses premiers engagements, & proteste qu'il n'a plus de mesures à garder avec Richelieu. *Pour vous convaincre, Monsieur, ajouta-t-il, que je ne veux plus rien écouter de la part de ce fourbe, si vous le jugez à propos, nous traiterons incessamment avec l'Empereur & le Roi d'Espagne.* Bouillon voioit bien que c'étoit le seul moien de mettre sur pied une armée assez considérable pour résister à celle du Roi, & pour éviter le siège de Sedan, ou le dégât du país. Cependant afin de prévenir les reproches que le Comte lui feroit peut-être, de l'avoir engagé à une démarche dont les suites pouvoient être fâcheuses, il crut devoir lui représenter tous les inconvéniens qui étoient à craindre. *Je ne doute pas, Monsieur, reprit le Duc, que la Cour de Vienne & celle de Madrid n'entrent dans les propositions qu'on y fera de notre part. Telle est la politique ordinaire de ces Messieurs. Ils accordent tout pour embarquer les affaires, & ne tiennent dans la suite que ce qui leur est avantageux. On nous donnera facilement quelque argent pour commencer la guerre, & même des troupes pour la soutenir. Après cela & l'Empereur, & le Roi d'Espagne se mettront peu en peine de leur parole, & de leurs engagements. Ils ne nous assisteront que pour faire des diversions propres à faciliter leurs projets. Nos intérêts & les leurs seront toujours différens dans le fonds. Nous voulons pénétrer dans la France, pour*
 exci-

exciter les peuples à s'unir à nous dans le dessein de renverser la fortune du Cardinal. Notre seureté dépend d'une paix & de l'établissement d'un nouveau Ministère. La Maison d'Autriche doit souhaiter au contraire que nous demeurions dans le même état sans retour, & que la puissance du Cardinal subsiste, pour être une cause perpétuelle de division & de trouble, dont l'Empereur & le Roi d'Espagne puissent profiter. Que si nous sommes assez malheureux, pour être réduits à la nécessité de nous donner entièrement à eux, comme il arrivera sans doute, à moins que nous ne soions secondez au dedans du Roiaume, ou soutenus par quelque grand succès, la guerre que nous aurons commencée, devenant une guerre ordinaire, vous leur serez à charge par votre qualité; & lorsque vous serez parmi eux sans considération, en auront-ils pour moi? Je vous le laisse à juger.

Soissons ne fut point ébranlé de ces inconvéniens. La crainte qu'il avoit de Richelieu, dit un Historien, ne lui permettoit plus que de craindre de tomber entre ses mains. Le Comte & le Duc conviennent donc de leurs intérêts & de tout ce qu'ils ont à faire. Ils dressent un écrit double, le signent l'un & l'autre, & s'engagent réciproquement à ne s'accommoder jamais séparément. Le Duc de Guise entre dans le traité, & tous trois envoient vers l'Empereur à Ratisbone, & à Bruxelles vers le Cardinal Infant. Le

1641. Baron de Beauvau Gentilhomme de qualité, d'une vertu & d'un courage, dit-on, qui lui firent toujours mépriser la fortune, & le péril, eut le plein pouvoir des Ducs de Guise & de Bouillon. En attendant le succès de la négociation, Soissons dépêche secrètement en France pour recueillir quelque chose de ses revenus, & pour lier des intelligences avec les ennemis du Cardinal. Ils étoient puissans & en grand nombre, dit l'Historien de Bouillon, mais d'un courage abattu, non seulement à cause de l'autorité sans bornes du Ministre, & des exemples fréquens de vengeance & de punition; mais encore parce que la récompense des trahisons étant assurée, la confiance sembloit être bannie du commerce des hommes: tant on étoit persuadé qu'il n'y avoit aucune secreté dans les affaires les plus secrètes. Pour ce qui est des peuples, ils étoient généralement disposés à la révolte. En tout temps, une longue administration, bonne ou mauvaise, suffit pour attirer leur haine. Soit que cela vienne de leur inconstance naturelle, ou de leur misère véritable, ils mettent toujours leur espérance dans un changement.

Cependant Richelieu faisoit de grands magasins sur la frontière pour la subsistance de l'armée, & pensoit à commencer la campagne beaucoup plutôt qu'à l'ordinaire. Le Duc de Bouillon de son côté se prépare à la guerre, & à toutes les suites qu'il en peut prévoir. Il met les fortifications de Sedan en meilleur état, & pour-

pourvoit la ville & le château des choses nécessaires à soutenir un long siège. Il s'assura de plusieurs Officiers de cavalerie & d'infanterie, qu'il avoit connus dans le service des Etats Généraux des Provinces-Unies. Il fit même quelques levées dans le pais de Liège, dont il renforça sa garnison. Le Baron de Beauvau revient de Bruxelles à Sedan vers la fin du mois de Mai, avec un traité tel qu'on le pouvoit désirer, signé par le Cardinal Infant au nom de l'Empereur & du Roi d'Espagne, dont il répondoit. Le premier promettoit sept mille hommes, & l'autre autant. Ces deux corps se devoient rendre aux environs de Sedan, avant le commencement de Juin. Les Espagnols s'engageoient aussi à fournir deux cent mille écus pour des levées, ou pour être employez à ce que le Comte de Soissons & le Duc de Bouillon jugeroient le plus important à leurs desseins. Les Espagnols ne donnèrent qu'une partie de l'argent promis, dit-on. Elle ne vint pas même dans le temps marqué. L'article du traité qui regardoit les troupes stipulées ne fut point exécuté de leur part. L'Empereur tint mieux sa parole. Il envoya le Général Lamboi avec les sept mille hommes, dont Sa Majesté Impériale étoit obligée de renforcer l'armée que les mécontents devoient mettre sur pied.

Une des ressources ordinaires de Richelieu, c'étoit de corrompre les confidens de Richelieu

1641. de ses ennemis, ou de mettre des espions
 gager Gaf- & des traitres auprès d'eux. Il pense
 sion à se fai- donc cette année à trouver quelqu'un,
 re son es- capable de le servir en cette qualité à Se-
 pion auprès dan, ou dans l'armée des mécontents,
 du Comte dont il avoit découvert les projets, du
 de Soissons. moins en partie, & les négociations à
 Sentimens Bruxelles. Le Colonel Gassion s'étoit
 généreux dévoué depuis long-temps au Cardinal.
 du Colonel.

*Histoire du
 Maréchal
 de Gassion.
 Tom. II.
 Mémoires de
 Siret. Tom.
 II.*

Un Officier brave & Protestant parut
 plus propre qu'un autre à tromper le Com-
 te de Soissons & le Duc de Bouillon.
 L'Historien de Gassion rapporte d'une
 manière si naturelle & si circonstanciée
 les démarches de Richelieu pour gagner le
 Colonel, que son récit a tout l'air de vé-
 rité. Je tire de lui cet endroit, qui nous
 fait admirablement bien connoître les
 bas & indignes artifices du Cardinal &
 du Secrétaire d'Etat Des-Noiers, son
 Ministre ordinaire en pareilles occasions.
 Au commencement de cette année, Ri-
 chelieu écrit à Gassion qui n'étoit pas
 sans inquiétude dans son quartier d'hiver,
 une lettre fort obligeante. La voici.
*Toutes les heures de paix, vous serez sou-
 haité ici. Le Roi qui vous désire présent à
 ses armées, quand elles doivent agir, n'en-
 tend pas aussi que vous ne goûtiez point une
 partie du repos commun. Je vous ai man-
 dé quel étoit son dessein. Venez lui dire ce
 que vous en pensez. Votre voyage ne sera
 pas inutile. S'il a des graces à répandre,
 je vous répons que vous ne serez pas oublié.
 Votre présence pourra même faire naître des
 pensées*

pensées qui ne viennent qu'à la vûe des objets. En un mot vous serez aussi content de la Cour, qu'elle est satisfaite de vous. Cet empressement qui devoit calmer l'agitation présente de l'esprit du Colonel, la redoubla. Trop vif & trop brusque, il avoit tenu je ne sai quels discours contre les Officiers Généraux, & particulièrement contre le Maréchal de la Meilleraie, le cousin bien aimé du Cardinal. Une lettre si caressante est suspecte à Gassion. Il craint que ce ne soit un piège, & que la Meilleraie ne l'ait trompé par une feinte réconciliation. Bergeré plus défiant & plus soupçonneux que le Colonel son frère, auprès duquel il se trouvoit alors, lui conseille de n'obéir pas si promptement, & de tâcher premièrement de reconnoître si la Meilleraie ne cherche point à se venger. Il se charge d'écrire à Des-Noiers, & de lui marquer les sujets que Gassion croit avoir de craindre qu'on ne lui ait rendu de mauvais offices à la Cour.

L'impatience prend à Richelieu, & le Secrétaire d'Etat écrit la lettre suivante au Colonel. Votre attachement à votre quartier est trop grand : du moins vos amis s'en plaignent. Après les deux lettres de Son Eminence, ne deviez-vous pas tout quitter, & venir ? Je ne veux pas hazarder un ordre exprès, de peur que votre opiniâtreté ne vous jette dans la desobéissance. J'aime mieux vous écrire de mon chef, pour savoir par votre réponse, les raisons

Y 6

que

1641. *que vous avez de ne vous rendre pas ici. Le Roi & Son Eminence aimeroient mieux vous y voir, que tout le reste de la Cour. Croiez moi, quittez vos allarmes frivoles & mal fondées. Venez incessamment à Ruël. Je vous répons de tout événement. On ne vous souhaite que pour votre bien. Je suis certain même qu'on veut conférer avec vous sur certaines choses qui regardent le service, & dont le fonds ne se peut écrire. Si jamais vous fûtes nécessaire à vous-même, c'est présentement, & à la Cour. En arrivant à Ruël vous connoîtrez la vérité de ce que je vous dis. Abandonnez vous aux desirs de Son Eminence, & sur ma parole, attendez vous à des choses qui vous surprendront, & qui porteront votre fortune au delà de vos espérances. Je vous attens vous-même au lieu de réponse. Si vous me croiez votre ami, comme je m'en flatte, reposez vous sur moi, principalement en ce point. M. de Bergeré a tort de vous brouiller ainsi avec vous-même. Je ne lui pardonnerai jamais, s'il ne vient aussi se desabuser & s'excuser. Voilà toute la réponse qu'il aura de moi. Il fallut bien partir après une lettre si pressante: quel moien de s'en défendre? Et qui auroit jamais pensé, que ces douceurs, & tant d'espérances données d'une manière si misterieuse, aboutiroient à la proposition d'une lâche trahison? Les deux frères arrivent à Paris.*

Gassion ne perd point de temps, & court à Ruël. Après quelques entretiens généraux, Des-Noiers commence de le son-

sonder. *Mon cher ami*, lui dit-il, *voici un coup d'Etat & de fortune. Donnez vous à M. le Cardinal. Approuvez sans examiner & sans rien approfondir, tout ce qu'il vous proposera. Quoi? la Messe aussi?* repartit en souriant l'Officier Protestant qu'on avoit plus d'une fois tenté sur le chapitre de sa Religion. *Non, non*, reprit le bon Secrétaire d'Etat. *Il n'est pas question de cela maintenant. C'est une foi humaine qu'on vous demande. Des- Noiers conduit Gassion à Richelieu, & dit en entrant dans la chambre, voici, Monseigneur, un galant homme sur la bravoure & sur la fidélité duquel Votre Eminence peut compter. Je ne souhaite rien tant que cela*, répondit le Cardinal, & après avoir fait promettre le secret sous serment, il reprend de la sorte. *J'ai des ennemis, Monsieur de Gassion. Vous les connoissez, & ils vous connoissent. Ils feront tous leurs efforts pour vous révolter contre moi, & pour vous envelopper sous de faux prétextes dans les mauvais desseins qu'ils ont formez contre le Roi & contre l'Etat. On seroit au desespoir de vous voir dans leur malheureux & criminel parti. J'ai cru vous devoir avertir de prendre garde à ne donner pas dans leurs pièges. A Dieu ne plaise que je visse échouer une personne que j'aime autant que vous. Ouvrez moi votre ame. Etes-vous libre? dites le moi franchement. Pouvez-vous vous engager pleinement à moi?* Monseigneur, dit Gassion, *je suis parfaitement dévoué à*

1641. *Votre Eminence. Puis que j'ai le bonheur d'avoir trouvé un si bon maître, je vous jure sur mon honneur que je n'en aurai jamais d'autre. Votre Eminence me peut commander tout ce qu'il lui plaira : j'obéirai au péril de ma vie. Il n'y a rien aussi que je ne fasse pour vous, reprit le Cardinal content. Il tire alors de son doigt un diamant de grand prix, & le donne au Colonel. Ce ne sont que des erres, ajoûta-t-il. Vous verrez comme j'aime mes amis, quand ils sont gens de mérite.*

On ne s'explique pas davantage pour cette fois. Gassion qui ne fait à quoi de si grandes caresses aboutiront, en fait confidence à Bergeré son frère. Celui-ci plus défiant & plus soupçonneux, peut-être plus honnête homme & plus droit, semble n'approuver pas que le Colonel se dévoué aveuglément à un Ministre odieux à toute la France. Il tâche d'arrêter une ambition trop impétueuse, & veut persuader à Gassion de ne se livrer pas de la sorte. *Ne m'en parlez pas davantage, repliqua le Colonel. L'affaire est conclüe. Je suis à M. le Cardinal. Ni Dieu, ni Diable ne m'en tirera pas. Paroles impies. Pardonnons les à l'empirement d'un Gascon, qui a la tête remplie des grandes espérances de fortune qu'on lui donne, & qui ne s'imagine pas qu'on veut exiger de lui quelque chose de contraire à son honneur. Bien loin d'en être scandalisé, le dévot Des-Noiers les trouva*
fort

fort belles. Un de ses gens qu'il envoya pour amener Gassion à Ruel, entre tout d'un coup dans la chambre où étoient les deux frères, entendit la fin de leur contestation, & ne manqua pas de rapporter ce que le Colonel avoit dit. Le Secrétaire d'Etat en avertit Richelieu. Une si belle réponse lui plut extrêmement. Mais il connut dans la suite, qu'il ne faut pas prendre à la lettre, tout ce que certaine vivacité naturelle fait dire. Le Cardinal s'ouvre alors au Colonel sur les intrigues du Comte de Soissons & des Ducs de Guise & de Bouillon. *J'ai eu peur, lui dit-il, que ces rebelles qui connoissent votre bravoure, & de quoi vous êtes capable, ne vous eussent tenté aussi bien que plusieurs autres, & qu'ils ne pensassent à enlever au Roi un bon serviteur, dont Sa Majesté prétend se servir contre eux.* Gassion offre alors d'arrêter l'armée des Mécontents, quelque forte qu'elle puisse être, & de les empêcher de pénétrer en France, pourvu qu'on lui donne du canon, & qu'on lui permette d'occuper les postes qui se trouveront sur leur chemin. *Il faut voir le Roi là-dessus,* répondit Richelieu, *faites lui la même offre, quand il vous parlera de ses desseins contre les rebelles.* Le Cardinal mène Gassion à S. Germain en Laie, & Louis agréa la proposition du Colonel, sans s'expliquer davantage. Le Roi, dit Richelieu en revenant à Ruel avec Gassion, *se veut servir de vous dans l'affaire de M. le Comte. J'ai*
ré-

1641. *répondu de votre discrétion, de votre zèle, de votre fidélité. Ces Messieurs avoient déjà projeté de vous débaucher du service du Roi, & de vous attirer dans leur rebellion. Mort, s'écria brusquement le Colonel, je tuerai le premier qui m'en parlera. Non pas cela, reprit gravement le Cardinal. Il faut écouter tout, faire vos conditions, promettre vos troupes, & empêcher ainsi qu'ils n'en fassent d'autres. S'il y a un combat, vous vous déclarerez bon serviteur du Roi dans l'occasion. Ceci suppose que Richelieu avoit appris que le Comte de Soissons & le Duc de Bouillon, prévenus que Gassion étoit brouillé avec le Maréchal de la Meilleraie & par conséquent avec le Ministre, pensoient à gagner un si bon Officier, & à lui persuader de leur amener ses troupes. Il faut suppléer cette circonstance que l'Historien du Colonel a omise. Richelieu ne parloit-il point aussi de sa tête, dans le dessein de proposer ensuite à Gassion de s'offrir lui-même aux mécontents? Peut-être qu'il avoit auprès d'eux quelque espion chargé de leur faire l'ouverture de tenter le Colonel.*

Quoi qu'il en soit, le Gascon perd toute sa vivacité, garde le silence & tombe dans une profonde rêverie. Tel est l'ordre positif du Roi, dit le Cardinal en revenant à la charge. Je n'y puis rien changer. D'où vient que vous le recevez si froidement? On diroit que vous le désapprouvez. Cela me surprend. Richelieu s'étend alors sur l'importance & la nécessité du coup,
allé-

allégué plusieurs maximes politiques, fait souvenir Gassion de l'engagement qu'il a pris, se met en colère, & semble se repentir d'avoir jetté les yeux sur lui. *Tous les plus braves Officiers de l'armée, ajoutent-il, accepteroient avec joie la proposition que je vous fais. Elle vous ouvre le chemin à la plus haute fortune qu'un Gentilhomme puisse souhaiter. C'étoit le flatter de l'espérance d'un bâton de Maréchal de France. Déconcerté par un long discours mêlé de douceurs & de reproches, le Colonel reprend à la fin ses esprits, & répond de la sorte. Monseigneur, comptez sur ma vie & sur ma mort, quand il faudra vous servir. Mais donnez m'en les occasions sans intrigue & sans trahison. Je vous rendrai bon compte de vos ennemis. Mais je veux qu'ils soient les miens. Le Roi prétend être servi à sa manière, repliqua Richelieu. Il a de quoi récompenser ceux qui le servent. La conversation finit là. Cependant Des-Noiers de son chef, ou par ordre du Cardinal, vient encore à la charge, & emploie toute son éloquence pour engager Gassion à contenter le Ministre. Point de trahison, Monsieur, répond brusquement le Colonel. Toujours bonne guerre. Comptez là-dessus. Pour ce qui est de ma vie & de ma mort, elles ne sont plus à moi. J'ai tout sacrifié à M. le Cardinal. Si Gassion est blâmable de s'être laissé aveugler par son ambition, jusques à se dévouer basement à un Prêtre, dont il devoit con-*

noître

noître la scélératesse, il est du moins louable d'avoir généreusement refusé de commettre une lâcheté capable de flétrir entièrement la belle réputation qu'il avoit acquise.

Richelieu l'envoie chercher le lendemain, & Gassion paroît avec un visage, sur lequel on lisoit l'agitation & le désordre de son esprit. *Je vous donne bien de la peine, mon pauvre Colonel, mon ami,* dit le Cardinal, *mais aussi je vous en suis obligé. Vous êtes plus à moi que vous ne pensez. Je parierois que vous êtes plus mécontent que moi, de ce que vous me dites hier. Je vous confesse ingénument, Monsieur, répondit Gassion, que le malheur d'être tombé dans le seul cas, où je ne puis obéir à Votre Eminence, m'afflige au dernier point. Si j'entreprendois d'exécuter ce qu'elle me commande j'y réussirois fort mal. Je ne puis vous rien donner de plus que ma vie & ma fidélité. Je perdrai la première avec plaisir pour le service de Votre Eminence. Mais je la supplie très-humblement de trouver bon, que pour lui conserver l'autre, je ne trahisse pas un Prince qui croiroit se pouvoir fier à moi, après la parole que je lui aurois donnée. C'est assez,* Monsieur de Gassion, reprit le Cardinal, *vous n'avancerez pas si promptement votre fortune. Cependant, vous conserverez du moins mon estime. De peur que le Colonel ne racontât à Bergeré son frère tout ce qui s'étoit passé, Des-Noiers fait compter incessamment à celui-ci deux mille*

mille écus, dont le Roi le gratifioit à la sollicitation du Cardinal, disoit-on, & lui ordonne de partir sur le champ pour son quartier d'hiver, & sans retourner à Paris. Richelieu ne put refuser du moins en apparence son estime à la vertu & à la probité de Gassion. *Autant que vous avez été secret pour l'affaire de Champagne*, lui dit-il dans une lettre écrite quelque temps après, *autant j'ai su parler de votre honneur, de votre cœur, & de votre zèle : vous en verrez l'effet.* Cette circonstance découvre si bien les artifices du Cardinal pour corrompre les gens, & pour perdre ses ennemis, que j'ai cru ne la devoir pas omettre.

En voici une autre de même nature, à peu près, arrivée cette année. Le Baron de Sirot avoit fort bien servi depuis la guerre allumée entre les deux Couronnes. Il s'étoit signalé en plusieurs occasions. D'où vient qu'un Ministre si attentif à gagner les gens de mérite, avoit négligé jusques alors un brave Officier qui se vantoit avec justice, de s'être battu contre deux Rois dont l'un étoit le Grand Gustave, & l'autre Christian IV. Roi de Dannemark encore vivant ? Le Cardinal s'en avise enfin au mois de Juin, & ce fut à la sollicitation de son fidèle Des-Noiers. Au défaut de Gassion, vouloit-on se servir de Sirot ? On n'en témoigna rien, parce qu'il ne se rendit à l'armée qu'après la mort du Comte de Soissons. Quoi qu'il en soit, voici la lettre que le Secrétaire d'Etat

1641. d'Etat lui écrivit. *Il y a long-temps qu'un aussi brave homme que M. de Sirot est en repos. Il faut venir à l'armée & s'y signaler à son ordinaire. Partez donc incessamment pour celle de M. le Maréchal de Châtillon, ainsi que le Roi vous l'ordonne. Je vous ai rendu des offices auprès de Son Eminence qui ont porté coup. Je suis assuré qu'on fera quelque chose pour vous. En son particulier, elle veut vous témoigner que son amitié pour les personnes de votre mérite, n'est pas stérile.* Cette lettre ne trouva pas le Baron dans sa maison. Il étoit déjà parti pour l'armée, où le Roi, le Cardinal, & Des-Noiers se rendirent après la mort du Comte de Soissons. Plusieurs personnes aiant dit à Sirot que le Secrétaire d'Etat l'avoit demandé plus d'une fois, il l'alla trouver. Cet Officier raconte naïvement ses entretiens avec Richelieu & Des-Noiers. Transcrivons ce qu'il en rapporte dans ses mémoires.

Des-Noiers, écrit-il, me fit des caresses si extraordinaires que j'en fus surpris. Auparavant, il m'avoit toujours traité avec assez d'indifférence. M. le Cardinal veut vous connoître, me dit-il. Je lui ai parlé si avantageusement de vos services, & de votre mérite, qu'il désire de vous voir. Vous voulez bien que je vous présente à lui. Ce seroit dès à présent, si les affaires du Roi ne me retenoient indispensablement. Remettons la partie à demain. Je remercie le Secrétaire d'Etat
le

le plus honnêtement qu'il m'est possible, & me rends le lendemain à l'assignation. Il me conduit au logis de Son Eminence & me fait entrer dans sa chambre. Je vous connois de nom & de réputation depuis longtemps, me dit-elle. Après les récits avantageux qu'on m'a faits de vos belles actions, j'ai cent fois désiré de vous voir pour vous demander votre amitié. Accordez la moi, je vous en conjure, ajouta le Cardinal en me prenant les mains. Votre Eminence, repartis-je, me fait trop d'honneur, si elle veut bien me mettre au nombre de ses serviteurs. Me donnez-vous votre amitié de bon cœur, repris Richelieu. Pour moi, je vous proteste que je vous donne sincèrement la mienne. Afin de vous en donner une preuve effective, je vous accorde mille écus de pension. Je vas penser à votre établissement, & de si bonne manière que vous serez content de moi. Me donnez-vous de bon cœur votre affection? Votre Eminence me témoigne trop de bonté, repartis-je. Elle peut disposer de moi. Je la supplie instamment d'être persuadée que je serai toute ma vie son très-humble serviteur. A ces mots, le Cardinal m'embrasse, & dit en me baisant qu'il compte sur ma parole. En même temps, il ordonne à Des-Noiers de me faire compter mille écus. Je les touchai en sortant d'auprès de Son Eminence. Quel pouvoit être le dessein de ce prévoyant Politique? Il n'avoit plus rien à craindre de la part de ses ennemis.

1641. mis. Le Comte de Soissons étoit mort, & le Duc de Bouillon se soumettoit au Roi. Ce que Richelieu fit au regard de Sirot, il le fit sans doute au regard de plusieurs autres Officiers habiles & expérimentez. Plus je réfléchis sur les allures du Ministre triomphant d'être défait d'un Prince du sang son ennemi déclaré, & de s'être étroitement allié avec les trois autres, Condé & ses deux fils; plus je me persuade que son ambition demesurée le portoit à s'assurer des armées, pour se faire Régent du Roiaume, en cas que son maître vint à mourir. Nous verrons comment il suivra désormais ce projet. Il pensoit à se former une souveraineté qui lui pût servir de retraite, si le Duc d'Orléans succédoit à la couronne. Maintenant que Gaston en est reculé par les deux enfans nez à son frère, le Cardinal médite de régner lui-même en France tout le reste de sa vie, sous le nom du Dauphin, qu'il espère de voir sur le trône à l'âge de quatre, ou cinq ans.

Le Duc de Vendôme *Mon Cousin,* écrivoit Louis le 19. Mars de S. Germain en Laie au Maréchal de Châtillon. *Comme je désire que vous assistiez au jugement des informations faites contre mon frère naturel le Duc de Vendôme, je vous envoie cette lettre, pour vous dire que vous aiez, à vous rendre ici Vendredi prochain 22. de ce mois à huit heures du matin précisément. On y traitera de cette affaire. C'est une des plus extraordinaires de son règne, & en même temps*
une

une des plus ridicules comédies que le **1641.**
 fourbe Richelieu ait jamais jouée. Les *Mémoires*
 deux savans frères du Puy ramassèrent *pour servir*
 dans leur curieux cabinet, ce qu'ils purent *à l'Histoire*
 trouver des pièces originales, & en dres- *du Cardinal*
 sèrent même une relation que nous sui- *de Richelieu.*
 vrons. Je n'y découvre pas comment le *Tom. II.*
 Cardinal & ses créatures, ourdirent la *Histoire*
 trame du monde la plus impertinente *di Gualdo*
 contre César Duc de Vendôme fils natu- *Priorato.*
 rel du feu Roi Henri IV. Persécuté depuis *Part. II.*
 long-temps par Richelieu, il demouroit *Lib. I.*
 dans ses terres, où non content de jouir *Mercurio*
 des grans revenus que son père lui avoit *di Vittorio*
 laissez & de ceux que la Duchesse son *Siri. Tom.*
 épouse héritière des Maisons de Mercœur *I. Lib. I.*
 & de Luxembourg, lui apporta, il en
 dissipoit même les fonds; de manière que
 ses petits-fils n'ont pû sauver que le Du-
 ché de Vendôme & la Terre d'Anet. Nous
 avons vû des Duchez-Pairies, des Prin-
 cipautez, une des plus magnifiques mai-
 sons de Paris, bâtie par Henri IV. pour
 Gabriële d'Etrées sa maîtresse, mère de
 César, & plusieurs nobles & riches Sei-
 gneuries, exposées en vente, pour paier
 les dettes de celui-ci & celles de son fils,
 père du renommé Duc de Vendôme, le
 seul de ses Généraux que Louis XIV.
 ait jugé capable de soutenir sa puissance
 ébranlée par les glorieuses victoires du
 Duc de Marlborough & des alliez de la
 Couronne d'Angleterre. Richelieu allar-
 mé de l'orage qu'il prévoioit se devoir
 former contre lui à Sedan, appréhenda
 que

1641. que le Duc de Vendôme ne se joignît au Comte de Soissons. Pour déconcerter les projets que César pouroit former , il résolut de le faire arrêter , ou du moins de le réduire à la nécessité de sortir du Roiaume. On espéroit qu'une si grande violence effraieroit tous les autres mécontents , & les rendroit sourds aux exhortations que Soissons & Bouillon leur feroient. Mais quel prétexte trouvera-t-on contre un homme, qui éloigné des affaires & de la Cour , ne pense qu'à vivre tranquillement chez lui ? Les plus extravagantes & les plus noires calomnies ne manquèrent jamais au Cardinal. On en a rapporté des exemples signalez. En voici un qui passe tous les autres.

Guillaume Poirier & Louis Allaiz infignes scélérats , cachez sous l'habit que certains Hermites portent en France, demeuroident près de Vendôme. Accusés de divers crimes , ils furent mis en prison. Mais les Juges de Vendôme & ceux de Blois ensuite, ne trouvant pas des preuves suffisantes pour les condamner à la mort ils furent élargis , après avoir été préalablement appliquez à la question , qu'ils souffrirent sans rien confesser. Ils viennent à Paris , & sur de nouveaux crimes, ils sont encore arrêtez dans un lieu infame , & mis entre les mains du Lieutenant Criminel , qui les fait enfermer au grand Châtelet de Paris. Là Poirier déclare au Magistrat , qu'on le tira un jour des prisons de Vendôme pour le conduire à la

à la maison voisine d'un Chanoine, où le Duc se trouvoit. Que César s'étant informé de la vie de l'Hermite, lui tint un long discours, qui aboutit enfin à lui proposer d'attenter à la personne du Cardinal de Richelieu. Qu'induit par les promesses du Duc, il en forma le dessein. Que l'ayant communiqué à son compagnon Allaiz, & à je ne sai quel autre Hermite de Gisors en Normandie, il étoit venu à Paris chercher l'occasion de l'exécuter. Les gens de bon sens ne se persuaderont jamais, que le Duc de Vendôme ait voulu confier une pareille commission à un misérable inconnu, & en présence d'un Chanoine, peut-être de plusieurs autres. Expose-t-on si témérairement sa personne & sa vie? Tout cela paroît une pure subornation d'un ou deux fripons, capables de tout dire pour se tirer de la potence, & pour obtenir quelque récompense promise par les créatures du Cardinal. Le Chancelier Séguier interroge ensuite Poirier, & ordonne que le Chanoine de Vendôme, le Geolier de la prison où l'Hermite avoit été enfermé, & l'autre fripon de Gisors fussent amenez à Paris.

César averti de ce qui se trame contre lui envoie la Duchesse son épouse & les Ducs de Mercœur & de Beaufort ses fils, protester au Roi & au Cardinal qu'il est innocent, & prier Louis & son Ministre de faire attention à la qualité des accusateurs gens infames, & chargez de plusieurs

1641.

crimes atroces. Il offre même de venir se justifier de la calomnie. On le prend au mot, & le Roi lui ordonne de se rendre à Paris vers la fin de Janvier. Mais venant à réfléchir sur les suites fâcheuses d'une démarche, par laquelle il se livroit entre les mains de l'ennemi le plus malin qui fut jamais, Vendôme s'en repentit. Il aima mieux sortir de France, que de s'exposer au danger d'une prison aussi longue & aussi dure que celle qu'il avoit déjà soufferte à l'instigation de Richelieu; peut-être à celui d'être empoisonné à Vincennes, ou à la Bastille, aussi-bien que le Grand-Prieur son frère. Le parti pris par le Duc de la Valette, lui parut le meilleur & le plus sûr. Cela suffit pour disculper César. On le blâma, dit un Historien, de n'être pas venu à la Cour après l'offre qu'il en avoit faite au Roi. Vendôme eut tort de promettre si vite. Mais il fit fort bien de ne tenir pas sa parole témérairement donnée à un Prince gouverné par le plus perfide & le plus vindicatif de tous les hommes. César sort donc secrètement de son château d'Anet, prend le chemin de Cherbourg en Normandie, s'embarque au port de Pirou, passe dans l'Île de Jersey, & de-là en Angleterre.

Dès que sa fuite est connue à la Cour, Louis ordonne à la Duchesse de Vendôme & aux Ducs de Mercœur & de Beaufort, de s'en aller à Chenonceaux en Touraine. Il prend encore la résolution de
faire

faire pourfuivre criminellement son frère. Le Chancelier a commission d'instruire conjointement avec Talon & Maurie Conseillers d'Etat, l'accusation intentée. Vingt-quatre Juges sont nommez ensuite, & ont ordre de se rendre le 22. Mars au château de S. Germain en Laie, où selon la nouvelle Jurisprudence inventée depuis trois ans par son Ministre, Louis veut encore présider lui-même à un jugement, où il s'agit de condamner son frère naturel. Ces Juges choisis au gré de l'accusateur secret, furent les Ducs d'Uzez, de Ventadour, de Luines, & de Chaunes, les Maréchaux de la Force & de Châtillon, Cinq-Mars Favori & Grand Ecuier, le Chancelier Séguier, les Présidens de Bellièvre & de Nesmond, Bouthillier Surintendant des finances, six Conseillers d'Etat, & six du Parlement de Paris. Après que Talon eut rapporté le procès, le Chancelier prit la parole & dit, qu'il ne pouvoit omettre une circonstance considérable. *C'est, ajouta-t'il, que M. de Vendôme saluant la * Reine Mère à Londres, lui a parlé en ces termes.* Madame, vous voiez un pauvre banni, accusé d'une entreprise qu'il voudroit avoir exécutée plus en effet qu'en paroles. *Cela est vrai, j'en ai lettre,* dit le Roi. Il n'étoit pas fort difficile à son Ministre, de lui faire écrire une chose, capable de l'irriter encore plus contre sa mère, & de justifier l'ingratitude du Cardinal. N'est-ce pas une chose

Z 2

dé-

* Marie de Médicis.

1641. déplorable que ce foible Roi se rende ainſi Juge & témoin contre ſes parens ? On lit enſuite les concluſions du Procureur Général. Elles portoient, que *le Duc de Vendôme ſeroit pris au corps, & faute de ce, crié à trois brieſs jours, & ſes biens ſaiſis.* L'arrêt fut rendu conformément aux concluſions.

Voici le bel endroit de la comédie. Le Duc de Vendôme n'ayant point comparu, les mêmes Magiſtrats, les Ducs d'Uſez & de Ventadour, le Maréchal de la Force, ſont appelez à S. Germain en Laie le 17. Mai, pour juger l'accuſé par contumace. Chacun aiant pris ſa place, un valet de chambre vient avertir le Roi, que Cheré Sécretaire de ſon Miniſtre, eſt à la porte du cabinet & demande à parler au Chancelier. *Qu'on le faſſe entrer*, dit Sa Majeſté. Cheré s'approche de Séguier & lui préſente une lettre de la part de Richelieu. Le Chancelier l'ouvre, la lit, s'approche du Roi, & lui dit quelques paroles à l'oreille. Louis ſe lève, & commande que chacun demeure en ſa place. *Je reprendrai incontinent la mienne*, ajouta-t'il. Sa Majeſté tire en un coin du cabinet, le Chancelier, le Surintendant des finances, & Des-Noiers Sécretaire d'Etat, leur parle un bon quart d'heure avec action. Puis revenant à ſa place, *Meſſieurs*, dit-elle, *c'eſt M. le Cardinal qui me prie de pardonner à M. de Vendôme. Ce n'eſt pas mon avis. Je dois protéger ceux qui me ſervent avec affection & fidélité, comme M. le Cardinal.*

S^r je n'ai soin de faire punir les entreprises qui se font contre sa personne , il sera difficile que je trouve des Ministres , pour conduire mes affaires avec le même courage & la même fidélité. Je me suis avisé d'un expédient , que j'ai proposé à M. le Chancelier. C'est de retenir le procès criminel de M. de Vendôme à ma personne, & d'en suspendre le jugement définitif. Selon qu'il se conduira envers moi, j'userai de bonté envers lui , & lui pardonnerai , si ses actions le méritent. Pauvre Prince , qui ne voit pas qu'on le joue , & qu'on abuse grossièrement de sa simplicité !

Sire , dit alors Séguier qui agissoit de concert avec Richelieu , pour en imposer au Roi & au public , je suis obligé de représenter à V^{otre} Majesté , que M. le Cardinal m'ordonne par sa lettre , de demander avec instance la grace de M. de Vendôme. Je croi que V^{otre} Majesté la peut accorder sans blesser son autorité. Je ne veux point pardonner présentement , reprit Louis. Je suspens seulement le jugement du procès , & me réserve de faire grace à M. de Vendôme , s'il s'en rend digne par sa bonne conduite à l'avenir. Lisez la lettre que M. le Cardinal vous a écrite , ajouta-t'il. La voici. Monsieur , les intérêts de l'Etat aiant toujours été les seuls que j'ai eu devant les yeux , je croi maintenant que le public doit être satisfait par la connoissance du mauvais dessein que M. de Vendôme s'étoit mis dans l'esprit , & que je puis sans préjudicier au service du Roi ,

1641. *supplier Sa Majesté de pardonner à M. de Vendôme, & d'approuver la résolution que j'ai prise en mon particulier, de ne me souvenir jamais du mal qui a été projeté contre moi. La clémence dont il plaira au Roi d'user en cette rencontre, n'étant accordée qu'à ma très-humble prière, on ne sauroit penser à mon avis, qu'elle puisse donner occasion à une pareille entreprise. C'est selon la connoissance que j'ai de la bonté de Sa Majesté, la seule considération qui peut arrêter le Roi. Je vous conjure donc d'obtenir de lui, qu'il ait égard à ma supplication. Vous ne me pouvez faire un plus grand plaisir. Telle fut la fin de la comédie. En voici le véritable dénouement.*

Grotius,
Epist. 1480.
& 1481

Richelieu avoit envie de s'affirmer de la personne du Duc de Vendôme son ennemi, ou de l'obliger à sortir du Royaume, de peur qu'il ne se joignit à ceux qui avoient juré à Sedan la perte du Cardinal, & de faire accroire à Louis que les partisans secrets de Marie de Médicis pensoient continuellement à la délivrer d'un Ministre trop éclairé; & trop affectionné au service du Roi son fils. Vendôme prit le parti de se retirer en Angleterre. Richelieu content désormais de l'avoir écarté, & inspiré à Louis de nouveaux soupçons contre la Reine sa mère, qui demandoit humblement au Cardinal la liberté de revenir en France, ou du moins qu'on lui donnât de quoi vivre, jusques-là même qu'elle écrivit cette année à la
Du-

Duchesse d'Eguillon pour exciter la compassion d'une ancienne domestique moins dure & moins vindicative que son oncle ; Richelieu, dis-je, tâche de cacher sa scélératesse en faisant le bon Chrétien. Il feint d'intercéder en faveur de celui qu'il accuse fausement d'avoir suborné des assassins contre lui. Mais il ne put en imposer qu'aux fots. On ne devoit pas pousser si loin une accusation intentée par deux insignes fripons contre une personne du premier rang ; ou il falloit en prouver manifestement la vérité, & faire rendre un jugement dans les formes. Après cela, on auroit pû demander grâce au Roi. Le manège de Richelieu dans cette affaire, est une preuve évidente que les faits allégués contre le Duc de Vendôme, ne se pouvoient justifier, & qu'on n'osoit laisser à quelques Juges éclairés & intègres, qu'on avoit joints pour sauver les apparences, à d'autres vendus au Cardinal, la liberté de dire tout publiquement ce qu'ils en pensoient. Richelieu se moque du monde, quand il écrit si hardiment que *le public doit être satisfait par la connoissance qu'il a du mauvais dessein, que le Duc de Vendôme s'étoit mis dans la tête.* Qu'est-ce que le public avoit vû ? Que deux ou trois misérables convaincus de plusieurs crimes, accusoient le frère naturel du Roi, de les avoir subornés pour commettre un assassinat. Je sai bien que ceux qui se mettent en tête quelque chose de sem-

1641. blable, doivent chercher des scélérats. Les honnêtes gens ne se chargent pas d'une telle commission. C'est-pourquoi, après un si grand éclat, il falloit convaincre le monde que les dépositions reçues par le Lieutenant Criminel & par le Chancelier, étoient juridiques & véritables. Que si les preuves ne se trouvoient pas suffisantes, la prudence vouloit que l'affaire fût étouffée. Mais quoi? Cela n'accommodoit pas Richelieu. On avoit un coup à faire, & contre la Reine Mère, & contre le Duc de Vendôme. Il falloit achever de perdre l'un & l'autre dans l'esprit de Louis.

Le Duc de
Lorraine va
en France,
& signe un
nouveau
traité avec
le Roi.

On traite avec M. le Duc de Lorraine, qui s'est jetté entre les bras du Roi, sans aucune condition, marque la Landgrave de Hesse dans une Lettre au Comte de Guébriant. Il a vu le Roi à S. Germain, & s'est mis à genoux comme vassal de la Couronne, disant qu'il ne se releveroit pas à moins que Sa Majesté ne lui pardonnât le passé. Elle l'a relevé aussi-tôt, & M. le Duc s'est couvert en qualité de Prince Souverain. Nouvelle fort considérable, que nous devons éclaircir maintenant. Dès l'an 1639. Charles Duc de Lorraine, à la sollicitation de la Cantecroix sa femme de campagne, leurrée de l'espérance, que si elle engageoit le Duc à s'accommoder avec la France, Louis appuiroit à Rome la dissolution du mariage avec la Duchesse Nicole, & qu'après cela, il auroit la liberté d'épouser sa maîtresse, ce Prince
leger

leger & amoureux à la folie, fit de grandes avances pour se réconcilier avec Louis. L'affaire n'avança pas beaucoup l'année suivante. Charles ne se fioit pas à Richelieu, & le Cardinal soupçonnoit le Duc de dissimulation. Deux fourbes sont toujours en garde l'un contre l'autre. Mais Charles aveuglé par différentes passions, donna enfin étourdimement dans le piège. Il demandoit d'être rétabli dans ses Etats, & le Roi gouverné par son Ministre, n'y vouloit consentir qu'à certaines conditions qui mettoient le Duc dans une entière dépendance de la France. De manière que celui-ci passa un an dans un extrême embarras, & sans prendre de résolution. Il ne pouvoit espérer son rétablissement que de l'appui de la Maison d'Autriche, tellement affoiblie par ses grandes pertes, que Charles n'osoit se flatter que l'Empereur & le Roi d'Espagne, incapables d'obtenir des conditions honnêtes & avantageuses pour eux-mêmes, voulussent insister, autant qu'il faudroit, sur les intérêts d'un de leurs allies entièrement dépouillé. Il lui sembloit, & ce n'étoit peut-être pas sans raison, que Ferdinand & Philippe sacrifieroient volontiers la meilleure partie de la Lorraine pour ravoir ce que Louis leur avoit enlevé. Les révolutions arrivées en Catalogne & en Portugal, achevèrent de le confirmer dans cette pensée. Le voilà donc presque entièrement rendu aux sollicitations continuelles de la Cante-

1641.

*Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery.**Liv. VI.**Chap. 65.**Mémoires pour servir à l'Histoire du même.**Tom. II.**Histoire du Maréchal de Guebriant.**Liv. VI.**Chap. II.**Mémoires de Beauvau.**Liv. II.**Grotii Epistola passim an. 1641.**Mercurio di Vittorio**Siri. Tom.**I. Lib. II.*

1641. croix qui le presse de s'accommoder avec la France. Du Hallier Gouverneur de Loraine averti de la disposition du Duc, l'écrit en Cour, & Richelieu bien-aîsé d'empêcher que Charles, dont les troupes se trouvoient cantonnées dans le voisinage de la Champagne, ne succombe à la tentation de se joindre au Comte de Soissons & au Duc de Bouillon, s'ils se déterminent une fois à prendre les armes, charge du Hallier de donner au Lorain les plus belles espérances du monde, & de lui insinuer que s'il veut venir trouver le Roi comme de lui-même, cette marque de confiance plaira infiniment à Louis, & qu'elle avancera plus les affaires qu'une négociation dans les formes. Le panneau étoit grossièrement tendu. Cependant le Duc y donne à l'instigation de sa *femme de campagne*, & le bruit se répand incontinent qu'il se dispose à s'aller jeter aux genoux & entre les bras de Louis.

Le Cardinal Infant allarmé de la nouvelle, dépêche Don Michel de Salamanque à Epinal, où Charles se trouvoit alors, avec ordre de lui offrir une somme considérable d'argent, & de meilleurs quartiers d'hiver pour ses troupes, en cas qu'il demeure constamment uni à la Maison d'Autriche. Mais il étoit trop tard. Le Duc prévenu & las de mener une vie de *bandit*, avoit fait de si grandes avances à Louis, qu'il ne pouvoit plus reculer. *L'Empereur & le Roi d'Espagne*, répondit-il

il à Salamanque, doivent être contents de moi. Que veulent-ils que je fasse de plus ? J'ai sacrifié pour eux mon honneur, mes biens & ma vie. J'ai souffert des maux incroyables. J'ai attiré contre moi le Roi de France & ses allies. La Maison d'Autriche m'a-t-elle aidé seulement à reprendre un pied de terre dans mes Etats usurpez ?

Bien loin de pouvoir espérer d'être plus efficacement secouru dans la suite, les affaires sont dans une si mauvaise situation, que je me dois préparer à perdre bien-tôt le peu qui me reste. Je suis devenu le jouet des Ministres Espagnols, on me méprise ouvertement, on m'abandonne, on ne me fournit pas de quoi habiller & paier mes soldats. Que dis-je ? On les repousse, on les poursuit comme des ennemis. La nécessité m'oblige enfin à prendre un parti, que mes intérêts demandoient que je prisse, il y a long-temps. Puisque mon attachement à la Maison d'Autriche, & les importants services que je lui ai rendus, ne me peuvent procurer la restitution de mes Etats, il faut tâcher de l'obtenir de la clémence d'un Roi qui se picque de justice. On offre de me les rendre à condition que je ferai pour la France, ce que j'ai fait pour l'Empereur & pour le Roi d'Espagne. Croiez-vous, Monsieur, que mes plus grands ennemis puissent blâmer ma résolution ? Cependant, elle paroïssoit si extraordinaire aux gens mêmes de la Cour de France, que jusques à ce que le Duc fût dans Paris, plusieurs parièrent qu'il ne se mettroit

1641. jamais à la discrétion de Richelieu , & qu'il se souviendrait de la manière dont le Cardinal l'avoit attrappé au temps du siège de Nanci.

Il arrive pourtant à Paris le 7. Mars de cette année , contre l'opinion de toutes les personnes de bon sens. On ne le croioit pas capable d'une folie encore plus grande que la première dont il se trouva si mal. Le Comte d'Harcourt alla deux lieues au devant de lui avec un nombreux cortège. Comme Harcourt paroissoit rendre de lui-même cet honneur au Chef de la Maison de Lorraine, dont il étoit le dernier cadet, Richelieu chargea le Comte de Guiche d'aller de sa part faire des complimens à Charles , & de le conduire à l'hôtel d'Epemon, où le Roi le vouloit loger & défraier. Le Duc va le lendemain rendre visite au Cardinal. On le reçut avec tous les honneurs que l'arrogance des Prêtres & des Diacres de l'Eglise particulière de Rome , qui se croient supérieurs aux Princes souverains , peut accorder. Deux jours après le Duc de Chevreuse , cadet de la Maison de Guise, le conduit à l'audience du Roi à S. Germain en Laie. Il se jeta trois fois aux genoux de Sa Majesté , & lui demanda humblement pardon. *Mon cousin*, lui dit-Elle en le relevant, *Tout le passé est entièrement oublié. Je ne pense plus qu'à vous donner à l'avenir des marques de mon amitié.* Le Duc va ensuite faire la révérence à la Reine, & Louis le conduit lui-même .

à l'appartement du Dauphin & du Duc d'Anjou. Charles s'apperçut bien-tôt que ces careffes extraordinaires n'étoient que grimace & diffimulation. Quand il fut question des conditions de l'accommodement, celles que Chavigni Secrétaire d'Etat, proposa de la part de Richelieu, parurent extrêmement dures à Charles, déjà chagrin de ce qu'on lui déclara presqu'au moment de son arrivée, que l'affaire de son mariage ayant été portée à Rome, Louis ne s'en mêleroit point, & laisseroit au Pape la liberté de la juger selon les règles du Droit Canonique. Afin de surmonter l'extrême répugnance du Duc à convenir d'un traité, dont les premières lignes seroient une flétrissure éternelle à sa réputation, Chavigni lui insinua, que s'il prétend faire le difficile, on trouvera moyen de l'amener à la raison. Le Duc dissimule son dépit, & signe tout, le 29. Mars, afin de se tirer au-plûtôt des mains de son dangereux & implacable ennemi.

Le véritable repentir, disoit-on à la tête du traité, que le Duc Charles de Lorraine a fait diverses fois témoigner au Roi, du mauvais procédé qu'il a tenu depuis dix ou douze ans envers Sa Majesté; la supplication qu'il lui est venu faire en personne, de lui remettre & pardonner, ce que le désespoir lui pouvoit avoir fait dire, ou faire, au préjudice du respect qu'il connoit devoir au Roi, & les assurances qu'il donne d'être à l'avenir inséparable de tous les intérêts

1641. *intérêts de cette Couronne, ont tellement touché Sa Majesté, qu'elle s'est volontiers laissée aller aux sentimens Chrétiens, & aux mouvemens de la grace, qu'il a plu à Dieu lui donner sur ce sujet. En cette considération, comme elle supplie la bonté divine de lui pardonner ses offenses, elle oublie de bon cœur celles qui peuvent lui avoir été faites par le Sieur Duc. Quelle ignorante forfanterie! On voit bien que les Ministres d'Etat ne sont pas fort versez à dresser des actes dans le stile de l'Evangile. Touchée du repentir de Charles, Sa Majesté se laisse volontiers aller aux mouvemens de la grace. Elle y avoit donc résisté & les auroit encoire combattus si le Duc ne se fût pas humilié devant Elle. Ne doit-on pardonner à son frère que lorsqu'il se jette à nos genoux? Les paroles & les exemples de Jesus-Christ nous obligent certainement à quelque chose de plus. En demandant à Dieu le pardon de ses péchez, Louis ne le prioit-il pas de les lui remettre entièrement? Pourquoi donc, dans le temps même qu'il veut suivre les sentimens Chrétiens que Dieu lui inspire, se venge-t'il encore de son frère, en retenant une grande partie de ce qu'il lui a enlevé? Pourquoi l'oblige-t'il à démolir ses places fortes? C'est lui rendre son bien en tel état, qu'on le pourra reprendre sans peine, & l'en chasser quand on voudra, sans qu'il soit capable de faire la moindre résistance, ou de défendre ses sujets. Tels sont les senti-*

Sentimens Chrétiens de Louis le Juste. 1641.

Tels sont les mouvemens de la grace que Dieu lui donne. La véritable raison de cette religieuse préface d'un traité capiteux, injuste, & artificieusement dressé afin de tendre de nouveaux pièges au Lorain, c'est que Louis avoit du scrupule de retenir le bien d'autrui, & qu'il vouloit appaiser les remords de sa conscience. Que fait Richelieu ? Il trompe son maître par de fausses insinuations, & l'aveugle Prince s' imagine mettre sa conscience en repos par un accord frauduleux, où il rend & retient en même temps des souverainetez injustement usurpées. Charmé de l'habileté de son Ministre, il l'aime plus que jamais d'avoir si finement concilié les maximes de l'Evangile avec celles de Machiavel. *Le Roi est ravi de l'affaire de M. de Lorraine, écrit Cinq-Mars au Cardinal. Il me témoigna bier qu'il rendoit aux soins de Votre Eminence, la reconnoissance qu'il leur doit. En vous disant cela, je ne croi pas la pouvoir exprimer plus grande.*

Voici les articles du traité. Que durant la guerre présente & après la paix, Charles & ses successeurs demeureront inviolablement attachez aux intérêts de la Couronne de France. Qu'ils n'aient aucune intelligence avec les Princes de la Maison d'Autriche, avec les ennemis de Louis, avec qui que ce puisse être, qui entreprendra de troubler le bonheur & la prospérité des affaires de Sa Majesté. Que

1641. Que le Duc renonce à tous les traitez qu'il peut avoir faits auparavant , en ce qu'ils contiennent de contraire à celui-ci. Moieñnant cela , Louis le rétablit en possession du Duché de Lorraine & de celui de Bar relevant de la Couronne de France , & de tous les Etats qu'il avoit possédés auparavant ; excepté le Comté de Clermont & ses dépendances , les terres de Stenai & de Jametz , la ville de Dun & ses faubourgs. Tout cela est cédé à Sa Majesté & à ses successeurs : conditions assez supportables , mais les suivantes sont honteuses & terriblement mortifiantes. Que jusques à la fin de la guerre présente , Nanci demeurera entre les mains du Roi , qui se reserve la liberté d'en démolir les fortifications , s'il le juge à propos. Que celles de Marfal seront razées , avant que la place soit restituée à Charles. Que celui-ci joindra les troupes qu'il a présentement & celles qu'il aura dans la suite , aux armées de Louis. Que les Officiers & les soldats du Duc feront serment de fidélité au Roi , & promettent de le bien servir , envers & contre tous ceux avec qui Sa Majesté sera en guerre , en tels lieux , & ainsi qu'elle l'ordonnera. Que Charles accordera dans ses Etats libre passage aux troupes que le Roi voudra envoyer en Alsace , en Allemagne , dans le Luxembourg , & dans la Franche-Comté. Qu'en cas de contravention de la part du Duc au présent traité , il consent que tout ce que
- Louis

Louis lui rend , soit inséparablement uni à la Couronne de France. Est-ce donc ainsi que Sa Majesté Très-Chrétienne *pardonne à Charles les offenses* qu'elle prétend avoir reçues de lui , & aussi sincèrement qu'elle *supplie la bonté divine de lui pardonner ses propres péchez* ? En restituant tout au plus le domaine utile de la Lorraine au Duc , & certaines marques extérieures de souveraineté , Louis se réserve le principal , le plus solide , & acquiert un nombre considérable de bonnes troupes & bien aguerries.

Il n'est point parlé en ce présent traité , y dit-on encore , du différend qui est entre le Sieur Duc & la Duchesse Nicole fille du feu Duc Henri , sur le sujet de leur mariage , parce que la décision de cette affaire dépend purement du tribunal Ecclésiastique , & que Sa Sainteté par devant laquelle les parties se sont pourvues , saura leur faire droit , selon que la justice le requiert. Cependant le Sieur Duc donnera par forme de pension à la Duchesse six vingt mille livres monnoie de France par chacun an. On tâcha d'amuser Charles & sa Cantecroix sur cet article , en leur disant que le Roi devoit en user ainsi au dehors de peur de choquer le Pape : mais que cela n'empêcheroit pas que Louis n'appuiât fortement à Rome la dissolution du mariage. Fiévre des espérances qu'on lui donne , Cantecroix fait la souveraine , & reçoit tous les honneurs imaginables en Lorraine de la part du peuple & de la

No-

1641. Noblesse. L'insolente & cruelle créature osa même obliger des Juges flateurs & iniques, de condamner à la potence un valet de chambre du Duc, qui l'avoit imprudemment nommée, *la femme de campagne* de Charles: violence qui déplut extrêmement à ce Prince, dit-on. C'étoit une chose assez plaisante que de voir les transports de joie, qu'eurent ses sujets, grans adorateurs de leurs Souverains, quand ils le virent de retour dans ses Etats. Parmi les acclamations du peuple, on entendit des gens, qui crioient les mains jointes & de toute leur force: *Dieu conserve & bénisse Monseigneur le Duc, ses deux femmes, & sa fille.* C'est la Princesse de l'Islebonne sœur du Prince de Vaudemont âgée pour lors de deux ans, qu'il avoit eue de la Canto-croix.

Le 2. jour d'Avril après les Vêpres solennellement chantées dans la chapelle du château de S. Germain, en présence de la Reine, du Cardinal de Richelieu, des Ducs de Longueville, de Chevreuse, d'Uzez, & de Monbazon, du Chancelier Séguier, des Maréchaux de la Force & de Châtillon, de Cinq-Mars Grand Ecuier, du Surintendant des finances & de trois Secrétaires d'Etat, Charles jura sur les Evangiles & sur le Canon de la Messe, entre les mains de l'Evêque de Meaux prémier Aumônier du Roi, l'observation d'un traité qu'il avoit déjà résolu de rompre à la première occasion favorable.

vorable. Parjure que la crainte d'être arrêté, ne peut excuser devant Dieu, ni devant les hommes. Mais le Duc ne fut jamais scrupuleux sur cet article. Et devoit-on attendre autre chose d'un Prince qui poursuivoit actuellement la dissolution d'un mariage aussi saintement & aussi légitimement contracté, qu'il en fut jamais, avec une des plus vertueuses Princesses de l'Europe, qui lui apporta deux belles souverainetez ? Si le Cardinal n'eût pas étouffé dans son ame tous les sentimens du Christianisme, il n'auroit jamais voulu exposer le Duc à la tentation de commettre un péché si énorme. Mais c'est de quoi cet homme qui ne se jouoit pas moins de la Religion que l'autre, ne se mettoit pas autrement en peine. Richelieu le vouloit empêcher du moins de se joindre au Comte de Soissons, le dépouiller ensuite de ses Etats, sous prétexte d'une infraction du traité, à laquelle on s'attendoit, & lever tous les scrupules du foible Louis, en lui faisant accroire que le Duc s'étant volontairement soumis à la peine de perdre, s'il manquoit à l'observation du traité, tout ce que le Roi lui remettoit, on pouvoit en ce cas, le lui ôter sans craindre de commettre la moindre injustice. Ce que je trouve encore de singulier dans cette affaire, c'est que le Cardinal & ses créatures s'imaginèrent que les Princes de l'Empire & les autres seroient tellement stupides, qu'ils n'apercevraient pas les piéges

1641. pièges malignement tendus au Duc , & qu'ils exalteroient la clémence & la magnanimité de Louis dans ce traité. *On croit*, dit Chavigni à Choisi Intendant de l'armée que commandoit le Comte de Guébriant , *qu'une action si généreuse fera quelque impression sur l'esprit des Princes d'Allemagne , & dissipera les ombrages que les Espagnols tâchent de leur donner, en criant que le Roi ne pense qu'à s'enrichir du bien d'autrui.*

Dès que Charles a juré l'observation du traité , Richelieu & ses parens lui font mille caresses. On lui envoie de magnifiques présens. Il accepte tout, prend congé du Roi , & va premièrement à Bar. On en avoit rappelé le Gouverneur & la garnison Françoise, afin que le Duc y parût en pleine liberté. On lui demande alors la ratification de ce qu'il a juré à S. Germain en Laie , & l'acte tout dressé & tel que Louis le souhaite, est mis entre les mains du Duc. Ne se croiant pas en seureté dans le voisinage de la France, il signe & fait sur les Evangelies & sur le Canon de la Messe un nouveau serment , selon la formule envoyée de Paris. *Charles rode cinq ou six semaines dans le pais*, dit le Marquis de Beauvau son fidèle serviteur, *se fait restituer toutes les places promises par le traité, & particulièrement la Mothe, comme la plus forte & la plus importante, se détermine ensuite à retourner avec les Espagnols.* On fut surpris de ce qu'il pressoit fortement lui-

lui-même la démolition des fortifications de Madrid. Beauvau nous découvre le mystère. *Le Duc*, ajoute-t'il, *prétendait se saisir de la place, dès qu'on auroit ouvert un bastion, la remettre en état de défense, rassembler ses troupes, s'opposer aux mouvemens de celles du Roi, attendre le succès de l'affaire de Sedan, & se joindre au Comte de Soissons & aux Ducs de Guise & de Bouillon, en cas que le Maréchal de Châtillon envoié contr'eux, eût du desavantage. Celui-ci avoit instamment pressé de la part de Louis l'exécution de l'article du traité, où Charles s'engageoit de joindre ses troupes à celles du Roi, dès que Sa Majesté le demanderoit. Mais le Duc impatient que Châtillon soit battu par les mécontents, se garde bien de renforcer l'armée du Maréchal. Il allégué diverses excuses bonnes, ou mauvaises. Cependant Châtillon est défait. Charles triomphoit de Richelieu son ennemi, si le Comte de Soissons victorieux n'eût pas été malheureusement tué: Accident qui obligea le Duc de Bouillon privé de l'appui d'un si grand nom, à se racommoder avec le Roi. Alors Charles déchu de ses espérances, & persuadé que le Cardinal irrité de ses tergiversations, tournera bien-tôt contre lui toutes les forces de la France, prend le parti de s'en aller avec les siennes, dans son ancien poste entre la Sambre & la Meuse.*

Pour colorer du moins sa retraite, il dépêche un courier à Richelieu, & proteste,

1641. teste , que s'il retourne dans cet endroit, ce n'est pas qu'il ait dessein de rompre le traité; mais que la des Effars ancienne Maitresse du Roi Henri IV. puis de Louis Cardinal de Guise, comme je l'ai rapporté, & enfin mariée à du Hallier Gouverneur de Nanci & de la Lorraine , l'ayant fait avertir qu'on pense de l'arrêter , il croit devoir mettre sa personne en seureté. Chagrin contre cette femme qui travailla beaucoup à lui faire prendre la résolution de s'accommoder avec le Roi , il se vengea d'elle par une infidélité criante, sous prétexte qu'il ne se pouvoit disculper autrement à la Cour de France. . Attentive à lui plaire & à le servir à cause des enfans qu'elle avoit eus du Cardinal de Guise , & de son prétendu mariage avec celui-ci , qu'elle s'étoit mis en tête de faire reconnoître , la du Hallier écrit imprudemment un billet à une certaine Religieuse de Nanci sa confidente, & la prie de faire savoir à Charles que Richelieu mécontent de lui , prend des mesures pour s'assurer de sa personne. La Religieuse envoie le billet au Duc , & celui-ci au Cardinal. Il n'en fallut pas davantage pour perdre la du Hallier. Peu s'en fallut que son époux ne fût enveloppé dans la même disgrâce. Mais Richelieu bien-aîsé de conserver un bon Officier, se contenta de lui ordonner d'envoyer sa femme dans une de leurs terres. Punition bien due à une ambitieuse, qui entêtée de faire reconnoître ses enfans d'un pré-

prétendu mariage secret, porta la Cantecroix encore plus méchante qu'elle, à persuader au Duc d'aller étourdiment se jeter entre les mains du Cardinal. Si nous savions les véritables ressorts de la conduite des Princes, nous verrions que leurs fausses démarches & leurs disgrâces, sont souvent les effets des intrigues & des passions de pareilles créatures.

Le traité conclu avec le Duc de Lorraine, consola Richelieu de ce qu'il avoit manqué son coup au regard du Prince Thomas de Savoie, qui ne se rendit pas à Paris le 15. Janvier de cette année, comme il s'y étoit engagé dans le traité conclu vers la fin de l'année précédente avec Mazarin Ambassadeur Extraordinaire de France en Piémont. Il semble que Louis sentit encore quelques scrupules sur la manière, dont à l'instigation de son Ministre, il s'étoit emparé de la capitale & de plusieurs bonnes places du Piémont.

Je ne souhaite rien plus, disoit-il aux Ministres des Princes d'Italie, que de voir le Duc de Savoie paisible possesseur de ses Etats. Dès que le Roi d'Espagne voudra restituer ce qu'il occupe dans le Piémont, je me déchargerai volontiers de la peine & de la dépense que me cause la nécessité de conserver le bien de mon Neveu. Le bon Roi parloit selon les sentimens de son cœur. Ceux du Cardinal n'étoient pas si droits, quoiqu'il affectât de tenir le même langage. Il vouloit bien que son Maître ait

1641.

Affaires & Campagne de Piémont.

Vie du Cardinal de Richelieu par Aubery.

Liv. VI.

Chap. 76.

Vie nouvelle du même.

Liv. VI.

Nani, Historia Veneta.

Lib. XI.

1641.

Historia di Gualdo

dât

1641. *Priorato.* *Part. III.* *Lib. I.* *Mercurio di* *Vittorio Si-* *ri. Tom. I.* *Lib. II.* dât le jeune Charles Emmanuel & Christine sa mère à chasser du Piémont les Espagnols, & les deux Princes de Savoie, Maurice Cardinal & Thomas son frère : Mais c'étoit à de telles conditions, que le Duc de Savoie ne dépendroit guères moins de la France, que celui de Lorraine. On vouloit mettre l'un & l'autre hors d'état de refuser un passage libre aux troupes que Louis ou ses successeurs enverroient en Italie & en Allemagne. Cependant, si nous en croions Richelieu, le seul but des entreprises de son Maître, c'étoit d'abaisser tellement la Maison d'Autriche, qu'elle ne tint pas les autres Puissances de l'Europe dans une crainte continuelle. *Le Roi, disoit le Cardinal, ne pense point à s'agrandir davantage. Il se trouvera bien récompensé de ses peines & de ses dépenses, s'il peut procurer une paix sûre & glorieuse à son Roiaume.* Sentimens justes & raisonnables. Qui les a véritablement ? Les plus grans usurpateurs parlent de la sorte. On veut bien réduire à de justes bornes une Puissance voisine & incommode. Mais c'est à condition qu'on profitera de ses dépouilles. La France a crié plus fort que les autres contre le projet ambitieux d'une Monarchie Universelle, & l'a formé pour elle-même, dès que la Maison d'Autriche s'est vûe réduite à l'abandonner. Richelieu en a donné les premières ouvertures, Louis XIV. les a suivies, & l'auroit enfin exécuté, sans la

coura-

courageuse opposition du feu Roi de la Grande-Bretagne, de la Reine qui lui a glorieusement succédé, & de la puissante République des Provinces-Unies. 1641.

Soit que ce fût un artifice d'un fils élevé sous un père habile dans l'art de tromper, afin d'obtenir tout de la Cour de Madrid, & d'obliger le Comte Duc à rappeler le Marquis de Léganez, & à lui ôter le gouvernement de Milan; soit que le Comte de Soissons son beau-frère le détournât de tenir sa parole, & lui donnât quelque espérance de lever bientôt le masque contre Richelieu; le Prince Thomas rompit son traité avec la France, & prit pour prétexte, que le Roi d'Espagne refusoit de lui renvoyer ses enfans & la Princesse de Carignan leur mère, à moins que Thomas ne promit de continuer dans son premier attachement aux intérêts de la Maison d'Autriche. Mazarin l'ayant plusieurs fois pressé de se rendre à Paris le 15. Janvier de cette année, comme il l'avoit solennellement promis, il s'en défendit quelque temps, sur les délais prétendus de son épouse à lui envoyer une réponse positive de la Cour de Madrid. Mais ne pouvant plus alléguer d'excuse plausible, il écrit enfin d'Ivrée le 16. Février la lettre suivante à Mazarin qui l'attendoit à Turin pour l'accompagner en France. *Monsieur, j'ai reçu aujourd'hui une lettre de Madame la Princesse de Carignan. Toutes ses instances ont été inutiles auprès du Roi d'Espagne.*

1641. On ne veut point lui permettre de s'en revenir avec mes enfans, à moins que je ne déclare premièrement que je ne quitterai point le service de Sa Majesté Catholique. Je vous laisse à penser en quel embarras je me trouve maintenant. Il est question de man-quer de parole, ou d'abandonner ma femme & mes enfans : cette dernière démar-che est si contraire à l'amour qui nous lie à nôtre propre sang, que tout le monde la condamneroit hautement. Je ne puis me résoudre à me priver de mes enfans. Ils me sont extrêmement chers, & je ne vivrois pas content sans eux. Si le traité ne s'exécute pas, ce n'est point ma faute. Il s'en faut prendre à ceux qui l'ont rendu public avant le temps dont nous étions convenus. J'attens de vôtre civilité & de vôtre amitié, que vous voudrez bien exposer mes raisons, & les appuyer à Turin & à Paris.

Mazarin répondit ainsi le 28. Février au Prince. La lettre est vive & pressante. Monseigneur, je me réjouis de ce que Vôtre Altesse reçoit maintenant assez sou-vent des lettres de Madrid. Mais je suis surpris qu'elle se trouve embarrassée du re-fus que fait le Roi d'Espagne, de consentir au retour de Madame la Princesse. Vôtre Altesse s'y est si bien attendue, qu'elle me dit à Villaregia, que bien loin que cet inconvénient l'arrêtât, vous vous en servi-riez comme d'un prétexte spécieux & hon-nête, de vous déclarer contre les Espagnols. Cependant voici des effets tout contraires, sans qu'une parole donnée solennellement au
Roi

Roi vous résienne en aucune manière. La chose parle d'elle-même. Je me contenterai donc de vous représenter que Sa Majesté a donné une preuve bien convaincante de son affection au bien de la Maison de Savoie, en arrêtant après la prise de Turin le cours des armées victorieuses de la France, & en consentant à votre réünion avec M. le Duc, & avec Madame Royale, par l'accord commodement tant de fois proposé, de rendre les places occupées de part & d'autre, & en accordant à Votre Altesse & à M. le Cardinal de Savoie plusieurs avantages considérables. Par le traité signé, vous deviez vous rendre le 15. Janvier à Paris. Votre Altesse a différé jusques à présent pour les raisons qu'elle a marquées dans ses lettres. Je n'y trouve rien à redire. Je la prie seulement de me déclarer nettement sa pensée. Je ne la comprends pas bien par la dernière lettre qui m'a été rendue de sa part. Vous promettez de vous déclarer demain contre les Espagnols, en cas qu'ils refusent aujourd'hui de restituer les places enlevées à M. le Duc de Savoie, & de permettre à Madame la Princesse de revenir auprès de vous. Voulez-vous tenir la parole donnée au Roi? Prendrez-vous les armes contre lui, lorsque les Espagnols rejettent les conditions stipulées par Votre Altesse? Qu'elle ait, s'il lui plaît, la bonté de dire précisément ses intentions.

Il fallut bien s'expliquer après des instances si fortes. Thomas le fit assez mal dans une lettre du 1. Mars. On y mar-

1641. quoit que Philippe ne refusoit pas absolument à la Princesse de Carignan & à ses enfans, la permission de retourner en Piémont; mais qu'il la vouloit donner seulement, à condition que Thomas demeureroit dans le service de la Couronne d'Espagne. Ridicule échappatoire! Car enfin, ne vouloir accorder cette permission, qu'à une condition incompatible avec la parole donnée par le Prince de Savoie, n'étoit-ce pas la même chose que de la refuser absolument? Sa Majesté Catholique, ajoûtoit Thomas, ne se seroit pas avisée d'insister sur cette clause, si on avoit tenu le traité secret, jusques au temps marqué. Elle consent aussi de restituer les places occupées. Les ordres nécessaires pour cela, ont été envoyez, comme je vous l'ai écrit. Si donc les Espagnols ne refusent pas d'accomplir les conditions principales du traité; s'ils satisfont aux motifs que j'ai eus de le conclure; si nous pouvons l'avoir sans effusion de sang, les places du Piémont enlevées à notre Maison; quelle raison m'oblige de prendre les armes, pour obtenir ce qu'on veut bien m'accorder, sans me réduire à la nécessité d'en venir à des extrémités, qui exposeroient le Piémont à une ruine presque inévitable? Voudriez-vous encore que je me privasse de ma femme, de mes enfans pour un temps indéterminé, lorsque je puis espérer leur prompt retour? Ne me rendrois-je pas coupable devant Dieu & devant les hommes, si je faisois une chose contraire aux sentimens de ma

con-

conscience ? Qui en croirons-nous, du Prince, ou du Ministre Italien ? Presqu'également habiles dans l'art de dissimuler, & de trouver des prétextes de se dispenser de l'exécution de leurs promesses ; ni l'un ni l'autre ne passèrent jamais pour gens fort sincères. Les Politiques laissent cette vertu aux petits esprits & aux personnes du commun. Il faut pourtant avouer de bonne foi, que dans cette affaire la raison paroît du côté de la Cour de France. Gagné par le Comte Duc qui lui sacrifioit le Marquis de Léganéz, Thomas prit la résolution de rompre le traité fait avec Mazarin. Mais d'où vient qu'un Prince qui ne manque ni de pénétration, ni de prudence, s'opiniâtre à demeurer attaché au Roi d'Espagne tellement affoibli, qu'il paroît désormais incapable de soutenir efficacement, ni de protéger ceux qui se donnent à lui ? Cela me fait penser qu'il y avoit quelque intelligence entre Thomas & son beau-frère. Flatté de l'espérance de voir bien-tôt la fortune de Richelieu renversée par le parti que le Comte de Soissons & le Duc de Bouillon travailloient à former, le Savoïard s'imagina, qu'alors il ôteroit sans peine à Christine & la tutèle de son fils, & la régence des Etats du Duc Mineur. Que fait-on encore, si le Cardinal ne fut pas bien-aise de la rupture du traité ? N'espéra-t'il point de chasser, non seulement du Piémont, mais encore du Milanois, les Espagnols

1642. embarrassez en Catalogne , en Portugal , & ailleurs.

Quoi qu'il en soit , Christine publie un manifeste , se disculpe de la rupture du traité , & en rejette la faute sur ses beaux-frères , qui tâchent de leur côté de se justifier par des réponses aux accusations de la Duchesse Régente de Savoie. Les François laissant aux autres le soin de se battre de la plume , emportèrent Moncalvo le 6. Mars , sous la conduite du Vicomte de Turenne , qui sans entrer dans les différends du Duc de Bouillon son frère avec Richelieu , sembloit prendre plus à cœur de plaire au Cardinal , que de sauver Sedan menacé , & presque investi par les troupes du Roi. On dit qu'à la persuasion de Mazarin ardent à se venger de l'infidélité du Prince de Savoie , Turenne alla de Moncalvo investir Ivree , quoique le Comte d'Harcourt Général de l'armée Françoise n'approuvât pas l'entreprise. Mazarin espéroit de profiter de l'absence de Thomas , qui conféroit alors à Milan avec Sirvela Gouverneur du Duché depuis la retraite de Léganez , & se divertissoit aux courses de bague & aux fêtes dont le Marquis de Caracène , & quelques autres Seigneurs Espagnols le régalerent. Don Silvio de Savoie frère naturel de Thomas , défendit bravement la place , secondé par Vercellino Maria Visconti Mestre de Camp Milanois , qui s'étant retiré d'Ivree quelque temps auparavant pour se faire traiter d'une mala-

maladie à Milan, y rentra heureusement avec quelques braves gens. Harcourt s'étant rendu au siège, tenta d'emporter la place par un assaut. Mais il fut repoussé avec perte, & eut encore le chagrin de voir entrer par la négligence de ses sentinelles, quatre cens hommes de renfort aux assiégés, sous la conduite du Baron de Prèle. Le Prince de Savoie, qui par la perte d'Ivrée demouroit sans retraite, & à la discrétion des Espagnols, pressa plus d'une fois le Gouverneur de Milan, d'attaquer les lignes des assiégeans, dont les troupes inférieures en nombre, paroissent incapables de résister aux Espagnols. Mais Sirvela, qui depuis la révolte du Portugal, & la disgrâce du Marquis de Los Velez devant Barcelone, avoit apparemment reçu ordre de ne rien hasarder en Italie, refusa d'y consentir, & proposa d'aller attaquer Chivas. L'escalade tentée n'ayant pas réussi, on y mit le siège dans les formes. Harcourt abandonne celui d'Ivrée, & court au secours de Chivas. Sirvela content de l'avoir obligé de se désister de son entreprise, passe au delà du Pô, & évite un engagement autant qu'il lui est possible.

Le Général François qui avoit désapprouvé le siège d'Ivrée, ne se met pas en peine de le reprendre, & forme un projet qui lui paroît plus important. C'étoit de ferrer le Cardinal Maurice de Savoie, qui résidoit à Nice, comme son frère Thomas à Ivree, de s'ouvrir une com-

1641. munication avec la mer , & d'étendre les quartiers. Après avoir emporté sans peine Ceva , Mondovi , & quelques autres endroits , il va le 29. Juillet assiéger Coni, place non moins forte par sa situation, que par les ouvrages d'Ingénieurs, qui se vantoit de n'avoir jamais été prise par force. Thomas aiant inutilement tenté de la secourir , tâche de faire diversion & attaque Quiérasque. Deux fois il voulut escalader les murailles , & deux fois il fut repoussé avec perte. Il marche vers Moncalvo & le reprend en trois jours ; foible dédommagement de la perte de Coni , dont Harcourt se rendit maître le 15. Septembre. Celui-ci crut avoir le temps de sauver Moncalvo. Le voilà donc à un mille & demi d'Ast. Fier de sa conquête, il présente le combat aux Espagnols. Mais Sirvela exact observateur des ordres du Conseil de Madrid , l'évite, & se contente de reprendre la première place enlevée par les François dans cette campagne. Harcourt retourne glorieux à Turin, & met ses troupes en quartiers d'hiver. Le Maréchal du Plessy-Praslin Gouverneur de cette Capitale, auroit pû nous apprendre les plus curieuses particularitez des affaires de Piémont, s'il ne se fût pas trop scrupuleusement attaché à ne raconter que ses propres actions. Voici tout ce qu'il dit de cette année dans ses Mémoires. *Elle commença par le siège d'Ivrée. Le Comte du Plessy demeura à Turin, pour la seureté de cette ville*

Et des autres, où il commandoit en chef, 1641.
 eut nouvelle que les ennemis assiégeoient Fos-
 sano. Il pense à le secourir, tire des trou-
 pes de Turin, de Carmagnole, Et de Savi-
 glian. Quoique beaucoup inférieur aux as-
 siégeans, il marche diligemment à eux, les
 surprend, les attaque Et les bat, dans le
 temps même qu'ils se croioient surs de nous
 enlever une place importante par sa situa-
 tion, Et à cause des blés que nous y avions
 amassez pour la campagne suivante. Elle
 commença par le siège de Coni, Et finit par
 quelques autres moins éclatans. Le Comte
 du Plessy eut la principale attaque à Coni,
 fit plusieurs choses considérables, Et servit
 de même à la prise des places attaquées en-
 suite. Ne diroit-on pas que ce Seigneur
 a plutôt écrit des mémoires pour celui
 qui feroit un jour son oraison funébre,
 que pour instruire la postérité?

Quoique les mouvemens du Comte de Soissons & du Duc de Bouillon causas-
 sent une extrême inquiétude à Richelieu, ils ne le déconcertèrent point. Enflé des
 grandes espérances que le soulèvement de Portugal, & la fuite honteuse de
 l'armée de Philippe devant Barcelone lui donnoient, il prend ses mesures au
 commencement de cette année, afin d'at-
 taquer en même temps les Espagnols & le
 Comte de Soissons, en cas que celui-ci
 ne voulût pas se rendre aux instances que
 le Duc de Longueville son beau-frère lui
 faisoit encore de se racommoder avec le
 Roi. Comme le succès du projet dépen-

Marlage du
 jeune Prin-
 ce Guillau-
 me d'Oran-
 ge avec la
 fille aînée
 de Charles
 Roi d'An-
 gleterre.

1641. doit principalement lde la diversion que
à l'Histoire du Cardinal de Richelieu. Tom. II. Grotii Ept. Rolu passim an. 1641. Mercurio di Vittorio Si. vi. Tom. I. Lib. I. II. Frédéric Henri Prince d'Orange vou-
droit faire, le Cardinal engagea le Roi
son maître à promettre aux États Géné-
raux des Provinces - Unies la somme de
douze cent mille livres pour la campagne
de cette année, à condition qu'ils atta-
queroient les Pais-Bas Catholiques avec
une puissante armée. Monsieur, dit le
Maréchal de Châtillon dans sa lettre du
1. Février à Aersens intime confident du
Prince d'Orange, il y a déjà quelque
temps, que j'ai reçu avis de votre Am-
bassade Extraordinaire en Angleterre, &
que vous avez pour Collègues Mrs. de
Brederode & d'Inghiet. L'Ambassadeur
de Mrs. les États m'a donné depuis des
nouvelles plus certaines. J'apprens de lui,
que votre négociation réussira au bien de
Mrs. les États, & au contentement par-
ticulier de M. le Prince d'Orange. Pour
ce qui est des affaires générales, elles sont
en meilleure situation que jamais. Les ré-
voltes arrivées en des Provinces entières du
Roi d'Espagne, donnent sujet de croire
qu'il lui sera bien difficile, quelque grans
que soient les efforts qu'il prétend faire,
de pouvoir porter le secours nécessaire,
aux endroits où l'on projette de l'atta-
quer. Dans une conjoncture si favorable,
les entreprises de Mrs. les États réussiront
mieux que celles des années précédentes.
De nôtre côté on travaille fortement à se
mettre en état d'agir puissamment dans la
Flandre, ou dans l'Artois. Ainsi tout
nous

*vous porte à bien augurer de la campagne 1641.
prochaine.*

La réponse d'Aersens ne fut pas moins judicieuse que ses autres lettres rapportées ci-dessus. Celle-ci dit quelque chose de la situation des affaires d'Angleterre extrêmement brouillées par la mesintelligence entre le Roi & le nouveau Parlement convoqué. J'en parlerai incessamment. Monsieur, répond Aersens, j'ai fait violence à mon âge pour servir M. le Prince d'Orange en une si belle occasion, & j'espère que Dieu bénira ses intentions & mes peines. Mais je me trouve à Londres en un temps assez difficile pour traiter d'affaires. Il faut que celles du dedans soient premièrement ajustées, chose qu'il ne sera pas fort aisé de ménager. Tout est plein de soupçons. Notre caractère ne nous permet pas de nous ingérer à recommander le bien, & encore moins à blâmer le mal. Nous venons tout simplement négocier le mariage de M. le Prince Guillaume avec une des Princesses. Après quelques délibérations, Leurs Majestez nous ont accordé l'année, comme plus convenable à cause de son âge. Notre but, c'est d'en conclure le contract, de l'assurer en paroles de présent, dès que le jeune Prince aura passé la mer, & d'ennuier la maîtresse. Mais nos Commissaires sont lents, & s'excusent sur l'importance du Parlement qui emporte la plus grande partie de leur temps. Votre Excellence me peut croire. Nous ne sommes chargés d'aucune autre négociation que de celle

1641. du mariage. Ce Royaume n'est pas maintenant capable d'une plus grande. Encore ne sera-ce pas mal aller, si nous la finissons avant Pâque. Comment pourrions-nous croire que nos conseils seront bien reçus ? On ne nous les demande pas. J'ose dire que le Roi a été mal servi. Certaines gens ont mieux aimé commettre son autorité, que de bazararder leur fortune, & leur secret particulière. Quoiqu'ils soient menacés, d'en être punis, cela ne la dégagera pas. D'un an, vous ne sauriez espérer aucune résolution importante de cette Cour. Ou le pouvoir, ou la volonté manqueront. C'est grand pitié, que de tels inconvéniens se trouvent dans une si heureuse conjoncture. Jamais l'Espagne ne fut plus beau jeu, si nous l'empêchions de profiter de nos jalousies. Notre République est trop foible pour entreprendre tout. Aidée, elle peut beaucoup par mer. La France doit promptement secourir ceux qui ont pris les armes en Catalogne, & en Portugal. Si la guerre y peut être entretenue, l'Espagne est renversée, pourvu qu'on ne marchande point. M. de Beverwert vous dira l'état de nos affaires, & les bonnes intentions de Son Altesse pour la campagne prochaine, si on la lui laisse libre, sans l'obliger à aucun dessein particulier. Car enfin, elle ne peut rien choisir que selon les occasions que les ennemis lui donneront. On peut bien convenir de la force des armées, & à peu près des endroits où elles agiront. Le temps dépend du ciel, & ne veut point être précipité. Tout ira bien, pourvu qu'on prenne confiance.

Vous

Vous pouvez juger que Son Altesse picquée du malheur des campagnes précédentes, fera ses derniers efforts pour mieux réussir. 1641.

Aersens nous fait assez connoître dans cette lettre que la Cour de France se dé-fioit du Prince d'Orange. Ce n'étoit pas peut-être sans raison. Toutes ses allures insinuent qu'il ne vouloit point que Louis s'agrandit du côté des Pais-Bas. Il se consolait de ses propres disgraces en voyant qu'elles retardoient le progrès des armes de France. Les mesures qu'il prit cette année me confirment dans cette conjecture. Je ne sai même, s'il n'auroit pas été bien-aise que le parti formé par son neveu le Duc de Bouillon, eût ébranlé la fortune de Richelieu. On disoit dans le monde que dans l'affaire de Sedan, Bouillon ne faisoit rien sans consulter Frederic Henri. Parlons maintenant du mariage de son fils qui se négocioit en Angleterre. Un Auteur Italien dit que Marie de Médicis en fit la première ouverture à la sollicitation du Prince d'Orange, & que le Président le Coigneux étoit son Agent secret auprès de la Reine Mère. Cela pouroit bien être. Depuis que la Cour de France eut donné de l'Altesse au Prince d'Orange, il ne se crut pas inférieur aux Souverains, ni même aux Electeurs de l'Empire. Une de ses sœurs épousa le Chef de la Maison Palatine; son père une Princesse de Saxe, & une Bourbon Montpensier; son frère aîné la sœur du Prince de Condé. Enfin on par-

1641. loit de la fille aînée de Frederic Henri pour l'Eleûteur de Brandebourg. Tant de belles alliances augmentoient l'ambition du Prince, soutenue par sa grande réputation, & par la puissance de la République des Provinces-Unies, où sous le nom de Gouverneur de cinq Provinces, & de Capitaine Général, il jouissoit d'une autorité presque égale à celle des anciens Souverains du pais.

Dans le dessein d'augmenter encore la considération qu'il avoit acquise dans l'Europe, il forma le projet d'obtenir en mariage pour son fils une Princesse d'Angleterre, & de s'allier ainsi non seulement au Roi de la Grande-Bretagne, mais encore à ceux de Dannemark, d'Espagne, de France; en un mot, à tout ce qu'il y avoit de plus auguste dans l'Europe. Marie de Médicis grand' mère de la Princesse étoit à Londres. Elle parut propre à entamer l'affaire. Frederic Henri lui avoit rendu tous les honneurs imaginables lors qu'elle passa de Bruxelles en Hollande. Il s'étoit appliqué à gagner les trois principaux confidens de cette Princesse, le Coigneux, Monsigot, & Fabroni; soit qu'il eût déjà ce mariage en vûe; soit que ce fût un simple effet de la civilité, ou de la politique d'un Prince habile, qui cherche à se faire des amis par tout. Inwfliet fut chargé d'aller à Londres, & d'en faire la première ouverture à Marie de Médicis. On l'écouta volontiers. La Reine Mère s'appercevoit qu'elle commençoit

mençoit d'être à charge en Angleterre. Charles son beau-fils s'ennuioit de donner de l'argent, & elle ne se pouvoit résoudre à retrancher sa dépense, comme Grotius l'a fort bien remarqué. Menacée d'être bien-tôt réduite à la nécessité de quitter l'Angleterre aussi bien que les Pais-Bas, elle se flatta que Frederic Henri l'aideroit à trouver une retraite en Hollande, & que la Cour de France obligée de ménager le Prince d'Orange, n'oseroit lui refuser ce qu'il demanderoit à Louis en faveur d'une Mère désolée, qui sembloit se réduire à la libre jouissance de ses revenus, & à la permission de demeurer dans un pais allié de la France, hors de l'Italie.

Charles fort embarrassé à cause de ses brouilleries avec son Parlement, consentit d'autant plus volontiers au mariage, qu'il espéroit de tirer quelque secours des Provinces-Unies dans la fâcheuse situation de ses affaires. Inwfliet retourne donc à la Haie avec de bonnes paroles. Frederic Henri sûr du succès de son affaire la propose aux Etats Généraux qui l'approuvent. On dit cependant que plusieurs virent avec peine le nouvel agrandissement de la Maison d'Orange, & que les anciennes jalousies se reveillèrent. Brederoode, Aersens & Inwfliet furent nommez Ambassadeurs Extraordinaires pour aller faire la demande dans les formes. Un Auteur Italien prétend qu'ils proposèrent en même temps une ligue entre
l'An-

1641. l'Angleterre & les Provinces-Unies. Que le Roi aiant communiqué à la Chambre des Seigneurs le mariage de la Princesse sa fille avec le Prince Guillaume, le Comte d'Arondel y lut les conditions de la ligue mises sur le tapis. Que les Ministres de la Cour de Madrid, qui tâchoient d'amufer Charles de l'espérance du mariage de sa fille avec le Prince d'Espagne, furent extraordinairement allarmez. Que la Cour de France en conçut de la jalousie. Que Louis crut qu'un Prince d'Orange étoit un parti trop au dessous d'une Princesse d'Angleterre, nièce des Rois de France & d'Espagne. Que Beverwen aiant eu ordre de demander de la part de Frederic Henri l'agrément de Louis pour le mariage, Sa Majesté ne voulut pas recevoir le compliment, sous prétexte que le Prince n'avoit dû rien conclure, sans lui communiquer l'affaire. Qu'elle causa tant de chagrin à Charles Louis Electeur Palatin qui se trouvoit à la Cour d'Angleterre, qu'il ne voulut pas rendre visite au Prince Guillaume venu à Londres pour son mariage, ni se trouver au festin des noces. Enfin, que les Anglois virent avec déplaisir la fille de leur Roi mariée à l'héritier d'une fort petite souveraineté, dont le père n'étoit que le Capitaine Général des Provinces-Unies.

Toutes ces particularitez sont ou absolument fausses, ou fort suspectes. La lettre d'Aersens que j'ai rapportée, est une preuve manifeste qu'on ne parla point de ligue

ligue entre l'Angleterre & les Provinces-Unies. Auroit-il osé nier si positivement une chose proposée tout publiquement en plein Parlement? L'Angleterre n'étoit pas alors *capable d'une si grande négociation*, comme Aersens l'a judicieusement remarqué. Il est vrai que le bruit en courut à Paris, & que la Cour de France parut alarmée. Une des grandes maximes politiques de Richelieu, c'étoit de ne souffrir point que les Provinces-Unies fussent trop étroitement liées à l'Angleterre. Les disgraces arrivées au Fils de son Maître, sont une preuve de la sage prévoyance du Cardinal. C'est pourquoi Aersens, qui n'ignoroit pas la jalousie de la Cour de France, prend si grand soin de protester au Maréchal de Châtillon, que les Ambassadeurs envoie à Londres, sont uniquement chargés de la négociation du mariage. Je n'ai pas de quoi combattre si directement ce que le même Historien ajoute du refus d'écouter Beverwert, & du chagrin de Louis sur la prétendue mesalliance de sa nièce. L'oncle du Prince Guillaume épousa la Nièce d'Henri IV. *à la mode de Bretagne*, comme on dit en France. Il n'y avoit donc pas de quoi se récrier si fort contre le mariage proposé. De plus, Richelieu ménageoit tellement Frederic Henri, que j'ai peine à me persuader, qu'il ait souffert que Louis rejetât si fièrement les civilitez du Prince, dans le temps même qu'on négocioit un traité avec les Etats Généraux, & qu'on don-

1641. donnoit libéralement une somme considérable d'argent, pour engager Frederic Henri à faire une puissante diversion dans les Pais-Bas. Si Louis XIII. eût reçu le don de Prophétie, nous pourrions croire qu'il fut véritablement affligé d'un mariage, qui devoit donner au monde un grand Roi, dont le courage héroïque, & la rare dextérité dans les négociations, devoient former des obstacles invincibles à l'exécution du projet que Richelieu formoit d'une Monarchie Universelle, & que Louis XIV. a si ardemment poursuivi.

Ce qu'on nous dit de l'Electeur Palatin a quelque fondement. Mais la chose est rapportée de travers. Charles Louis ne témoigna aucun chagrin du mariage du Prince Guillaume avec la Princesse d'Angleterre. L'un & l'autre étoient ses proches parens, & presque en même degré. Mais enflé d'une si belle alliance, Guillaume refusa de céder le pas à l'Electeur Palatin, & les Ambassadeurs des Etats firent de même. Entreprise que Grotius condamne hautement, & regarde comme une insulte faite contre toute sorte de raison, à la disgrâce d'un Souverain injustement dépouillé. *Je suis fâché, dit-il dans une de ses lettres, que le Prince Guillaume & les Ambassadeurs des Provinces-Unies, aient formé une contestation sur le cérémoniel à l'Electeur Palatin. Je voudrois qu'on en usât autrement avec un Souverain si malheureux, & depuis si longtemps.*

semp. Dans une autre. Il n'est pas surprenant que l'Electeur Palatin se plaigne de ce que les Ambassadeurs des Provinces-Unies lui refusent les honneurs que les Ministres des Têtes couronnées lui ont rendus ici sans difficulté. Que le jeune Prince d'Orange prétende régler son rang sur la naissance de son Epouse, c'est une nouveauté inouïe. Enfin dans une troisième. Le Comte de Leycester Ambassadeur d'Angleterre donna ici le pas à l'Electeur Palatin, & déclara qu'il ne rendoit point cet honneur au Neveu du Roi son maître, cette sorte de proximité en ligne collatérale, ne donnant aucun rang selon le cérémoniel d'Angleterre; mais à la dignité Electorale, qui suit immédiatement celle des Rois. Les Etats Généraux des Provinces-Unies en firent extraordinairement leur peau. J'apprehende qu'elle ne crève. Les Rois auront de la peine à leur accorder les honneurs dus aux Têtes couronnées. Je ne puis rien opposer de positif à ce que le même Italien dit du chagrin des Anglois sur la prétendue mesalliance de la fille de leur Roi. Je remarquerai seulement que ce fut tout au plus une délicatesse de quelques particuliers. Les bons Protestans & sur tout les Puritains indignez de ce qu'on avoit parlé de la marier au Prince d'Espagne, dûrent être contents de ce que Charles renonçant à l'espérance dont la Cour de Madrid le vouloit leurrer, préféroit un Prince Protestant, quoique d'un rang inférieur.

1641. L'Amiral Tromp conduisit Guillaume en Angleterre avec une flotte de 22. ou 23. vaisseaux de guerre. Le Comte de Lindsey alla de la part du Roi recevoir le Prince à Douvre, le mauvais temps l'avoit obligé d'y relâcher. On lui rendit à Londres tous les honneurs qu'il pouvoit désirer. Les fiançailles & le mariage se célébrèrent avec les cérémonies accoutumées. Les nouveaux mariez furent mis au lit nuptial, où ils demeurèrent quelques momens en présence du Roi, de la Reine, & de quelques autres personnes distinguées. Le bas âge de la Princesse n'en permettoit pas davantage. Quand il fut question de retourner en Hollande, Guillaume & les Ambassadeurs des Etats demandèrent plus d'une fois d'emmener la Princesse. Mais leurs instances appuyées de la recommandation de Marie de Médicis, furent inutiles. Charles & la Reine son épouse voulurent absolument retenir leur fille, jusques à ce qu'elle eût atteint l'âge prescrit pour ratifier elle-même les engagemens pris par son père & par sa mère. Cela fit dire dans le monde que l'affaire n'étoit pas encore certaine. *Les Anglois ont trois ans à délibérer*, écrit Grotius dans sa lettre du 29. Juin. *La Princesse peut tout rompre, si elle rétracte son consentement, quand elle aura douze ans. Combien a-t-on vu casser de pareils mariages contractez entre de jeunes Princes avant l'âge légitime?* Dieu voulut pour le salut de l'Angleterre,

gleterre, des Provinces-Unies, & de la 1641.
Maison d'Autriche même, si chagrine
alors de cette alliance, qu'elle fût enfin
consommée.

Je ne sai si l'envie de contenter son Ouverture
Parlement, assemblé dès le mois de No- du Parle-
vembre de l'année précédente, ne contri- ment d'An-
bua pas à la résolution que Sa Majesté gleterre.
Britannique prit de donner sa fille en ma-
riage au jeune Nassau. Les bons Pro-
testans Anglois crioient fort contre l'in-
dulgence du Roi, ou de ses Ministres au
regard des Papistes. Il étoit important
que par un témoignage authentique de
son attachement à la Religion qu'il a pro-
fessée jusques à la mort, Charles fermât
la bouche à ses ennemis secrets, ou dé-
clarez. Et en pouvoit-on souhaiter un
plus certain que cette alliance avec la
Maison d'Orange ? Le Roi insinuoit
même par là aux Puritains & aux Pres-
bytériens d'Angleterre, que s'il se croioit
obligé d'y maintenir & mêmes en Ecoffe,
le gouvernement Episcopal, il ne don-
noit pas aussi dans les sentimens outrez
de Laud & de quelques Ecclésiastiques
Anglois, qui sembloient prétendre
qu'il n'y a point de véritable Eglise Chré-
tienne sans Evêques. On appelloit alors
en Angleterre du nom odieux de *Puri-
tains*, c'est-à-dire, d'ennemis de la Re-
ligion établie par les loix, ceux qui se
plaignoient des atteintes données à la li-
berté du peuple, des entreprises de l'Ar-
chevêque de Cantorberi, & des nouveau-
tez

*Rushworth's
Historical
Collections.
IV. Vol.
Clarendon's
History. I.
Vol. 3. Book.*

1641. tez qu'il s'éforçoit d'introduire dans le culte & dans le gouvernement de l'Eglise. *Quiconque*, dit un membre fameux du Parlement dont je commence l'Histoire, dans une harangue à la Chambre des Communes, *tâche de régler sa conduite par les préceptes de l'Evangile, & par les loix du Roiaume, c'est, dit-on, un Puritain. Celui qui demande que l'Etat soit gouverné par des maximes, dont le Roi lui-même a reconnu la justice & l'utilité, doit s'attendre à passer pour un franc Puritain. Si je ne fais pas à mon prochain ce que je ne voudrois pas que les autres me fissent, me voilà incontinent décrié comme un Puritain. En un mot, l'unique application de certains gens, c'est de faire accroire au monde que le zèle pour la pureté de la Religion & des mœurs, n'est que l'esprit de je ne sais quel parti formé dans l'Etat.*

On a vû la même chose en France au commencement de la Réformation, & dans les contestations des Catholiques Romains de ce Roiaume & des Pais-Bas Espagnols, à l'occasion de ce qu'on nomme le Jansenisme. Elle se trouve encore malheureusement en Angleterre. Au temps de Charles I. on se traitoit réciproquement de *Puritains*, & de *Papistes déguisez*, comme on s'entr'appelle maintenant *Wigs* & *Tories*. Il y avoit des deux côtez des gens bien intentionnez. Les uns demandoient la conservation des loix & de la liberté de la patrie. Mais ils s'opposoient à certaines entreprises de

de la Cour , & à quelques innovations faites par l'Archevêque de Cantorberi, de peur qu'en souffrant les impôts mis contre les formes ordinaires , & le rétablissement des cérémonies sagement abolies dans le culte, l'autorité du Parlement ne fût anéantie , & que le peuple ne revint insensiblement aux superstitions de l'Eglise de Rome. Les autres craignoient un trop grand affoiblissement de l'autorité Roiale , & que les prétendus défenseurs de la liberté du peuple ne tendissent secrètement à changer une Monarchie modérée en une véritable Démocratie. L'événement a fait voir que la crainte de ceux-ci n'étoit pas mal fondée. Les Puritains avoient de leur côté grand sujet d'appréhender que ceux qui se couvroient du nom spécieux de *bons serviteurs du Roi*, ne pensassent à lui donner un pouvoir arbitraire, afin d'établir mieux leur fortune, & de disposer des emplois & des finances selon leurs intérêts particuliers. Laud Archevêque de Cantorberi étoit Protestant & fort opposé aux dogmes principaux de l'Eglise Romaine : cela est incontestable. Mais il ne voioit pas que les Emissaires secrets de la Cour de Rome appuiez par la Reine Henriette, maîtresse de l'esprit du Roi son époux , & conduite par des Prêtres, & par le Nonce du Pape, se servoient finement de la passion que le Roi & le Primat d'Angleterre témoignent de rétablir certaines choses abolies, & de donner

1641. ner plus de juridiction & d'autorité aux Evêques, afin que le peuple accoutumé à un culte plus pompeux & à un gouvernement plus hiérarchique, se soumit avec moins de répugnance à la Monarchie du Pape & aux décisions de l'Assemblée de Trente, quand on jugeroit à propos de les faire recevoir en Angleterre.

Il faut avouer de bonne foi qu'au temps dont j'écris l'histoire, il y avoit dans le parti Puritain un grand nombre de Presbytériens outrez, & de francs Républicains, & que la faction opposée se laissoit trop aveuglément gouverner par des fauteurs du pouvoir arbitraire, & par je ne sai quels *demi-Papistes*. Ces deux partis subsistent toujours en Angleterre. Ils ont seulement changé de nom. A la guerre civile près, on se traverse, on s'attaque réciproquement avec autant & plus d'animosité que jamais. Si les *Tories* ont le dessus, ils entreprennent de ruiner tous les *Wigs*. Dès que ceux-ci sont les plus forts, ils pensent à chasser de la Cour & des emplois tous ceux du parti opposé, sans aucun égard à la probité, aux droites intentions, & à l'habileté des plus modérez de l'un ou de l'autre parti. De là ces tempêtes & ces révolutions fréquentes à la Cour d'Angleterre, où l'homme le plus propre à bien remplir un poste important, n'a jamais le temps de se former aux affaires, & d'acquiescer l'expérience nécessaire.

Malheur

Malheur certainement déplorable ! Les suites funestes que ces divisions peuvent avoir , font trembler les bons Anglois. Ne réfléchira-t-on jamais sur ce que le feu Roi Guillaume d'immortelle mémoire dit dans sa harangue au dernier Parlement qu'il convoqua. Il conjuroit tous ses sujets qu'on n'entendit plus parler parmi eux d'aucun autre parti que de celui de *Protestant* & de *Papiste*, & que les Protestans sincèrement réunis concourussent unanimement à se défendre contre leurs ennemis communs : souhait digne de ce grand Prince. Il y a d'honnêtes & de malhonnêtes gens parmi les *Wigs* & les *Tories*. Plusieurs de ceux-ci sont véritablement attachés à la Religion Protestante, chérissent tendrement la liberté de leur patrie, & ne cherchent qu'à maintenir ce qui a été sagement établi depuis la dernière révolution. Jaloux seulement de la conservation du culte ordonné par les loix, du gouvernement Episcopal, & des anciennes prérogatives de la Couronne, ils craignent qu'on n'y donne de trop grandes atteintes. Leur zèle est-il blâmable ? On trouve de même chez les *Wigs* des gens de bien, ravis que la Religion établie par les loix, & le gouvernement Royal subsistent. Ils sont seulement ennemis du pouvoir arbitraire, & zélés défenseurs de la liberté du peuple. D'où vient donc que des gens dont les intentions & les sentimens sont conformes dans le fonds, ne se peu-

1641. vent accorder entr'eux. Le voici à mon avis.

Outre que ceux qui ont le plus de crédit dans l'un ou l'autre parti, pensent souvent moins au bien de la Religion & de la patrie, qu'à leurs intérêts particuliers, il y a des gens qui cherchent à entretenir la division dans l'Etat. Les uns ont hérité de leurs pères, ou pris par eux-mêmes, des sentimens Républicains & Presbytériens. Les autres amis du pouvoir arbitraire, & indifférens sur l'article de la Religion, ne seroient pas fâchez de voir une nouvelle révolution; persuadez qu'ils sont que les principes de celle qui est heureusement arrivée, sont trop contraires à l'avancement de leur fortune. Dans les deux partis on fait généralement profession d'un attachement sincère & inviolable à la Religion Protestante. Cependant, parmi ceux qui prétendent de se distinguer d'un côté, ou de l'autre, vous en trouverez qui se déclarent ouvertement contre toute la Religion révélée; à peine s'en tiennent-ils à la Religion naturelle. Tel *Torie* veut passer pour un zélé défenseur de l'Eglise Anglicane, qui se vante hautement & sans façon de n'être point allé aux prières publiques depuis plusieurs années. Certain *Wig* se fera un mérite de son attachement à la Religion Protestante, & de sa haine pour le Papisme. Cependant il n'a ni honneur, ni probité. Il ne va presque jamais à l'Eglise. S'il y paroît quelquesfois, c'est par

par bienfaisance, ou par politique. Dès 1641.
qu'il se croit en liberté dans sa famille,
ou avec ses amis, il débite des impiétés
abominables. Ces remarques peuvent
servir à connoître l'état de l'Angleterre
sous le règne de Charles I. & celui où elle
se trouve maintenant. Je reviens à l'ou-
verture du second des deux Parlemens
convoquez en 1640.

Le 3. Novembre selon le stile du Ro-
yaume, Charles se rendit à Westminster,
& aiant fait appeller la Chambre des Com-
munes à celle des Seigneurs, où il étoit
assis sur son trône, il déclara que l'évé-
nement n'ayant pas répondu à ses bonnes
intentions, pour appaiser les mouve-
mens excitez en Ecosse, il avoit pris la
résolution de se reposer uniquement sur
l'affection & sur la fidélité de ses sujets
Anglois. Sa Majesté recommanda in-
stamment aux deux Chambres de pour-
voir aux moiens d'obliger les *Ecossois re-
belles* à sortir de la Province de Northum-
berland & de quelques endroits voisins, où
ils se maintenoient depuis leur irruption
en Angleterre., promit d'avoir égard &
de remédier efficacement aux justes su-
jets de plainte donnez aux Anglois par
l'introduction de divers abus; protesta
que l'unique but de tous ses projets, c'é-
toit de rendre l'Angleterre *le plus glo-
rieux, le plus florissant Roiaume* de l'Ea-
urope; & conclut en disant qu'il ne tien-
droit pas à lui que le Parlement assemblé
ne fût un bon & heureux Parlement. Jean

1641. Finch Garde du grand ſceau d'Angleterre fit enfuite un long diſcours flatteur & affez mal tourné, où il rendit compte aux deux Chambres de ce qui s'étoit paſſé l'été précédent à York, & dans les négociations entamées avec les Ecoſſois à Rippon. Les Communes ſe retirèrent pour choiſir leur Orateur. Celui que le Roi deſtinoit à remplir ce poſte important, n'ayant pû être élu membre du Parlement, ni à Londres, ni en aucun autre endroit, le Chevalier Henri Vane propoſa Guillaume Lenthal Avocat d'un mérite médiocre, ſi nous en croions le Comte de Clarendon. Les Communes l'acceptèrent, & le Roi agréa leur choix deux jours après.

La Chambre des Communes retentit de plaintes & de cris contre le gouvernement. Divers membres aiant préſenté les requêtes d'un grand nombre de Provinces & de villes, dont les habitans crioient contre les abus introduits dans le gouvernement, Pym, Rudyard, Bagshaw, Holland, Digby, Culpeper, Grimſton, & Deering, haranguèrent fort vivement durant deux ou trois jours. Selon l'uſage du Parlement d'Angleterre, ces nouveaux Tribuns du peuple parlèrent reſpectueuſement de la perſonne & de la conduite du

Rushworth's Historical Collections. IV. Vol. Clarendon's History. I. Vol. 2. Book. Roi. Mais ils ſe déchainèrent d'une étrange manière contre ſes Miniſtres, ſans en nommer aucun en particulier. Voici à quoi ſe réduiſoient les plaintes affez juſtes & bien fondées des harangueurs, choiſis apparemment par le parti Puritain; aux atteintes données à la liberté des Parlements;

mèns ; à la prompte & soudaine dissolution de tous ceux que le Roi avoit convoquez ; au long temps écoulé sans en assembler aucun ; à la connivence dangereuse pour les Papistes ; aux innovations faites dans la Religion ; aux entreprises sur les droits du peuple ; aux impôts ordonnez & rigoureusement exigez sans le consentement du Parlement. *Quand les membres de la Chambre des Communes ont voulu parler selon les lumières de leur conscience , disoit-on , des gens apostez les ont malignement interrompus , ou détourniez. Quelques-uns ont été mis en prison & y sont demeurez jusques à la fin de leur vie ; pour des choses faites ici , dont cette Chambre a seule droit de connoître. Dès qu'un Parlement a paru penser sérieusement à obtenir la réformation des abus , il a été subitement congédié. L'exécution des loix faites contre les Papistes , est suspendue. Ils viennent en foule de tous côtez à Londres ; savent tout ce qui se passe au Conseil du Roi , & ceux de leur Religion qui remplissent des postes importants , ont soin d'en informer le Nonce secret du Pape à la Cour. Les dogmes & les cérémonies de l'Eglise de Rome s'introduisent ouvertement. Les Evêques entreprennent sur l'autorité du Roi & du Parlement , ordonnent des levées de deniers , & persécutent les Ecclésiastiques inférieurs , qui refusent de se soumettre à je ne sai quels canons publiez dans un prétendu Concile National tenu depuis peu.*

1641.

Deering s'étendit plus que les autres sur les manières impérieuses & arrogantes de Laud Archevêque de Cantorberi, que ce Chevalier accusoit de se vouloir faire *Patriarche*, & mêmes *Pape* en Angleterre. Que ceux qui se plaignoient si amèrement de Laud & des autres Ministres de Charles, fussent des gens sans passion, qui ne pensoient qu'au bien de la Religion & de l'Etat, je n'en répons pas. Deering paroît plus choqué de ce que l'Archevêque avoit rejeté avec trop de hauteur & d'incivilité, la demande qu'il lui avoit faite en faveur d'un Ecclésiastique de ses amis, que de toutes les autres entreprises qu'on reprochoit à ce Prélat. Mais la passion, & les déclamations souvent outrées des ennemis de Laud, ne le disculpent pas. Il fut trop imprudent, & ne se mit pas en peine de ménager les esprits, en un temps & dans un pais, où il y avoit une infinité de personnes prévenues contre le faste & la domination des Prélats, qui aspiroient aux premiers emplois de l'Etat; & allarmées de ce que la Reine Henriette superstitieuse & bigote au dernier point, avoit un pouvoir presque absolu sur l'esprit du Roi son époux. On craignoit, & ce n'étoit pas sans fondement, qu'elle ne pervertit Charles & les Princes ses fils. Si le Roi fut résister aux insinuations d'Henriette, il est du moins certain qu'elle inspira son Papisme au Prince de Galles & au Duc d'York. Malheur, qui auroit causé la

ruine

ruïne entière de l'Angleterre, & de toute l'Europe si les petits-enfans de Charles & d'Henriette n'y avoient pas heureusement remédié. La manière dont Pym & les autres harangueurs se récrient contre le Clergé, qui soutenoit que l'ordre & la supériorité des Evêques est de droit divin, donne à penser que ces Messieurs étoient de francs Presbytériens, peut-être des Indépendans, qui méditoient autre chose que la réformation de l'arrogance des Evêques. Cela peut bien être. Laud ne l'ignoroit pas. Et c'est ce qui le devoit rendre plus circonspect & plus réservé. On trouve encore dans leurs discours, un dénombrement des impôts mis contre les formes ordinaires depuis le commencement du règne de Charles. Ils insistèrent particulièrement sur ceux de la *Douane* & de la *Marine* dont j'ai souvent parlé. Pym n'oublia pas que les Ecclésiastiques ambitieux & flatteurs favorisoient les entreprises faites sur la liberté du peuple, en prêchant que *le Roi peut faire tout ce qu'il veut*, & se récria fortement sur ce que le Docteur Manwaring flétri pour avoir enseigné ce dogme tyrannique, avoit obtenu un Evêché.

Rudyard attaqua principalement les Ministres de Charles. *Ce sont des gens, dit-il, qui ont incessamment le service du Roi à la bouche, & qui ne pensent qu'à leurs intérêts particuliers. Ils exaltent le pouvoir du Souverain, & le rendent in-*

1641. tile à Sa Majesté & pernicieux au peuple. Ils ont épuisé le trésor Royal. Après qu'ils ont porté les choses à de fâcheuses extrémités, ils croient que tout leur est permis pour y remédier, & leurs prétendus remèdes sont encore plus dangereux que le mal. Ils ont renversé le meilleur gouvernement du monde, qui consistoit dans le juste tempérament du pouvoir souverain & de la liberté du peuple. Si nous les en croions, le Roi est l'unique auteur des désordres dont nous nous plaignons. Excuse indigne d'un bon Ministre d'Etat, qui doit exposer sa propre réputation pour disculper son maître. Disons le hardiment. Sa Majesté auroit pris de meilleures mesures, si on ne l'eût pas détournée de suivre ses bonnes intentions. On lui insinua que si elle souffre qu'on l'oblige à éloigner ses Ministres, elle ne trouvera plus de fidèle serviteur. Maxime fautive & contraire à celle du plus sage de tous les Princes, qui dit qu'en écartant les méchans de la personne du Roi, on affermit son trône. Le vrai moyen de faire que le Roi soit bien servi, c'est de lui ôter ses Ministres ignorans, ou mal intentionnez. Bagshaw se leva ensuite, & insinua sans façon qu'il falloit pendre les principaux Ministres de Charles. Holland mit au nombre des griefs de la nation, l'entretien des étrangers qui coutoit extrêmement au Roi. Il désignoit apparemment la Reine Marie de Médicis. Richelieu la vouloit faire chasser d'Angleterre. Peut-être que ce Chevalier étoit

un de ceux dont le Cardinal se servoit 1641.
pour exécuter son projet.

L'Histoire du Comte de Clarendon ne s'accorde pas ici avec les actes publics, ni avec les mémoires du temps. Il raconte que Pym déclama dans sa première harangue contre le Comte de Strafford; qu'il le nomma même, & que la Chambre des Communes animée par les invectives de ce *Gracchus* d'Angleterre, prit dès-lors la résolution de se porter partie contre le premier Ministre du Roi. On nous a conservé le discours de Pym. Je n'y trouve rien de ce que Clarendon rapporte. Après la lecture de diverses requêtes présentées le 7. Novembre, Pym rompit la glace & remontra vivement les abus introduits. Le 9. on résolut de prier la Chambre des Seigneurs de se joindre à celle des Communes pour demander au Roi qu'il lui plût d'ordonner un jeûne public. Le 11. Pym proposa d'accuser de Lèze-Majesté, le Comte de Strafford nouvellement arrivé de l'armée, & qui contre le sentiment de ses meilleurs amis étoit allé à la Chambre des Seigneurs. De manière qu'il y a de l'apparence, que pour imiter les Historiens Grecs & Latins, le Chancelier d'Angleterre fait parler Pym, comme on peut supposer que le plus violent ennemi de ce Ministre d'Etat auroit dû parler en pareille rencontre. Un Auteur présent à ce qu'il raconte, doit-il prendre une liberté, pardonnable tout

2641. au plus à ceux qui écrivent l'Histoire , moins pour conserver la mémoire des événemens , que pour exercer leur éloquence ?

Puisqu'il n'est pas impossible que Pym ait dit quelque chose d'approchant dans une autre occasion , & que le Comte de Clarendon se soit seulement mépris à la date , je traduirai ici son récit. Le voici. *Dès le premier jour des délibérations de la Chambre des Communes , Pym déplora dans un discours long & étudié , l'état malheureux du Roiaume , exagéra fortement tout ce qui s'étoit fait mal à propos , avança que c'étoit la suite d'un complot malicieusement formé , pour changer l'ancienne constitution du gouvernement d'Angleterre , pour renverser les loix , & pour dépouiller les sujets de leurs privilèges & de leur liberté ; se plaignit de ce que le Conseil privé du Roi usurpoit un pouvoir entièrement arbitraire ; soutint que ceux dont il étoit composé , régloient tout à leur fantaisie , & que l'Angleterre gémissoit sous le règne d'un Prince religieux & vertueux , qui aimoit véritablement son peuple & la justice. Après quelques éloges donnés malignement au Roi , afin d'enfoncer le poignard sous quelque apparence de respect , si nous remontons , ajouta le harangueur , jusques à la source des eaux empoisonnées dont le Roiaume est inondé , nous la trouverons dans les insinuations de certaines gens , qui ont un crédit extrême auprès du Roi , qui lui donnent de fausses*

fausses impressions & de mauvais conseils, qui abusent de son nom & de son autorité, pour appuyer leurs pernicious desseins.

Je sçai bien qu'il y en a plusieurs de ce caractère. Mais je ne puis me dispenser d'en nommer un, qui a plus de part que les autres à l'administration des affaires; homme d'un génie supérieur, d'une habileté consommée, & capable d'exécuter les projets les plus difficiles. Vous pouvez vous souvenir, Messieurs, du zèle ardent qu'il témoigna autrefois dans cette Chambre pour la conservation des loix & de la liberté du peuple. Depuis que séduit par son ambition, il est tombé dans une lâche apostasie, nous l'avons vû devenir le plus violent & le plus dangereux ennemi de la patrie. *Pym nomma pour lors le Comte de Strafford, & fit un long dénombrement de plusieurs actions tyranniques imputées à ce Seigneur, en Angleterre & en Irlande, s'étendit sur les mauvais conseils qu'on le soupçonnoit d'avoir donnez au Roi, parla de l'orgueil & des galanteries du Comte, & finit en disant qu'on ne devoit attendre aucun remède au mal universellement répandu, tant qu'un pareil Ministre auroit du crédit auprès du Roi & de l'influence aux résolutions de son Conseil.* Je trouve que dans la suite de l'accusation intentée contre Strafford, on lui reprocha certaines amours, & qu'on n'omit rien de tout ce qui lui pouvoit donner du ridicule, ou le rendre

1641. odieux. Mais je ne voi point que dans leurs premières harangues, à la Chambre des Communes, Pym & les autres aient rien dit de semblable. Cela me donne à penser que le Chancelier d'Angleterre ne suit pas exactement l'ordre du temps, & que sa mémoire le trompe en certaines rencontres, sur les circonstances d'une grande affaire à laquelle il a été présent.

Le Comte de Strafford Irlandois choisi membre du Parlement par le crédit des ennemis du Comte de Strafford, contre lequel il se déchainoit, aiant proposé à la Chambre des Communes, de prendre une connoissance particulière des affaires d'Irlande, que Clotworthy représentoit comme desespérées, à cause de la mauvaise administration de Strafford Lieutenant * général ou Viceroy de ce Roiaume, on résolut d'examiner l'état présent de ce pais, non dans un bureau † particulier de quelques Commissaires nommez pour cet effet, mais dans l'assemblée †† générale de la Chambre. Les amis du Comte jugèrent que cette démarche tendoit à le perdre. On lui dépêche donc incessamment un exprès dans la Province d'York, où il étoit alors, afin de l'en avertir. C'est à vous, lui disoit-on, de voir quel parti vous devez prendre, ou de demeurer à la tête de l'armée que vous commandez, ou de venir au Parlement. Si ce dernier est plus de votre goût,

*Rushworth's
Historical
Collections.
IV. Vol.
Trial of the
Earl of
Strafford.
Clarendon's
History. I.
Vol. 3. Book.*

* Lord Lieutenant of Ireland. † Committee.
†† Committee of the Whole House.

ne perdez point de temps. Prévenez vos ennemis, & accusez les le premier d'avoir appelé les Ecoissois dans le Roiaume, en cas que vous en aiez des preuves suffisantes. Vous savez le danger que courut le Comte de Bristol, en se laissant prévenir par le Duc de Buckingham. Soit que ce fût un effet de sa fierté naturelle; soit qu'il se reposât sur le témoignage de sa conscience, Strafford se détermina d'abord à venir au Parlement. Ceux de ses amis qui se trouvoient auprès de lui, tâchèrent de le détourner d'une résolution qui leur sembloit imprudente. Mylord, lui remontrèrent-ils, les gens sages blâmeront la précipitation avec laquelle vous allez vous mettre à la discrétion de vos ennemis. Le parti Puritain est le plus fort dans le Parlement. Les Ecoissois y ont formé une puissante cabale contre vous. Demeurez à l'armée; vous y êtes aimé. Vous pouvez encore vous retirer en Irlande. Vous avez là un grand nombre de gens à votre dévotion. Si le Parlement veut vous condamner par contumace, vous trouverez un azile dans les pais étrangers. Eviter de comparoitre devant un Tribunal, où le crédit & la puissance de vos ennemis, ne vous permettent pas d'espérer une juste protection, est-ce avouer que vous êtes coupable? Mettez votre personne en seureté jusques à ce que l'orage formé contr'elle, soit dissipé. Dans la situation présente des affaires, vous serez par tout ailleurs plus utile au Roi, que dans son Conseil.

1641. Prévenu qu'il avoit en main de quoi prouver que l'irruption des Ecoſſois en Angleterre , étoit l'effet d'un complot de quelques Puritains des deux Chambres du Parlement avec les Conféderez d'Ecoſſe, Strafford prend incontinent la poſte , & arrive à Londres. Son deſſein , c'étoit d'accuſer le Vicomte Say, *l'Oracle des Puritains*, dit Clarendon , & quelques autres que le Chancelier d'Angleterre ne nomme pas. Mais la partie étoit trop bien liée contre le Viceroi d'Irlande. Ses ennemis informez apparemment de ſon arrivée , & du deſſein qu'il avoit de paroître le 11. Novembre à la Chambre des Seigneurs , & d'accuſer les auteurs du complot fait avec les Ecoſſois , furent plus habiles & plus diligens que lui. Ce jour-là même, Pym ſe lève dans la Chambre des Communes ; dit qu'il a quelque choſe d'une extrême importance à propoſer ; demande qu'on faſſe retirer tout le monde des endroits , où ce qui ſe dit dans la Chambre peut être entendu , & que les portes ſoient bien fermées. *Nous avons reçu*, dit-il alors, *des informations qui nous donnent un fondement légitime d'accuſer Thomas Comte de Strafford du crime de * Léze-Majeſté. Il eſt nouvellement venu de l'armée. Je demande qu'il plaiſe à la Chambre de nommer des Commiſſaires pour examiner les mémoires donnez contre lui, & pour en faire leur rapport. On en choiſit ſept ſur l'heure. Soit que*

* *Higb Treason.*

que ce fût un pur hazard; soit que la Cour avertie de la proposition qui se devoit faire, voulût empêcher les Communes de passer outre, deux Magistrats vinrent de la part des Seigneurs avertir la Chambre Basse que le Roi avoit ordonné aux Commissaires nommez par Sa Majesté, pour négocier avec les Ecoissois à Rippon, de rendre compte aux deux Chambres, de tout ce qui s'y étoit passé, & que pour cet effet, les Pairs souhaitoient de conférer avec les Communes. On répondit au message que la Chambre Basse étoit occupée à l'examen d'une affaire importante, qu'elle ne croioit pas avoir ce jour-là, le loisir d'entrer dans aucune conférence avec les Pairs, & qu'on les prioit d'attendre jusques à ce que l'affaire entamée fût finie.

Les sept Commissaires nommez aiant fait leur rapport aux Communes, on résolut d'envoyer incessamment un message à la Chambre Haute, pour déclarer aux Pairs du Roiaume, que la Basse accusoit le Comte de Stratford du crime de Lèse-Majesté; que dans peu de jours elle produiroit les chefs d'accusation en particulier, & que le Comte fût exclus du Parlement, & mis en prison. Je m'attache ici au récit de celui qui nous a donné le journal & un recueil des pièces du plus fameux procès qui fut jamais. On y voit un Seigneur Viceroi d'Irlande, Général d'armée, & grand Ministre d'Etat accusé conjointement par les sujets des trois

Roiau.

1641. Roiaumes de son Maître. Cet Auteur me paroît préférable au Comte de Clarendon pour plusieurs raisons. Le silence du premier pourroit me faire douter d'une circonstance rapportée par le second, si je ne savois que plusieurs choses échappent à l'Historien le plus exact, & que le témoignage d'un grand Magistrat, présent à ce qu'il raconte, ne doit pas être facilement rejeté. Le Chancelier d'Angleterre dit donc, que le Lord Falkland, qui d'ailleurs n'étoit pas ami de Strafford, voulut arrêter une précipitation qui lui paroissoit peu digne de la gravité de l'Assemblée. *Je suis convaincu, dit-il, que nous avons suffisamment de quoi attaquer le Viceroy d'Irlande. Mais je prie la Chambre d'examiner si elle peut bonnêtement se déclarer partie, sans avoir préalablement digéré les chefs de l'accusation qu'on lui propose d'intenter. Le moindre délai, reparti brusquement Pym, est capable de nous déconcerter. Le Comte de Strafford peut tout auprès du Roi & de la Reine. Dès qu'il se verra menacé, ne doutons point que pressé par les remords de sa conscience, il ne persuade au Roi de congédier le Parlement. Que si l'accusation est une fois commencée, le voilà mis en prison, & hors d'état de surprendre le Roi. Quelques-uns aiant témoigné de la répugnance à consentir que la Chambre agit contre un Seigneur, dont le crime ne paroissoit pas encore avéré; il n'y a point de scrupule à faire, leur repliqua-t-on. Notre Cham-*
bre

bre ne juge pas ; elle défère seulement un homme justement soupçonné. C'est aux Seigneurs de décider , si la combinaison de plusieurs choses imputées au Comte de Strafford , fait un crime de Lèse-Majesté , ou non. 1641.

Quoi qu'il en soit de ces circonstances, Pym accepte volontiers la commission de porter à la Chambre Haute la résolution de la Basse. *Mylords* , dit-il , les Chevaliers députés par les Provinces , les Gentilshommes qui représentent les villes & les bourgs d'Angleterre , maintenant assembles en Parlement , ont été informés qu'un Pair du Roiaume a conçu des desseins , & commis des actions contraires à la fidélité qu'il a jurée au Roi , & à l'amour qu'il doit avoir pour sa patrie. C'est de leur part que je viens vous déclarer qu'ils accusent au nom de toutes les Communes d'Angleterre , Thomas Comte de Strafford Viceroy d'Irlande , comme coupable du crime de Lèse-Majesté. J'ai ordre de vous demander qu'il soit exclus du Parlement & mis en prison. Les Communes fourniront dans peu de jours les chefs & les fondemens de l'accusation intentée. Dès que Pym eut achevé , dit le Comte de Clarendon , plusieurs membres de la Chambre Haute se mirent à crier d'une manière tumultueuse & indigne de leur rang , que Strafford eût à se retirer pendant qu'on délibéreroit sur la demande des Communes. Le Comte se mit alors à déplorer son malheur , & à protester de son innocence. Il
conju-

1641. conjura les Seigneurs de le laisser en liberté jusques à ce que ses accusateurs prouvassent quelque chose contre lui, & les pria de considérer que sans donner eux-mêmes atteinte à leurs privilèges & aux droits de leur naissance, ils ne pouvoient ordonner qu'un Pair du Roiaume fût exclus du Parlement, & mis en prison sur une accusation vague & indéterminée. Les remontrances de l'infortuné Strafford ne furent pas écoutées. La cabale de ses ennemis étoit trop nombreuse & trop puissante. Il fallut se retirer. Après une délibération assez courte, on le rappelle, on lui ordonne de se mettre à genoux, & le Garde du grand seau lui prononce, qu'en conséquence de la résolution prise contre lui dans la Chambre Basse & envoyée à la Haute, les Seigneurs ont jugé qu'il devoit être exclus du Parlement & conduit en prison par l'Huissier de leur Cour. Cela fut incontinent exécuté.

Tels furent les principaux chefs d'accusation que Pym porta le 25. Novembre de la part des Communes aux Seigneurs. Que le Comte de Strafford avoit tâché de renverser les loix fondamentales du gouvernement d'Angleterre & d'Irlande; d'y introduire le pouvoir arbitraire & la tyrannie, & de porter le Roi à employer la force des armes, afin d'obliger ses sujets, à s'y soumettre. Si les François eussent su conserver la liberté de poursuivre ainsi des Ministres d'Etat infiniment
plus

plus coupables que celui dont je parle, Louis XIII. & son Fils n'auroient pas réduit une nation originairement aussi libre que l'Angleterre, à un triste & honteux esclavage. Bien loin de profiter des occasions qui se sont présentées, quand Marie de Médicis & Gaston Duc d'Orleans héritier présomptif de la Couronne, ont envoyé des requêtes au Parlement contre le Cardinal de Richelieu ; qui a seulement osé ouvrir la bouche ? Et qui depuis a eu le courage de s'opposer aux Colberts, aux Telliers, & aux autres Conseillers, ou instrumens de la tyrannie de Louis XIV ? Les Princes, les Grans Seigneurs, les Magistrats donnèrent quelque signe de vie contre le Cardinal Mazarin au commencement du règne présent. Mais ils devinrent ensuite les plus lâches adorateurs de la fortune de cet Italien. Les autres chefs d'accusation contre Strafford, lui imputoient d'avoir usurpé l'autorité souveraine, & commis un grand nombre d'actions tyranniques, fait mourir injustement quelques personnes, ôté la liberté à d'autres, & dépouillé plusieurs de leurs biens & de leurs terres. Qu'il s'étoit approprié une grande partie des revenus du Roi, & qu'il n'avoit rendu aucun compte des sommes d'argent mises entre ses mains. Qu'il avoit abusé de l'autorité que ses emplois lui donnoient, favorisé les Papistes, & lié une étroite correspondance avec eux. Qu'il avoit livré à la mort plusieurs sujets
du

1641. du Roi. Qu'il étoit caufe de la défaite de l'armée d'Angleterre par celle des Conféderez d'Ecoffe à Niewborne, & de la prife de la ville de Niewcastle, afin d'engager les deux nations dans une querelle irréconciliable. Qu'il avoit traversé les deffeins justes & légitimes des Parlemens précédens, animé Sa Majesté contre ceux qui vouloient y faire leur devoir, & suscité une mesintelligence ouverte entre le Roi & ses sujets.

La Chambre des Communes se rend formidable. Finch Garde du grand sceau & Windebank Secrétaire d'Etat, sortent d'Angleterre pour éviter les poursuites. Les Puritains ne s'appliquoient pas moins à rendre leur parti plus nombreux & plus puissant dans la Chambre des Communes, qu'à perdre le Comte de Strafford, & quelques autres Ministres du Roi. Il arrive toujours que plusieurs élections faites dans les villes, ou dans les Provinces, sont douteuses & contestées. Deux personnes prétendent être légitimement élus dans le même endroit. En ce cas, la Chambre des Communes juge de la validité de l'une, ou de l'autre election. Les Puritains eurent grand soin de faire casser celles des gens qui ne leur étoient pas dévouez & de préférer ceux sur le suffrage desquels ils pouvoient compter. Contre les règles de l'équité naturelle, on établit ce faux, mais spécieux principe, qu'en ce qui concerne l'élection des membres du Parlement, il faut uniquement avoir égard au mérite personnel & à l'habileté des gens. Cela est bien vrai en un sens. Ceux qui ont droit de choisir un membre du Parlement, sont

Rushworth's
Historical
Collections.
IV. Vol.
Clarendon's
History.
I. Vol.
3. Book.

font obliger en conscience de donner leur suffrage à la personne qui a le plus de probité, de religion, & de zèle pour le bien de la patrie. Mais après que le choix est fait, ceux qui jugent de sa validité, en cas de contestation, ne doivent plus se régler que sur les loix établies pour l'élection des membres du Parlement. Selon la fausse maxime que je réfute, le parti supérieur dans la Chambre des Communes, prendroit un pouvoir purement arbitraire, & se donneroit la liberté d'agir & de décider indépendamment des loix. 1641.

Cependant cette injustice n'est encore que trop ordinaire en Angleterre. Dès qu'un des deux partis se trouve plus nombreux dans la Chambre des Communes, tous ceux de la faction contraire, dont l'élection est contestée, ne manquent guères d'être rejettés. Si vous objectez à des gens qui se piquent d'ailleurs de droiture & de probité, qu'une pareille partialité n'est pas permise, moi, vous répondra-t-on froidement, *je ne croi pas devoir admettre dans la Chambre, une personne qui sera d'un avis contraire au mien.* De là ces décisions injustes & bizarres, mais pourtant fort fréquentes en Angleterre, à l'ouverture d'un nouveau Parlement. Telle élection est déclarée valide; & sur le même fondement une autre est cassée. Si vous croiez, ai-je dit quelquesfois à des gens de ma connoissance, qu'en pareil cas il vous est permis d'avoir seulement égard au mérite & à l'habileté; d'où

1641. *d'où vient que vous avez opiné en faveur d'un Gentilhomme, qui de notoriété publique, est infiniment moins propre à remplir la place que celui qui se trouve exclam ?* A une instance si forte, il ne faut pas attendre une réponse raisonnable. On vous donnera seulement à penser, que le mérite le plus solide dans l'opinion de ceux de chaque parti, c'est de suivre les mêmes sentimens, & de se conduire par les mêmes préjugés.

Voici une autre chose que le Comte de Clarendon ne blâme pas moins que la première, dans les procédures du Parlement dont je parle. La Chambre des Communes déclara que tout Gentilhomme, quelque légitime que pût être le choix fait de sa personne, pour être membre du Parlement, n'y pourroit être admis, s'il avoit eu part à la levée d'un des impôts extraordinaires, ou s'il l'avoit seulement favorisée. Par ce moien, plusieurs gens de mérite & de bonne maison, se virent exclus du Parlement. Il arriva même que certains qui se trouvoient dans le cas, furent exceptez, parce qu'on les crut disposés à seconder les plus violens ennemis du Ministère. Irrégularité que le Roi reprocha depuis tout publiquement à la Chambre des Communes. Le Comte de Clarendon s'élève contre ces procédures qu'il croit insoutenables. Je n'entreprends pas de les justifier. Mais peut-on se dispenser de blâmer les Ministres de Charles, & de plaindre ce Prince infortuné ? Par leurs mau-

mauvais conseils, les uns l'engagèrent à des démarches, qui donnèrent aux Anglois des prétextes plausibles de faire & d'exiger trop de choses. D'un autre côté, le Roi trop facile & peu prévoyant, ne s'aperçut pas qu'on le réduisoit à la nécessité de ne rien refuser à un Parlement, dont le peuple irrité & soulevé, appuioit les demandes les plus exorbitantes. Telle fut l'origine des malheurs inouis de Charles.

Le dernier & le plus dangereux artifice de ceux qui dominoient dans la Chambre des Communes, ce fut de la rendre la plus redoutable qu'il seroit possible, & de lui inspirer des résolutions capables de jeter l'épouvante dans toute l'Angleterre. Ces Messieurs aiant déclaré le 7. Septembre après une harangue de Falkland sur l'impôt * *de la Marine*, qu'il étoit contraire aux loix du Roiaume, aux droits, à la liberté du peuple, & résolu qu'un certain nombre de Commissaires nommez, iroient demander aux Juges d'Angleterre, quelles sollicitations, quelles menaces on avoit employées, pour les porter à signer que le Roi le pouvoit légitimement exiger : dès ce moment, les Ministres, & les Conseillers d'Etat, les Lieutenants des Provinces, leurs Députés, les Sherifs, les Magistrats, se virent tous en danger d'être recherchés & poursuivis. Peu d'entr'eux n'avoient pas eu part à la levée de cet impôt, ou de quelques autres pareillement

décla-

* *Ship Money.*

1641. déclarez illégitimes par la Chambre des Communes. De manière que nul n'ose plus, ni défendre ce que le Roi avoit fait, ni lui suggérer les moyens de se tirer, du moins en partie, de l'étrange embarras où il se trouvoit. Chacun pensoit à sa propre seureté.

Le Chevalier François Windebank fut attaqué le 12. Novembre, sur la protection donnée aux Prêtres Papistes, & à plusieurs autres de la même religion, mis hors de prison par son ordre, ou plutôt par celui du Roi, qui ne refusoit rien aux sollicitations d'Henriette son épouse, presque uniquement occupée à les garantir de la rigueur des loix, & à les rendre plus hardis & plus entreprenans. Les pièces justificatives de ce que Windebank avoit fait en faveur des Papistes, aiant été produites dans la Chambre Basse, il s'en absenta pour éviter de rendre raison de sa conduite insoutenable. On le somme de comparoitre & il s'excuse sous divers prétextes recherchez. Voiant enfin que les Communes se disposent à prier les Seigneurs de se joindre à elles, afin d'obtenir du Roi un ordre de saisir le Secrétaire d'Etat, & de l'amener à la Chambre Basse, il prit le parti de sortir du Roiaume, & de se retirer en France. Le Comte de Pembrock reçoit en peu de temps après une lettre de Windebank datée de Calais, où il tâche de se disculper, en rejetant sur le Roi les fautes imputées au Secrétaire d'Etat. *Sa Majesté,*

jesté, disoit-il, connoit mieux qu'aucun autre ce dont je puis être coupable. Je l'ai servie avec toute l'exactitude & avec toute la fidélité possible. N'étoit-ce pas dire assez clairement qu'il n'avoit rien fait que par ordre de Charles?

1641.

Finch Garde du grand sceau ne demeurera pas long-temps en Angleterre après la retraite du Secrétaire d'Etat. Il s'enfuit en Hollande le 22. Décembre. Persuadé que la Chambre des Communes lui vouloit beaucoup moins de mal qu'au Comte de Strafford & à l'Archevêque de Cantorberi, il tâcha de la fléchir par un discours étudié qu'il demanda permission de faire à l'Assemblée. On ne pouvoit parler d'une manière plus soumise, ni alléguer des raisons plus spécieuses pour prouver que sa conduite dans l'affaire de l'impôt *de la Marine*, dont il étoit accusé d'être un des plus ardens promoteurs, n'étoit point si criminelle que ses ennemis le prétendoient. Rigby prit ensuite la parole, & exhorta si vivement la Chambre Basse, à ne se laisser pas surprendre par les belles paroles d'un Magistrat artificieux, & à considérer plutôt ses actions contraires aux loix, que Finch fut déclaré *traître* à la patrie, pour avoir employé ses sollicitations, & usé de menaces, afin de porter les Juges d'Angleterre à signer que le Roi avoit droit de lever l'impôt *de la Marine*, & pour lui avoir conseillé de congédier le Parlement précédent, & de publier une déclaration contre les procédures de cette Assemblée.

1641. Guillaume Laud Archevêque de Cantorberi, étoit encore plus vivement attaqué. Il s'y dut préparer dès les premiers jours du Parlement. Williams Evêque de Lincoln autrefois Garde du grand sceau d'Angleterre, que Laud avoit fait condamner à une fort grosse amende dans le Tribunal, qu'on nommoit *la Chambre de l'Etoile*, & enfermer à la Tour de Londres, fut élargi, & alla prendre sa place à la Chambre Haute le 13. Novembre. Ce Prélat que le Comte de Clarendon accuse d'avoir été un franc *Puritan*, remua ciel & terre, si nous en croions l'Histoire du Chancelier, pour persuader au Roi, que si Sa Majesté le rétablissoit, il la serviroit utilement dans la Chambre des Seigneurs, & mêmes dans celle des Com-

*Rushworth's
Historical
Collections.
IV. Vol.
Clarendon's
History.
I. Vol.
3. Book.
Hacket's
Life of the
Archbishop
Williams.
II. Part.*

munes. Je croi bien que Williams homme souple & adroit, ennuié de sa prison, & flatté de l'espérance de se venger de l'Archevêque de Cantorberi, de Finch Garde du grand sceau, & du Comte de Strafford, ses ennemis déclarez, dont il prévoioit la chute prochaine, put bien faire cette démarche, ou quelque autre semblable. L'Auteur de sa vie raconte que la Reine Henriette intercêda en faveur de l'Evêque de Lincoln, & que Laud & Finch détournèrent d'abord Charles de se rendre aux insinuations de son épouse. Il y a de l'apparence que les amis de Williams promirent tout de sa part à cette Princesse allarmée de la convocation d'un Parlement, où le parti le plus

plus opposé à la Cour & au Papisme , dominoit. Quoi qu'il en soit , quelques Seigneurs aiant commencé de parler hautement contre le Ministère dans la Chambre Haute , certaines gens remontrèrent au Roi que l'Evêque de Lincoln étoit l'homme le plus capable de traverser les intrigues des Seigneurs suspects à Sa Majesté , & qu'il ne manqueroit pas de s'opposer à eux , si on lui rendoit la liberté. Charles approuve l'expédient, fait venir le Prélat, & s'entretient long-temps avec lui. Sa Majesté contente de Williams , le rétablit , & ordonne que toutes les procédures faites contre lui à la Chambre de l'Etoile & ailleurs soient supprimées.

C'est sur des fondemens assez légers, que le Comte de Clarendon accuse de *Puritanisme*, l'Evêque de Lincoln. On convient qu'il s'est vigoureusement opposé aux innovations de Laud. Lui en ferez-vous un crime ? Si l'Archevêque de Cantorberi & ses partisans avoient été plus prudents ; s'ils n'eussent pas donné occasion aux *Puritains* de crier , & de se soulever contre le Clergé , les Evêques n'auroient pas été exclus du Parlement , & le gouvernement Episcopal eût subsisté , malgré les efforts des Presbytériens. Le bouleversement général de l'Etat & de l'Eglise , dont les entreprises de l'Archevêque de Cantorberi furent une des causes, ou du moins un des prétextes, prouve manifestement que Williams étoit & plus habile & plus prévoyant que Laud. Il n'est

1641. pas surprenant que l'Evêque de Lincoln persuadé que son Primat le vouloit perdre à quelque prix que ce fût, ait ménagé les *Puritains* ennemis irréconciliables de Laud, & qu'il se soit lié avec les seules gens, dont il pouvoit attendre du secours & de la protection. Mylord Say l'un des Chefs du parti Puritain, dit le Comte de Clarendon, fit un discours dans la Chambre des Seigneurs, pour se plaindre de ce que l'Archevêque de Cantorberi l'accusoit d'avoir de mauvais sentimens sur la Religion. Dans cette même harangue, ajoute le Chancelier d'Angleterre, Say ne déclare que trop son attachement au *Puritanisme*. Williams se leva ensuite, loua hautement ce Seigneur, & dit sans façon que Say *n'étoit pas moins orthodoxe que lui*. Cela peut être, mais vous n'en devez pas conclure que Williams fût un franc Puritain. Dites tout au plus que l'envie de reconnoître les bons offices que Say lui avoit rendus, porta le Prélat à justifier trop vivement son ami, & à lui donner des éloges qui parurent outrez. Il n'est pas même impossible que l'Evêque de Lincoln crût Say sincèrement attaché à la Confession Anglicane, & que le regardant seulement comme ennemi des nouveautés que l'Archevêque de Cantorberi avoit tenté d'introduire dans le culte & dans le gouvernement de l'Eglise, Williams lui ait pardonné certaines expressions susceptibles d'un mauvais sens, dont les zélés défenseurs de l'Episcopat furent choquez.

Le

Le rétablissement de l'Evêque de Lincoln, ne fut pas le seul présage de la disgrâce prochaine de son opiniâtre persécuteur. J'ai dit ci-dessus que Pryn, Bastwick, & Burton, dont je ne prétens pas justifier les excès & l'emportement, furent par le crédit de Laud, peut-être trop sévèrement condamnés par la Chambre de l'Etoile à être mis au Pilon, à perdre les oreilles, à être marquez sur la joue. Depuis leur supplice, ils furent conduits en diverses prisons par ordre du Conseil privé, & relégués enfin dans quelques petites Iles voisines de l'Angleterre. La femme de Bastwick, celle de Burton, & le serviteur de Pryn, aiant présenté requête à la Chambre des Communes, pour se plaindre de l'injustice & de la dureté des arrêts rendus contre ces trois hommes, il fut ordonné dès le 7. Novembre, qu'on les ameneroit à Londres, & qu'ils y seroient exactement gardez, jusques à ce que leur affaire fût examinée dans la Chambre Basse. Quelle dut être la surprise de Laud & de leurs Juges; ajoutons, & du Roi même, quand ils virent trois hommes flétris d'une si étrange manière entrer comme triomphans à Londres, au bruit des acclamations d'une multitude innombrable de peuple qui les acompagnoit dans les ruës avec les branches d'arbres & les fleurs que la saison avancée put fournir, qui les exaltoit comme de nouveaux martyrs, & qui détestoit l'Archevêque de Cantorberi

1641. & les autres Prélats, qu'elle regardoit comme les auteurs de la barbarie exercée sur trois défenseurs de la Religion & de la liberté ! Rastwick & Burton arrivés avant Pryn furent conduits de la sorte presque à la vûe du Palais Royal de Whitehal. Quelque temps après ils présentèrent chacun leur requête particulière à la Chambre des Communes qui déclara que les poursuites faites, & les arrêts rendus contr'eux, étoient contraires aux loix du Roiaume.

La Chambre des Communes prend la résolution d'exclure les Evêques du Parlement. L'Evêque d'Ely & quelques autres Prélats ne s'étoient pas rendus moins odieux que Laud, par leur arrogance & par leurs entreprises. On crioit sur tout contre les canons publiez unanimement l'an 1640. dans les assemblées du Clergé des deux Provinces Ecclésiastiques d'Angleterre, où présidèrent les Archevêques de Cantorberi & d'York. On prétendoit que ce concours de tous les Evêques du Roiaume, étoit équivalent à un Concile National. Les Presbytériens attentifs à profiter de l'occasion, lièrent alors un puissant parti pour obtenir l'abolition entière du gouvernement Episcopal. Les membres de la Chambre des Communes paroissoient si généralement animez contre les Prélats, & plusieurs Pairs du Roiaume crioient si hautement contr'eux, que les ennemis de l'Episcopat tentèrent de le faire supprimer, ou du moins de dépouiller les Evêques de leurs plus beaux privilèges, & de la plus grande partie de leur jurif-

*Rushworth's
Historical
Collections.
IV. Vol.
Clarendon's
History.
I. Vol.
3. Book.*

jurisdiction & de leur autorité. Le Chevalier Edouard Deering Gentilhomme versé dans la lecture des Auteurs Grecs & Latins, prophanes, ou Ecclésiastiques, comme il paroît par les discours qu'il fit dans la Chambre des Communes, s'il est vrai qu'on ne lui ait pas fourni des mémoires : Deering, dis-je, se signala par ses déclamations contre le Clergé. Dans une de ses harangues, il avance hardiment, que les ennemis les plus dangereux de l'Angleterre, sont le parti Papiste, & le parti Episcopal. Que les Prélats Anglois de ce temps-là étoient plus arrogans que ceux de l'Eglise de Rome. Que les premiers établissoient en Angleterre une Inquisition plus sévère que celle d'Espagne. Que l'Archevêque de Cantorberi faisoit le Patriarche. *Pour moi, conclut le Chevalier d'un air enjoué, si on m'en donne le choix, j'aimerais toujours mieux me soumettre à un Pape dont le siège est à Rome sur les bords du Tibre; que d'obéir à un Patriarche qui demeure à * Lambeth sur la Tamise. Plus on est loin de † Jupiter, & moins on est exposé aux coups de foudre.*

Pennington Alderman, ou Echevin de Londres, présenta l'onzième Décembre à la Chambre Basse, une requête signée, disoit-on, de vingt mille habitans de la ville, ou des endroits voisins, dans laquelle on demandoit l'entière extirpation

C c 4

du

* Maison de l'Archevêque de Cantorberi près de Londres. † *Procul à Jove, procul à fulmine.*

1641. du gouvernement *des Archevêques, des Evêques, des Doiens, des Archidiaques, & des autres Dignitez Ecclesiastiques*, comme contraire aux loix du Roiaume, & préjudiciable à l'autorité du Roi, & à la liberté de ses sujets. On joignit à la requête un long dénombrement des prétendus maux que l'Episcopat caufoit au gré des Presbytériens. Après de longues délibérations, sur une requête si extraordinaire, il fut ordonné qu'en considération du grand nombre de ceux qui l'avoient signée, elle ne seroit pas absolument rejetée; qu'on l'examineroit plus particulièrement, & que cependant elle demeureroit entre les mains du Greffier de la Chambre, qui en donneroit seulement une copie à chaque membre. Elle fut suivie d'une autre présentée le 14. Janvier de la part des habitans de la Province de Kent, qui demandoient la même chose. Ces Presbytériens aussi envenimez que ceux de Londres, disoient que le Clergé Episcopal d'Angleterre étoit avec raison soupçonné d'intelligence avec les Papistes. Et sur quel fondement? Parce que les uns & les autres avoient fourni de l'argent au Roi pour faire la guerre aux Conféderez d'Ecosse. Il est vrai qu'à l'instigation de la Reine Henriette, les Papistes contribuèrent à l'entretien de l'armée du Roi, & que le Clergé Protestant acorda un don gratuit à Charles pour le même sujet. Mais devoit-on conclure de là que les assemblées Provinciales
- tenues

tenuës à Londres & à York, conspiroient avec les Papistes pour détruire la réformation établie en Angleterre? 1641.

Le 14. du même mois Deering & Fienes aiant parlé vivement contre les nouveaux canons faits à la persuation de Laud, le Chevalier Benjamin Rudyard craignit que dans une si grande agitation des esprits, on ne prit quelque résolution extrême contre l'Episcopat. Il se lève donc, & remontre que si quelques Evêques arrogans & emportez, comme Thomas Becket, le Cardinal Woolsey, & Bonner, avoient causé du trouble & du mal en Angleterre, Crammer, Ridley, Latimer, & d'autres Prélats humbles & modérez, y avoient fait beaucoup de bien. D'où Rudyard conclut, qu'il seroit plus à propos de réformer le gouvernement Episcopal, & de prescrire de justes bornes à l'autorité des Prélats, que de les supprimer. La Chambre Haute sembla vouloir interrompre une délibération dont le Roi appréhendoit le résultat. Elle demanda une conférence avec les Communes sur quelqu'autre matière. Mais de peur qu'on ne lui donnât le change, la Chambre Basse répondit qu'étant alors occupée à l'examen d'une affaire importante, elle souhaitoit que la conférence fût remise à un autre jour. Les Communes continuent donc & déclarent d'un consentement unanime, que les Assemblées du Clergé d'Angleterre ne pouvoient sans l'aveu du Parlement, ni décider un

C c 5

point

1641. point de doctrine, ni régler la discipline, ni imposer aucune obligation aux Ecclésiastiques, & aux autres. Que les canons faits dans les assemblées de Londres & d'York, contenoient plusieurs choses séditieuses, sujettes à des conséquences dangereuses, & contraires aux loix fondamentales du Roiaume, & aux droits de la Couronne & du Parlement. Bien loin qu'Hyde & les autres défenseurs de l'Episcopat, qui se trouvoient alors dans la Chambre des Communes, approuvassent les entreprises du prétendu Concile National des Archevêques de Cantorberi & d'York, ils les condamnèrent aussi bien que les plus zélés Presbytériens.

Charles allarmé des requêtes présentées, & des desseins formez au préjudice des Evêques, fait appeller les deux Chambres du Parlement le 25. Janvier dans la sale des banquets à Whithal, & leur parle de la manière du monde la plus douce & la plus raisonnable. *Je vous seconderai volontiers, dit-il, en ce qui regardera la suppression des nouveautés introduites dans l'Eglise & dans l'Etat. Les Cours de Justice seront réformées selon les anciennes loix du Roiaume. Car enfin, j'ai intention que toutes choses soient remises sur le bon pied, comme elles étoient du temps de la Reine Elisabeth. Si quelque partie de mon revenu n'est pas légitime, je l'abandonnerai, & je me reposerais sur votre affection. Il y a seulement quelques écueils à éviter dans le grand pro-*
jet

jet que nous méditons. Je vois les marque-
rai. On a présenté des requêtes contre le
gouvernement établi. Les Evêques sont
étrangement menacés. Quelques-uns par-
lent d'anéantir leur juridiction, & leur au-
torité, ou du moins de leur ôter le droit d'opi-
ner dans la Chambre des Seigneurs. Je dois
vous avertir là-dessus que réformer l'Etat,
& en changer la constitution, ce sont deux
choses fort différentes. Je suis pour la pre-
mière, & ne puis consentir à la seconde.
Quelques Evêques ont-ils usurpé des droits
qui ne leur appartiennent pas ? Corrigions
cet abus & les autres : j'y consens. Si après
de sérieuses délibérations, vous me montrez,
que certaine autorité temporelle des Evêques
est contraire au bien de l'Etat, je souhaite
qu'ils y renoncent. Mais il ne faut pas
conclure de là, qu'ils doivent être dépouil-
lez du privilège de donner leur voix dans
le Parlement. Ils en ont joui sous mes pré-
décesseurs, depuis & avant Guillaume le
Conquerant. C'est une des constitutions
fondamentales du Roiaume que je dois
maintenir. Une si sage remontrance n'eut
aucun effet. Le parti étoit trop fort con-
tre les Evêques. Tout ce qu'on put ob-
tenir dans cette séance du Parlement, ce
fut que l'Episcopat ne seroit pas entière-
ment aboli.

Quelques Ministres, ou Presbytériens
dans l'ame, ou choquez de la domination
trop absolue des Evêques, aiant présenté
une requête contre les abus du gouverne-
ment Episcopal, on fit le 8. & 9. Février

1641. plusieurs harangues sur ce sujet dans la Chambre Basse. Nathanael Fiennes & d'autres Presbytériens déclarez, soutinrent qu'il le falloit abolir. Le Lord Digby & les plus modérez remontrèrent qu'on devoit conserver une institution aussi ancienne que les Apôtres, & se contenter de réformer les abus introduits dans les siècles moins éclairés. Faulkland dit qu'il ne croioit pas que l'Episcopat fût de *droit divin*, ni qu'il eût été mal-à-propos établi par les hommes. *Je suis d'avis*, ajoûta-t-il, *qu'on examine s'il est convenable, ou non. Et parce qu'un changement de gouvernement a presque toujours des suites fâcheuses qu'on n'a pu prévoir, je croi qu'il est plus à propos de retenir un établissement fort ancien, & d'en corriger seulement les abus.* L'onzième Mars la même matière est remise sur le tapis dans la Chambre des Communes, qui déclare enfin que le droit de séance & d'opiner dans la Chambre Haute, dont les Evêques jouissoient sans contestation depuis si long-temps, étoit contraire au bien de l'Etat; que la nécessité de se trouver au Parlement, les détournoit de leurs fonctions spirituelles, & qu'aucun Ecclésiastique ne devoit être admis dans les Cours de Judicature, ni exercer la moindre Magistrature. Le chagrin de ce que deux Evêques avoient été depuis le règne de Jacques I. élevez aux deux premières dignitez du Roiaume, ne porta-t-il point plusieurs membres à donner dans

dans le sentiment de ceux qui vouloient non seulement exclure les Evêques de toutes les dignitez séculières ; mais encore du Parlement ? Quoi qu'il en soit, l'acte fut dressé & porté à la Chambre Haute. Je rapporterai la suite de cette affaire, quand j'aurai parlé de quelques autres qui furent traitées en même temps. 1641.

La résolution d'accuser Laud Archevêque de Cantorberi comme coupable du crime de Lèse-Majesté en est une. Les nouveaux canons aiant été unanimement condamnés dans la Chambre des Communes, on ordonna le 17. Décembre que ceux qui en étoient les principaux auteurs, seroient poursuivis, & que les Commissaires nommez pour les affaires de la Religion & de l'Eglise, examineroient quelle part Laud avoit à un attentat si contraire aux loix du Roiaume, afin d'intenter une accusation juridique contre lui. Les Commissaires venus d'Escoffe à Londres, pour négocier la paix entre les deux nations, firent présenter le même jour à la Chambre Haute un long mémoire de plaintes, dont ils offroient de prouver la justice & la vérité par des pièces authentiques. On finissoit en demandant que Laud ce *grand boute-feu*, fût éloigné de la personne du Roi, qu'on lui fit son proces, & que le Parlement d'Angleterre le condannât au supplice qu'il méritoit selon les loix ; action, ajoûtoient ces Messieurs, qui tourneroit à la gloire de Dieu, à l'honneur du Roi & du Par-

L'Archevêque de Cantorberi est accusé du crime de Lèse-Majesté & mis en prison.

Rushworth's
Historical
Collections.
IV. Vol.
Clarendon's
History. I.
Vol. 3. Book.

1641. *Parlement, &c à l'avantage de la nation Ecoſſoïſe, que les conſeils de l'Archevêque avoient tellement déſolée, qu'elle auroit été perdue ſans reſſource, ſi Dieu ne l'avoit extraordinairement ſecourue. N'en croions pas ces ennemis outre de Laud. Il eſt bien vrai qu'il donna fort à contretemps des conſeils trop violens au Roi ſon maître ſur les affaires d'Ecoſſe, mais ils ne tendoient dans le fonds qu'à établir l'uniformité du culte & du gouvernement Eccléſiaſtique dans les deux Roiaumes. Les Ecoſſois étoient-ils perdus, ſi le projet de Laud eût réuſſi ? Je ne deſavoue pas non plus que ce Prélat craignant les ſuites de la confédération conclue en Ecoſſe, put bien conſeiller à Charles de la diſſiper par la force des armes. Quel autre Miniſtre d'Etat n'auroit pas donné le même avis ſur une affaire concertée entre des fanatiques, & des brouillons mal-intentionnez ? L'Archevêque devoit ſeulement examiner ſi dans la conjoncture préſente, Sa Maieſté Britannique ſeroit capable d'exécuter un pareil deſſein. C'eſt à quoi il ne penſa pas aſſez ; emporté qu'il fut par la chaleur de ſon tempérament, ou trompé par ſa modique expérience dans les affaires politiques. Je croi l'avoir déjà dit, le pauvre homme étoit plus capable de conduire un collège d'Oxford, ou de Cambridge, que d'être Miniſtre d'Etat.*

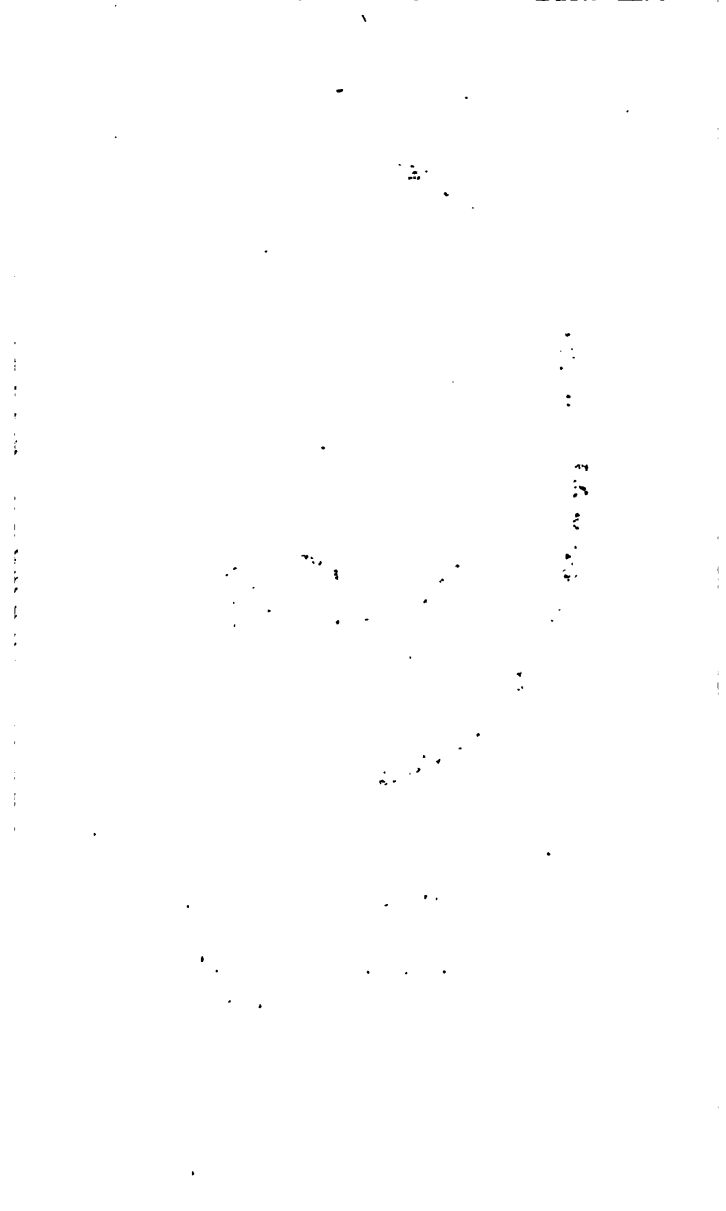
Le Chevalier Grimſton fit le lendemain dans la Chambre Baſſe l'invective du

du monde la plus atroce contre Laud. Il l'y appelle *un égoût rempli d'ordures empestées ; l'auteur de l'élévation de ceux qui ont causé la ruine de l'Angleterre , ou qui semblables à des loups ravissans , ont ravagé le troupeau de Jesus-Christ ; c'est-à-dire , du Comte de Strafford , de Windesbank Secrétaire d'Etat , de Wren Evêque d'Ely , & de deux ou trois autres Prélats. C'est une vipère qui distille son venin dans les oreilles sacrées du Roi ; C'est la source funeste de toutes les eaux empoisonnées qui se sont répandues dans tout le Royaume. Un Déclamateur n'en doit pas tant dire quand il veut être cru. Pour moi , conclut le Chevalier , je suis d'avis que nous battions le fer pendant qu'il est chaud. Accusons au nom de toutes les Communes d'Angleterre un homme si dangereux , & déclarons incessamment notre résolution aux Seigneurs.* Elle fut bientôt prise. Les ennemis de Laud avoient tout préparé pour cet effet. Le voilà donc noté comme *traître* à la patrie. Hollis est chargé d'aller à la Chambre Haute porter l'accusation déjà dressée, de leur promettre que le détail des crimes imputez à l'Archevêque leur sera bien-tôt communiqué, & de leur demander que cependant il soit exclus du Parlement, & mis entre les mains de quelqu'un qui le garde seurement. Cela fut exécuté sur le champ. L'Huissier de la Chambre Haute a ordre de s'assurer de la personne de Laud, qui obtient seulement la per-

mission

1641. mission d'aller dans sa maison de Lambeth, accompagné du même Officier, prendre les papiers nécessaires à sa justification. Equité qu'on ne se met pas en peine de garder en France sous le règne de Louis XIV. Dès qu'un homme est arrêté par ordre du Roi, les papiers qui peuvent servir à le faire condamner, sont soigneusement conservez & produits. Pour ce qui est de ceux qui seroient capables de le disculper, on les supprime malignement, sur tout, si la Cour le veut perdre. L'infortuné Fouquet ne fut-il pas traité de la sorte?

Les chefs de l'accusation aiant été lus le 24. Février dans la Chambre Basse, Pym, Hampden, & Maynard eurent ordre de les porter aux Seigneurs. En voici les principaux. Que Laud avoit tâché de renverser les loix fondamentales de l'Etat & d'y introduire un gouvernement arbitraire; conseillé au Roi de lever de l'argent selon son bon plaisir, & sans le consentement du Parlement, protégé & favorisé ceux qui prêchoient, ou écrivoient, en faveur de la tyrannie; & arrêté par des voies illicites le cours ordinaire de la justice. Qu'il l'avoit vendue lui-même, & corrompu, ou intimidé les Juges par des promesses & par des menaces. Qu'il faisoit le Pape en Angleterre. Qu'il prétendoit changer la Religion, établir la superstition & l'idolatrie, réconcilier l'Eglise Anglicane avec celle de Rome, mettre la division entre la première





THOMAS WENTWORTH
COMTE DE STRAFFORD.

G. Schiedon. Sculp.

mière & toutes les autres Eglises Réformées des pais étrangers , anéantir les privilèges acordez par les prédécesseurs de Sa Majesté aux Eglises Françoises ou Walones , érigées par leur permission en Angleterre. On peut bien juger que le livre des nouveaux Canons , & les efforts faits pour rendre les Evêques d'Ecosse plus indépendans & plus absolus , ne furent pas oubliez. Je ne voudrois pas assurer que l'Archevêque de Cantorberi fût véritablement coupable de tout ce qu'on lui impute. Contentons nous de dire qu'il est impossible de le justifier sur certains articles ; & laissons les ennemis & les défenseurs de sa mémoire , disputer entr'eux , si les chefs dont il fut légitimement convaincu deux ans après l'accusation intentée contre lui , méritoient la mort , ou non. Après que Pym eut fait un assez long discours aux Seigneurs , pour leur expliquer , & pour appuier l'acte qu'il leur apportoit de la part des Communes, Laud fut envoyé à la Tour de Londres , & l'Officier qui commande dans la place eut ordre de l'enfermer fort étroitement.

Contentes de l'avoir éloigné du Parlement & du Conseil du Roi , elles pensèrent incontinent à faire condamner Strafford. Plus de quatre mois s'étoient écoulés avant que les deux Chambres convinssent de certains préliminaires sur la manière de procéder à l'instruction & au jugement d'une si grande affaire. Les

Les deux
Chambres
du Parle-
ment ré-
glent cer-
tains préli-
minaires
sur la ma-
nière de
juger le
Comte de
Strafford.

1641. Communes insistèrent vivement sur trois ou quatre choses. Qu'on obtiendrait du Roi la permission d'interroger les membres de son Conseil, sur ce que le Comte de Strafford pouvoit y avoir dit, afin de porter Sa Majesté à changer la constitution du gouvernement d'Angleterre, à le rendre arbitraire, & à employer pour cet effet la force des armes. Que Charles dispensât ses Conseillers d'Etat, de l'observation du serment qu'ils lui avoient prêté, de garder un secret inviolable sur tout ce qui se traiteroit, ou diroit dans leur assemblée. Enfin qu'en conséquence de certains Canons, qui défendent aux Ecclesiastiques sous peine de ce qu'on nomme *irrégularité* dans l'Eglise Romaine, de connoître des affaires, où il est question de condamner un criminel à la mort, & d'y donner leur voix, les Evêques d'Angleterre fussent exclus de la Chambre Haute, lors qu'on y procéderoit à l'examen & au jugement de l'accusation intentée contre le Comte de Strafford.

Trial of the Earl of Strafford. Rushworth's Historical Collections. IV. Vol. Clarendon's History. I. Vol. 3. Book. Hacket's Life of the Archbishop Williams. II. Part.

Les deux Chambres s'accordèrent d'abord sur une manière fort extraordinaire d'instruire le procès. Comme il s'agit, disoit-on, de convaincre un Ministre d'Etat habile à cacher ses desseins secrets, & fort versé dans la Jurisprudence du païs, nous ne devons pas chercher de trouver qu'il ait été si mal avisé que de se rendre ouvertement coupable du crime de Lèze-Majesté. Strafford connoit parfaitement les loix ; il
fait

fait comment on en peut éluder adroitement la rigueur. Mais si ses Juges réfléchissent sur ce qu'il a dit en diverses rencontres, sur les démarches faites ensuite, sur la fin qu'il a dû se proposer dans ses violentes entreprises, on découvrira infailliblement qu'il avoit formé le projet de renverser nos loix fondamentales, & de nous soumettre à une Monarchie purement arbitraire. Nous savons que cet homme qui n'est pas toujours maître de sa passion, dit un jour dans le Conseil d'Irlande, que s'il tiroit encore une fois l'épée contre l'Ecosse, il n'y laisseroit pas un seul homme en vie, & qu'étant venu emprunter de l'argent à Londres pour la subsistance de l'armée avec laquelle on se flattoit de réduire les Ecoffois, & ne trouvant pas les bourgeois de la ville disposés à prêter de l'argent, il tira de sa poche une lettre où quelqu'un lui exposoit les moyens dont le Roi de France se sert pour lever de l'argent; qu'après l'avoir lue en plein Conseil, il dit hautement que les affaires n'iroient jamais bien, à moins que Sa Majesté ne suivit la même méthode, qu'il falloit faire pendre le Maire de Londres, & que c'étoit le véritable moyen de rendre les bourgeois plus souples & plus traitables. Scrafford a pu dire encore quelque chose de plus violent dans le Conseil du Roi. Comment le découvrira-t-on sans interroger les Conseillers d'Etat, & sans obtenir pour eux la dispense de leur serment, de ne révéler rien de ce qui se traite ou de ce qui se dit en leur présence? Il pourra
bien

1641. *bien arriver qu'aucun des avis donnez par le Comte de Strafford, & qu'aucune de ses actions en particulier, ne doit pas être condamnée selon la rigueur des loix comme un crime de Lèze-Majesté. Mais si les Juges veulent comparer tout ce que l'accusé a dit avec ce qui s'est fait ensuite à son instigation, ils demeureront persuadez que ce homme pernicieux méditoit certainement de changer le gouvernement, & que la combinaison de plusieurs discours & d'une suite continuelle d'actions plus ou moins préjudiciables au bien public, fait un véritable crime de Lèze-Majesté. Le Comte de Clarendon remarque là-dessus fort judicieusement, qu'il est surprenant, que les Seigneurs d'Angleterre aient consenti à une telle procédure contr'un de leurs Pairs. Car enfin, l'homme du monde le plus irréprochable selon les loix, ne se trouvera-t-il pas coupable, si des ennemis malins & subtils s'avisent de ramasser ses paroles & ses actions, & de soutenir qu'il n'a pû parler & agir de la sorte, sans avoir conçu quelque dessein criminel?*

Le Parti Puritain fut assez embarrassé sur la manière dont ils s'y prendroient, afin d'engager la Chambre Haute à demander conjointement avec les Communes, que les Conseillers d'Etat fussent dispensés de leur serment. C'étoit prier le Roi de permettre à ses plus intimes confidens de le trahir. Voici le tour que Pym & ceux de sa faction, prirent dans
les

es conférences des deux Chambres sur cette affaire. *A Dieu ne plaise, dirent-ils, que les gens du Conseil privé se flattent jamais d'y pouvoir donner seurement des avis pernicious à l'Etat. Que ne devoit-on pas craindre d'une pareille impunité ? Puisque les affaires les plus importantes se déterminent par leurs avis, lorsque le Parlement n'est pas assemblé, il faut leur apprendre qu'ils sont responsables de toutes les mauvaises résolutions qu'ils inspirent au Roi. Et puisque le Parlement est convoqué pour remédier efficacement aux désordres introduits, n'est-il pas raisonnable qu'il puisse en découvrir l'origine, & les prévenir par la juste punition de ceux qui les ont causez ?* Charles & les Seigneurs de son Conseil privé, persuadés qu'il ne s'y étoit rien passé, dont les accusateurs du Comte de Strafford pussent tirer de trop grans avantages contre lui, aimèrent mieux consentir à la demande des deux Chambres, que de donner occasion au monde en la rejetant, de soupçonner, qu'on avoit proposé en effet, ou du moins insinué certaines choses au Roi, qu'il seroit trop dangereux de rendre publiques. Mais Charles & ses Conseillers avoient-ils oublié l'avis que le Chevalier Henri Vane Secrétaire d'Etat soutint si constamment avoir été donné par Strafford, d'employer la force des armes pour réduire l'Angleterre. La facilité avec laquelle une demande si extraordinaire fut accordée, rend suspect

1641. pect le témoignage de Vane, le seul de tous les Conseillers présens, qui jura l'avoir entendu. Du moins cela donne à penser qu'on ne fit pas grande attention à des paroles, qui parurent dites par un Ministre d'Etat qu'un zèle trop ardent transportoit. Le Roi & les Pairs desintéressés dans cette affaire, ne devoient-ils pas considérer, qu'en acceptant la proposition des Communes, on ôtoit aux Conseillers d'Etat la liberté de dire sincèrement leur pensée ; & que chacun craindroit de se voir accusé, s'il lui échappoit la moindre parole sujette à une sinistre interprétation, & que le dessein secret du Parti Puritain, c'étoit d'intimider tellement les Conseillers d'Etat, qu'aucun d'eux n'osât plus aider le Roi à se tirer de l'embaras, ou plutôt de l'esclavage, auquel Pym & ceux de sa faction méditoient de le réduire, comme le Chancelier d'Angleterre le remarque encore fort bien ? Si les gens du Conseil privé, dit-il ensuite, eussent sérieusement réfléchi sur la formule de leur serment, ils n'auroient jamais pensé que le Roi les en pouvoit dispenser. Il est bien vrai que de concert avec les autres Conseillers d'Etat, Sa Majesté permet en certaines rencontres à un d'entr'eux de parler de ce qui s'est agité dans le Conseil privé ; mais c'est quand cela touche quelqu'un des membres absens. Devoit-on conclure de là que si le Roi dispense en pareille occa-

occasion du serment qu'on lui a fait, 1641.
il peut acorder la même permission,
quand il s'agit de publier les avis don-
nez, & de les communiquer aux accu-
sateurs d'un Ministre d'Etat, qu'on a
résolu de perdre à quelque prix que ce
soit?

Quant au Canon allégué contre la pré-
sence des Evêques dans la Chambre Hau-
te, quand il seroit question de juger
Strafford, c'étoit peut-être, dit agréa-
blement le Comte de Clarendon, le seul
endroit que les Puritains regardassent
comme orthodoxe, dans tout le corps
du Droit Canonique. Williams Evêque
de Lincoln, au rapport du même Histo-
rien, entreprit & vint à bout de persua-
der à ses confrères, de consentir à ce
qu'on exigeoit d'eux, de demander eux-
mêmes la permission de s'absenter, & de
se contenter d'une protestation, afin de
ne déroger pas entièrement au droit qu'ils
prétendoient avoir d'opiner dans les cau-
ses criminelles; *l'irrégularité* ordonnée
dans le Droit Canonique contre les Ec-
clésiastiques qui ont part à la condamna-
tion de quelqu'un à la mort, étant se-
lon le sentiment des plus habiles Juris-
consultes d'Angleterre, une des choses
abrogées lors que le Roi Henri VIII. &
son Parlement secouèrent le joug imposé
par les Evêques de Rome. Si le fait
rapporté par Clarendon est véritable,
n'y eut-il point de la malignité du cô-
té de Williams? Laud & Strafford se
plus

1641. plus grans ennemis , étoient accusez de Lèze-Majesté. La Chambre des Communes les poursuivit de toute sa force ; & il n'y avoit pas d'apparence que les Prélats opinassent contr'eux. Williams n'auroit pas voulu se déclarer en leur faveur. Peut-être n'auroit-il pas osé les condamner à la mort. Dans cette perplexité , ne crut-il point que le meilleur parti qu'il pût prendre pour se venger de ses ennemis , sans s'exposer à perdre sa réputation & les bonnes grâces du Roi , c'étoit de persuader à tous ses confrères de s'absenter de la Chambre Haute ? Ne soions pas trop malins nous-mêmes , & rendons justice à tout le monde. Il n'est pas impossible que Williams voyant les Communes trop animées contre les Prélats , qu'elles entreprenoient d'exclure du Parlement pour toujours , jugea qu'il étoit à propos que les Evêques eussent quelque complaisance pour elles dans un temps si difficile , de peur qu'un refus trop opiniâtre n'irritât encore plus les Puritains.

Quoi qu'il en soit , l'Auteur de la vie de l'Evêque de Lincoln , ouvrage rempli d'érudition pédantesque , & d'ennuyeuses digressions , en fait une fort longue , pour prouver que selon les loix d'Angleterre , les Prélats ont droit d'opiner en pareilles causes. Il ajoute que son Héros fut de cette opinion , & qu'il tenta de persuader aux Seigneurs de ne consentir point à l'exclusion des Evêques
dans

ans l'affaire dont je parle. Qui en croi-
ons-nous ? Le Chancelier d'Angleterre
aroit fort prévenu contre l'Evêque de
lincoln, & l'Historien de celui-ci fait
ontinuellement un panégyrique chargé
le Grec & de Latin, pour justifier tou-
es les actions d'un Prélat dont il fut
utrefois le Chapelain. Williams cour-
ifan souple & dissimulé, n'auroit-il
oint affecté de parler aux Seigneurs en
aveur du droit des Evêques, & cepen-
lant exhorté sous main ses confrères
le suivre l'exemple de leurs prédécesseurs
rotestans, qui en de semblables affai-
es s'étoient absentez de la Chambre
Haute ?

1641.

Depuis l'accusation intentée contre
Strafford, le Roi avoit tiré de la Basse
quelques Gentilshommes distinguez qu'il
fit Pairs du Roiaume. On ne doutoit
point que ces nouveaux Seigneurs rede-
vables de leur élévation à Charles, n'o-
pinassent au gré de leur bienfaicteur, &
que par conséquent ils ne fussent favora-
bles au Comte. Les Communes attenti-
ves à diminuer le nombre de ceux qui
pouroient absoudre celui qu'elles vou-
loient condamner, demandèrent que les
Pairs créez depuis peu, fussent exclus de
la Chambre Haute aussi-bien que les Pré-
ats, sous prétexte que les premiers aiant
été dans la Chambre Basse avant leur éle-
vation, du nombre des accusateurs de
Strafford, ils ne pouvoient plus être ses
Juges. Il y eut quelques contestations

1641. sur cet article. Mais depuis que les Evêques se furent désistez de leur prétension, les nouveaux Seigneurs bien-aisés de ne déplaire ni à la Cour, ni aux Communes, suivirent l'exemple des Prélats & s'absentèrent volontairement.

Après plusieurs conférences avec les Seigneurs, la Chambre Basse convint que Strafford & ses accusateurs seroient ouïs dans la sale de Westminster. Que les Communes & leur Orateur qui devoient être présens à l'audience, seroient découverts devant les Pairs revêtus de leurs robes. Qu'il y auroit des places marquées pour les Commissaires d'Ecosse, & pour ceux que le Parlement d'Irlande avoit envoie, afin de témoigner contre Strafford. La demande qu'il fit que certains membres des Communes qu'il nommeroit, fussent examinez, & que leur témoignage fût reçu, embarrassa la Chambre Basse. Le refus d'une chose si juste auroit été trop criant. On l'accorda donc. Mais ce fut d'une manière à faire sentir que ce n'étoit qu'à regret, & en laissant à ceux que l'accusé interpelleroit, la liberté de se dispenser de répondre. Le Chevalier Edouard Littleton Garde du grand sceau depuis l'évasion de Finch, étant, ou peut-être feignant d'être malade, le Comte d'Arondel ennemi déclaré de Strafford, fut choisi pour présider au jugement.

Le Comte de Strafford Le Lundi 22. Mars jour marqué pour la première audience, Strafford fut amené.

né de la Tour de Londres à la salle de Westminster, où ses Pairs se devoient assembler. Le Roi, dit-on, voulut être présent, & entendre les accusations & les défenses. Mais les Seigneurs le prièrent, que ce fût *incognito*, de peur qu'on ne s'imaginât que sa présence intimidait les membres des Communes chargez de parler de la part de leur Chambre contre le Comte, & que les regards sévères ou menaçans de Sa Majesté en empêchoient de dire librement ce qu'ils avoient préparé. On fit donc un retranchement, ou cabinet, afin que Charles, Henriette son épouse, & le Prince de Galles pussent tout entendre sans être vus. Clarendon rapporte que le Roi se repentit d'avoir été présent. Les Communes aiant changé leur procédure d'une telle manière, que Strafford ne pouvoit être condamné sans le consentement de Sa Majesté, Charles eût bien voulu se dispenser de le donner, sous prétexte qu'il n'étoit pas instruit des preuves alléguées contre l'accusé, ni de ce qu'il avoit dit pour sa défense. C'étoit s'en aviser trop tard. Les ennemis du Comte crioient hautement que le Roi avoit entendu tout ce qui s'étoit dit de part & d'autre. Sa Majesté fut ainsi obligée de fonder sur des raisons qui parussent moins affectées les difficultez qu'elle fit de confirmer le jugement rendu extraordinairement par les deux Chambres, comme je le dirai. Dix-huit jours furent employez à écouter les

1641.
est accusé &
se défend
devant ses
Pairs solennellement.
assemblez.

Trial of the Earl of Strafford. Rushworth's Historical Collections. IV. Vol. Clarendon's History. I. Vol. 3. Book.

1641. accusateurs, les témoins, & les défenses du Comte de Strafford, qui plaïda lui-même sa propre cause, l'usage du pais ne permettant pas à un criminel de faire parler des Avocats en ce qui regarde les faits dont il est chargé; mais seulement lors qu'il s'agit du Droit & des loix, dont un particulier peut ignorer la teneur & la force; au lieu qu'il ne lui est pas fort difficile de répondre sur sa conduite & sur ses actions.

On ne doit pas attendre ici un détail exact de ce qui se passa dans toutes les audiences. Il faudroit faire un extrait long & ennuyeux d'un fort gros volume. Je dirai seulement que les gens nommez par les Communes, parlèrent avec toute l'aigreur & toute la violence possible. On rapporta d'une manière odieuse tout ce qu'on lui avoit oui dire à table, dans ses entretiens familiers avec ses amis, dans l'exercice de sa charge de Président du Nord, dans les conseils tenus en Irlande, & en Angleterre. Ses paroles furent interprétées de la manière du monde la plus sinistre, & ses actions marquées des couleurs les plus noires. En un mot, les accusateurs n'omirent rien de tout ce qu'ils jugèrent propre à le rendre haïssable, ou criminel. Un d'eux garda plus de ménagemens, & évita les expressions trop injurieuses à la personne du Comte. Mais la modération de celui-ci déplut à la Chambre Basse, quoique d'ailleurs il sçût bien faire valoir ses preuves, & qu'il pres-
fat

fat l'accusé peut-être plus fortement qu'aucun autre. Toutes les personnes équitables rendirent ce témoignage à Strafford, qu'il se défendoit fort bien. Il parla toujours avec un respect & une modestie capables de fléchir les ennemis les plus violens. Il ne s'emporta jamais contre la Chambre des Communes, & ne dit rien d'injurieux à des accusateurs envenimés au dernier point. Quoi qu'en paroissant devant ses Juges, il ne fût pas précisément averti de ce qu'on devoit alléguer contre lui, il ne sembla jamais déconcerté. Après avoir honnêtement demandé peu de temps pour penser à ses moyens de défense, il les déduisoit avec une force & une netteté surprenantes. J'avoué qu'il ne se justifia pas également bien sur tous les articles. On ne le peut disculper de quelques violences commises en Irlande. Mais quelque blâmables qu'elles soient d'ailleurs, on ne les peut pas appeller des crimes de Lèze-Majesté.

Strafford seroit véritablement coupable d'un des plus énormes, s'il avoit été légitimement convaincu d'avoir donné ce pernicieux conseil au Roi embarrassé de ce que le Parlement d'Angleterre ne lui vouloit point donner d'argent, pour réduire les conféderez l'Ecosse. *Sire*, dit le Comte selon le témoignage du Chevalier Henri Vane, alors Secrétaire d'Etat, & l'un de ceux que le Roi consultoit, *vous avez fait votre devoir, & vos sujets manquent au leur. Votre Majesté*

1641. *est maintenant dispensée des loix du Gouvernement. Vous pouvez employer des moiens extraordinaires. Poursuivez vigoureusement la guerre commencée. Vous avez une bonne armée en Irlande, avec laquelle vous réduirez facilement ce Roiaume.* Mais outre que Vane étoit l'ennemi déclaré de Strafford, il varia plus d'une fois dans son témoignage. Le Comte de Northumberland présent au conseil secret tenu par Charles, jura qu'il avoit bien oui dire à Strafford que le Roi étoit dispensé des règles ordinaires du Gouvernement; mais qu'il n'avoit rien entendu de l'armée d'Irlande, ni de la réduction du Roiaume. Le Marquis d'Hamilton, l'Evêque de Londres Grand Thésorier du Roiaume jusques au Parlement dont je parle, & le Lord Cottington pareillement présens, firent serment que Strafford ne dit rien de ce que Vane lui imputoit. Laud Archevêque de Cantorberi & Windebank Secrétaire d'Etat furent encore du nombre des Conseillers que le Roi appella en cette occasion. Mais on ne les interrogea point. Le premier étoit enfermé à la Tour comme coupable lui-même du crime de Lèse-Majesté, & l'autre s'étoit réfugié en France. Strafford nia constamment qu'il eût jamais donné un semblable avis à son Maître, & repliqua judicieusement que supposé même qu'il eût dit ce que Vane lui reprochoit de la réduction du Roiaume, cela se devoit entendre de l'Ecosse ré-

révoltée contre laquelle Charles vouloit marcher , & non pas de l'Angleterre. 1641.

Quand il seroit vrai , ajoûta-t'il , que j'eusse voulu désigner ce Roiaume-ci , on ne me peut condamner comme coupable de Lèze-Majesté. Les loix veulent qu'un tel crime soit prouvé par le témoignage de deux personnes irréprochables. Le statut fait sous le règne d'Édouard VI. le prescrit formellement. Y a-t'il un autre témoin que le Chevalier Vane , qui dépose la même chose contre moi ? Les accusateurs ne purent jamais donner une réplique raisonnable à une défense si juste. Il fallut faire une loi particulière pour ôter la vie à un homme qui se justifioit si bien , que ses ennemis craignirent que les Juges les plus prévenus contre lui , n'osassent se flétrir eux-mêmes par un arrêt manifestement contraire aux loix.

Mylords , leur dit le Comte à la fin de son dernier discours , où il répondit encore sommairement à toutes les preuves alléguées contre lui , on ne trouvera jamais dans les loix d'Angleterre , ni dans les régitres du Parlement , que plusieurs actions , dont aucune en particulier ne peut être qualifiée de Lèze-Majesté , en fassent un , si on les prend toutes ensemble. C'est une Jurisprudence inouïe jusques à présent , dont il ne se trouve aucun exemple. N'est-il pas étrange qu'on entreprène de l'établir uniquement pour me faire perdre l'honneur & la vie ? La punition sera donc ordonnée avant la promulgation de la loi , &

1641. je serai condamné par une loi faite après le prétendu crime de Lèze-Majesté qu'on s'avise maintenant de m'imputer. Je vous prie très-humblement, Mylords, de réfléchir sérieusement là-dessus. Ne permettez pas qu'on puisse jamais attaquer votre honneur & votre vie par de si basses chicaneries, & par des interprétations forcées des loix, lors que le texte n'est pas formel. Si on veut intenter des accusations pour faire valoir la subtilité de son esprit; que les gens qui ont une pareille demangeaison, cherchent d'autres sujets, que ceux où il y va de l'honneur & de la vie d'un Pair d'Angleterre. Ne rendez pas la condition des Ministres d'Etat, encore plus difficile & plus périlleuse; de peur que chacun craignant désormais d'être examiné avec autant de rigueur, le Roi ne trouve plus de gens qui le veuillent servir, & que les affaires publiques ne demeurent abandonnées par ceux qui sont jaloux de la conservation de leur honneur & de leur vie. Je n'aurois pas si long-temps abusé de votre patience, Mylords, ajouta le Comte en désignant feu son épouse & leurs enfans communs, si je ne m'étois cru obligé de plaider la cause de ces gages qu'une Sainte qui est maintenant dans le ciel, m'a laissés. Je parle plutôt pour eux, que pour moi. L'abondance de ses larmes qu'il ne put arrêter à un si tendre & si cher souvenir, l'empêchant de continuer, il reprit la parole avec peine, & dit seulement : Pardonnez moi cette foiblesse,

blesse, Mylords. J'avois d'autres remontrances à vous faire: Mais je ne suis pas en état de parler plus long-temps. Il faut les supprimer. J'ai toujours été convaincu, graces à Dieu, que les afflictions de cette vie ne sont rien en comparaison de la gloire éternelle qui nous sera manifestée. Ainsi, Mylords, je me soumets au jugement que vous prononcerez pour me condamner, ou pour m'absoudre. Nous te louons, Grand Dieu, conclut-il par les paroles Latines de l'hymne qu'on chante dans le service divin. Nous confessons que tu es le souverain Seigneur. •

Après que Strafford se fut défendu lui-même sur tous les faits dont il étoit chargé, il fut question de lui permettre d'avoir des Avocats qui développassent le sens véritable des loix citées contre lui. La demande étoit si juste que les Seigneurs ne la purent refuser. Cependant la Chambre Basse encore plus animée, trouva mauvais que les Pairs l'eussent accordée sans son consentement. C'étoit prétendre que les Juges se doivent conduire au gré des accusateurs, comme le Comte de Clarendon le remarque fort à propos. Quelques Gentilshommes parlèrent vivement contre les Avocats qui entreprendroient la défense d'un homme accusé du crime de Léze-Majesté par les Communes d'Angleterre, & proposèrent de procéder contr'eux. L'injustice auroit été si criante, qu'on n'osa pas aller plus loin. Les ennemis de Strafford vouloient seu-

1641. lement faire sentir à ses Avocats, qu'ils devoient bien prendre garde à ce qu'ils diroient, & craindre la colére d'une Affsemblée si redoutable. Cela n'empêcha pas que Lane chargé de prouver que le Comte n'étoit point coupable du crime de Léze-Majesté, selon les loix communément reçues en Angleterre, ne s'acquît de sa commission avec tant de force, que les ennemis de l'accusé craignant qu'il ne fût pas condamné à la mort, résolurent de le perdre d'une manière fort extraordinaire, dont il y avoit peu d'exemples.

Les Communes changent de procédure contre le Comte de Strafford.

Trial of the Earl of Strafford. Rushworth's Historical Collections. IV. Vol. Clarendon's

En certaines occasions importantes, lors que les deux Chambres du Parlement d'Angleterre croient une personne véritablement coupable de Léze-Majesté, quoiqu'elle n'en puisse pas être absolument convaincue, ou par le défaut du nombre suffisant des témoins requis, ou par l'obscurité du texte de la loi, les Pairs & les Communes du Roiaume font un ** acte*, ou une loi particulière, par laquelle en vertu de leur pouvoir législatif, l'accusé est déclaré *atteint* & convaincu du crime de Léze-Majesté, & condamné au supplice ordonné en pareil cas. Le consentement du Roi est absolument nécessaire pour la validité de l'acte, les loix résolues dans les deux Chambres, n'ayant aucune force sans la volonté du Roi qui a droit de les rejeter, ou selon le stile ordinaire, d'en renvoyer l'examen à un autre temps, s'il

* Cela s'appelle un *Bill d'attainder*.

s'il le juge à propos. Avant le règne 1641.
d'Henri VIII. on ne trouve pas de pareil- *History. I.*
les condamnations. Thomas Cromwell *Vol. 3. Book.*
Comte d'Essex, Faveur & premier Ministre *Burnet's*
de ce Prince violent, eut sujet de se repen- *History of*
tir d'avoir porté son Maître à introduire *the Refor-*
une coutume d'autant plus injuste, & *mation of*
plus pernicieuse, que les accusez furent *England.*
condamnez en ce temps-là sans être en- *I. Vol. 2.*
tendus. Le Roi dégoûté de Cromwell *& 3. Book.*
le fit mourir par une semblable procédure.
Je ne révoque point en doute la puissance
des Parlemens, dit à ce propos un grand
Juriconsulte d'Angleterre. Ces sortes
d'arrêts sont constamment bons en justice.
Mais que la manière dont ils furent rendus,
soit ensevelie dans un éternel oubli, ou que
du moins, il n'en soit jamais fait aucune
mention. Plus l'autorité d'un Tribunal
est absoluë, plus il doit être juste & intègre
dans ses procédures & dans ses décisions,
afin de donner un bon exemple aux Cours
subalternes. Le Comte de Strafford aiant
été entendu avant sa condamnation, cet-
te remarque judicieuse ne se doit pas ap-
plicher directement à l'acte fait contre
lui dans le Parlement dont j'écris l'His-
toire. On a depuis condamné un Duc
d'Angleterre sans l'entendre. Mais il
avoit les armes à la main pour usurper
une Couronne, à laquelle il ne pouvoit
légitimement prétendre. Sous le règne
précédent, un Chevalier perdit la vie par
un acte du Parlement qui le jugea at-
teints & convaincu de Léze-Majesté,

1641. quoique le nombre des témoins requis par les loix manquât, à cause de l'élévation d'un de ceux qui furent premièrement produits. Plusieurs Pairs du Royaume & des mieux intentionnez pour le Gouvernement établi, refusèrent de consentir à l'acte passé dans la Chambre des Communes. La conséquence leur en paroïssoit dangereuse dans un Etat divisé par deux puissans partis. *Dès que l'un prévautra & sera gagné par la Cour, disoit-on, le Roi se défera aisément de ceux qui lui sembleront suspects. Le pouvoir arbitraire & supérieur aux loix, est capable de causer des effets si funestes, que les personnes prudentes doivent presque autant craindre de le laisser à une multitude souvent tumultueuse, qu'à un homme seul.* A Dieu ne plaise que je veuille décider une question, si délicate, si épineuse. Je dirai seulement qu'il n'est pas mauvais pour la conservation de la liberté du peuple, que les Ministres & les Conseillers d'Etat craignent toujours de se voir cités devant un Tribunal qui les peut condamner, quelque soin qu'ils prennent de cacher leurs desseins pernicieux, & de se mettre à couvert de la rigueur du sens littéral des loix. Je reviens au Comte de Strafford.

Les Communes aiant refusé de repliquer à ce que Lane avoit dit en faveur de l'accusé, sous prétexte qu'il ne convenoit pas à la dignité de leur Chambre, de contester avec un simple Avocat, le

Le Chevalier Arthur Hasterig que Clarendon traite d'*homme impertinent & audacieux*, que le Parti Puritain chargeoit des commissions les plus odieuses, & que Pym avançoit autant qu'il lui étoit possible; Hasterig, dis-je, porta dans la Chambre Basse, la minute d'un acte pour condamner Strafford à la peine ordonnée contre les criminels de Léze-Majesté. La proposition fut reçue du plus grand nombre avec applaudissement. On déclare le Comte suffisamment convaincu d'avoir entrepris de renverser les loix fondamentales du Roiaume, & ses prétendues démarches pour introduire un gouvernement arbitraire & tyrannique, de véritables crimes de Léze-Majesté. Quand l'acte fut lu pour la troisième fois le 19. Avril, deux cent quatre membres des Communes l'approuvèrent, & cinquante-neuf le rejetèrent.

Le Lord Digby l'un de ceux qui avoient témoigné le plus d'ardeur & d'animosité contre Strafford, refusa d'y consentir, & dit que s'il avoit cru pouvoir être du nombre des accusateurs du Comte, qu'il regardoit encore comme un Ministre d'Etat fort dangereux, & des plus mal-intentionnez pour sa patrie, cependant il ne pouvoit en conscience le condamner comme coupable de Léze-Majesté, le témoignage rendu par le Chevalier Vane n'étant pas suffisamment appuié. La harangue de Digby est fort mal reçue. On l'oblige à s'expliquer sur certains endroits, & le

1641. Parti Puritain mécontent d'une équité tout-à-fait estimable, en prend occasion de le rendre suspect & de le décrier parmi le peuple, dont il avoit vigoureusement défendu la liberté.

Olivier de S. Jean que le Roi avoit fait son *Solliciteur*, ou Procureur Général, afin de gagner un homme trop ouvertement déclaré contre lui, ou de contenter les Puritains dont il devint l'oracle depuis qu'il eût plaidé en faveur d'Hambden & des autres que la Cour fit poursuivre sur le paiement de l'impôt *de la Marine*; S. Jean, dis-je, fut chargé de parler aux Seigneurs pour leur faire voir que l'acte de condamnation passé dans la Chambre Basse contre le Comte de Strafford, étoit conforme aux loix du Roiaume & aux règles de la justice. Son discours fut long & subtil au dernier point. Strafford surpris des artifices de son accusateur, eut continuellement les mains levées au ciel, comme pour demander justice à Dieu, & le prier de donner à un homme opprimé la force de résister à des ennemis si malins & si opiniâtres. Il pria les Seigneurs de permettre à ses Avocats qui n'avoient peut-être pas assez amplement éclairci le texte des loix alléguées pour ou contre lui, de plaider une seconde fois. On le lui refusa sous prétexte que la Chambre des Communes qui devoit parler la dernière, avoit résolu de ne faire plus aucune réplique à ce qui se pouroit dire en faveur de l'accusé. Pour intimider les Pairs, &

pour

pour les réduire à la nécessité de passer l'acte de condamnation porté à leur Chambre, à moins qu'ils ne voulussent s'exposer au péril de soulever tout le peuple de Londres contr'eux, les ennemis du Comte excitèrent sous main une populace nombreuse & échauffée à venir en foule & à crier autour du palais de Westminster. On y afficha un papier qui contenoit les noms de ceux de la Chambre des Communes qui avoient opiné contre l'acte. On les y appelloit *Straffordiens, traitres; & ennemis de la Patrie.* Le nom du Lord Digby étoit à la tête, quoiqu'il fût un des plus prévenus contre Strafford, & qu'il eût conseillé de prendre de si bonnes mesures pour s'assurer de sa personne, que l'Angleterre n'eût jamais rien à craindre de ses intrigues & de ses mauvais conseils, puisque selon les loix, des Juges intégres & équitables ne pouvoient le condamner à perdre la vie, sans se rendre coupables d'un sang injustement répandu. Une si louable modération étoit-elle donc une trahison ?

L'acte passé par les Communes aiant été porté de la sorte aux Seigneurs, le Roi sans le consentement duquel il demeurait informé, quoique ceux-ci l'approuvaient, crut devoir déclarer aux deux Chambres ce qu'il pensoit de l'affaire du Comte de Strafford. Il va donc le 1. Mai à celle des Pairs, y fait appeller les Communes, & dit nettement que sa conscience

1641.

L'acte de
condamna-
tion contre
le Comte de
Strafford
passé à la
Chambre
des Sei-
gneurs.

ne

1641. ne lui permet pas de condamner son ancien Ministre, comme coupable de Lèze-Majesté. Je sai mieux que tout autre ajoûta-t-il, que personne ne m'a conseillé de me servir de l'armée d'Irlande, pour réduire l'Angleterre, ni de changer les loix de ce Roiaume. Un pareil projet ne me fut jamais proposé. Aucun des membres de mon Conseil privé n'auroit osé m'en parler. Ils connoissoient tous ma délicatesse sur cet article. J'aurois puoi une si grande hardiesse, & fait connoître par un châtiment exemplaire la droiture de mes intentions. J'ai toujours pensé à gouverner selon les loix. Quand je dis que je ne puis en conscience condamner le Comte de Strafford, je ne prétens pas assurer qu'il soit tout-à-fait innocent. Je parle seulement du crime de Lèze-Majesté. Il a véritablement commis des fautes considérables dans ses emplois. Cherchez des moiens convenables pour dissiper vos craintes & votre jalousie, pour le punir selon les règles de la justice, & pour ne rien exiger de moi qui blesse ma conscience, j'y consens volontiers. Je ne demande qu'à contenter mon peuple. Mais rien est capable de me porter à faire quelque chose contre les lumières de ma conscience. Je n'ai pas mérité que le Parlement me presse sur un point si délicat, & je ne croi pas que ce soit votre intention. Soiez persuadés que je connois si bien maintenant le Comte de Strafford, que je ne voudrois pas lui confier le moindre emploi. Je vous laisse, Mylords, le soin de trouver

*Trial of the
Earl of
Strafford.
Rushworth's
Historical
Collections.
IV. Vol.
Clarendon's
History.
I. Vol.
3. Book.*

ver des expédiens, qui me tirent d'un si grand embarras, & qui préviennent les maux que vous craignez pour vous-mêmes & pour tout le Roiaume. ■ 1641.

Le discours de Charles fit impression sur l'esprit de quelques-uns des Pairs ennemis de Strafford, & entr'autres du Comte de Bedford. Ils crurent qu'on ne pouvoit pas raisonnablement exiger du Roi, qu'il condannât à la mort, un homme qu'il ne croioit pas la mériter. D'autres, du nombre desquels étoit le Comte d'Essex, insinuoient à ceux-ci, que Strafford étant certainement coupable, quoique son crime ne fût pas juridiquement prouvé, le bien de l'Etat demandoit qu'on se défit d'un Ministre dangereux, que Charles rappelleroit auprès de lui, dès qu'il jugeroit le pouvoir faire seurement. Bedford n'étoit-il point tel que plusieurs de ses compatriotes? Le chagrin de se voir éloigner des emplois, les porte souvent à devenir populaires, & à s'intriguer avec le parti mécontent de la Cour. Si on les flatte ensuite de l'espérance d'obtenir une place considérable, dès-lors sans renoncer absolument à la faction dont l'appui leur paroît nécessaire à l'avancement, ou à la conservation de leur fortune, ils travaillent sous main à contenter le Roi, ou à lui procurer du moins une partie de ce qu'il souhaite. Bedford avoit envie d'être Grand Trésorier d'Angleterre, charge que l'Evêque de Londres desespéra de garder long-temps, depuis la disgrâce de
Laud

1641. Laud son patron. Charles parut disposé à la donner à un Seigneur qu'il lui étoit important de gagner, & le Comte intéressé désormais à soutenir la réputation & l'autorité du Roi, tâcha de déconcerter adroitement les projets & les intrigues des Puritains. Il mourut peu de temps après, en condamnant la violence & l'emportement des gens de son parti. *Je crains fort, disoit-il, que leur entêtement & leur opiniâtreté ne soient plus prejudiciables à la patrie, que la longue intermission des Parlemens.* Le Lord Say autre Chef des Puritains, délivré du seul concurrent qu'il appréhendoit, & rempli de l'espérance d'être Grand Trésorier, promit à Charles de sauver la vie à Strafford. Ce fut lui, dit Clarendon, qui conseilla au Roi d'aller à la Chambre Haute, & d'y faire la déclaration que je viens de rapporter. Strafford averti du dessein de Charles, lui fit remontrer que cette démarche seroit pernicieuse à celui que Sa Majesté prétendoit conserver, & la pria de s'en rapporter uniquement à l'honneur & à la conscience des Seigneurs. Certains gens crurent que Say cherchoit à perdre le Comte, en portant le Roi à prendre de fausses mesures pour lui sauver la vie. En effet quelques Pairs indignez de ce que Charles sembloit vouloir leur ôter la liberté d'opiner selon leurs lumières, en venant leur déclarer par avance son sentiment sur un acte porté à leur Chambre, prirent la résolution de le passer.

Un

Un nouvel incident les y confirma. Plusieurs Officiers de l'armée d'Angleterre, dont quelques-uns étoient membres du Parlement, & liez même avec les Chefs du Parti Puritain, délibérèrent entr'eux sur les moïens d'engager les troupes à demeurer fidèles au Roi, & de l'aider à se tirer de l'embaras, où il se trouvoit, & à réprimer les entreprises continuelles de Pym & de ceux de son parti, dont l'insolence devenoit tous les jours plus insupportable. Si ces Officiers conçurent ce dessein par un principe d'honneur, & d'attachement au service de leur Maître; ou si ce fut un effet de leur chagrin contre les Puritains, qui ménageoient moins l'armée d'Angleterre, que les troupes Ecoissoises, sur l'affection desquelles ils comptoient davantage, on ne le fait pas certainement. Quoi qu'il en soit, Percy frère du Comte de Northumberland, Jermin, Wilmot, Ashburnham, & d'autres méditèrent de présenter une requête au Roi, signée d'un fort grand nombre d'Officiers. On y devoit remercier Sa Majesté de ce qu'elle avoit bien voulu accorder au delà même de ce que des sujets fidèles & reconnoissans devoient attendre pour la conservation de leurs privilèges & de leur liberté; la prier ensuite de réprimer certains esprits brouillons & factieux, qui bien loin d'être sensibles à ce qu'elle faisoit en faveur de son peuple, fomentoient le prétendu mécontentement d'une populace maligne.

1641. gnement séduite, tâchoient d'exciter une révolte générale, & vouloient renverser la constitution du gouvernement ; faire enfin une protestation solennelle d'attachement à la personne du Roi, & d'une sincère disposition à tout sacrifier pour le servir contre les gens mal-intentionnez.

La minute de la requête fut dressée & montrée secrètement à Charles. C'étoit pour savoir de lui, s'il trouveroit bon qu'on la lui présentât dans les formes. Sa Majesté y aiant consenti, le projet fut communiqué à un plus grand nombre de gens, dont l'approbation & la signature paroissoient nécessaires. Un des Officiers nouvellement appelez aux conférences tenuës sur ce sujet, dit hautement que les mesures qu'on proposoit de prendre, ne produiroient pas le bon effet qu'on espéroit. *Le plus sûr & le plus court, ajouta-t-il, c'est d'amener l'armée à Londres, afin de tenir le Parlement dans le respect, & de l'obliger à faire ce que le Roi voudra.* Un conseil si violent fit horreur à l'Assemblée. De peur d'irriter celui qui le donnoit, on se contenta de le rejeter comme impraticable. Cet homme-là même, qui vouloit peut-être tendre un piège à ceux dont les intentions étoient droites, alla découvrir au Comte de Bedford & aux Lords Say & Kimbolton Chefs du Parti Puritain, le dessein concerté de présenter une requête au Roi de la part des Officiers de l'armée. Ceux-ci en parlèrent à Pym & aux principaux
de

de sa faction dans la Chambre Basse. 1641.
L'affaire ne fit d'abord aucun éclat, par les soins & le crédit de Bedford, qui cherchoit plutôt à calmer les esprits déjà trop irrités, qu'à les aigrir davantage. Cependant l'Officier traître se déchaînoit en apparence contre les procédures de la Chambre Basse, & disoit hautement à la Cour, que secondé par certaines gens qui étoient à sa dévotion, il tireroit Strafford des mains du Lieutenant de la Tour de Londres, lorsque celui-ci conduiroit le Comte à la sale de Westminster. Déplorable état d'un Roi infortuné ! Trahi par de faux serviteurs, attaqué par un parti aussi malin que puissant, & abandonné de ceux qui auroient pû le servir utilement, il ne pouvoit ni appercevoir, ni éviter les pièges qu'on lui tendoit de tous côtez.

Le Comte de Bedford étant mort peu de jours après cette découverte, Pym & ses amis résolurent d'en tirer de grans avantages, pour obliger la Chambre Haute & le Roi même à passer l'acte de la condamnation de Strafford, & un autre que ces prétendus Réformateurs du gouvernement projettoient. Le Roi y devoit être dépouillé de la plus essentielle prérogative de sa couronne. Car enfin, ils ne pensoient à rien moins qu'à le réduire à la condition du Doge de Venise ; peut-être à changer la constitution de l'État, & à former une véritable Démocratie. Le Lord Fairfax, & Olivier Cromwell si fameux

1641. fameux dans la suite , étoient alors dans le Parlement , l'un Député de la Province d'York , & l'autre de la ville de Cambridge. Mais ils ne faisoient pas encore fort grande figure. Pym , Hambden, S. Jean, & Holliès étoient à la tête des Puritains de la Chambre Basse. Une seconde découverte les rendit plus fiers & plus audacieux. Il n'étoit guères possible que les Papistes dévouez à la Reine Henriette demeuraissent tranquilles à Londres & ailleurs , en un temps de crise , où tout étoit à craindre pour eux , à cause de la supériorité du Parti Puritain , qui les haïssoit beaucoup plus que l'autre. Leurs intrigues ne furent point si secrètes , qu'il n'en vint quelque chose à la connoissance de Pym, & de ses amis. On intercepta une lettre de Philips Anglois Prêtre de la Congrégation de l'Oratoire de France & Confesseur de la Reine Henriette , à Montaigu Gentilhomme de la même nation , qui avoit quelque crédit auprès du premier Ministre de Louis. Après une peinture assez vive du triste état de Leurs Majestez Britanniques , Philips demandoit à son ami , s'il étoit possible que *le Grand Cardinal* abandonnât une Fille de France à la fureur de quelques séditieux , & sembloit souhaiter qu'on exhortât Louis & Richelieu , à secourir le Roi & la Reine d'Angleterre dans leur pressant besoin. Le bon Père connoissoit mal le génie & la situation des affaires de son *Grand Cardinal*. Outre qu'il étoit
alors

alors fort embarrassé de la conspiration formée contre lui par le Comte de Soissons & par le Duc de Bouillon, qui étoit sur le point d'éclater, Richelieu fomentoit les mouvemens des conféderez d'Ecosse, & les divisions du Parlement d'Angleterre. Pym fut soupçonné d'avoir reçu de l'argent de France. La résolution prise dans la Chambre Basse, de prier Charles d'obliger la Reine Marie de Médicis sa belle-mère à sortir d'Angleterre, est du moins une preuve que Richelieu avoit des amis & des intelligences dans le Parti Puritain.

Quoi qu'il en soit, le 2. Mai Pym déclare aux Communes assemblées, qu'il y a une conjuration tramée par quelques Officiers de l'armée contre le Parlement. Qu'on projette de se saisir de la Tour de Londres, & d'enlever le Comte de Strafford. Que des personnes distinguées dans la maison de la Reine, sont du complot. Qu'elles entretiennent une étroite correspondance avec la Cour de France. Que les troupes de Louis s'avancent vers les côtes maritimes de son Roiaume. Enfin, qu'on doit veiller à la seureté de Portsmouth. Le Chevalier Wray seconde Pym, & propose une association, ou une ligue à peu près semblable à celle d'Ecosse, pour maintenir la Religion Protestante, pour défendre la personne du Roi, & pour conserver les privilèges du Parlement, & les droits légitimes des sujets. L'acte en est incontinent dressé. Les deux Cham-

1641. Chambres des Communes & des Seigneurs le signent. On l'envoie même dans les Provinces, pour en exiger la signature. Le peuple de Londres s'émeut, & présente des requêtes aux Seigneurs. La populace animée sous main s'atroupe autour du palais de Westminster, & demande avec menaces qu'on fasse mourir le Comte de Strafford. Ce fut dans cette conjoncture, que les Pairs effraiez de tant de mouvemens, passèrent l'acte de condamnation contre un Seigneur, à la perte duquel tout sembloit conspirer, & que la Chambre Basse les pria de se joindre à elle pour presser le Roi d'y donner son consentement.

Le Roi d'Angleterre passe l'acte par lequel le Comte de Strafford est condamné à la mort. Le tumulte excité à Londres par les artifices malins des ennemis de Strafford, augmenta d'une telle manière, que Sa Majesté Britannique eut sujet de craindre un soulèvement général de la capitale & à peut-être de tout le Roiaume d'Angleterre. Le Comte prit alors la généreuse résolution de prier Charles de l'abandonner à sa triste destinée. Sire, lui écrivit-il, *la chose qui m'afflige le plus dans les troubles présens de l'Etat, c'est d'être regardé comme une personne qui a lâchement abusé de la confiance de V^{otre} Majesté, en lui donnant des conseils contraires au repos & au bonheur de ses trois Roiaumes. Je n'ai jamais été capable d'une pareille folie. Elevé à de si grans emplois par vôtre bonté, je devois penser uniquement à jouir en paix des bienfaits dont vous m'avez com-*

comblé. Votre Majesté sait fort bien que je
 lui ai toujours insinué, que sa bonne intelli-
 gence avec le Parlement, étoit le seul mo-
 ien de vous rendre heureux. & de conten-
 ter le peuple. Je n'ai point cessé de vous re-
 montrer, qu'en se reposant sur l'affection
 & sur la fidélité de ses sujets, Votre Ma-
 jesté conjurerait l'orage dont elle paroît
 menacée. Quel malheur pour moi, qu'une
 vérité constante trouve si peu de gens qui la
 veuillent croire, & qu'on me poursuive
 comme l'auteur des divisions présentes !
 Depuis le témoignage que vous m'avez ren-
 du sur l'accusation du crime de Lèze-Ma-
 jesté, & la déclaration que votre conscien-
 ce ne vous permet pas de consentir à l'acte
 de ma condamnation, les esprits sont, dit-
 on, plus irrités que jamais contre moi. Ce-
 la me jette dans une étrange perplexité. Je
 crains la ruine de mes enfans, & la flétris-
 sure de ma famille, qui n'a jamais été des-
 honorée par aucune action indigne & hon-
 teuse. Je prévoi d'un autre côté les maux
 qui peuvent arriver à votre personne sacrée,
 si le Parlement se sépare mécontent de vous.
 Enfin, la vie & la mort se présentent à mon
 esprit, l'une comme la chose la plus agréa-
 ble, & l'autre comme l'extrémité la plus
 affreuse. A Dieu ne plaise que j'affecte de
 m'élever orgueilleusement au-dessus de la foi-
 blesse qu'il découvre en moi. Ce n'est pas
 sans peine, que je me suis enfin déterminé
 au choix qui me paroît le plus honnête pour
 moi, & le plus convenable à la sûreté de
 Votre Majesté, & au bien de ses sujets. Je

1641. *la supplie de passer l'acte de ma condamnation, de prévenir par cette condescendance les maux qu'un plus long refus pourroit causer, & d'établir une parfaite correspondance entre elle & son peuple. Mon contentement doit mettre vòtre conscience en repos, & vous disculper devant Dieu. Quelle injustice me faites-vous si je me soumets volontiers à l'arrêt prononcé contre moi? Permettez qu'en vous sacrifiant cette vie mortelle, je vous donne une marque de la juste reconnoissance que j'ai des faveurs dont vous m'avez honoré.*

La populace continuant de s'atrouper autour de Westminster, & de demander d'un air encore plus menaçant, & par des requêtes réitérées, la mort de l'infortuné Strafford, les Pairs pressés par les Communes, prièrent le Roi de se déterminer enfin sur l'acte de condamnation passé dans les deux Chambres, puisque le repos de ses sujets dépendoit de la prompte résolution qu'il prendroit. Charles assemble son Conseil, & demande qu'on lui suggère les moiens d'appaiser de si grans & de si fréquens tumultes. Quelques membres de la Compagnie prévenus de la maxime nouvellement établie, qu'il n'étoit pas permis de donner au Roi des avis contraires aux résolutions prises dans les deux Chambres du Parlement, lui conseillèrent de passer l'acte sans difficulté. D'autres effraiez au dernier point, & persuadés que la violence faite à Sa Majesté, seroit une excuse suffisante devant Dieu,

Dieu, & devant les hommes, lui remon-
trent que son consentement à l'acte est le
seul moien de sauver le Roi, la Reine,
& les Princes leurs enfans, & qu'on doit
sacrifier l'homme du monde le plus inno-
cent à la paix des trois Roiaumes. Char-
les se défend toujours sur sa juste répu-
gnance à faire une pareille chose contre
les lumières de sa conscience. On lui
propose alors de consulter quelques Evê-
ques. Il en appelle quatre, du nombre
desquels étoient le sàvant Usher, plus
connu sous le nom d'*Usserius*, Archevê-
que d'Armagh en Irlande, & le dissimulé
Williams Evêque de Lincoln, & peu de
temps après Archevêque d'York.

L'Auteur de la vie de celui-ci rapporte
que les quatre Prélats expliquèrent ainsi le
cas de conscience qui embarassoit le Roi.
*Si de même que Sa Majesté se reposoit sur
les lumières & l'intégrité des Magistrats
des tribunaux ordinaires, & ne se croioit
pas responsable de la mort de quelques in-
nocens qui pouvoient y être condamnez par
bazard, elle ne devoit pas aussi s'en rap-
porter aux Juges qui avoient condamné le
Comte de Strafford, quoiqu'elle fût persua-
dée d'ailleurs, qu'il n'étoit point coupable
du crime dont il étoit accusé. N'en déplai-
se à ces Messieurs, le cas de Strafford étoit
fort différent. Ce Seigneur avoit trois
Juges, pour ainsi dire, la Chambre des
Communes, celle des Pairs, & le Roi,
sans le consentement duquel la condam-
nation de l'accusé demeuroit informe &*

1641. sans autorité. Il falloit donc demander, si deux Juges d'un tribunal composé seulement de trois, aiant opiné à la mort, le troisième convaincu de l'innocence du prétendu criminel, pouvoit en conscience s'en rapporter au jugement des deux autres. Tel étoit le cas. Dans les tribunaux ordinaires, le Roi ne juge pas en personne. Cependant s'il étoit persuadé qu'un accusé a été injustement condamné, & contre les formes prescrites par les loix, ne devoit-il pas lui conserver la vie? A plus forte raison, Charles étoit-il donc indispensablement obligé à rejeter l'acte de la condamnation de son Ministre. L'Historien de Williams avoue que le Roi desapprouva la décision des quatre Prélats qui conclurent à l'affirmative, & dit qu'il aime mieux les abandonner à la censure d'un Prince éclairé & religieux, que de combattre ce qu'il a dit contr'eux dans un livre * qui porte son nom.

Le Comte de Clarendon raconte la chose autrement, & prétend que Williams moins scrupuleux & plus téméraire que les trois autres, remontra hardiment à Charles, que Sa Majesté avoit deux consciences, celle d'un Roi qu'il nomma *publique*, & celle d'un particulier qu'il lui plut d'appeller *privée*. Qu'en qualité de Roi, il étoit non seulement dispensé, mais encore obligé de faire des choses directement contraires à sa conscience de particulier. Qu'il n'étoit pas question de

savoir,

* *Enon's Case*.

savoir, si le Comte de Strafford devoit mourir, mais si Sa Majesté se perdroit pour l'amour de lui. Que la *conscience* d'un Roi, d'un époux, & d'un père, c'étoit de sauver son Roiaume, son épouse, & ses enfans. Que ces puissantes considérations l'emportoient sur tout ce qu'une *conscience privée* pouvoit suggérer à un particulier en faveur de son ami, ou de son serviteur. Ce Casuiste politique, plus relâché, & moins Chrétien que les *Tambourins* & les *Escobars*, conclut de là, que son Maître étoit indispensablement obligé à passer l'acte de condamnation. Charles attendoit que les trois autres Prélats plus éclairés & plus religieux, réfutassent une décision qui lui faisoit horreur. Quelle fut sa surprise quand il vid que l'Archevêque d'Armagh & ses deux confrères, n'osèrent rien dire pour fortifier sa conscience ébranlée, quoique la seureté de leurs propres personnes & celle de leur ordre, dépendit uniquement de la fermeté du Roi en ce qui regardoit son devoir & la religion, comme le Chancelier d'Angleterre le remarque fort bien !

Que Williams lié, comme je l'ai déjà remarqué, avec les Chefs du Parti Puritain, seuls capables d'empêcher qu'il ne fût opprimé par Laud Archevêque de Cantorberi son ennemi juré, & qui devoit craindre qu'un Ministre qui ne le haïssoit pas moins, ne rentrât quelque jour en place, ait tâché de persuader au Roi qu'il pouvoit en conscience sacrifier à

1641. son propre repos, à la seureté de ses enfans, & à la tranquillité de son Roiaume, un Seigneur qu'une faction nombreuse & formidable s'opiniâtroit à perdre, je n'en suis nullement surpris. Il me paroîtroit seulement étrange, qu'*Usserius* ami de Strafford qui le demanda pour l'aider à mourir Chrétienement, n'ait pas osé réfuter le raisonnement impie d'un autre Caïphe, si je ne vois que le Comte n'étoit pas tout-à-fait innocent, & ayant de l'aveu même de Charles, commis des malversations considérables dans ses emplois, qui l'avoient rendu odieux aux trois Roiaumes, l'Archevêque d'Armagh & les deux autres Prélats, se purent imaginer que le Roi ne seroit pas responsable devant Dieu, d'avoir abandonné au ressentiment du peuple, un Ministre soupçonné avec quelque apparence, d'avoir conseillé la longue intermission des Parlemens, & voulu fraier à son Maître le chemin à un gouvernement arbitraire; quoique d'ailleurs Strafford ne fut pas juridiquement convaincu du projet de renverser les loix fondamentales de sa patrie. Sans réfléchir davantage sur les motifs du silence des trois Prélats que je ne prétens pas disculper, j'ajouterai seulement que Charles eut de continuel remords de sa foible & criminelle politique en cette occasion, & qu'il se reprocha jusques au dernier soupir de sa vie d'avoir consenti à la mort de son Ministre.

Le 5. Mai, il y eut une allarme générale dans la ville. Certaines gens y avoient malignement répandu le bruit, que le Parlement étoit assiégé dans Westminster, qu'on avoit mis le feu au palais, & qu'on avoit formé le complot de faire sauter la chambre où les Communes s'assembloient. La populace s'assemble en plus grand nombre qu'auparavant, & accourt de tous côtez à Westminster. Il arriva pour lors qu'un Gentilhomme cria par malice, ou par imagination, qu'il sentoient la poudre à canon. Ceux qui se trouvoient dans la galerie qui regarde dans la chambre, descendirent au plus vite, & un ais demi-pouri se rompit sous les pieds de deux membres du Parlement gros & pesans. Les autres éperdus sortent confusément de leur chambre, & crient qu'elle s'écroule & que quelques-uns sont déjà tués. La nouvelle aussi ridicule que fautive, est bien-tôt portée dans la ville & y augmente l'allarme. Le peuple furieux court au secours du Parlement, les milices ordinaires prennent les armes, & marchent vers Westminster. On les desabuse dans une place, où elles se rangeoient comme en bataille, & les voilà qui retournent sur leurs pas. Le Roi incertain à quoi ces mouvemens aboutiroient, trahi, ou abandonné par ceux qui l'auroient pu aider, ou soutenir dans une pareille détresse, assemble son Conseil, déclare sa résolution de contenter le Parlement & le peuple, choisit enfin des Commissaires,

1641. & leur donne le pouvoir de passer en son nom l'acte de la condamnation de Strafford. Il portoit que l'infortuné Comte, *atteint & convaincu du crime de lèse-majesté, souffriroit le supplice que les loix ordonnent en pareil cas.* Ses ennemis contents du succès de leur entreprise, & de leurs malins & grossiers artifices, portent la Chambre des Communes à charger un de ses membres de remercier très-humblement Sa Majesté & de l'affurer que s'il continuoit à suivre ainsi les conseils que son Parlement lui donneroit dans les affaires importantes de l'Etat, on le rendroit plus glorieux & plus riche qu'aucun de ses prédécesseurs. N'y avoit-il point plus d'ironie que de réalité dans une protestation si honnête en apparence ? On le réduisit à la nécessité de passer en même temps un autre acte, qui lui arrachoit un des plus beaux fleurons de sa Couronne, comme je le rapporterai incontinent. Devoit-on espérer qu'il vécût désormais en bonne intelligence avec des sujets qui projettoient de le mettre dans une entière dépendance de leurs volontez, & qu'il suivît aveuglément les conseils des ennemis de son autorité ?

Strafford étant ainsi condamné dans les formes requises le 10. jour de Mai, Charles toujours tourmenté de ses scrupules, écrivit le lendemain une lettre aux Pairs de son Roiaume, & voulut que le Prince de Galles la portât à leur Chambre. Il y demandoit humblement grace pour le

le Comte, & prioit que la peine fût commuée en une prison perpétuelle, à condition que si Strafford faisoit moindre tentative pour s'échapper, ou qu'il se voulût mêler tant soit peu des affaires publiques, on le feroit mourir sur l'heure sans miséricorde. *Si sa mort, ajoûtoit-il, est le seul moien de contenter mon peuple, que justice soit faite, j'y consens. Mais que son supplice soit du moins différé de quatre ou cinq jours.* Un Souverain réduit malgré lui à la dure & triste nécessité de se rendre ainsi suppliant auprès de ses sujets, doit s'attendre à être refusé. Fiers de la supériorité obtenue, ils la poussent aussi loin qu'il leur est possible. Les Pairs d'Angleterre, ou intimidés par le peuple mutiné, ou bien-aisés de se défaire d'un Ministre qui les avoit chagrinés dans son élévation, dont la condamnation les jettoit en de terribles embarras, & les rendoit autant ou plus que le Roi, désormais dépendans de la Chambre des Communes, députèrent douze d'entr'eux pour aller représenter à Charles, qu'aucune des deux choses qu'il souhaitoit, ne leur paroïssoit faisable sans exposer Sa Majesté, la personne de la Reine, & les Princes leurs enfans à un danger évident. *J'ai marqué dans ma lettre, répondit le Roi, que je les desirois, en cas que l'une ou l'autre se pût faire sans mécontenter mon peuple. Je le repète encore, si cela ne semble pas praticable, que la justice ait son cours. Il me sembloit à propos de prolonger de quelques jours la vie*

1641. *du condamné, afin de lui donner le temps de régler ses affaires qui ne sont pas en bon ordre. Les douze Seigneurs assurèrent Sa Majesté, qu'eux & leurs Pairs prétendoient intercéder en faveur des enfans du Comte de Strafford, & que s'il dispoit de son bien avant sa mort, sa dernière volonté seroit exécutée. Ils voulurent alors remettre entre les mains du Roi, la lettre qu'il avoit envoyée à la Chambre Haute. Charles refusa de la prendre. Je serai bien-aise, dit-il, qu'elle demeure dans vos régitres, & que vous aiez de quoi faire connoître mes intentions, en cas que cela soit nécessaire pour mon honneur. J'espère que vous ne vous en servirez que fort à propos.*

Actes du
Parlement
d'Angleterre
fort préjudiciables
à l'autorité
du Roi.

Un des plus grans griefs des Anglois sous le règne de Charles I. c'étoit la longue intermission des Parlemens, qu'on attribuoit principalement aux conseils du Comte de Strafford, mais sans aucun fondement légitime, si nous en croions les protestations qu'il a faites en diverses occasions. Le peuple étoit d'autant plus animé contre lui, qu'on n'avoit pas oublié, que dans les Parlemens tenus avant qu'emporté par son ambition, il se fût aveuglément dévoué au Roi, il avoit remontré fortement dans la Chambre Basse, la nécessité de convoquer plus souvent ces assemblées. Dès le mois de Janvier de cette année, quelqu'un aiant représenté aux Communes, que selon deux anciennes loix faites du temps d'Edouard

III.

Rushworth's
Historical
Collections.
IV. Vol.
Clarendon's

III. on devoit tenir chaque année un Parlement, elles ne jugèrent pas à propos de faire revivre deux statuts trop surannés ; & nullement observez. Mais il fut résolu de préparer un acte, afin de régler que le Parlement s'assembleroit du moins tous les trois ans, quand mêmes le Roi négligeroit, ou refuseroit de le convoquer. Charles allarmé de la proposition fit avertir, qu'elle donnoit une trop grande atteinte aux droits de sa Couronne, ou selon le stile ordinaire d'Angleterre, à sa *Roiale prérogative*. Le 19. Janvier, Digby s'efforce de prouver la justice & la nécessité d'une semblable loi, & soutient que bien loin de diminuer la puissance du Souverain, elle la relève, parce qu'un Roi d'Angleterre ne paroît jamais avec plus de splendeur & d'autorité que dans son Parlement. Les défenseurs du pouvoir arbitraire ne conviendront pas de la solidité des réflexions de Digby. Ils prétendent qu'il est plus avantageux à un Roi de faire tout ce qu'il lui plaît, que de se montrer avec éclat dans une Assemblée, sans le consentement de laquelle il ne peut lever de l'argent, ni ordonner plusieurs autres choses. Mais cela n'empêche pas que le raisonnement de Digby ne soit fort bon, sur tout en Angleterre. Un François de bon esprit a dit avec beaucoup de justesse, que le Roi de cette Ile se rend un des plus grans Montarques du monde, quand *il veut être l'homme de son peuple, & qu'il perd toute sa puissance dès*

1641.

History.

1. Vol.

3. Book.

1641. *qu'il cesse de l'être.* La Reine Anne régné maintenant avec plus de gloire que la fameuse Elizabeth, & qu'aucun de ses prédécesseurs, sans excepter Henri V. cet illustre conquérant de la plus grande partie de la France. D'où vient cela ? Bien loin d'entreprendre sur la liberté de son peuple, Anne travaille à la conserver. Que dis-je ? à l'augmenter. L'invincible Marlborough feroit-il tant de merveilles inouïes, si le Parlement moins attaché à la Reine, refusoit de donner les millions qui contribuent à rendre la fin du règne de Louis XIV. *difficile & laborieuse* de l'aveu même de ses anciens flatteurs ? Dieu se sert-il de la valeur & de la prudence de Victor Amedée, d'Eugène, de Marlborough, pour achever le *grand ouvrage de la sanctification* de l'Oppresseur opiniâtre de toute l'Europe ? Ne *jette-t'il pas plutôt au feu les verges* dont il lui a plu de la châtier ? Laissons en le jugement aux personnes équitables & desintéressées.

Sermon du
P. de la Rue
prononcé
devant le
Roi de France.

Quelques jours après la harangue de Digby, Charles persuadé qu'il ne se pouvoit dispenser de donner satisfaction à ses sujets sur cet article, fait appeller les Pairs & les Communes dans la sale *des Banquets* à Whitehall ; déclare qu'il trouve bon que les uns & les autres cherchent les moiens de rendre les convocations du Parlement plus fréquentes, pourvu que ce soit d'une manière qui ne le dépouille pas de son autorité, pour en revêtir les moindres Officiers du Roiaume, qui en

en cas de négligence, ou de refus, de la part de Sa Majesté, pouvoient selon le premier projet de l'acte, assembler ceux qui ont dans les provinces, ou dans les villes, droit de choisir les membres du Parlement, & les y faire procéder incessamment. Les plus habiles Jurisconsultes du Conseil du Roi eurent ordre de conférer sur cette matière avec des gens nommez par les deux Chambres, & de concerter tous ensemble la manière de dresser l'acte sans préjudicier trop aux droits de Sa Majesté. 1641.

Je ne trouve pas ce qui fut allégué de part & d'autre dans une affaire si délicate. On nous a seulement conservé la loi qui n'eut point de lieu dans la suite. Il y étoit ordonné que trois ans après la dissolution du dernier Parlement, & sans attendre le commandement exprès de Sa Majesté, les Chanceliers ou les Gardes du grand sceau d'Angleterre, expédieroient les ordres nécessaires, afin que les Provinces & les Villes choisissent ceux qui les doivent représenter dans la Chambre des Communes. Et de peur que le premier Magistrat ne cherchât à s'exempter de faire une chose capable de le mettre mal auprès du Roi, il étoit enjoint à chaque Chancelier, ou Garde du grand sceau, de jurer, avant que d'entrer dans l'exercice de sa charge, qu'il exécuteroit ponctuellement tout ce que contient cet acte passé dans les formes le 20. Février. En y donnant son consentement, Charles

1641. eut raison de dire, que jamais loi n'avoit été *plus avantageuse* au peuple d'Angleterre. Elle fut si généralement applaudie, que les deux Chambres disoient unanimement, que le Roi aiant si bien pourvû au bonheur & à la liberté de ses sujets, le Parlement ne devoit plus penser qu'à lui donner des marques effectives de sa reconnoissance, & à le rendre le plus glorieux Monarque de l'Europe. Mais Pym & les gens de sa faction portoient leur vûe plus loin. Après ce premier pas, ils projetterent d'obtenir un Parlement toujours subsistant, & pour en venir à bout, la continuation de leur assemblée, jusques à ce qu'ils eussent réformé l'État à leur gré, & changé la constitution de la Monarchie d'Angleterre en une franche Démocratie.

Le tumulte arrivé à l'occasion des scrupules du Roi sur la condamnation du Comte de Strafford, & la prétendue conjuration contre le Parlement, parurent à ces Messieurs une conjoncture favorable pour parvenir à leurs fins. Ils commencent de dire, qu'il seroit à propos de faire un acte par lequel le présent Parlement odieux aux partisans du pouvoir arbitraire, & aux ennemis de la liberté de la patrie, ne pouroit être *ajourné, ni prorogé, ni congédié*, sans le consentement des deux Chambres par un acte fait exprès. *Cela est d'autant plus nécessaire, ajoûtoit-on, qu'on ne peut trouver de l'argent pour les deux armées d'Angleterre & d'E-*

d'Ecosse, que dans la bourse des habitans de Londres, qui le voudront bien prêter sur la bonne foi du Parlement. Et quelle seureté les particuliers auront-ils de leur remboursement, si nous pouvons être congédiés immédiatement après que l'argent sera prêté? Qui leur répondra que le Parlement suivant confirmera ce que nous aurons fait, & que les dettes que nous voulons contracter, seront payées? Là-dessus, on dresse tumultuairement un acte tel que je le viens de marquer. Il est lu trois fois, sans grande réflexion dans la Chambre Basse, & porté immédiatement à la Haute. Les Seigneurs proposèrent d'y faire quelque changement, de fixer un temps, & de marquer précisément que le Parlement ne pouroit être ajourné, ni prorogé, ni congédié que dans deux ans, à moins que les deux Chambres n'y consentissent par un acte fait exprès. Les Chefs du Parti Puritain dans la Basse parèrent adroitement le coup. La clause, crient-ils, n'est propre qu'à mettre de la jalousie entre le Roi & son peuple. C'est donner à penser qu'on projette de rendre le Parlement perpétuel. Pourquoi fixer un temps lorsque tout le monde conspire à finir les affaires au-plûtôt? Nous servons ici le public à nos dépens. Qui voudra s'incommoder en y demeurant plus long-temps que le bien de l'Etat ne le demande? Sa Majesté persuadée que nous cherchons à la contenter, pensera-t-elle à nous renvoyer tant que nous travaillerons à lui donner des preuves

1641. *ves de nôtre attachement & de nôtre fidélité ? Pourquoi donc témoigner une défiance réciproque en fixant ainsi un temps ? Le Roi & le Parlement souhaitent également de voir incessamment les affaires terminées à la satisfaction de Sa Majesté & des bons Anglois. Soit que les Seigneurs ne prévissent pas les conséquences de cet acte fatal , & qu'ils s'imaginassent que rien ne se pouvant faire sans le consentement de la Chambre Haute , il leur seroit facile de prévenir les inconvéniens , ou du moins d'y remédier ; soit qu'ils ne fussent pas moins effraiez que Charles , ils passèrent l'acte. Le Roi dénué d'argent , & impatient d'en avoir , confirma une loi qui le rendit le plus infortuné Prince du monde, le jour même qu'il approuva l'arrêt de mort rendu contre son Ministre.*

Je veux bien croire que le plus grand nombre de ceux qui opinèrent dans les deux Chambres en faveur de l'acte, n'avoient pas de mauvaises intentions , & qu'ils pensoient seulement à réformer les abus introduits dans l'administration des affaires. Mais quand je viens à réfléchir sur ce qui arriva dans la suite & sur les entreprises inouïes des principaux promoteurs de la loi , j'ai peine à me persuader que ces Républicains n'aient pas pensé dès-lors à l'extinction , ou du moins à l'entier affoiblissement de la puissance Royale. Il est surprenant que la Chambre Haute remplie de Seigneurs éclairés & prévoians , ait consenti à une chose qui ne
lui

lui fut pas moins pernicieuse qu'au Roi. La tentative des Communes pour abolir l'Episcopat , ou du moins pour priver les Evêques du droit de séance au Parlement, & pour supprimer les Doiens, les Archidiaques, & les autres dignitez Ecclesiastiques, ne prouvoit-elle pas assez, que les Auteurs de ces délibérations, assurez désormais de la continuation de leur assemblée, ne consentiroient à la séparation, qu'après l'entière exécution de leurs projets? Etoit-il si difficile de prévoir que le Roi réduit à un honteux esclavage, penseroit à s'en délivrer; que cela seroit suivi d'une rupture ouverte entre lui & le Parlement; peut-être d'une guerre civile; que si les Communes devenoient une fois supérieures, elles abaisseroient encore plus l'autorité Roiale, & que la ruine des Seigneurs suivroit de près celle du Roi?

L' 11. Mai veille de sa mort, l'infortuné Strafford demanda au Lieutenant de la Tour de Londres, la permission de voir Laud Archevêque de Cantorberi, & de lui parler en présence de cet Officier chargé de garder l'un & l'autre. Le Lieutenant ayant répondu qu'il ne la pouvoit donner sans un ordre exprès du Parlement, le Comte pria l'Archevêque d'Armagh, qu'il avoit appelé pour lui administrer le Saint Sacrement, & pour l'exhorter à mourir Chrétiennement, d'aller dire de sa part à Laud, qu'il lui demandoit le secours de ses prières, sa bénédiction

Mort du
Comte de
Strafford.

1641. tion lors qu'il iroit le lendemain au supplice, & la consolation de le voir à la fenêtre, afin qu'ils se pussent dire le dernier

*Trial of the
Earl of
Strafford.
Rushworth's
Historical
Collections.
IV. Vol.
Clarendon's
History. I.
Vol. 3. Book.*

adieu. *Mon devoir & ma conscience*, répondit l'Archevêque de Cantorberi, *exigent de moi les deux premières choses qu'un ami prêt à mourir, me demande. Mais je ne sai si ma douleur & ma foiblesse me permettront de le voir à une si triste séparation.* Le Lieutenant proposa le lendemain au Comte d'aller en carosse à l'échaffaut dressé dans la place voisine de la Tour. *J'apprehende, Mylord, ajouta l'Officier, que le peuple irrité ne se jette sur vous, & ne vous déchire en pièces.* Monsieur le Lieutenant, repartit le Comte, *faites votre charge. Je ne crains ni la mort, ni le peuple. Il m'importe peu qu'elle vienne de la main du bourreau, ou de la fureur du peuple. Si ce genre de supplice lui plaît davantage, il se peut contenter. Cela m'est indifférent.* Plus semblable à un Général d'armée qui marche à la victoire certaine, qu'à un criminel conduit à l'échaffaut, Strafford sort avec un visage ferein & content. Le peuple ne put le regarder qu'avec respect, & la plupart furent touchés de sa fermeté. En passant sous la fenêtre de l'Archevêque de Cantorberi, *Mylord, cria le Comte en le saluant profondément, priez Dieu pour moi, s'il vous plaît, & donnez moi votre bénédiction.* Laud avance la tête, élève ses mains, prononce quelques paroles, & tombe évanoui. *Adieu, Mylord, ajouta le Comte*
en

en faisant une seconde révérence. Dieu 1641.
veuille protéger votre innocence.

Il parla sur l'échaffaut avec des sentimens tout-à-fait Chrétiens, se soumit à l'arrêt rendu contre lui, protesta que jamais il ne s'étoit opposé à la convocation du Parlement, & souhaita toute sorte de prospérité au Roi & à sa patrie. *Mais je crains, ajouta-t'il, qu'une réformation de l'Etat commencée par l'effusion du sang innocent, n'ait pas le bon succès qu'on en attend.* Après avoir prié Dieu avec beaucoup d'attention & de ferveur, il ôte lui-même son pourpoint, met sa tête sur le billot, & attend avec une parfaite résignation, le coup qui la sépara de son corps. Quelqu'un ne pensera-t'il point qu'il y eut de l'affectation, peut-être de l'orgueil secret dans ces paroles qu'il dit en quittant ses habits; *jamais je ne me suis deshabillé plus tranquillement pour aller au lit ?* Cela pourroit insinuer que le Comte tâcha de s'étourdir sur la mort, *qu'on ne regarde pas plus fixement que le soleil*, comme un bel esprit de notre temps l'a fort bien remarqué. Je trouve dans la lettre de Strafford au Roi son maître, de quoi le disculper là-dessus. Il y avoué de bonne foi que la mort lui parut d'abord affreuse. Il ne s'y résolut qu'après s'être pleinement convaincu, qu'il devoit sacrifier sa vie au repos de celui qui l'avoit comblé d'honneurs & de biens. N'est-ce pas là mourir en véritable Héros ? Telle fut à l'âge de 49. ans, la fin de Thomas Wentworth
Comte

1641. Comte de Strafford. On ne peut guères lui reprocher autre chose que trop d'ambition, de hauteur, & de fierté. Il fut, dit-on, l'ami le plus ardent, & l'ennemi le plus violent. S'il eût moins méprisé le Chevalier Vane & quelques autres gens, ou plus ménagé le peuple d'Angleterre, sa vie n'auroit pas été si rigoureusement recherchée, & certaines malversations qu'il est difficile d'excuser, auroient paru pardonnables à un Ministre aussi habile, & aussi intelligent qu'il y en eut jamais en Angleterre.

Ajoutons à sa gloire ce qui se trouve dans un livre que le Roi Charles I. composa dans sa prison. *Je regardois le Comte de Strafford, dit-il, comme un Gentilhomme, que ses excellentes qualitez rendoient certainement propre aux prémiérs emplois. Mais cela même auroit arrêté un autre Prince, & lui auroit donné de l'ombrage & de la jalousie. Naturellement porté aux grandes entreprises, le Comte ne les put exécuter sans commettre quelques fautes, ni sans se faire un grand nombre d'ennemis. Mais je n'ai jamais été persuadé qu'il fût coupable des crimes qu'on lui reprochoit. Quel fut le triste embarras, où je me trouvai au jugement de son affaire ! D'un côté ma conscience me retenoit, & de l'autre on me pressoit de céder aux importunité, de la Chambre des Communes & du peuple. Séduit par les insinuations de certaines gens qui paroissoient bien intentionnez pour mon service, je pris le parti qui me sembla le plus sûr.*

sur. Je préférerois la tranquillité de l'Etat à la paix de ma conscience. Bien loin de me vouloir excuser, d'avoir consenti à la mort d'un homme que je ne croiois pas l'avoir méritée, j'avoué que jamais action ne me causa de si cuisans remords. J'ai souvent demandé pardon à Dieu, de ma foiblesse dans cette épreuve, où je témoignai que je le craignois moins que les hommes. Puisque je me trouvois capable de commettre une injustice si criante, pour éviter quelques inconvéniens dans les affaires d'Etat, je ne méritois pas de régner en son nom sur la terre. L'événement m'a fait sentir la fausseté de cette maxime de la politique du monde, que la mort d'un homme injustement condamné, est préférable au mécontentement & à la perte du peuple. Si j'avois soutenu l'innocence du Comte de Strafford, comme ma conscience me le suggéroit, je n'aurois pas souffert de si affligeantes disgraces, que celles qui ont suivi la complaisance que j'ai eue de céder aux importunités de quelques serviteurs ingrats. J'ai remarqué avec admiration, que bien loin d'avoir gagné les bonnes grâces du Parlement, ceux qui me pressèrent de signer ce malheureux acte, ont été persécutés plus que les autres par les Communes, & que le seul qui me conseilla de suivre les lumières de ma conscience, fut le moins tourmenté.

La rigueur des jugemens que Dieu a depuis exercés sur moi, est un effet de sa miséricorde. Je m'y soumets avec une entière résignation. Il a voulu qu'ils servissent à
me

1641. *me sanctifier , à m'inspirer un repentir sincère, d'avoir consenti à une condamnation injuste, & à m'apprendre que la meilleure politique, c'étoit de préférer la justice à tous les avantages de la vie, & le repos de ma conscience à la conservation de mes Roiaumes. Les remords continuels que j'ai sentis depuis la mort du Comte de Strafford, m'ont confirmé plus que toute autre chose dans la résolution que je pris alors, & que j'ai constamment suivie, de n'écouter point ceux qui me proposeroient désormais de consentir à des actes que je croirois injustes. Non que je voulusse contre l'avis du Parlement, confier l'administration des affaires publiques au Comte de Strafford ; j'aurois seulement souhaité de n'avoir aucune part à la mort d'un homme, dont je connoissois mieux l'innocence que tout autre. Les crimes dont il étoit accusé, ne furent point légitimement prouvez. Après de longues audiences, un grand nombre de ceux qui composoient les deux Chambres du Parlement, & sur tout des Seigneurs de la Haute, n'en demeurèrent pas convaincus. Les deux tiers des Pairs s'absentèrent quand l'acte passa chez eux, & plusieurs Gentilshommes des Communes, quoique jaloux de l'élévation du Comte de Strafford, & bien-aises de le voir ruiné, opinèrent contre l'acte, & furent exposés à la fureur d'une populace soulevée, qui demandoit justice, c'est-à-dire, que je fisse conjointement avec le Parlement ce que des matins malignement prévus, soubaïtoient. La preuve la plus certaine de l'injustice*

justice de l'acte, c'est qu'il n'y en eut jamais de pareil, & que les ennemis implacables du Comte craignant d'être traitez un jour comme celui qu'ils avoient entrepris de perdre à quelque prix que ce fût, y firent insérer, que leur jugement ne serviroit ni de loi, ni de règle à l'avenir. J'espère que la tendresse de ma conscience & les remords que j'ai d'avoir eu part à la mort d'un innocent, quoique condamné avec quelques formalitez de justice, me justifieront suffisamment à la postérité, contre certaines gens, qui bien-aisés de se disculper eux-mêmes aux dépens de ma réputation, me reprochent que je suis responsable de tout le sang répandu dans cette malheureuse guerre civile. Bien loin d'avoir voulu exposer un si grand nombre d'hommes à la mort, j'ai toujours été dans la disposition de perdre plutôt ma propre vie, que d'enlever injustement celle de quelqu'autre que ce soit.

La faute de Charles dans l'affaire de Strafford est beaucoup moindre, que celle de David au regard de l'innocent Urie. Mais je ne sai si la réparation que le Roi d'Angleterre fit de la sienne, & le regret qu'il en témoigna si publiquement, ne méritent point autant & plus de louanges que la pénitence du Roi d'Israël. La conscience endormie de celui-ci, ne se reveilla qu'aux vives remontrances d'un Prophète, au lieu que Charles ne se laisse point tellement étourdir par les applaudissemens flatteurs de ceux qui le louent, d'avoir sauvé sa personne, les enfans, &
ses

1641. ses Roiaumes, par une foible complaisance, qu'il ne sente d'abord l'énormité de son péché, qu'il ne le confesse devant Dieu & devant les hommes, & que non moins soumis que David à la volonté du Seigneur, il ne reconnoisse & n'adore humblement la main qui le frappe avec plus de rigueur, qu'elle ne frappa autrefois un Prince plus criminel que lui. Quelques gens trouvent étrange que l'Eglise Anglicane regarde comme Martyr, un Roi qui n'a pas souffert la mort pour sa Religion. Mais ne peut-on point être Martyr de la justice, aussi bien que de la vérité du Christianisme? Etre Roi & aimer mieux mourir par la main du boureau, que de consentir à des choses qu'on a raison de croire injustes, n'est-ce pas un véritable *Martyre*? Que si le mot vous choque, reconnoissez du moins qu'un Prince Chrétien ne peut souffrir une mort plus glorieuse, ni avoir des sentimens plus héroïques. Telle a été la disposition, telle a été la fin de Charles I. Roi de la Grande-Bretagne. Il faut pourtant avouer qu'une de ses réflexions sur l'acte de la condamnation de son Ministre, n'est pas juste. Quand le Parlement ordonne que l'arrêt rendu contre le Comte de Strafford ne pourra servir de règle à l'avenir, cela se doit entendre des Tribunaux ordinaires, & non du Parlement même. Ce ne fut pas sans raison que la clause fut ajoutée. Quel homme auroit pu croire sa vie en seureté, s'il avoit été permis à tous

tous les Juges du Roiaume, je ne dis pas, de condamner un accusé sur la déposition d'un seul témoin, mais de rechercher malignement toute sa vie, & de décider, qu'à la vérité aucune de ses actions en particulier, n'est pas un crime capital, mais que si on les prend toutes ensemble, elles en font un? Il n'y a pas d'apparence que Pym & les gens de son parti, qui prétendoient faire trembler tous les Ministres d'Etat, aient voulu s'ôter à eux-mêmes, & aux Parlemens suivans, la liberté de poursuivre un autre Ministre de la manière dont le Comte de Strafford fut attaqué. Un Parlement tenu sous le règne de Charles II. réhabilita sa mémoire avec tout l'honneur possible, par un acte authentique. La condamnation fut déclarée nulle & illégitime; l'acte, tiré des régitres & déchiré, enfin, toute la procédure, supprimée.

Dans les tumultes populaires excitez à l'occasion du Comte de Strafford, la multitude autant animée contre les Papistes que contre lui, s'atroupa autour du palais, où logeoit la Reine Marie de Médicis, & cria fort contre le grand nombre de Prêtres qui se trouvoient auprès d'elle. Le concours de la populace fut si extraordinaire, qu'on craignit pour la personne de Sa Majesté. Il fallut demander des gardes à Charles, qui, de peur de causer de l'ombrage & de la jalousie à la Chambre des Communes inquiète pour elle-même, voulut que la chose fut rapportée

1641.

Marie de Médicis
fort d'Angleterre &
se retire à Cologne.

1641. au Parlement. Le Comte de Dorset Lieutenant de la Province de Middlesex, ayant reçu ordre de veiller à la sécurité de Marie de Médicis & de sa maison, envoie cent mousquetaires. Plusieurs d'entr'eux obéirent avec répugnance, & dirent qu'ils avoient quelque chose de meilleur à faire,

*Rushworth's
Historical
Collections.
IV. Vol
Mercurius di
Victorio Si-
vi. Tom. I.
Lib. II.*

que de garder des étrangers. L' 11. Mai, les amis que Richelieu avoit dans le Parti Puritain, remontrèrent à la Chambre Basse, qu'il étoit à propos de prier les Seigneurs de se joindre aux Communes, afin de supplier le Roi de presser sa belle-mère de sortir d'Angleterre, sa présence dans la capitale du Royaume & ailleurs, pouvant donner occasion au peuple de se soulever contre les Prêtres de sa maison, & contre les Papistes Anglois qui alloient chez elle sous prétexte de se rendre aux exercices de leur Religion. Charles hors d'état de refuser la moindre chose à son Parlement, pria Marie de Médicis de l'excuser sur l'indispensable nécessité, où il se trouvoit de tout accorder. Obligée de son côté de céder aux instances de son beau-fils, elle demande seulement qu'il agisse auprès du Roi d'Espagne, pour obtenir à leur belle-mère commune la permission de retourner dans les Pais-bas, ou du moins la liberté d'y passer, en allant en Hollande, ou ailleurs. Philippe indigné de ce qu'elle étoit sortie mal à propos de Bruxelles, refusa l'un & l'autre. Ne vouloit-il point aussi faire sentir à Charles que la Maison d'Autriche ne craignoit pas
les

ses menaces? Le jeune Electeur Palatin étoit alors à Londres, & tâchoit d'obtenir quelque secours du Parlement d'Angleterre, afin de rentrer dans les Etats & dans la dignité de ses Ancêtres. Les Puritains parurent disposez à le servir, & Charles bien-aise de leur complaire, peut-être de causer une espèce de diversion aux Anglois & aux Ecoissois liez contre lui, en les occupant à une guerre étrangère, fit dresser un manifeste, où après de vives plaintes de la mauvaise foi de l'Empereur & des autres ennemis de la Maison Palatine, il déclare sa résolution d'employer toutes ses forces au rétablissement de ses neveux. La pièce fut lue & applaudie dans la Chambre Basse. Plusieurs y parlèrent fortement en faveur de la Maison Palatine, & les Communes témoignèrent une grande disposition à seconder Charles dans la juste entreprise qu'il paroissoit méditer. Cela suffit pour porter les Espagnols déjà mécontents de ce que Sa Majesté Britannique recevoit l'Ambassadeur du nouveau Roi de Portugal, à fomenter sous main les troubles de l'Angleterre. Marie de Médicis refusée à Madrid, eut recours aux Etats Généraux des Provinces-Unies, & elle leur demanda une retraite. On pouvoit espérer que le Prince d'Orange dont le Fils avoit épousé depuis peu la petite-fille de cette Reine infortunée, l'appuieroit en cette occasion. Mais & les Etats & Frederic Henri craignoient trop de desobliger

1641. le Cardinal supérieur à tous ses ennemis par la mort du Comte de Soissons. Ils prièrent Marie de Médicis de choisir un autre asyle. Abandonnée de ses enfans & des anciens alliez du Roi son Epoux, elle prit la résolution d'aller à Cologne. Le Parlement d'Angleterre lui témoigna quelque générosité avant son départ. On lui acorda premièrement trois mille livres sterling. La somme fut depuis augmentée jusques à neuf mille paiables en divers termes. C'est ainsi qu'elle sortit d'Angleterre au mois d'Août. Charles nomma le Comte d'Arondel pour l'accompagner jusques en Hollande.

Fin du XLVII. Livre.



